SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME CXXX **1932-1933** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

Page

N° 2980. — Finlande et Norvège:

Traité de commerce, avec protocole final et protocole additionnel. Signés à Helsinki, le 11 novembre 1930 17

N° 2981. — Grèce et Roumanie:

Convention de commerce et de navigation avec protocole annexe et protocole de signature. Signés à Bucarest, le 11 août 1931 33

N° 2982. — Grèce et Roumanie :

Convention d'établissement et protocole. Signés à Bucarest, le 11 août 1931... 69

N° 2983. — Grèce et Roumanie :

Convention vétérinaire, avec protocole de signature. Signés à Bucarest, le 11 août 1931 79

N° 2984. — Grèce et Roumanie:

Protocole concernant les églises et écoles grecques en Roumanie, signé à Bucarest, le 11 août 1931, et échange de notes y relatif, de la même date 93

N° 2985. — Brésil et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :

Echanges de notes comportant un accord commercial. Rio-de-Janeiro, le 11 septembre 1931 103

N° 2986. — Brésil et Pays-Bas :

Echange de notes comportant un accord relatif au protocole d'instructions pour la démarcation de la frontière entre le Brésil et la Guyane néerlandaise. Rio-de-Janeiro, le 22 septembre 1931 113

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME CXXX **1932-1933** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS

Page

No. 2980. — Finland and Norway:

Treaty of Commerce, with Final Protocol and Additional Protocol. Signed at Helsinki, November 11, 1930 ... 17

No. 2981. — Greece and Roumania:

Convention of Commerce and Navigation with Protocol Annex and Protocol of Signature. Signed at Bucharest, August 11, 1931 ... 33

No. 2982. — Greece and Roumania:

Convention of Establishment and Protocol. Signed at Bucharest, August 11, 1931... 69

No. 2983. — Greece and Roumania:

Veterinary Convention, with Protocol of Signature. Signed at Bucharest, August 11, 1931 79

No. 2984. — Greece and Roumania:

Protocol concerning Greek Churches and Schools in Roumania, signed at Bucharest, August 11, 1931, and Exchange of Notes relating thereto of the same date ... 93

No. 2985. — Brazil and Great Britain and Northern Ireland:

Exchanges of Notes constituting a Commercial Agreement. Rio de Janeiro, September 11, 1931 ... 103

No. 2986. — Brazil and The Netherlands:

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Protocol of Instructions for the Delimination of the Frontier between Brazil and Dutch Guiana. Rio de Janeiro, September 22, 1931 ... 113

Page

N° 2987. — Guatémala et Nicaragua :

Convention commerciale. Signée à Guatémala, le 10 septembre 1924 127

N° 2988. — Etats-Unis d'Amérique, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, etc. :

Traité général d'arbitrage interaméricain et Protocole d'arbitrage progressif. Signés à Washington, le 5 janvier 1929 135

N° 2989. — Danemark et Suède :

Convention en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, avec protocole final. Signés à Stockholm, le 6 mai 1932 161

N° 2990. — Belgique et Bulgarie :

Convention relative à certaines questions d'ordre judiciaire. Signée à Sofia, le 2 juillet 1930 191

N° 2991. — Pologne et Roumanie :

Convention relative à l'entr'aide et protection judiciaire en matière civile, avec protocole final. Signés à Bucarest, le 19 décembre 1929 205

N° 2992. — Autriche et Pologne :

Convention relative à l'établissement général d'assurance des pensions d'employés, avec protocole additionnel et annexes. Signés à Vienne, le 29 mars 1924 223

N° 2993. — Autriche et Pologne :

Convention relative à l'établissement d'assurance contre les accidents du Syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, avec protocole additionnel et annexes. Signés à Vienne, le 29 mars 1924 251

N° 2994. — Autriche et Pologne :

Convention concernant l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs, avec annexe. Signée à Vienne, le 18 juin 1924 279

N° 2995. — Autriche et Pologne :

Convention relative à la caisse de secours en cas de maladies, de l'Administration des anciens chemins de fer d'Etat impériaux royaux autrichiens et à ses fonds séparés, avec annexes. Signées à Vienne, le 18 juin 1924 293

N° 2996. — Autriche et Pologne :

Convention relative à l'établissement d'assurance sur les pensions de la Société des chemins de fer locaux et à voie étroite, avec annexe. Signée à Vienne, le 18 juin 1924 309

N° 2997. — Autriche et Pologne :

Convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, signée à Vienne, le 17 janvier 1925, avec protocole additionnel, signé à Vienne, le 2 février 1928, et annexes 327

Page

No. 2987. — Guatemala and Nicaragua :

Commercial Convention. Signed at Guatemala, September 10, 1924 127

No. 2988. — United States of America, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, etc. :

General Treaty of Interamerican Arbitration and Protocol of Progressive Arbitration. Signed at Washington, January 5, 1929 135

No. 2989. — Denmark and Sweden :

Convention for the Prevention of Double Taxation in the matter of Direct Taxes, with Final Protocol. Signed at Stockholm, May 6, 1932 161

No. 2990. — Belgium and Bulgaria :

Convention concerning certain Judicial Questions. Signed at Sofia, July 2, 1930 191

No. 2991. — Poland and Roumania :

Convention regarding mutual Assistance and Legal Protection in Civil Matters, with Final Protocol. Signed at Bucharest, December 19, 1929 205

No. 2992. — Austria and Poland :

Convention regarding the General Insurance Organisation for Employees' Pensions, with Additional Protocol and Annexes. Signed at Vienna, March 29, 1924 223

No. 2993. — Austria and Poland ...

Convention regarding the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents, with Additional Protocol and Annexes. Signed at Vienna, March 29, 1924 251

No. 2994. — Austria and Poland :

Convention regarding Miners' Accidents Insurance Organisation, with Annex. Signed at Vienna, June 18, 1924 279

No. 2995. — Austria and Poland :

Convention regarding the Sick Benefit Fund of the Administration of the Former Imperial and Royal Austrian State Railways, and regarding the Separate Sections of that Fund, with Annexes. Signed at Vienna, June 18, 1924 293

No. 2996. — Austria and Poland :

Convention regarding the Pensions Insurance Organisation of the Local and Narrow Gauge Railways Company, with Annex. Signed at Vienna, June 18, 1924, ... 309

No. 2997. — Austria and Poland :

Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions, signed at Vienna, January 17, 1925, with Additional Protocol, signed at Vienna, February 2, 1928, and Annexes 327

Page

N° 2998. — Autriche et Pologne :

Convention concernant la Commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance et la caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne, avec annexes. Signée à Vienne, le 17 janvier 1925... 387

N° 2999. — Autriche, Pologne et Tchécoslovaquie :

Convention concernant la « Caisse d'épargne des enfants d'employés et d'ouvriers permanents des chemins de fer du Nord », avec annexe. Signée à Vienne, le 30 octobre 1928 405

N° 3000. — France et Pologne :

Convention sanitaire vétérinaire, avec annexes, signée à Paris, le 24 avril 1929, échange de notes relatif au modèle de certificat sanitaire annexé à la convention, Paris, les 16 et 28 janvier 1930, et échange de notes modifiant les dispositions de la convention relatives à son entrée en vigueur, Paris, le 2 juin 1931- 417

ANNEXE XXXII. — *Signatures, ratifications, adhésions postérieurement déposées, prolongations, dénonciations, etc.*

N° 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.

Ratification 440
Disposition facultative :
Ratification 440
Signature 440

N° 174. — Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime. Barcelone, le 20 avril 1921.

Adhésion 441

N° 1250. — Arrangement entre l'Allemagne et la Pologne relatif à l'octroi de facilités dans le petit trafic frontalier. Signé à Dantzig, le 30 décembre 1924.

Echange de notes prorogeant l'arrangement ci-dessus jusqu'au 31 décembre 1933. Varsovie, le 31 octobre 1932 441

N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.

Adhésion 444

N° 1512. — Accord entre la Grande-Bretagne et Mascate prorogeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1927, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891. Signé à Mascate, le 11 février 1927.

Accord relatif à la prolongation jusqu'au 11 février 1933 du Traité du 19 mars 1891 susmentionné. Mascate, le 11 février 1932 444

Page

No. 2998. — Austria and Poland :

Convention regarding the Commune of Vienna, the Communal Insurance Organisation and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna, with Annexes. Signed at Vienna, January 17, 1925... 387

No. 2999. — Austria, Poland and Czechoslovakia :

Convention concerning the Savings Bank for the Children of Permanent Employees and Workers of the Northern Railways, with Annex. Signed at Vienna, October 30, 1928 405

No. 3000. — France and Poland :

Sanirary and Veterinary Convention, with Annexes, signed at Paris, April 24, 1929, Exchange of Notes concerning the Form of Sanitary Certificate annexed to the Convention, Paris, January 16 and 28, 1930, and Exchange of Notes modifying the Provisions of the Convention relating to its Coming into Force, Paris June 2, 1931 ... 417

ANNEX XXXII. — *Signatures, Ratifications, Accessions subsequently deposited, Prolongations, Denunciations, etc.*

No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.

Ratification 440
Optional Clause :
Ratification 440
Signature 440

No. 174. — Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea Coast. Barcelona, April 20, 1921.

Accession 441

No. 1250. — Agreement between Germany and Poland concerning the Granting of Facilities in Minor Frontier Traffic. Signed at Danzig, December 30, 1924.

Exchange of Notes renewing the above Agreement until December 31, 1933. Warsaw, October 31, 1932 441

No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25, 1926

Accession 444

No. 1512. — Agreement between Great Britain and Mascat renewing for a further Period of one Year, from February 11, 1927, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891. Signed at Mascat, February 11, 1927.

Agreement respecting the Prolongation until February 11, 1933, of the above Treaty of March 19, 1891. Muscat, February 11, 1932 444

Page

N° 1593. — Convention d'arbitrage entre la France et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Signée à Paris, le 11 novembre 1927.

Prorogation 448

N° 1743. — Convention d'union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle. Revisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.

Adhésions 448

N° 1744. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. Revisé à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.

Adhésions 449

N° 1745. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce. Revisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.

Adhésion 449

N° 1950. — Convention de droit international privé. Signée à La Havane, le 20 février 1928.

Présentation à l'enregistrement 450

N° 2015. — Convention postale entre la colonie du Congo belge et le Grand-Duché de Luxembourg. Signée à Luxembourg, le 18 mai 1928.

Avenant à la convention susmentionnée. Signé le 31 décembre 1930 450

N° 2044. — Convention entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, etc., et le Président du Reich allemand concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 20 mars 1928.

Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie et le Gouvernement allemand relatif à l'application au Commonwealth d'Australie (y compris les territoires de Papoua et de l'Ile de Norfolk et les Territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru) des dispositions de la convention susmentionnée. Berlin, les 3 et 18 décembre 1932. 451

N° 2045. — Traité de commerce et de navigation entre Sa Majesté au nom de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, et le Président de la République de Panama. Signé à Panama, le 25 septembre 1928.

Echange de notes relatif à l'application à la Palestine (y compris la Transjordanie) des dispositions du traité ci-dessus. Panama, les 2/19 septembre 1932 455

N° 2096. — Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Signée à Genève, le 26 septembre 1927.

Adhésion 457

Page

No. 1593. — Arbitration Convention between France and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Signed at Paris, November 11, 1927.

Prorogation 448

No. 1743. — Union Convention of Paris, March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property. Revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.

Accessions 448

No. 1744. — Agreement of Madrid of April 14, 1891, for the Prevention of False Indications of Origin on Goods. Revised at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.

Accessions 449

No. 1745. — Agreement concluded at Madrid, April 14, 1891, concerning International Registration of Commercial and Industrial Trade Marks, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.

Accession 449

No. 1950. — Convention on Private International Law. Signed at Habana, February 20, 1928.

Presentation for registration 450

No. 2015. — Postal Convention between the Colony of the Belgian Congo and the Grand-Duchy of Luxemburg. Signed at Luxemburg, May 18, 1928.

Additional Agreement to the above-mentioned Convention. Signed on December 31, 1930 450

No. 2044. — Convention between His Britannic Majesty and the President of the German Reich regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 20, 1928.

Exchange of Notes between His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia and the German Government respecting the Extension to the Commonwealth of Australia (including the territories of Papua and Norfolk Island and the Mandated Territories of New Guinea and Nauru) of the provisions of the above-mentioned Convention. Berlin, December 3 and 18, 1932 451

No. 2045. — Treaty of Commerce and Navigation between His Majesty in respect of Great Britain and Northern Ireland and the President of the Republic of Panama. Signed at Panama, September 25, 1928.

Exchange of notes respecting the Application to Palestine (including Transjordan) of the provisions of the above Treaty. Panama, September 2/19, 1932 455

No. 2096. — Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Signed at Geneva, September 26, 1927.

Accession 457

Page

N° 2368. — Convention postale universelle, avec protocole final, règlement d'exécution et protocole final, et dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, avec protocole final. Signés à Londres, le 28 juin 1929.

Ratifications 458

N° 2369. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final et règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.

Ratifications 458

N° 2370. — Arrangement concernant les colis postaux, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne. Signés à Londres, le 28 juin 1929.

Ratifications 459

N° 2371. — Arrangement concernant les mandats de poste, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.

Ratifications 459

N° 2372. — Arrangement concernant les virements postaux, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.

Ratifications 460

N° 2373. — Arrangement concernant les recouvrements, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.

Ratifications 460

N° 2374. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.

Ratifications 461

N° 2491. — Echange de notes entre les Gouvernements hongrois et persan comportant un accord relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Rome, le 19 juin 1929.

Echange de notes relatif à la prorogation jusqu'au 19 septembre 1932 de l'accord ci-dessus. Téhéran, le 13 juin 1932. *(Présentation à l'enregistrement)* 461
Echange de notes relatif à la prorogation jusqu'au 19 décembre 1932 de l'accord ci-dessus. Paris, le 17 septembre 1932 461

N° 2560. — Convention internationale concernant les statistiques économiques et protocole. Signés à Genève, le 14 décembre 1928.

Ratification 463

N° 2598. — Convention concernant les expositions internationales. Signée à Paris, le 22 novembre 1928.

Ratification 464

Page

No. 2368. — Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Final Protocol and Provisions relating to the Conveyance of Letter Post by Air, with Final Protocol. Signed at London, June 28, 1929.

Ratifications 458

No. 2369. — Agreement concerning Insured Letters and Boxes, with Final Protocol and Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.

Ratifications 458

No. 2370. — Parcel Post Agreement, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions relating to the Conveyance of Parcel Post by Air. Signed at London, June 28, 1929 ... ...

Ratifications 459

No. 2371. — Money Order Agreement, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.

Ratifications 459

No. 2372. — Agreement concerning Transfer to and from Postal Cheque Accounts, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.

Ratifications 460

No. 2373. — Agreement concerning the Collection of Bills, Drafts, etc., with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.

Ratifications 460

No. 2374. — Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.

Ratifications 461

No. 2491. — Exchange of Notes between the Hungarian and Persian Governments constituting an Agreement regarding the Provisional Settlement of Commercial Relations between the two Countries. Rome, June 19, 1929.

Exchange of Notes relating to the Prorogation until September 19, 1932, of the above Agreement. Teheran, June 13, 1932. *(Presentation for Registration)* 461

Exchange of Notes relating to the Prorogation until December 19, 1932, of the above Agreement. Paris, September 17, 1932 461

No. 2560. — International Convention relating to Economic Statistics and Protocol. Signed at Geneva, December 14, 1928.

Ratification 463

No. 2598. — Convention regarding International Exhibitions. Signed at Paris, November 22, 1928.

Ratification 464

Page

N° 2603. — Accord sur les bateaux-feu-gardes se trouvant hors de leur poste normal. Signé à Lisbonne, le 23 octobre 1930.

Adhésion 464
Ratification 464

N° 2623. — Convention internationale pour la répression du faux monnayage et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929.

Entrée en vigueur de la convention pour le Danemark 464

N° 2704. — Traité de commerce et de navigation entre l'Estonie et la Turquie. Signé à Ankara, le 16 septembre 1929.

Echange de notes relatif à l'abrogation, à partir du 17 janvier 1933, des dispositions du paragraphe premier, ad Article XI, du Protocole de signature du traité ci-dessus. Varsovie, les 17 octobre 1932 et 13 janvier 1933 465

N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.

Présentation à l'enregistrement 468
Ratification 468

N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.

Présentation à l'enregistrement 468
Ratification 468

N° 2816. — Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 9 septembre 1886, revisée à Berlin, le 13 novembre 1908, et à Rome, le 2 juin 1928.

Application de la convention ci-dessus aux Etats malais fédérés, à partir du 10 janvier 1933 469

N° 53 *a)*. — Déclaration par le Danemark et la Suède et la Norvège concernant l'assistance à donner aux marins délaissés. Signée à Copenhague, le 10 août 1883.

Echange de notes entre les Gouvernements danois et norvégien abrogeant, à partir du 1er janvier 1932, la Déclaration ci-dessus, dans les rapports entre le Danemark et l'Islande, d'une part, et la Norvège, d'autre part. Copenhague, les 24 novembre et 4 décembre 1931 469
Echange de notes entre les Gouvernements danois et suédois abrogeant, à partir de la fin de l'année 1932, la Déclaration ci-dessus, dans les rapports entre le Danemark et l'Islande, d'une part, et la Suède, d'autre part. Stockholm, le 29 octobre 1932 470

N° 88 *a)*. — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et Panama. Signé à Panama, le 25 août 1906.

Echange de notes concernant l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Panama, les 2 mars, 4 juin, 4 août et 13 septembre 1932 472

N° 94 *a)*. — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie. Signé à Vienne, le 3 décembre 1873.

Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement hongrois relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité susmentionné. Budapest, les 2 février et 30 juin 1932, et les 1er août et 14 novembre 1932 479

Page

No. 2603. — Agreement concerning Manned Lightships not on their Stations. Signed at Lisbon, October 23, 1930.

Accession ... 464
Ratification ... 464

No. 2623. — International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency and Protocol. Signed at Geneva, April 20, 1929.

Entry into force of the Convention as regards Denmark ... 464

No. 2704. — Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Turkey. Signed at Ankara, September 16, 1929.

Exchange of Notes relating to the Abrogation, as from January 17, 1933, of the provisions of paragraph 1, ad Article XI of the Protocol of Signature of the above Treaty. Warsaw, October 17, 1932 and January 13, 1933 ... 465

No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27, 1929.

Presentation for Registration ... 468
Ratification ... 468

No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27, 1929.

Presentation for Registration ... 468
Ratification ... 468

No. 2816. — Convention of Berne for the Protection of Literary and Artistic Works, Signed on September 9, 1886, revised at Berlin, November 13, 1908 and at Rome, June 2, 1928.

Application of the above Convention to the Federated Malay States, as from January 10, 1933 ... 469

No. 53 *(a)*. — Declaration between Denmark and Sweden and Norway regarding the Assistance to be afforded to Abandoned Seamen. Signed at Copenhagen, August 10, 1883.

Exchange of Notes between the Danish and Norwegian Governments abrogating, as from January 1st, 1932, the above Declaration, as regards Relations between Denmark and Iceland, on the one part, and Norway, on the other part. Copenhagen, November 24, and December 4, 1931 ... 469
Exchange of Notes between the Danish and Swedish Governments abrogating, as from the end of the year 1932, the above-mentioned Declaration, as regards Relations between Denmark and Iceland, on the one part, and Sweden, on the other part. Stockholm, October 29, 1932 ... 470

No. 88 *(a)*. — Extradition Treaty between Great Britain and Panama. Signed at Panama, August 25, 1906.

Exchange of Notes respecting the Extension to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Panama, March 2, June 4, August 4, and September 13, 1932 ... 472

No. 94 *(a)*. — Extradition Treaty between Great Britain and Austria-Hungary. Signed at Vienna, December 3, 1873.

Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Hungarian Government respecting the Application to Transjordan of the Provisions of the above-mentioned Treaty. Budapest, February 2 and June 30, 1932, and August 1st, and November 14, 1932 ... 479

Page

N° 107 *a)*. — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et le Salvador. Signé à Paris, le 23 juin 1881.

Echange de notes concernant l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. San Salvador, les 22 septembre et 18 octobre 1932 484

N° 116 *a)*. — Arrangement entre les Pays-Bas et la Suède concernant l'assistance à donner aux marins délaissés des deux pays. Signé à Stockholm, le 2 mai 1913.

Dénonciation 489

N° 117 *a)*. — Arrangement entre la Grande-Bretagne et la Suède et la Norvège concernant l'assistance à donner aux marins délaissés. Signé à Londres, le 12 juillet 1881.

Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement suédois relatif à la dénonciation de l'arrangement ci-dessus. Londres, le 30 décembre 1932 et 3 janvier 1933 489

Page

No. 107 (*a*). — Extradition Treaty between Great Britain and Salvador. Signed at Paris, June 23, 1881.

Exchange of Notes regarding the Application to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. San Salvador, September 22, and October 18, 1932 484

No. 116 (*a*). — Agreement between the Netherlands and Sweden concerning the Relief to be given to Distressed Seamen of the two Countries. Signed at Stockholm, May 2, 1913.

Denunciation 489

No. 117 (*a*). — Agreement between Great Britain and Sweden and Norway regarding the Relief of Distressed Seamen. Signed at London, July 12, 1881.

Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kindom and the Swedish Government respecting the Termination of the above-mentioned Agreement. London, December 30, 1932 and January 3, 1933. 489

N° 2980.

FINLANDE ET NORVÈGE

Traité de commerce, avec protocole final et protocole additionnel. Signés à Helsinki, le 11 novembre 1930.

FINLAND AND NORWAY

Treaty of Commerce, with Final Protocol and Additional Protocol. Signed at Helsinki, November 11, 1930.

N° 2980. — TRAITÉ[1] DE COMMERCE ENTRE LA FINLANDE ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 11 NOVEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 20 juin 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, d'autre part, animés du désir, après que les relations maritimes entre la Norvège et la Finlande ont été réglées par la Convention[2] du 19 décembre 1925, de fortifier et de développer ultérieurement les relations économiques entre les deux pays, sont convenus de conclure un traité de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Monsieur Johan Fredrik Winther JAKHELLN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur Hjalmar Johan PROCOPÉ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, sous tous les rapports, du même traitement que celui accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il ne seront pas soumis à des impôts, droits ou taxes, sous quelque dénomination ou de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les sociétés anonymes, coopératives et autres sociétés ayant un but lucratif, qui ont leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui sont légalement constituées conformément aux lois de ce pays, jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre pays, à condition que toutes les formalités prescrites par la législation soient observées, du même traitement

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 26 mai 1932.
Entré en vigueur le 10 juin 1932.

[2] Vol. LVI, page 183, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2980. — TREATY [2] OF COMMERCE BETWEEN FINLAND AND NORWAY. SIGNED AT HELSINKI, NOVEMBER 11, 1930.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place June 20, 1932.

His Majesty the King of Norway, of the one part, and the President of the Republic of Finland, of the other part, being desirous, now that the maritime relations between Norway and Finland have been regulated by the Convention [3] of December 19, 1925, to strengthen and develop the economic relations between the two countries, have resolved to conclude a commercial treaty and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Monsieur Johan Fredrik Winther JAKHELLN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Monsieur HJALMAR JOHAN PROCOPÉ, Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy within the territory of the other Party the same treatment in all respects as that granted to nationals of the most favoured nation.

They shall not be liable to taxes, dues or imposts of any denomination or of any character other or higher than those levied on nationals of the most favoured nation.

Article 2.

Joint-stock companies, co-operative associations and other trading companies which have their registered offices in the territory of either Contracting Party and are legally constituted in accordance with the laws of the said country shall, subject to compliance with all the formalities laid down in the laws, be entitled in the territory of the other country to the same treatment in

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Oslo, May 26, 1932. Came into force June 10, 1932.

[3] Vol. LVI, page 183, of this Series.

que celui accordé à des sociétés analogues de la nation la plus favorisée, le droit de ces sociétés d'exercer le commerce ou l'industrie sur le territoire de l'autre pays étant toutefois subordonné aux lois et règlements spéciaux qui y sont en vigueur.

Elles ne seront pas soumises à des impôts, droits ou taxes de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés, que ceux qui sont perçus sur les sociétés et coopératives analogues de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants, sociétés ou coopératives de chacune des Parties contractantes, qui ont leur domicile sur le territoire de l'autre Partie n'y seront assujettis aux impôts, droits ou taxes, mentionnés aux articles 1 et 2, que sur l'actif se trouvant dans le pays où les impôts, droits ou taxes en question sont établis ou en raison d'un commerce ou d'une industrie qu'ils y exercent ou de quelque profit qui leur en reviendrait.

Article 4.

Lorsque des ressortissants finlandais, qui n'ont pas leur domicile en Norvège ou des sociétés ou coopératives finlandaises se livrent au commerce d'exportation de la Finlande en Norvège, ils ne seront pas assujettis en Norvège, aussi longtemps qu'ils n'y sont pas établis, à des impôts sur les bénéfices du commerce d'exportation en question.

Lorsqu'ils exercent leur commerce ou leur industrie en Norvège, en totalité ou en partie, la portion du bénéfice provenant des opérations effectuées en Norvège pourra seule y être imposée.

Des dispositions analogues s'appliquent à cet égard en ce qui concerne les impôts perçus en Finlande sur le commerce d'exportation en Finlande des ressortissants, sociétés et coopératives norvégiennes.

Article 5.

Les droits intérieurs perçus au profit de l'Etat, des communes ou des corporations et qui ont rapport à la production, la fabrication ou la consommation de marchandises sur le territoire de l'une des Parties contractantes ne doivent, dans aucune circonstance, grever les produits de l'autre Partie de montants plus élevés ou plus onéreux que ceux perçus sur les produits similaires d'origine nationale.

Article 6.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à appliquer la Convention internationale[1] pour la simplification des formalités douanières du 3 novembre 1923.

Article 7.

En ce qui concerne les droits et taxes d'entrée ainsi que les surtaxes, coefficients et majorations de quelque dénomination que ce soit, perçus ou qui pourraient être perçus à l'importation des marchandises, les Parties contractantes s'engagent à laisser les produits du sol ou de l'industrie, provenant de l'autre pays contractant, jouir, sans restrictions ou réserves, de tout avantage ou exonération accordé ou qui pourrait être accordé aux produits similaires provenant d'un tiers pays.

Les produits du sol ou de l'industrie provenant d'un des pays contractants et qui sont exportés de son territoire à destination du territoire de l'autre pays, jouiront, en ce qui concerne les droits et taxes d'exportation, actuellement en vigueur ou qui pourraient être ultérieurement établis, du traitement de la nation la plus favorisée.

[1] Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

all respects as that which is granted to like companies of the most favoured nation, the right of these companies to carry on trade or industry in the territory of the other country being, however, subject to the special laws and regulations in force therein.

They shall not be liable to taxes, dues or imposts of any kind whatsoever other or higher than those levied on like companies and co-operative associations belonging to the most favoured nation.

Article 3.

Nationals, companies or co-operative associations of either Contracting Party domicilied in the territory of the other Party shall be liable therein to the taxes, dues or imposts mentioned in Articles 1 and 2 only in respect of assets within the country where the taxes, dues or imposts in question are levied or in respect of trade or industry carried on by them therein or any profit derived by them from the same.

Article 4.

When Finnish nationals not domiciled in Norway or Finnish companies or co-operative associations engage in the export trade from Finland to Norway, they shall not be subject in Norway, so long as they are not established therein to taxes on profits derived from the said export trade.

When they carry on their trade or industry wholly or partly in Norway, only such part of the profits as is derived from business done in Norway may be taxed therein.

Similar provisions shall apply with regard to this matter in respect of taxation levied in Finland on export trade to Finland carried on by Norwegian nationals, companies and co-operative associations.

Article 5.

Internal duties levied on behalf of the State, communes or corporations in connection with the production, manufacture or consumption of goods in the territory of one of the Contracting Parties may not in any circumstances, when applied to the products of the other Party, be higher or more burdensome than those levied on similar products of native origin.

Article 6.

The Contracting Parties reciprocally undertake to apply the International Convention[1] of November 3, 1923, relating to the Simplification of Customs Formalities.

Article 7.

As regards import duties and charges, and surtaxes, coefficients and increases of any kind, which are or may hereafter be levied on the importation of goods, the Contracting Parties undertake to grant to products of the soil or of industry coming from the other contracting country, without restriction or reservation, any advantage or exemption which they have granted or may hereafter grant to similar products coming from any other country.

Products of the soil or of industry coming from one of the contracting countries and exported from its territory to the territory of the other country shall be entitled to most-favoured-nation treatment in respect of the export duties and charges which are at present in force or which may hereafter be established.

[1] Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

Article 8.

En ce qui concerne l'établissement ou le maintien de prohibitions ou de restrictions d'importation ou d'exportation, les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. A cette disposition ne doivent pas être faites d'autres exceptions que celles que les deux Parties sont autorisées à appliquer à l'égard de tout autre pays.

Article 9.

La présentation d'un certificat d'origine ne sera pas, en général, exigée à l'importation de marchandises provenant de l'un des pays et destinées à l'autre. Chacune des Parties contractantes pourra cependant exiger, en vue d'assurer aux marchandises provenant de l'autre pays contractant les avantages stipulés dans les articles précédents — en tant que ces avantages dépendent de l'origine des marchandises, — que les marchandises importées dans leur territoire soient accompagnées de certificats d'origine.

En ce qui concerne la forme et le contenu des certificats d'origine ainsi que les principes généraux pour leur emploi et les droits de légalisation et autres droits à percevoir pour les certificats de cette nature, les Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 10.

En ce qui concerne le transit, les Parties contractantes appliqueront, dans leurs rapports réciproques, les dispositions de la Convention et du Statut [1] sur la liberté du transit, signés à Barcelone le 20 avril 1921.

Article 11.

Les marchandises provenant d'un des pays contractants jouiront, sous tous les rapports, en ce qui concerne le transport par chemin de fer et les autres moyens de transport publics, lorsqu'il s'agit des mêmes parcours et de la même direction, d'un traitement tout aussi favorable que celui accordé aux marchandises provenant du pays même, notamment en ce qui concerne l'expédition, le transport et les taxes de transport.

Article 12.

Les Parties contractantes s'engagent à appliquer, dans leurs rapports réciproques, les dispositions de la Convention internationale [2] pour la protection de la propriété industrielle, conclue à Paris, le 20 mars 1883, et revisée [3] à Washington, le 2 juin 1911.

Article 13.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre partie où le droit de nommer des représentants consulaires a été accordé à n'importe quel tiers pays.

Après avoir obtenu l'exequatur nécessaire les représentants consulaires de chacune des deux Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes privilèges, exemptions et de la même compétence que les représentants consulaires d'un tiers pays.

---

[1] Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome X, page 133.

[3] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 760.

Article 8.

The two Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment in respect of the establishment or maintenance of import or export prohibitions or restrictions. No exceptions to this clause shall be made other than those which the two Parties are authorised to apply in regard to any other country.

Article 9.

Production of a certificate of origin shall not in general be required on the importation of goods coming from one of the countries and consigned to the other. Each of the Contracting Parties may, however, with a view to ensuring that goods coming from the other contracting country are given the advantages provided for in the preceding Articles — in so far as such advantages depend upon the origin of the goods — require that goods imported into their territory shall be accompanied by certificates of origin.

As regards the form and content of the certificates of origin, the general principles relating to their use, and the legalisation and other duties to be levied in respect of certificates of the kind, the Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment.

Article 10.

As regards traffic in transit, the Contracting Parties shall apply in their reciprocal relations the provisions of the Convention and Statute [1] on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921.

Article 11.

Goods coming from one of the contracting countries shall in all respects be entitled, as regards transport by rail and other public means of transport when they are carried over the same lines and in the same direction, to treatment at least as favourable as that granted to goods consigned from a place within the country itself, particularly so far as concerns forwarding, transport and transport charges.

Article 12.

The Contracting Parties undertake that in their relations with each other they will apply the provisions of the International Convention [2] for the Protection of Industrial Property, concluded in Paris on March 20, 1883, and revised [3] in Washington on June 2, 1911.

Article 13.

The Contracting Parties agree that each shall be entitled to appoint consular representatives in all ports, towns and other localities of the other Party in which the right to appoint consular representatives has been granted to any other country.

After obtaining the necessary exequatur, the consular representatives of each of the two Contracting Parties shall be entitled in the territory of the other Party to the same privileges and exemptions and shall have the same powers as the consular representatives of any other country.

[1] Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 74, page 44.

[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 116.

Article 14.

Les Parties contractantes ne pourront pas revendiquer en vertu des dispositions du présent traité :

Les avantages spéciaux que l'une des Parties contractantes a accordés ou viendrait à accorder aux autres Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic local dans les régions frontières ;

Les avantages que l'une des Parties contractantes a accordés ou viendrait à accorder à un pays étranger par une convention spéciale relative à l'assurance contre les maladies et contre les accidents.

En outre, la Norvège ne peut pas revendiquer :

Les avantages que la Finlande a accordés ou viendrait à accorder à l'Estonie, aussi longtemps que ces avantages ne seraient accordés à aucun autre Etat ;

Les avantages que la Finlande a accordés ou viendrait à accorder à la Russie en matière de la pêche et de la chasse aux phoques dans ses eaux territoriales de l'Océan glacial ;

Les avantages, mentionnés dans l'article 6 du Traité de commerce[1], conclu le 13 juillet 1921 entre la Finlande et la France, et qui visent l'importation en Finlande de vins et d'autres boissons alcooliques.

La Finlande ne peut pas revendiquer les avantages que la Norvège a accordés ou viendrait à accorder à la Suède, aussi longtemps que ces avantages ne seraient accordés à aucun autre Etat.

Article 15.

Les présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Oslo aussitôt que faire se pourra.

Il entre en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où il a été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Helsinki, en double expédition, le 11 novembre 1930.

(s) Fr. JAKHELLN. *(s)* Hj. J. PROCOPÉ.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 16 juin 1932.

Le Chef de la Division pour les Affaires de la Société des Nations, p. i.
R. B. Shylstad.

[1] Vol. XXIX, page 445, de ce recueil.

Article 14.

The Contracting Parties shall not be entitled to claim, in virtue of the provisions of the present Treaty :

Special privileges which one of the Contracting Parties has granted or may hereafter grant to other contiguous States with a view to facilitating local traffic in frontier districts ;

Privileges which one of the Contracting Parties has granted or may hereafter grant to a foreign country by a special convention concerning insurance against sickness or accidents.

Furthermore, Norway shall not be entitled to claim :

Privileges which Finland has granted or may hereafter grant to Estonia, so long as such privileges are not granted to any other State ;

Privileges which Finland has granted or may hereafter grant to Russia in respect of fisheries and sealing in her territorial waters in the Arctic Ocean ;

The privileges mentioned in Article 6 of the Commercial Treaty[1], concluded on July 13, 1921, between Finland and France, relating to the import into Finland of wine and other alcoholic liquors.

Finland shall not be entitled to claim such privileges as Norway has granted or may hereafter grant to Sweden, so long as the said privileges are not granted to any other State.

Article 15.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Oslo as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until six months from the date on which it has been denounced by one of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Helsinki, in duplicate, November 11, 1930.

(s) Fr. JAKHELLN. *(s)* Hj. J. PROCOPÉ.

[1] Vol. XXIX, page 445, of this Series.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce entre la Norvège et la Finlande à la date de ce jour, les représentants plénipotentiaires des deux Parties contractantes sont, en outre, convenus de ce qui suit :

Ad article premier.

Les dispositions du présent traité ne modifient en rien ni les dispositions générales qui sont ou seront établies par les Parties contractantes concernant la faculté des étrangers de prendre ou d'avoir un emploi, ni les dispositions dérogatoires, d'application générale dans les pays en question, suivant lesquelles, dans des cas spéciaux ou pour des raisons spéciales, le droit de séjour dans leur territoire peut être refusé à un étranger.

Pour pouvoir jouir des avantages mentionnés dans cet article, les mêmes conditions et formalités devront être observées que celles qui, en vertu de la législation en vigueur, sont appliquées aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ad article 14.

Il est convenu que l'exception mentionnée au dernier alinéa de cet article ne modifie pas les avantages qui ont été garantis à la Finlande par l'article premier, 2me alinéa, l'article 2, 2me alinéa, et l'article 7 du présent traité.

Ad Article 15.

Au cas où la Norvège procéderait à l'augmentation du droit de douane actuellement perçu pour la viande suivant le N° 123 du tarif douanier norvégien, la Finlande aura la faculté, nonobstant les dispositions de cet article, de dénoncer le présent traité avec un préavis de deux mois.

En foi de quoi les représentants plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le le présent protocole qui fait partie intégrante du Traité de commerce.

Fait à Helsinki, en double expédition, le 11 novembre 1930.

(s) Fr. JAKHELLN. *(s)* Hj. J. PROCOPÉ.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères
Olso, le 16 juin 1932.

Le Chef de la Division pour les Affaires de la Société des Nations p. i.
R. B. Shylstad.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding to sign the Commercial Treaty between Norway and Finland on this day's date, the Plenipotentiary Representatives of the two Contracting Parties have further agreed as follows :

Ad Article 1.

The provisions of the present Treaty shall not in any way modify either the general provisions which have been or may hereafter be established by the Contracting Parties in respect of the right of aliens to obtain employment or to be employed, or provisions providing for exceptions to be applied generally in the countries in question whereby, in special cases or for special reasons, the right of residence in the territory may be refused to an alien.

In order to enjoy the privileges mentioned in this Article, the same conditions and formalities shall be observed as are applied under the legislation in force to the nationals of the most favoured nation.

Ad Article 14.

It is agreed that the exception mentioned in the last paragraph of this Article shall involve no change in the privileges which have been guaranteed to Finland by Article 1, paragraph 2, Article 2, paragraph 2, and Article 7 of the present Treaty.

Ad Article 15.

Should Norway increase the Customs duty at present levied on meat under No. 123 of the Norwegian Customs tariff, Finland shall, notwithstanding the provisions of the above-mentioned Article, be entitled to denounce the present Treaty, provided that two months' notice is given.

In faith whereof the Plenipotentiary Representatives of the Contracting Parties have signed the present Protocol, which shall form an integral part of the Commercial Treaty.

Done at Helsinki, in duplicate, November 11, 1930.

(s) Fr. JAKHELLN. *(s)* Hj. J. PROCOPÉ.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder en date de ce jour à la signature du Traité de commerce entre la Norvège et la Finlande, les soussignés, autorisés à cet effet, sont en outre convenus des dispositions suivantes :

I.

1. La viande de renne ainsi que les oiseaux des bois *(skogsfugl)* (le N° 119 du tarif douanier norvégien) entreront en franchise de douane à leur importation de Finlande en Norvège.

Les droits de douane perçus actuellement pour les mûrons (« Multer », « Rubus Chamaemorus ») et pour la purée de mûrons (le N° 183 du tarif douanier norvégien) seront réduits à 7 ½ öre le kilogramme à leur importation aux préfectures de Troms et de Finmark des districts limitrophes de la Finlande. A ce montant s'ajoutent les surtaxes provisoires de tout temps en vigueur.

2. Dans le commerce de frontière entre le district de Petsamo et les communes de Inari, Utsjoki et Enontekiö d'une part et les préfectures norvégiennes limitrophes d'autre part, la Norvège accorde des facilités analogues à celles qu'elle a accordées à la Suède et qui se trouvent indiquées à l'alinéa 1 et aux alinéas 3-6 de l'article 3 des dispositions préliminaires du tarif douanier norvégien actuellement en vigueur. Ces dispositions seront appliquées d'une façon libérale à l'égard du commerce de frontière, en tenant compte des conditions spéciales d'établissement.

En ce qui concerne la franchise de douane à l'exportation en Finlande de marchandises achetées en Norvège par des ressortissants finlandais, la Norvège permettra que les marchandises se trouvant dans un entrepôt de douane norvégien, à leur exportation aux régions finlandaises visées à l'alinéa 2 ci-dessus, soient déchargées des entrepôts de manière qu'elles ne soient pas tenues à acquitter de droits de douane et d'autres taxes connexes, pourvu qu'un certificat émanant d'une autorité finlandaise ou, dans des cas particuliers, d'une autorité norvégienne, soit fourni, attestant l'importation de la marchandise en Finlande. Le remboursement de droits de douane et de taxes qui ont déjà été acquittés sera accordé dans ces cas contre présentation d'un certificat analogue et sous réserve de l'observation des dispositions de la législation douanière norvégienne.

La Finlande accorde au commerce de frontière norvégien des facilités analogues dans les districts finlandais en question.

3. Lorsque les habitants des régions frontières en question, se rendent sur le territoire de l'autre Partie contractante, munis d'une carte de voyage nordique ou d'une carte d'identité éventuellement établie en vertu de l'article V de la convention[1] concernant la circulation des voyageurs sur le Pasvik (Patsjoki) et sur le Jakobselv (Vuoremajoki), conclue à Oslo le 28 avril 1924, il ne sera pas perçu de taxe sur le territoire de cette Partie pour l'estampillage ou le contrôle des cartes de voyage ou d'identité de cette nature.

Les cartes de voyage ou d'identité susmentionnées dispensent leurs porteurs de l'obligation de présenter des certificats d'origine pour les marchandises qu'ils apportent avec eux et qui proviennent de la région de leur domicile, pourvu qu'il n'y ait pas de raison manifestes à soupçonner des abus.

Lesdites cartes dispenseront, en outre, le porteur de l'obligation de présenter un certificat de vétérinaire pour les produits animaux qu'il apporte avec lui, aussi longtemps que la région de son domicile est exempte de maladies épizootiques. Un certificat à ce sujet devra être annexé à la carte par l'autorité qui délivre celle-ci.

4. Les ressortissants finlandais domiciliés dans le district de Petsamo, ainsi que dans les communes de Inari Utsjoki et Enontekiö pourront vendre librement, sur toutes les foires publiques des

[1] Vol. XXX, page 35, de ce recueil.

ADDITIONAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding to the signature on to-day's date of the Commercial Treaty between Norway and Finland, the undersigned, being duly authorised for the purpose, have further agreed on the following provisions :

I.

1. Reindeer meat and forest birds *(skogsfugl)* (No. 119 of the Norwegian Customs tariff) shall be exempt from Customs duties when imported from Finland into Norway.

The Customs duties at present levied on blackberries (" Multer ", " Rubus Chamaemorus ") and blackberry pulp (No. 183 of the Norwegian Customs tariff) shall be reduced to 7 ½ öre per kilogramme when imported into the prefectures of Troms and Finmark from neighbouring districts in Finland. Provisional surtaxes in force at any time shall be added to the above-mentioned sum.

2. In the frontier trade between the district of Petsamo and the communes of Inari, Utsjoki and Enontekiö, on the one side and the neighbouring Norwegian prefectures, on the other side, Norway shall grant facilities similar to those which it has granted to Sweden and which are set forth in paragraph 1 and paragraphs 3-6 of Article 3 of the preliminary clauses of the Norwegian Customs tariff at present in force. These provisions shall be applied in a liberal manner in respect of frontier trade, account being taken of special conditions connected with establishment.

As regards exemption from Customs duties on the exportation into Finland of goods purchased in Norway by Finnish nationals, Norway shall allow goods which are in a Norwegian bonded warehouse, when exported into the Finnish districts mentioned in paragraph 2 above, to be taken out of bond in such a manner that they are not liable for Customs duties and other charges connected therewith, provided that a certificate from a Finnish authority or, in special cases, from a Norwegian authority be produced, certifying that the goods are being imported into Finland. Repayment of Customs duties and charges already paid shall be granted in such cases provided a similar certificate is produced and that the provisions of the Norwegian law in respect of Customs have been complied with.

Finland shall grant to Norwegian frontier trade similar facilities in the Finnish districts in question.

3. When the inhabitants of the frontier districts in question proceed to the territory of the other Contracting Party provided with " Nordic " travel card or an identity card drawn up in the manner provided for in Article V of the Convention[1] concerning the passage of travellers over the Pasvik (Patsjoki) and the Jakobselv (Vuoremajoki), concluded at Oslo on April 28, 1924, no dues shall be levied in the territory of that Party for stamping or checking such travel or identity cards.

Persons holding the above-mentioned travel or identity cards shall not be obliged to produce certificates of origin in respect of the goods which they bring with them if the said goods come from the district in which they are domiciled, provided that there is no obvious reason to suspect that an abusive use is being made of this privilege.

The holders of such cards shall furthermore not be obliged to produce a veterinary surgeon's certificate in respect of animal product which they bring with them so long as there are no epizootic diseases in the district in which they are domiciled. A certificate to that effect should be attached to the card by the authority issuing the same.

4. Finnish nationals domiciled in the district of Petsamo and in the communes of Inari, Utsjoki and Enontekiö shall be allowed to sell freely at all public fairs in the prefectures of Troms and

[1] Vol. XXX, page 35, of this Series.

préfectures de Troms et de Finmark, leurs propres produits agricoles ordinaires ainsi que leurs produits de chasse et d'industrie domestique, sans acquitter aucun droit de vente (non compris la rente à acquitter pour leur place à la foire *(plassavgift)*, de quelque nature que ce soit.

II.

Les droits norvégiens pour le contrôle de la viande, importée de la Finlande, n'excéderont pas Cour. 1.50 par carcasse.

III.

Le Gouvernement finlandais appliquera aux poissons nommés *brisling* ou *sild* de l'espèce *clupea sprattus* et *clupea harengus*, en huile ou en tomate, sans têtes, en emballages hermétiques, le traitement douanier et les autres facilités qui sont accordés, à l'importation en Finlande aux sardines en emballage hermétique de n'importe quel tiers pays.

IV.

Ce protocole entrera en vigueur à la même date que le Traité de commerce et aura effet aussi longtemps que celui-ci.

Fait à Helsinki, en double expédition, le 11 novembre 1930.

(s) Fr. JAKHELLN. *(s)* Hj. J. PROCOPÉ.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 16 juin 1932.

Le Chef de la Division pour les Affaires de la Société des Nations p. i.
R. B. Shylstad.

Finmark their own ordinary agricultural products and products derived from their hunting and domestic industry, without paying any dues whatsoever in respect of sales with the exception of the charge for their stall at the fair *(plassavgift)*.

II.

Norwegian charges in respect of the examination of meat imported from Finland shall not exceed 1.50 crowns per carcase.

III.

The Finnish Government shall apply the Customs treatment and the other facilities which are granted on import into Finland, in respect of sardines hermetically packed and coming from any third country, to the fish known as *brisling* or *sild* of the sort known as *clupea sprattus* and *clupea harengus*, preserved in oil or tomatoes, without heads, and hermetically packed.

IV.

The present Protocol shall come into force on the same date as the Commercial Treaty and shall remain in force for the same period as the said Treaty.

Done at Helsinki, in duplicate, November 11, 1930.

(s) Fr. JAKHELLN. *(S)* Hj. J. PROCOPÉ.

N° 2981.

GRÈCE ET ROUMANIE

Convention de commerce et de navigation avec protocole annexe et protocole de signature. Signés à Bucarest, le 11 août 1931.

GREECE AND ROUMANIA

Convention of Commerce and Navigation with Protocol Annex and Protocol of Signature. Signed at Bucharest, August 11, 1931.

N° 2981. — CONVENTION[1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRÈCE ET LA ROUMANIE. SIGNÉE A BUCAREST, LE 11 AOUT 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République hellénique auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 21 juin 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, d'autre part, ayant reconnu que pour favoriser les échanges et la coopération économique entre les deux pays et resserrer ainsi les liens d'amitié qui les unissent, il est utile de conclure une convention de commerce et de navigation, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence M. Constantin COLLAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République hellénique à Bucarest ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. Nicolas IORGA, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères *ad intérim ;*

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté du commerce et de la navigation et le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

Sans préjudice des dispositions contenues dans la présente convention, ainsi que dans celle relative à l'établissement, signée à la même date, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre des mêmes droits, privilèges et faveurs de toutes espèces pour ce qui a trait au commerce, à l'industrie et à la navigation, qui sont ou seront accordés aux nationaux, ou, s'il existe des dispositions spéciales concernant les étrangers, ceux accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 3 juin 1932.

[1] TRADUCTION, — TRANSLATION.

No. 2981. — CONVENTION [2] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREECE AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 11, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Hellenic Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 21, 1932.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, of the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, of the other part, recognising that in order to promote trade and economic cooperation between the two countries and thereby strengthen the ties of friendship which unite them, it would be advantageous to conclude a convention of commerce and navigation, have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

His Excellency M. Constantin COLLAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Hellenic Republic at Bucharest ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. Nicolas IORGA, President of the Council and Acting Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties shall grant each other freedom of commerce and navigation and unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in respect of all matters relating to Customs duties and all accessory duties and the method of collecting duties, and also in respect of the rules, formalities and charges to which goods may be subject when cleared through the Customs.

Without prejudice to the provisions of the present Convention or the Establishment Convention signed on the same date, the nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the same rights, privileges and favours of all kinds with respect to trade, industry and navigation as are or may in future be granted to nationals of the country or, should aliens be subject to special provisions, the rights, privileges and favours granted to nationals of the most favoured nation.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Bucharest, June 3, 1932.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires de la Grèce, ne pourront être soumis, à leur importation en Roumanie, en ce qui concerne les droits de douane, les surtaxes et coefficients de majoration ou tous autres droits ou charges quelconques, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires du pays le plus favorisé.

De même, les produits naturels ou fabriqués, originaires de la Roumanie, ne pourront être soumis, à leur importation en Grèce, en ce qui concerne les droits de douane, les surtaxes et coefficients de majoration ou tous autres droits ou charges quelconques, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires du pays le plus favorisé.

Article 3.

Les produits du sol et de l'industrie d'origine grecque, désignés à l'annexe A, ne seront pas soumis, à leur importation en Roumanie, à des droits de douane autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés dans ladite annexe ou ceux plus réduits qui pourraient être concédés aux mêmes produits de tout autre pays.

Les produits du sol et de l'industrie d'origine roumaine, désignés à l'annexe B ne seront pas soumis, à leur importation en Grèce, à des droits de douane autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés dans ladite annexe ou ceux plus réduits qui pourraient être concédés aux mêmes produits de tout autre pays.

Article 4.

Il est entendu que les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Roumanie, ne pourront être soumis, à leur importation en Grèce, à des surtaxes, quelles qu'elles soient, y compris les droits d'octroi, autres que les droits intérieurs prévus à l'article 12, supérieures à celles qui seront perçues sur les produits de la nation la plus favorisée. Le montant total de ces surtaxes et droits d'octroi ne pourra en aucun cas, excéder 75 % des droits du tarif douanier.

Il est, en outre, convenu que les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Roumanie, seront exemptés du droit d'octroi, auquel sont soumis, en Grèce, à leur entrée dans chaque commune, les articles similaires de production nationale, pour autant que les produits roumains sont grevés à leur importation d'un droit d'octroi plus élevé que les produits nationaux.

Il est entendu de même que les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Grèce, ne pourront être soumis, à leur importation en Roumanie, à des surtaxes, quelles qu'elles soient, y compris les droits d'octroi, supérieures à celles qui seront perçues sur les produits de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour ne pas établir des mesures de prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation qui permettraient à l'une d'elles de protéger arbitrairement sa production ou d'établir une discrimination au détriment de l'autre Partie.

Il ne pourra être dérogé à cet engagement que pour les raisons ci-après énumérées et à condition que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires :

a) Pour des raisons de sûreté publique ou de défense du territoire ;

b) Pour des raisons morales ou humanitaires ;

c) Par mesure de police sanitaire en vue de protéger la santé des hommes, des animaux ou des plantes ;

d) Pour le contrôle du commerce des armes, munitions et matériel de guerre et de tout approvisionnement destiné à la guerre ;

Article 2.

Natural or manufactured products originating in Greece shall not be liable on importation into Roumania, in respect of Customs duties, surtaxes and coefficients of increase or any other duties or charges whatsoever, to less favourable treatment than that which is at present or may in future be granted to similar products of the most favoured nation.

Similarly, natural or manufactured products originating in Roumania shall not be liable on importation into Greece, in respect of Customs duties, surtaxes and coefficients of increase or any other duties or charges whatsoever, to less favourable treatment than that which is at present or may in future be granted to similar products of the most favoured nation.

Article 3.

Products of the soil and industry of Greek origin enumerated in Annex A shall not be liable on importation into Roumania to Customs duties other or higher than those indicated in the said Annex or such lower duties as may be granted to the same products of any other country.

Products of the soil and industry of Roumanian origin enumerated in Annex B shall not be liable on importation into Greece to Customs duties other or higher than those indicated in the said Annex or to such lower duties as may be granted to the same products of any other country.

Article 4.

It is understood that natural or manufactured products originating in and coming from Roumania shall not be liable on importation into Greece to surtaxes of any kind, including octroi duties, other than the internal duties mentioned in Article 12, higher than those levied on products of the most favoured nation. The total of these surtaxes and octroi duties may in no case exceed 75 % on the duties in the Customs tariff.

It is further agreed that natural or manufactured products originating in and coming from Roumania shall be exempt from the octroi to which similar articles of national production are subject in Greece, on entering each commune, in so far as the Roumanian products are subject on importation to a higher octroi than national products.

It is likewise understood that natural or manufactured products originating in and coming from Greece shall not be liable on importation into Roumania to any surtaxes whatsoever, including octroi duties, higher than those levied on products of the most favoured nation.

Article 5.

The High Contracting Parties agree not to establish measures of prohibition or restriction on importation or exportation which would allow either of them arbitrarily to protect its production or to discriminate against the other Party.

Exceptions to this undertaking may only be allowed for the reasons set out below, and provided that the prohibitions or restrictions in question are applicable at the same time to all other countries in which the same conditions prevail :

(a) For reasons of public security or national defence ;

(b) For moral or humanitarian reasons ;

(c) For reasons of public health with a view to protecting the health of human beings, animals or plants ;

(d) For the supervision of the trade in arms, ammunition and implements of war and all war supplies ;

e) Pour la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique ;

f) Pour étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;

g) Pour l'exercice de monopoles d'Etat ou contrôlés par l'Etat ;

h) Pour l'exportation des os et des chiffons ;

j) Pour l'exportation de l'or et de l'argent ainsi que des titres d'Etat.

Les dispositions ci-dessus ne portent cependant point atteinte aux droits des Hautes Parties contractantes de prendre à l'importation ou à l'exportation des mesures de prohibition ou de restriction pour faire face à des circonstances extraordinaires et anormales, et assurer la sauvegarde des intérêts vitaux d'ordre économique ou financier du pays.

Si des mesures de cette nature sont prises à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de l'autre ; leur durée sera limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Si les Hautes Parties contractantes, en application de leur législation, soumettent l'importation ou l'exportation de marchandises à certaines règles concernant le mode, la forme ou le lieu d'importation ou d'exportation, l'apposition de marques, ou à d'autres formalités ou conditions, elles s'engagent à n'en pas faire un moyen de prohibition déguisée ni de restriction arbitraire.

Toute levée de prohibition ou suppression de restriction, soit à l'entrée, soit à la sortie, accordée même temporairement par l'une des Hautes Parties contractantes au profit des produits d'une tierce Puissance s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires de l'autre.

Article 6.

A l'exportation vers la Grèce, il ne sera perçu en Roumanie, et à l'exportation vers la Roumanie, il ne sera perçu en Grèce d'autres droits ni des droits de sortie plus élevés ou des taxes d'autre nature, que ceux qui sont ou seront perçus à l'exportation des produits similaires vers le pays le plus favorisé à cet égard.

En outre, toute autre faveur, accordée par l'une des Hautes Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre.

Article 7.

Quant à la garantie, à la perception des droits et aux autres formalités douanières requises à l'importation ou à l'exportation, ainsi que par rapport à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement et au transit, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Toute faveur ou immunité, concédée plus tard sous ce rapport à une tierce Puissance, sera étendue immédiatement et sans compensation à l'autre Partie.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les offices et autorités chargés de fournir toutes informations à l'application des taxes, formalités, etc.

Article 8.

Le traitement de la nation la plus favorisée, prévu aux articles précédents, ne comprendra pas :

a) Les privilèges qui sont ou pourraient être accordés par l'une des Hautes Parties contractantes, pour faciliter le trafic de frontière avec les pays limitrophes dans une zone n'excédant pas 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière.

(e) For the protection of national treasures of artistic, historic or archœological value ;

(f) In order to extend to foreign products the régime in force within the country in regard to the production of, trade in, and transport and consumption of native products of the same kind ;

(g) In regard to the exercise of State monopolies or monopolies controlled by the State ;

(h) In regard to the exportation of bones and rags ;

(i) In regard to the exportation of gold and silver and Government securities.

The above provisions, however, shall not affect the rights of the High Contracting Parties to adopt, on importation or exportation, measures of prohibition or restriction in order to meet extraordinary and abnormal circumstances and to safeguard the vital economic or financial interests of the country.

Should measures of this kind be adopted in future by one of the High Contracting Parties, they shall be applied in such a manner as not to lead to any arbitrary discrimination against the other Party ; their duration shall be restricted to that of the causes or circumstances from which they arise.

If the High Contracting Parties, in application of their legislation, subject goods on import or export to certain regulations concerning the manner, the form or the place of importation or exportation, the affixing of marks, or other formalities or conditions, they undertake not to use these regulations as a means of disguised prohibition or arbitrary restriction.

Any removal of a prohibition or a restriction on importation or exportation granted, even temporarily, by either High Contracting Party in favour of the products of a third Power shall immediately and unconditionally be applied to identical or similar products of the other Party.

Article 6.

Exports to Greece shall not be subjected in Roumania, and exports to Roumania shall not be subjected in Greece, to other duties or higher export duties or charges of any other kind than those which are or may hereafter be levied on similar products exported to the country most favoured in this respect.

Moreover, any other favour granted by either High Contracting Party to a third Power in regard to exportation shall immediately and unconditionally be extended to the other Party.

Article 7.

As regards guarantees, the levying of duties and the other Customs formalities required on importation and exportation, and as regards warehousing, re-exportation, transhipment and transit, each of the High Contracting Parties undertakes to give the other the benefit of any favour that either of them may grant to a third Power. Any favour or immunity conceded subsequently to a third Power in this respect shall be extended immediately and without compensation to the other Party.

The High Contracting Parties undertake to inform each other of the offices and authorities responsible for supplying all information concerning the levying of taxes, formalities, etc.

Article 8.

The most-favoured-nation treatment mentioned in the preceding Articles shall not include:

(a) Privileges which are at present or may in future be granted by either High Contracting Party to facilitate frontier traffic with neighbouring countries within a zone not exceeding fifteen kilometres in breadth on either side of the frontier ;

b) Le régime spécial qu'une des Hautes Parties contractantes pourrait instituer en matière tarifaire pour les importations destinées à faciliter les règlements financiers résultant de l'état de guerre où elles se trouvaient de 1914-1918 ;

c) Les droits et privilèges qui pourraient être accordés à l'avenir, par l'une des Hautes Parties contractantes à des Etats tiers, dans des conventions plurilatérales auxquelles l'autre partie ne participerait pas, si ces droits ou privilèges sont stipulés dans des conventions plurilatérales de portée générale, conclues sous les auspices de la Société des Nations, enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les Etats et si ces droits ou privilèges ne sont stipulés que dans ces conventions et que le bénéfice de ceux-ci assure à l'autre Partie contractante des avantages nouveaux ; toutefois, l'autre Partie contractante aura le droit de profiter de ces avantages à condition de réciprocité, pourvu que la convention plurilatérale respective n'exclue pas l'extension de ces privilèges aux pays non participants ;

d) Les droits et privilèges accordés à un ou plusieurs Etats limitrophes en vertu d'une union douanière compatible avec les engagements internationaux.

Article 9.

La production d'un certificat d'origine ne sera pas requise à l'importation des produits de l'une des deux Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre. Toutefois, si l'une des Hautes Parties contractantes soumet les produits d'un tiers pays à des droits plus élevés que ceux appliqués aux mêmes produits de l'autre Partie ou si elle assujettit les produits d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux mêmes produits de l'autre Partie, elle aura la faculté de faire dépendre l'application des droits d'entrée les plus réduits aux produits provenant de l'autre Partie, ou leur admission à l'entrée, de la présentation d'un certificat d'origine à leur importation.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à veiller à ce que le commerce ne soit pas entravé par des formalités superflues dans l'expédition des certificats d'origine.

Lesdits certificats d'origine pourront être délivrés par les bureaux de douane du lieu d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou par les Chambres de commerce et de l'industrie compétentes ainsi que par les Chambres d'agriculture compétentes, pour les produits exclusivement agricoles et par les Bureaux de protection du tabac, en ce qui concerne le tabac.

Les deux gouvernements pourront se mettre d'accord pour déférer à des autorités autres que celles susmentionnées la faculté de délivrer des certificats d'origine.

Dans le cas où les certificats ne seront pas délivrés par une autorité gouvernementale dûment autorisée, le gouvernement du pays importateur pourra exiger qu'il soit visé par ses autorités diplomatiques ou consulaires compétentes du lieu d'expédition des marchandises. Les deux gouvernements sont d'accord, sur la base de la réciprocité, de ne pas exiger le visa consulaire pour les certificats d'origine délivrés par les Chambres de commerce et d'industrie ou d'agriculture (pour les produits exclusivement agricoles) et les Bureaux de protection du tabac (en ce qui concerne le tabac).

Ils sont également d'accord d'exempter le visa de tous droits dans tous les autres cas où il pourrait être exigé.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine, s'il s'agit d'envois ne dépassant pas une valeur de 2.000 drachmes ou 4.400 lei.

Lorsque les produits d'un tiers pays traversent le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes pour être importés dans le territoire de l'autre partie, les autorités douanières de cette dernière accepteront, comme valables, les certificats d'origine délivrés par les autorités douanières de l'autre Haute Partie contractante, à condition que ces certificats stipulent que les produits sont restés, pendant le transit, sous la surveillance de la douane.

Dans tous les cas où l'un des deux gouvernements signalera à l'autre que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance desdits certificats, le gouvernement, auquel la plainte aura été adressée, provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés en communiquant le résultat au gouvernement plaignant, et prendra, le cas échéant, toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation desdites pratiques frauduleuses.

(b) The special tariff régime which may be set up by either High Contracting Party in respect of imports intended to facilitate the financial settlements resulting from the state of war in which the Parties were placed from 1914 to 1918 ;

(c) Any rights and privileges which may be granted in future by one of the High Contracting Parties to third States in multilateral conventions to which the other Party does not accede, provided that these rights or privileges are laid down in multilateral conventions of general scope concluded under the auspices of the League of Nations, registered by the League and open for the accession of all States, and provided that these rights or privileges are laid down only in these conventions and the benefits they confer assure the other Contracting Party fresh advantages ; however, the other Contracting Party shall have the right to avail itself of these advantages, subject to reciprocity, provided that the multilateral convention in question does not exclude the extension of these privileges to non-participating countries ;

(d) The rights and privileges granted to one or more neighbouring States under a Customs union compatible with international engagements.

Article 9.

The production of a certificate of origin shall not be required on the importation of the products of either High Contracting Party into the territory of the other. However, if either High Contracting Party subjects the products of a third country to higher duties than those applied to the same products of the other Party, or if it subjects the products of a third country to import prohibitions or restrictions which are not applicable to the same products of the other Party, it shall have the right to make the application of the lowest import duties to the products coming from the other Party, or the admission of the products into the country, depend on the presentation of a certificate of origin upon importation.

The two Contracting Parties undertake to ensure that trade shall not be hampered by unnecessary formalities in making out the certificates of origin.

The said certificates of origin may be issued by the Customs offices in the place of consignment, either within the country or at the frontier, or by the competent Chambers of Commerce and Industry, and also by the competent Chambers of Agriculture in the case of exclusively agricultural products and the Tobacco Protection Offices in the case of tobacco.

The two Governments may agree to confer on authorities other than those mentioned above the right of issuing certificates of origin.

Should the certificates not be issued by a duly authorised Government authority, the Government of the importing country may require them to be endorsed by its competent diplomatic or consular authorities in the place at which the goods are consigned. The two Governments agree, on the basis of reciprocity, not to require a consular visa for certificates of origin issued by Chambers of Commerce and Industry or of Agriculture (for exclusively agricultural products) and by the Tobacco Protection Offices (in the case of tobacco).

They likewise agree to exempt the visa from all dues in any other case in which it may be required.

Postal parcels shall be exempted from certificates of origin in the case of consignments not exceeding 2,000 drachmae or 4,400 lei in value.

If the products of a third country cross the territory of one of the High Contracting Parties for the purpose of being imported into the territory of the other Party, the Customs authorities of the latter Party shall accept as valid the certificates of origin issued by the Customs authorities of the other High Contracting Party, on condition that these certificates stipulate that the products have remained under Customs supervision during transit.

Whenever one of the two Governments shall inform the other that fraud has occurred in issuing the said certificates, the Government to which the complaint is made shall immediately cause a special enquiry to be instituted into the facts complained of and shall communicate the results to the plaintiff Government and, if need be, take all measures in its power to prevent a continuance of the said frauds.

Article 10.

Pour les marchandises dont les Hautes Parties contractantes font dépendre le traitement à l'importation de certaines conditions relatives à la composition, au degré de pureté, à la qualité, à l'état sanitaire de la zone de production ou d'autres conditions analogues, les deux gouvernements examineront ensemble si les formalités de contrôle à la frontière ne pourraient être simplifiées par la production d'un certificat délivré par les autorités compétentes du pays d'exportation.

Dans ce cas, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à tenir compte des certificats d'analyse concernant les produits naturels et fabriqués, tout en se réservant le droit de faire procéder à toutes vérifications qui conditionneraient le régime applicable à la marchandise.

Chacun des deux gouvernements devra notifier à l'autre la liste des laboratoires officiels chargés de délivrer les certificats d'analyse.

Les Hautes Parties contractantes détermineront en commun les garanties nécessaires à exiger pour assurer l'identité de la marchandise exportée et de l'échantillon soumis à l'analyse. Elles se mettront d'accord, en outre, sur les autorités qui délivreront les certificats en question, sur leur contenu, leurs conditions fondamentales et la manière de procéder au prélèvement des échantillons.

Article 11.

Le régime de l'importation, du transit, du transbordement et du passage des animaux sera déterminé par les exigences d'ordre sanitaire vétérinaire, conformément aux lois de police sanitaire vétérinaire de chaque pays.

A cet effet, les deux Parties contractantes procéderont à la conclusion d'un arrangement spécial, réglant le régime de l'importation et du transit des animaux et des produits animaux et faisant partie intégrante de la présente convention.

Article 12.

Sans préjudice de la stipulation convenue à l'article 4, les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, ne frapperont, sous aucun motif, les produits de l'autre, d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou, à défaut de ces produits, que ceux de la nation la plus favorisée.

Article 13.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'un des deux pays, qui prouveront, par la présentation d'une carte de légitimation spéciale, délivrée par les autorités compétentes de leurs pays, qu'ils y sont légalement autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, chez les négociants producteurs ou dans les locaux de vente publique.

Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans un pays, ni dans l'autre ils ne seront soumis, à ce titre, au paiement d'une taxe spéciale.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux industries ambulantes, aux colportages et à la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce et les Hautes Parties contractantes se réservent, à cet égard, l'entière liberté de leur législation.

Les voyageurs de commerce hellènes et roumains, munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leurs pays respectifs, auront réciproquement le droit d'avoir avec eux des échantillons ou des modèles.

Article 10.

In the case of goods the treatment of which on importation is made by the High Contracting Parties to depend on certain conditions concerning composition, degree of purity, quality, sanitary state of the area of production or other similar conditions, the two Governments shall together consider whether the inspection formalities at the frontier may not be simplified by the production of a certificate issued by the competent authorities of the exporting country.

In this case the two High Contracting Parties agree to take account of the certificates of analysis for natural and manufactured products, while reserving the right to carry out any verification required by the régime applicable to the goods.

Each of the two Governments shall communicate to the other a list of the official laboratories authorised to issue certificates of analysis.

The High Contracting Parties shall determine together the guarantees to be prescribed in order to assure the identity of the goods exported and the sample submitted for analysis. They shall further agree on the authorities who are to issue the certificates in question, on the contents of these certificates, on their basic conditions and on the way the samples are to be taken.

Article 11.

The system for the import, transit, transhipment and passage of animals shall be determined by veterinary sanitary requirements in conformity with the veterinary sanitary legislation of each country.

For this purpose the two High Contracting Parties shall take steps to conclude a special agreement regulating the system for the import and transit of animals and animal products, such special agreement to form an integral part of the present Convention.

Article 12.

Without prejudice to the provision in Article 4, internal duties which are at present or may in future be levied on behalf of the State, communes or corporations on the production, manufacture or consumption of an article in the territory of either High Contracting Party may not on any pretext be fixed at a higher rate or be imposed in a more onerous manner on the products of the other Party than on like native products or, if there are no such products, on the products of the most favoured nation.

Article 13.

Merchants, manufacturers and other business men of either country who show by producing a special identity card issued by the competent authorities in their countries that they are legally authorised to exercise their trade or industry therein shall have the right, either personally or through travellers in their employment, to make purchases from producing merchants or at places of public sale in the territory of the other High Contracting Party.

They shall also be entitled to obtain orders, even by means of samples, from merchants or other persons who require goods corresponding to these samples for their trade or industry. In this respect they shall not be subject in either country to the payment of a special tax.

The above provisions shall not apply to itinerant trades, hawking and the soliciting of orders from persons who are not engaged in trade or industry, and in this respect the High Contracting Parties reserve their entire legislative freedom.

Greek and Roumanian commercial travellers with identity cards issued by the authorities of their respective countries shall reciprocally have the right to carry samples or specimens with them.

Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

En ce qui concerne les cartes de légitimation pour les voyageurs de commerce, ainsi que le régime à appliquer aux échantillons et modèles, les deux Hautes Parties contractantes devront se conformer aux stipulations de la Convention internationale[1] pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

Les échantillons et modèles passibles de droit d'entrée et non frappés de prohibition, importés par les fabricants ou commerçants établis sur le territoire de l'une des Parties contractantes, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce, sont admissibles en franchise provisoire sur le territoire des deux pays, moyennant consignation des droits d'entrée ou engagement à caution garantissant le paiement éventuel de ces droits.

Sont considérés comme échantillons ou modèles tous les spécimens d'une marchandise déterminée, sous la double condition qu'ils soient susceptibles d'être facilement identifiés lors de la réexportation et qu'ils ne représentent pas des quantités ou valeurs qui, dans leur ensemble, puissent leur enlever le caractère usuel d'échantillons.

Les échantillons ou modèles devront être réexportés et le délai de réexportation est fixé à six mois, au minimum, sauf le cas de prolongation, dont l'octroi est réservé à l'administration douanière du pays d'importation.

Une fois le délai réglementaire expiré, le montant des droits d'entrée, consigné ou garanti par une caution, sera acquis au trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que, dans ce délai, les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si, avant l'expiration du délai susdit, les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau, après avoir constaté par une vérification que les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'importation, devra restituer le montant des droits déposés à l'importation ou prendre les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Les deux gouvernements publieront la liste des bureaux auxquels ces attributions auront été conférées.

Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, à l'exception toutefois des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis et pour l'apposition des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes se rendant aux foires et aux marchés à l'effet d'y exercer leur commerce ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 14.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté du transit à travers leur territoire et elles s'engagent à ne percevoir, de ce chef, aucun droit de transit.

En général, les deux Hautes Parties contractantes se conformeront, quant au transit, aux dispositions contenues dans le statut faisant partie intégrante de la Convention[2] sur la liberté du transit, signée à Barcelone le 20 avril 1921.

---

[1] Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319, vol. XCII, page 370 ; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

[2] Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

The High Contracting Parties shall inform each other of the authorities responsible for issuing identity cards and of the provisions to which travellers must conform in the pursuit of their calling.

As regards identity cards for commercial travellers and the treatment of samples and specimens, the two High Contracting Parties shall conform to the provisions of the International Convention[1] relating to the Simplification of Customs Formalities signed at Geneva on November 3, 1923.

Samples and specimens which are liable to import duty, and the importation of which is not prohibited, shall, when imported by manufacturers or traders established in the territory of one of the Contracting Parties, either in person or through the agency of commercial travellers, be temporarily admitted free of duty to the territory of both countries, subject to the amount of the import duties being deposited or security being given for payment if necessary.

All models of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that they can be easily identified on re-exportation, and secondly, that they are not of such quantity and value that, taken as a whole, they do not constitute samples in the usual sense.

Samples or specimens must be re-exported ; the period allowed for re-exportation is fixed at not less than six months, subject to prolongation by the Customs administration of the importing country.

When the regulation period has expired, the amount of the import duties deposited or guaranteed shall accrue to the Treasury or be recovered on account of the Treasury, unless it is shown that the samples or specimens have been re-exported within the period in question.

If before the expiry of the above period, the samples or specimens are presented for re-exportation at a Customs office open for this purpose, this office, after verifying the fact that the articles presented are really those for which the import permit was issued, shall refund the amount of the duties deposited on importation or take the necessary steps for the release of the security.

The two Governments shall publish a list of the offices on which these powers are conferred.

No charges shall be levied on the importer, except the stamp duties for issuing the certificate or permit and affixing marks for the purpose of identifying the samples or specimens.

Nationals of either High Contracting Party proceeding to fairs and markets for the purpose of trading there shall not be treated less favourably in the territory of the other Party than nationals of the most favoured nation.

Article 14.

The two High Contracting Parties shall grant each other freedom of transit across their territory and they undertake not to levy any transit duty in respect thereof.

In general, the two High Contracting Parties shall conform, in respect of transit, to the provisions of the Statute which forms an integral part of the Convention[2] on the Freedom of Transit signed at Barcelona on April 20, 1921.

---

[1] Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

[2] Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

Article 15.

Pour toutes les questions relatives au régime international des voies ferrées, les Hautes Parties contractantes appliqueront, dans leurs relations réciproques, les dispositions de la Convention [1] et du Statut sur le régime international des voies ferrées, établi à Genève le 9 décembre 1923.

Article 16.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage, sous condition de réciprocité, à assurer aux navires de l'autre un traitement égal à celui de ses propres navires, dans les ports maritimes placés sous sa souveraineté ou autorité, en ce qui concerne la liberté d'accès du port, son utilisation et la complète jouissance des commodités qu'elle accorde à la navigation, aux opérations commerciales pour les navires, leur cargaison et leurs passagers, aux facilités de chargement et de déchargement, ainsi qu'aux droits et taxes de toute nature, perçus pour le compte du gouvernement, des autorités publiques, des concessionnaires, et des établissements de toute sorte ou en leur nom.

Article 17.

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition, dans les ports de chacun des deux pays :

1° Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2° Les navires qui entrés avec chargement dans un port ou en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée comme opération de commerce, le débarquement, le rechargement du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, ni la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet article ne regardent pas les droits sanitaires, de pilotage et de sauvetage, qui seront perçus dans tous les cas prévus par les lois du pays et pourvu qu'il n'y ait pas de différence entre les navires nationaux et les navires de l'autre Partie contractante.

Article 18.

Les navires helléniques et les navires roumains pourront passer d'un port de l'un des deux pays contractants à un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y composer ou compléter leur chargement, pour une destination étrangère, soit pour y déposer leur cargaison apportée de l'étranger, ou une partie de celle-ci, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Article 19.

Les armateurs, chargeurs, fréteurs et affréteurs, ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi que leurs représentants et agents, seront libres de faire usage sur le territoire

[1] Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; vol. XCII, page 381 ; et vol. XCVI, page 191, de ce recueil.

Article 15.

For all questions concerning the international régime of railways the High Contracting Parties shall apply in their mutual relations the provisions of the Convention[1] and Statute on the International Régime of Railways drawn up at Geneva on December 9, 1923.

Article 16.

Each of the two High Contracting Parties undertakes, subject to reciprocity, to grant the same treatment to the vessels of the other Party as to its own vessels in sea-ports under its sovereignty or authority in regard to freedom of access to the port, the use of the part and the full enjoyment of the advantages which the said Party accords to navigation, commercial transactions relating to vessels, their cargoes and passengers, facilities for loading and unloading and duties and charges of every kind levied for account of the Government, public authorities, concessionnaires and establishments of any nature, or on their behalf.

Article 17.

The following shall be entirely exempt from tonnage and consignment duties in the ports of the two countries :

(1) Vessels which enter in ballast from any place whatsoever and leave in ballast ;

(2) Vessels which enter a port with cargo or are compelled to put in by stress of weather or for some other reason and leave without carrying out any commercial transactions.

Neither unloading, reloading, transhipment (should the vessel be unseaworthy), expenditure on revictualling the crew, nor the sale of damaged goods, when these operations are authorised by the Customs administration, shall be considered as commercial transactions in the event of a vessel being compelled to put in to port by stress of weather or for some other reason.

It is understood that the provisions of this Article do not refer to sanitary, pilotage or salvage duties, which shall be levied in all the cases prescribed by the laws of the country, on condition that no distinction is made between national vessels and the vessels of the other Contracting Party.

Article 18.

Greek vessels and Roumanian vessels may pass from a port in one of the two contracting countries to a port or ports in the same country, either to take on or complete their cargo therein for a foreign destination or to unload their cargo brought from abroad, or a part thereof, without paying duties other than those to which national vessels are at present or may in future be subject in a like case.

Article 19.

Shipowners, shippers, freighters and charterers, nationals of one of the High Contracting Parties, and also their representatives and agents, shall be free to make use in the other Party's

[1] Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; Vol. LXXVIII, page 472 ; Vol. LXXXIII, page 403 ; Vol. LXXXVIII, page 336 ; Vol. XCII, page 381 ; and Vol. XCVI, page 191, of this Series.

de l'autre, sous les mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, de tous ouvrages et installations des ports et de leurs annexes, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public. Toutefois, les privilèges et facilités qui sont ou seront accordés en la matière par l'une des Hautes Parties contractantes à une tierce Puissance, seront automatiquement étendues à l'autre Partie.

Sauf les règlements particuliers sur les phares et fanaux, sur le pilotage, le sauvetage et les mesures sanitaires, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a pas été réellement fait usage de ces établissements et institutions.

Article 20.

Les navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes, contraints par la tempête ou par une avarie, à chercher refuge dans un port de l'autre, seront autorisés à y procéder à leurs réparations et à reprendre la mer, sans avoir à payer d'autres droits que ceux qui, dans les mêmes circonstances, seraient dus par les navires nationaux. Dans le cas où le commandant du navire en réparation se verrait contraint de disposer d'une partie de la cargaison pour subvenir aux frais, il sera tenu de se soumettre aux prescriptions et aux tarifs en vigueur dans le lieu du refuge.

Article 21.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des pays respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage tant pour leurs personnes que pour leurs navires et sa cargaison.

Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué au propriétaire ou à leurs ayants droit, et il ne sera pas payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront soumises au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les ait destinées à la consommation intérieure.

Article 22.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat auquel le navire en question appartient, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord et délivrés par les autorités compétentes.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre, sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Les navires appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes, dont le port d'attache n'est pas situé sur le territoire de l'autre partie, seront dispensés dans les ports de cette dernière partie du contrôle relatif à leur bon état de navigabilité, si ces navires sont munis d'un certificat ou d'un permis de navigation national ou délivré par un registre international reconnu ; ces permis et certificats seront reconnus par l'autre Partie, en ce qui concerne les bateaux de passagers, pour autant que la date de l'émission du permis ou certificat ou le visa par l'autorité compétente ne remonte pas à plus d'une année du jour de leur émission.

Un accord particulier interviendra le plus tôt possible entre les Hautes Parties contractantes en vue de déterminer les règles d'équivalence des méthodes qu'elles appliquent au jaugeage des navires de mer.

Jusqu'à ce qu'interviennent les accords prévus ci-dessus, les Hautes Parties contractantes s'appliqueront réciproquement en la matière le traitement de la nation la plus favorisée.

territory, on the same conditions and on payment of the same taxes as that Party's nationals, of all works and installations in the ports and their dependencies in so far as these establishments or institutions are intended for public use. Nevertheless, the privileges and facilities which have been or shall hereafter be granted in this respect by one of the High Contracting Parties to a third Power shall be automatically extended to the other Party.

With the exception of the special regulations for lighthouses and beacons, pilotage, salvage and sanitary measures, no charges shall be levied if use has not actually been made of these establishments and institutions.

Article 20.

The vessels of either High Contracting Party, if compelled by stress of weather or damage to seek refuge in a port of the other Party, shall be authorised to carry out their repairs therein and put out again to sea without having to pay duties other than those which, in the same circumstances, would be due from national vessels. Should the officer in command of the vessel under repair be compelled to dispose of part of the cargo to meet the costs, he must observe the regulations and tariffs in force in the port where he has put in.

Article 21.

If a vessel of either Contracting Party should be wrecked, run aground, be damaged at sea or compelled to put into harbour on the coasts of the other Party, the vessel shall be given therein, in respect both of the ship itself and of the cargo, the benefits and immunities granted by the laws of the respective countries in similar circumstances to their own vessels. All aid and assistance shall be given to the master and crew, both for themselves and for the vessels and their cargoes.

Salvage operations shall be carried out in conformity with the laws of the country. Everything salvaged from the vessel and its cargo, or the proceeds of these articles if sold, shall be restored to the owner or the persons entitled, and higher salvage costs shall not be paid than those to which nationals of the country would be subject in similar circumstances.

The High Contracting Parties further agree that salvaged goods shall not be subject to the payment of any Customs duties unless such goods are intended for consumption within the country.

Article 22.

The nationality of a vessel shall be determined by the laws of the State to which the vessel in question belongs, by means of the certificates and papers on board issued by the competent authorities.

Except in the case of sale by order of a Court, vessels of either High Contracting Party may not be nationalised in the other unless the authorities of the State which has jurisdiction over the vessels issues a declaration withdrawing the right to fly the flag.

Vessels belonging to either High Contracting Party whose home port is not situated in the territory of the other Party shall be exempt in the ports of the latter Party from supervision as to their seaworthiness if they are furnished with national navigation certificates or permits, or certificates or permits issued by a recognised international registering body ; these permits and certificates shall be recognised by the other Party, in respect of passenger boats provided the date of issue of the permit or certificate, or the competent authority's endorsement, is not more than a year old.

A special agreement shall be drawn up between the High Contracting Parties as soon as possible with a view to establishing rules regarding the equivalence of the methods employed by them in measuring the tonnage of sea-going vessels.

Until the conclusion of the agreements referred to above, the High Contracting Parties shall mutually apply most-favoured-nation treatment to each other in this respect.

Article 23.

Les dispositions de la présente convention, relatives à l'octroi du traitement national ou du traitement accordé à la nation la plus favorisée, ne s'appliquent pas aux navires des Hautes Parties contractantes en ce qui concerne :

1° L'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes ;

2° L'application des mesures spéciales pour la marine marchande nationale en vue de l'encouragement à l'industrie des constructions navales, à l'exercice de la navigation au moyen de primes ou d'autres facilités spéciales ;

3° Les privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique ;

4° L'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime.

Les dispositions de la présente convention n'empêcheront pas le Gouvernement roumain de réserver à ses navires, appartenant entièrement ou en partie à l'Etat, un emplacement spécial dans ses ports, pour l'embarquement des passagers, le chargement de marchandises et pour l'utilisation dans ce même emplacement d'installations spéciales pour leur approvisionnement en combustible, ainsi que pour l'emmagasinage et la manipulation des marchandises qu'ils transportent, étant bien entendu, toutefois, que la présente stipulation ne sera pas interprétée de façon à priver les navires helléniques des facilités raisonnables pour l'exercice de leur commerce ; néanmoins, les privilèges et facilités qui sont ou seront accordés par la Roumanie en cette matière à une tierce Puissance seront automatiquement étendus à la Grèce.

Article 24.

En ce qui concerne le cabotage, les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 25.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas à la navigation dans les eaux intérieures. Toutefois, les Hautes Parties contractantes s'accordent, réciproquement, le traitement de la nation la plus favorisée pour tous avantages ou traitement qu'elles accorderaient à n'importe quel bateau étranger en exceptant les bateaux des Etats limitrophes qui ont avec l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes un réseau commun de voies navigables intérieures.

Article 26.

Sous réserve des dispositions spéciales de la présente convention, les Parties contractantes se garantissent réciproquement, en tout ce qui concerne les diverses formalités, administratives ou autres, rendues nécessaires pour l'application des dispositions de la présente convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 27.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation ou l'application de la présente convention et qui n'auraient pu être résolus par

Article 23.

The provisions of the present Convention concerning the granting of national treatment or most-favoured-nation treatment shall not apply to the vessels of the High Contracting Parties in respect of :

(1) Fishing within the territorial waters of the High Contracting Parties ;

(2) The application of special measures for the national mercantile marine with a view to encouraging the ship-building industry and navigation by means of bounties or other special facilities ;

(3) Privileges granted to rowing and sailing clubs ;

(4) The operation of maritime port, roadstead and beach services, including pilotage, towage, salvage and assistance at sea.

The provisions of the present Convention shall not prevent the Roumanian Government from reserving for its vessels, wholly or partly owned by the State, a special place in its ports for taking on board passengers or goods and for the employment in such place of special installations for refuelling, as well as for storing and handling the goods carried by its vessels, it being understood, however, that the present stipulation shall not be interpreted so as to deprive Greek vessels of reasonable facilities for carrying on their trade ; nevertheless, the privileges and facilities which have been or may hereafter be granted by Roumania in this respect to a third Power shall be automatically extended to Greece.

Article 24.

The two High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment in respect of the coasting trade.

Article 25.

The provisions of the present Convention shall not apply to navigation in inland waters. The High Contracting Parties shall, however, grant each other most-favoured-nation treatment in respect of all favours or treatment they may grant to any foreign boat, with the exceptions of boats belonging to neighbouring countries which have a common network of navigable inland waterways with one or other of the High Contracting Parties.

Article 26.

Subject to the special provisions of the present Convention, the Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in all matters regarding the various administrative or other formalities rendered necessary in applying the provisions of the present Convention.

Article 27.

Any disputes arising between the High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention which it has not been possible to settle through the diplomatic

la voie diplomatique, seront soumis à l'arbitrage, conformément à la procédure instituée par le Pacte[1] de non-agression et d'arbitrage entre la Grèce et la Roumanie, conclu à Genève, le 21 mars 1928.

Toutefois, les différends qui pourraient surgir sur le traitement des marchandises des dispositions tarifaires, les questions vétérinaires et les questions de navigation et qui nécessitent une solution rapide, seront soumis, à la demande de l'une des Hautes Parties contractantes, à un tribunal arbitral, qui sera spécialement constitué pour chaque litige et qui sera composé de trois membres ainsi désignés : chaque Partie contractante nommera un arbitre et le troisième sera nommé, de commun accord, par les deux Hautes Parties contractantes ou, à défaut d'accord, par le président de la Haute Cour permanente de Justice internationale de La Haye. Le Tribunal ainsi constitué prononcera sa décision, qui aura force obligatoire dans le plus bref délai possible.

Article 28.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications. Elle aura une durée de deux ans et restera en vigueur après ce terme tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas notifié, par un préavis de six mois, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le 11 août 1931.

(L. S.) C. COLLAS.
(L. S.) N. IORGA.

[1] Vol. CVIII, page 187, de ce recueil.

channel, shall be submitted to arbitration in conformity with the procedure laid down in the Pact[1] of Non-Aggression and Arbitration concluded between Greece and Roumania at Geneva on March 21, 1928.

Nevertheless, any disputes arising concerning the treatment of goods, tariff provisions, veterinary questions and questions of navigation which require speedy settlement, shall be submitted at the request of either High Contracting Party to a court of arbitration specially constituted for each dispute and consisting of three members appointed as follows: each Contracting Party shall appoint one arbitrator and the third shall be appointed, by common agreement, by the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague. The court thus constituted shall give its decision, which shall be binding, as speedily as possible.

Article 28.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

It shall enter into force fifteen days after the exchange of ratifications. It shall be concluded for a term of two years and shall remain in force after that term until one of the High Contracting Parties shall give six months' notice of its intention to terminate it.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Bucharest, August 11, 1931.

(L. S.) C. COLLAS.
(L. S.) N. IORGA.

[1] Vol. CVIII, page 187, of this Series.

LISTE A

TARIF DE DROITS A L'ENTRÉE EN ROUMANIE.

Numéros du tarif roumain		Articles	Unités	Droits d'entrée en lei
198		Grains de vers à soie . . . . . (*Note :* L'importation ne peut en être faite que par le Ministère de l'Agriculture et des Domaines.)	1 kg.	10
199		Cocons de vers à soie :		
	b)	Secs	»	90
201		Fils de soie naturelle écrue, formés de un ou plusieurs brins :		
	a)	Non tordus	»	300
	b)	Tordus	»	400
206		Tissus de soie pure, pesant 200 grammes ou davantage par mètres carré :		
	a)	Non teints	»	1.000
	b)	Teints en blanc ou en couleurs quelconques ou en plusieurs couleurs, même imprimés	»	1.170
207		Les mêmes pesant de 200 à 120 grammes par mètre carré :		
	a)	Non teints	»	1.530
	b)	Teints en blanc ou en couleurs quelconques ou en plusieurs couleurs, même imprimés	»	1.800
208		Les mêmes pesant de 120 à 80 grammes par mètre carré :		
	a)	Non teints	»	1.800
	b)	Teints en blanc ou en couleurs quelconques ou en plusieurs couleurs, même imprimés	»	2.300
209		Les mêmes pesant de 80 à 50 grammes par mètre carré :		
	a)	Non teints	»	2.600
	b)	Teints en blanc ou en couleurs quelconques, ou en plusieurs couleurs, même imprimés	»	2.950
210		Les mêmes pesant de 50 à 20 grammes par mètre carré :		
	a)	Non teints	»	3.600
	b)	Teints en blanc ou en couleurs quelconques ou en plusieurs couleurs, même imprimés	»	4.300
236		Eponges :		
	a)	Brutes	»	5
	b)	Préparées	»	50
332		Huile d'olive :		
	a)	En barils ou autres récipients de plus de 15 kg.	100 kg.	900
341		Huile de ricin :		
	a)	Brute ou raffinée	»	400
346		Asperges, artichauts, choux-fleurs, tomates, aubergines, concombres, courges, melons, haricots verts, fèves, petits pois et tous autres légumes verts frais non dénommés dans une autre partie du présent tarif :		
346	ex	Artichauts, fèves du 1er janvier au 1er avril	»	1.000
385		Extraits de québracho et de toutes autres matières destinées au tannage, ainsi que tanins non dénommés :		
	a)	Liquides	»	80
	b)	Solides	»	200

LIST A.

DUTIES ON IMPORTS INTO ROUMANIA.

Roumanian Tariff Number	Articles	Units	Import duty in lei
198	Silkworms' eggs . . . . . (*Note :* These may only be imported by the Ministry of Agriculture and Domains).	1 kg.	10
199	Cocoons of silkworms :		
(*b*)	Dry	»	90
201	Yarn of natural silk, unbleached, of one or more strands :		
(*a*)	Untwisted	»	300
(*b*)	Twisted	»	400
206	Fabrics of pure silk, weighing 200 grammes or more per square metre :		
(*a*)	Undyed	»	1,000
(*b*)	Dyed white or any colour, or in several colours, even printed	»	1,170
207	The same, weighing less than 200 and down to 120 gr. per square metre :		
(*a*)	Undyed	»	1,530
(*b*)	Dyed white or any colour, or in several colours, even printed	»	1,800
208	The same, weighing less than 120 and down to 80 gr. per square metre :		
(*a*)	Undyed	»	1,800
(*b*)	Dyed white or any colour, or in several colours, even printed	»	2,300
209	The same, weighing less than 80 and down to 80 gr. per square metre :		
(*a*)	Undyed	»	2,600
(*b*)	Dyed white or any colour, or in several colours, even printed	»	2,950
210	The same, weighing less than 50 and down to 20 gr. per square metre :		
(*a*)	Undyed	»	3,600
(*b*)	Dyed white or any colour, or in several colours, even printed	»	4,300
236	Sponges :		
(*a*)	In the rough	»	5
(*b*)	Prepared	»	50
332	Olive oil :		
(*a*)	In casks or other receptacles weighing more than 15 kg.	100 kg.	900
341	Castor oil :		
(*a*)	Crude or refined	»	400
346	Asparagus, artichokes, cauliflowers, tomatoes, aubergines, cucumbers, vegetable marrow, melons, French beans, beans, green peas and all other green vegetables, fresh, not specified in another part of the present tariff :		
346 ex	Artichokes, beans from January 1 to April 1	»	1,000
385	Quebracho extracts and of all other materials for tanning purposes, also tanning not specified :		
(*a*)	Liquid	»	80
(*b*)	Solid	»	200

Numéros du tarif roumain		Articles	Unités	Droits d'entrée en lei
396		Citrons	100 kg.	75
397		Oranges, mandarines et oranges amères	»	270
404		Amandes :		
	a)	En coque	»	650
	b)	Décortiquées	»	900
407		Figues :		
	a)	En sacs, en chapelets ou en tous autres emballages au-dessus de 10 kg.	»	300
	b)	En caisses, boîtes ou autres emballages au-dessous de 10 kg.	»	500
409		Caroubes	»	175
425		Olives :		
	a)	Salées ou en saumure, ou en barils, en paniers, en sacs	»	50
	b)	Conservées de toute autre manière que les olives salées ou en saumure de l'alinéa *a)*	»	300
440	ex	Vins : Mavrodaphni, Samos, et les autres vins généreux d'origine ou de provenance grecque, avec une gradation alcoolique d'au moins 16 degrés, accompagnés de certificats d'origine :		
	a)	En tous récipients, à l'exception des bouteilles ou cruchons	»	4.500
	b)	En bouteilles et cruchons	»	6.000
508		Fils de coton simples, d'un seul brin, non tordus, non blanchis, non teints	»	160
509		Les mêmes blanchis	»	200
512		Fils de coton simples, d'un seul brin, non tordus, non blanchis, non teints :		
	a)	En deux brins	»	400
	b)	En trois brins ou davantage, le tout formant une seule mèche	»	440
518		Tissus de coton de toutes sortes, sauf ceux spécialement dénommés, non blanchis, non teints, non imprimés, pesant plus de 300 grammes par mètre carré et ayant par centimètre carré, chaîne et trame ensemble :		
	a)	Jusqu'à 15 fils	»	5.000
	b)	De 16 à 30 fils	»	5.500
	c)	De plus de 30 fils	»	6.000
519		Tissus de coton de toutes sortes, sauf ceux spécialement dénommés, non blanchis, non teints, non imprimés, pesant de 200 grammes inclusivement à 300 grammes par mètre carré et ayant par centimètre carré, chaîne et trame ensemble :		
	a)	Jusqu'à 30 fils	»	5.200
	b)	De 31 à 42 fils	»	5.500
	c)	De 43 à 55 fils	»	5.800
	d)	Plus de 55 fils	»	6.500
520		Tissus de coton de toutes sortes, sauf ceux spécialement dénommés, non blanchis, non teints, non imprimés, pesant de 150 grammes inclusivement à 200 grammes par mètre carré et ayant par centimètre carré chaîne et trame ensemble :		
	a)	Jusqu'à 33 fils	»	6.000
	b)	De 34 à 50 fils	»	6.500
	c)	De 51 à 65 fils	»	7.000
	d)	Plus de 65 fils	»	8.000

Roumanian Tariff Number		Articles	Units	Import duty in lei
396		Lemons	100 kg.	75
397		Oranges, mandarines, bitter oranges	»	270
404		Almonds :		
	(a)	In the shell	»	650
	(b)	Shelled	»	900
407		Figs :		
	(a)	In sacks, strung or in other peckages weighing more than 10 kg.	»	300
	(b)	In boxes, cases or other packages weighing up to 10 kg.	»	500
409		Carob beans	»	175
425		Olives :		
	(a)	Salted or in brine, in barrels, in baskets, in sacks	»	50
	(b)	Preserved in any other manner than the olives salted or in brine under letter *(a)*	»	300
440	ex	Wines : Mavrodaphni, Samos, and other full-bodied wines originating in or coming from Greece, with an alcoholic content not less than 16° accompanied by certificates of origin :		
	(a)	In receptacles of any kind, except bottles and jars	»	4,500
	(b)	In bottles or jars	»	6,000
508		Simple cotton yarn, single strand, not twisted, unbleached, undyed	»	160
509		The same bleached	»	200
512		Cotton yarn, simply twisted, unbleached, undyed :		
	(a)	Of two strands	»	400
	(b)	Of three or more strands, the whole forming a single rove.	»	440
518		Cotton fabrics of any kind, except those specially mentioned, unbleached, undyed, not printed, weighing more than 300 gr. per square metre and having per square centimetre (warp and woof together) :		
	(a)	Up to 15 threads	»	5,000
	(b)	16 and up to 30 threads	»	5,500
	(c)	More than 30 threads	»	6,000
519		Cotton fabrics of any kind, except those specially mentioned, unbleached, undyed, not printed, weighing less than 300 and down to 200 gr. inclusive per square metre and having per square centimetre (warp and woof together) :		
	(a)	Up to 30 threads	»	5,200
	(b)	31 to 42 threads	»	5,500
	(c)	43 to 55 threads	»	5,800
	(d)	More than 55 threads	»	6,500
520		Cotton fabrics of any kind, except those specially mentioned, unbleached, undyed, not printed, weighing less than 200 and down to 150 gr. inclusive per square metre and having per square centimetre (warp and woof together) :		
	(a)	Up to 33 threads	»	6,000
	(b)	34 to 50 threads	»	6,500
	(c)	51 to 65 threads	»	7,000
	(d)	More than 65 threads	»	8,000

Numéros du tarif roumain	Articles	Unités	Droits d'entrée en lei
521	Tissus de coton de toutes sortes, sauf ceux spécialement dénommés, non blanchis, non teints, non imprimés, pesant de 100 grammes inclusivement à 150 grammes par mètre carré et ayant par centimètre carré chaîne et trame ensemble :		
a)	Jusqu'à 36 fils	100 kg.	6.800
b)	De 37 à 50 fils	»	7.200
c)	De 51 à 70 fils	»	8.200
d)	Plus de 70 fils	»	9.200
524	Les mêmes blanchis		Surtaxe de 35 % sur les tissus non blanchis.
525	Les mêmes teints après tissage		Surtaxe de 25 % sur les tissus non blanchis.
526	Les mêmes tissés en fils teints		Surtaxe de 50 % sur les tissus non blanchis.
527	Les mêmes imprimés en toutes couleurs ainsi que mercerisés		Surtaxe de 45 % sur les tissus non blanchis.
850	Gomme mastic	»	750
856	Colophane :		
a)	Brute	»	50
858	Huile et essence de térébenthine	»	80
866	« Trass » pouzzolanes ou terre de Santorin même broyés :		
866 ex	Terre de Santorin	»	1
892	Emeri naturel ou autres produits artificiels, abrasifs, tels que carborindum, abindum, etc. :		
a)	Brut	»	30
b)	Réduit en grains ou en poudre	»	45
917	Talc :		
a)	A l'état natural	»	60
b)	Broyé, lavé, pulvérisé	»	120
935	Articles de ménage tels qu'assiettes, tasses, cruches, cuvettes, etc., en faïence :		
a)	Blancs ou d'une seule couleur, même avec reliefs	»	500
b)	Avec décorations, en une ou plusieurs couleurs, même argentés, dorés	»	700
936	Plaques en faïence blanche ou de couleur naturelle jaune, mais non décorées	»	300
937	Les mêmes colorées ou décorées d'une façon quelconque	»	450
938	Appareils sanitaires et articles hygiéniques, tels que W.C., lavabos, cuvettes, etc., en faïence :		
a)	Blancs ou jaunes	»	350
b)	Colorés ou décorés	»	450
	Note : Les pièces métalliques entrant dans la composition des objets ci-dessus, sont taxées séparément d'après la nature des matières dont elles sont faites.		
939	Tous autres articles en faïence, non dénommés, même combinés avec d'autres matières communes, même colorés ou décorés	»	600

Roumanian Tariff Number		Articles	Units	Import duty in lei
521		Cotton fabrics of any kind, except those specially mentioned, unbleached, undyed, not printed, weighing less than 150 and down to 100 gr. inclusive per square metre and having per square centimetre (warp and woof together) :		
	(a)	Up to 36 threads	100 kg.	6,800
	(b)	37 to 50 threads	»	7,200
	(c)	51 to 70 threads	»	8,200
	(d)	More than 70 threads	»	9,200
524		The same, bleached		Surtax of 35 % on the unbleached fabrics.
525		The same, dyed after weaving		Surtax of 25 % on the unbleached fabrics.
526		The same, woven with dyed yarns		Surtax of 50 % on the unbleached fabrics.
527		The same, printed in any colour, also mercerised		Surtax of 45 % on the unbleached fabrics.
850		Mastic gum	»	750
856		Colophany		
	(a)	Crude	»	50
858		Turpentine oil and essence	»	80
866		Trass, pozzuolana or santorine earth, even ground :		
866	ex	Santorine earth	»	1
892		Natural emery or other artificial products, abrasives, such as carborundum, abindum, etc. :		
	(a)	Crude	»	30
	(b)	Ground into grains or powder	»	45
917		Talc :		
	(a)	In natural state	»	60
	(b)	Ground, washed, pulverised	»	120
935		Household articles, such as plates, cups, cans, bowls, etc. of faïence :		
	(a)	White or coloured in a single colour, even with reliefs	»	500
	(b)	With ornaments in one or more colours, even silvered, gilt	»	700
936		Plates of faïence, white or of natural yellowish colour, but not decorated	»	300
937		The same, coloured or decorated in any manner	»	450
938		Sanitary apparatus and hygienic articles, such as W. C. pans, washstands, basins etc. of faïence :		
	(a)	White or yellow	»	350
	(b)	Coloured or decorated	»	450
		Note : Metallic parts used in the manufacture of the above articles are dutiable separately according to the component materials.		
939		All other articles of faïence, not specified, combined or not with other common materials, even coloured or decorated.	»	600

LISTE B.

TARIF DE DROITS A L'ENTRÉE EN GRÈCE.

Numéros du tarif hellénique	Articles	Unités	Droits d'entrée en drachmes métalliques
1	Animaux vivants :		
a)	Bœufs et taureaux	Par tête	15
b)	Vaches	»	15
c)	Béliers, brebis et moutons	»	1
f)	Boucs et chèvres	»	1
h)	Porcs	»	7,50
j)	Chevaux :		
	1° Au-dessus de 3 ans	»	20
	2° De 3 ans et en-dessous	»	12
q)	Volailles de toutes espèces	Par 100 kg.	15
ex 1	Animaux vivants dont le poids ne dépasse pas 200 kg. :		
d)	Veaux, bouvillons, génisses	Par tête	9
2	Substances alimentaires animales :		
b)	Viandes en général, préparées en aliments, avec ou sans condiments y compris le poids des récipients ou d'autre emballage immédiat :		
	1° Jambons en général et langues	Par 100 kg.	40
	2° Saucisson	»	40
	3° Charcuterie, mortadelles et similaires	»	40
	7° Toutes autres substances alimentaires provenant de la viande, non dénommés	»	30
c)	Viandes conservées (salées ou en saumure ou fumées) non dénommées ailleurs	»	30
3	Produits alimentaires de provenance animale :		
a)	Fromages :		
	1° En saumure, en tranches *(touloumotyri)*	»	15
	2° Ordinaires à pâte ferme *(kefalotyri) mizithra* . . .	»	15
	3. Casseri *(cascavali)*	»	15
b)	Beurre :		
	3° De cuisine, fondu ou non, ainsi que beurre de lait de mouton ou de chèvre, destiné à être refondu, salé ou non	»	40
	4° Non fondu, salé ou non, en récipients d'un poids brut supérieur à 4 kg.	»	80
	5. Non fondu, salé ou non, en récipients d'un poids brut de 4 kg. maximum	»	100
d)	Œufs de volaille et d'autres volatiles	»	exempt
7	Céréales en grains :		
d)	Maïs jaune	»	5
ex	Maïs *pignoletto, cinquantino*	»	3
9	Légumes secs et matières amylacées :		
a)	Haricots	»	6
o)	Amidon	»	25
12	Fruits ou similaires :		
a)	Frais :		
	1° Pommes, poires, prunes	»	1,50
d)	Secs ou tapés :		
	1° Prunes et pruneaux	»	10
	9° Noix	»	15

LIST B.

Duties on Imports into Greece.

Greek Tariff Number	Articles	Units	Import duty in metallic drachmai
1	Live animals :	per head	
(a)	Oxen and bulls	»	15
(b)	Cows	»	15
(c)	Rams, ewes and wethers	»	1
(f)	Goats	»	1
(h)	Pigs	»	7.50
(j)	Horses :		
	(1) Over 3 years	»	20
	(2) 3 years or less	»	12
(q)	Birds of all kinds	per 100 kg.	15
ex 1	Live animals weighing 200 kg. or less :		
(d)	Calves, bullocks and heifers	per head	9
2	Animal alimentary substances :		
(b)	Meats generally, prepared for use as food, with or without condiments (including the weight of receptacles or other immediate packing) :		
	(1) Hams generally and tongues	per 100 kg.	40
	(2) Sausages	»	40
	(3) Porkbutchers' produce, mortadella and the like.	»	40
	(7) All other alimentary substances prepared with meat, not specially mentioned	»	30
(c)	Preserved meats (salted, pickled or smoked), not elsewhere mentioned	»	30
3	Alimentary products of animal origin :		
(a)	Cheese :		
	(1) In brine (in slices *touloumotyri*)	»	15
	(2) Common, in hard loaves *(kephalotyri) mizithra*.	»	15
	(3) *Casseri (Cascavali)*	»	15
(b)	Butter :		
	(3) Cooking butter, melted or not, together with sheep or goat's milk butter, for melting, salted or not	»	40
	(4) Unmelted butter, salted or not, in receptacles weighing more than 4 kg. gross	»	80
	(5) Unmelted butter, salted or not, in receptacles weighing not more than 4 kg. gross	»	100
(d)	Eggs of poultry and other birds	»	exempt
7	Cereals in the grain :		
(d)	Yellow maize	»	5
ex	*Pignoletto* maize, *cinquantino* maize	»	3
9	Pulse, starchy substances :		
(a)	Kidney beans	»	6
(o)	Starch	»	25
12	Fruits and the like :		
(a)	Fresh :		
	1° Apples, pears, plums	»	1.50
(d)	Dried or drained :		
	1° Plums and prunes	»	10
	9° Walnuts	»	15

Numéros du tarif hellénique	Articles	Unités	Droits d'entrée en drachmes métalliques
33	Mélasse, caramel, sapa *(petimesi)*	Par 100 kg.	5
45	Bois de sapin, de pin et de hêtre :		
a)	Ronds, en troncs, avec ou sans écorce	Mètre³	2
b)	Equarris grossièrement à la hache	»	4
c)	Sciés (poutres, chevrons, madriers, demi-madriers demi-chevrons, planches, voliges, lattes, etc.) :		
	1° D'une épaisseur supérieure à 50 millimètres . . .	»	8
	2° D'une épaisseur de 15 millimètres et jusqu'à 50 millimètres au maximum	»	10
	3° D'une épaisseur de 15 millimètres et au-dessous . .	»	10
d)	Bois pareil à l'alinéa précédent, raboté ou autrement ouvré, mais ne formant pas un article parfait, suit le régime du bois brut correspondant majoré de 75 %	»	+75 %
46	Bois de chêne, de châtaignier, de peuplier, d'orme, de frêne, d'érable, de platane, de cyprès, de cèdre, de tilleul, d'osier et de tout autre bois non spécialement dénommé :		
a)	Ronds, en troncs, avec ou sans écorce	»	4
b)	Equarris grossièrement à la hache	»	6
c)	Sciés, de toutes formes et dimensions :		
	1° Non ouvrés, non rabotés	»	12
d)	Traverses de chemins de fer	»	1.50
48	Bois pour usages spéciaux :		
b)	Douves pour la tonnellerie ou autres usages (parquets, etc.) :		
	1° Non ouvrées	Par 100 kg.	1
	2° Ouvrées (rainées, rabotées)	»	3
49	Meubles :		
a)	Meubles en bois commun, non sculptés :		
	2° Chaises, canapés, fauteuils, en bois courbé, de hêtre (rond ou carré) avec siège ou dossier en paille tressée ou en bois ou en imitation de peau	»	150
b)	Meubles en bois commun, non sculptés et non recouverts.	»	70
c)	Les mêmes que ceux des alinéas *a)* et *b)* sculptés et non recouverts	»	150
50	Articles en bois :		
a)	Cadres non plâtrés	»	70
ex	Baguettes pour cadres non plâtrées	»	60
	1° Cadres de couleur naturelle ou colorés ou vernis . . .	»	70
	2° Dorés, argentés ou vernissés avec de la poudre métallique	»	85
d)	Formes ordinaires en bois pour bottines.	»	70
57	Matières minérales ouvrées :		
h)	Craie :		
	1° En poudre.	»	3
	2° En bâtons	»	30
i)	Asphaltes ou bitumes en général :		
	1° Asphaltes en roches	»	0.50
	2° Asphaltes en poudre ou en mastic	»	0.50
	3° Bitume	»	2
60	Huiles minérales :		
c)	Naphte (mazout, Diesel huile, motorine et ses résidus, impropres à l'éclairage et au graissage des machines) .	»	0.30
d)	Huiles et graisses minérales pour graissage, même contenant des huiles ou graisses végétales ou animales ainsi que les huiles minérales raffinées à l'état liquide . . .	»	15
e)	Benzine	»	12

Greek Tariff Number	Articles	Units	Imprrt duty in metallic drachmai
33	Molasses, caramel, sapa *(petimesi)*	per 100 kg.	5
45	Pine, fir, beech :	per cubic metre	
(a)	Round trunks, with or without the bark		2
(b)	Roughly hewn with the axe :	»	4
(c)	Sawn (beams, rafters, planks, half-planks, half-rafters, boards, battens, laths, etc.) :		
	(1) Of more than 50 mm. in thickness	»	8
	(2) Of more than 15 mm. and up to 50 mm. in thickness	»	10
	(3) Of 15 mm. and under in thickness	»	10
(d)	Wood similar to that under *(c)*, planed or otherwise wrought, but not making up a complete article — dutiable at the rate for the corresponding rough wood	»	+75 %
46	Oak wood, chestnut, poplar, elm, ash, maple, plane, cypress, cedar, lime, willow, and all other wood not specially mentioned :		
(a)	Bound trunks, with ot without the bark	»	4
(b)	Roughly hewn with the axe	»	6
(c)	Sawn, in all shapes and sizes :		
	(1) Not planed or wrought	»	12
(d)	Sleepers for railways	»	1.50
48	Wood for special purposes :		
(b)	Staves for barrels and other uses (parquets, etc.) :		
	(1) Unwrought	par 100 kg.	1
	(2) Wrought (grooved, planed)	»	3
49	Furniture :		
(a)	Common wooden furniture, not carved :		
	(2) Chairs, sofas, armchairs, of bent beech wood (round or square) with seat or (and) back of plaited straw, wood or imitation leather	»	150
(b)	Furniture of ordinary wood, not carved and not covered.	»	70
(c)	The same as under *(a)* and *(b)*, carved but not covered.	»	150
50	Wooden articles :		
(a)	Frames, not plastered	»	70
ex	Slips for frames, not plastered	»	60
	(1) Frames of natural colour, or coloured or varnished	»	70
	(2) Gilt or silvered or varnished with metallic powder	»	85
(d)	Ordinary boot lasts, of wood	»	70
57	Worked mineral matter :		
(h)	Chalk :		
	(1) In powder	»	3
	(2) In sticks	»	30
(i)	Asphalt or bitumen generally :		
	(1) Rock asphalt	»	0.50
	(2) Asphalt in powder and melted asphalt (mastic).	»	0.50
	(3) Bitumen	»	2
60	Mineral oils :		
(c)	Naphtha (mazout, Diesel oil, motorine and its residues unfit for lighting or machine lubricating)	»	0.30
(d)	Lubricating mineral oils and greases, even containing vegetable or animal oils or greases, also refined mineral oils in liquid state	»	15
(e)	Benzine	»	12

Numéros du tarif hellénique	Articles	Unités	Droits d'entrée en drachmes métalliques
	Note : Par l'article 14 du décret-loi du 17 décembre 1925 « concernant l'imposition d'une taxe additionnelle sur les voitures automobiles à l'usage des particuliers » une augmentation de 20 % est fixée sur les droits d'importation de la benzine ; et par le décret-loi du 14 avril 1926, une nouvelle augmentation de 60 % a été de même fixée (soit en tout une augmentation de 80 % sur les droits d'importation de la benzine)		
85	Bascules, balances, poids :		
a)	Bascules et balances de commerce, de tout système, en fer, en laiton ou en combinaisons de ces métaux entre eux, ou en d'autres matières, pesant par pièce :		
	2° Plus de 10 kg. jusqu'à 50 kg.	Par 100 kg.	60
	3° 10 kg. et au-dessous	»	80
98 *c)*	Pressoirs à raisin :		
	1° Jusqu'à 200 kg.	»	25
	2° Plus de 200 kg. et jusqu'à 500 kg.	»	22
	3° Au-dessus de 500 kg.	»	18
139	Céramique de bâtiment, non vernissée, ni émaillée, ni coloriée en surface :		
b)	Tuiles :		
	1° De forme ordinaire	»	2,25
	2° Plates	»	4,50
	3° Plaques en ciment et amiante pour toitures (éternite, héraclite)	»	7,50
160	Produits des industries chimiques :		
b)	Carbure de calcium (non compris la taxe intérieure) . .	»	16

PROTOCOLE ANNEXE

Au moment de signer la convention de commerce et de navigation, en date de ce jour, les deux Hautes Parties contractantes ont décidé de préciser certaines de ses clauses ainsi que leurs conditions d'application suivant les dispositions ci-après :

Ad Article 2.

L'octroi du traitement de la nation la plus favorisée implique pour les produits de chacune des Hautes Parties contractantes le bénéfice des droits qui sont ou pourraient être inscrits au tarif minimum ou les droits les plus réduits de l'autre.

Ad Article 5.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation en vigueur sur son territoire et lui en communiquera la liste aussitôt que possible.

2. Les Hautes Parties contractantes déclarent que le paragraphe *f)* doit être interprété comme ne faisant obstacle à ce qu'elles subordonnent l'exportation de leurs produits à certaines conditions de qualité en vue de sauvegarder, d'une part, le bon renom de ces produits et de donner, d'autre

Greek tariff Number		Articles	Units	Import duty in metallic drachmai
		Note : Under Article 14 of Decree-Law dated December 17, 1925, " regarding the application of an additional tax on passenger motor-cars ", the import duties on benzine are increased by 20 % ; and under Decree-Law dated April 14, 1926, the said duties are further increased by 60 % (*viz.* an aggregate increase of 80 % of the import duties on benzine).		
85		Weighing machines, scales, weights :		
	(a)	Weighing machines and commercial scales, of all systems, of iron, brass, or a combination of these metals or of other materials, weighing per piece :		
		(2) More than 10 and up to 50 kg.	par 100 kg.	60
		(3) 10 kg. and under	»	80
98	*(c)*	Grape pressers :		
		(1) Up to 200 kg.	»	25
		(2) More than 200 and up to 500 kg.	»	22
		(3) More than 500 kg.	»	18
139		Ceramic ware for buildings, neither glazed, enamelled, nor coloured on the surface :		
	(b)	Tiles :		
		(1) Ordinary shape	»	2.25
		(2) Flat	»	4.50
		(3) Roofing slabs of cement and asbestos (eternite, heraclite)	»	7.50
160		Products of chemical industries :		
	(b)	Carbide of calcium (the internal tax to be added) . . .	»	16

ANNEXED PROTOCOL.

When signing the Convention of Commerce and Navigation of this day's date, the two High Contracting Parties decided to define more clearly some of its clauses and the conditions under which they are to be applied, in accordance with the following provisions :

Ad Article 2.

The granting of most-favoured-nation treatment implies that the products of each of the High Contracting Parties shall be subject to the duties which are or may hereafter be entered in the other Party's minimum tariff, or that Party's lowest duties.

Ad Article 5.

1. Each of the High Contracting Parties shall grant to the other most-favoured-nation treatment in respect of the import and export prohibitions and restrictions in force in its territory and shall communicate to it the list thereof as soon as possible.

2. The High Contracting Parties declare that paragraph *f)* must be interpreted in such a way as not to prevent them from making the export of their products dependent on certain conditions in respect of quality with a view, on the one hand to maintaining the reputation of these

part, une garantie à l'acheteur étranger. Elles déclarent, au contraire, qu'elles interprètent le paragraphe en question comme interdisant le recours à tout système de classification ou de définition des produits, employé comme un moyen détourné de restreindre l'importation des produits étrangers ou de la soumettre à un régime d'injuste discrimination.

3. Il est bien entendu que la stipulation du dernier alinéa de l'article 5 ne s'appliquera pas en ce qui concerne les mesures de prohibition expressément réservée par les Gouvernements grec et roumain actuellement en vigueur sur leurs territoires respectifs.

Ad Article 28.

Les ratifications de la convention d'établissement seront échangées en même temps que celles relatives à la convention de commerce et de navigation en date de ce jour.

Fait à Bucarest en double exemplaire le 11 août 1931.

C. COLLAS.
N. IORGA.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la convention de commerce et de navigation, en date de ce jour, les deux Hautes Parties contractantes ont décidé de préciser certaines de ses clauses ainsi que leurs conditions d'application, suivant les dispositions ci-après :

Les chalands battant pavillon grec et qui sont affectés au trafic dans les eaux du Danube, jouiront des mêmes facilités qui sont ou qui seraient accordées par le Gouvernement roumain aux chalands de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement roumain consent notamment que les taxes d'exportation prévues par les lois et règlements roumains auxquels sont soumises les marchandises destinées à l'exportation et qui seront chargées sur les chalands battant pavillon hellénique soient payées au port d'exportation, ceci contre la présentation d'une lettre de garantie d'une banque à agréer par le Ministère des Finances roumain.

Il est bien entendu que les marchandises en question ne pourront être réintroduites sur le territoire national sans avoir accompli les formalités demandées à l'importation et avoir acquitté les droits d'importation.

Cependant, en cas de force majeure, ou lorsque la conservation de la marchandise nécessiterait impérieusement son débarquement provisoire, cette opération sera autorisée aux conditions prévues par la législation roumaine pour les marchandises chargées sur les bâtiments nationaux.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le 11 août 1931.

C. COLLAS.
N. IORGA.

products and, on the other, to affording a guarantee to the foreign purchaser. On the contrary, they declare that they interpret the paragraph in question as forbidding recourse to any system of classifying or defining products used as an indirect means of restricting the import of foreign products or of subjecting imports to a system of unfair discrimination.

3. It is understood that the provision of the last paragraph of Article 5 shall not apply to the measures of prohibition expressly reserved by the Greek and Roumanian Governments at present in force in their respective territories.

Ad Article 28.

The ratifications of the Establishment Convention shall be exchanged at the same time as those of the Convention of Commerce and Navigation of this day's date.

Done at Bucharest, in duplicate, August 11, 1931.

C. COLLAS.
N. IORGA.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When signing the Convention of Commerce and Navigation of this day's date, the two High Contracting Parties decided to define more clearly some of its clauses and the conditions under which they are to be applied, in accordance with the following provisions :

Barges flying the Greek flag and plying on the waters of the Danube shall enjoy the same facilities as those that have been or may hereafter be granted by the Roumanian Government to barges of the most favoured nation.

In particular, the Roumanian Government agrees that the export duties laid down in the Roumanian laws and regulations to which goods intended for export carried on barges flying the Greek flag are subject, shall be paid at the port of exportation on production of a letter of guarantee from a Bank to be approved by the Roumanian Minister of Finance.

It is understood that the goods in question may not be reimported into the national territory unless the import formalities are completed and the import duties paid.

However, in the case of *force majeure,* or when the preservation of the goods makes their provisional unloading absolutely necessary, this operation shall be authorised subject to the conditions laid down in Roumanian law in the case of goods carried on national vessels.

Done at Bucharest, in duplicate, August 11, 1931.

C. COLLAS.
N. IORGA.

N° 2982.

GRÈCE ET ROUMANIE

Convention d'établissement et protocole. Signés à Bucarest, le 11 août 1931.

GREECE AND ROUMANIA

Convention of Establishment and Protocol. Signed at Bucharest, August 11, 1931.

N° 2982. — CONVENTION[1] D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LA GRÈCE ET LA ROUMANIE. SIGNÉE A BUCAREST, LE 11 AOUT 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République hellénique auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 21 juin 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, d'autre part, animés du désir de régler les conditions d'établissement des ressortissants hellènes en Roumanie et des ressortissants roumains en Grèce ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence M. Constantin COLLAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République hellénique à Bucarest ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. Nicolas IORGA, président du conseil et ministre des Affaires étrangères *ad intérim ;*

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Sans préjudice des dispositions contenues dans la présente convention, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne leur personne et leurs biens des mêmes droits, privilèges et faveurs que les nationaux.

En conséquence, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, pourront, en observant les lois et règlements du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir dans le territoire de l'autre, ou l'abandonner en tout temps, sans être soumis à des restrictions de quelque nature qu'elles soient, autres que celles auxquelles sont ou seraient soumis les nationaux, ou, s'il existe des dispositions spéciales pour les étrangers, les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans préjudice toutefois des prescriptions de police concernant les étrangers.

Il est néanmoins entendu que les dispositions ci-dessus ne portent aucune atteinte au droit reconnu à chacune des Hautes Parties contractantes de réglementer par une loi l'immigration ou l'émigration.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 3 juin 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2982. — CONVENTION [2] OF ESTABLISHMENT BETWEEN GREECE AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 11, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Hellenic Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 21, 1932.

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC, of the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, of the other part, being desirous of determining the conditions under which Greek nationals may establish themselves in Roumania and Roumanian nationals in Greece have decided to conclude a convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

His Excellency M. Constantin COLLAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Greek Republic at Bucharest ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas IORGA, President of the Council and Acting Minister for Foreign Affairs ;

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Without prejudice to the provisions contained in the present Convention, nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party, the same rights, privileges and favours as nationals in respect of their persons and property.

Consequently, nationals of each of the High Contracting Parties shall, subject to compliance with the laws and regulations of the country, have the right to enter the territory of the other Party freely, to travel, reside and establish themselves therein, or to depart at any time without being subject to any restrictions whatsoever other than those to which nationals are or may hereafter be subject, or, should special provisions dealing with foreign nationals exist, those to which the nationals of the most favoured nation are subject, without prejudice to police regulations concerning foreigners.

It is understood, nevertheless, that the provisions above mentioned do not, in any way, affect the right acknowledged to both High Contracting Parties to control immigration or emigration by law.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Bucharest, June 3, 1932.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit d'interdire, par mesures individuelles, soit à la suite d'une sentence légale, soit d'après les lois ou règlements sur la police des mœurs, la police sanitaire et la mendicité, soit pour des motifs de sûreté de l'Etat, aux ressortissants de l'autre Partie, de s'établir ou de séjourner sur son territoire et de les expulser pour les motifs ci-dessus mentionnés.

L'autre Partie s'engage à accueillir à nouveau ses ressortissants et leurs familles, ainsi expulsés, si leur nationalité est certifiée par le consul compétent.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre la liberté complète d'acquérir et de posséder toute sorte de biens mobiliers et immobiliers, dont l'acquisition ou la possession est ou sera permise par les lois de l'autre Haute Partie contractante aux ressortissants du pays le plus favorisé. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de toute autre manière ou les acquérir par voie de succession sous les mêmes conditions que celles qui sont ou seront établies en ce qui concerne les ressortissants de l'autre Haute Partie contractante.

Dans tous les cas ci-dessus, ainsi qu'à l'occasion de l'exportation du produit de la vente de leurs biens ou de leurs biens mêmes, ils ne seront assujettis à aucun impôt, taxe ni charge, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seraient établis pour les nationaux.

En ce qui concerne les mesures d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être soumis sur le territoire de l'autre à un traitement moins favorable que le nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée et en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toutes sortes d'industries et de commerce, ainsi que tout métier et profession dont l'exercice n'est pas et ne serait pas, suivant la loi, réservé aux nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes n'auront à payer, sur le territoire de l'autre pour leurs personnes et leurs biens, ainsi que pour l'exercice de toutes sortes de commerce, industrie, métiers et professions, aucun impôt, taxe ni charge de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux perçus sur les nationaux.

A titre de réciprocité les ressortissants des deux Hautes Parties contractantes ne seront assujettis à aucune taxe spéciale pour leur séjour dans le territoire de l'autre pays (taxe de séjour ainsi que les taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police).

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to prohibit, in individual cases, nationals of the other Party from establishing themselves or residing within its territory, either under the order of a Court or in accordance with the laws and regulations relating to public morality, public health or mendicancy, or for other reasons affecting the safety of the State, and to expel them on these grounds.

The other Party undertakes at any time to receive back its nationals and their families who have thus been expelled, provided that their nationality is certified by the competent Consul.

Article 3.

Nationals of either High Contracting Party shall be allowed full freedom to acquire and possess in the territory of the other Party, all kinds of property, both movable and immovable, the acquisition or possession of which is or may hereafter be permitted by the laws of the other High Contracting Party to nationals of the most favoured country. They may dispose of such property by sale, exchange, gift, marriage, testament or in any other manner, or acquire it by inheritance under the same conditions as those which are or may hereafter be laid down in respect of nationals of the other High Contracting Party.

In all of the above-mentioned cases, and in connection with the export of the proceeds of the sale of their property or of the property itself, they shall not be subject to any tax, charge or impost, of any description whatsoever, other or higher than those which are or may be established in the case of nationals.

As regards measures of expropriation taken for reasons of public utility or in the public interest, the nationals of one of the High Contracting Parties shall not receive, in the territory of the other Party, less favourable treatment than nationals of that Party.

Article 4.

Nationals of either High Contracting Party shall, in the territory of the other Party, have the right, on the same conditions as nationals of the most favoured nation, and subject to compliance with the laws and regulations of the country, to engage in any kind of industry or commerce and to follow any trade or profession whatsoever, with the exception of occupations and professions which are or may hereafter be reserved by law for nationals.

Article 5.

Nationals of either High Contracting Party shall not be required in the territory of the other Party to pay any charges, taxes or imposts of any kind whatsoever other or higher than those imposed upon the nationals of the country, in respect of their persons or property, or for the exercise of any form of commerce, industry, trade or profession.

By way of reciprocity nationals of either High Contracting Party shall not be subject to any special residence tax in the territory of the other country (" residence " tax and charges levied in respect of the carrying out of police formalities).

Article 6.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall be entitled to the same treatment as nationals of the country in respect of legal and judicial protection for their persons and their property.

En conséquence, ils auront libre et facile accès auprès des instances de tout degré de juridiction de l'autre Partie ; ils pourront ester en justice et ils jouiront du bénéfice de l'assistance judiciaire, aux mêmes conditions et dans les mêmes formes que les nationaux. Notamment, aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourront être imposés aux ressortissants des Hautes Parties contractantes, soit en raison de leur qualité d'étrangers, soit à défaut de domicile ou de résidence dans le pays où la requête en justice a été introduite.

Ils pourront également nommer des avocats, avoués et agents de toutes classes, autorisés par les lois du pays et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages que ceux qui sont ou seraient accordés aux nationaux.

Article 7.

Les sociétés civiles et commerciales, ainsi que toutes autres entreprises, en tant qu'elles exercent une activité de caractère exclusivement économique, constituées conformément aux lois de l'un des deux pays, seront reconnues de plein droit par l'autre comme existant régulièrement.

Ces sociétés et entreprises jouiront à tous égards du traitement de la nation la plus favorisée et bénéficieront, en matière judiciaire, du même traitement que les sociétés nationales.

Elles pourront, dans les mêmes conditions que les ressortissants de leur pays d'origine, exercer leur activité industrielle et commerciale sur le territoire de l'autre pays ; mais, pour s'y établir, y créer des filiales, succursales et agences elles devront se conformer aux lois de ce dernier pays.

Si dans l'un des deux pays, l'établissement ou la création de succursales ou agences ou l'exercice d'une activité est subordonnée à une autorisation, cette autorisation, une fois accordée, ne pourra être retirée que dans les cas limitativement prévus par la loi.

Article 8.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront astreints, sur le territoire de l'autre à aucun service militaire dans les armées de terre, de mer ou de l'air, les gardes ou milices nationales, ni à aucune obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, de toute réquisition ou prestation militaire et de toutes autres charges qui seraient imposées pour les besoins de la guerre ou par suite d'autres circonstances exceptionnelles.

Sont exceptées, toutefois, les charges attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien-fonds, ainsi que des prestations militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre, en tant que propriétaires fonciers ou fermiers.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement la faculté d'entretenir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les ports et places commerciales de l'autre Partie, où le droit de nommer des fonctionnaires consulaires a été accordé à une tierce Puissance.

Les fonctionnaires consulaires nommés par l'une des Parties contractantes, bénéficieront, après avoir obtenu l'exéquatur, sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve de réciprocité, des privilèges, droits et immunités dont jouissent ou pourront jouir par la suite les fonctionnaires du même grade et de la même catégorie d'une tierce Puissance.

Article 10.

Quant à l'administration des biens appartenant aux ressortissants de l'une des Parties contractantes décédés sur le territoire de l'autre, tout droit, privilège, avantage ou immunité qui est ou sera accordé par les Hautes Parties contractantes aux agents consulaires de n'importe quel autre Etat étranger sera, sous réserve de réciprocité, immédiatement appliqué aux agents consulaires de l'autre Partie.

Consequently, they shall have free and unhampered access to the courts of every degree of jurisdiction of the other Party ; they may appear before the courts as litigants and shall enjoy the benefits of legal aid on the same conditions and in the same forms as nationals of the country. In particular, no security or deposit, of any description whatsoever can be required of nationals of the High Contracting Parties, either as foreigners or because they have no domicile or residence in the country where the case has been brought.

They may also appoint advocates, solicitors and agents of all kinds authorised by the laws of the country and shall in this respect enjoy the same rights and advantages as those which are or may be granted to nationals of the country.

Article 7.

Companies incorporated under civil and commercial law and all other undertakings, in so far as their activities are exclusively economic in character, which have been constituted in accordance with the laws of one of the two countries, shall be fully recognised by the other as regularly formed.

Such companies and undertakings shall enjoy most-favoured-nation treatment in all respects and, in legal matters, the same treatment as national companies.

They may carry on their industrial and commercial activities on the territory of the other country under the same conditions as the nationals of their own country ; but in so establishing themselves in that territory and founding subsidiary establishments, branches and agencies, they shall conform to the laws of the latter country.

If in one of the two countries the setting up or founding of subsidiary establishments or agencies or the exercise of activities is subject to authorisation, such authorisation, once granted, may not be withdrawn except in cases expressly provided for by law.

Article 8.

Nationals of either High Contracting Party shall not be liable, in the territory of the other party, to any military service, whether in the Army, Navy or Air Force or in the National Guard or Militia, or to any obligation or payment which replaces such service.

They shall also be exempt from any compulsory judicial, administrative or municipal official function, from any military requisition or contribution and from any other charge which might be imposed owing to the requirements of war or other exceptional circumstances.

The above shall not include, however, charges attaching to the holding, in any capacity, of real estate or to military contributions which all nationals may be called upon to make as landed proprietors or farmers.

Article 9.

The High Contracting Parties accord each other the right to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents in all ports and commercial centres of the other Party where the right to appoint Consular officers has been granted to a third Power.

After having obtained the exequatur, and subject to reciprocity, the Consular officers appointed by one of the Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other Party, all privileges, rights and immunities, which are or may be subsequently enjoyed by officers of the same grade and category of a third Power.

Article 10.

As regards the administration of property belonging to nationals of one of the Contracting Parties who have died in the territory of the other, any right, privilege, advantage or immunity which has been or may be granted by the High Contracting Parties to the consular agents of any other foreign State whatsoever shall, subject to reciprocity, immediately be accorded to the consular agents of the other Party.

Article 11.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation et l'application de la présente Convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis à l'arbitrage conformément à la procédure instituée par le Pacte[1] de non-agression et d'arbitrage entre la Roumanie et la Grèce conclu à Genève le 21 mars 1928.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications. Elle aura une durée de deux ans et restera en vigueur après ce terme tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas notifié, par un préavis de six mois, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le 11 août 1931.

(L. S.) C. COLLAS.
(L. S.) N. IORGA.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'établissement en date de ce jour, les deux Hautes Parties contractantes, ont décidé de préciser certaines de ses clauses ainsi que leurs conditions d'application, suivant les dispositions ci-après :

Ad. Article 5.

Nonobstant les termes du second alinéa de l'article 5, le Gouvernement roumain pourra toujours percevoir des taxes de séjour, soit des taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, tant que le Gouvernement grec percevra les taxes de même nature sur les ressortissants roumains en Grèce.

Le taux de ces taxes ne pourra pas être supérieur à celui des taxes perçues sur les ressortissants de tout autre Etat.

Ad. Article 7.

Les Hautes Parties contractantes sont toutefois d'accord de ne pas établir, par le moyen de l'autorisation préalable, une entrave à l'établissement des sociétés de l'un pays sur le territoire de l'autre, en tant qu'elles exercent une activité généralement permise aux sociétés de tout autre pays.

Ad. Article 12.

Les ratifications de la Convention d'établissement seront échangées en même temps que celles relatives à la Convention[2] de commerce et de navigation en date de ce jour.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le onze août mil neuf cent trente et un.

C. COLLAS.
N. IORGA.

[1] Vol. CVIII, page 187, de ce recueil.
[2] Voir page 33, de ce volume.

Article 11.

Any disputes arising between the High Contracting Parties regarding the interpretation and application of the present Convention which cannot be settled through diplomatic channels shall be submitted to arbitration in accordance with the procedure instituted by the Pact[1] of Non-Agression and Arbitration between Roumania and Greece, concluded at Geneva on March 21, 1928.

Article 12.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications. It shall have a duration of two years and shall remain in force after the expiry of that period until one of the High Contracting Parties shall have given six months notice of its intention to terminate its operation.

In faith whereof the above Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Bucharest, August 11, 1931.

(L. S.) C. COLLAS.
(L. S.) N. IORGA.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Establishment Convention of to-day's date, the two High Contracting Parties have decided to define certain of its clauses and the conditions of their application in accordance with the following provisions :

Ad. Article 5.

Notwithstanding the terms of the second paragraph of Article 5, the Roumanian Government may always collect the residence taxes and the charges levied in respect of police formalities so long as the Greek Government levies taxes of the same kind on Roumanian nationals in Greece.

These taxes shall not be levied at a higher rate than that of the taxes levied on nationals of any other State.

Ad. Article 7.

The High Contracting Parties agree, however, not to hamper by the requirement of previous authorisation, the establishment of companies of one of the Parties in the territory of the other in so far as they carry on activities generally permitted to companies of any other country.

Ad. Article 12.

The ratifications of the Establishment Convention shall be exchanged at the same time as those relating to the Convention[2] of Commerce and Navigation of to-day's date.

Done, in duplicate, at Bucharest, August the eleventh, one thousand nine hundred and thirty-one.

C. COLLAS.
N. IORGA.

[1] Vol. CVIII, page 187, of this Series.
[2] See page 33, of this Volume.

N° 2983.

GRÈCE ET ROUMANIE

Convention vétérinaire, avec protocole de signature. Signés à Bucarest, le 11 août 1931.

GREECE AND ROUMANIA

Veterinary Convention, with Protocol of Signature. Signed at Bucharest, August 11, 1931.

N° 2983. — CONVENTION[1] VÉTÉRINAIRE ENTRE LA GRÈCE ET LA ROUMANIE. SIGNÉE A BUCAREST, LE 11 AOUT 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République hellénique auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 21 juin 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, d'autre part, animés du désir de régler les conditions d'établissement des ressortissants hellènes en Roumanie et des ressortissants Roumains en Grèce ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur Constantin COLLAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République hellénique à Bucarest ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur Nicolas IORGA, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères *ad intérim* ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'importation du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à celui de l'autre, des animaux (solipèdes, ruminants, porcs, volailles), des produits bruts d'origine animale, et en général, de tous les produits qui peuvent être véhicules de la contagion des maladies épizootiques, ainsi que l'importation de viandes fraîches ou conservées et de tous produits carnés destinés à l'alimentation, peut être limitée à des bureaux de douane ou à des ports nommément désignés, et être soumise au contrôle vétérinaire par l'Etat dans le territoire duquel l'importation doit avoir lieu.

Article 2.

Les animaux, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de santé.

Ce certificat doit porter l'indication du lieu de provenance et du lieu de destination des animaux et contenir la déclaration d'un vétérinaire d'Etat, ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 3 juin 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2983. — VETERINARY CONVENTION [2] BETWEEN GREECE AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 11, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Hellenic Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 21, 1932.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, of the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, of the other part, being desirous of regulating the conditions for the establishment of Hellenic nationals in Roumania and of Roumanian nationals in Greece, have resolved to conclude a Convention for the purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say :

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Constantino COLLAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Hellenic Republic at Bucharest ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Monsieur Nicolas IORGA, President of the Council and Minister for Foreign Affairs *ad interim ;*

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The importation from the territories of one of the High Contracting Parties into the territories of the other Party of animals (solipeds, ruminants, swine, poultry), or raw products of animal origin, or in general, any products liable to carry epizootic diseases, as also the importation of fresh or preserved meat, or of any meat products intended for food, may be restricted to Customs offices or ports expressly designated for the purpose, and may be subjected to veterinary control by the State into the territories of which they are to be imported.

Article 2.

The animals must be accompanied by a certificate of origin and health, before importation can be authorised.

Such certificate must show the place of origin and place of destination of the animals, and must contain the declaration of a Government veterinary official, or veterinary official duly

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Bucharest, June 3, 1932.

la commune d'origine et le territoire traversé pour rejoindre le lieu où les animaux ont été chargés sur les wagons ou les bateaux, sont indemnes des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire et qui sont transmissibles aux animaux visés par le certificat.

Le certificat prévu pour l'exportation des animaux susceptibles de contracter :

a) La peste bovine et la péripneumonie des bovins ;

b) La dourine, la peste porcine, l'entérite infectieuse, la septicémie du porc et la clavelée ;

c) La fièvre aphteuse et la peste aviaire ;

ne sera délivré, en ce qui concerne les animaux des espèces respectives, que si les maladies ci-dessus mentionnées ne se sont manifestées ni dans les communes limitrophes : pour les maladies visées par la lettre *a)*, depuis au moins six mois ; à la lettre *b)*, depuis au moins quarante jours ; à la lettre *c)*, depuis au moins vingt et un jours.

Article 3.

La constatation de la rage dans la localité d'origine n'empêchera pas la délivrance du certificat d'origine et de santé prévu à l'article 2.

La constatation des cas sporadiques de charbon bactéridien, de charbon bactérien, de morve, de rouget, de septicémie hémorragique, n'empêchera pas non plus la délivrance du certificat, mais celui-ci devra porter mention des cas constatés.

La constatation de la gale, chez le mouton et la chèvre, n'empêchera pas la délivrance du certificat pour les solipèdes, et vice versa.

Pour tous les cas, les animaux doivent provenir d'exploitations indemnes de ces maladies.

Article 4.

Les produits d'origine animale, à l'état frais, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de salubrité, qui permet l'identification des produits et qui porte la déclaration qu'ils proviennent d'animaux indemnes de maladies contagieuses.

Ce certificat n'est pas exigé pour les produits d'origine animale qui ont subi un traitement considéré comme offrant une garantie suffisante au point de vue de la prophylaxie vétérinaire (dessication, salaison, traitement arsenical, lavage, désinfection).

De même, seront admis à l'importation sans certificat, et ne seront pas soumis à des restrictions pour des raisons de police vétérinaire, les produits dérivés du lait (fromage, beurre).

Pour les œufs destinés à l'élevage, il devra être certifié qu'ils proviennent d'exploitations indemnes de typhose aviaire et de diarrhée blanche des poulets.

Article 5.

Pour être admises à l'importation, les viandes fraîches, réfrigérées, congelées ou conservées par d'autres procédés, les graisses, saindoux, et tous les produits carnés destinés à l'alimentation, doivent être accompagnés d'un certificat délivré par un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que les animaux dont ils proviennent ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abatage, et que les viandes ont été reconnues saines et bonnes pour l'alimentation humaine.

Pour les viandes conservées ou préparées, le certificat doit attester, en outre, qu'elles ne contiennent aucune substance dont l'utilisation est prohibée par la réglementation du pays destinataire.

authorised by the Government for the purpose, attesting that the commune of origin and the districts passed through on the way to the place where the animals were loaded on to the trucks or boats are free from any notifiable contagious disease which the animals covered by the certificate are liable to contract.

The certificate required for the export of animals liable to contract :

(a) Cattle plague and contagious pleuro-pneumonia of cattle,
(b) Dourine, swine-fever, infections enteritis, septicemia of swine and sheep-pox

(c) Foot-and-mouth disease and fowl plague,

shall not be delivered in the case of such animals, unless the aforesaid diseases have not been prevalent in neighbouring communes for a period of at least six months in the case of the diseases specified under *(a)*, forty days in the case of the diseases specified under *(b)*, or twenty-one days in the case of the diseases specified under *(c)*.

Article 3.

The fact that rabies has been reported in the locality of origin shall not preclude the delivery of the certificate of origin and health, for which provision is made in Article 2.

Similarly the fact that sporadic cases of anthrax, symptomatic anthrax, glanders, swine erysipelas or hemorrhagic septicemia have been reported shall not preclude the delivery of the certificate ; but the latter must make mention of the cases reported.

The fact that mange in sheep or goats has been reported shall not preclude the delivery of the certificate for solipeds, and vice-versa.

In every case the animals must come from farms free from these diseases.

Article 4.

Products of animal origin in fresh condition must be accompanied by a certificate of origin and wholesomeness, before their importation can be authorized ; the certificate must be so drawn that the products can be identified, and must contain a declaration to the effect that they are derived from animals free from contagious diseases.

Such a certificate is not required for products of animal origin, which have been subjected to a form of treatment considered as an adequate safeguard from the veterinary standpoint (drying, salting, arsenical treatment, washing, disinfection).

Milk products (cheese, butter) and eggs may also be imported without certificates and shall not be subjected to veterinary police restrictions.

In the case of eggs for hatching the certificate must state that the eggs come from farms free from avian typhoses and bacillary white diarrhœa of chicks.

Article 5.

Fresh, chilled, frozen, or other forms of preserved meats, fat, lard, and all meat products intended for food, must be accompanied by a certificate delivered by a Government veterinary or official duly authorised by the Government for the purpose, before their importation can be authorized ; such certificate must attest that the animals, from which the products are derived, have been inspected before and after slaughter, and that the meat has been found wholesome and suitable for human consumption.

In the case of preserved or prepared meat, the certificate must further attest that it contains no substance prohibited by the regulations of the country to which it is consigned.

Les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique devront être présentées au contrôle vétérinaire, à l'importation, dans les conditions suivantes :

a) Viande de bœuf : animaux entiers, dépouillés ou non, divisés par moitiés ou par quartiers ;

b) Viande de mouton et de chèvre : animaux entiers, dépouillés ou non, ou divisés par moitiés ;

c) Viande de porc : animaux entiers, divisés par moitiés avec ou sans le lard ; celui-ci peut être importé séparément.

L'épluchage (excision d'une partie quelconque ou grattage des séreuses) ou l'enlèvement des ganglions entraîne le refoulement en tous les cas.

Article 6.

Les transports qui ne répondent pas aux exigences qui précèdent, ainsi que les animaux que le vétérinaire, lors de sa visite à la frontière, reconnaît atteints, contaminés ou suspects de l'une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire, seront admis à condition d'être abattus immédiatement dans la station frontière ou bien au lieu de débarquement, ou, si cela n'était pas possible, dans la localité qui sera désignée par l'autorité vétérinaire. Quant à l'utilisation des viandes et des produits des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur pour les animaux indigènes atteints ou suspects de maladies contagieuses.

Le vétérinaire frontière notera sur le certificat d'origine et de santé le motif de la destination des animaux à l'abatage et signera sa déclaration ; ce certificat, accompagné d'un procès-verbal des faits constatés et des dispositions adoptées, sera transmis par le susdit vétérinaire à l'autorité centrale de son pays ; celle-ci en donnera communication au pays d'origine.

La constatation, après l'entrée des animaux sur le territoire du pays destinataire, de l'une des maladies contagieuses considérées dans la présente convention, sera consignée dans un procès-verbal par un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat ; le texte de ce procès-verbal sera communiqué de suite par l'autorité compétente au pays d'origine.

Article 7.

Si la peste bovine est constatée sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de prohiber ou de limiter, aussi longtemps que dure le danger de la contagion, l'importation des ruminants, des porcs, des produits d'origine animale et, en général, de tous les produits pouvant servir de véhicule à la contagion.

Article 8.

Si, du fait du trafic des animaux, une des maladies épizootiques prévues par cette convention venait à être importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à celui de l'autre, ou bien si l'une de ces maladies revêtait un caractère menaçant dans le territoire de l'une des Parties, l'autre aura le droit de limiter ou de prohiber, aussi longtemps que durera le danger, l'importation des animaux appartenant aux espèces exposées à la maladie, en provenance des territoires envahis ou menacés. Dans ces mêmes conditions, la limitation ou la prohibition d'importation pourra s'étendre aux produits d'origine animale ou capable de servir de véhicule à la contagion.

Ces limitations ou prohibitions d'importation ne pourront s'appliquer qu'aux territoires envahis par la maladie et aux territoires limitrophes. On considère comme territoire : en Roumanie, les plasa, et, en Grèce, les départements. Toutefois, si à trois reprises successives, et dans l'espace de quinze jours le bétail importé de Roumanie, accompagné de certificats de santé, est trouvé à son arrivée en Grèce atteint d'une des épizooties prévues par cette convention, le Gouvernement hellé-

Fresh meat or meat preserved by a refrigerating process must be submitted for veterinary inspection on importation in the following forms :

(a) Beef : entire carcases, with or without the hides, or halves or quarters of the carcases ;

(b) Mutton and goat's-meat : the entire carcases, with or without the hides, or halves, of the carcases ;

(c) Pork : the entire carcases, or halves thereof, with or without the lard ; the latter may be imported separately.

Cleaning (excision of any part or scraping of the serosae) or the removal of ganglia will involve rejection in all cases.

Article 6.

Consignments which do not comply with the above requirements, and animals which the veterinary official on inspection at the frontier regards as infected or contaminated, or suspect of infection or contamination, with a notifiable contagious disease, shall be admitted on condition of being immediately slaughtered at the frontier station or place of unloading or, if that is not possible, in a place to be determined by the veterinary authority. The use of the meat and products of the animals thus slaughtered shall be governed by the regulations applicable to animals of the importing country infected or suspect of infection with contagious diseases.

The veterinary official at the frontier shall note on the certificate of origin and health the reasons for slaughter of the animals, and shall sign his statement ; the certificate, together with a minute of the facts and the measures taken, shall be transmitted by the said veterinary official to the central authority of his own country ; the latter shall communicate it to the country of origin.

Should any of the contagious diseases to which the present Convention relates be reported after the entry of the animals into the country to which they are consigned, the fact shall be recorded in a minute drawn up by a Government veterinary official, or a veterinary official duly authorised by the Government for the purpose ; the text of such minute shall be communicated at once by the competent authority to the country of origin.

Article 7.

Should the existence of cattle plague be reported in the territories of one of the High Contracting Parties, the other Party shall be entitled to prohibit or to limit, for as long as the danger of contagion lasts, the importation of ruminants, swine, products of animal origin or, in general, any products liable to carry the contagion.

Article 8.

Should one of the epizootic diseases to which this Convention relates be imported, owing to the trade in animals, from the territories of either High Contracting Party into those of the other, or should one of the said diseases assume a threatening character in the territories of either Contracting Party, the other Party shall be entitled to limit or prohibit, for so long as the danger lasts, the importation of animals of the kinds liable to the disease coming from the districts affected or threatened. Such limitation or prohibition of imports may, under the same conditions, be extended to products of animal origin or products liable to carry the contagion.

Such limitations or prohibitions of imports may only apply to districts infected by the disease, or neighbouring districts. The term districts is understood to mean *plasa* in the case of Roumania, and departments in the case of Greece. If however on three successive occasions and within the space of fifteen days, the cattle imported from Roumania accompanied by certificates of health is found on its arrival in Greece to be infected with one of the epizootic diseases covered by this

nique aura le droit d'appliquer les limitations ou prohibitions d'importation susmentionnées, à tout le département du royaume, dans lequel se trouve comprise la plasa dont provient le bétail trouvé malade.

L'importation ne peut être prohibée dans les cas de charbon bactéridien, de charbon bactérien, de septicémie hémorragique, rage, morve, rouget du porc, tuberculose et gale.

La durée de la période du danger de contagion pour les maladies envisagées à l'article 2, lettres *a), b), c),* à l'exception de la peste bovine, sera limitée aux périodes prévues, au même article. Cette durée sera calculée à partir du jour de la déclaration officielle qui établira la disparition de la maladie.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à publier, le 1er et le 15 de chaque mois, un bulletin sur la situation sanitaire. Ce bulletin aussitôt publié, sera directement transmis à l'autre Partie contractante ; il sera rédigé d'une manière uniforme et de façon à démontrer l'état des épizooties.

Article 10.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, on constate la peste bovine ou la péripneumonie des bovins ou bien la fièvre aphteuse, sous une forme maligne, avec mortalité élevée, l'autorité centrale vétérinaire de l'autre Partie contractante sera immédiatement et directement informée par voie télégraphique.

Article 11.

Si un désaccord venait à se produire entre les Hautes Parties contractantes sur l'application de la présente convention et si l'accord n'a pu être réalisé dans les cinq jours suivants, il sera procédé sur la demande d'une des Hautes Partie contractantes, à la nomination immédiate d'une commission mixte dont l'avis sera obligatoire, s'il est pris à la majorité.

Dans ce but chacune des parties nommera deux membres pour constituer la Commission qui procédera sans retard à l'examen du litige.

Au cas où l'avis ne pourraît être pris à la majorité, ou bien si la commission mixte n'avait pas donné son avis dans un délai de dix jours à compter de sa constitution, le litige sera déféré à la commission prévue à l'article 27, paragraphe 2, de la Convention[1] de commerce et de navigation en date de ce jour.

Il est entendu que les mesures prises resteront en vigueur jusqu'à la solution du litige.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications. Elle aura une durée de deux ans et restera en vigueur après ce terme tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas notifié par un préavis de six mois, son intention d'en faire cesser les effets.

Les ratifications de la présente convention seront échangées en même temps que celles relatives à la Convention de commerce et de natigation, en date de ce jour.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Bucarest en double exemplaire, le onze août 1931.

(L. S.) C. COLLAS.
(L. S.) N. IORGA.

[1] Voir page 33, de ce volume.

Convention, the Hellenic Government shall have the right to enforce the import limitations or prohibitions mentioned above, in respect of the entire department of the Kingdom in which the *plasa* from which come the cattle ascertained to be diseased came, is situated.

Importation may not be prohibited in the case of anthrax, symptomatic anthrax, hemorrhagic septicemia, rabies, glanders, swine erysipelas, tuberculosis and mange.

The duration of the period of danger of contagion in the case of the diseases to which Article 2 *(a)* *(b)* and *(c)* relates, with the exception of cattle plague, shall be limited to the periods specified in the said Article. Such periods shall be calculated from the day of the official declaration notifying the disappearance of the disease.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties undetakes to publish on the 1st and 15th of each month a bulletin on the health situation. These bulletins will be transmitted direct to the other Contracting Party as soon as published ; they shall be drawn up in a uniform manner and shall show the position in regard to epizootic diseases.

Article 10.

When the existence of cattle plague or pleuropneumonia of cattle, or of a malignant form of foot-and-mouth disease with high mortality, is reported in the territories of one of the High Contracting Parties, the central veterinary authority of the other Party shall be informed immediatey and direct by telegraph.

Article 11.

In the event of a dispute arising between the two High Contracting Parties with regard to the execution of the present Convention, and if such dispute cannot be settled within the five ensuing days, a Mixed Commission shall at once be appointed, at the request of one of the High Contracting Parties, and its ruling, if given by a majority shall be binding.

To this end each of the Parties shall appoint two members to constitute the Commission, which shall proceed without delay to the examination of the dispute.

In the event of its proving impossible to secure a majority ruling, or if the Mixed Commission has not given a ruling within ten days of the date of its constitution, the dispute shall be referred to the Commission provided for under Article 27, paragraph 2, of the Convention[1] of Commerce and Navigation dated this day.

It is understood that measures taken shall remain in force until the settlement of the dispute.

Article 12.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications. Its duration shall be two years, and it shall continue in force after the expiration of this period, so long as one of the High Contracting Parties has not given six months' notice of its intention to bring it to an end.

The ratifications of the present Convention shall be exchanged at the same time as those relating to the Convention of Commerce and Navigation, of to-day's date.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, the eleventh day of August 1931.

(L. S.) C. COLLAS.
(L. S.) N. IORGA.

[1] See page 33, of this Volume.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention sanitaire vétérinaire, conclue en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, désireux de préciser et de compléter ces dispositions, sont convenus de ce qui suit :

1° Les importations effectuées du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, ne seront soumises à aucune autorisation préalable. Les précautions sanitaires que chacune des Hautes Parties jugera opportun d'adopter relativement aux animaux vivants, les volailles y comprises, accompagnés de certificats sanitaires et trouvés sains lors du passage à la frontière, seront, sur leur propre territoire, limitées au minimum indispensable. La durée de la période d'observation à laquelle les animaux pourront être soumis, ne pourra excéder six jours, calculés depuis le jour de la visite vétérinaire à la frontière.

Pour les transports par voie de mer, les jours seront calculés du jour de l'embarquement.

Pour les moutons qui ne sont pas destinés à l'abatage dans les ports de débarquement ou dans un abattoir directement raccordé à la voie ferrée, la période d'observation pourra être de quinze jours.

Les dispositions qui précèdent ne mettront pas obstacle aux dispositions prévues ou à prévoir pour le diagnostic de la morve chez les équidés et de la tuberculose chez les bovidés.

2° Les dispositions de la présente convention seront applicables aux animaux originaires des territoires des Hautes Parties contractantes pour le transit à travers le territoire de l'une ou l'autre Partie, à cette condition que le pays destinataire prenne l'engagement de ne refouler en aucun cas les animaux expédiés en transit. Si le transit exigeait la traversée d'autres pays, l'autorisation du passage en toutes les conditions devrait être préalablement obtenue des divers pays traversés.

Le transit de la viande fraîche, conservée ou préparée, des matières premières d'origine animale transportées du territoire d'une Partie contractante à travers le territoire de l'autre Partie, par voie ferrée, dans les wagons fermés et plombés ou par bateau, sera admis aux mêmes conditions que l'importation et sans que soit exigé aucun engagement préalable d'acceptation des pays éventuellement traversés et du pays destinataire.

3° Les expéditions faites directement à destination d'abattoirs, ne seront pas soumises à la période d'observation prévue au paragraphe premier du protocole final. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste des abattoirs possédant les aménagements sanitaires requis.

4° Les bureaux de douane désignés pour le trafic des animaux seront dotés d'installations permettant d'assurer, en des conditions pleinement satisfaisantes, les opérations du service vétérinaire.

5° L'application des dispositions prévues à l'article 6 de la présente convention sera limitée aux animaux qui auront été exposés à un contact direct ou indirect avec un animal malade ou suspect. Seront notamment considérés comme suspects de contamination les animaux ayant séjourné dans le même wagon ou le même bateau avec des animaux malades ou suspects ; ceux qui ont été en contact pendant le chargement ou le déchargement avec des animaux malades ou suspects ; ceux qui ont été exposés à une contagion indirecte par le passage dans les locaux, sur des quais ou passerelles non désinfectés, etc.

6° Les chevaux de course, les chevaux destinés aux concours ou aux épreuves sportives, pourront être admis à l'importation s'ils sont accompagnés, en lieu et place du certificat prévu par cette convention, d'un certificat délivré par les présidents des sociétés hippiques dont la liste aura été notifiée à l'autre par chacune des Hautes Parties contractantes. Ce certificat devra porter le timbre et le visa du club ou de la société et contenir

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When proceeding to sign the Veterinary Convention concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries, being desirous of further amplifying and defining these provisions, have agreed as follows :

(1) Imports from the territories of one of the High Contracting Parties into the territories of the other shall not be subject to any previous authorisation. The sanitary precautions which either High Contracting Party thinks fit to adopt with regard to livestock, including poultry, accompanied by health certificates and found healthy on passing the frontier, shall be limited in the territories of such Party to the indispensable minimum. The duration of the period of observation to which animals may be subjected may not exceed six days calculated from the date of the frontier veterinary inspection.

In the case of transport by sea, the six days shall be calculated from the day of loading.

In the case of sheep not intended for slaughter at the ports of unloading or in a slaughter-house directly connected with the railway, the period of observation may be fifteen days.

The above provisions shall not preclude any measures which have been or may be taken for diagnosing glanders in animals of the equine species, or tuberculosis in cattle.

(2) The provisions of the present Convention shall be applicable to animals whose place of origin is in the territories of one of the High Contracting Parties when passing in transit through the territory of the other Party, provided always that the country of destination undertakes in no case to reject the animals so consigned. If the transit involves the crossing of other countries, authority for such passage under all conditions must first be obtained from the countries crossed.

The transit of fresh, preserved or prepared meat, and of raw materials of animal origin transported from the territories of one Contracting Party through the territories of the other Party, by rail in closed and sealed trucks or by boat, shall be allowed on the same terms as importation, and no previous undertaking shall be required from countries of transit or destination, that they will accept the consignments.

(3) Consignments direct to slaughter-houses shall not be subjected to the period of observation for which provision is made in the first paragraph of the Final Protocol. The High Contracting Parties shall communicate to each other the list of slaughter-houses equipped with the requisite sanitary arrangements.

(4) Customs-houses designated for the livestock trade shall be so equipped as to enable all veterinary inspections to be satisfactorily carried out.

(5) The measures provided in Article 6 of the present Convention shall only be applied to animals which have been exposed to direct or indirect contact with a diseased or suspect animal. In particular, animals will be considered as suspect of contamination if they have been in the same truck or ship with diseased or suspect animals, or have been in contact during loading or unloading with diseased or suspect animals, and animals which have been exposed to indirect contagion by passing through buildings or over platforms or bridges which have not been disinfected, and the like.

(6) Race-horses, and horses intended for competitions or sporting contests may be allowed to be imported, if accompanied by a certificate delivered in lieu of the certificate for which this Convention provides by the Presidents of Sociétés Hippiques ; appearing on a list to be previously furnished by the High Contracting Party concerned to the other. The certificate must bear the stamp and visa of the club or society, and give the

le nom et le domicile du propriétaire, le signalement exact de l'animal, sa provenance et le lieu de destination, ainsi que la déclaration d'un vétérinaire de l'Etat ou autorisé par l'Etat, attestant la bonne santé de l'animal et déclarant que l'établissement d'où il provient est indemne de maladies contagieuses.

7° Les certificats établis conformément à la présente convention devront être rédigés dans la langue du pays qui les délivre et porter une traduction interlinéaire dans la langue de l'autre pays ou en langue française.

8° La désinfection des wagons ayant servi au transport des animaux, des barreaux, quais, passerelles, etc., effectuée suivant les règlements en vigueur sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, sera reconnue valable par l'autre.

9° Il est spécifié que les dispositions de la présente convention pourront être étendues, s'il y a lieu, par un nouvel accord entre les Hautes Parties contractantes à d'autres maladies, connues ou inconnues à l'heure actuelle et dont la transmission pourrait être légitimement redoutée.

10° Les communications urgentes relatives à l'application de la présente convention pourront être échangées directement par les autorités sanitaires vétérinaires de chacune des Hautes Parties contractantes ; copie en sera transmise par la voie diplomatique.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double expédition à Bucarest le 11 août 1931.

C. COLLAS.
N. IORGA.

---

name and domicile of the proprietor, an exact description of the animal, its place of origin, and place of destination, together with the declaration of a Government veterinary official or veterinary official authorised by the Government, attesting that the animal is healthy and that the establishment it comes from is free from contagious disease.

(7) Certificates drawn up under the present Convention must be in the language of the country issuing them, with an inter-linear translation in the language of the other country, or in the French language.

(8) The disinfection of trucks used for the transport of animals, boats, platforms, bridges, etc., if carried out in accordance with the regulations in force in the territories of one of the Contracting Parties, shall be recognised as effective by the other Party.

(9) It is agreed that the provisions of the present Convention may be extended, if necessary, by a new agreement between the High Contracting Parties, to other diseases, whether known or unknown at the present time, the transmission of which may legitimately be apprehended.

(10) Urgent communications with regard to the execution of the present Convention may be exchanged direct between the veterinary authorities of the respective Contracting Parties ; copies of such communications shall be transmitted through diplomatic channels.

The present Protocol, which shall be considered approved and sanctioned by the Contracting Parties without other special ratification, by the sole fact of the exchange of ratifications of the Convention to which it relates, has been drawn up in duplicate in Bucharest on August 11, 1931.

C. COLLAS.
N. IORGA.

N° 2984.

GRÈCE ET ROUMANIE

Protocole concernant les églises et écoles grecques en Roumanie, signé à Bucarest, le 11 août 1931, et échange de notes y relatif, de la même date.

GREECE AND ROUMANIA

Protocol concerning Greek Churches and Schools in Roumania, signed at Bucharest, August 11, 1931, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N° 2984. — PROTOCOLE[1] CONCERNANT LES ÉGLISES ET ÉCOLES GRECQUES EN ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 11 AOUT 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République hellénique auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 21 juin 1932.

Les soussignés plénipotentiaires des deux Puissances, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, les autorisant à signer le présent protocole, sont convenus de ce qui suit.

Les églises helléniques comprises dans la liste annexée au présent protocole et qui fonctionnent actuellement en Roumanie d'après leurs propres actes de fondation, seront considérées définitivement comme personnes morales (juridiques) et continueront à fonctionner, ainsi que les écoles qui en dépendent, en se conformant aux lois et règlements du Royaume de Roumanie.

Toutefois, elles ne pourront à l'avenir acquérir d'autres biens qu'en se conformant aux lois et règlements du Royaume de Roumanie.

Elles ne pourront acquérir des immeubles ruraux.

Les écoles ci-haut mentionnées, y compris celle de la Communauté hellénique de Bucarest, dont les directeurs, sujets grecs, sont nommés par les communautés respectives, auront la liberté d'établir leur propres programmes scolaires et pourront, pour compléter leur personnel enseignant, engager des professeurs indistinctement de nationalité roumaine ou grecque, ceux de nationalité hellénique qui viendraient à être engagés devant pouvoir librement s'installer et résider en Roumanie pour autant que durera leur engagement.

Il est entendu que les écoles grecques ne seront fréquentées que par les enfants sujets hellènes.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que possible. Il entrera en vigueur en même temps que la Convention[2] de commerce et de navigation et la Convention[3] d'établissement signées à la même date.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont dressé et signé le présent protocole, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Bucarest, le 11 août 1931.

(L. S.) C. COLLAS.
(L. S.) N. IORGA.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 3 juin 1932.
[2] Voir page 33, de ce volume.
[3] Voir page 69, de ce volume.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2984. — PROTOCOL [2] CONCERNING GREEK CHURCHES AND SCHOOLS IN ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 11, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Hellenic Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place June 21, 1932.

The undersigned Plenipotentiaries of the two Powers, having communicated to one another their full powers, found in good and due form, authorising them to sign the present Protocol, have agreed as follows.

The Greek churches included in the list annexed to the present Protocol which at present exist in Roumania under their own foundation deeds shall definitively be considered legal entities, and shall continue to exist, as shall the schools attached to them subject to compliance with the laws and regulations of the Kingdom of Roumania.

In future, however, they may only acquire additional property in conformity with the laws and regulations of the Kingdom of Roumania.

They may not acquire rural property.

The above-mentioned schools — including those of the Greek Community at Bucharest — whose Directors are Greek subjects and are appointed by the respective Communities, shall be free to draw up their own school syllabuses, and may supplement their teaching staff by teachers of Roumanian or Greek nationality, those of Greek nationality who are thus engaged having the right to settle and reside in Roumania without restriction for the period of their appointment.

It is understood that the Greek schools shall be attended only by children who are Greek subjects.

The present Protocol shall be ratified, and the ratifications, shall be exchanged at Bucharest as soon as possible. The Protocol shall come into force simultaneously with the Convention[3] on Commerce and Shipping and the Convention[4] on Establishment, signed on the same date.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have drawn up and signed the present Protocol, and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, August 11, 1931.

(L. S.) C. COLLAS.
(L. S.) N. IORGA.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Bucharest, June 3, 1932.

[3] See page 33, of this Volume.

[4] See page 69, of this Volume.

LISTE

DES EGLISES HELLÉNIQUES EN ROUMANIE AUXQUELLES EST RECONNUE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE AVEC INDICATION DES ÉCOLES QUI DÉPENDENT DE CES ÉGLISES ET DES BIENS QUI LEUR APPARTIENNENT.

I. Eglise de l'Annonciation (Evanghelismos) à Braïla. Cette Eglise possède :

1° Un immeuble sis Strada Filipescu (anciennement Strada Mare), servant d'école de jeunes filles, avec ses dépendances, consistant en une salle de conférence et deux petites maisons qui servent d'habitation aux prêtres ;

2° Un immeuble, sis strada Misitilor ;

3° Un immeuble, sis Strada Pietrei, et donnant également sur la rue strada Rubinilor, servant d'école de garçons, avec ses dépendances ;

4° Une maison, sise Strada Pietrei ;

5° Un terrain, comprenant une petite maison, sis Strada Rahovei N° 59.

II. Eglise de la Transfiguration (Métamorphosis) à Galats. Cette église possède :

1° Un immeuble urbain, bâti sur le terrain même de l'église (Strada Foti N° 1) et servant d'école de garçons ;

2° Un autre immeuble, sis Strada Foti N° 3, et servant d'école de jeunes filles ;

3° Un grand immeuble, servant de cinéma-théâtre, sis Strada Domneasca N° 29 a.

4° Un immeuble, sis Strada Domneasca N° 29 b, avec étage.

5° Un kiosque, sis Strada Domneasca N° 29 c.

6° Une maison avec terrain, sise Strada Beldiman N° 3.

III. Eglise Zoodochos Pigi (Isvorul-Tâmâduirii) à Calafat. Cette église possède :

1° Un immeuble urbain, sis Strada Radu Negru N° 256 et Strada Unirea N° 258, servant d'école.

IV. Eglise de Saint-Nicolas (Aghios Nicolaos) à Mangalia. Cette église possède :

1° Une maison, sise dans la cour de l'église, boulevard Regina Maria N° 18.

2° Un immeuble, sis Strada Vânâtori N° 2.

V. Eglise de la Transfiguration (Metamorphosis) à Constantza. Cette église possède :

1° Un terrain, sis à droite de l'Eglise, Strada Mircea cel Mare, et servant actuellement de terrain de gymnastique des lécoles.

2° Un immeuble, sis à gauche de l'Eglise, Strada Alexandru Lahovary, portant l'enseigne « Théâtre Elpis ».

3° Un autre immeuble, sis Strada Mircea cel Mare, et servant d'école de garçons ;

4° Un troisième immeuble, sis Strada Mircea cel Mare, et servant d'école de jeunes filles ;

5° Un quatrième immeuble, sis Strada Bolintineanu N° 54 ;

6° Un cinquième immeuble, sis Strada Decebal N° 35, avec un dépôt adjacent ;

7° Une maison de rapport, sise Strada A. Lahovary, et contiguë aux écoles.

VI. Eglise d'Annonciation (Evanghelismos) à Tulcea. Cette église possède :

1° Un immeuble urbain séparé en deux et servant d'école de garçons, d'un côté, et d'école de jeunes filles, de l'autre, sis sur les rues Buna-Vestire, Fântânei et Mircea-Vodâ.

LIST

OF GREEK CHURCHES IN ROUMANIA WHICH HAVE ACQUIRED THE STATUS OF LEGAL ENTITIES, WITH THE SCHOOLS ATTACHED TO THEM AND THE PROPERTY OWNED BY THEM.

I. Church of the Annunciation (Evanghelismos) at Braïla. This church owns :

(1) A building situated in Strada Filipescu (formerly Strada Mare) used as a girls' school, with outbuildings, consisting of a lecture hall and two small houses used as priests' quarters ;

(2) A building situated in Strada Misitilor ;

(3) A building situated in Strada Pietrei and looking out also upon Strada Rubinilor, used as a boys' school, with outbuildings ;

(4) A house situated in Strada Pietrei ;

(5) A site, with a small house, situated at Strada Rahovei, No. 59.

II. Church of the Transfiguration (Metamorphosis) at Galatz. This church owns :

(1) An urban property, on the same site as the church (Strada Foti, No. 1) used as a boys' school ;

(2) Another property, situated at Strada Foti, No. 3, used as a girls' school ;

(3) A large building used as a cinema hall, situated at Strada Domneasca, No. 29 a.

(4) A building, situated at Strada Domneasca, No. 29 b, with an upper storey ;

(5) A kiosk, situated at Strada Domneasca, No. 29 c ;

(6) A house and land, situated at Strada Beldiman, No. 3.

III. Zoodochos Pigi Church (Isvorul-Tâmâduirii) at Calafat. This church owns :

(1) An urban property, situated at Strada Radu Negru, No. 256, and Strada Unirea, No. 258, used as a school.

IV. Church of St. Nicholas (Aghios Nicolaos) at Mangalia. This church owns :

(1) A house situated in the churchyard, Boulevard Regina Maria, No. 18 ;

(2) A building, situated at Strada Vânâtori, No. 2.

V. Church of the Transfiguration (Metamorphosis) at Constantza. This church owns :

(1) A piece of ground, situated to the right of the church, in Strada Mircea cel Mare, at present used as a school gymnasium ground ;

(2) A building, situated to the left of the church, in Strada Alexandru Lahovary, bearing the sign " Elpis Theatre " ;

(3) Another building, situated in Strada Mircea cel Mare, used as a boys' school ;

(4) A third building, situated in Strada Mircea cel Mare, used as a girls' school ;

(5) A fourth building, situated at Strada Bolintineanu No. 54 ;

(6) A fifth building, situated at Strada Decebal, No. 35, with a depository adjoining ;

(7) A house for letting, situated in Strada A. Lahovary, adjoining the Schools.

VI. Church of the Annunciation (Evanghelismos) at Tulcea. This church owns :

(1) An urban building divided into two, one side being used as a boys' school and the other as a girls' school, situated in Buna-Vestire, Fântânei and Mircea-Vodâ streets.

2° Une maison à deux étages sise au coin des rues Principale Ferdinand N° 3, et Mintea, N° 12.

3° Un terrain, sis strada Cojocarilor N°s 1, 2 et 3.

4° Une maison, sise Strada Buna-Vestire N° 3.

5° Une maison, sise strada Eminescu N° 12.

VII. Eglise Saint Nicolas (Aghios Nicolaos) à Sulina. Cette église possède :

1° Un immeuble bâti sur le terrain même de l'église et servant d'école de garçons (strada Sfântul Nicolae N° 2) et d'école de jeunes filles (strada Victoriei N° 86).

2° Deux magasins sis strada Elisabeta Doamna N°s 158 et 159.

3° Un terrain sis Strada Elisabeta Domna N° 133.

VIII. Eglise de l'Annonciation (Evanghelismos) à Giurgiu. Cette église possède :

1° Un dépôt de céréales, sis à Giurgiu-Boulevard C. F. R.

IX. Eglise de la Sainte Trinité (Aghia Trias) à Brasov. Cette église possède :

1° Un immeuble urbain sis strada Târgul Cailor N° 12.

2° Une maison à deux étages avec jardin, sis Strada Caterina N° 10.

X. Eglise de l'Assomption (Kimissis tis Theotockou) à Bazargic. Cette église possède :

1° Une école, rue Chora.

2° Un terrain urbain, rue Chora.

ECHANGE DE NOTES

BUCAREST, *le* 11 *août* 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A l'occasion de la signature du protocole, concernant les églises et les écoles grecques en Roumanie, dont il est appelé à constituer le statut définitif, et lequel, devant entrer en vigueur en même temps que la Convention de commerce et de navigation et la Convention d'établissement, signées à la même date, en sera néanmoins indépendant quant à la durée, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement hellénique tient à renouveler l'assurance contenue dans la lettre adressée en date du 10 décembre 1930 sous le N° 15621 par le vice-président du Conseil des ministres, M. Michalacopoulos, à S. Exc. M. Langa Rascano, ministre de Roumanie à Athènes, et suivant laquelle le programme et les manuels, qui seront utilisés dans ces écoles, ne pourront rien contenir qui serait contraire à la souveraineté de la Roumanie ou qui porterait préjudice à la nation roumaine.

Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma très haute considération.

C. COLLAS.

Son Excellence Monsieur Nicolas Iorga,
Président du Conseil des ministres,
Ministre des Affaires étrangères *ad interim*,
à Bucarest.

(2) A two-storied house, situated at the corner of Principele Ferdinand Street, No. 3 and Mintea Street, No. 12 ;

(3) A piece of ground, situated at Strada Cojocarilor, Nos. 1, 2 and 3 ;

(4) A house, situated at Strada Buna-Vestire, No. 3 ;

(5) A house, situated at Strada Eminescu, No. 12.

VII. Church of St. Nicholas (Aghios Nicolaos) at Sulina. This church owns :

(1) A building situated on the same site as the church, used as a boys' school (Strada Sfântul Nicolae, No. 2) and a girls' school (Strada Victoriei, No. 86) ;

(2) Two shops, situated at Strada Elisabeta Doamna, Nos. 158 and 159 ;

(3) A piece of ground situated at Strada Elisabeta Domna, No. 133.

VIII. Church of the Annunciation (Evanghelismos) at Giurgiu. This church owns :

(1) A granary, situated in Giurgiu-Boulevard, C. F. R.

IX. Holy Trinity Church (Aghia Trias) at Brasov. This church owns :

(1) An urban building, situated at Strada Târgul Cailor, No. 12 ;

(2) A two-storied house and garden, situated at Strada Caterina, No. 10.

X. Church of the Assumption (Kimissis tis Theotockou) at Bazargic. This church owns :

(1) A school, rue Chora ;

(2) An urban site, rue Chora.

EXCHANGE OF NOTES.

BUCHAREST, *August* 11, 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

On signing the Protocol relating to the Greek Churches and Schools in Roumania, which is designed to establish the definite status of those Churches and Schools and which will come into force simultaneously with the Convention on Commerce and Shipping and the Convention on Establishment signed on the same date, though its duration will nevertheless be independent, I have the honour to inform Your Excellency that the Greek Government desires to reiterate the assurance contained in the letter addressed on December 10, 1930, No. 15621, by the Vice-President of the Council of Ministers, Monsieur Michalacopoulos, to His Excellency Monsieur Langa Rascano, Roumanian Minister at Athens, to the effect that the syllabuses and text books to be used in these schools shall not contain any matter incompatible with Roumanian sovereignty or prejudicial to the Roumanian nation.

I have the honour, etc.

C. COLLAS.

His Excellency Monsieur Nicolas Iorga,
President of the Council of Ministers,
Minister for Foreign Affairs *ad interim*,
Bucharest.

BUCAREST, *le* 11 *août* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa lettre en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir ce qui suit :

« A l'occasion de la signature du protocole, concernant les Eglises et les écoles grecques en Roumanie, dont il est appelé à constituer le statut définitif, et lequel, devant entrer en vigueur en même temps que la Convention de commerce et de navigation et la Convention d'établissement, signées à la même date, en sera néanmoins indépendant quant à la durée, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement hellénique tient à renouveler l'assurance contenue dans la lettre adressée en date du 10 décembre 1930 sous le N° 15621 par le vice-président du Conseil des ministres, M. Michalacopoulos, à S. Exc. M. Langa Rascano, ministre de Roumanie à Athènes, et suivant laquelle le programme et les manuels, qui seront utilisés dans ces écoles, ne pourront rien contenir qui serait contraire à la souveraineté de la Roumanie ou qui porterait préjudice à la nation roumaine. »

En prenant bonne note de cette communication, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que je suis d'accord avec son contenu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

N. IORGA.

Son Excellence Monsieur C. Collas,
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
de la République hellénique,
à Bucarest.

BUCHAREST, *August* 11, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By your letter of to-day's date, Your Excellency was good enough to inform me as follows:

" On signing the Protocol relating to the Greek Churches and Schools in Roumania, which is designed to establish the definitive status of those Churches and Schools and which will come into force simultaniously with the Convention on Commerce and Shipping and the Convention on Establishment signed on the same date, though its duration will nevertheless be independent, I have the honour to inform Your Excellency that the Greek Government desires to reiterate the assurance contained in the letter addressed on December 10, 1930, No. 15621, by the Vice-President of the Council of Ministers, Monsieur Michalacopoulos, to His Excellency Monsieur Langa Rascano, Roumanian Minister at Athens, to the effect that the syllabuses and text books to be used in these schools shall not contain any matter incompatible with Roumanian sovereignty or prejudicial to the Roumanian nation ".

I have the honour to take due note of this communication and to inform Your Excellency that I am in agreement with its contents.

I have the honour, etc.

(Signed) N. IORGA.

His Excellency Monsieur C. Collas,
Greek Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Bucharest.

No. 2984

N° 2985.

BRÉSIL
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Echanges de notes comportant un accord commercial. Rio-de-Janeiro, le 11 septembre 1931.

BRAZIL
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Exchanges of Notes constituting a Commercial Agreement. Rio de Janeiro, September 11, 1931.

No. 2985. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, SEPTEMBER 11, 1931.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le chargé d'affaires des Etats-Unis du Brésil à Berne et le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 juin 1932.

TEXTE PORTUGAIS. -PORTUGUESE TEXT.

I.

NOTA DO GOVERNO BRASILEIRO A EMBAIXADA BRITANNICA NO RIO DE JANEIRO.

EC/154/8(42).(60)8.

Em 11 de Setembro de 1931.

SENHOR ENCARREGADO DE NEGOCIOS,

Havendo o Governo do Brasil e o de Sua Majestade britannica no Reino Unido da Gran-Bretanha e Irlanda do Norte manifestado o desejo de concluir, por troca de notas identicas, um accôrdo destinado a facilitar e regular as relações commerciaes entre os dois paizes, tenho a honra de confirmar a Vossa Senhoria que o Governo do Brasil approva um accôrdo nos seguintes termos :

a) Os artigos, productos naturaes ou manufacturados, do Brasil, importados no

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

N° 2985. — TROCA DE NOTAS ENTRE O GOVERNO BRASILEIRO E O GOVERNO DE SUA MAJESTADE NO REINO UNIDO RELATIVAS A UN ACCORDO COMMERCIAL. RIO DE JANEIRO, EM 11 DE SEPTEMBRO DE 1931.

English and Portuguese official texts communicated by the Chargé d'Affaires of the United States of Brazil at Berne and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place June 25, 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

NOTE FROM THE BRAZILIAN GOVERNMENT TO THE BRITISH EMBASSY AT RIO DE JANEIRO.

EC/154/8(42).(60)8.

September 11, 1931.

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

The Brazilian Government and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland being desirous of concluding, by an exchange of identic notes, an arrangement for facilitating and regulating commercial relations between the two countries, I have the honour to confirm to you that the Brazilian Government approve an arrangement in the following terms :

(a) Goods, the produce or manufacture of Brazil, imported into the United King-

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Reino Unido (seja para consumo, reexportação ou transito), receberão tratamento não menos favoravel do que o que fôr concedido aos artigos, productos naturaes ou manufacturados, de qualquer outro paiz estrangeiro ;

b) Os artigos, productos naturaes ou manufacturados, do Reino Unido, importados no Brasil (seja para consumo, reexportação ou transito), receberão tratamento não menos favoravel do que fôr o que concedido aos artigos, productos naturaes ou manufacturados, de qualquer outro paiz estrangeiro ;

c) Tratamento igual sera concedido no Brasil aos artigos, productos naturaes ou manufacturados, de qualquer colonia ou protectorado britannico ou de qualquer territorio onde Sua Majestade britannica exerce um mandato, nos quaes os artigos brasileiros recebem tratamento não menos favoravel do que laquelle concedido aos artigos dos paizes estrangeiros mais favorecidos.

2. O accôrdo constituido pela presente troca de notas entrará em vigor immediatamente e continuará a vigorar durante três annos, e, dahi em diante, até seis mezes a contar da data da denuncia por qualquer das duas partes.

3. Fica convencionado que as disposições acima de tratamento reciproco da nação mais favorecida não são extensivas ás vantagens já conferidas, ou que venham a ser conferidas, a paizes vizinhos para facilitar o trafico de fronteiras, nem ás vantagens concedidas a outro paiz, em virtude de uma união aduaneira já concluida ou que venha a sê-lo.

Aproveito a opportunidade para renovar a Vossa Senhoria os protestos da minha mui distincta consideração.

(a) A. DE MELLO FRANCO.

Ao Senhor Edward Allis Keeling,
Encarregado de Negocios interino
da Gran-Bretanha.

dom (whether for consumption, re-export or transit), will receive treatment not less favourable than that granted to goods, the produce or manufacture of any other foreign country.

(b) Goods, the produce or manufacture of the United Kingdom, imported into Brazil (whether for consumption, re-export or transit), will receive treatment not less favourable than that granted to goods, the produce or manufacture of any other foreign country.

(c) Similar treatment will be accorded in Brazil to goods, the produce or manufacture of any British colony, protectorate, or territory in respect of which His Majesty exercises a mandate, in which Brazilian goods receive treatment not less favourable than that accorded to goods of most favoured foreign countries.

2. The arrangement constituted by the present exchange of notes shall come into force immediately, and shall continue in force for three years, and thereafter until six months after notice of its termination shall have been given by either party.

3. It is agreed that the above provisions of reciprocal most-favoured-nation treatment shall not extend to advantages now accorded or in future accorded to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, or to advantages granted to a third country in virtue of a Customs union which has already been or may hereafter be concluded.

I avail, etc.

(Signed) A. DE MELLO FRANCO.

Edward Allis Keeling, Esq.,
British Chargé d'Affaires *ad interim.*

II.

NOTE FROM THE BRITISH EMBASSY AT RIO DE JANEIRO TO THE BRAZILIAN GOVERNMENT.

BRITISH EMBASSY.

No. 178.

RIO DE JANEIRO, *Septembre* 11, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Brazilian Government being desirous of concluding by an exchange of identic notes an arrangement for facilitating and regulating commercial relations between the two countries, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to confirm to Your Excellency that His Majesty's Government approve an arrangement in the following terms :

(1) *(a)* Goods, the produce or manufacture of Brazil imported into the United Kingdom (whether for consumption, re-export or transit) will receive treatment not less favourable than that granted to goods, the produce or manufacture of any other countries.

(b) Goods, the produce or manufacture of the United Kingdom imported into Brazil (whether for consumption, re-export or transit) will receive treatment not less favourable than that granted to goods, the produce or manufacture of any other foreign countries.

(c) Similar treatment will be accorded in Brazil to goods, the produce or manufacture of any British Colony, protectorate or territory in respect of which His Majesty exercises a mandate in which Brazilian goods receive treatment not less favourable than that accorded to goods of the most favoured foreign countries.

(2) The arrangement constituted by the present exchange of notes shall come into force immediately and shall continue in force for three years and thereafter until six months after notice of its termination shall have been given by either party.

(3) It is agreed that the above provisions of reciprocal most-favoured-nation treatment shall not extend to advantages now accorded to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic or to advantages granted to a third country in virtue of a Customs union which has already been or may hereafter be concluded.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) E. KEELING.

His Excellency
Dr. Afranio de Mello Franco,
Minister for Foreign Affairs,
Rio de Janeiro.

III.

NOTE FROM THE BRITISH EMBASSY AT RIO DE JANEIRO TO THE BRAZILIAN GOVERNMENT.

BRITISH EMBASSY.

No. 179.

RIO DE JANEIRO, *September* 11, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my Note No. 178 of to-day's date, I have the honour to inform Your Excellency that it has not been possible to consult His Majesty's Governments in the Dominions or the

Government of India as to their wishes in regard to the treatment by the Brazilian Government of goods the produce or manufacture of such Dominions and India. I assume, however, that, should any of the above Governments, in whose territories Brazilian goods receive treatment not less favourable than that accorded to goods of the most favoured foreign countries, desire that goods of that Dominion or India should receive similar treatment in Brazil, the Brazilian Government would be prepared to give the Government concerned an undertaking to that effect.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) E. KEELING.

His Excellency
Dr. Afranio de Mello Franco,
Minister for Foreign Affairs,
Rio de Janeiro.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

IV.

NOTA DO GOVERNO BRASILEIRO Á EMBAIXADA BRITANNICA NO RIO DE JANEIRO.

EC/155/8(42).(60)8.

Em 11 *de Setembro de* 1931.

SENHOR ENCARREGADO DE NEGOCIOS,

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota addicional apresentada por essa Embaixada, juntamente com a que foi trocada entre os Governos do Brasil e de Sua Majestade britannica para regular as relações commerciaes entre os nossos dois paizes.

2. Nella Vossa Senhoria me informa de que não foi possivel consultar os Governos de Sua Majestade britannica nos *Dominions* nem o Governo da India, sobre os seus pontos de vista em relação ao tratamento a ser dado pelo Governo brasileiro aos artigos, productos naturaes ou manufacturados, desses *Dominions* e da India. Presume, entretanto, Vossa Senhoria que, no caso de qualquer desses Governos, em cujos territorios os artigos brasileiros recebem tratamento não menos favoravel do que o concedido aos artigos dos paizes estrangeiros mais favo-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

IV.

NOTE FROM THE BRAZILIAN GOVERNMENT TO THE BRITISH EMBASSY AT RIO DE JANEIRO.

EC/155/8(42).(60)8.

September 11, 1931.

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of the additional Note presented by the British Embassy with the Note exchanged between the Governments of Brazil and of His Britannic Majesty for the regulation of commercial relations between our two countries.

2. In your Note you inform me that it has not been possible to consult His Majesty's Governments in the Dominions or the Government of India as to their wishes in regard to the treatment by the Brazilian Government of goods the produce or manufacture of such Dominions or India. You assume, however, that, should any of the above Governments, in whose territories Brazilian goods receive treatment not less favourable than that accorded to goods of the most favoured foreign countries, desire that goods of that Dominion or India

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

recidos, desejar que os artigos desse *Dominion* ou da India recebam igual tratamento no Brasil, o Governo brasileiro estaria disposto a tomar, em relação a esse Governo, um compromisso nesse sentido.

3. Em resposta, cabe-me informar Vossa Senhoria de que, effectivamente, o Governo brasileiro concorda em conceder igual tratamento aos artigos da India ou de qualquer dos *Dominions* britannicos em cujo territorio os artigos brasileiros receberem tratamento não menos favoravel do que o concedido a qualquer paiz estrangeiro.

Aproveito o ensejo para reiterar a Vossa Senhoria os protestos da minha mui distincta consideração.

(a) A. DE MELLO FRANCO.

Ao Senhor Edward Allis Keeling,
Encarregado de Negocios interino
da Gran-Bratanha.

É copia authentica :

Secretaria de Estado das Relações exteriores,
Rio de Janeiro D. F., em 11 de maio de 1932.

C. de Freitas Valle
Chefe do Serviço dos Limites o Actos internacionaes p. i.

should receive similar treatment in Brazil, the Brazilian Government would be prepared to give the Government concerned an undertaking to that effect.

3. In reply I have the honour to inform you that the Brazilian Government agrees to accord similar treatment to goods from India or any British Dominion in whose territory Brazilian goods receive treatment not less favourable than that accorded to any foreign countries.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Sir, the assurance of my highest consideration.

(Signed) A. DE MELLO FRANCO.

Edward Allis Keeling, Esq.,
British Chargé d'Affaires *ad interim.*

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2985. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI, COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. RIO-DE-JANEIRO, LE 11 SEPTEMBRE 1931.

I.

NOTE DU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN A L'AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE A RIO-DE-JANEIRO.

E.C./154/8(42).(60)8.

Le 11 *septembre* 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Le Gouvernement du Brésil et celui de Sa Majesté dans le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ayant manifesté le désir de conclure, par échange de notes identiques, un accord destiné à faciliter et à régler les relations commerciales entre les deux pays, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement du Brésil approuve un accord dans les termes suivants :

a) Toute marchandise, produite ou manufacturée au Brésil, recevra, lors de son importation dans le Royaume-Uni aux fins de consommation, de réexportation ou de transit, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou manufacturées par tout autre pays étranger ;

b) Toute marchandise, produite ou manufacturée dans le Royaume-Uni, recevra, lors de son importation au Brésil aux fins de consommation, de réexportation ou de transit, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou manufacturées par tout autre pays étranger ;

c) Le Brésil accordera un traitement égal aux marchandises produites ou manufacturées dans toute colonie, protectorat ou territoire sur lequel Sa Majesté britannique exerce un mandat, où les marchandises brésiliennes reçoivent un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux articles des pays étrangers les plus favorisés.

2. L'accord établi par le présent échange de notes entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur pendant trois ans et, par la suite, jusqu'à expiration d'un délai de six mois à compter de la date de sa dénonciation par l'une ou l'autre des deux Parties.

3. Il est entendu que les dispositions qui précèdent, relatives au traitement réciproque de la nation la plus favorisée, ne s'étendent pas aux avantages qui sont déjà ou qui pourront être accordés à des pays voisins en vue de faciliter le trafic de frontière ni aux avantages accordés à un autre pays en vertu d'une union douanière déjà conclue ou qui viendrait à l'être.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) A. DE MELLO FRANCO.

M. Edward Allis Keeling,
Chargé d'affaires par intérim
de la Grande-Bretagne.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

NOTE DE L'AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE A RIO-DE-JANEIRO AU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.
N° 178.

RIO-DE-JANEIRO, *le* 11 *septembre* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement brésilien ayant manifesté le désir de conclure, par un échange de notes identiques, un accord destiné à faciliter et à régler les relations commerciales entre les deux pays j'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté approuve un accord dans les termes suivants :

a) Toute marchandise, produite ou manufacturée au Brésil, recevra, lors de son importation dans le Royaume-Uni, aux fins de consommation, de réexportation ou de transit, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou manufacturées par tout autre pays étranger ;

b) Toute marchandise, produite ou manufacturée dans le Royaume-Uni, recevra, lors de son importation au Brésil, aux fins de consommation, de réexportation ou de transit, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou manufacturées par tout autre pays étranger ;

c) Le Brésil accordera un traitement égal aux marchandises produites ou manufacturées dans toute colonie, protectorat ou territoire sur lequel Sa Majesté britannique exerce un mandat, où les marchandises brésiliennes reçoivent un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux articles des pays étrangers les plus favorisés.

2. L'accord établi par le présent échange de notes entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur pendant trois ans et, par la suite, jusqu'à expiration d'un délai de six mois à compter de la date de sa dénonciation par l'une ou l'autre des deux parties.

3. Il est entendu que les dispositions qui précèdent, relatives au traitement réciproque de la nation la plus favorisée, ne s'étendent pas aux avantages qui sont déjà ou qui pourront être accordés à des pays voisins en vue de faciliter le trafic de frontière ou aux avantages accordés à un autre pays en vertu d'une union douanière qui a été déjà conclue ou qui pourrait être conclue par la suite.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) E. KEELING.

Son Excellence
Le docteur Afranio de Mello Franco,
Ministre des Affaires étrangères,
Rio-de-Janeiro.

III.

NOTE DE L'AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE A RIO-DE-JANEIRO AU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.
N° 179.

RIO-DE-JANEIRO, *le* 11 *septembre* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à ma note N° 178 en date de ce jour, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'il n'a été possible de demander ni aux gouvernements de Sa Majesté dans les Dominions, ni au Gouvernement de l'Inde, de faire connaître leur point de vue au sujet du traitement à accorder par le Gouvernement brésilien aux marchandises produites ou manufacturées dans ces dominions et dans l'Inde. Je présume, toutefois, qu'au cas où l'un desdits gouvernements dans le territoire desquels les marchandises brésiliennes reçoivent un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises des pays étrangers les plus favorisés, désirerait que les marchandises du dominion intéressé ou de l'Inde reçoivent au Brésil un traitement identique, le Gouvernement brésilien serait disposé à prendre auprès dudit gouvernement un engagement dans ce sens.

Je saisis, etc.

(Signé) E. KEELING.

Son Excellence
Le docteur Afranio de Mello Franco,
Ministre des Affaires étrangères,
Rio-de-Janeiro.

IV.

NOTE DU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN A L'AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE A RIO-DE-JANEIRO.

EC/155/8(42).(60)8.

Le 11 *septembre* 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note additionnelle de votre Ambassade, jointe à celle qui a été échangée entre le Gouvernement brésilien et celui de Sa Majesté, en vue de régler les relations commerciales entre nos deux pays.

2. Dans cette note, Votre Excellence me fait savoir qu'il n'a été possible de demander ni aux Gouvernements de Sa Majesté dans les Dominions, ni au Gouvernement de l'Inde, de faire connaître leur point de vue au sujet du traitement à accorder par le Gouvernement brésilien aux marchandises produites ou manufacturées dans ces dominions et dans l'Inde. Votre Excellence présume, toutefois, qu'au cas où l'un desdits gouvernements, dans le territoire desquels les marchandises brésiliennes reçoivent un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises des pays

étrangers les plus favorisés, désirerait que les marchandises du dominion intéressé ou de l'Inde reçoivent au Brésil un traitement identique, le Gouvernement brésilien serait disposé à prendre auprès dudit gouvernement un engagement dans ce sens.

3. En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement brésilien est effectivement disposé à accorder un traitement identique aux marchandises de l'Inde ou de tout dominion britannique dans le territoire duquel les marchandises brésiliennes reçoivent un traitement non moins favorable que celui qui est accordé à un pays étranger quelconque.

Je saisis, etc.

(Signé) A. DE MELLO FRANCO.

Monsieur Edward Allis Keeling,
Chargé d'affaires par intérim
de la Grande-Bretagne.

N° 2986.

BRÉSIL ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord relatif au protocole d'instructions pour la démarcation de la frontière entre le Brésil et la Guyane néerlandaise. Rio-de-Janeiro, le 22 septembre 1931.

BRAZIL AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Protocol of Instructions for the Delimitation of the Frontier between Brazil and Dutch Guiana. Rio de Janeiro, September 22, 1931.

N° 2986. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU PROTOCOLE D'INSTRUCTIONS POUR LA DÉMARCATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE BRÉSIL ET LA GUYANE NÉERLANDAISE. RIO-DE-JANEIRO, LE 22 SEPTEMBRE 1931.

N° 2986. — TROCA DE NOTAS ENTRE OS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL E OS PAIZES BAIXOS CONSTITUINDO UM ACCÔRDO RELATIVO AO PROTOCOLLO DE INSTRUCÇÕES PARA A DEMARCAÇÃO DA FRONTEIRA ENTRE O BRASIL E A GUYANA HOLLANDEZA. RIO DE JANEIRO, EM 22 DE SETEMBRO DE 1931.

Textes officiels français et portugais communiqués par le chargé d'Affaires des Etats-Unis du Brésil à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 juin 1932.

French and Portuguese official texts communicated by the Chargé d'Affaires of the United States of Brazil at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place June 25, 1932.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

RIO-DE-JANEIRO, *le 22 septembre* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le protocole relatif à la démarcation de la frontière entre le Surinam et le Brésil, ainsi qu'il fut signé en doubles exemplaires le 24 avril dernier, par les représentants des Pays-Bas et du Brésil, à savoir M. C. H. de Goeje et le capitaine de mer et de guerre Braz Dias de Aguiar, et dont un exemplaire se trouve au Ministère de Votre Excellence, tandis que l'autre exemplaire a été transmis à La Haye, vient d'être étudié et entièrement approuvé par le Gouvernement néerlandais.

Mon gouvernement me charge, en outre, de faire savoir au gouvernement brésilien qu'il ne compte pas faire usage de la clause figurant au protocole susmentionné qui l'autorise à commencer les travaux de démarcation avant que l'expédition brésilienne n'y prenne part.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence si elle voulait bien me faire connaître l'assentiment du Gouvernement brésilien au protocole suscité afin que le contenu puisse en être considéré comme établi et que la Commission mixte néerlando-brésilienne pour la démarcation des frontières puisse commencer ses travaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances réitérées de ma considération la plus haute.

(S.) J. B. HUBRECHT.

Son Excellence
Monsieur le Docteur Afranio de Mello Franco,
Ministère des Affaires étrangères,
Rio-de-Janeiro.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

II.

NOTA DO GOVERNO BRASILEIRO Á LEGAÇÃO DOS PAIZES-BAIXOS NO RIO DE JANEIRO.

LA/38/2(42).(86b)31.

Em 22 de Setembro de 1931.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota n. 1.130/40, desta data, pela qual Vossa Excellencia me communica que o seu Governo acaba de estudar e approvar, na integra, o protocollo relativo á demarcação da fronteira entre a Colonia do Surinam (Guyana hollandeza) e o Brasil, tal como foi assignado, em dois exemplares, a 27 de Abril ultimo, pelos representantes do Brasil e da Hollanda, a saber, os Senhores Capitão de Mar e Guerra Braz Dias de Aguiar e C. H. de Goeje, e do qual um dos exemplares se acha neste Ministerio e o outro foi transmittido para a Haya.

2. Accrescenta Vossa Excellencia que o seu Governo o incumbe de participar ao Governo brasileiro que elle não conta fazer uso da clausula, constante do dito protocollo, que autoriza a commissão hollandeza a começar os trabalhos de demarcação antes que a expedição brasileira tome parte nos mesmos.

3. Deseja, por fim, Vossa Excellencia que o Governo brasileiro manifeste o seu assentimento ao mencionado protocollo, afim de que o seu contexto possa ser considerado como definitivo e a commissão mixta brasileiro-neerlandeza para a demarcação da fronteira possa iniciar os seus trabalhos.

4. Em resposta, é-me grato declarar a Vossa Excellencia que o Governo brasileiro está de pleno accôrdo com o protocollo acima referido e que tambem não conta prevalecer-se da alludida clausula, segundo a qual a commissão

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

NOTE DU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN A LA LÉGATION DES PAYS-BAS A RIO-DE-JANEIRO.

LA/38/2(42). (86b)31.

Le 22 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note n° 1.130/40 en date de ce jour, par laquelle Votre Excellence me fait savoir que son gouvernement vient d'étudier et d'approuver entièrement le Protocole relatif à la définition de la frontière entre la colonie du Surinam (Guyane hollandaise) et le Brésil, tel qu'il a été signé, en double exemplaire, le 27 avril dernier, par les représentants du Brésil et des Pays-Bas, à savoir le capitaine de mer et de guerre Braz Dias de Aguiar et M. C. H. de Goeje, et dont un exemplaire se trouve dans ce ministère, tandis que l'autre a été transmis à La Haye.

2. Votre Excellence ajoute que son Gouvernement l'a chargée de faire savoir au Gouvernement brésilien qu'il ne compte pas faire usage de la clause figurant au protocole susmentionné, qui autorise la commission néerlandaise à commencer les travaux de délimination avant que l'expédition brésilienne y prenne part.

3. Enfin, Votre Excellence désire que le Gouvernement brésilien lui notifie son assentiment au protocole en question, afin que la teneur de ce protocole puisse être considérée comme définitive et que la Commission mixte néerlando-brésilienne pour la délimitation de la frontière puisse commencer ses travaux.

4. En réponse, je suis heureux de pouvoir déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement brésilien accepte entièrement le protocole susmentionné et qu'il ne compte pas non plus se prévaloir de la clause en question, d'après

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

brasileira poderia executar trabalhos de demarcação sem a presença da commissão hollandeza.

Approveito a opportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

(a) A. DE MELLO FRANCO.

A Sua Excellencia o Senhor J. B. Hubrecht,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plenipotenciario
de Sua Majestade a Rainha
dos Paizes-Baixos.

laquelle la Commission brésilienne peut entreprendre les travaux de délimitation sans attendre l'arrivée sur les lieux de la Commission néerlandaise.

Je saisis, etc.

(Signé) A. DE MELLO FRANCO.

S. Exc. M. J. B. Hubrecht,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine
des Pays-Bas.

(ANNEXO)

PROTOCOLLO DE INSTRUCÇÕES PARA A DEMARCAÇÃO DA FRONTEIRA ENTRE O BRASIL E A GUYANA HOLLANDEZA.

§ 1. Cada um dos dois Governos nomeará uma Commissão, constituida de um Chefe, um Sub-Chefe e tantos Ajudantes e outros auxiliares quantos julgar necessarios.

§ 2. Cada Governo notificará ao outro a nomeação da sua Commissão, assim como qualquer alteração ulterior.

§ 3. Uma vez feita a troca de notas sobre a nomeação das Commissões, considerar-sehá constituida a Commisão Mixta Demarcadora, entrando os dois Chefes em communicação para execução dos trabalhos.

§ 4. Cada Commissão estará provida dos instrumentos necessarios aos levantamentos topographicos e observações astronomicas, apparelhos radiotelegraphicos para recepção de signaes e demais instrumentos indispensaveis ao desempenho de sua missão.

§ 5. Cada Commissão proverá ao transporte e abastecimento, tanto para a viagem, afim de alcançar a fronteira, como para a estada nessa região. Mas, no caso de um membro da Commissão Brasileira (Neerlandeza) se reunir, com alguns homens, á Commissão Neerlandeza (Brasileira),para fazer operações de verificação ou para participar dos trabalhos, a Commissão-Neerlandeza (Brasileira) proverá á sua alimentação e transporte.

ANNEXE

PROTOCOLE D'INSTRUCTIONS POUR LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE BRÉSIL ET LA GUYANE NÉERLANDAISE.

§ 1. Chacun des deux gouvernements nommera une commission composée d'un chef, d'un sous-chef et d'un aussi grand nombre de collaborateurs et autres auxiliaires qu'il paraîtra nécessaire.

§ 2. Chaque gouvernement notifiera à l'autre la composition de sa commission ainsi que toute modification ultérieure.

§ 3. Après l'échange des notes relatives à la composition des commissions, la Commission mixte de délimitation sera considérée comme constituée et ses deux chefs se mettront en rapport pour l'exécution des travaux.

§ 4. Chaque commission sera pourvue des instruments nécessaires aux levés topographiques et aux observations astronomiques, des appareils radiotélégraphiques pour la réception des signaux et des autres instruments indispensables à l'accomplissement de sa mission.

§ 5. Chaque commission pourvoira à son transport et à son approvisionnement, tant pour le voyage jusqu'à la frontière que pour son séjour dans cette région. Toutefois, au cas où un membre de la Commission brésilienne (néerlandaise) se joindrait, avec quelques hommes, à la Commission néerlandaise (brésilienne) pour procéder à des opérations de vérification ou pour participer aux travaux, la Commission néerlandaise (brésilienne) aurait à pourvoir à sa nourriture et à son transport.

§ 6. Os trabalhos de demarcação serão os seguintes :

a) Fazer exploração de toda a linha do divisor de aguas mencionado no Tratado[1] de 5 de Maio de 1906, verificando a sua continuidade ;

b) A intervallos de 30 a 40 kilometros será traçada uma linha transversal que corte a cadeia de montanhas. Esta linha estender-sehá dos dois lados da fronteira, pelo menos até qualquer curso de agua, que se tenha verificado pertencer á bacia de um rio do mesmo lado da fronteira ;

c) Nas linhas transversaes mencionadas em *b)* e também a intervallos de 10 kilometros, mais ou menos, será determinado, de uma maneira exacta, um ponto da linha de fronteira.

§ 7. A Commissão Mixta considerará como linha do divisor de aguas a linha do divisor de aguas topographico real, isto é, a linha que se obtém (supposta a terra impermeavel), ligando todos os pontos onde a agua se divide no terreno para se lançar em cada uma das duas bacias dos cursos de agua adjacentes. Onde essa linha fôr pouco pronunciada, a Commissão tomará uma linha média, evitando, tanto quanto possivel, as pequenas sinuosidades, e prestando attenção para que a linha adoptada não corte cursos de agua (com excepção de pequenos corregos que ficam sem agua na estação secca), e que a linha-fronteira possa ser facilmente traçada no terreno e, de futuro, não venha a dar lugar a qualquer difficuldade.

§ 8. Será feito um levantamento da picada que segue o divisor de aguas com bussola e corda ou tachymetro (por isto não se entende um levantamento de precisão). Será feito também o perfil da linha-fronteira e transversaes, determinando-se as altitudes por observações barometricas. Os pontos da fronteira mencionados na letra *c)* do § 6 serão ligados a uma rêde de triangulação nos cumes das montanhas proximas, estendendo-se sobre toda a fronteira. A mencionada rêde será, tanto quanto possivel, ligada ás rêdes de triangulação dos dois paizes e dos paizes limitrophes. Todavia, se em qualquer parte da fronteira o terreno não se prestar a este processo, ou se fôr muito difficil ou muito cara a sua applicação ahi,

[1] DE MARTENS. *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 70.

§ 6. Les travaux de délimitation seront les suivants :

a) Exploration de toute la ligne de partage des eaux mentionnée au traité[1] du 5 mai 1906, dont la continuité devra être vérifiée ;

b) A intervalles de 30 à 40 kilomètres, sera tracée une ligne transversale coupant la chaîne de montagnes. Cette ligne devra se prolonger de part et d'autre de la frontière jusqu'au moment où elle atteindra un cours d'eau dont il aura été vérifié qu'il appartient au bassin d'une rivière située du même côté de la frontière ;

c) Sur les lignes transversales mentionnées sous *b)* et, en outre, à des intervalles d'environ 10 kilomètres, sera déterminé avec précision un point de la ligne frontière.

§ 7. La Commission considérera comme ligne de partage des eaux la ligne topographique réelle de partage des eaux, c'est-à-dire la ligne obtenue (en supposant le sol imperméable) en joignant tous les points où l'eau se partage sur le sol pour se jeter dans chacun des deux bassins des cours d'eau adjacents. Là où cette ligne sera peu prononcée, la commission établira une ligne moyenne en évitant, dans la mesure du possible, les petites sinuosités, en veillant à ce que la ligne adoptée ne coupe pas de cours d'eau (à l'exception des petits ravins qui restent sans eau pendant la saison sèche) et à ce que la ligne frontière puisse être facilement tracée sur le terrain et ne donne pas lieu, dans l'avenir, à une difficulté quelconque.

§ 8. Il sera procédé au levé du tracé que suit la ligne de partage des eaux au moyen de la boussole et de la corde ou tachymètre (on n'entend pas par là un levé de précision). Il sera également procédé à l'établissement du profil de la ligne frontière et des lignes transversales, les altitudes étant déterminées au moyen d'observations barométriques. Les points de la frontière mentionnés sous la lettre *c)* du § 6 seront reliés à un réseau de triangulation sur les cimes des montagnes avoisinantes, s'étendant sur toute la frontière. Ce réseau sera, dans la mesure du possible, relié aux réseau de triangulation des deux pays et des pays limitrophes. Toutefois, si, en quelque partie de la frontière, le terrain ne se prête pas à un tel procédé ou

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol, 99, page 932.

poder-sehão ligar esses pontos aos de posições fixadas astronomicamente. Fica entendido que a triangulação referida não será feita por operações geodesicas de precisão, construcção de sinaes geodesicos, etc., pois isto acarretaria grande despesa e demora excessiva, mas com estações de theodolito. Os angulos serão medidos dos pontos de facil acesso, donde serão visados os picos inacessiveis, de modo a localizá-los por intersecção.

§ 9. A Commissão Mixta collocará marcos nos pontos da fronteira cortados pelas linhas transversaes mencionadas no § 6 letra *b)*, e, sendo conveniente, quando praticavel, também nos outros pontos da fronteira que tiverem sido determinados por ella. Em cada marco serão inscriptos, de maneira indelevel, o numero do mesmo parco e os nomes Brasil e Surinam dos lados dos dois paizes. Está essentado entre os Governos que os pontos onde estiverem collocados esses marcos serão reconhecidos como pontos da fronteira, e que, nos intervallos entre estes pontos, a fronteira será constituida pelas linhas adoptadas pela Commissão Mixta em virtude do poder que lhe foi conferido no § 7, e, na sua falta, pela linha do divisor de aguas topographico real.

§ 10. Ao collocar cada marco, lavrar-sehá um « Termo » circumstanciado, em que se descreva a natureza da construcção e se indique a sua posição geographica, acompanhada de uma carta com a descripção minusiosa dos seus arredores, a qual permitta determinar facilmente esse ponto, mesmo no caso de desapparecer o marco. Além dos « Termos » de collocação e inauguração dos marcos será lavrada, no fim dos trabalhos, uma Acta Geral descriptiva de toda a fronteira demarcada.

§ 11. Afóra os documentos mencionados no § 10, serão lavrados os seguintes documentos :

a) Um relatorio geral sobre os trabalhos de demarcação ;

b) Uma carta geral da fronteira e de seus arredores, onde se achem indicados tambem todos os pontos fora dessa região que serviram para a triangulação ;

c) Cartas de detalhes e perfis, com descripções.

si l'application en est trop difficile ou trop coûteuse, ces points pourront être reliés à ceux des positions fixées astronomiquement. Il est entendu que la triangulation en question ne s'effectuera pas au moyen d'opérations géodésiques de précision, construction de signaux géodésiques, etc., procédés qui entraîneraient de grandes dépenses et des retards excessifs, mais au moyen de stations de théodolite. La mesure des angles se fera aux points d'accès facile, d'où seront visés les pics inaccessibles, de façon à les localiser par intersection.

§ 9. La Commission mixte placera des bornes sur les points de la frontière coupés par les lignes transversales mentionnées au § 6 *b)* et, le cas échéant, toutes les fois que cela sera possible, également sur les autres points de la frontière qui auront été déterminés par ses soins. Sur chaque borne seront inscrits d'une façon indélébile le numéro de la borne et les mots « Brazil » et « Surinam » sur les faces regardant chacun des deux pays. Il est convenu entre les deux gouvernements que les points où seront placées ces bornes seront reconnus comme points de la frontière et que, dans les intervalles entre ces points, la frontière sera constituée par les lignes adoptées par la Commission mixte en vertu du pouvoir qui lui a été conféré au § 7 et, à défaut de ces lignes, par la ligne topographique réelle de partage des eaux.

§ 10. Au moment de la pose de chaque borne, il sera dressé un procès-verbal détaillé décrivant le genre de construction et indiquant la position géographique de la borne, accompagné d'une carte reproduisant fidèlement ses alentours, de façon à permettre de déterminer facilement ce point, même au cas où la borne disparaîtrait. En dehors des procès-verbaux de pose et d'inauguration des bornes, il sera établi, à la fin des travaux, un acte général décrivant toute la frontière ainsi délimitée.

§ 11. Outre les documents mentionnés au § 10, il sera procédé à l'établissement des documents suivants :

a) Un rapport général sur les travaux de délimitation ;

b) Une carte générale de la frontière et de ses alentours, indiquant également tous les points situés en dehors de cette région qui auront servi aux opérations de triangulation ;

c) Des cartes détaillées et des profils, accompagnés de descriptions.

§ 12. Em todas as cartas, o titulo, a legenda, os nomes, etc. serão em portuguez e em neerlandez ; os « Termos », as « Actas » e as descripções escriptos nas duas linguas. Para cada um dos dois Governos será tirado um exemplar em portuguez de todas as cartas, assim como dos « Termos », das « Actas » e das descrições, e outro em neerlandez. Todos esses exemplares serão examinados e assignados pelos dois Chefes da Commissão, ou por substitutos autorizados. Se fôr muito difficil ou muito caro fazer estes documentos no proprio local, bastará organizar cartas e descripções provisorias. Todavia esses documentos provisorios devem conter todos os dados e ser constituidos de tal modo que não haja possibilidade de duvida e possam servir, quando necessario, como documentos definitivos, Também as cartas e os outros documentos referentes a uma certa parte do terreno serão examinados e assignados antes de a Commissão se afastar definitivamente desse lugar. Geralmente, quando se terminar uma parte do trabalho, serão apresentados aos dois Governos os documentos respectivos.

§ 13. Os methodos a seguir, a ordem dos trabalhos e a parte que nelles tomam os membros das duas Commissões com o seu pessoal serão estabelecidos de commum accôrdo, pelos Chefes das duas Commissões. A menos que os dois Chefes tomem outra deliberação, a ordem geral dos trabalhos será a seguinte :

a) Exploração da região da fronteira com as vias de accesso e de communicação mais vantajosas para os trabalhos ; reconhecimento da possibilidade de uma triangulação da linha do divisor de aguas e dos córtes transversaes ; desenho de uma carta provisoria ;

b) Fazer o levantamento da picada que segue o divisor de aguas e dos cortes transversaes, triangulação e observações astronomicas (§ 8) ;

c) Determinar a fronteira, erigir os marcos, decidir a respeito das cartas e das descripções.

§ 14. As Commissões, caso necessario, poderão suspender e reatar as operações de demarcação, mediante accôrdo entre os os dois Chefes Os trabalhos, porém, serão levados de tal maneira que a parte da fronteira compreendida entre Litani-Mapaoni e Wanamá (Wanamú)

§ 12. Dans toutes les cartes, le titre, la légende, les noms, etc. figureront en portugais et en néerlandais ; les procès-verbaux, les actes et les descriptions seront rédigés dans ces deux langues. Pour chacun des deux gouvernements, il sera tiré un exemplaire en portugais de toutes les cartes ainsi que des procès-verbaux, actes et descriptions, et un autre exemplaire en néerlandais. Tous ces exemplaires seront examinés et signés par les deux chefs de la commission ou par des suppléants autorisés. Au cas où il serait très difficile ou très coûteux d'établir ces documents sur place, il suffira de dresser des cartes et des descriptions provisoires. Toutefois, ces documents provisoires devront contenir toutes les données et être établis de telle façon qu'il n'y ait aucun doute possible et qu'ils puissent servir, le cas échéant, de documents définitifs. Les cartes et autres documents se référant à une certaine portion de terrain seront également examinés et signés avant que la Commission se retire définitivement de ce lieu. D'une manière générale, dès que sera terminée une partie des travaux, les documents afférents à cette partie seront soumis aux deux gouvernements.

§ 13. Les méthodes à suivre, l'ordre des travaux et la participation des membres et du personnel des deux commissions à ces travaux, seront déterminés d'un commun accord par les chefs des deux commissions. A moins que les deux chefs n'en décident autrement, l'ordre général des travaux sera le suivant :

a) Exploration de la région de la frontière ainsi que des voies d'accès et de communication les plus favorables pour l'exécution des travaux ; reconnaissance de la possibilité d'une triangulation de la ligne de partage des eaux et des coupes transversales ; établissement d'une carte provisoire ;

b) Levé du tracé que suit la ligne de partage des eaux et des coupes transversales ; triangulation et observations astronomiques (§ 8) ;

c) Délimitation de la frontière, pose des bornes et décisions à prendre au sujet des cartes et des descriptions.

§ 14. Les Commissions pourront, le cas échéant, suspendre et reprendre les opérations de délimitation après accord entre les deux chefs. Néanmoins, les travaux seront poursuivis de telle façon que la partie de la frontière comprise entre le Litani-Mapaoni et le Wanamá

Aramatau seja feita em três annos no maximo, incluindo-se os periodos de repouso.

§ 15. As duas Commissões devem achar-se na região da fronteira, promptas para começar os trabalhos, no maximo, a primeiro de outubro de 1932.

Se uma das duas Commissões deixar de comparecer, salvo caso de força maior claramente estabelecido, naquella data, á região da fronteira, a outra procederá, por si sò, aos trabalhos de demarcação, de accôrdo com as presentes « Instrucções », e o resultado de suas observações será obrigatorio para ambos os paizes.

§ 16. A Commissão Brasileira dará começo á exploração mencionada no § 13 *a)*, na região situada entre a linha Wanamá-Aramatau e o ponto de 2° 15' de latitude Norte e 56° 03' de longitude Oeste, segundo a carta neerlandeza, dirigindo-se para lá pelo Parú occidental e Marapi, eventualmente pelo Wanamá ou outros rios. Se os Chefes das duas Commissões julgarem vantajoso combinar com esta exploração os trabalhos do § 13 *b)* ou mesmo os trabalhos definitivos do § 13 *c)*, tomarão de commun accôrdo as providencias necessarias. A Commissão Neerlandeza procederá do mesmo modo na região entre as nascentes do Litani-Marowini-Mapaoni e o caminho do Palumeu ao Parú oriental, subindo o Marowini e seu ramos. Fica assentado que ella poderá, em vista da natureza do terreno, fazer combinadamente os trabalhos do § 13 *b)* com o reconhecimento. Então o Chefe da Commissão Brasileira terá o direito de verificação ; se esta verificação necessitar, porém, de novos transportes, cabe-lhe providenciar a esse respeito.

§ 17. Cada Governo notificará ao outro, o mais cêdo possivel, em que data a sua Commissão partirá para o interior e qual o caminho que se propõe seguir. Os dois Chefes combinarão, pelo radio ou por outros meios de communicação, o primeiro encontro na região da fronteira. Fica estabelecido que, no caso de falhar esta communicação, haverá um encontro entre 1 e 10 de Outubro de 1932, no rio Parú occidental (Parú do Cuminá) a Oeste do Pico Ricardo Franco (Cantani). Se, em 10 de outubro de 1932, não tiver chegado nenhuma pessôa da Commissão Neerlandeza, a Commissão Brasileira mandará procurá-la no alto Palumeu, dirigindo-se ahi pelo caminho que passa ao

(Wanamú)-Aramatau soit délimitée au maximum en trois ans, y compris les périodes de repos.

§ 15. Les deux commissions devront se trouver dans la région de la frontière, prêtes à commencer les travaux, au plus tard le 1er octobre 1932.

Si l'une des deux commissions, sauf cas de force majeure dûment établi, n'est pas présente à cette date dans la région de la frontière, l'autre entreprendra seule les travaux de délimitation, conformément aux présentes instructions et le résultat de ses observations sera obligatoire pour les deux pays.

§ 16. La Commission brésilienne commencera l'exploration mentionnée au § 13 *a)* dans la région se trouvant entre la ligne Wanamá-Aramatau et le point situé par 2° 15' de latitude Nord et 56° 03' de longitude Ouest d'après la carte néerlandaise ; elle s'y rendra par le Parú occidental et le Marapi, éventuellement par le Wanamá ou d'autres rivières. Si les chefs des deux commissions jugent utile de combiner avec cette exploration les travaux prévus au § 13 *b)* ou même les travaux définitifs dont il est question au § 13 *c)*, ils prendront d'un commun accord les mesures nécessaires. La Commission néerlandaise agira de même dans la région située entre les sources du Litani-Marowini-Mapaoni et le chemin conduisant du Palumeu au Parú occidental, en remontant le Marowini et ses affluents. Il est entendu qu'elle pourra, en raison de la nature du terrain, combiner les travaux de reconnaissance et ceux qui sont prévus au § 13 *b)*. A ce moment, le chef de la Commission brésilienne aura le droit de procéder à une vérification ; si toutefois cette vérification nécessite de nouveaux transports, il lui appartiendra d'y pourvoir.

§ 17. Chaque gouvernement fera connaître à l'autre, le plus tôt possible, la date à laquelle sa commission se mettra en route pour l'intérieur et le chemin qu'elle se propose de suivre. Les deux chefs fixeront, soit par radio, soit par d'autres moyens de communication, le premier lieu de rencontre dans la région de la frontière. Il est entendu qu'en l'absence de toute communication, la rencontre aura lieu entre le 1er et le 10 octobre 1932 sur le Paru occidental (Parú do Cuminá), à l'ouest du pic Ricardo Franco (Cantani). Si, à la date du 10 octobre 1932, aucun membre de la Commission néerlandaise n'a atteint cet endroit, la Commission brésilienne enverra des hommes à sa recherche

Sul da montanha Alimimuni. Cabe á Commissão Neerlandeza providenciar para que, desde 10 de outubro de 1932, se encontre, no embarcadouro do Palumeu, uma canôa com as indicações do local onde se achar a referida Commissão, assim como um pequeno deposito de viveres.

§ 18. No caso de uma das Commissões ter avançado muito o seu serviço, poderá a mesma retardá-lo ou diminuir o seu pessoal, de maneira que a outra faça quantidade de serviço proximamente igual.

§ 19. Durante os trabalhos de demarcação, as Commissões, seu pessoal e material terão livre accesso ás vias terrestres e fluviaes do outro paiz, e não estarão sujeitas ao pagamento de direitos aduaneiros ou qualquer outro imposto.

RIO DE JANEIRO 27 *de abril de* 1931.

(a) Braz DIAS DE AGUIAR,
Capitão de mar e Guerra
Chefe da Commissão.

(a) C. H. DE GOEJE.

É copia authentica :
Secretaria de Estado das Relações Exteriores,
Rio de Janeiro D. F., em. 11 de maio de 1932.

C. de Freitas Valle,
Chefe do Serviço dos Limitos o Actos Internacionaes p. i.

dans la région du Haut Palumeu, en suivant le chemin qui passe au sud de la montagne Alimimuni. Il incombe à la Commission néerlandaise de veiller à ce qu'il y ait à partir du 10 octobre 1932, à l'embarcadère du Palumeu, un canot où l'on puisse trouver des indications sur l'endroit où se trouve ladite commission, ainsi qu'un petit dépôt de vivres.

§ 18. Au cas où l'une des deux commissions aurait considérablement avancé ses travaux, elle pourrait soit les retarder, soit réduire son personnel, de façon à permettre à l'autre de fournir une somme de travail à peu près équivalente.

§ 19. Au cours des travaux de délimitation, chacune des deux commissions, y compris son personnel et son matériel, aura libre accès aux voies terrestres et fluviales du pays de l'autre commission et sera exempte de tous droits de douane ou de tout autre impôt.

RIO-DE-JANEIRO, *le* 27 *avril* 1931.

(Signé) Braz DIAS DE AGUIAR,
Capitaine de mer et de guerre,
Chef de la Commission.

(Signé) C. H. DE GOEJE.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2986. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PROTOCOL OF INSTRUCTIONS FOR THE DELIMITATION OF THE FRONTIER BETWEEN BRAZIL AND DUTCH GUIANA. RIO DE JANEIRO, SEPTEMBER 22, 1931.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

RIO DE JANEIRO, *September* 22, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the Protocol concerning the delimitation of the frontier between Surinam and Brazil as signed in duplicate on April 24th last by the representatives of the Netherlands and Brazil, namely M. C. H. de Goeje and Captain Braz Diaz de Aguiar, of the Brazilian Navy, one copy of which is deposited in Your Excellency's Ministry, the other having been forwarded to The Hague, has now been studied and approved in its entirety by the Netherlands Government.

My Government further instructs me to inform the Brazilian Government that it does not intend to avail itself of the clause contained in the said Protocol authorising it to begin the work of delimitation before the Brazilian expedition takes part in the same.

I should be grateful if Your Excellency would be good enough to notify me of the Brazilian Government's acceptance of the above-mentioned Protocol in order that its text may be regarded as final and the Mixed Brazilian-Dutch Commission for the delimitation of the frontier may be able to begin its work.

I have the honour, etc.

(Signed) J. B. HUBRECHT.

His Excellency Dr. Afranio de Mello Franco,
Ministry of Foreign Affairs,
Rio de Janeiro.

II.

NOTE FROM THE BRAZILIAN GOVERNMENT TO THE NETHERLANDS LEGATION AT RIO DE JANEIRO.

LA/38/2(42).(86*(b)*)31.

September 22, 1931.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of note No. 1130/40 of to-day's date, by which Your Excellency informs me that your Government has now studied and approved in its entirety the Protocol concerning the delimitation of the frontier between the colony of Surinam (Dutch

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Guiana) and Brazil, as signed in duplicate on April 27th last by the representatives of Brazil and the Netherlands, namely, Captain Braz Dias de Aguiar, of the Brazilian Navy, and M. C. H. Goeje, one copy of which is kept in this Ministry, while the other was forwarded to The Hague.

2. Your Excellency adds that your Government has instructed you to inform the Brazilian Government that it does not intend to avail itself of the clause contained in the said Protocol authorising the Dutch commission to begin the work of delimitation before the Brazilian expedition takes part in the same.

3. Lastly, Your Excellency desires that the Brazilian Government should notify its acceptance of the above-mentioned Protocol, in order that its text may be regarded as final and the mixed Brazilian-Dutch commission for the delimitation of the frontier may be able to begin its work.

4. In reply, I have pleasure in informing Your Excellency that the Brazilian Government is in full agreement with the above-mentioned Protocol, and that it also does not intend to avail itself of the clause in question, under which the Brazilian commission may begin delimitation work in the absence of the Dutch commission.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. de MELLO FRANCO.

His Excellency M. J. B. Hubrecht,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Her Majesty the Queen of the Netherlands.

ANNEX.

PROTOCOL OF INSTRUCTIONS FOR THE DELIMITATION OF THE FRONTIER BETWEEN BRAZIL AND DUTCH GUIANA.

§ 1. Each of the two Governments shall appoint a commission composed of a chief commissioner, a deputy chief commissioner, and as many assistants and other auxiliaries as may be deemed necessary.

§ 2. Each Government shall notify the other of the appointment of its commission and any later change in the composition of the same.

§ 3. After an exchange of notes concerning the appointment of the commissions, the Mixed Delimitation Commission shall be deemed to be formed, and the two chiefs shall enter into communication with each other with a view to carrying out the work.

§ 4. Each commission shall be provided with the instruments necessary for topographical surveys and astronomical observations, with wireless receiving-sets, and with the other instruments necessary for the performance of their duties.

§ 5. Each commission shall provide its own transport and supplies, both on the journey to the frontier and while staying in that district. If, however, a member of the Brazilian (Dutch) commission should join the Dutch (Brazilian) commission, along with several men, to carry out verifications or to share in the work, the Dutch (Brazilian) commission shall provide rations and transport for him.

§ 6. The work of delimitation shall be the following :

(a) Reconnecting all the watershed line mentioned in the treaty of May 5, 1906, the continuity of which is to be verified.

(b) A transverse line bisecting the mountain range shall be drawn at intervals of from 30 to 40 kilometres. This line will be prolonged on both sides of the frontier at least as far as some watercourse which has been definitely ascertained to belong to the basin of a river on the same side of the frontier.

(c) A point on the frontier-line shall be exactly determined on the transverse lines under *(b)* and also at intervals of about 10 kilometres.

§ 7. The Mixed Commission shall regard as the watershed line the real topographical line of the watershed, that is to say, the line obtained (supposing the soil were impermeable) by joining all the points at which water divides on the ground to flow into each of the two basins of adjacent watercourses. In places in which this line is not very clearly defined, the Commission shall take a median line, avoiding small sinuosities as far as possible, care being taken that the line adopted shall not intersect watercourses (with the exception of small ravines which are waterless in the dry season) and that the frontier-line shall be easy to mark out on the ground and shall not be likely to give rise to any difficulties in the future.

§ 8. The line following the watershed shall be taken by means of compass and chain or tachymeter (this shall not be held to involve absolutely accurate tracing). The profile of the frontier-line and of the transverse lines shall also be established, altitudes being determined by barometrical observations. The frontier-points mentioned under letter *(c)* of paragraph 6 shall be linked up with a triangulation system on the peaks of the neighbouring mountains, extending over the whole of the frontier. This system shall as far as possible be linked up with the triangulation systems of the two countries and of adjacent countries. If, however, the ground in any part of the frontier is not suitable for such a procedure, or if it would be very difficult or very costly to carry it out, these points may be linked with positions fixed by astronomical observations. It is understood that the triangulation in question shall not be carried out by means of precise geodesic operations, construction of geodesic marks, etc., since that would involve great expense and excessive delay, but by means of theodolite stations. The angles shall be measured at points which are easy of access, from which inaccessible peaks shall be surveyed, so that they can be localised by intersection.

§ 9. The Mixed Commission shall place frontier-pillars at the frontier-points through which the transverse lines mentioned under paragraph 6 *(b)* pass, and, if found convenient, whenever possible, also at other points of the frontier which have been fixed by it. Each pillar shall bear an indelible inscription giving the number of the pillar and the words " Brazil " and " Surinam " on the sides towards each of the two countries. It is agreed between the Governments that the points at which these pillars are placed shall be recognised as frontier-points, and that in the intervals between these pillars the frontier shall be constituted by lines adopted by the Mixed Commission under the powers granted under paragraph 7, and, failing such lines, by the real topographical watershed-line.

§ 10. When each pillar is set up, a detailed record shall be drawn up describing the nature of the construction and indicating the geographical position of the pillar, accompanied by a map giving a detailed description of the surroundings, which would make it possible for the point to be easily determined even should the pillar disappear. Further to the records of the placing and inauguration of the pillars, at the end of the work a General Act shall be drawn up describing the whole of the frontier delimited.

§ 11. Further to the documents mentioned under paragraph 10, the following shall be drawn up :

(a) A general report on the work of delimitation ;

(b) A general map of the frontier and its surroundings, also showing all the points outside that region which have been used for triangulation ;

(c) Detailed maps and profiles, accompanied by descriptions.

§ 12. On all the maps, the title, explanations, names, etc., shall be in Portuguese and Dutch ; the records, acts, and written descriptions shall be in both languages. For the use of each of the two Governments a copy shall be printed in Portuguese of all the maps, records, acts, and

descriptions, and another in Dutch. All copies shall be examined and signed by the two Chief Commissioners or by authorised substitutes. Should it be very difficult or very costly to prepare these documents on the spot, provisional maps and descriptions may suffice. Nethertheless, such provisional documents must contain all the data and be prepared in such a way that there shall be no possibility of doubt and that they can be used as final documents if necessary. The maps and other documents referring to a certain portion of the ground shall also be examined and signed before the Commission finally withdraws from the spot. As a general rule, when a part of the work has been completed, the documents concerning that part shall be submitted to the two Governments.

§ 13. The methods to be followed, the order of work, and the part taken in the work by the members and personnel of the two Commissions, shall be determined by mutual agreement between the two Chief Commissioners. Unless the heads of the two Commissions decide otherwise, the general order of the work shall be as follows :

(a) Survey of the frontier district and of the means of access and communication most suitable for carrying out the work ; examination of the possibility of triangulating the watershed-line and taking cross-sections ; preparation of a provisional map ;

(b) Determination of the line which follows the watershed and the cross-sections ; triangulation and astronomical observations (paragraph 8) ;

(c) Delimitation of the frontier, erection of frontier-pillars, decisions with regard to maps and descriptions.

§ 14. The Commissions may, if necessary, suspend and resume the work of delimitation by agreement between the two Chief Commissioners. The work shall however, be carried on in such a manner that the part of the frontier between Litani-Mapaoni and Wanamá (Wanamú)-Aramatau shall be delimited in not more than three years, including periods of rest.

§ 15. The two Commissions are to be in the frontier district ready to begin work not later than October 1st, 1932.

Should one of the two Commissions fail to appear in the frontier district by that date, unless there is a clearly established case of *force majeure*, the other Commission shall proceed alone to the work of delimitation in accordance with these present instructions, and the result of its observations shall be binding on both countries.

§ 16. The Brazilian Commission shall begin the survey mentioned in paragraph 13 *(a)* in the region between the line Wanamá-Aramatau and a point situated in latitude 2° 15' north and longitude 56° 3' west on the Dutch map, proceeding to that point by the western Parú and Marapi, or by the Wanamá or other rivers, as may be desirable. Should the two Chief Commissioners think it advantageous to combine the work provided for in paragraph 13 *(b)*, or even the final work referred to in paragraph 13 *(c)*, with the survey in question, they shall make the necessary arrangements by mutual agreement. The Dutch Commission shall proceed in the same way in the district between the sources of the Litani-Marowini-Mapaoni and the road from the Palumeu to the eastern Parû, travelling up the Marowini and its branches. It is agreed that, in view of the nature of the ground, this Commission may combine the survey work with that provided for under paragraph 13 *(b)*. At that time the Brazilian Chief Commissioner shall have the right of verification ; if, however, such verification involves further transport, he will have to provide for the same.

§ 17. Each Government shall notify the other as soon as possible on what date its Commission will leave for the interior and what route it proposes to take. The two Chief Commissioners shall arrange by wireless or by other means of communication for their first meeting in the frontier district. It is understood that, failing any communication, the meeting shall take place between October 1st and 10, 1932, on the western Parú river (Parú do Cuminá) at the west of Peak Ricardo Franco (Cantani). If, by October 10, 1932, no member of the Dutch Commission has reached that point, the Brazilian Commission shall send to meet it in the district of the Upper Palumeu, by the road passing to the south of Mount Alimimuni. The Dutch Commission shall be responsible for ensuring that, from October 10, 1932, there is a boat at the Palumeu

landing-stage with information as to the place in which the said Commission is and a small store of food.

§ 18. Should one of the two Commissions have considerably advanced in its work, it may either delay it or reduce its staff, so that the amount of work done shall be approximately equal.

§ 19. During the work of delimitation, each of the Commissions, including its staff and material, shall have free access to the land routes and waterways in the other country, and shall not be subject to the payment of Customs duties or any other taxes.

RIO DE JANEIRO, *April* 27, 1931.

(Signed) Braz DIAS DE AGUIAR,
Naval Captain, Chief Commissioner.

(Signed) C. H. DE GOEJE.

N° 2987.

GUATÉMALA ET NICARAGUA

Convention commerciale. Signée à Guatémala, le 10 septembre 1924.

GUATEMALA AND NICARAGUA

Commercial Convention. Signed at Guatemala, September 10, 1924.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N° 2987. — CONVENCION [1] COMERCIAL ENTRE GUATEMALA Y NICARAGUA. FIRMADA EN GUATEMALA, EL 10 DE SEPTIEMBRE DE 1924.

Texte officiel espagnol communiqué par le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 juin 1932.

Spanish official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Nicaragua. The registration of this Convention took place June 30, 1932.

LOS GOBIERNOS DE LAS REPÚBLICAS DE GUATEMALA y NICARAGUA, animados del deseo de facilitar el libre cambio de productos entre los dos países, han convenido en celebrar una Convención comercial que establezca cláusulas adecuadas y amplias para favorecer las transacciones con mútuo beneficio, y al efecto han designados como Plenipotenciarios :

LA REPÚBLICA DE GUATEMALA :

Al Señor Licenciado don Roberto LÖWENTHAL, actual Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores ;

LA REPÚBLICA DE NICARAGUA :

Al Señor doctor don Jerónimo RAMÍREZ, Ministro residente de dicha República en Guatemala ;

Quienes después de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes, que encontraron en buena y debida forma, han convenido en llevar a cabo el enunciado propósito, de la manera siguiente :

Artículo I.

Las Repúblicas de Guatemala y Nicaragua se comprometen a establecer completa libertad de comercio para el cambio de productos naturales o manufacturados con materias primas que en una u otra tengan origen. No podrán, por consiguiente, exigirse por tales productos, impuestos de exportación o importación, ni por razón de tránsito, ya sean fiscales, ya municipales, bien a favor de corporaciones públicas o privadas, o de otra entidad cualquiera, exceptuándose el servicio de registro.

La importación de los artículos que conforme a esta Convención sean de libre comercio, en ningún caso podrá prohibirse en los países contratantes, ni se podrá gravar con derechos de puerto a las naves mercantes que porten legítimamente bandera guatemalteca o nicaragüense.

Artículo II.

Especialmente quedan exentos del pago de todo impuesto de cualquier naturaleza que sea, tanto de entrada como de salida, en las naciones contratantes, los artículos manufacturados en los respectivos países y los productos siguientes : cereales, patatas, azúcar, almidón, mascabado, añil,

[1] Cette convention n'est plus en vigueur.

[1] This Convention is no longer in force.

ganado porcino, caballar, mular, asnal y vacuno ; quesos, mantequilla, dulces y conservas de toda clase ; cerveza, calzado, muebles, valijas, ropa hecha con géneros fabricados en el país ; sombreros de junco, de pita y de palma ; jarcia, tejidos de algodón, de lana y de seda o de plantas textiles naturales ; maderas de cualquiera clase ; cueros de toda clase ; cebollas, hamacas, esteras, alforjas jáquimas, cacao, ostiones, jabones medicinales y de tocador, artículos de talabartería, albardas, monturas, capotes ahulados.

Artículo III.

Para que la franquicia concedida por los artículos anteriores pueda ser efectiva, el interesado deberá presentar certificación que acredite el origen del producto, extendida por el Alcalde municipal o por la autoridad política del lugar de procedencia, debidamente legalizada por el Cónsul, en defecto de éste, por el Agente diplomático del país de destino, y a falta de ambos, por el Ministro de Relaciones Exteriores de donde se exporte el producto.

Artículo IV.

Quedan excluídos de las estipulaciones de la presente Convención el aguardiente, los licores, la sal, el tabaco, el café y los demás artículos de producción del propio país que se hallaren gravados o que en lo sucesivo se graven en cualquiera de las naciones contratantes, así como los artículos estancados actualmente o que en adelante se estanquen en beneficio del Estado, quedando prohibido, por lo tanto, el comercio de ellos.

Artículo V.

Tanto el Gobierno de Guatemala como el de Nicaragua nombrarán los Cónsules o Agentes consulares que sean necesarios para el mejor cumplimiento de los fines del presente Convenio.

Artículo VI.

Las Altas Partes contratantes, reconociendo la conveniencia de nivelar las tarifas aduaneras de ambos países, harán lo posible porque las diferencias que hoy existen vayan desaparaciendo gradualmente, sin causar gran quebranto para las rentas.

Artículo VII.

Procurarán, asimismo, de común acuerdo, los Gobiernos de Guatemala y de Nicaragua, reducir, en cuanto fuese posible, los impuestos sobre el destace de ganado vacuno y porcino, a fin de favorecer a los consumidores.

Artículo VIII.

Se conviene en establecer el comercio de cabotaje en los puertos mayores de los países contratantes, empleando para ello naves propias de cada nación o barcos pertenecientes a compañías nacionales o extranjeras que tengan contrato con el Gobierno o reciban subsidio del Estado.

Artículo IX.

La presente Convención estará en vigor durante cinco años, a contar del día en que se verifique el canje de las respectivas ratificaciones, siempre que durante ese término no entre en vigor la

Convención de Libre Cambio suscrita en la ciudad de Washington, el 7 de febrero del año próximo pasado, por los plenipotenciarios de los países centroamericanos ; pero si un año antes de la expiración del referido término, ninguna de las Partes contratantes hubiese anunciado oficialmente a la otra la intención de hacer cesar sus efectos, continuará en vigor para ambas partes hasta un año después de haberse hecho la antedicha declaración, cualquiera que sea la época en que se efectúe.

Artículo X.

Esta Convención se ratificará por las respectivas Asambleas y las ratificaciones se canjearán en esta ciudad en el menor término posible.

En fe de lo cual, los infrascritos Plenipotenciarios firman por duplicado esta Convención y la autorizan con sus sellos, en Guatemala, a los diez días del mes de septiembre de mil novecientos veinticuatro.

(f.) Rob. LÖWENTHAL.
(f.) G. RAMÍREZ.

El infrascrito Ministro de Relaciones Exteriores de la República de Nicaragua certifica que el texto que precede es copia auténtica de la Convención comercial de Libre Comercio celebrada el 10 de septiembre de 1924 entre las Repúblicas de Nicaragua y Guatemala, aprobada por el Poder Ejecutivo de la primera el 30 de octubre de 1924, publicado en la Gaceta Oficial No. 261 del 17 de noviembre del mismo año, y por él de la segunda el 18 de octubre, según acuerdo publicado en « El Guatemalteco » Diario Oficial de la República de Guatemala, No. 44 del 22 de octubre de 1924.

Dicha Convención está en pleno vigor para ambas Repúblicas.

MANAGUA, 30 *de Mayo de* 1932. A. SOMOZA.

---

[1] TRADUCTION.

N° 2987. — CONVENTION COMMERCIALE ENTRE LE GUATÉMALA ET LE NICARAGUA. SIGNÉE A GUATÉMALA, LE 10 SEPTEMBRE 1924.

LES GOUVERNEMENTS DES RÉPUBLIQUES DU GUATEMALA et DU NICARAGUA, désireux de faciliter le libre échange de produits entre les deux pays, ont décidé de conclure une Convention commerciale établissant des règles appropriées et larges pour favoriser les transactions entre les

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2987. — COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN GUATEMALA AND NICARAGUA. SIGNED AT GUATEMALA, SEPTEMBER 10, 1924.

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLICS OF GUATEMALA and NICARAGUA, being desirous of facilitating the free exchange of products between the two countries, have agreed to conclude a commercial Convention laying down suitable and comprehensive provisions for the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

deux pays. A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA :

M. le Licencié Roberto LÖWENTHAL, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA :

M. le Dr Jerónimo RAMÍREZ, ministre résident de la dite République au Guatémala ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Républiques du Guatémala et du Nicaragua s'engagent à établir une liberté de commerce complète pour l'échange des produits naturels ou des produits manufacturés avec des matières premières originaires de l'un ou l'autre pays. En conséquence, lesdits produits ne pourront être frappés d'aucun impôt d'exportation, d'importation ou de transit, tant d'ordre fiscal que municipal, au profit soit d'organismes publics ou privés, soit de toute autre institution, à l'exception des droits de statistique *(servicio de registro)*.

L'importation des articles qui, conformément à la présente convention, jouiront de la liberté de commerce, ne pourra être interdite en aucun cas dans les pays contractants ; de même, les navires marchands battant légitimement pavillon du Guatémala ou du Nicaragua seront exempts de droits de port.

Article II.

Sont spécialement exempts de tout impôt de quelque nature que ce soit, tant d'entrée que de sortie, sur le territoire des parties contractantes, les articles manufacturés dans l'un ou l'autre pays, ainsi que les produits suivants : céréales, pommes de terre, sucre, amidon, cassonade, indigo, porcs, chevaux, mulets, ânes et bovidés ; fromages, beurre, confitures et conserves de toute espèce ; bière, chaussures, meubles, valises, vêtements confectionnés avec des étoffes fabriquées dans le pays ; chapeaux de jonc, d'agave et de palme ; bibelots, tissus

promotion of transactions to their mutual benefit, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE REPUBLIC OF GUATEMALA :

M. Roberto LÖWENTHAL, Licenciate, Secretary of State for the Department of Foreign Affairs.

THE REPUBLIC OF NICARAGUA :

Dr. Jerónimo RAMÍREZ, Resident Minister of that Republic in Guatemala ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to carry out this proposal as follows :

Article I.

The Republics of Guatemala and Nicaragua agree to establish complete freedom of trade for the interchange of natural products or products manufactured from raw materials originating in either country. Consequently, no export or import duties or transit dues, whether fiscal or municipal, for the benefit of public or private bodies or of any other entity, with the exception of statistical fees, may be levied on the said products.

The importation of the articles which, in accordance with the present Convention, enjoy freedom of trade, may in no case be prohibited in the contracting countries, nor may port dues be levied on merchant ships which legitimately fly the Guatemalan or Nicaraguan flag.

Article II.

In particular, articles manufactured in either of the contracting countries and the following products shall be exempted therein from payment of duties of any kind either on importation or on exportation : cereals, potatoes, sugar, starch, muscovato, indigo, pigs, horses, mules, asses, and cattle ; cheese, butter, sweet-meats and preserves of all kinds ; beer, footwear, furniture, portmanteaux, clothing made from materials manufactured in the country ; hats of rush, agave, and palm ; cordage, fabrics of cotton, wool and silk, or of natural textile

de coton, de laine et de soie ou de plantes textiles naturelles ; bois de toute espèce; cuirs de toute espèce; oignons, hamacs, nattes, besaces, licous, cacao, huîtres, savons médicinaux et de toilette, articles de sellerie, bâts, harnais, capotes de toile cirée.

Article III.

Pour que la franchise accordée aux articles qui précèdent puisse être effective, l'intéressé devra présenter un certificat de garantie de l'origine du produit, délivré par le maire ou par l'autorité administrative du lieu de provenance et dûment légalisé par le consul ou, à son défaut, par l'agent diplomatique du pays de destination ; à défaut des deux, par le ministre des Affaires étrangères du pays exportateur.

Article IV.

Les dispositions de la présente convention ne sont pas applicables aux produits suivants : eau-de-vie, liqueurs, sel, tabac, café et autres produits du pays qui sont ou qui peuvent être ultérieurement frappés d'un impôt dans l'un ou l'autre des pays contractants, ainsi que les articles faisant actuellement ou pouvant faire ultérieurement l'objet d'un monopole de l'Etat et dont le commerce est de ce fait interdit.

Article V.

Le Gouvernement du Guatémala et celui du Nicaragua nommeront les consuls ou agents consulaires nécessaires pour la réalisation, dans les meilleures conditions possibles, des fins de la présente convention.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes, reconnaissant l'avantage qu'il y a à niveler les tarifs douaniers des deux pays, feront leur possible pour que les différences actuelles disparaissent graduellement sans causer de préjudice grave aux recettes des deux pays.

Article VII.

De même, les Gouvernements du Guatémala et du Nicaragua s'engagent à réduire dans la

plants ; timber of every kind ; hides and skins of every kind ; onions, hammocks, mats, saddlebags, halters, cocia, oysters, medicinal and toilet soaps, saddlery, pack-saddles, harness, oilskin coats and capes.

Article III.

In order to enjoy the exemption provided for in the previous Articles, the person concerned must present a certificate testifying to the origin of the product, issued by the mayor or administrative authority of the place of origin, duly legalised by the consul or, failing him, by the diplomatic agent of the country of destination, or, failing both, by the Minister for Foreign Affairs of the exporting country.

Article IV.

The provisions of the present Convention shall not apply to brandy, liqueurs, salt, tobacco, coffee, and other home-produced articles which are or may hereafter be taxed in either of the contracting countries, nor to articles which constitute or may hereafter constitute a Government monopoly, and in which trade is accordingly prohibited.

Article V.

Both the Government of Guatemala and that of Nicaragua shall appoint the consuls or consular agents required for the proper application of the present Convention.

Article VI.

The High Contracting Paties, recognising the desirability of levelling the Customs tariffs of the two countries, shall do their utmost gradually to remove the existing discrepancies, without causing serious loss to the revenue.

Article VII.

The Governments of Guatemala and Nicaragua shall also endeavour by common consent

mesure du possible les impôts qui frappent les opérations relatives au bétail bovin et porcin, afin de favoriser les consommateurs.

Article VIII.

Il est convenu d'établir un commerce de cabotage entre les ports les plus importants des deux Parties contractantes; à cet effet seront employés des navires nationaux des deux pays ou des bâtiments appartenant à des compagnies nationales ou étrangères ayant passé contrat avec le Gouvernement ou recevant une subvention de l'Etat.

Article IX.

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter du jour de l'échange des ratifications, à moins que, pensant ce laps de temps, n'entre en vigueur la Convention de libre échange signée à Washington le 7 février de l'année dernière par les plénipotentiaires des pays de l'Amérique centrale ; si un an avant l'expiration du délai en question, aucune des Parties contractantes n'a officiellement notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, la présente convention restera en vigueur pour les deux Parties jusqu'à expiration d'un délai d'un an à compter du jour où aura été faite la notification susdite, quelle que soit l'époque où elle sera effectuée.

Article X.

La présente convention sera ratifiée par les Assemblées respectives des deux pays et les ratifications seront échangées à Guatémala dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention, établie en deux exemplaires, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Guatémala, le dix septembre mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) Rob. LÖWENTHAL.
(Signé) G. RAMÍREZ.

to reduce as far as possible the duties on beef and pork in order to benefit consumers.

Article VIII.

It is agreed that the coasting trade shall be established in the principal ports of the contracting countries, and that the vessels of each nation, or ships belonging to national or foreign companies which have a Government contract or are in receipt of a Governent subsidy, shall be used for the purpose.

Article IX.

The present Convention shall remain in force for five years from the date on which the respective ratifications are exchanged, provided that the Free Trade Convention, signed in the city of Washington on February 7th of last year by the Plenipotentiaries of the Central American countries, does not come into force during that period ; if, however, one year before the expiry of the said period, neither of the Contracting Parties has officially notified the other of its intention to terminate the Convention, it shall remain in force for both Parties until one year after such notification has been given, whenever that may be.

Article X.

This Convention shall be ratified by the respective Assemblies, and the ratifications shall be exchanged in Guatemala City at the earliest possible date.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed this Convention in duplicate and have thereto affixed their seals.

Done at Guatemala City on the tenth day of the month of September, one thousand nine hundred and twenty-four.

(Signed) Rob. LÖWENTHAL.
(Signed) G. RAMÍREZ.

N° 2988.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, etc.

Traité général d'arbitrage interaméricain et Protocole d'arbitrage progressif. Signés à Washington, le 5 janvier 1929.

UNITED STATES OF AMERICA, BOLIVIA, BRAZIL, CHILE, COLOMBIA, etc.

General Treaty of Interamerican Arbitration and Protocol of Progressive Arbitration. Signed at Washington, January 5, 1929.

TEXTE ESPAGNOL.— SPANISH TEXT.

N° 2988. — TRATADO[1] GENERAL DE ARBITRAJE INTERAMERICANO Y PROTOCOLO DE ARBITRAJE PROGRESÍVO. FIRMADOS EN WASHINGTON, EL 5 DE ENERO DE 1929.

No. 2988. — GENERAL TREATY OF INTERAMERICAN ARBITRATION AND PROTOCOL OF PROGRESSIVE ARBITRATION. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 5, 1929.

Textes officiels espagnol, anglais, portugais et français du traité communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis du Venezuela.
Textes officiels espagnol, anglais, portugais et français du protocole communiqués par les ministres des Affaires étrangères du Nicaragua et des Etats-Unis du Venezuela.
L'enregistrement du protocole a eu lieu le 30 juin 1932 ; celui du traité le 26 octobre 1932.

LOS GOBIERNOS DE VENEZUELA, CHILE, BOLIVIA, URUGUAY, COSTA RICA, PERÚ, HONDURAS, GUATEMALA, HAITÍ, ECUADOR, COLOMBIA, BRASIL, PANAMÁ, PARAGUAY, NICARAGUA, MÉXICO, EL SALVADOR, REPÚBLICA DOMINICANA, CUBA Y ESTADO UNIDOS DE AMÉRICA, representados en la Conferencia de Conciliación y Arbitraje reunida en Washington conforme a la Resolución aprobada el 18 de febrero de 1928, por la Sexta Conferencia Internacional Americana celebrada en la Ciudad de la Habana;

Consecuentes con las declaraciones solemnes hechas en dicha Conferencia de que las Repúblicas americanas condenan la guerra como instrumento de política nacional y adoptan el arbitraje obligatorio como el medio de resolver sus diferencias internacionales de carácter jurídico ;

Convencidos de que las Repúblicas del Nuevo Mundo, regidas por los principios, instituciones y prácticas de la democracia y ligadas además por intereses mutuos cada dia más vastos, tienen

THE GOVERNMENTS OF VENEZUELA, CHILE, BOLIVIA, URUGUAY, COSTA RICA, PERÚ, HONDURAS, GUATEMALA, HAITI, ECUADOR, COLOMBIA, BRAZIL, PANAMÁ, PARAGUAY, NICARAGUA, MEXICO, EL SALVADOR, THE DOMINICAN REPUBLIC, CUBA, and THE UNITED STATES OF AMERICA, represented at the Conference on Conciliation and Arbitration, assembled at Washington, pursuant to the Resolution adopted on February 18, 1928, by the Sixth International Conference of American States held in the City of Habana ;

In accordance with the solemn declarations made at said Conference to the effect that the American Republics condemn war as an instrument of national policy and adopt obligatory arbitration as the means for the settlement of their international differences of a juridical character ;

Being convinced that the Republics of the New World, governed by the principles, institutions and practices of democracy and bound furthermore by mutual interests, which are

[1] *Dépôt des ratifications à Washington :*

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	17 septembre 1929.
GUATÉMALA	28 octobre 1929.
SALVADOR	28 décembre 1929.
MEXIQUE	6 janvier 1930.
CHILI	27 février 1930.
CUBA	8 novembre 1930.
BRÉSIL	25 janvier 1932.
NICARAGUA	15 juin 1932.
VENEZUELA	1er septembre 1932.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Nº 2988. — TRATADO [1] GERAL DE ARBITRAMENTO INTERAMERICANO E PROTOCOLLO DE ARBITRAMENTO PROGRESSIVO. ASSIGNADOS EM WASHINGTON, EM 5 DE JANEIRO DE 1929.

Nº 2988. — TRAITÉ [1] GÉNÉRAL D'ARBITRAGE INTERAMÉRICAIN, ET PROTOCOLE D'ARBITRAGE PROGRESSIF. SIGNÉS A WASHINGTON, LE 5 JANVIER 1929.

Spanish, English, Portuguese and French official texts of the Treaty communicated by the Minister for Foreign Affairs of the United States of Venezuela.
Spanish, English, Portuguese and French official texts of the Protocol communicated by the Ministers for Foreign Affairs of Nicaragua and of the United States of Venezuela.
The registration of the Protocol took place June 30, 1932 ; *the registration of the Treaty took place October* 26, 1932.

OS GOVERNOS DE VENEZUELA, CHILE, BOLIVIA, URUGUAY, COSTA RICA, PERÚ, HONDURAS, GUATEMALA, HAITI, EQUADOR, COLOMBIA, BRASIL, PANAMÁ, PARAGUAY, NICARAGUA, MEXICO, O SALVADOR, REPUBLICA DOMINICANA, CUBA e ESTADOS UNIDOS DA AMERICA, representados na Conferencia de Conciliação e de Arbitramento reunida em Washington, conforme o disposto na Resolução approvada em 18 de Fevereiro de 1928, pela Sexta Conferencia Internacional Americana celebrada na cidade da Havana ;

Em concordancia com as declarações solemnes feitas na dita Conferencia, de que as Republicas americanas condemnam a guerra como instrumento de politica nacional e adoptam o arbitramento obrigatorio como o meio de resolver as suas controversias internacionaes de caracter juridico ;

Convencidos de que as Republicas do Novo Mundo, regidas pelos principios, instituições e praticas da democracia e além disso ligadas por interesses mutuos, cada dia mais vastos, têm,

LES GOUVERNEMENTS DU VENEZUELA, DU CHILI, DE LA BOLIVIE, DE L'URUGUAY, DE COSTA RICA, DU PÉROU, DE L'HONDURAS, DU GUATÉMALA, D'HAÏTI, DE L'EQUATEUR, DE LA COLOMBIE, DU BRÉZIL, DU PANAMA, DU PARAGUAY, DU NICARAGUA, DU MEXIQUE, D'EL SALVADOR, DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, DE CUBA, et DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, représentés à la Conférence de conciliation et d'arbitrage tenue à Washington, conformément à la résolution adoptée le 18 février 1928, par la sixième Conférence internationale américaine qui eut lieu à La Havane.

Conformément aux déclarations solennelles faites à ladite conférence que les Républiques américaines condamnent la guerre comme instrument de politique nationale et adoptent l'arbitrage obligatoire comme moyen de règlement de leurs différends internationaux d'un caractère juridique ;

Etant convaincus que les Républiques du nouveau monde, régies par les principes, les institutions et les pratiques de la démocratie et liées, en outre, par des intérêts mutuels qui aug-

[1] *Deposit of ratifications at Washington :*

DOMINICAN REPUBLIC	September 17, 1929.
GUATEMALA	October 28, 1929.
SALVADOR	December 28, 1929.
MEXICO	January 6, 1930.
CHILE	February 27, 1930.
CUBA	November 8, 1930.
BRAZIL	January 25, 1932.
NICARAGUA	June 15, 1932.
VENEZUELA	September 1, 1932.

no sólo la necesidad sino también el deber de evitar que la armonía continental sea perturbada en los casos de surgir entre ellas diferencias susceptibles de decisión judicial ;

Conscientes de los grandes beneficios morales y materiales que la paz ofrece a la humanidad y de que el sentimiento y la opinión de América demandan de modo inaplazable la organización de un sistema arbitral que consolide el reinado permanente de la justicia y del derecho ;

Y animados por el propósito de dar expresión convencional a estos postulados y anhelos, con el mínimo de limitaciones que se han considerado indispensables para reguardar la independencia y soberanía de los Estados y en la forma más amplia que es posible en las circunstancias del actual momento internacional, han resuelto celebrar el presente tratado para lo cual han nombrado los Plenipotenciarios que a continuación se expresan :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILE :

Manuel FOSTER RECABARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIA :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PERÚ :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Rómulo DURÓN.
Marcos LÓPEZ PONCE.

GUATEMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAITÍ :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

increasing each day, have not only the necessity but also the duty of avoiding the disturbance of continental harmony whenever differences which are susceptible of judicial decision arise among them ;

Conscious of the great moral and material benefits which peace offers to humanity and that the sentiment and opinion of America demand, without delay, the organisation of an arbitral system which shall strengthen the permanent reign of justice and law ;

And animated by the purpose of giving conventional form to these postulates and aspirations with the minimum exceptions which they have considered indispensable to safeguard the independence and sovereignty of the States and in the most ample manner possible under present international conditions, have resolved to effect the present treaty, and for that purpose have designated the Plenipotentiaries hereinafter named :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILE :

Manuel FOSTER RECABARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIA :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PERÚ :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Rómulo DURÓN.
Marcos LÓPEZ PONCE.

GUATEMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAÍTI :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

não só a necessidade, mas tambem o dever, de evitar que a harmonia continental seja perturbada por controversias susceptiveis de decisão judicial ;

Conscientes dos grandes beneficios moraes e materiaes que a paz offerece á humanidade e de que o sentimento e a opinião publica da America exigem, quanto antes, a organização de um systema arbitral que consolide o regimen da justiça e do direito ;

E animados do proposito de dar fórma convencional a estes postulados e aspirações, com o minimo de excepções consideradas indispensaveis para salvaguardar a independencia e a soberania dos Estados, da forma mais ampla possivel, nas circumstancias do actual momento internacional, resolveram celebrar o presente tratado para o qual nomearam os Plenipotenciarios seguintes :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILE :

Manuel FOSTER RECABARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIA :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PERÚ :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Rómulo DURÓN.
Marcos LÓPEZ PONCE.

GUATEMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAITI :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

mentent chaque jour, sont non seulement dans la nécessité, mais aussi dans le devoir d'éviter que l'harmonie continentale ne soit troublée chaque fois que des différends susceptibles de décision judiciaire surgissent entre elles ;

Conscients des grands avantages moraux et matériels que la paix offre à l'humanité et que le sentiment et l'opinion de l'Amérique demandent, sans délai, l'organisation d'un système arbitral qui consolide le règne permanent de la justice et du droit ;

Et animés de l'intention de donner une forme conventionnelle à ces postulats et à ces aspirations avec le minimum d'exceptions qu'ils jugent indispensables pour sauvegarder l'indépendance et la souveraineté des Etats et de la manière la plus étendue possible dans la situation internationale actuelle ; ont résolu de conclure le présent traité et ont, dans ce but, désigné les plénipotentiaires nommés ci-après :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILI :

Manuel FOSTER RECABARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIE :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PÉROU :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Rómulo DURÓN.
Marcos LÓPEZ PONCE.

GUATÉMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAÏTI :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

BRASIL :

S. GURGEL DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :

Eligio AYALA.

NICARAGUA :

Maximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MÉXICO :

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

EL SALVADOR :

Cayetano OCHOA.
David ROSALES h.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Angel MORALES.
Gustavo A. DÍAZ.

CUBA :

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Frank B. KELLOGG.
Charles EVANS HUGHES.

Quienes despues de haber depositado sus plenos poderes, que fueron hallados en buena y debida forma por la Conferencia, han convenido lo siguiente :

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes se obligan a someter a arbitraje todas las diferencias de carácter internacional que hayan surgido o surgieren entre ellas con motivo de la reclamación de un derecho formulada por una contra otra en virtud

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

BRAZIL :

S. GURGEL DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :

Eligio AYALA.

NICARAGUA :

Maximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MEXICO :

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

EL SALVADOR :

Cayetano OCHOA.
David ROSALES, Jr.

DOMINICAN REPUBLIC :

Angel MORALES.
Gustavo A. DÍAZ.

CUBA :

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

UNITED STATES OF AMERICA :

Frank B. KELLOGG.
Charles EVANS HUGHES.

Who, after having deposited their full powers, found in good and due form by the Conference, have agreed upon the following :

Article I.

The High Contracting Parties bind themselves to submit to arbitration all differences of an international character which have arisen or may arise between them by virtue of a claim of right made by one against the other under

EQUADOR :
Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIA :
Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

BRASIL :
S. GURGEL DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMÁ :
Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :
Eligio AYALA.

NICARAGUA :
Maximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MEXICO :
Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

O SALVADOR :
Cayetano OCHOA.
David ROSALES, Junior.

REPUBLICA DOMINICANA :
Angel MORALES.
Gustavo A. DÍAZ.

CUBA :
Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ SÁNCHEZ.

ESTADOS UNIDOS DA AMERICA :
Frank B. KELLOGG.
Charles EVANS HUGHES.

Os quaes, depois de terem depositado os seus plenos poderes, achados em bôa e devida forma pela Conferencia, concordaram no seguinte :

Artigo 1.

As Altas Partes Contractantes obrigam-se a submetter a arbitramento todas as controversias de caracter internacional surgidas ou que surjam entre ellas originadas da reclamação de um direito formulada por uma contra outra em

EQUATEUR :
Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIE :
Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

BRÉSIL :
S. GURGEL DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMA :
Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :
Eligio AYALA.

NICARAGUA :
Maximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MEXIQUE :
Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

EL SALVADOR :
Cayetano OCHOA.
David ROSALES, fils.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :
Angel MORALES.
Gustavo A. DÍAZ.

CUBA :
Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ SÁNCHEZ.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :
Frank B. KELLOGG.
Charles Evans HUGHES.

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme par la conférence, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage tous les différends de caractère international qui ont surgi ou qui pourraient surgir entre elles par le fait de la réclamation d'un droit faite par l'une contre

de un tratado o por otra causa, que no haya sido posible ajustar por la vía diplomática y que sea de naturaleza jurídica por ser susceptible de decisión mediante la aplicación de los principios del derecho.

Se consideran incluídas entre las cuestiones de órden jurídico :

a) La interpretación de un tratado ;

b) Cualquier punto de derecho internacional ;

c) La existencia de todo hecho que si fuere comprobado constituiría violación de una obligación internacional ;

d) La naturaleza y extensión de la reparación que debe darse por el quebrantamiento de una obligación internacional.

Lo dispuesto en este tratado no impedirá a cualquiera de las Partes, antes de ir al arbitraje, de recurrir a procedimientos de investigación y de conciliación establecidos en convenciones que estén vigentes entre ellas.

Artículo 2.

Quedan exceptuadas de las estipulaciones de este tratado las controversias siguientes :

a) Las comprendidas dentro de la jurisdicción doméstica de cualquiera de las Partes en litigio y que no estén regidas por el derecho internacional ; y

b) Las que afecten el interés o se refieran a la acción de un Estado que no sea Parte en este tratado.

Artículo 3.

El árbitro o tribunal que debe fallar la controversia será designado por acuerdo de las Partes.

A falta de acuerdo se procederá del modo siguiente :

Cada Parte nombrará dos árbitros, de los que sólo uno podrá ser de su nacionalidad o escogido entre los que dicha Parte haya designado para miembros del Tribunal Permanente de Arbitraje de La Haya, pudiendo el otro miembro ser de cualquier otra nacionalidad americana. Estos árbitros, a su vez, elegirán un quinto árbitro, quién presidirá el tribunal.

Si los árbitros no pudieren ponerse de acuerdo entre sí para escoger un quinto árbitro americano o, en subsidio, uno que no lo sea, cada Parte

treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy and which are juridical in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law.

There shall be considered as included among the questions of juridical character :

(a) The interpretation of a treaty ;

(b) Any question of international law ;

(c) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;

(d) The nature and extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

The provisions of this treaty shall not preclude any of the Parties, before resorting to arbitration, from having recourse to procedures of investigation and conciliation established in conventions then in force between them.

Article 2.

There are excepted from the stipulations of this treaty the following controversies :

(a) Those which are within the domestic jurisdiction of any of the Parties to the dispute and are not controlled by international law ; and

(b) Those which affect the interest or refer to the action of a State not a Party to this treaty.

Article 3.

The arbitrator or tribunal who shall decide the controversy shall be designated by agreement of the Parties.

In the absence of an agreement the following procedure shall be adopted :

Each Party shall nominate two arbitrators, of whom only one may be a national of said Party or selected from the persons whom said Party has designated as members of the Permanent Court of Arbitration at The Hague. The other member may be of any other American nationality. These arbitrators shall in turn select a fifth arbitrator who shall be the president of the court.

Should the arbitrators be unable to reach an agreement among themselves for the selection of a fifth American arbitrator, or in lieu thereof, of

virtude de um tratado ou por outra causa, que se não tenha podido ajustar por via diplomatica e que, por sua natureza juridica, seja susceptivel de decisão mediante a applicação dos principios de direito.

Consideram-se incluidas entre as questões de ordem juridica :

a) A interpretação de um tratado ;
b) Qualquer ponto de direito internacional ;
c) A existencia de um facto que, se fosse comprovado, constituiria a inobservancia de uma obrigação internacional ;
d) A natureza e extensão da reparação devida pela inobservancia de uma obrigação internacional.

O disposto neste tratado não impedirá qualquer das Partes, antes de ir ao arbitramento, recorrer aos methodos de investigação e de conciliação estabelecidos em convenções que estejam vigentes entre ellas.

Artigo 2.

Ficam exceptuadas das estipulações deste tratado as controversias seguintes :

a) As comprehendidas na jurisdicção domestica de qualquer das Partes em litigio e que não estejam reguladas pelo direito internacional ; e
b) As que não affectem os interesses ou se refiram á acção de um Estado que não seja Parte neste tratado.

Artigo 3.

O arbitro ou tribunal que deve decidir a controversia será designado por accordo das Partes.

Na falta de accordo, proceder-se-há do modo seguinte :

Cada Parte nomeará dois arbitros, dos quaes só um poderá ser da sua nacionalidade ou escolhido entre os que a dita Parte tenha designado para membros do Tribunal Permanente de Arbitramento da Haya, podendo o outro membro ser de qualquer outra nacionalidade americana. Estes arbitros, por sua vez, elegerão um quinto arbitro, o qual presidirá o tribunal.

Se os arbitros não puderem concordar na escolha de um quinto arbitro americano ou, em seu lugar, de um que o não seja, cada Parte

l'autre, en vertu d'un traité ou autrement, réclamation qu'il n'a pas été possible de régler par la voie diplomatique et qui est de nature juridique, vu qu'elle est susceptible d'une décision basée sur l'application des principes du droit.

Seront considérés comme compris parmi les questions d'un caractère juridique :

a) L'interprétation d'un traité ;
b) Tout point de droit international ;
c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

Les dispositions du présent traité n'empêcheront pas l'une des Parties, avant de se soumettre à l'arbitrage, d'avoir recours aux procédures d'investigation et de conciliation établies dans les conventions qui sont en vigueur entre elles.

Article 2.

Les stipulations du présent traité ne s'appliquent pas aux controverses suivantes :

a) Celles qui relèvent de la juridiction nationale d'une quelconque des Parties en litige et qui ne sont pas régies par le droit international ; et
b) Celles qui affectent l'intérêt ou se réfèrent à l'action d'un Etat qui n'est pas partie au présent traité.

Article 3.

L'arbitre ou le tribunal qui décidera la controverse sera désigné par un accord entre les Parties.

A défaut d'un accord, la procédure suivante sera adoptée.

Chaque Partie nommera deux arbitres dont un seul peut être un ressortissant de ladite partie ou choisi parmi les personnes que ladite partie a désignées comme membres du Tribunal permanent d'arbitrage de La Haye. L'autre membre peut être d'une autre nationalité américaine quelconque. Ces arbitres, à leur tour, choisiront un cinquième arbitre qui sera le président du tribunal.

Si les arbitres ne peuvent pas arriver à un accord pour l'élection d'un cinquième arbitre américain ou, à sa place, d'un arbitre d'une autre

designará un miembro no americano del Tribunal Permanente de Arbitraje de La Haya, y los dos así designados elegirán el quinto árbitro, que podrá ser de cualquier nacionalidad distinta de la de las Partes en litigio.

Artículo 4.

Las Partes en litigio formularán de común acuerdo en cada caso un compromiso especial que definirá claramente la materia específica objeto de la controversia, la sede del tribunal, las reglas que se observarán en el procedimiento y las demás condiciones que las Partes convengan entre sí.

Si no se ha llegado a un acuerdo sobre el compromiso dentro de tres meses contados desde la fecha de la instalación del tribunal, el compromiso será formulado por éste.

Artículo 5.

En caso de fallecimiento, renuncia o incapacidad de uno o más de los árbitros la vacante se llenará en la misma forma de la designación original.

Artículo 6.

Cuando haya más de dos Estados directamente interesados en una misma controversia, y los intereses de dos o más de ellos sean semejantes, el Estado o Estados que estén del mismo lado de la cuestión podrán aumentar el número de árbitros en el tribunal, de manera que en todo caso las Partes de cada lado de la controversia nombren igual número de árbitros. Se escogerá además un árbitro presidente que deberá ser elegido en la forma establecida en el párrafo final del Artículo 3, considerándose las Partes que estén de un mismo lado de la controversia como una sóla Parte para el efecto de hacer la designación expresada.

Artículo 7.

La sentencia, debidamente pronunciada y notificada a las Partes, decide la controversia definitivamente y sin apelación.

another who is not, each Party shall designate a non-American member of the Permanent Court of Arbitration at The Hague, and the two persons so designated shall select the fifth arbitrator, who may be of any nationality other than that of a Party to the dispute.

Article 4.

The Parties to the dispute shall formulate by common accord, in each case, a special agreement which shall clearly define the particular subject-matter of the controversy, the seat of the court, the rules which will be observed in the proceedings, and the other conditions to which the Parties may agree.

If an accord has not been reached with regard to the agreement within three months reckoned from the date of the installation of the court, the agreement shall be formulated by the court.

Article 5.

In case of death, resignation or incapacity of one or more of the arbitrators the vacancy shall be filled in the same manner as the original appointment.

Article 6.

When there are more than two States directly interested in the same controversy, and the interests of two or more of them are similar, the State or States who are on the same side of the question may increase the number of arbitrators on the court, provided that in all cases the Parties on each side of the controversy shall appoint an equal number of arbitrators. There shall also be a presiding arbitrator selected in the same manner as that provided in the last paragraph of Article 3, the Parties on each side of the controversy being regarded as a single Party for the purpose of making the designation therein described.

Article 7.

The award, duly pronounced and notified to the Parties, settles the dispute definitively and without appeal.

designará um membro não americano do Tribunal Permanente de Arbitramento da Haya, e esses dois assim designados elegerão o quinto arbitro, que poderá ser de qualquer nacionalidade, diversa da das Partes em litigio.

Artigo 4.

As Partes litigantes formularão de commum accordo, em cada caso, um compromisso especial que determinará claramente a materia em litigio, a séde do arbitro ou do tribunal, as regras que se observarão no processo e as demais condições em que as Partes concordarem.

Se não se tiver chegado a um accordo sobre o compromisso dentro de tres mezes contados desde a data da installação do tribunal, o compromisso será formulado por este.

Artigo 5.

No caso de fallecimento, renuncia ou incapacidade de um ou mais dos arbitros, preencher-sehá a vaga na mesma fõrma adoptada para a nomeação original.

Artigo 6.

Quando houver mais de dois Estados directamente interessados em uma mesma controversia e os interesses de dois ou mais delles forem semelhantes, o Estado ou os Estados que estejam do mesmo lado da questão poderão augmentar o numero de arbitros no tribunal, comtanto que as Partes de cada lado da controversia nomeiem sempre egual numero de arbitros. Além disto, escolher-sehá um arbitro presidente que deverá ser nomeado conforme o disposto no paragrapho final do Artigo 3, considerando-se as Partes que estejam de um mesmo lado da controversia como uma só Parte para o effeito da referida designação.

Artigo 7.

A sentença, devidamente proferida e notificada ás Partes, decide a controversia definitivamente e sem appelação.

nationalité, chaque Partie désignera un membre non américain, du Tribunal permanent d'arbitrage de La Haye, et les deux personnes ainsi désignées choisiront le cinquième arbitre qui pourra être de n'importe quelle nationalité autre que celle de l'une des Parties.

Article 4.

Les Parties en litige formuleront d'un commun accord, dans chaque cas, un compromis spécial qui définira clairement le sujet particulier de la controverse, le siège du tribunal, les règlements qui seront observés dans les délibérations et les autres conditions dont les Parties pourraient convenir.

A défaut d'un accord en ce qui concerne le compromis dans les trois mois qui suivront la date de l'installation du tribunal, le compromis sera formulé par ce dernier.

Article 5.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un ou de plusieurs des arbitres, il sera pourvu à leur remplacement selon le mode fixé pour leur nomination.

Article 6.

Lorsqu'il y a plus de deux Etats directement intéressés dans la même controverse et lorsque les intérêts de deux ou de plusieurs d'entre eux sont semblables, l'Etat ou les Etats qui sont du même côté de la question peuvent augmenter le nombre des arbitres au tribunal, pourvu que dans tous les cas les Parties figurant de chaque côté de la controverse nomment un nombre égal d'arbitres. Il y aura également un arbitre président qui sera choisi de la façon prévue au dernier paragraphe de l'article 3, les Parties de chaque côté de la controverse étant considérées comme une seule Partie dans le but de faire la nomination qui y est prévue.

Article 7.

La sentence, dûment prononcée et notifiée aux Parties, décide définitivement et sans appel la contestation.

Las diferencias que surjan sobre su interpretación o su ejecución serán sometidas al juicio del tribunal que dictó el laudo.

Artículo 8.

Las reservas hechas por una de las Altas Partes Contratantes tendrán el efecto de que las demás Partes Contratantes no se obligan respecto de la que hizo las reservas sino en la misma medida que las reservas determinen.

Artículo 9.

El presente tratado será ratificado por las Altas Partes Contratantes de acuerdo con sus procedimientos constitucionales.

El tratado original y los instrumentos de ratificación serán depositados en la Secretaría de Estado de los Estados Unidos de América, la que comunicará las ratificaciones por la vía diplomática a los demás Gobiernos signatarios, entrando el tratado en vigor entre las Altas Partes Contratantes en el orden en que vayan depositando sus ratificaciones.

Este tratado regirá indefinidamente, pero podrá ser denunciado mediante aviso anticipado de un año, transcurrido el cual cesará en sus efectos para el denunciante, quedando subsistente para los demás signatarios. La denuncia será dirigida a la Secretaría de Estado de los Estados Unidos de América, que la trasmitirá a los demás Gobiernos signatarios.

Los Estados americanos que no hayan suscrito este tratado podrán adherirse a él, enviando el instrumento oficial en que se consigne esta adhesión a la Secretaría de Estado de los Estados Unidos de América, la que lo notificará a las otras Altas Partes Contratantes en la forma antes expresada.

En testimonio de lo cual los Plenipotenciarios arriba nombrados firman el presente Tratado, en español, inglés, portugués, y francés, y estampan sus respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Washington, a los cinco días del mes de enero de mil novecientos veintinueve.

Differences which arise with regard to its interpretation or execution shall be submitted to the decision of the court which rendered the award.

Article 8.

The reservations made by one of the High Contracting Parties shall have the effect that the other Contracting Parties are not bound with respect to the Party making the reservations except to the same extent as that expressed therein.

Article 9.

The present treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures.

The original treaty and the instruments of ratification shall be deposited in the Department of State of the United States of America which shall give notice of the ratifications through diplomatic channels to the other signatory Governments and the treaty shall enter into effect for the High Contracting Parties in the order that they deposit their ratifications.

This treaty shall remain in force indefinitely, but it may be denounced by means of one year's previous notice at the expiration of which it shall cease to be in force as regards the Party denouncing the same, but shall remain in force as regards the other signatories. Notice of the denunciation shall be addressed to the Department of State of the United States of America which will transmit it for appropriate action to the other signatory Governments.

Any American State not a signatory of this treaty may adhere to the same by transmitting the official instrument setting forth such adherence to the Department of State of the United States of America which will notify the other High Contracting Parties thereof in the manner heretofore mentioned.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed this treaty in English, Spanish, Portuguese, and French and hereunto affix their respective seals.

Done at the city of Washington, on this fifth day of January, one thousand nine hundred and twenty-nine.

As controversias que surjam sobre a sua interpretação ou execução serão submettidas ao juizo do arbitro ou tribunal que proferiu o laudo.

Artigo 8.

As reservas feitas por uma das Altas Partes Contractantes terão o effeito de que as demais Partes Contractantes não se obrigam em relação á que fez as reservas, senão na mesma medida que as reservas determinem.

Artigo 9.

O presente tratado será ratificado pelas Altas Partes Contractantes de accordo com os seus preceitos constitutionaes.

O tratado original e os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministerio de Estado das Relações Exteriores dos Estados Unidos da America, o qual communicará as ratificações pela via diplomatica aos demais Governos signatarios, começando o tratado a vigorar entre as Altas Partes Contractantes na ordem em que forem depositando as suas ratificações.

Este tratado vigorará indefinidamente, mas poderá ser denunciado mediante aviso dado com um anno de antecedencia, passado o qual cessará nos seus effeitos para o denunciante, continuando em vigor para os demais signatarios. A denuncia será dirigida ao Ministerio de Estado das Relações Exteriores dos Estados Unidos da America, que a transmittirá aos demais Governos signatarios.

Os Estados americanos que não tenham assignado este tratado poderão a elle adherir, enviando o instrumento official em que se consigne esta adhesão ao Ministerio de Estado das Relações Exteriores dos Estados Unidos da America, o qual a notificará ás outras Altas Partes Contractantes na fórma acima referida.

Em testemunho do que, os Plenipotenciarios acima nomeados assignam o presente tratado em portuguez, hespanhol, inglez e francez, e appõem nelle os seus respectivos sellos.

Dado na cidade de Washington, aos cinco dias do mez de Janeiro do anno de mil novecentos e vinte e nove.

Les différends qui s'élèvent en ce qui concerne son interprétation ou son exécution seront soumis à la décision du tribunal qui a prononcé la sentence.

Article 8.

Les réserves faites par l'une des Hautes Parties contractantes auront l'effet que les autres Parties contractantes ne seront pas engagées envers la partie qui fait les réserves si ce n'est dans la même mesure que celle déterminée dans ces réserves.

Article 9.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

L'original du présent traité et les instruments de ratification seront déposés au Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique qui donnera l'avis de ratification, par la voie diplomatique, aux autres gouvernements signataires, et le présent traité entrera en vigueur pour les Hautes Parties contractantes dans l'ordre du dépôt de leur ratification.

Le présent traité restera en vigueur indéfiniment, mais il peut être dénoncé par un avis préalable d'un an ; à l'expiration de ce terme, il cessera d'être en vigueur en ce qui concerne la Partie qui l'a dénoncé, mais restera en vigueur pour les autres signataires. L'avis de dénonciation sera adressé au Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique qui le transmettra aux autres gouvernements signataires pour les effets qui doivent en résulter.

Tout Etat américain qui n'est pas signataire au présent traité peut y adhérer en transmettant l'instrument officiel portant cette adhésion au Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, qui le notifiera aux autres Hautes Parties contractantes de la manière indiquée ci-dessus.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus mentionnés ont signé le présent traité en français, en espagnol, en anglais et en portugais et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait dans la ville de Washington, le cinquième jour du mois de janvier de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

La Delegación de Venezuela suscribe el presente Tratado de Arbitraje con las siguientes reservas :

Primera. Quedan excluídos de este Tratado los asuntos que, conforme a la Constitución o a las Leyes de Venezuela, corresponden a la jurisdicción de sus Tribunales ; y, especialmente, los relativos a reclamaciones pecuniarias de extranjeros. En estos asuntos no procederá el arbitraje sino cuando habiéndose agotado por el reclamante los recursos legales, aparezca que ha habido denegación de justicia.

Segunda. Quedan igualmente excluídos los asuntos regidos por acuerdos internacionales en vigencia para esta fecha. [1]

Carlos F. GRISANTI. Fr. ARROYO PAREJO.

Chile no acepta Arbitraje obligatorio para las cuestiones que tengan origen en situaciones o hechos anteriores al presente Tratado, ni lo acepta tampoco para aquellas cuestiones, que, siendo de la competencia exclusiva de la jurisdicción nacional pretendan las partes interesadas sustraerlas del conocimiento de las autoridades judiciales establecidas, salvo que dichas autoridades se negasen a resolver sobre cualquiera acción o excepción que alguna persona natural o jurídica extrangera les presente en la forma establecida por las leyes del país. [2]

Manuel FOSTER.
A. PLANET.

Traduction :

[1] La délégation du Venezuela signe le présent traité d'arbitrage avec les réserves suivantes :

Premièrement : Sont exclues de ce traité les questions qui, conformément à la Constitution ou aux lois du Venezuela, relèvent de la juridiction de ses tribunaux, et, particulièrement, celles qui se réfèrent aux réclamations pécuniaires faites par des étrangers. Dans de tels cas, il ne sera procédé à l'arbitrage que lorsque, tous les moyens légaux ayant été épuisés par le réclamant, il sera évident qu'il y a eu refus de justice.

Deuxièmement : Sont également exclues les questions régies par des accords internationaux actuellement en vigueur.

[2] Le Chili n'accepte pas l'arbitrage obligatoire pour les questions qui ont leur origine dans les situations ou faits antérieurs au présent traité, ni ne l'accepte pour les questions relevant de la compétence exclusive de la juridiction nationale, que les Parties intéressées prétendent retirer de la connaissance des autorités judiciaires établies, sauf lorsque lesdites autorités refusent de prendre une décision en ce qui concerne toute action ou exception que toute personne étrangère naturelle ou juridique pourrait leur soumettre de la manière établie par les lois du pays.

Translation :

[1] The Delegation of Venezuela signs the present treaty of arbitration with the following reservations :

First : There shall be excepted from his Treaty those matters which according to the Constitution or the laws of Venezuela, are under the jurisdiction of its courts ; and especially those matters relating to pecuniary claims of foreigners. In such matters arbitration shall not be resorted to except when legal remedies having been exhausted by the claimant it shall appear that there has been a denial of justice.

Second : There shall also be excepted those matters controlled by international agreements now in force.

[2] Chile does not accept obligatory arbitration for questions which have their origin in situations or acts ante-dating the present treaty nor does it accept obligatory arbitration for those questions which, being under the exclusive competency of the national jurisdiction, the interested parties claim the right to withdraw from the cognizance of the established judicial authorities, unless said authorities decline to pass judgment on any action or exception which any natural or juridical foreign person may present to them in the form established by the laws of the country.

La Delegación de Bolivia, de acuerdo con la doctrina y la política invariablemente sostenidas por Bolivia en el campo jurídico internacional, presta plena adhesión y suscribe el Tratado General de Arbitraje Inter-Americano que han de sancionar las Repúblicas de América, formulando las siguientes expresas reservas :

Primera. Podrán exceptuarse de las estipulaciones del presente Convenio las cuestiones emergentes de hechos o de convenciones anteriores a la accesión del pacto indicado, asi como las que de conformidad con el Derecho Internacional corresponden a la competencia exclusiva del Estado.

Segunda. Queda igualmente entendido que para someterse al arbitraje una controversia o litigio territorial, debe préviamente determinarse en el compromiso la zona sobre que que versará dicho arbitraje.[1]

E. DIEZ DE MEDINA.

Voto por la afirmativa el Tratado de Arbitraje, con la reserva formulada por la Delegación del Uruguay en la Quinta Conferencia Panamericana, propiciando el Arbitraje amplio ; y en la inteligencia de que sólo procede el arbitraje en caso de denegación de justicia, cuando los tribunales nacionales tienen competencia, según su propia legislación.[2]

José PEDRO VARELA.

Traduction :

[1] La délégation de la Bolivie, conformément à la doctrine et à la politique invariablement suivies par la Bolivie dans le domaine juridique international, donne entièrement son adhésion et signe le traité général d'arbitrage interaméricain que les Républiques d'Amérique doivent sanctionner, en formulant expressément les réserves suivantes :

Premièrement : Seront exceptées des stipulations du présent traité les questions surgissant d'actes ou de conventions antérieurs à l'entrée en vigueur dudit traité, ainsi que celles qui, conformément au droit international, relèvent de la juridiction exclusive de l'Etat.

Deuxièmement : Il est également entendu que, pour soumettre à l'arbitrage une controverse territoriale ou un conflit territorial, il faudra déterminer, précédemment dans le compromis, la zone affectée par ledit arbitrage.

[2] Je vote en faveur du traité d'arbitrage avec la réserve formulée par la délégation de l'Uruguay à la cinquième Conférence internationale américaine favorisant un arbitrage étendu, et avec l'entente qu'il ne sera fait recours à l'arbitrage que dans le cas de refus de justice, lorsque les tribunaux nationaux auront juridiction conformément à la législation de leur propre pays.

Translation :

[1] The Delegation of Bolivia, in accordance with the doctrine and policy invariably maintained by Bolivia in the field of international jurisprudence, gives full adherence to and signs the General Treaty of Inter-American Arbitration which the Republics of America are to sanction, formulating the following express reservations :

First : There may be excepted from the provisions of the present agreement, questions arising from acts occurring or conventions concluded before the said treaty goes into effect, as well as those which, in conformity with international law, are under the exclusive jurisdiction of the state.

Second : It is also understood that, for the submission to arbitration of a territorial controversy or dispute, the zone to which the said arbitration is to apply must be previously determined in the arbitral agreement.

[2] I vote in favor of the Treaty of Arbitration, with the reservation formulated by the Delegation of Uruguay at the Fifth Pan-American Conference, favoring broad arbitration ; and with the understanding that arbitration will be resorted to only in case of denial of justice, when the national tribunals have jurisdiction, according to the legislation of their own country.

Reservas de Costa Rica :

(a) Las obligaciones contraídas en este Tratado no anulan, abrogan ni restringen los convenios vigentes de arbitraje que existan ya entre Costa Rica y otra u otras de las Altas Partes contratantes y no implican arbitraje, desconocimiento o rediscusión de cuestiones que hayan sido ya resueltas por fallos arbitrales.

(b) Las obligaciones contraídas en este Tratado no implican el arbitraje de sentencias dictadas por los Tribunales de Costa Rica en juicios civiles que les sean sometidos y respecto de los cuales las partes interesadas hayan reconocido la competencia de dichos Tribunales.[1]

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

La Delegación de Honduras, al firmar el presente Tratado, formula expresa reserva haciendo constar que sus disposiciones no serán aplicables a los asuntos o controversias internacionales pendientes ni a los que se promuevan en lo sucesivo sobre hechos anteriores a la fecha en que dicho Tratado entre en vigor. [2]

Rómulo DURÓN.
M. LÓPEZ PONCE.

La Delegación de Guatemala hace las siguientes reservas :

1. Para someter a arbitraje cualesquiera cuestiones relativas a los límites de la Nación, deberá preceder, en cada caso, la aprobación de la Asamblea Legislativa, de conformidad con la Constitución de la República.

Traduction :

[1] *a)* Les obligations contractées par le présent traité n'annulent, ni n'abrogent, ni ne limitent les conventions d'arbitrage actuellement en vigueur entre Costa-Rica et une quelconque des Hautes Parties contractantes et n'impliquent ni l'arbitrage ni la rétractation, ni la discussion nouvelle de questions qui ont déjà été réglées par des sentences arbitrales.

b) Les obligations contractées par le présent traité n'impliquent pas l'arbitrage de décisions prises par les tribunaux de Costa-Rica dans des cas civils qui peuvent leur être soumis et au sujet desquels les Parties intéressées ont reconnu la compétence desdits tribunaux.

[2] La délégation de Honduras, en signant le présent traité, fait expressément la réserve que ses termes ne seront applicables ni à des questions ou controverses internationales en litige, ni à celles pouvant s'élever à l'avenir par suite d'actes antérieurs à la date à laquelle ledit traité entre en vigueur.

Translation :

[1] *a)* The obligations contracted under this Treaty do not annul, abrogate, or restrict the arbitration conventions which are now in force between Costa Rica and another or others of the High Contracting Parties and do not involve arbitration, disavowal, or renewed discussion of questions which may have already been settled by arbitral awards.

b) The obligations contracted under this Treaty do not involve the arbitration of judgments handed down by the courts of Costa Rica in civil cases which may be submitted to them and with regard to which the interested Parties have recognized the jurisdiction of said courts.

[2] The Delegation of Honduras, in signing the present Treaty, formulates an express reservation making it a matter of record that the provisions thereof shall not be applicable to pending international questions or controversies or to those which may arise in the future relative to acts prior to the date on which the said Treaty comes into effect.

Las disposiciones de la presente Convención no alteran ni modifican los convenios y tratados celebrados con anterioridad por la República de Guatemala.[1]

Adrián RECINOS.
José FALLA.

A. BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

La Delegación del Ecuador, siguiendo instrucciones de su Gobierno reserva de la jurisdicción del arbitraje obligatorio convenido en el presente tratado :

1° Las cuestiones actualmente regidas por convenios o tratados vigentes ;

2° Las que surgieren por causas anteriores o provinieren de hechos pre-existentes a la firma de este tratado ;

3° Las reclamaciones pecuniarias de extranjeros que no hubiesen agotado previamente los tribunales de justicia del pais, entendiendo que tal es el espiritu que informó y tal el alcance que el Gobierno ecuatoriano ha dado siempre a la Convención[3] de Buenos Aires de 11 de Agosto de 1910[2].

Gonzalo ZALDUMBIDE.

Traduction :

[1] La délégation de Guatémala fait les réserves suivantes :

1. Afin que toutes questons relatives aux frontières de la nation puissent être soumises à l'arbitrage il faut obtenir au préalable et dans chaque cas, l'approbation de l'assemblée législative conformément à la Constitution de la République.

2. Les dispositions du présent traité n'altèrent ni ne modifient les conventions et traités antérieurement conclus par la République du Guatémala.

[2] La délégation de l'Equateur, conformément aux instructions de son gouvernement, exclut de la juridiction de l'arbitrage obligatoire convenu dans le présent traité :

1. Les questions actuelles régies par des conventions ou traités qui sont en vigueur en ce moment.

2. Celles qui peuvent surgir par suite de causes ou d'actes antérieurs à la signature du présent traité.

3. Les réclamations pécuniaires faites par des étrangers où la juridiction des tribunaux de justice du pays n'a pas été épuisée, étant entendu que telle est l'interprétation et la portée de l'application que le Gouvernement de l'Equateur a toujours données à la Convention de Buenos-Ayres du 11 août 1910.

Translation :

[1] The Delegation of Guatemala makes the following reservations :

1. In order to submit to arbitration any questions relating to the boundaries of the nation the approval of the Legislative Assembly must first be given, in each case, in conformity with the Constitution of the Republic.

2. The provisions of the present Convention do not alter or modify the conventions and treaties previously entered into by the Republic of Guatemala.

[2] The Delegation of Ecuador, pursuant to instructions of its Government, reserves from the jurisdiction of the obligatory arbitration agreed upon in the present Treaty :

1. Questions at present governed by conventions or treaties now in effect.

2. Those which may arise from previous causes or may result from acts preceding the signature of this treaty.

3. Pecunlary claims of foreigners who may not have previously exhausted all legal remedies before the courts of justice of the country, it being understood that such is the interpretation and the extent of the application which the Government of Ecuador has always given to the Buenos Aires Convention of August 11, 1910.

[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 106, page 289.

La Delegación de Colombia suscribe la anterior Convención con las dos siguientes declaraciones o reservas :

Primera : Las obligaciones que por ella contraiga la República de Colombia se refieren a las diferencias que surgieren de hechos posteriores a la ratificación de la Convención ;

Segunda : A menos que se trate de un caso de denegación de justicia, el arbitraje previsto en esta Convención no es aplicable a las cuestiones que se hayan originado o se originaren entre un ciudadano, una sociedad o una corporación de una de las Partes y el otro Estado contratante cuando los Jueces o Tribunales de este último Estado son, de acuerdo con su legislación, competentes para resolver la controversia. [1]

Enrique OLAYA HERRERA.
ESCALLÓN.

S. GURGEL DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

R. J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

Reserva de la Delegación del Paraguay :

Suscribo este tratado con la reserva de que el Paraguay excluye de su aplicación las cuestiones que afectan directa o indirectamente la integridad del territorio nacional y no sean meramente de fronteras o de límites. [2]

Eligio AYALA.

Maximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. LISANDRO MEDINA.

Traduction :

[1] La délégation de la Colombie signe la convention qui précède en faisant les deux déclarations ou réserves suivantes :

Premièrement : Les obligations que contracte la République de Colombie en vertu de la présente convention se réfèrent aux différends qui pourraient surgir par suite d'actes subséquents à sa ratification.

Deuxièmement : Sauf dans le cas de refus de justice, l'arbitrage prévu par la présente convention ne s'applique pas aux questions qui se sont élevées ou pourraient s'élever entre un citoyen, une société ou une corporation d'une des Parties et l'autre Etat contractant, lorsque les juges ou tribunaux de ce dernier sont, conformément à sa législation, compétents pour régler la controverse.

[2] Je signe ce traité avec la réserve que le Paraguay ne l'appliquera pas à des questions affectant, directement ou indirectement, l'intégrité du territoire national et qui ne sont pas simplement des questions de frontières ou de limites.

Translation :

[1] The Delegation of Colombia signs the foregoing Convention with the following two declarations or reservations :

First : The obligations which the Republic of Colombia may contract thereby refer to the differences which may arise from acts subsequent to the ratification of the Convention.

Second : Except in the case of a denial of justice, the arbitration provided for in this convention is not applicable to the questions which may have arisen or which may arise between a citizen, an association or a corporation of one of the parties and the other contracting State when the judges or courts of the latter State are, in accordance with its legislation, competent to settle the controversy.

[2] I sign this treaty with the reservation that Paraguay excludes from its application questions which directly or indirectly affect the integrity of the national territory and are not merely questions of frontiers or boundaries.

Reserva mexicana :

México hace la reserva de que las diferencias que caigan bajo la jurisdicción de los tribunales, no serán objeto del procedimiento previsto por la Convención, sino por denegación de justicia, y hasta después que la sentencia dictada por la autoridad nacional competente haya pasado a la categoría de cosa juzgada.[1]

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

La Delegación de El Salvador a la Conferencia de Conciliación y Arbitraje reunida en Washington, acepta y suscribe el Tratado General de Arbitraje Inter-Americano celebrado el día de hoy por dicha Conferencia, con las reservas o restricciones siguientes :

1ª. Después de las palabras del inciso 1º del Art. 1º en que se dice : « *en virtud de un Tratado o por otra causa* » deben agregarse éstas : « posterior a la presente convención ». Continúa el artículo sin otra variación.

2ª. El inciso A) del Art. 2º lo acepta la Delegación sin las palabras finales que dicen : « *y que no estén regidas por el Derecho Internacional* », las que deben tenerse como suprimidas.

3ª. No quedan comprendidas en este Tratado las controversias o diferencias sobre puntos o cuestiones que, según la Constitución Política de El Salvador, no deben someterse al Arbitraje, y

4ª. Las reclamaciones pecuniarias contra la Nación, serán decididas por sus jueces y tribunales por corresponder a ellos el conocimiento y sólo se recurrirá al Arbitraje Internacional en los casos previstos por la Constitución y leyes Salvadoreñas, esto es por denegación de justicia o retardo anormal en administrarla.[2]

Cayetano OCHOA.
David ROSALES, hijo.

Traduction :

[1] Le Mexique fait la réserve que les différends relevant de la juridiction des tribunaux ne seront pas sujets à la procédure prévue par la convention, sauf dans le cas de refus de justice, et après que la sentence prononcée par l'autorité nationale compétente aura été classifiée comme question réglée.

[2] La délégation du Salvador à la conférence de conciliation et d'arbitrage, réunie à Washington, accepte et signe le Traité général d'arbitrage interaméricain, conclu ce jour par ladite conférence avec les réserves ou restrictions suivantes :

1. Dans la clause 1 de l'article premier, après les mots : « Par suite d'un traité ou autrement », les mots suivants devraient être ajoutés : « Subséquemment à la présente convention. » L'article continue sans autre changement.

2. Clause *a)*, article 2, est acceptée par la délégation à l'exception des derniers mots : « et qui ne sont pas régies par le droit inter-

Translation :

[1] Mexico makes the reservation that differences, which fall under the jurisdiction of the courts, shall not form a subject of the procedure provided for by the Convention, except in case of denial of justice, and until after the judgment passed by the competent national authority has been placed in the class of *res judicata*.

[2] The Delegation of El Salvador to the Conference on Conciliation and Arbitration assembled in Washington accepts and signs the General Treaty of Inter-American Arbitration concluded this day by said Conference, with the following reservations or restrictions :

1. After the words of paragraph 1 of Article 1 reading : " under treaty or otherwise ", the following words are to be added : " subsequent to the present Convention ". The Article continues without any other modification.

2. Paragraph *(a)* of Article 2 is accepted by the Delegation without the final words which read " and are not controlled by

La República Dominicana al suscribir el Tratado General de Arbitraje Inter-americano lo hace en la inteligencia de que las controversias relativas a cuestiones que son de la competencia de sus tribunales no serán deferidas a la jurisdicción arbitral sino de acuerdo con los principios del Derecho Internacional.[1]

A. MORALES.
G. A. DÍAZ.

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

Frank B. KELLOGG.
Charles EVANS HUGUES.

Traduction :

national » qui doivent être considérés comme supprimés.

3. Ne sont pas compris dans le présent traité les controverses ou différends concernant des points ou des questions qui, selon la constitution politique de l'El Salvador, ne doivent pas être soumis à l'arbitrage, et

4. Les réclamations pécuniaires contre la nation qui relèvent de la juridiction de ses juges et tribunaux seront jugées par ces derniers et il ne sera fait recours à l'arbitrage international que dans les cas prévus dans la Constitution et dans les lois du Salvador, c'est-à-dire pour refus de justice ou délai anormal dans son administration.

[1] La République Dominicaine, en signant le Traité général d'arbitrage interaméricain, le fait avec l'entente que les controverses relatives à des questions relevant de la juridiction de ses propres tribunaux ne seront pas soumises à la juridiction arbitrale, sauf conformément aux principes du droit international.

Translation :

international law", which should be considered as eliminated.

3. This Treaty does not include controversies or differences with regard to points or questions which, according to the Political Constitution of El Salvador, must not be submitted to arbitration, and

4. Pecuniary claims against the nation shall be decided by its judges and courts, since they have jurisdiction thereof, and recourse shall be had to international arbitration only in the cases provided in the Constitution and laws of El Salvador, that is in cases of denial of justice or unusual delay in the administration thereof.

[1] The Dominican Republic, in signing the General Treaty of Inter-American Arbitration, does so with the understanding that controversies relating to questions which are under the jurisdiction of its courts shall not be referred to arbitral jurisdiction except in accordance with the principles of international law.

PROTOCOLE D'ARBITRAGE PROGRESSIF

PROTOCOL OF PROGRESSIVE ARBITRATION

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

PROTOCOLO [1] DE ARBITRAJE PROGRESIVO.

Por cuanto : Los Gobiernos de Venezuela, Chile, Bolivia, Uruguay, Costa Rica, Perú, Honduras, Guatemala, Haití, Ecuador, Colombia, Brasil, Panamá, Paraguay, Nicaragua, México, El Salvador, la República Dominicana, Cuba, y Estados Unidos de América, por medio de sus Plenipotenciarios han firmado hoy, en Washington, un Tratado General de Arbitraje Interamericano ;

Por cuanto : Por sus disposiciones ese tratado exceptua de sus estipulaciones ciertas controversias ;

Por cuanto : Por medio de reservas hechas al tratado al tiempo de su firma, ratificación o adhesión, algunas otras controversias han sido o pueden ser también exceptuadas de las estipulaciones del tratado o sustraidas de sus efectos ;

Por cuanto : Se considera conveniente establecer un procedimiento mediante el cual tales excepciones o reservas puedan ser abandonadas gradualmente, en todo o en parte, por los Estados

PROTOCOL [1] OF PROGRESSIVE ARBITRATION.

Whereas, a General Treaty of Inter-American Arbitration has this day been signed at Washington by Plenipotentiaries of the Governments of Venezuela, Chile, Bolivia, Uruguay, Costa Rica, Perú, Honduras, Guatemala, Haiti, Ecuador, Colombia, Brazil, Panama, Paraguay, Nicaragua, Mexico, El Salvador, the Dominican Republic, Cuba, and the United States of America ;

Whereas, that treaty by its terms excepts certain controversies from the stipulations thereof ;

Whereas, by means of reservations attached to the treaty at the time of signing, ratifying or adhering, certain other controversies have been or may be also excepted from the stipulations of the treaty or reserved from the operation thereof ;

Whereas, it is deemed desirable to establish a procedure whereby such exceptions or reservations may from time to time be abandoned in whole or in part by the Parties to said treaty,

[1] *Dépôt des ratifications à Washington :*

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	17 septembre 1929.
GUATÉMALA	28 octobre 1929.
SALVADOR	28 décembre 1929.
MEXIQUE	6 janvier 1930.
CHILI	27 février 1930.
BRÉSIL	25 janvier 1932.
NICARAGUA	18 juillet 1932.
VENEZUELA	1er septembre 1932.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

PROTOCOLLO[1] DE ARBITRAMENTO PROGRESSIVO.

Considerando : que os Governos de Venezuela, Chile, Bolivia, Uruguay, Costa Rica, Perú, Honduras, Guatemala, Haiti, Equador, Colombia Brasil, Panamá, Paraguay, Nicaragua, Mexico, Salvador, Republica Dominicana, Cuba e Estados Unidos da America, por meio de seus Plenipotenciarios assignaram hoje, em Washington, um Tratado Geral de Arbitramento Interamericano ;

Considerando : que por suas disposições esse tratado exceptúa das suas estipulações certas controversias ;

Considerando : que por meio de reservas feitas ao tratado no tempo da sua assignatura, ratificação ou adhesão, algumas outras controversias foram ou poderão ser exceptuadas das disposições do tratado ou excluidas dos seus effeitos ;

Considerando : que é conveniente estabelecer um processo pelo qual taes excepções ou reservas possam ser abandonadas gradualmente, em todo ou em parte, pelos Estados que sejam ou venham

PROTOCOLE[1] D'ARBITRAGE PROGRESSIF.

Attendu qu'un Traité général d'arbitrage interaméricain a été signé ce jour à Washington par les plénipotentiaires des Gouvernements du Venezuela, du Chili, de la Bolivie, de l'Uruguay, de Costa Rica, du Pérou, de l'Honduras, du Guatémala, d'Haïti, de l'Equateur, de la Colombie, du Brésil, du Panama, du Paraguay, du Nicaragua, du Mexique, d'El Salvador, de la République Dominicaine, de Cuba, et des Etats-Unis d'Amérique ;

Attendu qu'en vertu de ce traité, certaines controverses font exception aux stipulations qui y sont prévues ;

Attendu que, par des réserves faites au traité au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, certaines autres controverses ont fait ou peuvent faire également exception aux stipulations du traité ou en ce qui concerne son application ;

Attendu qu'il est jugé désirable d'établir une procédure par laquelle ces exceptions ou ces réserves puissent, de temps à autre, être abandonnées entièrement ou partiellement par les

[1] *Deposit of ratifications in Washington :*

DOMINICAN REPUBLIC	September 17, 1929.
GUATEMALA	October 28, 1929.
SALVADOR	December 28, 1929.
MEXICO	January 6, 1930.
CHILE	February 27, 1930.
BRAZIL	January 25, 1932.
NICARAGUA	July 18, 1932.
VENEZUELA	September 1st, 1932.

que sean o lleguen a ser Partes en dicho tratado, extendiendo así progresivamente el alcance de la jurisdicción arbitral ;

Los Gobiernos arriba mencionados han convenido lo siguiente :

Artículo 1.

Cualquier Parte en el Tratado General de Arbitraje Interamericano, firmado en Washington el dia cinco de enero de 1929, puede depositar, en cualquier tiempo, en la Secretaría de Estado de los Estados Unidos de América, un instrumento en que conste formalmente que ha abandonado en todo o en parte las excepciones al arbitraje estipuladas en dicho tratado o la reserva o reservas hechas por ella al mismo.

Artículo 2.

La Secretaría de Estado de los Estados Unidos de América trasmitirá por la vía diplomática a todas las Partes en el Tratado General de Arbitraje Interamericano arriba mencionado, copia certificada de cada instrumento depositado conforme a las disposiciones del Artículo 1 de este protocolo.

En testimonio de lo cual los Plenipotenciarios arriba nombrados firman el presente protocolo, en castellano, inglés, portugués, y francés, y estampan sus respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Washington, a los cinco días del mes de enero de mil novecientos veintinueve.

thus progressively extending the field of arbitration ;

The Governments named above have agreed as follows :

Article 1.

Any Party to the General Treaty of Inter-American Arbitration signed at Washington the fifth day of January, 1929, may at any time deposit with the Department of State of the United States of America an appropriate instrument evidencing that it has abandoned in whole or in part the exceptions from arbitration stipulated in the said treaty or the reservation or reservations attached by it thereto.

Article 2.

A certified copy of each instrument deposited with the Department of State of the United States of America pursuant to the provisions of Article 1 of this Protocol shall be transmitted by the said Department through diplomatic channels to every other Party to the above-mentioned General Treaty of Inter-American Arbitration.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed this protocol in English, Spanish, Portuguese, and French and hereunto affix their respective seals.

Done at the city of Washington, on this fifth day of January, 1929.

a ser Partes no dito tratado, ampliando-se assim progressivamente o alcance da jurisdicção arbitral ;

Os Governos acima mencionados concordam no seguinte :

Artigo 1.

Qualquer Parte no Tratado Geral de Arbitramento Interamericano, assignado em Washington aos cinco de Janeiro de 1929, pode em qualquer tempo depositar no Ministerio de Estado das Relações Exteriores dos Estados Unidos da America um instrumento em que conste formalmente que abandonou no todo ou em parte as excepções ao arbitramento estipuladas no dito tratado ou a reserva ou reservas feitas pela dita Parte ao mesmo.

Artigo 2.

O Ministerio de Estado das Relações Exteriores dos Estados Unidos da America transmittirá por via diplomatica a todas as Partes no Tratado Geral de Arbitramento Interamericano, acima mencionado, copia authentica de cada instrumento depositado conforme as disposições do Artigo 1 deste Protocollo.

Em testemunho do que, os Plenipotenciarios acima nomeados assignam o presente protocollo em portuguez, hespanhol. inglez e francez e appõem nelle os seus respectivos sellos.

Dado na cidade de Washington, aos cinco dias do mez de Janeiro do anno de mil novecentos e vinte e nove.

Parties audit traité, étendant ainsi progressivement le domaine de l'arbitrage ;

Les gouvernements ci-dessus mentionnés sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Toute partie au Traité général d'arbitrage interaméricain signé à Washington le cinquième jour de janvier 1929, peut, à tout moment, déposer au Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique un instrument approprié témoignant qu'elle a abandonné, en tout ou en partie, les exceptions à l'arbitrage stipulées audit traité ou la ou les réserves qui y ont été faites.

Article 2.

Une copie certifiée conforme de chaque instrument déposé au Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, conformément aux dispositions de l'article 1 du présent protocole, sera transmise par ledit Département, par la voie diplomatique, à chacune des autres parties au Traité général d'arbitrage interaméricain ci-dessus mentionné.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus mentionnés ont signé le présent protocole en français, en espagnol, en anglais et en portugais et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait dans la ville de Washington, le cinquième jour du mois de janvier, de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

Carlos F. GRISANTI.
Fr. ARROYO PAREJO.
Manuel FOSTER.
A. PLANET.
E. DIEZ DE MEDINA.
José PEDRO VARELA.
Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.
Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.
Rómulo DURÓN.
M. LÓPEZ PONCE.
Adrián RECINOS.
José FALLA.
A. BONAMY.
Raoul LIZAIRE.
Gonzalo ZALDUMBIDE.
Enrique OLAYA HERRERA.
ESCALLÓN.
S. GURGEL DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.
R. J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.
Eligio AYALA.
Maximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. LISANDRO MEDINA.
Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.
Cayetano OCHOA.
David ROSALES, hijo.
A. MORALES.
G. A. DÍAZ.
Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.
Frank B. KELLOGG.
Charles EVANS HUGHES.

N° 2989.

DANEMARK ET SUÈDE

Convention en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, avec protocole final. Signés à Stockholm, le 6 mai 1932.

DENMARK AND SWEDEN

Convention for the Prevention of Double Taxation in the matter of Direct Taxes, with Final Protocol. Signed at Stockholm, May 6, 1932.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N° 2989. — AVTAL[1] MELLAN KONUNGARIKET SVERIGE OCH KONUNGARIKET DANMARK FÖR UNDVIKANDE AV DUBBELBESKATTNING BETRÄFFANDE DIREKTA SKATTER. UNDERTECKNAT I STOCKHOLM, DEN 6 MAJ 1932.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1er juillet 1932.

KONUNGARIKET SVERIGE och KONUNGARIKET DANMARK hava, för undvikande av dubbelbeskattning beträffande direkta skatter, överenskommit att sluta avtal angående uppdelning av beskattningsrätten mellan de båda staterna med hänsyn till olika skattekällor.

För detta ändamål hava till fullmäktige utsett :

HANS MAJ :T KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Minister för utrikes ärendena, Hans Excellens Friherre S.G.F.T. RAMEL ;

HANS MAJ :T KONUNGEN AV DANMARK OCH ISLAND :

Sin Envoyé extraordinaire och Ministre plénipotentiaire i Stockholm, Greve E.V.S.C. REVENTLOW.

Vilka, efter att hava granskat varandras fullmakter och funnit dem i god och behörig form, överenskommit om följande bestämmelser :

Artikel 1.

Detta avtal är tillämpligt å medborgare i Konungariket Sverige och Konungariket Danmark samt å svenska och danska juridiska personer.

Artikel 2.

Avtalet innehåller bestämmelser allenast rörande direkta skatter.

Med direkta skatter avses i detta avtal skatter, som på grundval av de avtalslutande staternas lagstiftning utgå direkt å nettoinkomst eller å nettoförmögenhet, vare sig för statens eller kommuns räkning.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 25 juin 1932.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N° 2989. — OVERENSKOMST[1] MELLEM KONGERIGET DANMARK OG KONGERIGET SVERIGE TIL UNDGAAELSE AF DOBBELTBESKATNING VEDRØRENDE DIREKTE SKATTER. UNDERTEGNET I STOCKHOLM, DEN 6 MAJ 1932.

Danish and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 1st, 1932.

KONGERIGET DANMARK og KONGERIGET SVERIGE er, for at undgaa Dobbeltbeskatning vedrørende direkte Skatter, blevet enige om at oprette en Overenskomst angaaende Deling af Beskatningsretten mellem begge Stater med Hensyn til forskellige Skattekilder.

I dette Øjemed har til Befuldmægtigede udnævnt :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Sin Overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Stockholm, Greve E.V.S.C. REVENTLOW,

HANS MAJESTÆT KONGEN AV SVERIGE :

Sin Udenrigsminister, Hans Excellence Friherre S.G.F.T. RAMEL.

Som, efter at have undersøgt hinandens Fuldmagter og fundet dem i god og behørig Form, er blevet enige om følgende Bestemmelser :

Artikel 1.

Denne Overenskomst finder Anvendelse med Hensyn til Statsborgere i Kongeriget Danmark og Kongeriget Sverige samt paa danske og svenske juridiske Personer.

Artikel 2.

Overenskomsten angaar alene direkte Skatter.

Som direkte Skatter anses i denne Overenskomst Skatter, som paa Grundlag af de kontraherende Staters Lovgivning erlægges direkte af Netto-Indkomst eller af Netto-Formue, enten for Statens eller Kommunens Regning.

---

[1] The exchange of ratifications took place at Copenhagen, June 25, 1932.

Som direkta skatter anses särskilt :

1. Beträffande lagstiftningen i Sverige :

a) Statlig inkomst- och förmögenhetsskatt ;
b) Kommunal inkomstskatt ;
c) Kommunal progressivskatt, samt
d) utskylder och avgifter, som utgå efter samma grunder som någon av de under *a)* - *c)* angivna skatterna ;

2. Beträffande lagstiftningen i Danmark :

a) Inkomst- och förmögenhetsskatt till staten ;
b) Kommunal inkomstskatt ;
c) Utskylder och avgifter, som utgå efter samma grunder som någon av de under *a)* och *b)* angivna skatterna.

Artikel 3.

Såframt ej annat stadgas i detta avtal, beskattas inkomst och förmögenhet allenast i dem av de avtalslutande staterna, där den skattskyldige anses vara bosatt.

Enskild skattskyldig anses enligt detta avtal bosatt i en av staterna, om han där har sitt egentliga bo och hemvist, eller, därest han icke har sådant bo och hemvist i någon av dessa stater, om han där stadigvarande vistas. Stadigvarande vistelse i ena staten anses föreligga under tid, då den skattskyldige å någon ort inom staten uppehåller sig under omständigheter, av vilka kan slutas till avsikt att vistas där icke blott tillfälligtvis.

Enskild skattskyldig, som icke har sitt egentliga bo och hemvist eller stadigvarande vistas i någon av de avtalslutande staterna men likväl enligt lagstiftningen i dessa stater blir utsatt för dubbelbeskattning, skall vid tilllämpning av bestämmelserna i detta avtal anses vara bosatt i den stat, i vilken han äger medborgarskap.

Juridisk person anses enligt detta avtal vara bosatt i den stat, där styrelsen eller högsta förvaltningen har sitt säte. Emellertid beröras icke härav bestämmelserna i de båda staternas lagstiftning om beskattningsort för oskifta dödsbon.

Artikel 4.

Skatt å inkomst av fast egendom, belägen i en av de båda staterna, utgår allenast i denna stat.

Artikel 5.

Skatt å inkomst av handel, industri eller annan rörelse eller yrke, vilken inkomst härflyter från fast driftställe i en av de båda staterna, utgår, såframt ej i det följande annorlunda stadgas, allenast i denna stat. Finnas fasta driftställen i båda staterna, uppbär vardera staten skatt å den del av inkomsten, som förvärvas från inom statens område befintligt fast driftställe.

Som fast driftställe anses plats, å vilken för stadigvarande bruk vid rörelsens utövande finnes särskild anläggning eller vidtagits särskild anordning, såsom plats där företaget har sin ledning, kontor, filial, stadigvarande agentur, tillverkningsplats, verkstad, inköps- eller försäljningsställe, varunederlag, gruva eller annan fyndighet, som är föremål för bearbetning.

Som inkomst av rörelse betraktas även inkomst genom delägarskap i företag, dock icke inkomst av aktier och likartade värdepapper.

Artikel 6.

Skatt å inkomst av företag för utövande av sjöfart eller luftfart, vars verkliga ledning ha sitt säte i en av de båda staterna, utgår allenast i denna stat.

Som direkte Skatter betragtes særlig :

1. Vedrørende Lovgivningen i Danmark :

a) Indkomst- og Formueskat til Staten ;
b) Kommunal Indkomstskat ;
c) Skatter og Afgifter ; som erlægges paa samme Grundlag som nogen af de under *a)* og *b)* angivne Skatter,

2. Vedrørende Lovgivningen i Sverige :

a) Statslig Indkomst- og Formueskat ;
b) Kommunal Indkomstskat ;
c) Kommunal Progressivskat, samt ;
d) Skatter og Afgifter, som erlægges paa samme Grundlag sam nogen af de under *a)* - *c)* angivne Skatter.

Artikel 3.

Saafremt ikke andet bestemmes i denne Overenskomst, beskattes Indkomst og Formue kun i den af de kontraherende Stater, hvor den skattepligtige anses for at være bosat.

Skattepligtige Personer betragtes ifølge denne Overenskomst som bosatte i en af Staterne, hvis de der har deres faste Bopæl og Hjemsted, eller, saafremt de ikke har saadan Bopæl og Hjemsted i nogen af disse Stater, hvis de stadigt opholder sig der. Stadigt Ophold i den ene Stat anses for at foreligge, naar den skattepligtige opholder sig paa et Sted indenfor Staten under Omstændigheder, af hvilke kan drages den Slutning, at Hensigten er at opholde sig der ikke blot midlertidigt.

Skattepligtig Person, som ikke har sin egentlige Bopæl og Hjemsted eller stadigt opholder sig i nogen af de kontraherende Stater, men alligevel ifølge Lovgivningen i disse Stater bliver udsat for Dobbeltbeskatning, skal ved Anvendelse af Bestemmelserne i denne Aftale anses for bosat i den Stat, i hvilken han er Statsborger.

Juridisk Person betragtes ifølge denne Overenskomst som bosat i den Stat, hvor Bestyrelsen eller den højeste Ledelse har sit Sæde. Imidlertid berøres herved ikke Bestemmelserne i de to Staters Lovgivning om Beskatningsstedet for uskiftede Dødsboer.

Artikel 4.

Skat paa Indkomst af fast Ejendom, beliggende i en af de to Stater, erlægges kun i denne Stat.

Artikel 5.

Skat paa Indkomst af Handel, Industri eller anden Erhvervs-Virksomhed eller Næring, som udøves fra fast Driftssted i en af de to Stater, erlægges, saafremt ikke andet bestemmes i det følgende, kun i denne Stat. Findes faste Driftssteder i begge Stater, oppebærer hver Stat Skat paa den Del af Indkomsten, som erhverves fra Driftsstedet indenfor den paagældende Stats Omraade.

Som fast Driftssted betragtes Plads, paa hvilken der findes særligt Anlæg eller er vedtaget særlige Bestemmelser for stadigt Brug ved Virksomhedens Udøvelse, saasom Plads, hvor Foretagendet har sin Ledelse, Kontor, Filial, stadigværende Agentur, Produktionssted, Værksted, Indkøbs- eller Salgssted, Vareoplag, Grube, Stenbrud eller lignende, som er Genstand for Bearbejdelse.

Som Indkomst af Erhvervs-Virksomhed betragtes ogsaa Indkomst som Medejere af Forretningsforetagender, dog ikke Indkomst af Aktier og lignende Værdipapirer.

Artikel 6.

Skat paa Indkomst af Forretningsforetagender, bestaaende i Udøvelse af Søfart eller Luftfart, hvis virkelige Ledelse har sit Sæde i en af de to Stater, erlægges kun i denne Stat.

Artikel 7.

För förmögenhet, bestående av fast egendom i en av de båda staterna eller tillbehör till sådan egendom, utgår skatt allenast i denna stat.

För förmögenhet, bestående av företag för utövande av handel, industri eller annen rörelse eller yrke, utgår skatt allenast i den stat, vilken enligt bestämmelserna i detta avtal skatt å inkomst av samma förmögenhet tillkommer.

Artikel 8.

För diplomatiska, lönade konsulära och med dessa likställda representanter för vardera av de avtalslutande staterna skola gälla följande särskilda bestämmelser. Dessa representanter, såvitt de äro ämbetsmän till yrket, och dem tilldelade befattningshavare samt i nämnda ämbetsmäns eller befattningshavares tjänst anställda personer, för så vitt de ej äromedborgare i anställningslandet, påföras direkta skatter i anställningslandet allenast såvitt angår i artiklarna 4, 5 och 6 angivna inkomster och i artikel 7 omförmäld förmögenhet ; i övrigt förbehålles beskattningen hemlandet.

Olönade konsuler, som äga medborgarskap endast i den stat de representera, påföras icke direkta skatter i anställningslandet för förmåner, vilka av dem åtnjutas såsom ersättning för deras konsulära verksamhet ; denna beskattning förbehålles hemlandet.

Artikel 9.

Den stat, i vilken den skattskyldige anses vara bosatt, må vid bestämmande av skatten använda den skattesats, som skulle hava tillämpats, om även inkomst och förmögenhet, som enligt föreskrifterna i detta avtal äro i beskattningshänseende förbehållna den andra staten, tagits till beskattning i förstnämnda stat.

Artikel 10.

Kan skattskyldig visa, att av beskattningsmyndigheterna i de avtalslutande staterna vidtagna åtgärder för honom medfört dubbelbeskattning, må han häremot göra erinringar hos den stat, som han tillhör. Anses erinringarna grundade, kan denna stats högsta finansmyndighet träffa överenskommelse med den andra statens högsta finansmyndighet för att på skäligt sätt undvika dubbelbeskattning.

Artikel 11.

I fall, då svårighet eller tvivelsmål uppkommer vid detta avtals tolkning och tillämpning, kunna de högsta finansmyndigheterna i de båda avtalslutande staterna träffa särskilda överenskommelser.

Artikel 12.

De avtalslutande staterna förbinda sig att överlämna åt sina högsta finansmyndigheter att träffa skäligt avgörande av varje annan fråga, som, på grund av olikhet mellan de i båda staterna gällande principerna angående skattens utgörande eller eljest, kan, utan att vara uttryckligen reglerad i detta avtal, uppstå beträffande de direkta skatterna.

Artikel 7.

Formue, bestaaende af fast Ejendom i en af de to Stater eller Tilbehør til saadan Ejendom, beskattes kun i denne Stat.

Formue, bestaaende i Foretagender til Udøvelse af Handel, Industri eller anden Erhvervs-Virksomhed eller Næring, beskattes kun i den Stat, som ifølge Bestemmelserne i denne Overenskomst er berettiget til at kræve Skat af Indkomsten af samme Formue.

Artikel 8.

For diplomatiske, lønnede konsulære og med disse ligestillede Repræsentanter for hver af de kontraherende Stater gælder følgende særlige Bestemmelser :

Disse Repræsentanter, forsaavidt de er faste Embedsmænd, og de dem tildelte Tjenestemænd, samt de i nævnte Embeds- eller Tjenestemænds Tjeneste ansatte Personer, forsaavidt de ikke er Statsborgere i Ansættelseslandet, beskattes kun i Ansættelseslandet, forsaavidt angaar de i Artikel 4, 5 og 6 angivne Indkomster og den i Artikel 7 omtalte Formue ; iøvrigt forbeholdes Beskatningen Hjemlandet.

Ulønnede Konsuler, som alene er Statsborgere i den Stat, de repræsenterer, beskattes ikke i Ansættelseslandet af Fordele, der tilfalder dem som Vederlag for deres konsulære Virksomhed. Denne Beskatning forbeholdes Hjemlandet.

Artikel 9.

Den Stat, i hvilken den skattepligtige anses for at være bosat, maa ved Fastsættelsen af Skatten anvende den Skattesats, som skulde have været bragt til Anvendelse, hvis ogsaa Indkomst og Formue, som ifølge Forskrifterne i denne Overenskomst kun maa beskattes i den anden Stat, var inddraget under Beskatning i førstnævnte Stat.

Artikel 10.

Kan den skattepligtige paavise, at Bestemmelser, trufne af Beskatningsmyndighederne i de kontraherende Stater, for ham har medført Dobbeltbeskatning, maa han herimod gøre Indsigelse hos den Stat, som han tilhører. Anses Indsigelsen for begrundet, kan denne Stats højeste Finansmyndighed træffe Overenskomst med den anden Stats højeste Finansmyndighed for paa rimelig Maade at undgaa Dobbeltbeskatning.

Artikel 11.

I Tilfælde, hvor Vanskeligheder eller Tvivl opstaar ved denne Overenskomsts Fortolkning og Anvendelse, kan de højeste Finansmyndigheder i begge de kontraherende Stater træffe særlige Overenskomster.

Artikel 12.

De kontraherende Stater forpligter sig til at overlade til deres højeste Finansmyndigheder at træffe rimelig Afgørelse af ethvert andet Spørgsmaal vedrørende de direkte Skatter, som, paa Grund af Forskelligheder mellem de i begge Stater gældende Principer angaaende Skattens Erlæggelse eller iøvrigt, kan forekomme uden at være udtrykkelig reguleret i denne Overenskomst.

Artikel 13.

Detta avtal träder första gången i tillämpning beträffande de skatter, som utgå på grund av taxering — i Sverige år 1932 och i Danmark för taxeringsåret 1932/1933 — för kalenderåret 1931 eller de särskilda räkenskapsår, som ligga till grund för dessa taxeringar.

Artikel 14.

Detta avtal, som är avfattat i dubbla originalexemplar på svenska och danska språken, skall ratificeras för Sveriges del med riksdagens samtycke av Hans Maj:t Konungen av Sverige och för Danmarks del av Hans Maj:t Konungen av Danmark och Island. Ratifikationshandlingarna skola snarast möjligt utväxlas i Köpenhamn. Avtalet träder i kraft med utväxlingen av ratifikationshandlingarna och förbliver gällande, så länge detsamma icke uppsäges av någon av de avtalslutande staterna. Uppsägning skall äga rum minst åtta månader före kalenderårets utgång. Har denna uppsägningstid iakttagits, tillämpas avtalet sista gången å de skatter, som utgå på grund av taxering för det år, vars utgång uppsägningen avsett.

Till bekräftelse härå hava de båda staternas fullmäktige undertecknat avtalet och försett detsamma med sigill.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 6 maj 1932.

(L. S.) *(Sign.)* Fredrik RAMEL.

SLUTPROTOKOLL.

Vid undertecknandet av det denna dag mellan Konungariket Sverige och Konungariket Danmark slutna avtalet för undvikande av dubbelbeskattning beträffande direkta skatter hava undertecknade fullmäktige avgivit följande likalydande förklaringar, som utgöra en integrerande del av avtalet.

1. Angående sådana skattskyldiga, som icke tillhöra någon av de avtalslutande staterna, kunna de högsta finansmyndigheterna i dessa stater från fall till fall träffa särskilda överenskommelser till undvikande av dubbelbeskattning. Därvid skall i synnerhet hänsyn tagas till skattskyldiga, tillhörande sådana stater, vilka träffat avtal med båda de avtalslutande staterna angående undvikande av dubbelbeskattning.

2. Den i artikel 2 av avtalet intagna uppräkningen av direkta skatter avser icke att vara uttömmande.

Tvivelaktiga frågor rörande vilka skatter, som innefattas under avtalet, skola avgöras i samförstånd mellan de båda staternas högsta finansmyndigheter.

De båda staternas högsta finansmyndigheter skola, så ofta anledning därtill förekommer, utbyta förteckningar över i vardera staten utgående direkta skatter.

3. Med kommuner förstås i detta avtal kommuner av såväl högre som lägre ordning.

4. Såsom direkta skatter enligt detta avtal anses ej värdestegringsskatter, omsättningsskatter, skatter å samfärdsel eller förbrukning, särskilda skatter å vinst å lotterier och vadhållning, arvs-

Artikel 13.

Denne Overenskomst bringes første Gang til Anvendelse vedrørende de Skatter, som erlægges paa Grundlag af Skatteligningen — i Danmark for Skatteaaret 1932/33 og i Sverige for Aaret 1932 — for Kalenderaaret 1931 eller de særlige Regnskabsaar, som ligger til Grund for disse Ansættelser.

Artikel 14.

Denne Overenskomst, som er affattet i dobbelte Originaleksemplarer paa Dansk og Svensk, skal ratificeres for Danmarks Vedkommende af Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island,

og for Sveriges Vedkommende med Rigsdagens Samtykke af Hans Majestæt Kongen af Sverige. Ratifikationsinstrumenterne skal snarest muligt udveksles i København. Overenskomsten træder i Kraft med Udveksklingen af Ratifikationsinstrumenterne og forbliver gældende, saa længe den ikke opsiges af nogen af de kontraherende Stater. Opsigelse skal finde Sted mindst otte Maaneder før et Kalenderaars Udgang. Er dette Opsigelsesvarsel blevet iagttaget, finder Overenskomsten sidste Gang Anvendelse paa de Skatter, som erlægges paa Grundlag af Skatteligningen for det Aar, hvis Udløb Opsigelsen angaar.

Til Bekræftelse herpaa har begge Staters Befuldmægtigede undertegnet Overenskomsten og forsynet denne med Segl.

Som sket i Stockholm, i to Eksemplarer, den 6 maj 1932.

(L. S.) *(Sign.)* E. REVENTLOW.

SLUTPROTOKOL.

Ved Undertegnelsen af den denne Dag mellem Kongeriget Danmark og Kongeriget Sverige indgaaede Overenskomst til Undgaaelse af Dobbeltbeskatning vedrørende direkte Skatter har undertegnede Befuldmægtigede afgivet følgende enslydende Erklæringer, som udgør en integrerende Del af Overenskomsten.

1. Angaaende saadanne skattepligtige, som ikke tilhører nogen af de kontraherende Stater, kan de højeste Finansmyndigheder i disse Stater fra Tilfælde til Tilfælde træffe særlige Overenskomster til Undgaaelse af Dobbeltbeskatning. Herved skal særlig tages Hensyn til skattepligtige, tilhørende saadanne Stater, som har truffet Overenskomst med begge de kontraherende Stater angaaende Undgaaelse af Dobbeltbeskatning.

2. Den i Artikel 2 af Overenskomsten optagne Opregning af direkte Skatter tilsigter ikke at være udtømmende.

Tvivlsspørgsmaal om, hvilke Skatter der omfattes af Overenskomsten, skal afgøres i god Forstaaelse mellem begge Staters højeste Finansmyndigheder.

Begge Staters højeste Finansmyndigheder skal, saa ofte Anledning dertil forekommer, udveksle Fortegnelser over de i hver Stat gældende direkte Skatter.

3. Ved Kommuner forstaas i denne Overenskomst Kommuner af saavel højere som lavere Orden.

4. Som direkte Skatter ifølge denne Overenskomst betragtes ikke Værdistigningsskatter, Omsætningsskatter, Skatter paa Samfærdsel eller Forbrug, særlige Skatter paa Lotteri-Gevinst og

och gåvoskatter samt ej heller i Sverige utgående « bevillningsavgifter för särskilda förmåner och rättigheter » eller motsvarande i Danmark utgående skatter.

Därest i någondera staten införes beskattning av inkomst av kapital vid källan (genom avdrag), skall, intill dess särskild överenskommelse träffas, dylik beskattning ej innefattas under avtalet.

5. Skulle tvivelsmål uppstå i vilken av de båda staterna enskild skattskyldig har sitt egentliga bo och hemvist, skall denna fråga avgöras genom särskild överenskommelse mellan de högsta finansmyndigheterna i de båda staterna. Hänsyn skall därvid tagas till i vilkendera staten den skattskyldige kan anses hava centrum för sina intressen, eller, om ej heller detta kan avgöras, till medborgarskapet.

Beträffande skattskyldig, som år efter år vanligen under längre tidrymd vistas i den av de båda staterna, där han enligt detta avtal ej anses vara bosatt, kunna de båda staternas högsta finansmyndigheter träffa skäligt avgörande, i vad mån rätt att beskatta inkomst eller förmögenhet, som i artikel 3 avses, skall tillkomma den andra staten. Hänsyn skall härvid tagas till de tidrymder den skattskyldige vanligen vistas i vardera staten.

6. Inkomst eller förmögenhet, för vilken oskift dödsbo i den ena staten beskattas, må ej tillika beskattas hos dödsbodelägare i den andra staten.

Penningfideikommiss samt avlösningssummor för fideikommiss (danska län och stamhus inbegripna) omfattas icke av bestämmelserna i detta avtal, utan skola däri nedlagd förmögenhet och därav härflytande inkomster vara underkastade beskattning efter de i varje stat gällande bestämmelserna. Båda staterna äro ense om att i förekommande fall genom sina högsta finansmyndigheter upptaga förhandlingar om i vilken omfattning och efter vilka grunder skattelindring kan medgivas innehavare av sådana fideikommiss, för så vitt dubbelbeskattning av dem skulle föreligga.

7. Bestämmelsen i artikel 4 gäller såväl, inkomst, som förvärvas genom den fasta egendomens omedelbara förvaltande och brukande, som ock inkomst genom uthyrning, utarrendering samt varje annat slags användning av egendomen ävensom realisationsvinst, som förvärvas genom icke yrkesmässig avyttring av fast egendom samt av tillbehör, som avyttras i samband med egendomen.

Såsom inkomst av fast egendom betraktas inkomst genom avverkning av skog på egen eller annans mark, så ock inkomst, som må tillkomma avverkaren genom det avverkade virkets forsling till exporthamn och dess försäljning inom riket ävensom genom sådan förädling av virket, som inom riket äger rum annorstädes än å fast driftställe.

8. Till yrke enligt artikel 5 räknas även fritt yrke, såsom vetenskaplig, konstnärlig, litterär, undervisande och uppfostrande verksamhet, så ock verksamhet som läkare, advokat, arkitekt och ingenjör.

9. Bestämmelserna i artikel 5 gälla såväl inkomst, som förvärvas genom omedelbart bedrivande av rörelse, som ock inkomst genom rörelses upplåtelse åt annan ävensom vinst genom avyttring av rörelsen eller del därav eller av föremål, som användes i rörelsen.

10. Plats för byggnadsföretag, vars utförande överskridit eller, såvitt förutses kan, kommer att överskrida en tidrymd av tolv månader, skall anses såsom fast driftställe i avtalets mening.

Fast driftställe i den ena av de avtalslutande staterna skall ej anses föreligga allenast på den grund, att ett i den andra staten hemmahörande företag i den förra staten har ett dotterbolag eller där upprätthåller affärsförbindelser blott genom en fullständigt oberoende representant eller genom en representant (agent), som visserligen är stadigvarande verksam för företagets räkning inom den förra staten men blott förmedlar affärer utan att vara befullmäktigad att avsluta affärer å företagets vägnar.

Væddemaal, Arve- og Gaveskatter samt ej heller i Sverige erlagte Skatter for særlige Fordele og Rettigheder (bevillningsavgifter för särskilda förmåner och rättigheter) eller tilsvarende i Danmark erlagte Skatter.

Saafremt der i nogen af Staterne indføres Beskatning af Indkomst af Kapital ved Kilden (ved Afkortning) skal, indtil særlig Overenskomst træffes, saadan Beskatning ikke indbefattes i Overenskomsten.

5. Skulde Tvivl opstaa om, i hvilken af de to Stater en skattepligtig Person har sin faste Bopæl og Hjemsted, skal dette Spørgsmaal afgøres ved særlig Overenskomst mellem de højeste Finansmyndigheder i begge Stater. Herved skal tages Hensyn til, i hvilken af Staterne den skattepligtige maa anses for at have Centrum for sine Interesser, eller, hvis ej heller dette kan afgøres, til hans Statsborgerforhold.

Angaaende Personer, som Aar efter Aar sædvanlig i længere Tidsrum har Ophold i den af de to Stater, i hvilken vedkommende efter denne Overenskomst ikke kan anses for at være bosat, kan begge Staters højeste Finansmyndigheder træffe rimelig Afgørelse af, i hvilket Omfang den anden Stat skal have Ret til at beskatte Indkomst og Formue efter Reglerne i Artikel 3. Herved skal tages Hensyn til det Tidsrum, den skattepligtige sædvanligvis opholder sig i hver af Staterne.

6. Indkomst eller Formue, af hvilken uskiftet Dødsbo i den ene Stat beskattes, maa ikke tillige beskattes hos de i Dødsboet anpartsberettigede i den anden Stat.

Pengefideikommisser samt Afløsningssummer for Fideikommisser (danske Len og Stamhuse indbefattede) omfattes ikke af Bestemmelserne i denne Overenskomst, men den til saadanne henhørende Formue og de deraf flydende Indkomster, skal være undergivet Beskatning efter de i hver Stat gældende Bestemmelser. Begge Stater er enige om i paakommende Tilfælde gennem sine højeste Finansmyndigheder at optage Forhandlinger om, i hvilket Omfang og efter hvilke Grundsætninger Skattelempelse kan gives Indehaverne af saadanne Fideikommisser, forsaavidt Dobbeltbeskatning af disse skulde foreligge.

7. Bestemmelsen i Artikel 4 gælder saavel Indkomst, som erhverves ved den faste Ejendoms umiddelbare Anvendelse og Brug, som Indkomst ved Udleje, Bortforpagtning samt enhver anden Slags Anvendelse af Ejendommen, ligesom Realisationsfortjeneste, som erhverves ved ikke erhvervsmæssig Afhændelse af fast Ejendom samt af Tilbehør, som afhændes i Forbindelse med Ejendommen.

Som Indkomst af fast Ejendom betragtes Indkomst ved Fældning af Skov paa egen eller andens Mark, saavel som Indkomst, som maa tilkomme Producenten ved det fældede Tømmers Befordring til Eksporthavn og dets Salg indenfor Riget, ligesom ved saadan Forædling af Tømmeret, som finder Sted indenfor Riget andetsteds end paa fast Driftssted.

8. Til Næring ifølge Artikel 5 regnes ogsaa fri Næring, saasom videnskabelig, kunstnerisk, litterær, undervisende og opdragende Virksomhed, som ogsaa Virksomhed som Læge, Advokat, Artitekt og Ingeniør.

9. Bestemmelserne i Artikel 5 gælder saavel Indkomst, som erhverves ved umiddelbar Drift af Virksomheden, som ogsaa Indkomst ved Virksomhedens Udleje til en anden, ligesom Fortjeneste ved Afhændelse af Virksomheden eller Del deraf eller af Genstande, som anvendes i Virksomheden.

10. Plads for Byggeforetagende, hvis Udførelse har overskredet eller, saavidt kan forudses. kommer til at overskride en Tidsperiode af tolv Maaneder, skal anses som fast Driftssted i Overenskomstens Betydning.

Fast Driftssted i den ene af de kontraherende Stater skal ikke anses for at foreligge alene af den Grund, at et i den anden Stat hjemmehørende Foretagende i den første Stat har et Datterselskab eller der opretholder Forretningsforbindelser blot ved en fuldstændig uafhængig Repræsentent eller gennem en Repræsentant (Agent), som vel er stadigt virksom for Foretagendets Regning indenfor den første Stat, men kun formidler Forretninger uden at være befuldmægtiget til at afslutte Forretninger paa Foretagendets Vegne.

11. De högsta finansmyndigheterna kunna sluta särskilt avtal för att på skäligt sätt åstadkomma uppdelning av inkomster av handel, industri och annan rörelse i de i artikel 5 första stycket andra punkten avsedda fallen.

12. Med « likartade värdepapper » i artikel 5 sista stycket förstås, såvitt gällande lagstiftning i Sverige angår, lotter i solidariska bankbolag och bevis å andelar i svenska ekonomiska föreningar samt, såvitt gällande lagstiftning i Danmark angår, bevis å andelar, som innehavas av kommanditdelägare, intressenter, andelshavare eller andra begränsat ansvariga delägare i förvärvsverksamhet.

Därest på grund av ändring av bestämmelserna i någondera statens lagstiftning angående bolag eller andra sammanslutningar för företags drivande fråga uppkommer om innebörden av uttrycket « likartade värdepapper », kunna de båda staternas högsta finansmyndigheter träffa särskild överenskommelse härutinnan.

13. Royalty, som utgår för nyttjande av fast egendom eller för bearbetande av gruva eller annan fyndighet, beskattas i den av staterna, där den fasta egendomen, gruvan eller fyndigheten är belägen.

Annan royalty beskattas enligt bestämmelserna i artikel 3.

Såsom royalty anses jämväl periodiskt utgående avgift för utnyttjande av patent, mönster eller dylikt.

14. Studenter, som allenast i studiesyfte uppehålla sig i en av de avtalslutande staterna, underkastas icke beskattning i denna stat för belopp, som de för sitt underhåll och sina studier mottaga från sina i den andra staten bosatta och där redan skattskyldiga anhöriga.

15. Till undvikande av möjligen uppkommande tvivelsmål uttalas, att bestämmelsen i artikel 8 icke inverkar på rätten att åtnjuta eventuella, längre gående befrielser, som i kraft av folkrättens allmänna regler medgivits eller framdeles må komma att medgivas diplomatiska och konsulära befattningshavare.

I den mån på grund av sådana längre gående befrielser påförande av direkta skatter icke sker i anställningsstaten, förbehålles beskattningen hemlandet.

Vad i artikel 9 stadgas om rätt att tillämpa viss högre skattesats sakll beträffande i artikel 8 första stycket avsedd person gälla dennes hemland.

16. Beträffande arvs- och gåvoskatter samt om ömsesidigt bistånd i beskattningsärenden förbehålla sig de avtalslutande staterna att träffa särskild överenskommelse.

17. Med hänsyn till den danska lagstiftningens ståndpunkt att för bosättning under viss tid i Danmark taga till beskattning inkomst, som under föregående år förvärvats, förklara sig de avtalslutande staterna ense därom, att hinder enligt avtalet ej skall anses föreligga för dylik beskattning i Danmark av inkomst, som avses i artikel 3, samt att spörsmålet, huruvida dubbelbeskattning i fråga om dylik inkomst skall anses föreligga, skall enligt avtalet bedömas med hänsyn till om beskattning sker i båda staterna på grund av bosättning under samma tidrymd.

Om en person, som efter den 1 april 1932 flyttar till Danmark från Sverige, inom två år efter flyttningen återflyttar till Sverige, skall Danmark vara berättigat att, utan hinder av bestämmelserna i artikel 3, behålla beskattningsrätten för en tidrymd motsvarande den skattefrihetsperiod som i Danmark medgivits vid inflyttningen, dock ej längre än till-utgången av det skatteår, varunder återflyttningen till Sverige äger rum.

Skulle tillämpningen av sålunda givna bestämmelser medföra, att den sammanlagda beskattningen i båda staterna kommer att avse inkomstbelopp, som är avsevärt större eller avsevärt mindre än det, som skulle tagits till beskattning, om all inkomst för ifrågavarande period beskattats en gång, kunna de båda staternas högsta finansmyndigheter träffa särskilda överenskommelser om avvikelse från dessa bestämmelser.

Bestämmelserna i artikel 5 skola ej utgöra hinder för Danmark att, i händelse av skattskyldigs flyttning från Sverige till Danmark, vid den första taxeringen efter flyttningen beskatta honom för sådan inkomst av rörelse, som förvärvats i Sverige före flyttningen, därest ifrågavarande rörelse upphör som följd av flyttningen.

11. De højeste Finansmyndigheder kan indgaa særlig Overenskomst for paa rimelig Vis at tilvejebringe Deling af Indkomster af Handel, Industri og anden Erhvervs- Virksomhed i de i Artikel 5, første Stykke, andet Punkt, tilsigtede Tilfælde.

12. Ved « lignende Værdipapirer » i Artikel 5, sidste Stykke, forstaas, forsaavidt den gældende Lovgivning i Danmark angaar, Andelsbeviser, som indehaves af Kommanditister, Interessenter, Andelshavere eller andre ikke fuldt ansvarlige Deltagere i Erhvervs-Virksomhed, samt, forsaavidt den gældende Lovgivning i Sverige angaar, Parter i solidariske Bankselskaber og Beviser for Andele i svenske, økonomiske Foreninger.

Saafremt der paa Grund af Ændring af Bestemmelserne i en af Staternes Lovgivning angaaende Selskaber eller andre Sammenslutninger i Erhvervsøjemed opstaar Spørgsmaal om Betydningen af Udtrykket « lignende Værdipapirer », kan begge Staters højeste Finansmyndigheder træffe særlig Overenskomst herom.

13. Royalty, som erlægges for Udnyttelse af fast Ejendom eller for Bearbejdelse af Grube, Stenbrud eller lignende, beskattes i den af Staterne, hvor den faste Ejendom, Gruben eller Bruddet er beliggende.

Anden Royalty beskattes ifølge Bestemmelserne i Artikel 3.

Med Royalty ligestilles periodisk Afgift for Udnyttelse af Patent, Mønster eller lignende.

14. Studenter, som udelukkende i Studieøjemed opholder sig i en af de kontraherende Stater, underkastes ikke Beskatning i denne Stat for Beløb, som de til deres Ophold og Studier modtager fra deres i den anden Stat bosatte og der skattepligtige Slægtninge.

15. Til Undgaaelse af muligt opstaaende Tvivlstilfælde udtales, at Bestemmelsen i Artikel 8 ikke indvirker paa Retten til at nyde eventuelle yderligere gaaende Fritagelser, som i Kraft af Folkerettens almindelige Regler er indrømmet eller fremdeles vil blive indrømmet diplomatiske og konsulære Tjenestemænd.

I det Omfang, i hvilket der paa Grund af saadanne yderligere Fritagelser, ikke sker Beskatning i Ansættelseslandet, forbeholdes Beskatningen Hjemlandet.

Bestemmelsen i Artikel 9 om Ret til at anvende en vis, højere Skattesats, skal finde Anvendelse ogsaa med Hensyn til de i Artikel 8 første Stykke omhandlede Personer, forsaavidt angaar Beskatningen i deres Hjemland.

16. Angaaende Arve- og Gaveskatter samt om gensidig Bistand i Skattesager forbeholder de kontraherende Stater sig at træffe særlig Overenskomst.

17. Under Hensyn til den danske Lovgivnings Standpunkt, hvorefter Beskatning som Følge af Bopæl sker efter Indkomst, erhvervet Aaret forud for Skatteaaret, erklærer de to Stater sig enige i, at Overenskomsten ikke skal være til Hinder for saadan Beskatning i Danmark af Indkomst, henhørende under Artikel 3, samt at Spørgsmaalet om, hvorvidt Dobbeltbeskatning med Hensyn til saadan Indkomst skal siges at foreligge, skal bero paa, om Beskatning sker i begge Stater paa Grund af Bopæl i samme Tidsrum.

Forsaavidt en Person, som efter 1 April 1932 er tilflyttet Danmark fra Sverige, inden to Aar efter Tilflytningen atter flytter tilbage til Sverige, skal Danmark være berettiget til, uanset Bestemmelsen i Artikel 3, at fastholde Skattepligten for et Tidsrum, svarende til den Periodes Skattefrihed, der blev opnaaet ved Tilflytningen til Danmark, dog ikke udover Udløbet af det Skatteaar, i hvilket Tilbageflytningen til Sverige finder Sted.

Skulde Anvendelsen af disse Bestemmelser medføre, at den samlede Beskatning i begge Stater omfatter Indkomstbeløb, som er væsentlig større eller væsentlig mindre end det Beløb, som vilde være blevet Genstand for Beskatning, hvis den Paagældendes fulde Indkomst for paagældende Periode var blevet beskattet en Gang, kan de to Staters højeste Finansmyndigheder træffe særlig Overenskomst om Afvigelse fra disse Bestemmelser.

Bestemmelsen i Artikel 5 skal ej være til Hinder for, at Danmark i Tilfælde af en Skatteyders Flytning fra Sverige til Danmark, ved første Skatteansættelse efter Tilflytningen beskatter den Paagældende af Erhvervsindkomst, indtjent i Sverige inden Flytningen, saafremt paagældende Erhvervs-Virksomhed ophører som Følge af Flytningen.

18. Bestämmelserna i artikel 3 skola, såvitt angår beskattning av förmögenhet, ej tillämpas i dylikt avseende äga förfara enligt sin lagstiftning, med mindre de båda staternas högsta finanshändelse av skattskyldigs flyttning från den ena staten till den andra, utan vardera staten skall myndigheter i särskilda fall överenskomma om undantag.

19. Vardera staten skall vara oförhindrad att i förekommande fall fordra bevis för att dubbelbeskattning i avtalets mening föreligger.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 6 maj 1932.

(Sign.) Fredrik RAMEL.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 28 juin 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

18. Bestemmelserne i Artikel 3 skal, forsaavidt angaar Formuebeskatningen, ej finde Anvendelse ved Flytning fra den ene Stat til den anden, idet hvert Land i saadanne Tilfælde skal være berettiget til at gaa frem efter sin almindelige Skattelovgivning, medmindre de to Staters højeste Finansmyndigheder maatte blive enige om Undtagelser i særlige Tilfælde.

19. Hver af Staterne skal have Ret til i paakommende Tilfælde at kræve Dokumentation for, at Dobbeltbeskatning efter denne Overenskomst foreligger.

Som sket i Stockholm, i to Eksemplarer, den 6 maj 1932.

(Sign.) E. REVENTLOW.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 16 septembre 1932.

Le secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères,
H.-A. Bernhoft.

---

[1] TRADUCTION.

N° 2989. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DE DANEMARK ET LE ROYAUME DE SUÈDE EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE D'IMPOTS DIRECTS. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 6 MAI 1932.

LE ROYAUME DE SUÈDE et LE ROYAUME DE DANEMARK, en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, sont convenus de conclure une convention ayant trait au partage entre les deux Etats du droit d'imposition, à l'égard de différentes sources d'impôts.

A cet effet ils ont nommé comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence le Baron S.G.F.T. RAMEL, ministre des Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Le Comte E.V.S.C. REVENTLOW, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Stockholm ;

Lesquels, après avoir examiné leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La présente convention est applicable aux ressortissants du Royaume de Suède et du Royaume de Danemark, ainsi qu'aux personnes juridiques suédoises et danoises.

Article 2.

Les dispositions de la présente convention se rapportent uniquement aux impôts directs.

Sont considérés comme impôts directs, aux fins de la présente convention, les impôts qui, conformément à la législation des Etats contractants, sont perçus directement sur le revenu net ou sur la fortune nette, que ce soit pour le compte de l'Etat ou de la commune.

Les impôts directs visés sont en particulier les suivants :

1. Pour la législation suédoise :

a) L'impôt d'Etat sur le revenu et sur la fortune ;
b) L'impôt communal sur le revenu ;
c) L'impôt communal progressif, et
d) Les impôts et taxes perçus sur les mêmes bases que l'un des impôts visés sous *a)* et *c)*.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2989. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF DENMARK AND THE KINGDOM OF SWEDEN FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION IN THE MATTER OF DIRECT TAXES. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 6, 1932.

THE KINGDOM OF SWEDEN and THE KINGDOM OF DENMARK, in order to prevent double taxation in the matter of direct taxes, have decided to conclude a Convention concerning the division of the right of taxation between the two States in respect of various sources of taxation.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Baron S. G. F. T. RAMEL, Minister for Foreign Affairs ; and

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Count E. V. S. C. REVENTLOW, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Stockholm.

Who, having examined their respective full powers and found them in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The present Convention shall be applicable to nationals of the Kingdom of Sweden and the Kingdom of Denmark and to Swedish and Danish corporate bodies.

Article 2.

The provisions of the present Convention shall be applicable solely to direct taxes.

For the purposes of the present Convention, direct taxes shall be taken to mean taxes which, on the basis of the legislation of the Contracting States are levied direct on net income or net capital, whether on account of the State or of the Commune.

In particular the following shall be regarded as direct taxes :

(1) Under Swedish Law :

(a) State tax on income and capital ;
(b) Communal tax on income ;
(c) Graduated communal tax ;
(d) Taxes and charges levied according to the same principles as any of the taxes specified under *(a)* to *(c)*.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Pour la législation danoise :

a) L'impôt d'Etat sur le revenu et la fortune ;

b) L'impôt communal sur le revenu ;

c) Les impôts et taxes perçus sur les mêmes bases que l'un des impôts visés sous *a)* et *b)*.

Article 3.

Sous réserve de toute stipulation contraire de la présente convention, le revenu et la fortune ne seront imposables que dans celui des Etats contractants sur le territoire duquel le contribuable est considéré comme étant domicilié.

Aux fins de la présente convention, tout contribuable sera considéré comme étant domicilié dans l'un des deux Etats lorsqu'il y aura sa maison et son foyer propres, ou, s'il n'a de maison et de foyer dans aucun d'eux, lorsqu'il y résidera d'une façon permanente. Tout contribuable sera considéré comme résidant de façon permanente dans l'un des deux Etats pendant la période où il séjournera en un lieu de cet Etat dans des conditions qui permettent de conclure à son intention de ne pas y résider uniquement de façon temporaire.

Tout contribuable qui n'a pas sa maison et son foyer propres ou sa résidence permanente sur le territoire de l'un des Etats contractants, mais qui se trouve néanmoins exposé à une double imposition d'après la législation de ces Etats sera considéré, aux fins de la présente convention, comme étant domicilié sur le territoire de l'Etat dont il est ressortissant.

Aux fins de la présente convention, les personnes juridiques seront considérées comme étant domiciliées dans l'Etat où leur direction ou leur administration supérieure a son siège. Toutefois, cette disposition ne dérogera pas aux règles législatives en vigueur dans les deux Etats concernant le lieu d'imposition des successions indivises.

Article 4.

Les revenus de biens immobiliers ne pourront être soumis à l'impôt que dans celui des deux Etats sur le territoire duquel sont situés les biens en question.

Article 5.

Les revenus de professions commerciales ou industrielles ou de toute autre activité ou profession lorsque ces revenus proviennent d'un établissement stable situé dans l'un des deux Etats, ne seront imposés que dans cet Etat, sauf toute disposition contraire stipulée ci-après. S'il existe des établissements stables à la fois dans les deux Etats, chaque Etat imposera la portion des revenus provenant de l'établissement stable qui se trouve sur son territoire.

Sera considéré comme établissement stable le lieu où auront été créées des installations spéciales, ou prises des dispositions spéciales destinées à servir de façon durable au fonctionnement de l'entreprise, tel que le lieu où celle-ci a sa direction, ses bureaux, ses succursales, ses agences permanentes, sa fabrique, ses ateliers, ses locaux d'achat ou de vente, ses magasins, ses mines, ses carrières, ou toutes autres ressources naturelles faisant l'objet d'une exploitation.

Seront également considérés comme revenus d'une exploitation ceux qui résultent de la participation à une entreprise, à l'exception des revenus provenant d'actions ou de titres de même nature.

Article 6.

Les revenus d'entreprises de navigation maritime ou aérienne dont la direction effective a son siège sur le territoire de l'un des deux Etats ne seront imposés que dans cet Etat.

(2) Under Danish Law :

(a) State tax on income and capital ;

(b) Communal tax on income ;

(c) Taxes and charges levied on the same principles as any of the taxes specified under *(a)* and *(b)*.

Article 3.

Unless otherwise provided in the present Convention, income and capital shall be taxable only in the Contracting State where the taxpayer is deemed to be domiciled.

For the purposes of the present Convention, every taxpayer shall be deemed to be domiciled in one of the States if he has his actual dwelling and home in that State, or, should he have no **such** dwelling or home in either State, if he permanently resides there. Every taxpayer shall be deemed to reside permanently in one of the States during the period when he remains at any place in that State in circumstances which warrant the presumption that he does not intend to stay there merely temporarily.

Every taxpayer who has not his actual dwelling and home and who does not reside permanently in either of the Contracting States, but who is, nevertheless, liable to double taxation under the laws of those States, shall, for the purposes of the present Convention, be deemed to be domiciled in the State of which he is a national.

For the purposes of this Convention, a corporate body shall be deemed to be domiciled in the State in which the management or head administration has its seat. This provision shall not, however, affect the legislation of the two States in respect of the place of taxation of the undivided estate of a deceased person.

Article 4.

Income from immovable property situated in one of the two States shall be taxable only in that State.

Article 5.

Income from commerce, industry or any other activity or occupation for purposes of gain, derived from a permanent business establishment in one of the two States, shall be taxable, unless otherwise provided hereinafter, only in that State. Should there be permanent business establishments in both States, each State shall tax the portion of the income derived from the permanent establishment situated in its territory.

A permanent business establishment shall be regarded as a place at which there are special installations or at which special arrangements have been made for the permanent use of such place for business purposes, such as a place where the undertaking has its management, offices, branches, permanent agencies, factories, workshops, buying or selling premises, warehouses, mines, quarries and the like under exploitation.

Income from part-ownership of business undertakings shall also be deemed to be income from business, with the exception of income from shares or similar securities.

Article 6.

Income from shipping or air undertakings, the actual seat of management of which is in one of the two States, shall be taxable only in that State.

Article 7.

La fortune constituée par des immeubles situés dans l'un des deux Etats, ou par les appartenances et dépendances de ces immeubles sera imposable uniquement dans cet Etat.

La fortune constituée par une entreprise destinée à l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou d'une autre activité ou profession sera imposable uniquement dans l'Etat auquel la présente convention reconnaît le droit d'imposer le revenu de cette propriété.

Article 8.

Les dispositions particulières ci-après seront applicables aux représentants diplomatiques et consulaires des Etats contractants, ainsi qu'aux représentants qui leur sont assimilés.

Lesdits représentants, s'ils sont fonctionnaires de carrière, ainsi que les employés qui leur sont attachés, et les personnes qui se trouvent au service de ces fonctionnaires ou de leurs employés, ne seront assujettis aux impôts directs dans l'Etat auprès duquel ils sont accrédités que sur les revenus spécifiés aux articles 4, 5 et 6 et sur la fortune mentionnée à l'article 7; par ailleurs l'imposition sera réservée à l'Etat qui les a nommés.

Les consuls honoraires qui sont uniquement ressortissants du pays qu'ils représentent ne seront pas assujettis, dans le pays où ils sont accrédités, aux impôts directs sur les émoluments qu'ils perçoivent à titre de rémunération pour l'exercice de leurs fonctions consulaires. Cette imposition est réservée au pays dont ils sont ressortissants.

Article 9.

L'Etat dans lequel le contribuable est considéré comme ayant son domicile pourra, en déterminant l'assiette de l'impôt, appliquer le taux qui aurait dû être appliqué si le revenu et la propriété dont l'imposition est réservée à l'autre Etat en vertu des règles de la présente convention, avaient été, eux aussi, assujettis à l'impôt dans le premier Etat.

Article 10.

Si un contribuable est en mesure de prouver que les mesures prises par les administrations fiscales des Etats contractants ont entraîné pour lui une double imposition, il pourra adresser à ce sujet une réclamation à l'Etat dont il est ressortissant. Si le bien-fondé de la réclamation est reconnu, l'autorité financière suprême dudit Etat pourra s'entendre avec l'autorité financière suprême de l'autre Etat afin d'éviter équitablement la double imposition.

Article 11.

Dans les cas de difficultés ou de doutes dans l'interprétation et l'application de la présente convention, les autorités financières suprêmes des deux Etats contractants pourront convenir d'arrangements particuliers.

Article 12.

Les Etats contractants s'engagent à laisser à leurs autorités financières suprêmes le soin de régler équitablement toute autre question relative aux impôts directs qui pourrait surgir, en raison de la différence des principes régissant la perception des impôts dans chacun des deux Etats, ou d'autre manière, et qui n'aurait pas été expressément réglée dans la présente convention.

Article 7.

Capital consisting of immovable property in either State or appurtenances to such property shall be taxable only in that State.

Capital consisting of undertakings for engaging in commerce or industry or any other activity or occupation for purposes of gain shall be taxable only in the State which is entitled by the provisions of this Convention to claim taxation on the income from the said capital.

Article 8.

The following special provisions shall apply to diplomatic and consular representatives and other representatives of the contracting States of equal status with them :

Such representatives, being permanent public servants, and the officials allotted to them and the persons employed by such public servants or officials, if they are not nationals of the country in which they are employed, shall be liable to pay direct taxes in that country only in respect of the income specified in Articles 4, 5 and 6 and the capital specified in Artilce 7 ; in other cases taxation shall be reserved to the State which appoints them.

Honorary consuls who are nationals only of the State which they represent shall not be liable to direct taxation in the country to which they are sent in respect of emoluments which they receive in payment for their consular work ; such taxation shall be reserved for the State which appoints them.

Article 9.

The State in which the taxpayer is deemed to be domiciled may, when assessing the tax, apply the scale of taxation that would have been applicable if the income and capital which, under this Convention, are taxable only in the other State, had been taxable in the former State.

Article 10.

If a taxpayer can prove that the measures taken by the fiscal authorities of the Contracting States have resulted in his being subjected to double taxation, he may appeal to the State of which he is a national. If his objection is deemed to be valid, the supreme financial authorities of the State in question may come to an agreement with the supreme financial authorities of the other State with a view to equitably avoiding double taxation.

Article 11.

If difficulty or doubt arises in the interpretation and application of the present Convention, the supreme financial authorities of the two Contracting States may come to special agreements.

Article 12.

The Contracting States undertake to entrust their supreme financial authorities with the equitable decision of all other questions in respect of direct taxes which may arise owing to the different principles governing the collection of taxes in the two States or, in general, those which may arise without having been expressly decided in the present Convention.

Article 13.

La présente convention sera applicable pour la première fois aux impôts qui, sur la base de l'assiette établie — en Suède pour l'année 1932, et au Danemark pour l'année fiscale 1932/33 — seront dus pour l'année civile 1931 ou pour les exercices financiers particuliers auxquels s'applique la dite assiette.

Article 14.

La présente convention, rédigée en double original en langue suédoise et en langue danoise, sera ratifiée, en ce qui concerne la Suède, par Sa Majesté le Roi de Suède, avec l'assentiment du Parlement, et en ce qui concerne le Danemark, par Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande. Les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Copenhague. La convention entrera en vigueur lors de l'échange des instruments de ratification et demeurera applicable aussi longtemps qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'un des Etats contractants. La dénonciation devra être faite au moins huit mois avant l'expiration d'une année civile. Si ce délai a été dûment observé, la convention sera applicable en dernier lieu aux impôts dus sur la base de l'assiette établie pour l'année à l'expiration de laquelle la dénonciation prend effet.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leur sceau.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 6 mai 1932.

(L. S.) *(Signé)* Fredrik RAMEL. *(L. S.)* *(Signé)* E. REVENTLOW.

PROTOCOLE FINAL

En procédant à la signature de la convention conclue ce jour entre le Royaume de Suède et le Royaume de Danemark, en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations concordantes ci-après qui formeront partie intégrante de la convention.

1. En ce qui concerne les contribuables qui ne sont ressortissants d'aucun des deux Etats contractants, les autorités financières suprêmes de ces Etats pourront, dans chaque cas d'espèce, convenir de dispositions particulières en vue d'éviter la double imposition. Seront pris notamment en considération à cet égard les contribuables ressortissants d'Etats qui ont conclu avec les deux Etats contractants des conventions destinées à éviter la double imposition.

2. La liste des impôts directs qui figure à l'article 2 de la convention est donnée simplement à titre d'exemple et n'a pas un caractère limitatif.

Les cas douteux relatifs à la question de savoir quels sont les impôts visés par la convention seront réglés d'un commun accord par les autorités financières suprêmes des deux Etats.

Les autorités financières suprêmes des deux Etats échangeront, aussi souvent que la nécessité s'en présetera, la liste des impôts directs en vigueur dans chaque pays.

3. Le terme « communes » s'entend, dans la présente convention, aussi bien des communes de la catégorie supérieure que de celles de la catégorie inférieure.

4. Ne seront considérés comme impôts directs, au sens de la présente convention, ni les impôts sur la plus-value, sur le chiffre d'affaires, sur les transports ou la consommation, les impôts spéciaux

Article 13.

The present Convention shall apply first to taxes paid on the basis of the assessments — made in 1932 in Sweden and in the financial year 1932/33 in Denmark — for the calendar year 1931 or for the particular financial years on which those assessments are based.

Article 14.

The present Convention, done in duplicate in Swedish and Danish, shall be ratified on the part of Sweden by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Riksdag and on the part of Denmark by His Majesty the King of Denmark and Iceland. The instruments of ratification shall be exchanged at Copenhagen as soon as possible. The Convention shall comein to force as from the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until denounced by one of the Contracting States. Denunciation shall take place at least eight months prior to the expiry of the calendar year. Where due notice is given, the Convention shall apply for the last time to taxes levied in respect of the year on the expiry of which the denunciation takes effect.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Stockholm, in duplicate, May 6, 1932.

(L. S.) (Signed) Fredrik RAMEL. *(L. S.) (Signed)* E. REVENTLOW.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Convention concluded this day between the Kingdom of Sweden and the Kingdom of Denmark for the prevention of double taxation in the matter of direct taxes, the undersigned Plenipotentiaries have jointly made the following declarations, which shall constitute an integral part of the Convention.

1. With regard to taxpayers not belonging to either of the Contracting States, the supreme financial authorities of those States may come to special agreements in each case with a view to preventing double taxation. In this respect special account shall be taken of taxpayers belonging to States which have concluded with both the Contracting States agreements for the prevention of double taxation.

2. The list of direct taxes included in Article 2 of the Convention is not intended to be exhaustive.

Any doubtful points as to what direct taxes are included in the Convention shall be settled by agreement between the supreme financial authorities of the two States.

The supreme financial authorities of the two States shall, whenever necessary, communicate to each other lists of the direct taxes levied in each State.

3. By "communes" shall be understood in this Convention communes of both the higher and the lower categories.

4. For the purposes of this Convention direct taxes shall not include increment taxes, turnover taxes, taxes on communications or consumption, special taxes on winnings from lotteries and

sur les gains provenant de loteries et de jeux, les impôts sur les successions et sur les donations, ni, en Suède, les taxes afférentes à des droits et privilèges spéciaux ou, au Danemark, les taxes équivalentes.

Si l'imposition des revenus du capital à la source (par retenue) est instituée dans l'un des deux Etats, cette imposition ne sera pas visée par la présente convention jusqu'à ce qu'un accord particulier ait été conclu à ce sujet.

5. En cas de doute sur le point de savoir dans lequel des deux Etats une personne imposable a son domicile permanent, la question sera tranchée par voie d'accord particulier entre les autorités financières suprêmes des deux Etats. On considérera à cet égard quel est celui des deux Etats dans lequel se trouvent centralisés les intérêts de cette personne ; s'il est impossible d'aboutir à une décision sur ce point, on s'en tiendra à la nationalité de l'intéressé.

Quant aux personnes qui ont coutume d'effectuer chaque année un long séjour dans celui des deux Etats où, d'après la présente convention, elles ne peuvent être considérées comme domiciliées, les autorités financières suprêmes des deux Etats pourront déterminer, d'une manière équitable, dans quelle mesure l'autre Etat aura le droit d'imposer les revenus et la fortune de ces personnes conformément aux règles de l'article 3. On tiendra compte, à cet égard, de la durée habituelle du séjour de l'intéressé dans chacun des deux Etats.

6. En ce qui concerne les revenus ou la fortune pour lesquels une succession indivise est imposée dans l'un des Etats, il ne pourra être appliqué d'impôt également aux copartageants de la succession dans l'autre Etat.

Les fidéicommis constitués par des biens en espèces, ainsi que les sommes consacrées au rachat de fidéicommis (y compris les fiefs et les majorats danois) ne seront pas visés par les clauses de la présente convention, et les biens dont ils sont composés, ainsi que les revenus de ces biens seront imposés d'après les règles en vigueur dans chaque Etat. Les deux Etats conviennent d'entamer le cas échéant, par l'intermédiaire de leurs autorités financières suprêmes, des négociations en vue de déterminer dans quelle mesure et suivant quels principes des réductions d'impôts pourront être consenties aux détenteurs de ces fidéicommis, au cas où ceux-ci seraient assujettis à une double imposition.

7. La disposition de l'article 4 s'applique aussi bien aux revenus réalisés par l'administration et la jouissance directe de biens immobiliers, qu'à ceux qui résultent de la location, de l'affermage et de toute autre forme de jouissance desdits biens et aux revenus d'opérations d'aliénation réalisés par la cession d'immeubles non effectuée à titre professionnel, y compris les effets mobiliers englobés dans la vente.

Seront considérés comme revenus de biens immobiliers les revenus réalisés par l'exploitation de forêts sur le domaine de l'exploitant ou sur celui d'autres personnes et les revenus que l'exploitant pourra tirer du transport des arbres abattus jusqu'au port d'exportation et de leur vente dans le pays, ainsi que du travail des arbres abattus en un lieu du pays autre que l'établissement stable permanent.

8. Par professions, au sens de l'article 5, il y a lieu d'entendre également les professions libérales qui sont du domaine de l'activité scientifique, artistique, littéraire, de l'enseignement et de l'éducation, ainsi que les professions de médecin, d'avocat, d'architecte et d'ingénieur.

9. Les stipulations de l'article 5 s'appliquent aussi bien aux revenus provenant de l'exploitation directe d'une entreprise qu'à ceux tirés de sa location à d'autres personnes et au gain réalisé par la cession totale ou partielle de l'entreprise, ou par celle d'objets qui y sont utilisés.

10. Les chantiers servant à des travaux de constructions dont l'exécution a dépassé ou est jugée devoir dépasser une durée de douze mois, seront considérés comme établissements stables au sens de la convention.

On ne considérera pas qu'il existe un établissement stable dans l'un des Etats contractants du seul fait qu'une entreprise établie dans l'autre Etat possède dans le premier Etat une filiale, ou qu'elle y entretient des relations d'affaires uniquement par l'intermédiaire d'un représentant entièrement indépendant ou d'un représentant (agent), qui, tout en opérant de façon permanente

betting, succession dues and taxes on gifts, or, as regards Sweden, imposts concerning special privileges and immunities, or the corresponding taxes levied in Denmark.

If either State introduces taxation by deduction at source of income derived from capital, such taxation shall not come under the Convention until a special arrangement has been made.

5. If any doubt arises as to the State in which an individual taxpayer has his actual dwelling and home, the question shall be settled by a special agreement between the supreme financial authorities of the two States. In this respect they shall take into consideration in which State the taxpayer's interests may be considered to be centred or, if this also cannot be decided, his nationality.

In the case of taxpayers who usually reside every year for a prolonged period in the State in which according to this Convention they are not deemed to be domiciled, the supreme financial authorities of the two States may reach an equitable agreement as to the extent to which the other State shall be entitled to tax income and capital as provided in Article 3. In this respect consideration shall be given to the periods of time during which the taxpayer usually resides in each State.

6. In respect of income or capital for which the undivided estate of a deceased person is taxed in one State, participants in the estate in the other State may not be taxed.

Reversions and payments in discharge of reversions (including Danish fiefs and estates in tail shall not come within the provisions of this Convention, but capital vested in them and income derived from them shall be subject to taxation in accordance with the provisions of each State. Both States agree in such cases to enter into negotiations through their supreme financial authorities as to the extent to which and the principles on which relief from taxation may be granted to the owners of such entailed estates if they are subject to double taxation.

7. The provisions of Article 4 shall apply to income derived both from the direct administration and use of immovable property and to the income from letting, or leasing or any other form of using such property, together with profit derived from alienations of immovable property which do not take place in the regular course of business, and appurtenances sold in connection with the property.

Income from immovable property shall be deemed to include income from timber-felling on the person's own property or on the property of others and income which he may obtain from the transport of felled timber to the port of exportation and its sale within the country, and also from the working up of the timber in the country at places other than the permanent business establishment.

8. Occupations within the meaning of Article 5 shall also include liberal professions such as scientific, artistic, literary, pedagogic or instructional work and the work of physicians, lawyers, architects and engineers.

9. The provisions of Article 5 shall also apply to income derived from the direct exercise of business and to income from the transfer of the business to others and profit on alienations of the business or parts thereof or of objects used in the business.

10. A site used for building work, the executions of which has exceeded or, as far as can be estimated, will exceed a period of twelve months, shall be regarded as a permanent business establishment within the meaning of the Convention.

A permanent business establishment in one of the Contracting States shall not be deemed to be permanent solely on the ground that an undertaking domiciled in the other State has a subsidiary company in the former State or maintains business connections there only through an entirely independent representative or a representative (agent) who, while permanently working

dans le premier Etat, pour le compte de l'entreprise en question, ne fait que négocier des affaires en intermédiaire, sans être qualifié pour pouvoir les conclure au nom de celle-ci.

11. Les autorités financières suprêmes des deux Etats contractants pourront conclure un accord spécial pour ventiler de façon équitable les revenus provenant de l'exercice de professions commerciales, industrielles, ou autres, dans les cas visés par la deuxième partie du premier alinéa de l'article 5.

12. Par « titres de même nature », au dernier alinéa de l'article 5, il faut entendre, pour ce qui est de la législation en vigueur en Suède, les parts des sociétés mutuelles de banque, ainsi que celles des associations économiques suédoises et, pour ce qui est de la législation en vigueur au Danemark, les parts de coopératives que possèdent des commanditaires, des associés, des coopérateurs ou d'autres personnes qui participent à une activité commerciale ou industrielle, où leur responsabilité est partiellement engagée.

Au cas où, par suite de modifications apportées aux dispositions législatives de l'un des deux Etats relatives aux sociétés ou autres associations pour l'exploitation d'entreprises, la portée du terme « titres de même nature » se trouverait mise en question, les autorités financières supérieures des deux Etats pourront conclure un arrangement spécial à ce sujet.

13. Les redevances versées pour la jouissance de biens immobiliers ou l'exploitation de mines, carrières ou autres ressources naturelles seront imposables dans celui des deux Etats où sont situés ces biens, mines ou carrières.

Les autres catégories de redevances seront imposées conformément aux dispositions de l'article 3.

Seront assimilés aux redevances, les droits versés périodiquement pour l'utilisation de brevets, de modèles, etc.

14. Les étudiants qui séjournent dans l'un des Etats contractants uniquement pour y faire leurs études ne seront soumis, dans ledit Etat, à aucune imposition pour les sommes qu'ils reçoivent, pour leur entretien et leurs études, de leurs parents domiciliés et assujettis à l'impôt dans l'autre Etat.

15. Afin d'éviter toute incertitude, il est établi que la disposition de l'article 8 ne portera aucunement atteinte au droit de jouir d'immunités éventuelles plus étendues qui, en vertu des règles générales du droit international, ont été ou pourront être reconnues aux fonctionnaires diplomatiques et consulaires.

Lorsqu'en vertu desdites immunités plus étendues, les fonctionnaires en question seront exonérés d'impôts directs dans l'Etat où ils seront accrédités, l'Etat qui les a nommés conservera le droit de les imposer.

La stipulation de l'article 9, relative au droit d'appliquer certains taux d'impôt plus élevés, s'applique également aux personnes visées au premier alinéa de l'article 8, pour ce qui est de l'imposition dans leur pays d'origine.

16. En ce qui concerne les impôts sur les successions et les donations, les Etats contractants se réservent le droit de conclure un accord particulier.

17. Etant donné que, suivant la législation danoise, le montant des impôts dus à raison du domicile au cours de l'exercice fiscal est calculé sur le revenu acquis l'année précédente, les deux Etats conviennent que la présente convention ne mettra pas obstacle, en Danemark, à l'imposition du revenu visé à l'article 3, et que la question de savoir si l'on doit considérer un revenu de ce genre comme étant assujetti à une double imposition dépendra du fait que ce revenu est ou n'est pas imposé dans les deux Etats, à raison du domicile, pendant la même période.

Lorsqu'une personne venue de Suède se fixer au Danemark après le 1er avril 1932 retournera en Suède avant l'expiration d'une période de deux ans, le Danemark, nonobstant la stipulation de l'article 3, conservera le droit d'imposer cette personne pendant une période équivalent à la durée de l'exonération fiscale dont elle avait bénéficié en venant s'établir au Danemark ; toutefois, ce droit ne pourra être exercé après l'expiration de l'année fiscale au cours de laquelle aura eu lieu le retour en Suède.

S'il devait résulter de ces dispositions que l'imposition globale dans les deux Etats porte sur un chiffre de revenu sensiblement supérieur ou sensiblement inférieur à celui qui eût été assujetti à

for account of the undertaking in the former State, merely negotiates business as an intermediary, without being authorised to conclude transactions on behalf of the undertaking.

11. The supreme financial authorities of the two Contracting States may conclude a special agreement with a view to the equitable allocation of income from commerce, industry and other business in the cases provided for in Article 5, paragraph 1, second sentence.

12. " Similar securities " in Article 5, last paragraph, shall be understood, as regards current Swedish law, to mean allotments in unlimited liability banking companies and shares in Swedish economic associations and, as regards current Danish law, share certificates held by partners in limited partnerships, participants, shareholders, or other part owners with limited liability in commercial firms.

If doubts arise as to the meaning of the expression " similar securities ", on account of changes in the legal provisions in either State in respect of companies or other associations for carrying on business, the supreme financial authorities of the two States may conclude a special agreement on the subject.

13. Royalty paid for the use of immovable property or for exploiting mines, quarries and other natural resources shall be taxable in the State where the immovable property, mine or quarry is situated.

Other royalty shall be taxed in accordance with the provisions of Article 3.

Charges payable periodically for the use of patents, models or the like shall be deemed to be royalty.

14. Students who reside in one of the Contracting States solely for purposes of study shall be exempt from taxation by that State in respect of any allowances for their maintenance and studies which they receive from their relatives domiciled and taxable in the other State.

15. In order to remove any doubt, it is hereby declared that the provisions of Article 8 shall not affect the right to benefit by any more extensive exemptions which have been conferred, or which may hereafter be conferred, on diplomatic and consular officials in virtue of the general rules of international law.

Where, owing to such more extensive exemptions, there is no liability to direct taxation in the State to which these officials are sent, the right of taxation shall be reserved to the State appointing them.

The provisions of Article 9 regarding the right to apply a certain higher scale of taxation shall also apply, as regards persons specified in Article 8, first paragraph, to their country of origin.

16. The two Contracting States reserve to themselves the right to conclude a special agreement with regard to succession duties and the taxes on gifts.

17. With reference to the view taken in Danish legislation that in the event of residence for a certain period in Denmark the tax is levied on income earned during the previous year, the Contracting States agree that nothing in the Convention shall be regarded as preventing such taxation in Denmark of the income referred to in Article 3, and that the question whether such income shall be regarded as subject to double taxation shall, in accordance with the Convention, depend on whether the income is taxed in both States by virtue of residence during the same period.

If a person who has removed from Sweden to Denmark after April 1st, 1932, removes back to Sweden within two years after such removal, Denmark shall be entitled, without prejudice to the provisions of Article 3, to maintain the right of taxation for a period corresponding to the period of freedom from taxation enjoyed on the removal to Denmark, but not beyond the end of the fiscal year in which the removal to Sweden takes place.

Should the application of these provisions result in the total taxation in both countries being based on an income considerably larger or considerably smaller than the amount that would be

l'impôt si le revenu total de l'intéressé, pour la période en question, n'avait été imposé qu'une seule fois, les autorités financières suprêmes des deux Etats pourront conclure un arrangement particulier dérogeant à ces dispositions.

La stipulation de l'article 5 ne mettra pas obstacle à ce que le Danemark, au cas où un contribuable viendrait de Suède se fixer au Danemark, assujettisse l'intéressé à l'impôt, lors de la première imposition qui suivra son arrivée, sur le revenu professionnel acquis en Suède avant le changement de résidence si, comme suite à ce changement, l'intéressé a cessé d'exercer la profession en question.

18. Les stipulations de l'article 3, pour autant qu'il s'agit de l'impôt sur la fortune, ne seront pas applicables aux personnes venant de l'un des Etats s'établir dans l'autre, chaque pays ayant alors le droit de s'en tenir à ses lois fiscales ordinaires, à moins que les autorités financières suprêmes des deux Etats ne conviennent de dérogations dans certains cas particuliers.

19. Chacun des Etats pourra, le cas échéant, exiger des preuves établissant l'existence d'une double imposition au sens de la présente convention.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 6 mai 1932.

(Signé) Fredrik RAMEL. *(Signé)* E. REVENTLOW.

---

taxed if the entire income for the period in question were taxed once, the supreme financial authorities of the two States may reach special agreements for making exceptions to these provisions.

The provisions of Article 5 shall not prevent Denmark, in the event of a taxpayer removing from Sweden to Denmark, from taxing him, at the first assessment after his removal, on income from business earned in Sweden before the removal, if the business concerned has ceased to exist as a result of the removal.

18. The provisions of Article 3 in reference to the taxation of capital shall not be applied in the event of a taxpayer removing from one State to the other, but each State shall be entitled to proceed in this respect in accordance with its own legislation, unless the supreme financial authorities of both States agree to make exceptions in special cases.

19. Each State shall be entitled in such cases to require proof that double taxation is taking place within the meaning of the present Convention.

Done at Stockholm, in duplicate, May 6, 1932.

(Signed) Fredrik RAMEL. *(Signed)* E. REVENTLOW.

N° 2990.

BELGIQUE ET BULGARIE

Convention relative à certaines questions d'ordre judiciaire. Signée à Sofia, le 2 juillet 1930.

BELGIUM AND BULGARIA

Convention concerning certain Judicial Questions. Signed at Sofia, July 2, 1930.

N° 2990. — CONVENTION[1] ENTRE LA BELGIQUE ET LA BULGARIE RELATIVE A CERTAINES QUESTIONS D'ORDRE JUDICIAIRE. SIGNÉE A SOFIA, LE 2 JUILLET 1930.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de Bulgarie à Berne et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 juillet 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, désireux de se prêter mutuellement aide judiciaire en matière civile et commerciale et de conclure une convention à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Son Excellence M. Athanasse D. BOUROFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. le baron H. de WOELMONT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Sofia ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

ACCÈS AUX TRIBUNAUX.

Article premier.

Les Belges en Bulgarie et les Bulgares en Belgique auront libre et facile accès auprès des tribunaux tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous les degrés de juridiction établis par les lois.

CAUTION JUDICATUM SOLVI.

Article 2.

Notamment aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étranger, soit de leur défaut de domicile ou de résidence

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 4 juin 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2990. — CONVENTION [2] BETWEEN BELGIUM AND BULGARIA CONCERNING CERTAIN JUDICIAL QUESTIONS. SIGNED AT SOFIA, JULY 2, 1930.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 4, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being desirous of giving one another judicial assistance in civil and commercial matters and of concluding a Convention with this object, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

His Excellency Monsieur Athanasse D. BOUROFF, Minister for Foreign Affairs and Religion ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Baron H. DE WOELMONT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

PART I.

ACCESS TO THE COURTS.

Article 1.

Belgians in Bulgaria and Bulgarians in Belgium shall have free and unhindered access to the Courts for the purpose of asserting or defending their rights in all the judicial instances established by the laws.

" CAUTIO JUDICATUM SOLVI " (SECURITY FOR COSTS).

Article 2.

In particular, nationals of one of the High Contracting Parties appearing as plaintiffs or interveners before the Courts of the other High Contracting Party shall not be required to give

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Sofia, June 4, 1932.

dans le pays, aux nationaux de l'une des Hautes Parties contractantes qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre, pourvu qu'ils aient leur domicile dans un des Etats contractants.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 3.

Les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées dans un des deux Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du versement, en vertu soit de l'article 2, alinéas 1 et 2, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente de l'autre Etat contractant.

La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

La demande d'exequatur sera soit transmise par la voie diplomatique, soit introduite directement par la Partie intéressée. Dans le premier cas, elle devra être accompagnée d'un état détaillé des frais et dépens réclamés.

Article 4.

Les décisions relatives aux frais et dépens seront déclarées exécutoires sans entendre les Parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner :

1° Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité.

2° Si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée.

3° Si le dispositif de la décision est rédigé dans la langue de l'autorité requise ou accompagné d'une traduction dans cette langue, traduction dûment certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'un des deux Etats.

Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'alinéa 2, N° 1 et 2, il suffira de déclarations constatant que la décision est passée en force de chose jugée. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se faire connaître mutuellement, par des communications qui seront échangées dans le plus bref délai possible, quelles sont les autorités compétentes sur leur territoire pour délivrer les déclarations en question. Celles-ci, dûment légalisées, doivent être rédigées dans la langue de l'autorité requise ou accompagnées d'une traduction dans cette langue, traduction certifiée conforme dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

Article 5.

Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants seront admis dans l'autre au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance gratuite est réclamée.

any surety or make any deposit whatsoever by reason either of their being foreigners or of their not being domiciled or resident in the country, provided that they are domiciled in one of the contracting States.

The same rule shall apply to any payment required of plaintiffs or interveners to cover judicial costs.

Article 3.

Orders to pay the costs and expenses arising out of an action made in one of the two contracting States against a plaintiff or intervener exempted from giving surety, making a deposit or paying advances, in virtue either of Article 2, paragraphs 1 and 2, or of the law of the State in which the action is brought, shall be made executory free of charge by the competent authority of the other contracting State.

The same rule shall apply to judicial decisions by which the costs of the case are subsequently fixed.

The request for enforcement in the other contracting State shall be transmitted through the diplomatic channel or, alternatively, shall be made direct by the party concerned. In the former case it shall be accompanied by a detailed statement of the costs and expenses claimed.

Article 4.

Decisions relating to costs and expenses shall be declared executory without the parties being heard, subject to the losing party's right of subsequent appeal, in conformity with the laws of the country in which execution is to be enforced.

The authority competent to decide on the request for enforcement shall limit its action to examining :

(1) Whether, according to the law of the country in which the sentence has been pronounced, the copy of the decision complies with the necessary conditions regarding authenticity ;

(2) Whether, according to the same law, the decision has acquired the force of *res judicata* ;

(3) Whether the operative part of the decision is drawn up in the language of the authority applied to or is accompanied by a translation in that language, such translation being duly certified correct by a diplomatic agent or consular official of the applicant State or by a sworn translator of one of the two States.

To satisfy the conditions laid down in paragraph 2, Nos. 1 and 2, declarations to the effect that the decision has acquired the force of *res judicata* shall be deemed sufficient. The High Contracting Parties undertake to inform one another, by communications which shall be exchanged at the earliest possible date, which authorities are competent in their territory to issue such declarations. The latter, duly legalised, shall be drawn up in the language of the authority applied to or shall be accompanied by a translation in that language, such translation being certified correct under the conditions laid down in the foregoing paragraph.

FREE LEGAL AID.

Article 5.

Nationals of either Contracting State shall, in the territory of the other Contracting State, be given free legal aid on the same terms as nationals of the country, on complying with the laws of the State in which such free legal aid is claimed.

Article 6.

Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçu par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger ou, à défaut de celles-ci, par les autorités de sa résidence actuelle. Dans le cas où ces dernières autorités n'appartiendraient pas à un des Etats contractants et ne recevraient pas ou ne délivreraient pas des certificats ou des déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration délivré ou reçu par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel l'étranger appartient.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisée gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

Article 7.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités de l'autre Etat contractant.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

Article 8.

Si le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite a été accordé au ressortissant d'un des Etats contractants, les significations relatives au même procès qui seraient à faire dans l'autre Etat ne pourront donner lieu qu'au remboursement, par l'Etat requérant à l'Etat requis, des frais occasionnés par l'emploi d'une forme spéciale en vertu de l'article 10 de la Convention.

Dans le même cas, l'exécution des commissions rogatoires ne donnera lieu qu'au remboursement, par l'Etat requérant à l'Etat requis, des indemnités payées aux témoins ou aux experts, ainsi que des frais nécessités par l'application éventuelle de l'article 19, alinéa 2.

TITRE II

COMMUNICATIONS D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRA-JUDICIAIRES.

Article 9.

Les autorités des deux pays, lorsque la demande leur en sera faite par la voie diplomatique, se prêteront réciproquement leur concours gratuit tant pour la remise sans contrainte des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale que pour l'envoi du récépissé constatant la remise de ces actes ou le procès-verbal indiquant qu'elle n'a pu être opérée.

Article 10.

Au cas où le désir lui en serait exprimé dans la demande, l'autorité compétente fera signifier l'acte dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour l'exécution de significations analogues ou dans une forme spéciale, pourvu qu'elle ne soit pas contraire à cette législation.

Article 6.

In every instance, the certificate or declaration of insufficient means shall be issued or received by the authorities of the foreigner's place of habitual residence or, failing such residence, by the authorities of the place in which he is residing for the time being. Should the last-named authorities not belong to one of the contracting States and not receive or issue certificates or declarations of this nature, a certificate or declaration issued or received by a diplomatic agent or consular official of the country to which the foreigner belongs shall be deemed sufficient.

Should the applicant not reside in the country in which the request is made, the certificate or declaration of insufficient means shall be legalised free of charge by a diplomatic agent or consular official of the country in which the document is to be produced.

Article 7.

The authority competent to issue the certificate or receive the declaration of insufficient means may take steps to ascertain the financial circumstances of the applicant from the authorities of the other contracting State.

The authority responsible for deciding on the request for free legal aid shall preserve the right, within the limits of his powers, to scrutinise the certificates, declarations and information supplied to him.

Article 8.

If free legal aid has been granted to a national of one of the contracting States, the State applied to may claim from the applicant State, for the service of documents relating to the same case in the other State, only the costs arising out of the use of a special procedure under Article 10 of the Convention.

In such cases the execution of " commissions rogatoires " shall entitle the State applied to only to claim the repayment, by the applicant State, of allowances paid to witnesses or experts and of costs arising out of the application of Article 19, paragraph 2.

PART II.

TRANSMISSION OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 9.

The authorities of the two countries shall, when they are requested to do so through the diplomatic channel, give one another assistance free of charge as regards the handing over, without the employment of measures of compulsion, of judicial and extra-judicial documents in civil and commercial matters and the forwarding of the receipt certifying that the documents in question have been delivered or the report stating that delivery could not be effected.

Article 10.

Should a request for the purpose appear in the application, the competent authority shall cause the document to be served in accordance with the procedure laid down in the domestic laws of the country for the service of similar documents or in accordance with a special procedure, provided that such procedure is not contrary to the laws of the said country.

Dans ce cas, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel ou par l'emploi d'une forme spéciale prévue à l'alinéa précédent. En outre, les documents à signifier devront être rédigés dans la langue de l'autorité requise ou accompagnés d'une traduction dans cette langue, traduction dûment certifiée conforme dans les conditions prévues à l'article 4.

Article 11.

La remise ou la signification de l'acte pourra être refusée si l'Etat requis la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 12.

Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas :

1° A la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger ;

2° A la faculté, pour les intéressés, de faire faire des significations par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination.

TITRE III.

COMMISSIONS ROGATOIRES.

Article 13.

En matière civile et commerciale, l'autorité judiciaire d'un des Etats contractants pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente de l'autre pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Article 14.

Les commissions rogatoires seront transmises par la voie diplomatique, ainsi que la pièce en constatant l'exécution ou indiquant le fait qui en a empêché l'exécution.

Article 15.

La commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise ou accompagnée d'une traduction dans cette langue, traduction dûment certifiée conforme.

Article 16.

L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une Partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés s'il s'agit de la comparution des Parties en cause.

In such cases, the State applied to shall have the right to demand from the applicant State the repayment of the costs arising out of the intervention of a legal officer or the use of a special procedure, as provided in the foregoing paragraph. Furthermore, the documents to be served shall be drawn up in the language of the authority applied to or shall be accompanied by a translation in that language, such translation being duly certified correct under the conditions laid down in Article 4.

Article 11.

The delivery or service of the document may be refused if the State applied to considers it such as to affect its sovereignty or safety.

Article 12.

Nothing in the foregoing articles shall affect :

(1) The right to address documents direct through the post, to the persons concerned who may be abroad ;

(2) The right of the persons concerned to cause documents to be served by the legal officers or competent officials of the country of destination.

PART III.

" COMMISSIONS ROGATOIRES."

Article 13.

In civil and commercial matters the judicial authority of either contracting State may, in conformity with the provisions of its law, apply by " commission rogatoire " to the competent authority of the other contracting State to proceed, within its jurisdiction, to preliminary legal investigations or judicial measures.

Article 14.

" Commissions rogatoires " shall be transmitted through the diplomatic channel, as shall the documents certifying the execution thereof or indicating the circumstance that has prevented execution.

Article 15.

The " commission rogatoire " shall be drawn up in the language of the authority applied to or shall be accompanied by a translation in that language, such translation being duly certified correct.

Article 16.

The judicial authority to which the " commission rogatoire " is addressed shall be obliged to execute it by the use of the same compulsory measures as would be applied in the case of a commission emanating from the authorities of the State applied to or of a request to that effect made by an interested party. Such compulsory measures shall not necessarily be employed if the parties to the case are required to appear before the judicial authorities.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la Partie intéressée soit en état d'y assister.

L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1° Si l'authenticité du document n'est pas établie ;

2° Si, dans l'Etat requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° Si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu le juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 17.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Article 18.

Dans tous les cas, si la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera, par la voie diplomatique, l'autorité requérante en indiquant, dans le cas de l'article 16, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée, et, dans le cas de l'article 17, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

Article 19.

L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire appliquera les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 20.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins, lorsque leur déposition n'aura pu être recueillie sans frais ou aux experts, ainsi que des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel, rendue nécessaire parce que les témoins n'ont pas comparu volontairement, ou des frais résultant de l'application éventuelle de l'article 19, alinéa 2.

TITRE IV

CONTRAINTE PAR CORPS.

Article 21.

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile et commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à un des États contractants dans les cas où elle ne serait applicable aux ressortissants du

The applicant authorities shall, if they so request, be informed of the date and place where the proceedings asked for are to take place, in order that the interested party may be able to be present.

The execution of a " commission rogatoire " can only be refused :

(1) If the authenticity of the document is not established ;

(2) If, in the State applied to, the execution of the " commission rogatoire " does not come within the functions of the judicial authority ;

(3) If the State within whose territory execution was to have taken place considers it such as to affect its sovereignty or safety.

Article 17.

In case the authority applied to is without jurisdiction, the " commission rogatoire " shall be forwarded without any further request to the competent judicial authority of the same State, in accordance with the rules laid down by the law of the latter.

Article 18.

In every instance, if the " commission rogatoire " is not executed by the authority applied to, the latter shall inform the applicant authority through the diplomatic channel, stating in the case of Article 16 the grounds on which the execution of the " commission rogatoire " has been refused and, in the case of Article 17, the authority to which the " commission rogatoire " has been forwarded.

Article 19.

The judicial authority responsible for the execution of a " commission rogatoire " shall apply the laws of its country as regards the procedure to be observed.

Nevertheless, a request on the part of the applicant authority that some special procedure may be followed shall be acceded to, provided that such procedure is not contrary to the law of the State applied to.

Article 20.

No fees or charges of any kind shall be levied in repect of the execution of " commissions rogatoires ".

Nevertheless, the State applied to shall have the right to demand that the applicant State shall repay the allowances paid to witnesses, when their evidence could not be obtained free of charge, and to experts, and likewise the costs arising out of the intervention of a legal officer by reason of the fact that the witnesses have not appeared voluntarily, or costs resulting from the application of Article 19, paragraph 2.

PART IV.

IMPRISONMENT FOR DEBT.

Article 21.

Imprisonment for debt, whether as a means of execution or simply as an interim measure of protection, may not, in civil or commercial matters, be applied to foreigners belonging to either contracting State in cases in which imprisonment for debt would not be applicable to nationals

pays. Un fait qui peut être invoqué par un ressortissant domicilié dans le pays pour obtenir la levée de la contrainte par corps doit produire le même effet au profit du ressortissant d'un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES.

Article 22.

La présente convention ne s'applique pas à la colonie du Congo belge ni aux territoires sur lesquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations.

Article 23.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées, le plus tôt possible, à Sofia.

Elle sera exécutoire un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans à dater du jour de l'échange des ratifications ; si aucune des Hautes Parties contractantes ne notifie à l'autre une année avant l'expiration de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur pendant une année encore et ainsi de suite d'année en année, à dater du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire à Sofia, le 2 juillet 1930.

(L. S.) A. D. BOUROFF, *m. p.* *(L. S.)* Baron H. DE WOELMONT, *m. p.*

of the country. Any fact that can be brought forward by a national domiciled in the country with a view to the rescinding of an order for imprisonment for debt shall produce the same effect in the case of a national of the other Contracting State even if such fact has occurred abroad.

PART V.

FINAL PROVISIONS.

Article 22.

The present Convention shall not apply to the colony of the Belgian Congo or to the territories for which Belgium holds a mandate on behalf of the League of Nations.

Article 23.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Sofia.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force for five years as from the date of the exchange of ratifications; if neither High Contracting Party gives to the other Party notice, one year before the expiration of the said period, of its intention to terminate the Convention, it shall remain in force for a further period of one year, and shall so continue from year to year, as from the date on which one or other of the High Contracting Parties shall have denounced it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Sofia, July 2, 1930.

(L. S.) A. D. BOUROFF, *m. p.* *(L. S.)* Baron H. DE WOELMONT, *m. p.*

N° 2991.

POLOGNE ET ROUMANIE

Convention relative à l'entr'aide et protection judiciaire en matière civile, avec protocole final. Signés à Bucarest, le 19 décembre 1929.

POLAND AND ROUMANIA

Convention regarding mutual Assistance and Legal Protection in Civil Matters, with Final Protocol. Signed at Bucharest, December 19, 1929.

N° 2991. — CONVENTION [1] ENTRE LA POLOGNE ET LA ROUMANIE RELATIVE A L'ENTR'AIDE ET PROTECTION JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE. SIGNÉE A BUCAREST, LE 19 DÉCEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations et le chargé d'affaires a. i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 9 *juillet* 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, désirant régler les questions qui ont trait à l'entr'aide et protection judiciaire en matière civile, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur Georges G. MIRONESCO, ministre secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence le comte Jean SZEMBEK, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Pologne à Bucarest ; et

M. JABŁOŃSKI, chef de Département au Ministère de la Justice de Pologne ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

PROTECTION LÉGALE

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

En conséquence, ils auront libre et facile accès auprès des instances de tout degré de juridiction de l'autre Partie ; ils pourront ester en justice et ils jouiront du bénéfice de l'assistance judiciaire aux mêmes conditions et dans les mêmes formes que les nationaux. Notamment, aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourront être imposés aux ressortissants des Hautes

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 9 mai 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2991. — CONVENTION [2] BETWEEN POLAND AND ROUMANIA, REGARDING MUTUAL ASSISTANCE AND LEGAL PROTECTION IN CIVIL MATTERS. SIGNED AT BUCHAREST, DECEMBER 19, 1929.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations and by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July* 9, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, being desirous of settling the various questions relating to mutual assistance and legal protection in civil matters, have decided to conclude a Convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. George G. MIRONESCO, Secretary of State in the Department of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

His Excellency Count John SZEMBEK, Polish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Bucharest, and

M. JABŁOŃSKI, Head of Department in the Polish Ministry of Justice ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I.

LEGAL PROTECTION.

Article 1.

In all matters relating to legal and judicial protection of their persons and property, nationals of either one of the High Contracting Parties shall enjoy the same treatment as nationals of the other.

They shall therefore have free and unhindered access to all the courts of law, of every instance, of the other Party ; they shall be entitled to appear in court and shall enjoy the privilege of legal aid under the same conditions and subject to the same formalities as nationals of the country. More particularly nationals of the High Contracting Parties shall not be liable for any security or

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Warsaw, May 9, 1932.

Parties contractantes, soit en raison de leur qualité d'étrangers, soit à défaut de domicile ou de résidence dans le pays où la requête en justice a été introduite.

Ils pourront également employer des avocats, autorisés par les lois du pays, et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages que ceux qui sont ou seraient accordés aux nationaux.

Article 2.

Les condamnations aux frais et dépens de procès prononcées dans l'un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution, du dépôt ou du versement en vertu, soit de l'article premier de la présente Convention, soit de la loi de l'Etat où l'action a été intentée, seront, sur une demande de la partie intéressée, rendues gratuitement exécutoires sur le territoire de l'autre Etat conformément à ses lois. La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles, le montant des frais du procès est fixé ultérieurement, ainsi qu'aux relevés, des frais présentés par les greffiers des tribunaux dans les limites de leur compétence et en vertu de la décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Article 3.

Les décisions relatives aux frais et dépens seront reconnues exécutoires sans entendre les parties, mais, sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation de l'Etat où l'exécution est poursuivie.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exéquatur se bornera à examiner :

1. Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2. Si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée.

Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'alinéa 2, numéros 1 et 2, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat qui a rendu la décision constatant que la décision est passée en force de chose jugée.

La demande devra être accompagnée d'une traduction certifiée conforme dans la langue de l'Etat requis du dispositif de la décision ainsi que de la déclaration constatant que la décision est passée en force de chose jugée.

La traduction devra être certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat où la décision a été rendue ou par un traducteur assermente de cet Etat ou de l'Etat où la décision doit être exécutée.

Article 4.

Le certificat d'indigence doit être délivré par les autorités de la résidence habituelle du requérant et, à défaut de celle-ci, par les autorités de sa résidence actuelle.

Si le requérant ne réside pas sur le territoire des Etats contractants, il suffira d'un certificat d'indigence délivré par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat auquel il appartient, compétent en raison du lieu de la résidence du requérant.

Article 5.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités de l'autre Etat contractant.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats et renseignements qui lui sont fournis.

deposit, of whatever description, by reason either of their being of foreign nationality, or of their not being domiciled or resident in the country where the proceedings have been instituted.

They shall also be entitled to employ the counsel authorised by the laws of the country and shall in this respect be entitled to the same rights and privileges as are or may in future be granted to the nationals of the country.

Article 2.

On application by the interested party, orders to pay the charges and expenses of an action made by the courts of one of the Contracting States against a plaintiff or intervener exempted from giving security or making a deposit or payment in virtue either of Article 1 of the present Convention or of the law of the State in which the action was brought, shall be enforced free of charge within the territory of the other country and in conformity with its laws. The same rule shall apply to decisions of the courts under which the costs of a case are fixed subsequently and to the statements of costs presented by the registrars of the courts within the limits of their powers and in virtue of decisions of the courts which haves acquired the force of *res judicata.*

Article 3.

Decisions relatsing to costs shall be recognised as legally enforceable without the parties being heard, though, subject to appeal by the party against whom judgment has been enterred, in conformity with the laws of the country in which enforcement is requested.

The authority competent to pronounce on the application for a recognition that the decision is legally enforceable shall confine itself to considering :

(1) Whether, under the laws of the country in which judgment was pronounced, the copy of the decision fulfils the various conditions of authenticity ;

(2) Whether, under the same laws, the decision has acquired the force of *res judicata.*

For the purposes of paragraph 2, Nos. 1 and 2, a statement from the competent authority in the country where judgment was pronounced to the effect that the latter has acquired the force of *res judicata* shall be deemed sufficient.

The application shall be accompanied by a certified translation, in the language of the country applied to, of the substantive provisions of the judgment together with a statement to the effect that the decision has acquired the force of *res judicata.*

The translation shall be certified correct by a diplomatic or consular agent of the country in which judgment was pronounced or by a sworn translator in that country or in the country in which the judgment is to be enforced.

Article 4.

The certificate of indigence shall be issued by the authorities of the habitual place of residence of the person making application, or failing that, by the authorities of the actual place of residence.

If the applicant does not reside in the territory of either of the contracting countries, it shall be sufficient for him to produce a certificate of indigence issued by a diplomatic or consular agent of the country to which he belongs, who is competent for the purpose in virtue of the applicant's place of residence.

Article 5.

The authority competent to issue a certificate of indigence shall be entitled to enquire of the authorities of the other contracting country as to the applicant's financial position.

The authority responsible for the decision as to the request for free legal aid shall, within the limits of its powers, reserve the right to verify the certificates and information furnished.

CHAPITRE II

SIGNIFICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXÉCUTION DE COMMISSIONS ROGATOIRES

PREMIÈRE SECTION.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se porter mutuellement, sur demande, concours réciproque dans les affaires civiles, commerciales et dans les affaires de juridiction gracieuse.

Les demandes d'aide judiciaire seront transmises par les Consuls de l'Etat requérant tant en Pologne qu'en Roumanie au Président du Tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel la demande doit être exécutée.

Toutefois, les instances se trouvant dans les circonscriptions des Cours d'Appel de Lwów, d'une part, et de Cernăuţi, d'autre part, pourront communiquer directement entre elles.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la demande sera transmise d'office à l'autorité compétente du même Etat.

Les actes constatant l'exécution de la demande devront être transmis directement à l'autorité requérante.

Article 7.

Les demandes de signification et les commissions rogatoires doivent être accompagnées d'une traduction dans la langue de l'Etat requis, certifiée conforme par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou par l'agent consulaire ou diplomatique de cet Etat.

En cas d'urgence, si l'autorité requérante se trouve dans l'impossibilité de joindre la traduction, elle aura le droit de demander à l'autorité requise d'y pourvoir, les frais étant supportés par l'autorité requérante.

En ce qui concerne la communication entre les instances judiciaires se trouvant dans les circonscriptions des Cours d'Appel de Lwów d'une part et de Cernăuţi, d'autre part, les demandes de signification et les commissions rogatoires seront transmises sans traduction.

Les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être munies du sceau officiel de l'autorité requérante.

Article 8.

Dans tous les cas où la demande d'aide judiciaire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas des articles 13 et 19, les raisons pour lesquelles l'exécution de la demande a été refusée et, dans le cas de l'article 6, al. 4, l'autorité à laquelle la demande est transmise.

Article 9.

L'exécution des significations et des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins ou aux experts, ainsi que des frais résultant de l'application éventuelle des articles 7, al. 2, 12 al. 2 et 18 al. 2.

Les frais de port seront toujours supportés par l'autorité effectuant l'envoi.

CHAPTER II.

SERVICE OF LEGAL DOCUMENTS AND EXECUTION OF " COMMISSIONS ROGATOIRES ".

SECTION I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 6.

The High Contracting Parties undertake to give each other, on request, mutual assistance in civil and commercial matters and matters relating to voluntary jurisdiction.

Requests for legal aid shall, both in Poland and in Roumania, be transmitted by the consuls of the applicant countries to the President of the *arrondissement* tribunal within the jurisdiction of which the request is to be executed.

Courts situated within the jurisdiction of the Courts of Appeal of Lwów and Cernăuţi respectively may, however, communicate with one another direct.

Should the authority to which application is made not be competent in the matter, it shall transmit the request, of its own motion, to the competent authority of the same country.

Documents establishing the execution of a request shall be transmitted direct to the applicant authority.

Article 7.

Requests for the service of documents and *commissions rogatoires* must be accompanied by a translation, in the language of the country applied to, certified correct by a sworn translator of the applicant country or by the consular or diplomatic agent of that country.

In urgent cases, if the applicant authority is unable to attach a translation, it shall be entitled to request the authority applied to to have the document duly translated, the cost being borne by the applicant authority.

As regards communication between the courts situated within the jurisdiction of the Courts of Appeal of Lwów and Cernăuţi respectively, requests for the service of documents and *commissions rogatoires* shall be transmitted without translation.

Requests for the service of documents and *commissions rogatoires* shall bear the official seal of the applicant authority.

Article 8.

Whenever a request for legal aid is not executed by the authority applied to, the latter shall forthwith notify the applicant authority, specifying, in the case of Articles 13 and 19, the reasons for which execution of the request has been refused, and, in the case of Article 6, paragraph 4, the authority to which the request has been transmitted.

Article 9.

The execution of requests for the service of documents and of *commissions rogatoires* may not entail the repayment of charges or costs of any description.

Nevertheless, the country applied to shall be entitled to require the applicant country to refund allowances paid to witnesses or experts, together with all charges incurred in the event of the application of Article 7, paragraph 2, Article 12, paragraph 2, and Article 18, paragraph 2.

Postal charges shall in all cases be borne by the authorities by which the communications are despatched.

Section II.

Significations.

Article 10.

Les demandes de signification doivent contenir le nom et l'adresse du destinataire, la nature de l'acte à signifier, les noms et qualités des parties, leur domicile ou résidence.

Article 11.

Les actes à signifier doivent être rédigés dans la langue de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction dans cette langue. Les traductions doivent être certifiées conformes par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou par l'agent consulaire ou diplomatique de cet Etat.

Si l'acte à signifier n'a pas été accompagné de la traduction prévue à l'alinéa précédent: l'autorité requise se bornera à remettre l'acte au destinataire, si celui-ci l'accepte volontairement.

Article 12.

En ce qui concerne les formes à suivre, la signification sera exécutée suivant les lois de l'Etat requis.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 13.

L'exécution de la signification pourra être refusée si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 14.

La preuve de signification se fera au moyen, soit d'un récépissé signé par le destinataire, dûment daté et légalisé, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexé.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra signifier les actes judiciaires à ses ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre, directement par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, mais sans menace ni emploi de contrainte.

SECTION II.

SERVICE OF DOCUMENTS.

Article 10.

Requests for the service of documents shall state the name and address of the recipient, the nature of the document to be served, the names and descriptions of the parties to the suit and their domicile or residence.

Article 11.

Documents to be served must be drawn up in the language of the country applied to or be accompanied by a translation in that language. Translations must be certified correct by a sworn translator of the applicant country or by the consular or diplomatic agent of that country.

If the document to be served is not accompanied by the translation required under the preceding paragraph, the authority applied to shall confine itself to transmitting the document to the recipient, if the latter is willing to accept it.

Article 12.

As regards the procedure to be followed, documents shall be served in accordance with the laws of the country to which application is made.

Nevertheless, a request from the applicant authority that some special procedure may be followed shall be acceded to, provided that such procedure is not incompatible with the law of the country applied to.

Article 13.

The service of documents may be refused if the country in the territory of which it would be effected considers it such as to compromise its sovereignty or safety.

Article 14.

Proof of service shall be furnished either by a receipt signed by the recipient and duly dated and legalised or by a certificate from the authority of the country applied to setting forth the fact, the manner and the date of such service.

Should the document to be served have been transmitted in duplicate, the receipt or certificate shall be placed on one of the two duplicates or be attached thereto.

Article 15.

Each of the High Contracting Parties may serve legal documents upon its nationals in the territory of the other Party directly through its diplomatic or consular agents, though without threat or use of compulsion.

SECTION III.

COMMISSIONS ROGATOIRES.

Article 16.

Les commissions rogatoires doivent contenir les noms et qualités des parties, leur domicile ou résidence, l'objet de la demande, ainsi que les noms et adresses des personnes qu'il y aurait lieu d'entendre et un bref exposé de l'affaire.

Article 17.

L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés s'il s'agit de la comparution des parties en cause.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister ou de s'y faire représenter.

Article 18.

En ce qui concerne les formes à suivre, la commission rogatoire sera exécutée suivant les lois de l'Etat requis.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 19.

L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée, si l'acte à opérer ne rentre pas dans l'Etat requis dans les attributions de l'autorité judiciaire, ou si l'Etat requis la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 20.

Les autorités judiciaires des Hautes Parties contractantes seront tenues de se communiquer réciproquement, sur demande, les dossiers et autres documents, Ces demandes seront soumises aux mêmes règles que celles établies par la présente Convention pour les commissions rogatoires.

La communication desdits dossiers et documents pourra être refusée, en dehors des cas prévus à l'article 19 ci-dessus, dans les cas où des difficultés particulières surgiraient quant à cette communication.

Dans ce dernier cas, le refus ne constituera cependant pas un obstacle à la communication des copies qui seront faites aux frais de l'Etat requérant.

SECTION III.

" COMMISSIONS ROGATOIRES ".

Article 16.

Commissions rogatoires must mention the names and descriptions of the parties to the suti, their domicile or residence, the subject of the request, and further the names and addresses of the persons whose evidence should be taken, together with a brief summary of the case.

Article 17.

The judicial authority to which the *commission rogatoire* is addressed shall be required in giving effect thereto to employ the same compulsory measures as for the execution of a commission from the authorities of the country applied to or of an application to this effect by an interested party. Such compulsory measures shall not necessarily be employed to ensure the appearance before the authorities of the parties to the suit.

Should it so request, the applicant authority shall be informed when and where the proceedings will take place in order that the interested party may be able to attend or to be represented.

Article 18,

As regards the procedure to be foollwed, the *commission rogatoire* shall be executed in accordance with the laws of the country applied to.

Nevertheless, a request from the applicant authority that some special procedure may be followed shall be acceded to, provided that such procedure is not incompatible with the law of the country applied to.

Article 19.

Execution of the *commission rogatoire* may be refused if, in the country applied to, the measures to be taken do not fall within the functions of the judiciary or if the country applied to considers it such as to compromise its sovereignty or safety.

Article 20.

The judicial authorities of the High Contracting Parties shall, on request, be required to communicate to each other the relevant files and other documents Such requests shall be governed by the rules laid down in the present Convention for *commissions rogatoires*.

Communication of files and documents may be refused, in addition to the cases provided for in Article 19 above, when such communication would give rise to particular difficulties.

In the latter case, refusal shall not, however, preclude communication of copies which shall be prepared at the expense of the applicant country.

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

Article 21.

Les Ministères de la Justice des Hautes Parties contractantes se fourniront, sur demande, des informations sur la législation en vigueur sur le territoire de leur Etat et, le cas échéant, sur la jurisprudence dans des questions concrètes.

CHAPITRE IV

DÉCLARATION D'ABSENCE, DE DISPARITION OU DE MORT

Article 22.

Pour déclarer l'absence, la disparition ou la mort d'une personne seront compétentes les autorités de l'Etat dont cette personne était le ressortissant.

Les décisions, rendues par les autorités mentionnées à l'alinéa précédent, passées en force de chose jugée, seront reconnues sur le territoire de l'autre Etat.

En cas d'urgence, les autorités de chacun des Etats contractants pourront prendre les mesures provisoires nécessaires pour l'administration et la conservation des biens de l'absent sujet de l'autre Etat et pour la sauvegarde des intérêts des tiers. Ces mesures seront immédiatement communiquées à l'Etat d'origine et elles seront levées dès que ce dernier Etat aura pris lui-même une décision définitive.

CHAPITRE V

DES ACTES ET DOCUMENTS ET DE LEUR LÉGALISATION

Article 23.

Les actes et documents dressés ou délivrés par les tribunaux d'un des Etats contractants et munis du sceau officiel pourront être employés dans le territoire de l'autre Etat sans être munis de légalisation.

Il en est de même pour les documents des offices hypothécaires et des offices des dépôts.

Article 24.

Les actes et documents dressés, délivrés ou légalisés par un notaire, un greffier ou un huissier des tribunaux doivent être munis d'une légalisation pour être employés dans le territoire de l'autre Etat contractant. Cette légalisation sera faite par le Président du Tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel le notaire, le greffier ou l'huissier en question exerce ses fonctions.

Article 25.

Les actes et documents dressés, délivrés ou légalisés sur le territoire d'un des Etats contractants par un Ministère et munis d'un sceau officiel pourront être employés dans le territoire de l'autre Etat sans qu'aucune autre légalisation soit exigée.

CHAPTER III.

INFORMATION RELATIVE TO LAWS IN FORCE.

Article 21.

The Ministries of Justice of the High Contracting Parties shall, on request, supply each other with particulars of the laws in force in the territory of their respective countries and if necessary, of the judicial practice regarding specific questions.

CHAPTER IV.

DECLARATION OF ABSENCE, DISAPPEARANCE OR DEATH.

Article 22.

Declaration of the absence, disappearance or death of any person shall come within the competence of the authorities of the country of which such person was a national.

Decisions of the authorities mentioned in the previous paragraph which have acquired the force of *res judicata* shall be recognised in the territory of the other country.

In urgent cases, the authorities of each of the Contracting States shall have the right to take such provisional measures as may be necessary for the administration and preservation of the property of an absent national of the other country and for the safeguarding of the interests of third parties. Such measures shall be notified immediately to the country of origin and shall be rescinded as soon as the latter country shall itself have taken a final decision.

CHAPTER V.

DOCUMENTS, PAPERS AND THE LEGALISATION THEREOF.

Article 23.

Documents and papers drawn up or issued by the courts of one of the contracting countries and bearing an official seal may be used in the territory of the other country without legalisation.

The same rule shall apply to the documents of mortgage offices and deposit offices.

Article 24.

Documents and papers drawn up, issued or legalised by a notary, registrar or officer of the courts must be legalised before being used in the territory of the other contracting country. Such legalisation shall be effected by the President of the *arrondissement* Tribunal within the jurisdiction of which the said notary, registrar or officer of the courts exercises his functions.

Article 25.

Documents and papers drawn up, issued or legalised in the territory of one of the contracting countries by a Ministry and bearing an official seal, may be used in the territory of the other country without further legalisation being required.

Article 26.

Les copies ou extraits délivrés sur la base des registres d'Etat civil de l'une des Hautes Parties contractantes, pour pouvoir être employés sur le territoire de l'autre, devront être légalisés par l'autorité judiciaire ou administrative compétente.

Article 27.

Les copies des actes et documents destinées à être employés sur le territoire de l'autre Etat doivent être certifiées conformes par les organes mêmes qui ont dressé ou délivré le document original.

La légalisation de ces copies se fera selon la nature de l'acte conformément aux dispositions de la présente convention.

Au cas où l'autorité ayant dressé ou délivré un acte ou document n'existe plus, la copie devra être certifiée conforme par l'autorité compétente qui l'a remplacée.

CHAPITRE VI

EXTRAITS DES REGISTRES D'ÉTAT CIVIL

Article 28.

Les autorités des Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement:, sur demande, les renseignements relatifs aux inscriptions faites sur les registres d'Etat civil ou en transmettront des copies légalisées.

Les demandes seront rédigées dans la langue de l'Etat requérant et accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou par l'agent diplomatique ou consulaire de cet Etat.

Ces demandes seront adressées, tant en Roumanie qu'en Pologne, au Ministère de l'Intérieur. L'autorité compétente pour tenir les registres d'Etat civil transmettra l'acte en question directement à l'autorité requérante.

Si la demande a été faite expressément pour l'usage officiel, son exécution ne donnera pas lieu au remboursement des frais.

Article 29.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur deux mois après la date de l'échange des ratifications. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra la dénoncer en tout ou en partie. Les stipulations dénoncées continueront à produire leurs effets pendant six mois à partir de la date de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et l'on revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Bucarest, le dix-neuf décembre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) (ss) G. G. MIRONESCU.

(L. S.) (ss) SZEMBEK.

(L. S.) (ss) V. JABŁOŃSKI.

Article 26.

Copies of or extracts from the registers of civil status of one of the High Contracting parties shall, before they can be used in the territory of the other Party, be legalised by the competent judicial or administrative authority.

Article 27.

Copies of documents and papers which it is intended to use in the territory of the other country, must be certified correct by the authorities by whom the original document was drawn up or issued.

Legalisation of such copies shall be effected according to the nature of the document, in conformity with the provisions of the present Convention.

Should the authority which drew up or issued the document or paper no longer exist, the copy shall be certified correct by the competent authority by which that authority has been replaced.

CHAPTER VI.

EXTRACTS FROM THE REGISTERS OF CIVIL STATUS.

Article 28.

The authorities of the High Contracting Parties shall, on request, communicate to each other information relative to entries in the registers of civil status or shall forward legalised copies thereof.

Requests shall be drafted in the language of the applicant country and shall be accompanied by a translation in French, certified correct by a sworn translator of the applicant country or by its diplomatic or consular agent.

Such requests shall be addressed, both in Roumania and in Poland, to the Ministry of the Interior. The authority responsible for keeping the registers of civil status shall transmit the document in question direct to the applicant authority.

If the request has been made expressly for official purposes, its execution shall not entail the repayment of costs.

Article 29.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force two months after the date of the exchange of ratifications. Each of the High Contracting Parties may denounce it either in whole or in part. Stipulations which have been denounced shall continue to apply during a period of six months as from the date of denunciation.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Bucharest, December the nineteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Signed) *(L. S.)* G. G. MIRONESCU.

(Signed) *(L. S.)* SZEMBEK.

(Signed) *(L. S.)* V. JABŁOŃSKI.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la convention entre la Roumanie et la République de Pologne relative à l'entr'aide et protection judiciaire en matière civile, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur ce qui suit :

1° Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement avant la mise en application de la présente Convention la liste des instances judiciaires de tous degrés ainsi que les circonscriptions des tribunaux et des cours d'appel.

2° Les actes à signifier en vertu de l'article 13 ne contiendront aucune menace pénale ou de contrainte corporelle.

3° Les Hautes Parties contractantes conviendront sur le texte des formulaires des demandes de signification qui seront rédigés dans la langue des deux pays.

4° Aux chapitres IV et V de la présente convention on a employé les expressions : « Déclaration d'absence, de disparition et de mort » et « Des actes, documents et leur légalisations », pour mettre en accord les termes employés par les législations respectives des deux pays.

Le présent protocole final fera partie intégrante de la convention susmentionnée et sera ratifié en même temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leurs cachets.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le dix-neuf décembre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) (ss) G. G. MIRONESCU.

(L. S.) (ss) SZEMBEK.

(L. S.) (ss) JABŁOŃSKI.

Pour copie conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères :
D. J. Ghika.

FINAL PROTOCOL.

When about to sign the Convention between Roumania and the Polish Republic regarding mutual assistance and legal protection in civil matters, the undersigned Plenipotentiaries agreed as follows :

(1) Before the putting into force of the present Convention the High Contracting Parties shall communicate to each other a list of their courts of law of every instance together with the areas under the jurisdiction of the various Tribunals and Courts of Appeal.

(2) The documents to be served in virtue of Article 13 shall contain no threat of penalties or compulsion.

(3) The High Contracting Parties shall agree upon the text of the forms to be used for requests for the service of documents, which forms shall be drawn up in the language of both countries.

(4) In Chapters IV and V of the present Convention, the expressions : " Declaration of absence, disappearance or death ", and " Documents, papers and the legalisation thereof ", have been employed in order to bring the terms used in the respective laws of the two countries into harmony.

The present Final Protocol shall form an integral part of the above-mentioned Convention and shall be ratified simultaneously.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, December the nineteenth one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Signed) *(L. S.)* G. G. MIRONESCU.

(Signed) *(L. S.)* SZEMBEK.

(Signed) *(L. S.)* JABŁOŃSKI.

N° 2992.

AUTRICHE ET POLOGNE

Convention relative à l'établissement général d'assurance des pensions d'employés, avec protocole additionnel et annexes. Signés à Vienne, le 29 mars 1924.

AUSTRIA AND POLAND

Convention regarding the General Insurance Organisation for Employees' Pensions, with Additional Protocol and Annexes. Signed at Vienna, March 29, 1924.

N° 2992. — CONVENTION [1] ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT GÉNÉRAL D'ASSURANCE DES PENSIONS D'EMPLOYÉS. SIGNÉE A VIENNE, LE 29 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 11 *juillet* 1932.

LA RÉPUBLIQUE POLONAISE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale, et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Zbigniew SMOLKA, chef de la Section de liquidation de la Légation de Pologne, à Vienne ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés sont répartis d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. En ce qui concerne les charges fondées jusqu'à la fin du mois de décembre 1918 dans la section de l'assurance obligatoire ou dans la section pour des privilèges accessoires c'est-à-dire les droits à des rentes et les expectatives de rentes acquises par les assurés et les membres survivants de leurs familles, chacune des deux Parties contractantes assume la fraction de ces charges qui se rapporte aux assurés, dont le dernier lieu de service déterminatif pour la compétence des établissements d'assurance des pensions est situé sur le territoire de l'Etat respectif. Le même principe s'applique aux remboursements flottants des primes déclarés dans le bilan de l'établissement d'assurance des pensions d'employés pour la fin de l'année 1918 et aux remboursements des primes, réclamés en vertu d'une assurance qui était échue au plus tard à la fin de l'année 1918.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 26 janvier 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2992. — CONVENTION[2] BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE POLISH REPUBLIC REGARDING THE GENERAL INSURANCE ORGANISATION FOR EMPLOYEES' PENSIONS. SIGNED AT VIENNA, MARCH 29, 1924.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July* 11, 1932.

THE POLISH REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention concerning the General Insurance Organisation for Viennese employees' pensions, have appointed as their Plenipotentiaries:

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Guillaume THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration, and

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Zbigniew SMOLKA, Head of the Liquidation Section of the Polish Legation in Vienna ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The insurance liabilities and the funds of the General Insurance Organisation for Employees' pensions shall be distributed in accordance with the following principles ;

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. As regards liabilities incurred up to the end of December 1918 by the compulsory insurance department or by the department of accessory claims, that is to say, rights to pensions and contingent pensions benefits acquired by insured persons and the surviving members of their families, each of the two Contracting Parties shall accept the portion of those liabilities which related to insured persons whose last place of employment, which decides the competence of pensions insurance Organisations, is situated in the territory of the State concerned. The same principle shall apply to the current repayment of premiums which was announced in the balance sheet of the Insurance Organisation for employees' pensions for the end of the year 1918, and to the repayment of premiums which was claimed in virtue of an insurance that had fallen due before the end of 1918.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société de Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, January 26, 1932.

2. Les charges des assurances à porter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 31 décembre 1918, conformément aux règlements de l'Etat respectif, à l'office qui, dans l'Etat qui a assumé cette fraction des charges, a été chargé de l'administration des assurances des pensions d'employés ou qui a été désigné comme compétent pour cette administration par le gouvernement de cet Etat. Si toutefois, pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente convention, les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dus, d'après la présente convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés.

3. Par l'entrée en vigueur de la présente convention, toute activité de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés cessera.

4. La République d'Autriche remettra à la République polonaise les dossiers de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés, qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de trente ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas réparties, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République polonaise ou de l'office qui dans cet Etat a, d'après le N° 2, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procèdera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1922. Aucun remboursement ne sera effectué sur les intérêts d'avance de prêts hypothécaires et communaux, etc., pour l'année 1923 qui ont été déjà versés immédiatement à l'établissement et sont échus en 1922.

2. En ce qui concerne les immeubles, chacun des Etats reçoit ceux qui sont situés sur le territoire de cet Etat. L'établissement général d'assurance des pensions d'employés cèdera conformément à ce qui précède :

a) A la République d'Autriche :

Les bâtiments et les biens-fonds sis à Vienne V^e^ arrondissement, à Vienne XVIIe arrondissement, à Salzbourg, à Graz et à Fölz près d'Aflenz, enfin le bien rural à Saalbach près de Zell am See, dit *Oberreitgut* ;

b) A la République tchécoslovaque :

Le bâtiment de l'établissement et les biens-fonds sis à Prague et l'établissement de repos à Luhačovice ;

c) A la République de Pologne :

Le bâtiment de l'établissement de Lwów.

Les droits et les devoirs de l'établissement envers l'association d'utilité générale des établissements d'assurance publics et privés, société à responsabilité limitée à Vienne, passent à la République d'Autriche, ceux envers la société pour la construction des maisons pour les employés, fondée par es Assicurazioni Generali, la Riunione Adriatica di Sicurtà, l'établissement d'assurance contre les accidents des ouvriers à Trieste et l'établissement général d'assurance des pensions d'employés à Vienne au Royaume d'Italie.

L'inventaire des immeubles susdits est assigné aux Etats qui reçoivent les immeubles, celui de l'établissement central et des établissements régionaux Vienne, Graz et Salzbourg à la République d'Autriche, celui des établissements régionaux Prague I, Prague II, Brno I, Brno II et Opava à la

2. The insurance liabilities to be accepted under the foregoing provisions shall, as from December 31, 1918, and in conformity with the regulations obtaining in the State concerned, devolve on the office which, in the State accepting this portion of the liabilities, has been entrusted with the administration of the insurance of employees' pensions or which has been designated as competent in this matter by the Government of that State. If, however, during a period prior to the coming into force of the present Convention, the insurance liabilities have been borne wholly or partly by another office than the one competent under the present Convention, any payments that have been made shall be regarded as taking the place of the payments due according to the present Convention, without any further arrangement having to be made under this head between the offices concerned.

3. The whole of the activities of the General Insurance Organisation for employees' pensions shall cease with the coming into force of the present Convention.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Polish Republic the files of the General Insurance Organisation for employees' pensions dealing with the insurance liabilities to be accepted by the latter State, and it undertakes to preserve for thirty years from the coming into force of the present Convention those files and accessory documents which are not distributed and to allow them to be inspected by the authorised organs of the Polish Republic or of the office in that country which, in accordance with No. 2, has accepted the insurance liabilities, and to deliver to them, if necessary, such files and accessory documents as it does not itself require. The Contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is supplied by the offices concerned and agree that any correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without resort to the diplomatic or consular authorities.

B. Distribution of funds.

1. The funds of the Organisation as existing on December 31, 1922, shall be distributed. Prepaid interest on mortgage, communal and other loans for the year 1923 which was paid to the Organisation immediately and which became due in 1922, shall not be refunded.

2. With regard to immovable property, each of the States shall receive that which is situated in its territory. In conformity with the above, the General Insurance Organisation for employees' pensions shall hand over :

(a) To the Republic of Austria :

The premises and land situated in Vienna V, Vienna XVII, at Salzburg, Graz and at Fölz near Aflenz, and also the rural property at Saalbach, near Zell am See, called *Oberreitgut* ;

(b) To the Czechoslovak Republic :

The Organisation's premises and land situated at Prague and the Rest Homes at Luhačovice ;

(c) To the Republic of Poland :

The Organisation's premises at Lwów.

The rights and obligations of the Organisation in respect of the General Utility Association of public and private insurance organisations, a limited liability company in Vienna, shall devolve on the Republic of Austria ; those in respect of the Association for the Building of Employees' Dwellings, founded by the Assicurazioni Generali, the Riunione Adriatica di Sicurtà, the Insurance Organisation against accidents to workmen at Trieste and the General Insurance Organisation for employees' pensions at Vienna shall devolve on the Kingdom of Italy.

The fittings and appurtenances of the above-mentioned immoveable property shall be assigned to the States which receive that property. The fittings and appurtenances of the central organisation and the provincial organisations at Vienna, Graz and Salzburg shall be assigned to the Republic

République tchécoslovaque, celui de l'établissement régional Lwów à la République de Pologne et celui de l'établissement régional Trieste au Royaume d'Italie.

3. Les prêts hypothécaires, régionaux et communaux sont assignés à cet Etat, dans lequel le débiteur a son domicile. En outre passent à la République tchécoslovaque les prêts hypothécaires de 1.188.961,25 cour. et de 2.200.060,09 cour. d'un total de 3.389.021,34 cour., valeur 31 décembre 1922, émis à la maison de santé « Radium » société (par actions) à Jàchymov *(Joachimstal)* et à la société (par actions) « Helenenhof-Imperialhôtel » à Karlovy Vary *(Carlsbad)*, l'une et l'autre ayant leur siège à Vienne. Les droits éventuels résultant de remboursements de prêts ou des quotes-parts de prêts en tant que ces remboursements auraient été effectués à l'établissement général d'assurance des pensions d'employés en couronnes autrichiennes ou anciennes après la séparation des valeurs monétaires sont assignés à cet Etat dans lequel le débiteur a son domicile.

4. Les créances de l'établissement résultant de primes arriérées et d'autres avoirs qui existaient à la date du 31 décembre 1918 sont réparties de la manière suivante :

A la République d'Autriche	2.321.329,26	cour.
A la République tchécoslovaque	4.432.392,72	»
A la République de Pologne	2.599.694,38	»
Au Royaume de Roumanie	574.477,92	»
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes .	135.222,94	»
Au Royaume d'Italie	1.375.710,57	»
Total	11.438.827,79	cour.

Le droit de l'établissement de réclamer plus tard des primes passe à l'Etat national sur le territoire duquel l'emploi donnant lieu aux primes réclamées était occupé.

5. Tous les avoirs de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés envers ses anciens établissements régionaux et les établissements successeurs qui existaient à la date du 31 décembre 1922 et notamment ceux provenant de mandements d'encaissements, déduction faite des payements effectués jusqu'à la date susdite sur compte de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés, passent à cet Etat auquel l'établissement successeur appartient. La République d'Autriche recevra la dette du compte-courant de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés envers l'établissement d'assurance des pensions d'employés à Vienne.

6. Toutes les dettes de lombard de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés de la souscription des titres d'emprunt de guerre seront supportées par la République d'Autriche seule. Ces dettes, en tant qu'elles ont été contractées envers des maisons de souscription sur le territoire de la République tchécoslovaque, c'est-à-dire concernant les dettes de lombard de

626.368 cour. valeur 31 décembre 1918 envers la Pražská úvěrní banka de Prague,

231.710 cour., valeur 31 décembre 1918 envers l'Obchodní banka, succursale à Prague, autrefois Záložní úvěrní ústav à Králové Hradec,

954.686 cour. valeur 31 décembre 1918, envers la Německá agrární a průmyslová banka à Prague,

795.973 cour. valeur 31 décembre 1918, envers la Moravská agrární a průmyslová banka à Brno,

886.105 cour. valeur 31 décembre 1918, envers la Moravská eskomptní banka à Brno, seront soumises à la réglementation de laquelle la République d'Autriche et la République tchécoslovaque conviendront concernant le payement de dettes privées en monnaie des anciennes couronnes. On ne pourra pas poursuivre en justice ces dettes de lombard jusqu'à la mise en vigueur de la convention respective.

L'argent comptant qui existait à la date du 31 décembre 1922 et les avoirs de l'établissement central existant à la date susdite envers la caisse d'épargne postale autrichienne et d'autres établissements financiers sont assignés à la République d'Autriche.

of Austria, those of the provincial organisations Prague I, Prague II, Brno I, Brno II and Opava shall be assigned to the Czechoslovak Republic, those of the provincial organisation at Lwów to the Polish Republic, and those of the provincial organisation at Trieste to the Kingdom of Italy.

3 The mortgage, provincial and communal loans shall be assigned to the State in which the debtor is domiciled. The Czechoslovak Republic shall further receive the mortgage loans of 1,188,961.25 crowns and 2,200,060.09 crowns, totalling 3,389,021.34 crowns, value on December 31, 1922, issued to the " Radium " Hospital, a joint stock company at Jáchymov (Joachimstal) and to the " Helenenhof-Imperial-Hotel ", a joint stock company at Karlovy Vary (Carlsbad), each of these companies having its seat at Vienna. Any claims in respect of the repayment of loans or parts of loans made to the Genaral Insurance Organisation for employees' pensions in Austrian or pre-war crowns, subsequent to the separation of the currencies, shall be assigned to the State in which the debtor is domiciled.

4. Debts to the Organisation resulting from premiums overdue and other assets, existing on December 31, 1918, shall be distributed as follow :

To the Republic of Austria	2,321,329.26	crowns
To the Czechoslovak Republic.	4,432,392.72	»
To the Polish Republic	2,599,694.38	»
To the Kingdom of Roumania	574,477.92	»
To the Kingdom of the Serbs, Croats, and Slovenes	135,222.94	»
To the Kingdom of Italy	1,375,710.57	»
Total	11,438,827.79	crowns

The right of the Organisation to claim premiums at a later date shall be transferred to the State on whose territory the post in respect of which the premiums are claimed, was held.

5. All the assets of the General Insurance Organisation for employees' pensions in respect of its former provincial organisations and of its successor organisations existing on December 31, 1922, and in particular the assets resulting from orders for payment, but not including payments made up to the above-mentioned date for the account of the General Insurance Organisation for employees' pensions, shall be transferred to the State to which the successor organisation belongs. The Republic of Austria shall receive the debt on the current account of the General Insurance Organisation for employees' pensions in favour of the Insurance Organisation for employees' pensions at Vienna.

6. All the secured debts of the General Insurance Organisation for employees' pensions in the form of war loan bonds shall be accepted by the Republic of Austria alone. In so far as these debts have been contracted towards issuing institutions in the territory of the Czechoslovak Republic, that is to say, the following secured debts :

626,368 crowns, value December 31, 1918, owing to the Pražská úvěrní banka of Prague.

231,710 crowns, value December 31, 1918, owing to the Prague branch of the Obchodní Bank formerly the Záložni úvěrní ústav at Králové Hradec.

954,686 crowns, value December 31, 1918, owing to the Německá agrárni a průmyslová banka at Prague.

795,973 crowns, value December 31, 1918, owing to the Moravská agrárni a průmyslová banka at Brno.

886,105 crowns, value December 31, 1918, owing to the Moravská eskomptní banka at Brno, shall be subject to regulations to be agreed upon between the Republic of Austria and the Czechoslovak Republic with regard to the payment of private debts in the former crown currency. These secured debts may not be sued for until the relevant convention has come into force.

Cash in hand on December 31, 1922, and the assets of the Central Organisation existing on the said date in favour of the Austrian Postal Savings Bank and other financial institutions shall be assigned to the Republic of Austria.

7. Les effets qui existaient à la date du 31 décembre 1922 avec les coupons à partir du 1er janvier 1923 sont assignés sans marque quelconque aux Parties contractantes de la manière suivante. Il revient :

A la République d'Autriche	51,05249	pour cent
A la République tchécoslovaque	37,26085	» »
Au Royaume d'Italie	5,55161	» »
A la République de Pologne	4,42579	» »
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes .	1,48687	» »
Au Royaume de Roumanie	0,22239	» »

Afin de balancer les restes indivisibles on prendra pour base les valeurs estimatives à la date du 29 décembre 1922 de la chambre de Bourse à Vienne (N° 10/1922 du bulletin officiel de la chambre de Bourse à Vienne).

Vu qu'il résulte de la répartition susdite :

Pour la République d'Autriche une plus-value de	4.455.000	cour.
Pour le Royaume de Roumanie une plus-value de	368.000	»
Pour le Royaume d'Italie une plus-value de	1.418.000	»
Par contre :		
Pour la République tchécoslovaque une moins-value de . .	2.614.000	»
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes une moins-value de	1.247.000	»
Et pour la République de Pologne une moins-value de	2.370.000	»

La République d'Autriche sera obligée de payer :

A la République tchécoslovaque le montant de	2.614.000	»
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le montant de	1.247.000	»
A la République de Pologne le montant de	584.000	»

En outre, à la République de Pologne seront à payer :

Par le Royaume de Roumanie le montant de	368.000	»
Par le Royaume d'Italie le montant de	1.418.000	»

La République d'Autriche, le Royaume d'Italie et le Royaume de Roumanie verseront ces montants dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la convention aux légations des Etats respectifs à Vienne ou aux bureaux désignés par celles-ci à Vienne. La République d'Autriche s'engage à pourvoir à ce que les marques des effets soient annulées, et à ce que les listes des numéros présentées à la commission des réparations soient rectifiées ; en outre elle s'engage à mettre dans le délai susdit à la disposition de la légation de la République polonaise à Vienne au lieu du dépôt les effets qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions précédentes et accorder gratuitement l'autorisation d'exporter ces effets.

Les détails de la répartition des titres résultent des annexes I—VII qui constituent une partie intégrante de la présente convention.

8. La République d'Autriche et la République tchécoslovaque s'engagent à verser chacune le montant de 375.000.000 cour. à la République de Pologne et le montant de 250.000.000 cour. au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en argent comptant.

Elles verseront les montants aux Légations des Etats respectifs à Vienne ou aux bureaux désignés par celles-ci à Vienne dans un délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la convention.

9. Les droits et les expectatives en vertu du service du personnel de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés et du personnel des anciens établissements régionaux passent à ces établissements successeurs, au service desquels les employés ont passé. Les établissements successeurs se chargent aussi des pensions de retraite et des pensions de grâce des anciens employés en retraite et des membres survivants des familles des employés de ces établissements régionaux qui sont situés dans leur district.

L'établissement général d'assurance des pensions à Prague se charge encore de la quote-part de la pension de l'ancien secrétaire général suppléant de l'établissement, restant après avoir passé un arrangement avec l'établissement au sujet de la moitié de la retraite, en arrondissant cette quote-part à 500 cour. tchécoslovaques par mois pour lui et le cas échéant de la pension douaire et pupillaire

7. The securities existing on December 31, 1922, with coupons as from January 1, 1923, shall be assigned to the Contracting Parties, without any inscriptions upon them, as follows :

To the Republic of Austria	51.05249	per cent
To the Czechoslovak Republic.	37.26085	» »
To the Kingdom of Italy	5.55161	» »
To the Polish Republic	4.42579	» »
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1.48687	» »
To the Kingdom of Roumania.	0.22239	» »

In order to adjust indivisible remainders the basis taken shall be the estimated values on December 29, 1922, on the Vienna Stock Exchange (No. 10/1922 of the Official Bulletin of the Vienna Stock Exchange).

In view of the fact that the above distribution will represent :

For the Republic of Austria an excess of.	4,455,000	crowns
For the Kingdom of Roumania an excess of	368,000	»
For the Kingdom of Italy an excess of	1,418,000	»

Whereas it will represent :

For the Czechoslovak Republic a deficiency of	2,614,000	»
For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a deficiency of.	1,247,000	»
For the Polish Republic a deficiency of	2,370,000	»

The Republic of Austria shall be required to pay :

To the Czechoslovak Republic.	2,614,000	»
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes . . .	1,247,000	»
To the Polish Republic	584,000	»

The Polish Republic shall further receive :

From the Kingdom of Roumania	368,000	»
From the Kingdom of Italy.	1,418,000	»

The Republic of Austria, the Kingdom of Italy and the Kingdom of Roumania shall pay these sums, within one month of the coming into force of the Convention, to the Legations of the various States in Vienna, or to offices in Vienna designated by those Legations. The Republic of Austria undertakes to ensure that the inscriptions on these securities are removed and that the lists of the numbers submitted to the Reparation Commission are corrected ; it also undertakes to place at the disposal of the Legation of the Polish Republic in Vienna, within the said period, at the place of deposit the securities which fall to that State under the foregoing provisions and to grant free of charge permission to export these securities.

The detailed distribution of the securities appears in Annexes I to VII, which shall constitute an integral part of the present Convention.

8. The Republic of Austria and the Czechoslovak Republic undertake to pay each the sum of 375 million crowns to the Polish Republic and the sum of 250 million crowns to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in cash.

They shall pay these sums to the Legations of the respective States in Vienna or to offices in Vienna designated by those Legations, within one month from the coming into force of the Convention.

9. The claims and contingent benefits in respect of the service of the staff of the General Insurance Organisation for employees' pension and of the staff of the former provincial organisations shall be transferred to the successor organisations into whose service the employees passed. The successor organisations shall also be responsible for the retiring pensions and gratuities of former retired employees and of surviving members of the families of the employees of those provincial organisations which are situated in their district.

The General Insurance Organisation for employees' pensions at Prague further undertakes to pay the share of the pension of the former assistant secretary-general of the Organisation remaining over after the conclusion of an agreement with the Organisation concerning half of the pension, this share to be fixed at the round sum of 500 Czechoslovak crowns per month in the case

en arrondissant la première à 200 cour. tchécoslovaques et la dernière pour chaque enfant à 40 cour. tchécoslovaques par mois ; cependant le susnommé sera autorisé à demander le montant de 100.000 cour. tchécoslovaques comme arrangement dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la convention, en renonçant toutefois à la pension et aux expectatives des membres survivants de sa famille.

La République d'Autriche se charge des retraites et des pensions douaires et pupillaires de l'ancien secrétaire général de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés et des employés de l'établissement central qui n'ont passé au service d'aucun établissement successeur en accommodant ces pensions ou expectatives au règlement pour les employés des autorités fédérales.

10. Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

11. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche la République polonaise ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur 14 jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi les plénipotentiaires nommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République polonaise :
Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :
Wilhelm THAA, *m. p.*

PROTOCOLE ADDITIONNEL

En vue de préciser les conditions dans lesquelles devront être exécutées certaines clauses de la convention relative à l'établissement général d'assurances des pensions d'employés, il est entendu entre les Hautes Parties contractantes :

1. Que les titres d'emprunt de guerre à remettre par la République d'Autriche, conformément à l'article I, section B, N° 7 de la convention susdite seront munis de la marque : « *von der Republik Österreich nicht ubernommen* » ;

2. Que les effets de chaque espèce, en tant qu'ils sont désignés dans les annexes de la convention susdite comme pas tirés au sort, seront répartis par égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux rangés conformément à l'article I, section B, N° 7, alinéa 1, de la convention susdite.

Fait à Vienne le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République polonaise :
Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :
Wilhelm THAA, *m. p.*

of the secretary and, in the event of his death the Organisation shall also pay a pension to his widow and children, the former's pension being fixed at 200 Czechoslovak crowns and the pension of the latter at 40 Czechoslovak crowns for each child per month ; nevertheless, the above-mentioned secretary shall be permitted to demand a fixed sum of 100,000 Czechoslovak crowns within three months of the ratification of the Convention, at the same time renouncing the pensions and contingent benefits for the surviving members of his family.

The Republic of Austria undertakes to pay the pensions, including widows' and orphans' pensions, of the former secretary-general of the General Insurance Organisation for employees' pensions and of the employees of the Central Organisation who have not entered the service of any successor organisation, these pensions or contingent benefits being subject to the regulations governing employees of the federal authorities.

10. The funds allocated to each State shall be transferred to the competent insurance organisation in accordance with the internal regulations of the State in question.

11. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which may become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Polish Republic shall make no further claims on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain as far as concerns the General Insurance Organisation for employees' pensions.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible, and shall enter into force fourteen days after the date of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Polish Republic :
Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

For the Republic of Austria :
Wilhelm THAA, *m. p.*

ADDITIONAL PROTOCOL.

With a view to determining the conditions under which certain clauses of the Convention regarding the General Insurance Organisation for employees' pensions shall be executed, the High Contracting Parties agree :

1. That the war loan bonds to be handed over by the Republic of Austria in conformity with Article 1, Section B, No. 7 of the above-mentioned Convention shall be inscribed " *von der Republik öesterreich nicht übernommen* " ;

2. That the securities of each kind, in so far as they are described in the annexes of the above-mentioned Convention as not having to be drawn by lot, shall be distributed in the arithmetical order in which they are numbered between the States mentioned in Article 1, Section B, No. 7, paragraph 1 of the above-mentioned Convention.

Done at Vienna the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Polish Republic :
Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

For the Republic of Austria :
Wilhelm THAA, *m. p.*

ANNEXE I

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE.

Valeur nominale	Dénomination des titres	Quote-part revenant					
		51.05249 %	37.26085 %	5.55161 %	4.42579 %	1.48687 %	0.22239 %
		à la République d'Autriche	à la République tchéco-slovaque	au Royaume d'Italie	à la République de Pologne	au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	au Royaume de Roumanie
505.600	I. Kriegsanleihe vom Jahre 1914	258.000	188.300	28.000	22.300	8.000	1.000
567.400	II. Kriegsanleihe vom Jahre 1915	290.000	211.000	32.000	25.000	8.400	1.000
81.830.300	III. Kriegsanleihe	41.776.400	30.490.600	4.543.000	3.621.600	1.216.700	182.000
30.003.000	IV. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	15.317.000	11.179.000	1.666.000	1.328.000	446.000	67.000
46.880.000	IV. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	23.933.000	17.468.000	2.603.000	2.075.000	697.000	104.000
80.415.000	V. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	35.949.000	26.237.000	3.909.000	3.116.000	1.047.000	157.000
39.085.000	V. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	19.954.000	14.563.000	2.169.000	1.731.000	581.000	87.000
110.000.000	VI. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	56.158.000	40.987.000	6.107.000	4.868.000	1.635.000	245.000
75.000.000	VII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	38.289.000	27.946.000	4.164.000	3.319.000	1.115.000	167.000
100.208.000	VIII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	51.159.000	37 338.000	5.563.000	4.435.000	1.490.000	223.000
554.494.300		283.083.400	206.607.900	30.784.000	24.540.900	8.244.100	1.234.000
	Il revient proportionnellement .	283.083.147	206.609.289	30.783.361	24.540.753	8.244.610	1.233.140
	par conséquent. .	+ 253	— 1.389	+ 639	+ 147	— 510	+ 860

ANNEX I.

LIST SHOWING THE DISTRIBUTION OF WAR LOAN BONDS.

Nominal Value	Description of bonds	Share of					
		51,05249 %	37,26085 %	5,55161 %	4,42579 %	1,48687 %	0,22239 %
		to the Republic of Austria	to the Czechoslovak Republic	to the Kingdom of Italy	to the Republic of Poland	to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	to the Kingdom of Roumania
505,600	I. Kriegsanleihe vom Jahre 1914	258,000	188,300	28,000	22,300	8,000	1,000
567,400	II. Kriegsanleihe vom Jahre 1915	290,000	211,000	32,000	25,000	8,400	1,000
81,830,300	III. Kriegsanleihe	41,776,400	30,490,600	4,543,000	3,621,600	1,216,700	182,000
30,003,000	IV. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	15,317,000	11,179,000	1,666,000	1,328,000	446,000	67,000
46,880,000	IV. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	23,933,000	17,468,000	2,603,000	2,075,000	697,000	104,000
80,415,000	V. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	35,949,000	26,237,000	3,909,000	3,116,000	1,047,000	157,000
39,085,000	V. Kriegsanleihe) (Schatzscheine)	19,954,000	14,563,000	2,169,000	1,731,000	581,000	87,000
110,000,000	VI. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	56,158,000	40,987,000	6,107,000	4,868,000	1,635,000	245,000
75,000,000	VII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	38,289,000	27,946,000	4,164,000	3,319,000	1,115,000	167,000
100,208,000	VIII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	51,159,000	37,338,000	5,563,000	4,435,000	1,490,000	223,000
554,494,300		283,083,400	206,607,900	30,784,000	24,540,000	8,244,100	1,234,000
	Proportionate share	283,083,147	206,609,289	30,783,361	24,540,753	8,244,610	1,233,140
	Result	+ 253	— 1,389	+ 639	+ 147	— 510	+ 860

ANNEXE II

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE) REVENANT A LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE.

51,05249 % de : 1.976.001.060 cour. | 2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres		à l'exclusion des effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés		y compris les effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés	
				Valeur nominale	Cours de la Bourse	Valeur nominale	Cours de la Bourse
13	10.000	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbf.	80	130.000	104.000	130.000	104.000
5	10.000	Görz Gradiska Ld. Hyp. . .	45.000	50.000	22.500.000	50.000	22.500.000
14	10.000	4 % ö. Ndw. u. Südnordd.					
70	2.000	Vbdgs. Bhn	87.000	280.000	243.600.000	280.000	243.600.000
1	10.000						
6	5.000	4 ½ % Anl. der Stadt Czerno-		48.400	2.420.000	48.400	2.420.000
4	2.000	witz.	5.000				
2	200						
8	10.000						
8	5.000	4 % Anl. d. Stadt Krakau . .	150	120.400	180.600	120.400	180.600
2	200						
1	10.000	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld.					
		Hyp. Anst.	90	10.000	9.000	10.000	9.000
61	10.000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem.					
		Spark.	110	610.000	671.000	610.000	671.000
64	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb.					
		Prior.	23.000	25.600	5.888.000	25.600	5.888.000
1	10.000						
18	5.000	4 ½ % Istrianer Kommunal-					
21	1.000	Kred. Obl.	45.000	121.000	54.450.000	121.000	54.540.000
6	20.000						
36	10.000	4 % öster. Staatsrentenanl .	840	1.426.000	11.978.400	1.416.000	11.978.400
473	2.000						
17	10.000						
2	2.000	4 ½ % Krainische Ld. Bk.					
1	100	Komm. Schldsch.	12.000	174.100	20.892.000	174.100	20.892.000
81	2.000						
7	200	4 % Mai Rente	1.090	163.400	1.781.060	163.400	1.781.060
36	420	5¾ % Elis. Westb. Akt. I.					
		Em.	10.000	15.120	1.512.000	15.120	1.512.000
1	10.000						
4	2.000	4 % Böhm. Westb. Prior. . .	123.000	18.000	22.140.000	18.000	22.140.000
33	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120.000	9.900	11.880.000	9.900	11.880.000
1	10.000	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn.					
		Prior.	123.000	10.000	12.300.000	10.000	12.300.000
(138)133	400	5¼ % Linz Budw. Eisb. Akt.	150.000	53.200	79.800.000	55.200	82.800.000
16	2.000						
4	200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn.					
oder (1)	(600)	Prior.	2.000	32.800	656.000	33.400	668.000
10	2.000	4 % conv. Kronen Rente . .	1.050	20.000	210.000	20.000	210.000
13	200	Aktien d. Obchodni Banka .	2.137	2.600	5.556.200	2.600	5.556.200
		A reporter					

ANNEX II.

SHARE OF SECURITIES (OTHER THAN WAR LOAN BONDS) DUE TO THE REPUBLIC OF AUSTRIA.

		51.05249 % of :		1,976,001,060 crowns		2,007,041,060 crowns	
				exclusive of		inclusive of	
				securities already drawn for, but not yet repaid			
No.	at	Description of Securities		Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
13	10,000	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbf.	80	130,000	104,000	130,000	104,000
5	10,000	Görz Gradiska Ld. Hyp. . .	45,000	50,000	22,500,000	50,000	22,500,000
14	10,000	4 % ö. Ndw. u. Südnordd.					
70	2,000	Vbdgs. Bhn	87,000	280,000	243,600,000	280,000	243,600,000
1	10,000						
6	5,000	4 ½ % Anl. der Stadt Czerno-					
4	2,000	witz.	5,000	48,400	2,420,000	48,400	2,420,000
2	200						
8	10,000						
8	5,000	4 % Anl. d. Stadt Krakau . .	150	120,400	180,600	120,400	180,600
2	200						
1	10,000	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	10,000	9,000	10,000	9,000
61	10,000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	610,000	671,000	610,000	671,000
64	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23,000	25,600	5,888,000	25,600	5,888,000
1	10,000						
18	5,000	4 ½ % Istrianer Kommunal-					
21	1,000	Kred. Obl.	45,000	121,000	54,450,000	121,000	54,540,000
6	20,000						
36	10,000	4 % öster. Staatsrentenanl. .	840	1,426,000	11,978,400	1,416,000	11,978,400
473	2,000						
17	10,000						
2	2,000	4 ½ % Krainische Ld. Bk.					
1	100	Komm. Schldsch.	12,000	174,100	20,892,000	174,100	20,892,000
81	2,000						
7	200	4 % Mai Rente	1,090	163,400	1,781,060	163,400	1,781,060
36	420	5¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	15,120	1,512,000	15,120	1,512,000
1	10,000						
4	2,000	4 % Böhm. Westb. Prior. . .	123,000	18,000	22,140,000	18,000	22,140,000
33	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120,000	9,900	11,880,000	9,900	11,880,000
1	10,000	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123,000	10,000	12,300,000	10,000	12,300,000
(138)133	400	5¼ % Linz Budw. Eisb. Akt.	150,000	53,200	79,800,000	55,200	82,800,000
16	2,000						
4	200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn.					
oder (1)	(600)	Prior.	2.000	32,800	656,000	33,400	668,000
10	2,000	4 % onv. Kronen Rente . .	1,050	20,000	210,000	20,000	210,000
13	200	Aktien d. Obchodni Banka .	2,137	2,600	5,556,200	2,600	5,556,200
		Carried Forward					

ANNEXE II *(suite)*.

51,05249 % de : 1.976.001.060 cour. | 2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres		à l'exclusion des effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés		y compris les effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés	
				Valeur nominale	Cours de la Bourse	Valeur nominale	Cours de la Bourse
		Report					
1 1 2	2.000 1.000 200	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	3.400	5.780	3.400	5.780
1 1	10.000 2.000	4 % öst. März Rente		12.000	100.800	12.000	100.800
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien * . .		—	—	—	—
153	10.000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	1.530.000	3.825.000	1.530.000	3.825.000
(337)318	400	3 ½ % Nordwestbahn Prior.	57.000	127.200	72.504.000	134.800	76.836.000
(6) 6 (226)222 (3)	10.000 2.000 (400)	4 % Österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn .	87.000	504.000	438.480.000	513 200	446.484.000
27	10.000	Grazer Gemeindesparkasse .	110	270.000	297.000	270.000	297.000
					1.013.740.840		1.029.188.840
		Il revient proportionnellement			1.008.797.744		1.024.644.437
		par conséquent			+ 4.943.096		+ 4.444.403

* Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEXE III

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE) REVENANT A LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

37,26085 % de : 1.976.001.060 cour. | 2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres		à l'exclusion des effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés		y compris les effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés	
				Valeur nominale	Cours de la Bourse	Valeur nominale	Cours de la Bourse
9	10.000	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe.	80	90.000	72.000	90.000	72.000
4	10.000	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45.000	40.000	18.000.000	40.000	18.000.000
85 86	2.000 400	4 % österr. Ndw. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87.000	204.400	177.828.000	204.400	177.828.000
3 162	1.000 200	4 ½ % Anl. der Stadt Czernowitz	5.000	35.400	1.770.000	35.400	1.770.000
		A reporter					

ANNEX II *(continued).*

51.05249 % of :			1,976,001,060 crowns		2,007,041,060 crowns	
			exclusive of		inclusive of	
			securities already drawn for, but not yet repaid			
No.	at	Description of Securities	Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
		Brought Forward				
1 1 2	2,000 1,000 200	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst. 170	3,400	5,780	3,400	5,780
1 1	10,000 2,000	4 % öst. März Rente	12,000	100,800	12,000	100,800
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien * . .	—	—	—	—
153	10,000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien 250	1,530,000	3,825,000	1,530,000	3,825,000
(337)318	400	3 ½ % Nordwestbahn Prior. 57,000	127,200	72,504,000	134,800	76,836,000
(6) 6 (226)222 (3)	10,000 2,000 (400)	4 % österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn . 87,000	504,000	438,480,000	513,200	446,484,000
27	10,000	Grazer Gemeindesparkasse . 110	270,000	297,000	270,000	297,000
				1,013,740,840		1,029,188,840
		Proportionate share		1,008,797,744		1,024,644,437
		Result		+ 4,943,096		+ 4,444,403

* Repaid in full on June 7, 1923.

ANNEX III.

SHARE OF SECURITIES (OTHER THAN WAR LOAN BONDS) DUE TO THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

37.26085 % of :			1.976.001.060 crowns		2.007.041.060 crowns	
			exclusive of		inclusive of	
			securities already drawn for, but not yet repaid			
No.	at	Description of Securities	Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
9	10,000	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe. 80	90,000	72,000	90,000	72,000
4	10,000	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp. 45,000	40,000	18,000,000	40,000	18,000,000
85 86	2,000 400	4 % österr. Ndw. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn. 87,000	204,400	177,828,000	204,400	177,828,000
3 162	1,000 200	4 ½ % Anl. der Stadt Czernowitz 5,000	35,400	1,770,000	35,400	1,770,000
		Carried Forward				

ANNEXE III *(suite)*.

Pièces	à	Dénomination des titres		à l'exclusion des effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés — Valeur nominale (37,26085 % de : 1.976.001.060 cour.)	à l'exclusion des effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés — Cours de la Bourse (37,26085 % de : 1.976.001.060 cour.)	y compris les effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés — Valeur nominale (37,26085 % de : 2.007.041.060 cour.)	y compris les effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés — Cours de la Bourse (37,26085 % de : 2.007.041.060 cour.)
		Report					
44	2.000	4 % Anl. d. Stadt Krakau . .	150	88.000	132.000	88.000	132.000
1	10.000	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	10.000	9.000	10.000	9.000
44	10.000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	440.000	484.000	440.000	484.000
(47) 46	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23.000	18.400	4.232.000	18.800	4.324.000
2	10.000	4 ½ % Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45.000	88.000	39.600.000	88.000	39.600.000
8	1.000						
520	2.000	öst. Staatsrentenanl.	840	1.040.000	8.736.000	1.040.000	8.736.000
4	10.000	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	127.000	15.240.000	127.000	15.240.000
40	2.000						
7	1.000						
57	2.000	4 % Mai Rente	1.090	119.200	1.299.280	119.200	1.299.280
26	200						
26	420	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em.	10.000	10.920	1.092.000	10.920	1.092.000
7	2.000	4 % Böhm.Westb. Prior . .	123.000	14.000	17.220.000	14.000	17.220.000
24	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn.Prior.	120.000	7.200	8.640.000	7.200	8.640.000
—	—	4 % Südnordd. Vbgds. Bhn. Prior.	123.000	—	—	—	—
(101) 97	400	5 ¼ % Linz-Budw. Eisb. Akt.	150.000	38.800	58.200.000	40.400	60.600.000
7	2.000	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	24.000	480.000	24.400	488.000
15	600						
(7) 5	200						
7	2.000	4 % conv. Kronen Rente . .	1.050	14.000	147.000	14.000	147.000
10	200	Aktien der Obchodni Banka	2.137	2.000	4.274.000	2.000	4.274.000
1	2.000	4 % Pfdbfe. d. Ö. Bod. Cred. Anst.	170	3.000	5.100	3.000	5.100
1	1.000						
1	10.000	4 % österr. März Rente . .	840	10.000	84.000	10.000	84.000
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien * .		—	—	—	—
112	10.000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	1.120.000	2.800.000	1.120.000	2.800.000
(236) 232	400	3 ½ % Nordwestbahn Prior. .	57.000	92.800	52.896.000	98.400	56.088.000
(2)	(400)	4 % österreich. N. W. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn. . . .	87.000	368.000	320.160.000	374.800	326.076.000
(187) 184	2.000						
20	10.000	Grazer Gemeindesparkasse .	110	200.000	220.000	200.000	220.000
					733.620.380		745.228.380
		Il revient proportionnellement			736.274.791		747.840.559
		par conséquent			— 2.654.411		— 2.612.179

* Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX III *(continued).*

				37,26085 % of :	1,976,001,060 crowns		2,007,041,060 crowns	
					exclusive of		inclusive of	
					securities already drawn for, but not yet repaid			
No.		at		Description of Securities	Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
				Brought Forward				
	44	2,000		4 % Anl. d. Stadt Krakau . . 150	88,000	132,000	88,000	132,000
	1	10,000		4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst. 90	10,000	9,000	10,000	9,000
	44	10,000		4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark. 110	440,000	484,000	440,000	484,000
(47)	46	400		3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior. 23,000	18,400	4,232,000	18,800	4,324,000
	2	10,000		4 ½ % Istrianer Kommunal. Kred. Obl. 45,000	88,000	39,600,000	88,000	39,600,000
	8	1.000						
	520	2,000		öst. Staatsrentenanl. 840	1,040,000	8,736,000	1,040,000	8,736,000
	4	10,000		4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch. 12,000	127,000	15,240,000	127,000	15,240,000
	40	2,000						
	7	1,000						
	57	2,000		4 % Mai Rente 1,090	119,200	1,299,280	119,200	1,299,280
	26	200						
	26	420		5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em. 10,000	10,920	1,092,000	10,920	1,092,000
	7	2,000		4 % Böhm.Westb. Prior . . 123,000	14,000	17,220,000	14,000	17,220,000
	24	300		4 % Pilsen-Priesen Bhn.Prior. 120,000	7,200	8,640,000	7,200	8,640,000
	—	—		4 % Südnordd. Vbgds. Bhn. Prior. 123,000	—	—	—	—
(101)	97	400		5 ¼ % Linz Budw. Eisb. Akt. 150,000	38,800	58,200,000	40,400	60,600,000
	7	2,000		4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior. 2,000	24,000	480,000	24,400	488,000
	15	600						
(7)	5	200						
	7	2,000		4 % conv. Kronen Rente . . 1,050	14,000	147,000	14,000	147,000
	10	200		Aktien der Obchodni Banka 2,137	2,000	4,274,000	2,000	4,274,000
	1	2,000		4 % Pfdbfe. d. Ö. Bod. Cred. Anst. 170	3,000	5,100	3,000	5,100
	1	1,000						
	1	10,000		4 % österr. März Rente . . 840	10,000	84,000	10,000	84,000
	—	—		4 % Anl. d. Stadt Wien * .	—	—	—	—
	112	10,000		5 % Schatzscheine der Stadt Wien 250	1,120,000	2,800,000	1,120,000	2,800,000
(236)	232	400		3 ½ % Nordwestbahn Prior. . 57,000	92,800	52,896,000	98,400	56,088,000
(2)		(400)		4 % österreich. N. W. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn. . . . 87,000	368,000	320,160,000	374,800	326,076,000
(187)	184	2,000						
	20	10,000		Grazer Gemeindesparkasse . 110	200,000	220,000	200,000	220,000
						733,620,380		745,228,380
				Proportionate share		736,274,791		747,840,559
				Result		— 2,654,411		— 2,612,179

* Repaid in full on June 7, 1923.

ANNEXE IV

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE) REVENANT AU ROYAUME D'ITALIE.

5,55161 % de : 1.976.001.060 cour. | 2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres		à l'exclusion des effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés		y compris les effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés	
				Valeur nominale	Cours de la Bourse	Valeur nominale	Cours de la Bourse
1	10.000	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	10.000	8.000	10.000	8.000
1	10.000	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45.000	10.000	4.500.000	10.000	4.500.000
76	400	4 % österreich. Ndw. u. Süd-nordd. Vbdgs. Bhn. . . .	87.000	30.400	26.448.000	30.400	26.448.000
26	200	4 ½ % Anl. der Stadt Czernowitz	5.000	5.200	260.000	5.200	260.000
2 2 35	2.000 1.000 200	4 % Anl. d. Stadt Krakau .	150	13.000	19.500	13.000	19.500
—	—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
7	10.000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	70.000	77.000	70.000	77.000
7	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23.000	2.800	644.000	2.800	644.000
13	1.000	4 ½ % Istrianer Kommunal Kred. Obl.	45.000	13.000	5.850.000	13.000	5.850.000
77	2.000	4 % österr. Staatsrentenanl.	840	154.000	1.293.600	154.000	1.293.600
11 37 5	1.000 200 100	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	18.900	2.268.000	18.900	2.268.000
89	200	4 % Mai Rente	1.090	17.800	194.020	17.800	194.020
4	420	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I,Em.	10.000	1.680	168.000	1.680	168.000
1	2.000	4 % Böhm. Westb. Prior. . .	123.000	2.000	2.460.000	2.000	2.460.000
3	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120.000	900	1.080.000	900	1.080.000
—	—	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123.000	—	—	—	—
14	400	5 ¼ % Linz-Budw. Eisb. Akt. .	150.000	5.600	8.400.000	6.000	9.000.000
5 3	600 200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	3.600	72.000	3.600	72.000
1	2.000	4 % conv. Kronen Rente . .	1.050	2.000	21.000	2.000	21.000
2	200	Aktien der Obchodní Banka.	2.137	400	854.800	400	854.800
1	200	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	200	340	200	340
1	1.000	4 % österr. März Rente. . .	840	1.000	8.400	1.000	8.400
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien * .		—	—	—	—
17	10.000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	170.000	425.000	170.000	425.000
(37) 35	400	3 ½ % Nordwestbahn Prior. .	57.000	14.000	7.980.000	1 .800	8.436.000
(27) 21 (5) 32	2.000 400	4 % österreich. N. W. u. Süd-nordd. Vbdgs. Bhn. . . .	87.000	54.800	47.676.000	56.000	48.720.000
3	10.000	Grazer Gemeindesparkasse .	110	30.000	33.000	30.000	33.000
					110.740.660		112.840.660
		Il revient proportionnellement			109.699.872		111.423.092
		par conséquent			+ 1.040.788		+ 1.417.568

* Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX IV.

SHARE OF SECURITIES (OTHER THAN WAR LOAN BONDS) DUE TO THE KINGDOM OF ITALY.

			5.55161 % of :	1,976,001,060 crowns		2,007,041,060 crowns	
				exclusive of		inclusive of	
				securities already drawn for, but not yet repaid			
No.	at	Description of Securities		Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
1	10,000	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	10,000	8,000	10,000	8,000
1	10,000	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45,000	10,000	4,500,000	10,000	4,500,000
76	400	4 % österreich. Ndw. u. Süd-nordd. Vbdgs. Bhn. . . .	87,000	30,400	26,448,000	30,400	26,448,000
26	200	4 ½ % Anl. der Stadt Czernowitz	5,000	5,200	260,000	5,200	260,000
2	2,000						
2	1,000	4 % Anl. d Stadt Krakau .	150	13,000	19,500	13,000	19,500
35	200						
—	—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
7	10,000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	70,000	77,000	70,000	77,000
7	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23,000	2,800	644,000	2,800	644,000
13	1,000	4 ½ % Istrianer Kommunal Kred. Obl.	45,000	13,000	5,850,000	13,000	5,850,000
77	2,000	4 % österr. Staatsrentenanl.	840	154,000	1,293,600	154,000	1,293,600
11	1,000						
37	200	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12,000	18,900	2,268,000	18,900	2,268,000
5	100						
89	200	4 % Mai Rente	1,090	17,800	194,020	17,800	194,020
4	420	5¾ % Elis. Westb. Akt. I, Em.	10,000	1,680	168,000	1,680	168,000
1	2,000	4 % Böhm. Westb. Prior . .	123,000	2,000	2,460,000	2,000	2,460,000
3	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120,000	900	1,080,000	900	1,080,000
—	—	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123,000	—	—	—	—
14	400	5¼ % Linz-Budw. Eisb. Akt. .	150,000	5,600	8,400,000	6,000	9,000,000
5	600	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn.					
3	200	Prior.	2,000	3,600	72,000	3,600	72,000
1	2,000	4 % conv. Kronen Rente . .	1,050	2,000	21,000	2,000	21,000
2	200	Aktien der Obchodní Banka.	2,137	400	854,800	400	854,800
1	200	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	200	340	200	340
1	1,000	4 % österr. März Rente. . .	840	1,000	8,400	1,000	8,400
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien * .		—	—	—	—
17	10,000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	170,000	425,000	170,000	425,000
(37) 35	400	3 ½ % Nordwestbahn Prior.	57,000	14,000	7,980,000	14,800	8,436,000
(27) 21	2,000	4 % österreich. N. W. u. Süd-					
(5) 32	400	nordd. Vbdgs. Bhn. . . .	87,000	54,800	47,676,000	56,000	48,720,000
3	10,000	Grazer Gemeindesparkasse .	110	30,000	33,000	30,000	33,000
					110,740,660		112,840,660
		Proportionate share			109,699,872		111,423,092
		Result			+ 1,040,788		+ 1,417,568

* Repaid in full on June 7, 1923.

ANNEXE V

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE) REVENANT A LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

4,42579 % de : 1.976.001.060 cour. | 2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres		à l'exclusion des effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés		y compris les effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés	
				Valeur nominale	Cours de la Bourse	Valeur nominale	Cours de la Bourse
1	10.000	4 % Tiroler Land.Hyp.Pfdbfe.	80	10.000	8.000	10.000	8.000
—	—	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45.000	—	—	—	—
61	400	4 % österreich. Ndw. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. .	87.000	24.400	21.228.000	24.400	21.228.000
22	200	4 ½ % Anl.d. Stadt Czernowitz	5.000	4.400	220.000	4.400	220.000
5 2	2.000 200	4 % Anl. d. Stadt Krakau .	150	10.400	15.600	10.400	15.600
—	—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
5	10.000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	50.000	55.000	50.000	55.000
5	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23.000	2.000	460.000	2.000	460.000
1	10.000	4 ½ % Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45.000	10.000	4.500.000	10.000	4.500.000
62	2.000	4 % öst. Staatsrentenanl. . .	840	124.000	1.041.600	124.000	1.041.600
15 1	1.000 100	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	15.100	1.812.000	15.100	1.812.000
7 1	2.000 200	4 % Mariente	1.090	14.000	154.780	14.200	154.780
3	420	5 ¾ % Elis.Westb. Akt. I. Em.	10.000	1.260	126.000	1.260	126.000
1	2.000	4 % Böhm. Westb. Prior . .	123.000	2.000	2.460.000	2.000	2.460.000
3	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120.000	900	1.080.000	900	1.080.000
—	—	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior	123.000	—	—	—	—
11	400	5 ¼ % Linz-Budw. Eisb. Akt.	150.000	4.400	6.600.000	4.800	7.200.000
4 (3) 2	600 200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	2.800	56.000	3.000	60.000
1	2.000	4 % conv. Kronenrente . .	1.050	2.000	21.000	2.000	21.000
1	200	Aktien der Obchodní Banka.	2.137	200	427.400	200	427.400
1	200	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	200	340	200	340
—	—	4 % österr. Märzrente . . .	840	—	—	—	—
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien * .		—	—	—	—
13	10.000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	130.000	325.000	130.000	325.000
(29) 28	400	3 ½ % Nordwestbahn Prior.	57.000	11.200	6.384.000	11.600	6.612.000
(22) 21 (1) 4	2.000 400	4 % österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. .	87.000	43.600	37.932.000	44.400	38.628.000
2	10.000	Grazer Gemeindesparkasse .	110	20.000	22.000	20.000	22.000
					84.928.720		86.456.720
		Il revient proportionnellement			87.453.657		88.827.422
		par conséquent			— 2.524.937		— 2.370.702

* Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX V.

SHARE OF SECURITIES (OTHER THAN WAR LOAN BONDS) DUE TO THE REPUBLIC OF POLAND.

4.42579 % of : 1,976,001,060 crowns | 2,007,041,060 crowns

No.	at	Description of Securities		exclusive of securities already drawn for, but not yet repaid		inclusive of securities already drawn for, but not yet repaid	
				Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
1	10,000	4 % Tiroler Land.Hyp.Pfdbfe.	80	10,000	8,000	10,000	8,000
—	—	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45,000	—	—	—	—
61	400	4 % österreich. Ndw. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. .	87,000	24,400	21,228,000	24,400	21,228,000
22	200	4 ½ % Anl.d. Stadt Czernowitz	5,000	4,400	220,000	4,400	220,000
5 2	2,000 200	4 % Anl. d. Stadt Krakau .	150	10,400	15,600	10,400	15,600
—	—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
5	10,000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	50,000	55,000	50,000	55,000
5	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23,000	2,000	460,000	2,000	460,000
1	10,000	4 ½ % Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45,000	10,000	4,500,000	10,000	4,500,000
62	2,000	4 % öst. Staatsrentenanl. . .	840	124,000	1,041,600	124,000	1,041,600
15 1	1,000 100	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12,000	15,100	1,812 000	15,100	1,812,000
7 1	2,000 200	4 % Mariente	1,090	14,000	154,780	14,200	154,780
3	420	5 ¾ % Elis.Westb. Akt. I. Em.	10,000	1,260	126,000	1,260	126,000
1	2,000	4 % Böhm. Westb. Prior . .	123,000	2,000	2,460,000	2,000	2,460,000
3	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120,000	900	1,080,000	900	1,080,000
—	—	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior	123,000	—	—	—	—
11	400	5 ¼ % Linz-Budw. Eisb. Akt.	150,000	4,400	6,600,000	4,800	7,200,000
4 (3) 2	600 200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2,000	2,800	56,000	3,000	60,000
1	2,000	4 % conv. Kronenrente . .	1,050	2,000	21,000	2,000	21,000
1	200	Aktien der Obchodní Banka.	2,137	200	427,400	200	427,400
1	200	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	200	340	200	340
—	—	4 % österr. Märzrente . . .	840	—	—	—	—
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien * .		—	—	—	—
13	10,000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	130,000	325,000	130,000	325,000
(29) 28	400	3 ½ % Nordwestbahn Prior.	57,000	11,200	6,384,000	11,600	6,612,000
(22) 21 (1) 4	2,000 400	4 % österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. .	87,000	43,600	37,932,000	44,400	38,628,000
2	10,000	Grazer Gemeindesparkasse .	110	20,000	22,000	20,000	22,000
					84,928,720		86,456,720
		Proportionate share			87,453,657		88,827,422
		Result			— 2,524,937		— 2,370,702

* Repaid in full on June 7, 1923.

ANNEXE VI

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE) REVENANT AU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

1,48687 % de : 1.976.001.060 cour. | 2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres		à l'exclusion des effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés		y compris les effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés	
				Valeur nominale	Cours de la Bourse	Valeur nominale	Cours de la Bourse
—	—	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	—	—	—	—
—	—	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45.000	—	—	—	—
20	400	4 % österreich. Ndw. und Südnordd. Vdbgs. Bhn. .	87.000	8.000	6.960.000	8.000	6.960.000
7	200	4 ½ % Anl. der Stadt Czernowitz	5.000	1.400	70.000	1.400	70.000
3 3	1.000 200	4 % Anl. d. Stadt Krakau .	150	3.600	5.400	3.600	5.400
—	—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
2	10.000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	20.000	22.000	20.000	22.000
2	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23.000	800	184.000	800	184.000
4	1.000	4 ½ % Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45.000	4.000	1.800.000	4.000	1.800.000
21	2.000	4 % öst. Staatsrentenanl. . .	840	42.000	352.800	42.000	3 2.800
5 1	1.000 100	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	5.100	612.000	5.100	612.000
24	200	4 % Mairente	1.090	4.800	52.320	4.800	52.320
1	420	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em.	10.000	420	42.000	20	42.000
—	—	4 % Böhm. Westb. prior. . .	123.000	—	—	—	—
1	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120.000	300	360.000	300	360.000
—	—	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123.000	—	—	—	—
4	400	51 % Linz-Budw. Eisb. Akt.	150.000	1.600	2.400.000	1.600	2.400.000
5	200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	1.000	20.000	1.000	20.000
1	2.000	4 % conv. Kronenrente . .	1.050	2.000	21.000	2.000	21.000
1	200	Aktien d. Obchodní Banka .	2.137	200	427.400	200	427.400
—	—	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	—	—	—	—
—	—	4 % österr. Märzrente . . .		—	—	—	—
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien * . .		—	—	—	—
4	10.000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	40.000	100.000	40.000	100.000
(10) 9	400	3 ½ % Nordwestbahn Prior. .	57.000	3.600	2.052.000	4.000	2.280.000
(2) 7 (27) 2	2.000 400	4 % österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn . .	87.000	14.800	13.876.000	14.000	12.876.000
1	10.000	Grazer Gemeindesparkasse .	110	10.000	11.000	10.000	11.000
					28.367.920		28.595.920
		Il revient proportionnellement			29.380.567		29.842.091
		par conséquent			— 1.012.647		— 1.246.171

* Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX VI.

SHARE OF SECURITIES (OTHER THAN WAR LOAN BONDS) DUE TO THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

1,48687 % of 1,976,001 060 crowns | 2,007,041,060 crowns

No.	at	Description of Securities		exclusive of securities already drawn for, but not yet repaid		inclusive of securities already drawn for, but not yet repaid	
				Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
—	—	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	—	—	—	—
—	—	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45,000	—	—	—	—
20	400	4 % österreich. Ndw. und Südnordd. Vdbgs. Bhn.	87,000	8,000	6,960,000	8,000	6,960,000
7	200	4 ½ % Anl. der Stadt Czernowitz	5,000	1,400	70,000	1,400	70,000
3 3	1,000 200	4 % Anl. d. Stadt Krakau	150	3,600	5,400	3,600	5,400
—	—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
2	10,000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	20,000	22,000	20,000	22,000
2	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23,000	800	184,000	800	184,000
4	1,000	4 ½ % Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45,000	4,000	1,800,000	4,000	1,800,000
21	2,000	4 % öst. Staatsrentenanl.	840	42,000	352,800	42,000	352,800
5 1	1,000 100	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12,000	5,100	612,000	5,100	612,000
24	200	4 % Mairente	1,090	4,800	52,320	4,800	52,320
1	420	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	420	42,000	420	42,000
—	—	4 % Böhm. Westb. prior.	123,000	—	—	—	—
1	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120,000	300	360,000	300	360,000
—	—	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123,000	—	—	—	—
4	400	51 % Linz-Budw. Eisb. Akt.	150,000	1,600	2,400,000	1,600	2,400,000
5	200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior	2,000	1,000	20,000	1,000	20,000
1	2,000	4 % conv. Kronenrente	1,050	2,000	21,000	2,000	21,000
1	200	Aktien d. Obchodní Banka	2,137	200	427,400	200	427,400
—	—	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	—	—	—	—
—	—	4 % österr. Märzrente		—	—	—	—
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien *		—	—	—	—
4	10,000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	40,000	100,000	40,000	100,000
(10) 9	400	3 ½ % Nordwestbahn Prior.	57,000	3,600	2,052,000	4,000	2,280,000
(2) 7 (27) 2	2,000 400	4 % österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn	87,000	14,800	13,876,000	14,000	12,876,000
1	10,000	Grazer Gemeindesparkasse	110	10,000	11,000	10,000	11,000
					28,367,920		28,595,920
		Proportionate share			29,380,567		29,842,091
		Result			— 1,012,647		— 1,246,171

* Repaid in full on June 7, 1923.

ANNEXE VII

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE) REVENANT AU ROYAUME DE ROUMANIE.

0,22239 % de : 1.976.001.060 cour. | 2.007.041.060 cour.

Pièces		à	Dénomination des titres		à l'exclusion des effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés		y compris les effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés	
					Valeur nominale	Cours de la Bourse	Valeur nominale	Cours de la Bourse
—		—	4 % Tiroler Land .Hyp. Pfdbfe	80	—	—	—	—
—		—	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45.000	—	—	—	—
	3	400	4 % österreich. Ndw. und Südnord. Vbdgs. Bhn. . .	87.000	1.200	1.044.000	1.200	1.044.000
	1	200	4 ½ % Anl. d. Stadt Czernowitz	5.000	200	10.000	200	10.000
	2	200	4 % Anl. d. Stadt Krakau .	150	400	600	400	600
—		—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
—		—	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer-Gem. Spark.	110	—	—	—	—
—		—	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23.000	—	—	—	—
	1	1.000	4 ½ % Istrianer Kommunal-Kred. Obl.	45.000	1.000	450.000	1.000	450.000
	3	2.000	4 % öst. Staatsrentenanl. . .	840	6.000	50.400	6.000	50.400
	4	200	4 ½ % Krainische Ld.. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	800	96.000	800	96.000
	3	200	4 % Mai Rente.	1.090	600	6.540	600	6 540
—		—	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em.	10.000	—	—	—	—
—		—	4 % Böhm. Westb. Prior.. .	123.000	—	—	—	—
—		—	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120.000	—	—	—	—
—		—	4 % Südnordd. Vbdg. Bhn. Prior.	123.000	—	—	—	—
	1	400	5 ¼ % Linz-Budw. Eisb. Akt.	150.000	400	600.000	400	600.000
	1	200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	200	4.000	200	4.000
—		—	4 % conv. Kronen Rente . .	1.050	—	—	—	—
—		—	Aktien der Obchodní Banka	2.137	—	—	—	—
—		—	4 % Pfdbf. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	—	—	—	—
—		—	4 % österr. März Rente. . .	840	—	—	—	—
—		—	4 % Anl. d. Stadt Wien * .		—	—	—	—
	1	10.000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	10.000	25.000	10.000	25.000
(2)	1	400	3 ½ % Nordwestb. Prior. . .	57.000	400	228.000	800	456.000
(6)	6	400	4 % österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. .	87.000	2.400	2.088.000	2.400	2.088.000
—		—	Graezer Gemeinadesparksse.	100	—	—	—	—
						4.602.540		4.830.540
			Il revient proportionnellement			4.394.429		4.463.459
			par conséquent			+ 208.111		+ 367.081

* Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

Zbigniew SMOLKA *m. p.* Wilhelm THAA *m. p.*

ANNEX VII.

SHARE OF SECURITIES (OTHER THAN WAR LOAN BONDS) DUE TO THE KINGDOM OF ROUMANIA.

No.	at	Description of Securities		exclusive of securities already drawn for, but not yet repaid (1,976,001,060 crowns)		inclusive of securities already drawn for, but not yet repaid (2,007,041,060 crowns)	
				Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
—	—	4 % Tiroler Land .Hyp. Pfdbfe	80	—	—	—	—
—	—	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45,000	—	—	—	—
3	400	4 % österreich. Ndw. und Südnord. Vbdgs. Bhn. . .	87,000	1,200	1,044,000	1,200	1,044,000
1	200	4 ½ % Anl. d. Stadt Czernowitz	5,000	200	10,000	200	10,000
2	200	4 % Anl. d. Stadt Krakau .	150	400	600	400	600
—	—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
—	—	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer-Gem. Spark.	110	—	—	—	—
—	—	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23,000	—	—	—	—
1	1,000	4 ½ % Istrianer Kommunal-Kred. Obl.	45,000	1,000	450,000	1,000	450,000
3	2,000	4 % öst. Staatsrentenanl. . .	840	6,000	50,400	6,000	50,400
4	200	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch	12,000	800	96,000	800	96,000
3	200	4 % Mai Rente.	1,090	600	6,540	600	6,540
—	—	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	—	—	—	—
—	—	4 % Böhm. Westb. Prior.. .	123,000	—	—	—	—
—	—	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120,000	—	—	—	—
—	—	4 % Südnordd. Vbdg. Bhn. Prior.	123,000	—	—	—	—
1	400	5 ¼ % Linz-Budw. Eisb. Akt	150,000	400	600,000	400	600,000
1	200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2,000	200	4,000	200	4,000
—	—	4 % conv. Kronen Rente. .	1,050	—	—	—	—
—	—	Aktien der Obchodní Banka	2,137	—	—	—	—
—	—	4 % Pfdbf. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	—	—	—	—
—	—	4 % österr. März Rente. . .	840	—	—	—	—
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien *. .		—	—	—	—
1	10,000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	10,000	25,000	10,000	25,000
(2) 1	400	3 ½ % Nordwestb. Prior. . .	57,000	400	228,000	800	456,000
(6) 6	400	4 % österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn.. .	87,000	2,400	2,088,000	2,400	2,088,000
—	—	Grazer Gemeindesparkasse .	100	—	—	—	—
					4,602,540		4,830,540
		Proportionate share			4,394,429		4,463,459
		Result			+ 208,111		+ 367,081

* Repaid in full on June 7, 1923.

Zbigniew SMOLKA, *m. p.* Wilhelm THAA, *m. p.*

N° 2993.

AUTRICHE ET POLOGNE

Convention relative à l'établissement d'assurance contre les accidents du Syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, avec protocole additionnel et annexes. Signés à Vienne, le 29 mars 1924.

AUSTRIA AND POLAND

Convention regarding the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents, with Additional Protocol and Annexes. Signed at Vienna, March 29, 1924.

N° 2993. — CONVENTION [1] ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU SYNDICAT OFFICIEL DES CHEMINS DE FER AUTRICHIENS. SIGNÉE A VIENNE, LE 29 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 11 *juillet* 1932.

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, animées du désir de conclure en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monsieur Guillaume THAA, ancien chef de Section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Monsieur Zbigniew SMOLKA, chef de la Section de liquidation de la légation de Pologne à Vienne ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances, ainsi que les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, sont réparties d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. En ce qui concerne les charges résultant des accidents survenus jusqu'à la fin du mois d'octobre 1918, qui étaient reconnues à cette date ou qui, par suite de la continuation du fonctionnement dudit établissement ont été reconnues depuis lors jusqu'à la mise en vigueur de la présente convention, chacune des deux Parties contractantes assume la fraction de ces charges qui se rapporte aux personnes désignées plus spécialement sous N° 2, qui ont droit à une rente de la part de l'établissement et qui, le premier février 1920, avaient leur domicile sur le territoire de l'Etat respectif. La République d'Autriche assume, en outre, les charges résultant des assurances

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 26 janvier 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2993. — CONVENTION [2] BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE POLISH REPUBLIC, REGARDING THE ORGANISATION OF THE AUSTRIAN RAILWAYS OFFICIAL SYNDICATE FOR INSURANCE AGAINST ACCIDENTS. SIGNED AT VIENNA, MARCH 29, 1924.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July* 11, 1932.

THE REPUBLIC OF AUSTRIA and THE POLISH REPUBLIC, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Vienna Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Guillaume THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ; and

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Zbigniew SMOLKA, Head of the Liquidation Section of the Polish Legation at Vienna ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The insurance liabilities and the funds of the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents shall be distributed in accordance with the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. As regards liabilities resulting from accidents occurring up to the end of October 1918 which were recognised at that date or which, owing to the continuation of the operation of the said Organisation, were recognised between that date and the coming into force of the present Convention, each of the two Contracting Parties shall accept the portion of those liabilities relating to the persons, designated more particularly under No. 2, who are entitled to a pension from the Organisation and who, on February 1, 1920, were domiciled in the territory of the State concerned. The Republic of Austria shall further accept the liabilities resulting from the insurance of persons entitled to a

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, January 26, 1932.

des personnes ayant droit à une rente qui à la date du 1er février 1920, étaient disparues ou qui à cette date avaient leur domicile hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche.

2. Si l'assuré lui-même a été en vie le 1er février 1920, l'obligation de supporter les charges de l'assurance dépendra de son domicile à cette date. Si l'assuré n'était plus en vie, le 1er février 1920, l'obligation de supporter les charges de l'assurance dépendra, en premier lieu, du domicile que sa veuve avait à cette date, et s'il n'existait à cette époque pas de veuve ayant droit à une rente, du domicile, à cette date, de l'enfant le plus jeune pourvu d'un droit à une rente, et finalement, à défaut d'enfants ayant pareil droit, du domicile, à cette date, du plus jeune des ascendants ayant pareil droit. Dans tous les cas, la Partie contractante assumant les charges de l'assurance en faveur d'une personne ayant droit à une rente, d'après les dispositions précédentes, se chargera aussi d'effectuer tous paiements, qu'ils soient échus ou qu'ils aient à échoir par la suite, à qui que ce soit des survivants de l'assuré, sans tenir compte de leur domicile à la date du premier février 1920.

3. Pour autant que les personnes ayant, le 31 décembre 1923, droit à une rente, possèdent à cette date la nationalité d'un autre Etat national que de celui auquel, d'après les principes susindiqués, incomberait la charge des paiements des rentes, les charges résultant de leurs assurances passeront à l'Etat dont elles possèdent ou acquerront ainsi la nationalité et cela à partir de la date à laquelle l'office chargé jusqu'alors du paiement des rentes aura fait valoir ce passage auprès de l'office compétent en vertu de la nationalité de l'assuré, et lui aura communiqué en même temps les données essentielles établissant la nationalité prétendue. L'office compétent en vertu du domicile à la date du 1er février 1920 est cependant tenu de continuer les paiements jusqu'à ce que la nationalité de l'assuré soit établie d'un commun accord entre les deux Parties contractantes contre remboursement jusqu'à concurrence du montant que l'office dorénavant compétent aurait dû débourser, dans l'intervalle, d'après ses propres dispositions légales en matière.

4. Les charges des assurances à porter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 31 octobre 1918, conformément aux règlements de l'Etat respectif, à l'office qui, dans l'Etat qui a assumé cette fraction des charges, a été chargé de l'administration des assurances des employés des chemins de fer contre les accidents ou qui a été désigné comme compétent pour cette administration par le gouvernement de cet Etat. Si, toutefois, pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente convention, les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dus, d'après la présente convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés.

5. Par l'entrée en vigueur de la présente convention, toute activité de l'établissement d'assurance contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens cessera.

6. La République d'Autriche remettra à la République polonaise les dossiers de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de trente ans, à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas répartis, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République polonaise ou de l'office qui, dans cet Etat, a, d'après le No 4, assumé la charge des assurances et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. Répartition des fonds.

1. On procédera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1922, déduction faite des priorités *Süd-Norddeutsche Verbindungsbahn-*

pension who, on February 1, 1920, had disappeared or who were domiciled at that date outside the boundaries of the former Austrian Empire.

2. If the insured person was himself alive on February 1, 1920, the obligation to accept the insurance liabilities shall depend upon his domicile at that date. If the insured person was no longer living on February 1, 1920, the obligation to accept the insurance liabilities shall depend in the first place upon the domicile of his widow at that date and, if there was at that time no widow entitled to a pension, upon the domicile at that date of the youngest child entitled to a pension, and lastly, in the absence of children so entitled ,upon the domicile at that date of the youngest ascendant relative having such claim, In every case the Contracting Party accepting the insurance liabilities on behalf of a person entitled to a pension in accordance with the foregoing provisions shall also be responsible for making all payments which are due, or which may subsequently fall due, to any of the surviving members of the family of the insured person, irrespective of their domicile on February 1, 1920.

3. In so far as the persons entitled on December 31, 1923, to a pension, at that date possess the nationality of another country than that responsible for the payment of pensions in accordance with the above-mentioned principles, the liabilities resulting from their insurance shall devolve upon the State whose nationality they possess or shall acquire. This responsibility shall begin from the date on which the office hitherto responsible for the payment of pensions shall have pleaded this transfer of responsibility to the office competent in virtue of the insured person's nationality and shall have at the same time communicated to it the essential particulars establishing the alleged nationality. The office competent in virtue of the place of domicile on February 1, 1920, shall, however, be required to continue payments until the nationality of the insured person is established by agreement between the two Contracting Parties and shall be refunded up to the amount which the office thenceforward competent would have had to disburse in the interim in accordance with its legal regulations in the matter.

4. The insurance liabilities to be accepted in virtue of the foregoing provisions shall, as from October 31, 1918, and in conformity with the regulations of the respective States, devolve upon the office which, in the State accepting this portion of the liabilities, is responsible for the administration of railway workers' insurance against accidents or which has been designated as competent in this matter by the Government of that State. If, however, during a period prior to the coming into force of the present Convention, the insurance liabilities have been borne wholly or partly by another office than the one competent under the present Convention, any payments made shall be regarded as taking the place of the payments due according to the present Convention, without any further arrangement having to be made between the offices concerned.

5. The whole of the work of the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents shall cease with the coming into force of the present Convention.

6. The Republic of Austria shall hand over to the Polish Republic the files of the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for insurance against accidents which relate to the insurance liabilities to be accepted by the latter State, and it undertakes to preserve for thirty years from the coming into force of the present Convention those files and accessory documents which are not distributed and to allow them to be inspected by the authorised organs of the Polish Republic or of the office in that country which, in accordance with No. 4, has accepted the insurance liabilities, and to deliver to them, if necessary, such files and accessory documents as it does not itself require. The contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is supplied by the offices concerned, and they agree that correspondence of this matter shall be exchanged direct between the respective offices without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. Distribution of Funds.

1. The funds of the Organisation as existing on December 31, 1922, shall be distributed, with the exception of the *Sud-Norddeutsche Verbindungsbahn-Prioritätsobligationen* (preference

Prioritätsobligationen d'une valeur nominale de 600.000 couronnes, vendues après cette date. Etant donné que la partie du produit de la vente des coupons revenant à l'année 1922 a été couchée en recette dans le bilan de l'établissement pour cette année, aucun remboursement ne sera effectué sur les coupons réalisés par l'etablissement jusqu'à la fin du mois d'avril 1923.

2. L'immeuble de l'établissement sis à Vienne VIe arrondissement Linke Wienzeile 48-52 avec tout son inventaire, est assigné en totalité à la République d'Autriche qui se charge par contre de toutes les pensions de retraite de tous les fonctionnaires de l'établissement, tant retraités qu'en activité, exception faite pour les pensions de retraite des anciens employés qui, pendant la période du premier novembre 1918 au 31 décembre 1922, ont passé au service de la République polonaise ou d'un assureur de cet Etat. Les pensions résultant d'une mise à la retraite déjà effectuée par l'établissement sont cependant à la charge de la République d'Autriche.

3. Parmi les créances résultant de primes arriérées ordinaires d'un total de 28,327.083 couronnes et extraordinaires d'un total de 1,356,565 couronnes celles qui sont dirigées contre des débiteurs sur le territoire actuel de la République polonaise passeront à cet Etat. Le droit de l'établissement de réclamer des paiments supplémentaires du chef de l'insuffisance de la couverture passera dans la même étendue à la République polonaise.

4. Toutes les dettes de Lombards payées sur le fonds de l'établissement sont considérées comme supportées par la République d'Autriche seule ; la République d'Autriche renonce à la moitié de la quote-part des fonds à répartir, qui devaient lui échoir proportionnellement aux rentes assumées à sa charge (section B, N° 5).

5. Tout le reste des fonds à répartir de l'établissement, les actifs aussi bien que les passifs, est réparti en principe dans la proportion des charges d'assurances assumées par l'Etat national respectif. Les quotes-parts revenant aux différents Etats nationaux qui renoncent réciproquement à toute rectification de ces quotes-parts pouvant trouver sa justification par le fait que la part assumée dans la charge d'assurance conformément aux stipulations contenues dans la section A, résulterait supérieure au pourcentage ci-dessous, sont fixées comme suit :

La République d'Autriche	26,8 %
La République tchécoslovaque	43,0 %
La République de Pologne	19,9 %
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	6,0 %
Le Royaume d'Italie	3,2 %
Le Royaume de Roumanie	1,1 %

Par suite de la renonciation de la République d'Autriche à la moitié de la quote-part des fonds mentionnés au N° 4 et par suite de la répartition proportionnelle sur les autres Etats successeurs des 13.40 % devenus disponibles par cette renonciation, les pourcentages fixant la répartition effective du reste des fonds, résultent comme suit :

La République d'Autriche	13,40 %
La République tchécoslovaque	50,87 %
La République de Pologne	23,54 %
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	7,10 %
Le Royaume d'Italie	3,79 %
Le Royaume de Roumanie	1,30 %

6. Les avoirs et les créances ci-dessous énumérés sont assignés, à valoir sur les quotes-parts des Etats respectifs, à condition que les Parties contractantes ne fassent valoir à ce titre aucun droit contre le trésor autrichien, à savoir :

a) A la République tchécoslovaque :

1° Avoir à l'office de chèques postaux de Prague en anciennes couronnes	1.546,46 cour.
2° Prêt hypothécaire à la Société coopérative de Constructions « Lešetin » à Prerov	286,15 cour.
3° Avance accordée pour la construction du chemin de fer « Vsetin—Velké-Karlovice »	324.326.— cour.

bonds) to a nominal value of 600,000 crowns, sold after that date. In view of the fact that the portion of the yield from the sale of coupons relating to the year 1922 appears among the receipts in the balance-sheet of the Organisation for that year, there shall be no refund in respect of coupons realised by the Organisation before the end of April 1923.

2. The Organisation's premises at 48-52, Linke Wienzeile, Vienna VI, together with the whole of the fittings and appurtenances, shall be assigned in their entirety to the Republic of Austria, which shall in return be responsible for all the retiring pensions of all officials of the Organisation, whether retired or in service, except the retiring pensions of former employees who, between November 1, 1918 and December 31, 1922, entered, the service of the Polish Republic or of an insurance Organisation in that country. Nevertheless, the pensions of persons whose retirement has already been effected by the Organisation shall be paid by the Republic of Austria.

3. Of the debt resulting from ordinary arrears of premiums amounting to 28,327,083 crowns, and extraordinary arrears amounting to 1,356,565 crowns, those which are owed by persons in territory now belonging to the Polish Republic shall be transferred to that State. The right of the Organisation to claim additional payments by reason of insufficient cover shall be transferred to the Polish Republic to the same extent.

4. All secured debts paid out of the funds of the Organisation shall be regarded as borne by the Republic of Austria alone ; the Republic of Austria shall renounce half its share of the funds to be distributed which should fall to it in proportion to the pensions liabilities which it assumes (Section *B*, No. 5).

5. All the rest of the Organisation's funds to be distributed, both assets and liabilities, shall in principle be distributed in proportion to the insurance liabilities assumed by the respective States. The shares falling to the different States which reciprocally renounce any rectification of these shares that they might claim on the grounds that the share of insurance liabilities assumed in accordance with the provisions in Section *A* exceeds the percentage given below, shall be fixed as follows :

Republic of Austria	26.8 %
Czechoslovak Republic	43.0 %
Polish Republic	19.9 %
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	6.0 %
Kingdom of Italy	3.2 %
Kingdom of Roumania	1.1 %

Owing to the renunciation by the Republic of Austria of half of its share in the funds mentioned in No. 4, and in consequence of the proportional distribution between the other Succession States of the 13.40 % which becomes available by reason of this renunciation, the percentages determining the effective distribution of the remaining funds shall be as follows:

Republic of Austria	13.40 %
Czechoslovak Republic	50.87 %
Polish Republic	23.54 %
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	7.10 %
Kingdom of Italy	3.79 %
Kingdom of Roumania	1.30 %

6. The assets and claims enumerated below shall be assigned, as a deduction from the shares of the respective States, on condition that the Contracting Parties make no claim under this heading against the Austrian Treasury, as follows :

(a) To the Czechoslovak Republic :

(1) Assets at the Prague Postal Cheque Office in former crowns, amounting to	1,546.46 crowns
(2) Mortgage loan to the " Lešetin " Building Co-operative Society at Přerov	286.15 crowns
(3) Loan granted for the construction of the " Vsetin-Velké-Karlovice " Railway	324,326.— crowns

b) A la République de Pologne :

1° Avance accordée pour la construction du chemin de fer « Tarnopol—Zbaraż »	175.692.— cour.
2° Créance contre la direction polonaise des chemins de fer à Lwów	32.773.— cour.
3° Créance contre la direction polonaise des chemins de fer à Stanisławów	21.362.— cour.

c) Au Royaume d'Italie :

1° Avoir à la Banca commerciale à Trieste . .	8.— lire
2° Compte d'avance du chemin de fer de la Valsugana	775.254.— cour.
3° Créance contre le chemin de fer « Trente—Malé »	2.935.567.— cour.
4° Créance contre l'établissement d'assurances des ouvriers contre les accidents à Trieste	552.664.— cour.

7. Tous les avoirs et créances qui ne sont pas mentionnés sous les Nos 3 et 6 d'un total de 377.494.336 couronnes ainsi que l'argent comptant de l'établissement d'un total de 33.722.243 couronnes ensuite les engagements de l'établissement envers des tiers d'un total de 84.284.689 couronnes et consistant en dettes simples envers les administrations des chemins de fer, en paiements à effectuer en 1923 pour l'année 1922 et en dettes envers des créanciers différents, passent à la République d'Autriche qui, en retour, versera, à valoir sur les quotes-parts revenant aux autres Etats successeurs dans les éléments susvisés, les montants suivants, à savoir :

A la République tchécoslovaque	168.439.818 cour. autr.
A la République de Pologne	77.366.322 cour. autr.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	24.054.913 cour. autr.
Au Royaume d'Italie	8.302.214 cour. autr.
Au Royaume de Roumanie	4.312.871 cour. autr.

8. Les effets seront répartis proportionnellement et en nature. Le Gouvernement fédéral d'Autriche accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres dûment ajustés à livrer à la République polonaise.

Conformément à ce qui précède les rentes d'avant-guerre d'une valeur nominale de 23.394.000 couronnes sont réparties de la matière suivante :

A la République d'Autriche un nominal de . . .	3.134.800 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de .	11.900.500 cour.
A la République de Pologne un nominal de . . .	5.507.000 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	1.661.000 cour.
Au Royaume d'Italie un nominal de	886.600 cour.
Au Royaume de Roumanie un nominal de	304.100 cour.

En vertu d'un accord spécial, la République tchécoslovaque cède sur sa quote-part au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de 800.000 couronnes, de sorte qu'il ne lui sera assigné en réalité qu'un nominal de 11.100.500 couronnes, tandis que le nominal à assigner au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sera porté à 2.461.000 couronnes.

Tous les autres effets seront répartis proportionnellement ; il revient :

a) Sur les titres autrichiens d'un nominal de . . . . . 24.408.100 cour.

A la République d'Autriche un nominal de . .	3.270.600 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de	12.416.700 cour.

(b) To the Polish Republic :

(1) Loan granted for the construction of the "Tarnopol-Zbaraz" Railway . . . . . 175,692.— crowns

(2) Debt owed by the Polish railway directorate at Lwów . . . . . 32,773.— crowns

(3) Debt owed by the Polish railway directorate at Stanisławów . . . . . 21,362.— crowns

(c) To the Kingdom of Italy :

(1) Assets at the Banca Commerciale at Trieste . . . . . 8 lire

(2) Loan account of the Valsugana railway. 775,254.— crowns

(3) Debt owed by the "Trente-Malé" railway 2,935,567.— crowns

(4) Debt owed by the Workmen's Accident Insurance Organisation at Trieste . . . . . 552,664.— crowns

7. All the assets and debts not mentioned under Nos. 3 and 6, amounting to a total of 377,494,336 crowns, together with the cash of the Organisation amounting to 33,722,243 crowns, and also the obligations of the Organisation towards third parties, amounting in all to 84,284,689 crowns, and consisting of simple debts to the railway administrations, payments to be made in 1923 in respect of the year 1922, and debts to various creditors, shall be transferred to the Republic of Austria, which shall in return pay in proportion to the shares falling to the other Succession States, as given above, the following amounts :

To the Czechoslovak Republic . . .	168,439,818 Austrian crowns
To the Polish Republic	77,366,322 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.	24,054,913 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy	8,302,214 Austrian crowns
To the Kingdom of Roumania . .	4,312,871 Austrian crowns

8. The actual securities shall be distributed proportionately. The Federal Government of Austria shall grant free authorisation to export the securities (in due order) to be handed over to the Polish Republic.

In conformity with the foregoing, the pre-war securities, to a nominal value of 23,394,000 crowns, shall be distributed as follows :

To the Republic of Austria a nominal value of .	3,134,800 crowns
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	11,900,500 crowns
To the Polish Republic a nominal value of . . .	5,507,000 crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	1,661,000 crowns
To the Kingdom of Italy a nominal value of . .	886,600 crowns
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	304,100 crowns

In virtue of a special agreement, the Czechoslovak Republic shall out of its share hand over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of 800,000 crowns, with the result that it shall in fact only be assigned a nominal value of 11,100,500 crowns, whereas the nominal value to be assigned to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall be increased to 2,461,000 crowns.

All the other securities shall be divided proportionately, as follows :

(a) Austrian securities to a nominal value of . . . . . 24,408,100 crowns

To the Republic of Austria a nominal value of. . . . . 3,270,600 crowns

To the Czechoslovak Republic a nominal value of . . . . . 12,416,700 crowns

A la République de Pologne un nominal de. . .	5.745.800 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	1.732 800 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	925.000 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de . . .	317.200 cour.	
b) Sur les titres tchécoslovaques d'un nominal de		4.784.300 cour.
A la République d'Autriche un nominal de . .	641.000 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de .	2.433.800 cour.	
A la République de Pologne un nominal de . .	1.126.300 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	339.800 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	181.200 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de . . .	62.200 cour.	
c) Sur les titres tchécoslovaques-autrichiens d'un nominal de		12.840.800 cour.
A la République d'Autriche un nominal de . .	1.720.600 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de	6.532.200 cour.	
A la République de Pologne un nominal de . .	3.022.800 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	911.600 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	486.600 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de . . .	167 000 cour.	
d) Sur les titres tchécoslovaques-polonais d'un nominal de		430.400 cour.
A la République d'Autriche un nominal de . .	57.600 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de .	219.000 cour.	
A la République de Pologne un nominal de . .	101.200 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	30.600 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	16.400 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de . . .	5.600 cour.	
e) Sur les titres polonais d'un nominal de		6.980.000 cour.
A la République d'Autriche un nominal de . .	935.400 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de .	3.550.600 cour.	
A la République de Pologne un nominal de . .	1.643.000 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	495.600 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	264.600 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de . . .	90.800 cour.	
f) Sur les titres polonais-roumains d'un nominal de		222.600 cour.
A la République d'Autriche un nominal de . .	30.000 cour.	

To the Polish Republic a nominal value of .	5,745,800 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	1,732,800 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	925,000 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	317,200 crowns	
(b) Czechoslovak securities to a nominal value of		4,784,300 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	641,000 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	2,433,800 crowns	
To the Polish Republic a nominal value of.	1,126,300 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	339,800 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of .	181,200 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	62,200 crowns	
(c) Czechoslovak-Austrian securities to a nominal value of		12,840,800 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	1,720,600 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	6,532,200 crowns	
To the Polish Republic a nominal value of.	3,022,800 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	911,600 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	486,600 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	167,000 crowns	
(d) Czechoslovak-Polish securities to a nominal value of		430,400 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	57,600 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	219,000 crowns	
To the Polish Republic a nominal value of.	101,200 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	30,600 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	16,400 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	5,600 crowns	
(e) Polish securities to a nominal value of		6,980,000 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	935,400 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	3,550,600 crowns	
To the Polish Republic a nominal value of.	1,643,000 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	495,600 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	264,600 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	90,800 crowns	
(f) Polish-Roumanian securities to a nominal value of		222,600 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	30,000 crowns	

A la République tchécoslovaque un nominal de .	113.200 cour.	
A la République de Pologne un nominal de . .	52.400 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	15.800 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	8.400 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de . . .	2.800 cour.	
g) Sur les titres autrichiens-italiens-serbes-croates-slovènes d'un nominal de.		2.083.200 cour.
A la République d'Autriche un nominal de .	279.200 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de .	1.059.800 cour.	
A la République de Pologne un nominal de . .	490.400 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	147.800 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	79.000 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de . . .	27.000 cour.	
h) Sur les titres d'emprunt de guerre d'un nominal de		84.500.000 cour.
A la République d'Autriche un nominal de . .	11.323.000 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de .	42.985.200 cour.	
A la République de Pologne un nominal de . .	19.891.300 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	5.999.500 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	3.202.500 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de . . .	1.098.500 cour.	

La répartition des espèces respectives des titres résulte des annexes I-IX qui constituent une partie intégrante de la présente convention.

9. Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention, le Gouvernement autrichien versera à la Légation de la République polonaise à Vienne, le montant en argent comptant dû à cet Etat d'après les dispositions du N° 7, et mettra à la disposition de cette légation au lieu du dépôt, les titres qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions du N° 8 et annexes.

10. Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

11. Chacune des deux Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre e autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République polonaise ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible ; elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

To the Czechoslovak Republic a nominal value of	113,200 crowns	
To the Polish Republic a nominal value of.	52,400 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	15,800 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	8,400 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	2,800 crowns	
(g) Austrian-Italian-Serb-Croat-Slovene securities to a nominal value of		2,083,200 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	279,200 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	1,059,800 crowns	
To the Polish Republic a nominal value of.	490,400 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	147,800 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	79,000 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	27,000 crowns	
(h) War loan bonds to a nominal value of		84,500,000 crown
To the Republic of Austria a nominal value of	11,323,000 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	42,985,200 crowns	
To the Polish Republic a nominal value of.	19,891,300 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	5,999,500 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	3,202,500 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of.	1,098,500 crowns	

The distribution of the various kinds of securities is given in Annexes I to IX, which shall constitute an integral part of the present Convention.

9. Within one month from the coming into force of the present Convention, the Austrian Government shall pay to the Polish Legation at Vienna the cash sum due to Poland in accordance with the provisions of No. 7, and shall place at the disposal of that Legation at the place of deposit the securities falling to that State in accordance with the provision of No. 8 and the annexes.

10. The transfer to the competent insurance organisation of the funds allocated to each State shall be subject to the internal regulations of the latter.

11. Each of the two Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Polish Republic shall make no further claims against Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain concerning the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date on which the instruments of ratification are exchanged.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposés leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République polonaise :
Dr Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :
Wilhelm THAA, *m. p.*

PROTOCOLE ADDITIONNEL

En vue de préciser les conditions dans lesquelles devront être exécutées certaines clauses de la convention relative à l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

1° Les titres d'emprunt de guerre à remettre par la République d'Autriche conformément à l'article I, section B, N° 8 de la convention susdite seront munis de la marque : « *von der Republik Österreich nicht übernommen* ».

2° A défaut de coupures assez petites la répartition des titres a parfois dû s'écarter un peu de la répartition établie dans les annexes de la convention susdite. La compensation a été accomplie sur base des valeurs estimatives de la Chambre de la Bourse à Vienne du 29 décembre 1922, d'abord par l'assignation de plus ou de moins d'autres titres et, en tant que cela ne fût possible, en monnaie comptante. La liste des numéros des titres revenant à la République polonaise en exécution de la convention susdite a été remise au délégué de la République polonaise. Cette liste servira de base à la répartition définitive des titres.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République polonaise :
Dr Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :
Wilhelm THAA, *m. p.*

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Polish Republic :
Dr. Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

For the Republic of Austria :
Wilhelm THAA, *m. p.*

ADDITIONAL PROTOCOL.

With a view to defining the conditions which shall govern the execution of certain clauses in the Convention regarding the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents, the High Contracting Parties have agreed as follows :

(1) The war loan bonds to be handed over by the Republic of Austria, in conformity with Article I, Section *B*, No. 8 of the above-mentioned Convention, shall be inscribed " *von der Republik Österreich nicht übernommen.* "

(2) In the absence of bonds of sufficiently small value it has sometimes been necessary, in distributing the securities, to depart somewhat from the indications contained in the annexes to the above-mentioned Convention. The adjustment has been made on the basis of the estimated values on the Vienna Stock Exchange on December 29, 1922, firstly, by assigning a larger or smaller number of other securities and, when this was not possible, in cash. The list of the numbers of the securities to be transferred to the Polish Republic in execution of the above-mentioned Convention has been handed over to the Polish Delegate. This list shall serve as the basis for the final distribution of the secuities.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Polish Republic :
Dr. Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

For the Republic of Austria :
Wilhelm THAA, *m. p.*

ANNEXE I

Liste de la répartition des rentes d'avant-guerre.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli)	4	1./1. 1923	2.800.000	492.800	1.871.000	865.900	261.200	139.400	47.800
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli)	4	1./7. 1923	878.100						
Österr. steuerfreie amort. Staatsschatzanweisungen 1914 .	4 ½	1./1. 1923	323.000	60.600	230.400	106.600	32.200	17.200	6.000
Österr. steuerfreie amort. Staatsschatzanweisungen 1914 .	4 ½	1./7. 1923 Tirés	130.000						
Österr. steuerfreie Kronenrente (März-September) . . .	4	1./3. 1923	17.850.000	2.392.000	8.280.300	4.202.000	2.067.300	676.400	232.000
Österr. Kronenrente (Juni-Dezember) .	4	1./6. 1923	20.900	2.800	10.600	4.900	1.500	800	300
Österr. steuerfreie Investitions-Rente	3 ½	1./2. 1923	1.392.000	186.600	708.100	327.600	98.900	52.800	18.000
Total			23.394.000	3.134.800	11.100.400	5.507.000	2.461.100	886.600	304.100

ANNEX I.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF PRE-WAR GOVERNMENT STOCK.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli)	4	1./1. 1923	2,800,000	492,800	1,871,000	865,900	261,200	139,400	47,800
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli)	4	1./7. 1923	878,100						
Österr. steuerfreie amort. Staatschatzanweisungen 1914 .	4 ½	1./1. 1923	323,000	60,600	230,400	106,600	32,200	17,200	6,000
Österr. steuerfreie-amort. Staatsschatz anweisungen 1914 .	4 ½	1./7. 1923 Tirés	130,000						
Österr. steuerfreie Kronenrente(März-September) . . .	4	1./3. 1923	17,850,000	2,392,000	8,280,300	4,202,000	2,067,300	676,400	232,000
Österr. Kronenrente (Juni-Dezember) .	4	1./6. 1923	20,900	2,800	10,600	4,900	1,500	800	300
Österr. steuerfreie Investitions-Rente	3 ½	1./2. 1923	1,392,000	186,600	708,100	327,600	98,900	52,800	18,000
Total			23,394,000	3,134,800	11,100,400	5,507,000	2,461,100	886,600	304,100

ANNEXE II

Liste de la répartition des titres autrichiens.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Eisenerz-Vordernberger Lokalbahn-Pr. Obl.	4	1./1.	244.400	32.800	124.200	57.600	17.400	9.200	3.200
Wiener Verkehrsanlagen. Anlehen in Kr. W., I, und II. Em	4	1./4.	1.360.000	182.200	691.800	320.200	96.600	51.600	17.600
Anlehen der Stadt Wien v. J. 1908 .	4	1./6.	1.359.500	209.000	793.300	367.000	110.800	59.200	20.200
Österr.Boden-Kredit-Anstalt. Pfdbr. inh. 50 J. verlosbar . .	4	1./4.	3.690.000	494.400	1.877.200	868.600	262.000	139.800	48.000
Österr.Boden-Kredit-Anstalt,Pfdbr. Em. 1910, 65 J. verl. .	4	1./5.	990.000	132.600	503.600	233.000	70.200	37.600	13.000
Öster. Kredit-Institut für Verk. Unt. und ö. Arb., St. Gar. Obl. in Kr. W. . .	4	1./2.	6.460.200	865.600	3.286.400	1.520.800	458.600	244.800	84.000
Bregenzerwaldbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	1./2.	150.000	20.200	76.400	35.400	10.600	5.600	1.800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Wechselbahn . .	4	1./2.	6.136.000	822.200	3.121.400	1.444.400	435.600	232.600	79.800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Hartberg-Friedberg	4	1./2.	1.584.000	212.200	805.800	373.000	112.400	60.000	20.600
Göpfritz-Gross-Siegharts Lokalbahn Pr. in Kronen W. .	4	1./4.	272.000	36.400	138.400	64.000	19.200	10.400	3.600
Kühnsdorf-Eisenkappel Lokalbahn Pr. in Kronen W. .	4	1./2.	946.000	126.800	481.200	222.600	67.200	35.800	12.400
Lokalbahn Lambach-Haag Pr. in Obl. in Kronen W. . . .	4	1./2.	1.016.000	136.200	517.000	239.200	72.200	38.400	13.000
Total			24.408.100	3.270.600	12.416.700	5.745.800	1.732.800	925.000	317.200

ANNEX II.

List showing distribution of Austrian securities.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Eisenerz-Vordernberger Lokalbahn-Pr. Obl.	4	1./1.	244,400	32,800	124,200	57,600	17,400	9,200	3,200
Wiener Verkehrsanlagen. Anlehen in Kr. W., I, und II. Em	4	1./4.	1,360,000	182,200	691,800	320,200	96,600	51,600	17,600
Anlehen der Stadt Wien v. J. 1908 .	4	1./6.	1,359,500	209,000	793,300	367,000	110,800	59,200	20,200
Österr.Boden-Kredit-Anstalt. Pfdbr. inh. 50 J. verlosbar . .	4	1./4.	3,690,000	494,400	1,877,200	868,600	262,000	139,800	48,000
Österr.Boden-Kredit-Anstalt,Pfdbr. Em. 1910, 65 J. verl. .	4	1./5.	990,000	132,600	503,600	233,000	70,200	37,600	13,000
Öster.Kredit-Institut für Verk. Unt. und ö. Arb., St. Gar. Obl. in Kr. W. . .	4	1./2.	6,460,200	865,600	3,286,400	1,520,800	458,600	244,800	84,000
Bregenzerwaldbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	1./2.	150,000	20,200	76,400	35,400	10,600	5,600	1,800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Wechselbahn . .	4	1./2.	6,136,000	822,200	3,121,400	1,444,400	435,600	232,600	79,800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Hartberg-Friedberg	4	1./2.	1,584,000	212,200	805,800	373,000	112,400	60,000	20,600
Göpfritz-Gross-Siegharts Lokalbahn Pr. in Kronen W. .	4	1./4.	272,000	36,400	138,400	64,000	19,200	10,400	3,600
Kühnsdorf-Eisenkappel Lokalbahn Pr. in Kronen W. .	4	1./2.	946,000	126,800	481,200	222,600	67,200	35,800	12,400
Lokalbahn Lambach-Haag Pr. in Obl. in Kronen W. . . .	4	1./2.	1,016,000	136,200	517,000	239,200	72,200	38,400	13,000
Total			24,408,100	3,270,600	12,416,700	5,745,800	1,732,800	925,000	317,200

ANNEXE III

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES TCHÉCOSLOVAQUES.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Mähr. Grenzbahn Pr. Obl. in Kr. W. . .	4	1./3.	334.800	45.000	170.200	78.800	23.800	12.600	4.400
Mähr. Schles. Zentralbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	1./1.	258.600	34.600	131.600	60.800	18.400	9.800	3.400
Pilsen-Priesener Bahn Pr. Obl. i. S.	4	1./1.	117.900	15.800	60.000	27.800	8.400	4.400	1.500
Südnorddeutsche Verbindungsbahn Pr. Obl. in S.	4	1./1.	1.278.400	171.200	650.400	301.000	90.800	48.400	16.600
Böhm. Landesbank Kom. Sch. V. inh. 78 J. verl. in Kr.W.	4	1./5.	2.340.000	313.600	1.190.400	550.800	166.200	88.600	30.400
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	1./2.	144.000	28.600	108.800	50.400	15.200	8.200	2.800
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	1./5.	70.000						
Erste Mähr. Spark. Pfbr. inh. 55 J. verl.	4	1./1.	18.000	32.200	122.400	56.700	17.000	9.200	3.100
Erste Mähr. Spark. Pfdbr. inh. 55 J. verl. *	4	1./1.	222.600						
Total			4.784.300	641.000	2.433.800	1.126.300	339.800	181.200	62.200

* 200 cour.

ANNEX III.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF CZECHOSLOVAK SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Mähr. Grenzbahn Pr. Obl. in Kr. W. . .	4	1./3.	334,800	45,000	170,200	78,800	23,800	12,600	4,400
Mähr. Schles. Zentralbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	1./1.	258,600	34,600	131,600	60,800	18,400	9,800	3,400
Pilsen-Priesener Bahn Pr. Obl. i. S. . . .	4	1./1.	117,900	15,800	60,000	27,800	8,400	4,400	1,500
Südnorddeutsche Verbindungsbahn Pr. Obl. in S.	4	1./1.	1,278,400	171,200	650,400	301,000	90,800	48,400	16,600
Böhm. Landesbank Kom. Sch. V. inh. 78 J. verl. in Kr.W.	4	1./5.	2,340,000	313,600	1,190,400	550,800	166,200	88,600	30,400
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	1./2.	144,000	28,600	108,800	50,400	15,200	8,200	2,800
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	1./5.	70,000						
Erste Mähr. Spark. Pfbr. inh. 55 J. verl.	4	1./1.	18,000	32,200	122,400	56,700	17,000	9,200	3,100
Erste Mähr. Spark. Pfdbr. inh. 55 J. verl.*	4	1./1.	222,600						
Total			4,784,300	641,000	2,433,800	1,126,300	339,800	181,200	62,200

* 200 cour.

ANNEXE IV

Liste de la répartition des titres tchécoslovaques-autrichiens.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Franz Josefs-Bahn-St. Sch. V.	5 ½	1./1.	40.000	5.400	20.400	9.400	2.800	1.400	600
Österr. Nordwestbahn und Südnorddeutsche Verbindungsbahn St. Sch. V.	4	1./1.	5.700.000	763.800	2.899.600	1.341.800	404.800	216.000	74.000
Franz Josefs-Bahn Pr. Obl. Em. 1884	4	1./4.	217.600	29.200	110.600	51.200	15.400	8.400	2.800
Konv. Österr. Nordwestbahn Pr. Obl. lit. A.	3 ½	1./3.	6.223.200	833.800	3.165.800	1.465.000	441.800	235.800	81.000
Österr. Nordwestbahn Pr. Obl. Em. 1885	4	1./4.	660.000	88.400	335.800	155.400	46.800	25.000	8.600
Total			12.840.800	1.720.600	6.532.200	3.022.800	911.600	486.600	167.000

ANNEXE V

Liste de la répartition des titres tchécoslovaques-polonais.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Konv. Ungar.-galiz. Eisenbahn Pr. Obl. Em. 1870	3 ½	1./3.	430.400	57.600	219.000	101.200	30.600	16.400	5.600

ANNEX IV.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF CZECHOSLOVAK-AUSTRIAN SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Franz Josefs-Bahn-St. Sch. V.	5 ½	1./1.	40,000	5,400	20,400	9,400	2,800	1,400	600
Österr. Nordwestbahn und Südnord-deutsche Verbin-dungsbahn St. Sch. V.	4	1./1.	5,700,000	763,800	2,899,600	1,341,800	404,800	216,000	74,000
Franz Josefs-Bahn Pr. Obl. Em. 1884	4	1./4.	217,600	29,200	110,600	51,200	15,400	8,400	2,800
Konv. Österr. Nord-westbahn Pr. Obl. lit. A.	3 ½	1./3.	6,223,200	833,800	3,165,800	1,465,000	441,800	235,800	81,000
Österr.Nordwestbahn Pr. Obl. Em. 1885	4	1./4.	660,000	88,400	335,800	155,400	46,800	25,000	8,600
Total			12,840,800	1,720,600	6,532,200	3,022,800	911,600	486,600	167,000

ANNEX V.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF CZECHOSLOVAK-POLISH SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Konv. Ungar.-galiz. Eisenbahn Pr. Obl. Em. 1870	3 ½	1./3.	430,400	57,600	219,000	101,200	30,600	16,400	5,600

ANNEXE VI

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES POLONAIS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumani 1,30 %
Galiz. Karl Ludwig-Bahn St. Sch. V. .	4	1./1.	3.407.600	456.600	1.733.400	802.200	242.000	129.200	44.200
Galiz. Karl Ludwig-Bahn Pr. Obl. . .	4	1./1.	1.061.200	142.200	539.800	249.800	75.400	40.200	13.800
Albrechtsbahn Pr. Obl. i. S.	4	1./5.	481.200	64.000	244.800	113.200	34.200	18.200	6.200
Galiz. Boden-Kreditverein Pfdbr. inh. 78 J. verl. . . .	4	30/12	990.000	132.600	503.600	233.000	70.200	37.600	13.000
Galiz. Landesbank-Pfdbr. inh. 57 ½ J. verl. in Kr. W. . .	4	30/12	1.040.000	139.400	529.000	244.800	73.800	39.400	13.600
Total			6.980.000	935.400	3.550.600	1.643.000	495.600	264.600	90.800

ANNEXE VII

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES POLONAIS-ROUMAINS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. in Kr. W. 1894 .	4	1./1.	154.800	20.800	78.800	36.400	11.000	5.800	2.000
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. I. Em.	3.6	1./5.	20.400	2.800	10.400	4.800	1.400	800	200
Lemberg-Czernow.-Jassy-E. G. Pr.Obl. II. Em.	4	1./5.	47.400	6.400	24.000	11.200	3.400	1.800	600
Total			222.600	30.000	113.200	52.400	15.800	8.400	2.800

ANNEX VI.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF POLISH SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Galiz. Karl Ludwig-Bahn St. Sch. V. .	4	1./1.	3,407,600	456,600	1,733,400	802,200	242,000	129,200	44,200
Galiz. Karl Ludwig-Bahn Pr. Obl. . .	4	1./1.	1,061,200	142,200	539,800	249,800	75,400	40,200	13,800
Albrechtsbahn Pr. Obl. i. S.	4	1./5.	481,200	64,000	244,800	113,200	34,200	18,200	6,200
Galiz. Boden-Kredit-verein Pfdbr. inh. 78 J. verlosbar. .	4	30/12	990,000	132,600	503,600	233,000	70,200	37,600	13,000
Galiz. Landesbank-Pfdbr. inh. 57 ½ J. verlosbar in Kr. W.	4	30/12	1,040,000	139,400	529,000	244,800	73,800	39,400	13,600
Total			6,980,000	935,400	3,550,600	1,643,000	495,600	264,600	90,800

ANNEX VII.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF POLISH-ROUMANIAN SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. in Kr. W. 1894 .	4	1./1.	154,800	20,800	78,800	36,400	11,000	5,800	2,000
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. I. Em.	3.6	1./5.	20,400	2,800	10,400	4,800	1,400	800	200
Lemberg-Czernow.-Jassy-E. G. Pr.Obl. II. Em.	4	1./5	47,400	6,400	24,000	11,200	3,400	1,800	600
Total			222,600	30,000	113,200	52,400	15,800	8,400	2,800

ANNEXE VIII.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES AUTRICHIENS-ITALIENS-SERBES-CROATES-SLOVÈNES

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Rudolfsbahn St. Sch. V. in Kr. W. . . .	4	1./1.	1.946.000	260.800	990.000	458.000	138.200	73.800	25.200
Rudolfsbahn Pr. Obl. i. S. Em. 1884 . .	4	1./4.	137.200	18.400	69.800	32.400	9.600	5.200	1.800
Total			2.083.200	279.200	1.059.800	490.400	147.800	79.000	27.000

ANNEXE IX

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
III. Österreichische Kriegsanleihe . .	5 ½	1./1. 1923	12.000.000	1.608.000	5.104.400	2.824.800	852.000	454.800	156.000
IV. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig.	5 ½	1./6. 1923	10.000.000	1.340.000	5.087.000	2.354.000	710.000	379.000	130.000
V. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig	5 ½	1./6. 1923	28.000.000	3.752.000	14.243.600	6.591.200	1.988.000	1.061.200	364.000
VI. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig	5 ½	1./4. 1923	11.000.000	1.876.000	7.121.800	3.295.600	994.000	530.600	182.000
VI. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig	5 ½	1./4. 1923	3.000.000						
VII. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig	5 ½	1./2. 1923	10.500.000	1.407.000	5.341.400	2.471.700	745.000	397.900	136.500
VIII. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig	5 ½	1./3. 1923	5.000.000	670.000	2.543.600	1.177.000	355.000	189.400	65.000
VIII. Österreichische Kriegsanleihe, Staatsschatzscheine	5 ½	1./3. 1923	5.000.000	670.000	2.543.600	1.177.000	355.000	189.400	65.000
Total			84.500.000	11.323.000	42.985.200	19.891.300	5.999.500	3.202.500	1.098.500

Dr. Zbigniew SMOLKA, *m. p.* Wilhelm THAA, *m. p.*

ANNEX VIII.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF AUSTRO-ITALIAN-SERB-CROAT-SLOVENE SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Rudolfsbahn St. Sch. V. in Kr. W. . . .	4	1./1,	1,946,000	260,800	990,000	458,000	138,200	73,800	25,200
Rudolfsbahn Pr. Obl. i. S. Em. 1884 . .	4	1./4,	137,200	18,400	69,800	32,400	9,600	5,200	1,800
Total			2,083,200	279,200	1,059,800	490,400	147,800	79,000	27,000

ANNEX IX.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF WAR LOAN BONDS.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
III. Österreichische Kriegsanleihe . .	5 ½	1./1. 1923	12,000,000	1,608,000	5,104,400	2,824,800	852,000	454,800	156,000
IV. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig.	5 ½	1./6. 1923	10,000,000	1,340,000	5,087,000	2,354,000	710,000	379,000	130,000
V. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig	5 ½	1./6 1923	28,000,000	3,752,000	14,243,600	6,591,200	1,988,000	1,061,200	364,000
VI. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig	5 ½	1./4. 1923	11,000,000	1,876,000	7,121,800	3,295,600	994,000	530,600	182,000
VI. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig	5 ½	1./4. 1923	3,000,000						
VII. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig	5 ½	1./2. 1923	10,500,000	1,407,000	5,341,400	2,471,700	745,000	397,900	136,500
VIII. Österreichische Kriegsanleihe, 40 jährig	5 ½	1./3. 1923	5,000,000	670,000	2,543,600	1,177,000	355,000	189,400	65,000
VIII. Österreichische Kriegsanleihe, Staatsschatzscheine	5 ½	1./3. 1923	5,000,000	670,000	2,543,600	1,177,000	355,000	189,400	65,000
Total			84,500,000	11,323,000	42,985,200	19,891,300	5,999,500	3,202,500	1 098,500

Dr Zbigniew SMOLKA, *m. p.* Wilhelm THAA, *m. p.*

N° 2994.

AUTRICHE ET POLOGNE

Convention concernant l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs, avec annexe. Signée à Vienne, le 18 juin 1924.

AUSTRIA AND POLAND

Convention regarding Miners' Accidents Insurance Organisation, with Annex. Signed at Vienna, June 18, 1924.

N° 2994. — CONVENTION[1] ENTRE L'AUTRICHE ET LA POLOGNE CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DES MINEURS. SIGNÉE A VIENNE, LE 18 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a.i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 11 *juillet* 1932.

LA RÉPUBLIQUE POLONAISE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain une convention au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. le docteur Zbigniew SMOLKA, chef de la Section de Liquidation de la Légation de Pologne à Vienne ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de Section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs sont réparties d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES DES ASSURANCES.

1. Chacune des deux Parties contractantes assume la fraction des charges des assurances qui résulte d'accidents au sens de la loi autrichienne du 30 décembre 1917, Bulletin des Lois de l'Empire N° 523, survenus jusqu'à la fin du mois de décembre 1918 dans les établissements situés sur son territoire.

2. Les charges des assurances à supporter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 1er janvier 1919, conformément aux règlements internes de l'État respectif, à l'office qui dans l'Etat, qui a assumé ces charges des assurances, est chargé de l'assurance contre les accidents des mineurs pour les établissements où les accidents sont survenus ou qui a été désigné comme compétent pour ces charges par le gouvernement de cet Etat.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 26 janvier 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2994. — CONVENTION [2] BETWEEN AUSTRIA AND POLAND REGARDING THE MINERS' ACCIDENT INSURANCE ORGANISATION. SIGNED AT VIENNA, JUNE 18, 1924.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July* 11, 1932.

THE POLISH REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Miners' Accident Insurance Organisation, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Zbigniew SMOLKA, Head of the Liquidation Section of the Polish Legation at Vienna ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Guillaume THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The insurance liabilities and the funds of the Miners' Accident Insurance Organisation shall be distributed in accordance with the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. Each of the two Contracting Parties shall assume the portion of insurance liabilities resulting from accidents within the meaning of the Austrian law of December 30, 1917, Imperial Law Gazette No. 523, which occurred up to the end of December 1918 in undertakings situated in its territory.

2. The insurance liabilities to be borne in virtue of the foregoing provisions shall, as from January 1, 1919, and in conformity with the internal regulations of the State concerned, devolve on the office in the State accepting these liabilities which is responsible for insurance against accidents to miners of the undertakings in which the accidents have occurred, or the office which has been selected as competent in respect of these liabilities by the Government of that country.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vianna, January 26, 1932.

3. Par l'entrée en vigueur de la présente convention, toute activité de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs cessera.

4. La République d'Autriche remettra à la République de Pologne les dossiers de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de dix ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas répartis, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République de Pologne ou de l'office qui, dans cet Etat, a, d'après le N° 2, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. Les payements des assurances effectués par l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs à partir du 1er janvier 1919 jusqu'à la suspension de son activité, payements qui suivant la répartition des charges des assurances prévue sous A incombent à une des Parties contractantes, et les primes versées à l'établissement susdit pour une période après la date du 1er janvier 1919, seront réglés selon les registres de l'établissement susmentionné de la manière suivante :

a) Seront portés au débit du compte de la République tchécoslovaque	1.113.588,42	cour.
De la République de Pologne	97.515,76	»
Du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	57.632,42	»
Du Royaume d'Italie	40.302,90	»
b) Seront portés au crédit du compte de la République d'Autriche	471.918,70	»
Du Royaume de Roumanie	2.020,08	»

Dans la somme mentionnée en premier lieu il a été tenu compte de l'avoir du Ministère de la Prévoyance sociale à Prague envers l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs de 695.756,91 couronnes, qui résulte des versements du susdit Ministère d'un total de 1.950.000 couronnes, déduction faite des payements fiduciaires de rentes et des restitutions, ainsi que de l'avoir de l'établissement susmentionné au Bureau postal de chèques à Prague de 165.283,76 couronnes.

Dans la somme de 695.756,91 couronnes est compris le montant de 250.000 couronnes, transféré par le Ministère de la Prévoyance sociale à Prague le 1er septembre 1919 au compte de chèque de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs au Bureau postal de chèques à Prague, montant que le Bureau de banque du Ministère des Finances à Prague fait passer comme dette gagée de l'établissement susmentionné contractée sur la base de titres d'emprunt de guerre dégagées, émission IIIe, valeur nominale 500.000 couronnes. N'y sont pas compris les intérêts de ce montant pour la période du 12 septembre 1919 jusqu'au 5 septembre 1923 au montant de 62.953,93 couronnes tchécoslovaques.

2. Outre les créances et dettes mentionnées sous N° 1 l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs possédait à la date du 30 juin 1923 les fonds suivants :

I. *Actifs.*

Encaisse	53.444	cour.
Avoirs auprès des établissements de crédit :		
a) Caisse d'épargne postale autrichienne	9.234	»
b) Banques	5.262.339	»

3. All the activities of the Miners' Accident Insurance Organisation shall cease with the entry into force of the present Convention.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Polish Republic the files of the Miners' Accident Insurance Organisation which relate to the insurance liabilities to be accepted by the latter State and undertakes to preserve for ten years from the coming into force of the present Convention those files and accessory documents which are not distributed, to permit their inspection by authorised organs of the Polish Republic or of the office in that country which, in accordance with No. 2, has accepted the insurance liabilities, and, if necessary, to hand over to them those files and accessory documents which it does not itself require. The Contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is furnished by the offices concerned, and agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. Insurance payments made by the Miners' Accident Insurance Organisation between January 1, 1919, and the termination of its activities, which payments, according to the distribution of insurance liabilities provided for under A, devolve on one of the Contracting Parties, and the premiums paid to the above-mentioned Organisation for a period subsequent to January 1, 1919, shall be settled in accordance with the registers of the above-mentioned Organisation, as follows:

(a)	Debited to the Czechoslovak Republic	1,113,588.42 crowns
	Debited to the Polish Republic	97,515.76 crowns
	Debited to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	57,632.42 crowns
	Debited to the Kingdom of Italy	40,302.90 crowns
(b)	Credited to the Republic of Austria	471,918.70 crowns
	Credited to the Kingdom of Roumania	2,020.08 crowns

The first-mentioned sum is fixed with due regard to the amount of 695,756.91 crowns standing to the credit of the Ministry of Social Insurance at Prague with the Miners' Accident Insurance Organisation, which sum represents payments by the said Ministry amounting to 1,950,000 crowns, less fiduciary payments of pensions and monies returned, and it also takes account of the amount of 165,283.76 crowns standing to the credit of the above-mentioned Organisation at the Postal Cheque Office at Prague.

The sum of 695,756.91 crowns includes 250,000 crowns transferred by the Ministry of Social Insurance at Prague on September 1, 1919, to the cheque account of the Miners' Accident Insurance Organisation and deposited at the Postal Cheque Office at Prague, which amount the Banking Department of the Ministry of Finance at Prague has entered as a pledged debt of the above-mentioned Organisation contracted on the basis of redeemed war loan bonds, third issue, nominal value 500,000 crowns. It does not include the interest on this amount for the period between September 12, 1919, and September 5, 1923, amounting to 62,953.93 Czechoslovak crowns.

2. In addition to the claims and debts mentioned in No. 1, the Miners' Accident Insurance Organisation possessed on June 30, 1923, the following funds:

I. *Assets.*

Cash		53,444 crowns
Assets in the hands of credit institutions:		
(a)	Austrian Postal Savings Bank	9,234 crowns
(b)	Banks	5,262,339 crowns

Titres et valeurs :

a) Titres d'emprunt de guerre :

Emission IIIme, val. nom.	7.000.000	cour.
Emission IVme, val. nom.	10.000.000	»
Emission Vme, val. nom.	15.220.000	»
Emission VIme, val. nom.	10.000.000	»
Emission VIIme, val. nom.	10.000.000	»
Emission VIIIme, val. nom.	3.000.000	»
Emission VIIIme, bons de trésor val. nom.	7.000.000	»

b) Autres valeurs :

Rente en couronnes convertie *(4 prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai—November)*, val. nom.	240.000	»
Rente en couronnes convertie *(4prozentige konvertierte steuerfreie Kronentente, Jänner—Juli)*, val. nom.	1.000	»
Rente en papier *(4,2prozentige Notenrente)*, val. nom.	55.200	»
Rente en argent *(4,2prozentige Silberrente)*, val. nom.	200	»
Rente autrichienne en couronnes *(4prozentige österreichische Kronenrente, März—September)*, val. nom.	3.151.000	»
Rente autrichienne en couronnes *(4prozentige österreichische Kronenrente, Juni—Dezember)*, val. nom.	440.000	»
Obligations d'emprunt des établissements de communications de Vienne *(4prozentige Wiener-Verkehrsanlagenanleihe)*, val. nom.	114.000	»
Lettres de gage de la Banque autrichienne-hongroise *(4prozentige verlosbare Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank)*, val. nom.	34.000	»
Lettres de gage de la Banque foncière de la Basse-Autriche *(4prozentige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt)*, val. nom.	54.000	»

II. *Passifs.*

a) Dette gagée. . . . . 14.566.527 cour.

b) Créances diverses non payées datant de l'époque avant le 31 décembre 1918 et présentées à l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs jusqu'au 15 mars 1924 d'un total de 40.883,15 couronnes.

Les créances mentionnées sous N° 1, *lit. a*, seront assignées par anticipation aux Etats respectifs ; les dettes mentionnées sous N° 1, *lit. b*, seront assumées par les Etats respectifs auxquels sont assignés en compensation et par anticipation les titres suivants sur l'état des valeurs existant, savoir :

A l'Autriche :

Obligations d'emprunt des établissements de communication de Vienne *(4prozentige Wiener Verkehrsanlagenanleihe)*, val. nom.	114.000	cour.
Lettres de gage de la Banque autrichienne-hongroise *(4prozentige Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank)*, val. nom.	34.000	»
Lettres de gage de la Banque foncière de la Basse-Autriche *(4prozentige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt)*, val. nom.	54.000	»

A la Roumanie :

Rente en couronnes convertie *(4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner—Juli)*, val. nom.	1.000	»
Rente en argent *(4,2prozentige Silberrente)*, val. nom.	200	»

Bonds and securities :

(a)	War Loan Bonds, Third Issue, nominal value	7,000,000 crowns
	War Loan Bonds, fourth Issue, nominal value	10,000,000 crowns
	War Loan Bonds, fifth Issue, nominal value	15,220,000 crowns
	War Loan Bonds, sixth Issue, nominal value	10,000,000 crowns
	War Loan Bonds, seventh Issue, nominal value	10,000,000 crowns
	War Loan Bonds, eighth Issue, nominal value	3,000,000 crowns
	War Loan Bonds, eighth Issue, Treasury Bonds, nominal value	7,000,000 crowns
(b)	Other securities :	
	Converted crown bonds *(4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai-November)*, nominal value	240,000 crowns
	Converted crown bonds *(4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner-Juli)*, nominal value	1,000 crowns
	Paper bonds *(4.2prozentige Notenrente)*, nominal value	55,200 crowns
	Silver bonds *(4.2prozentige Silberrente)*, nominal value	200 crowns
	Austrian crown bonds *(4prozentige österreichische Kronenrente, März-September)*, nominal value	3,151,000 crowns
	Austrian crown bonds *(4prozentige österreichische Kronenrente, Juni-Dezember)*, nominal value	440,000 crowns
	Loan debentures of Vienna transport undertakings *(4prozentige Wiener-Verkehrsanlagenanleihe)*, nominal value	114,000 crowns
	Bonds of Austro-Hungarian Bank *(4prozentige verlosbare Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank)*, nominal value	34,000 crowns
	Bonds of the Lower-Austrian Land Bank *(4prozentige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt)*, nominal value	54,000 crowns

II. *Liabilities.*

(a) Pledged debt . . . . . 14,566,527 crowns

(b) Various unpaid debts dating from the period before December 31, 1918, and presented to the Miners' Accident Insurance Organisation up to March 15, 1924, amounting in all to 40,883.15 crowns.

The debts mentioned under 1 *(a)* shall be assigned in advance to the respective States ; the debts mentioned under 1 *(b)* shall be accepted by the respective States to which are assigned in compensation and in advance the following securities at their present value :

To Austria :

Loan debentures of Vienna transport undertakings *(4prozentige Wiener Verkehrsanlagenanleihe)*, nominal value	114,000 crowns
Bonds of the Austro-Hungarian Bank *(4prozentige Pfandbriefe der Österreichisch-ungarischen Bank)*, nominal value	34,000 crowns
Bonds of the Lower Austrian Land Bank *(4prozentige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt)*, nominal value	54,000 crowns

To Roumania :

Converted crown bonds *(4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner-Juli)*, nominal valu	1,000 crowns
Silver Bonds *(4.2prozentige Silberrente)*, nominal value	200 crowns

3. L'encaisse et les avoirs auprès des banques reviennent à l'Autriche qui, par contre, s'engage à payer les dettes de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs mentionnées sous N° 2, II, *b)* d'après leur valeur nominale en couronnes autrichiennes ; les dettes gagées pas encore payées (N° 2, II, *a)* seront payées par l'Autriche.

4. La partie restante des fonds entièrement placée en valeurs, sera répartie en proportion de la charge des assurances assumée par chacune des Parties contractantes. Il en résulte les quotes-parts suivantes pour chacun des États intéressés.

Pour la République d'Autriche	9.795 %
Pour la République tchécoslovaque	74.716 %
Pour le Royaume d'Italie	1.337 %
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes . . .	3.820 %
Pour la République de Pologne.	10.287 %
Pour le Royaume de Roumanie	0.045 %

Toutefois, pour compenser le payement partial de la dette gagée par les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs, l'Autriche renonce à la moitié de la rente en couronnes convertie *(4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai—Nov.)*, qui lui reviendrait selon sa quote-part, dont un nominal de 10.000 couronnes est assigné à la République tchécoslovaque, 1.200 couronnes à la République de Pologne et 500 couronnes au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ; en outre la République d'Autriche cède à la République tchécoslovaque de sa quote-part de cette espèce de rentes un nominal de 3.600 couronnes pour rembourser en partie les intérêts de la dette gagée envers le Bureau de banque à Prague (section B, N° 1, alinéa 3).

Les détails de la répartition des titres résultent de l'annexe qui constitue une partie intégrante de la présente convention.

5. Le droit de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs de réclamer ultérieurement des primes passe à l'Etat national sur le territoire duquel le siège de l'établissement contribuable est situé.

6. Les réclamations, qui pourraient surgir de payements faits après la séparation des valeurs monétaires à l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs pour acquitter des primes arriérées résultant de l'époque avant le 31 décembre 1918 en couronnes autrichiennes ou non estampillées par des établissements situés sur le territoire de la République de Pologne seront transférées à la République de Pologne.

7. Le Gouvernement autrichien mettra à la disposition de la Légation de la République de Pologne à Vienne les titres et valeurs, qui lui seront dus selon les dispositions précédentes, notamment au siège du lieu de dépôt, dans le délai d'un mois à compter du jour de l'entrée en vigueur de cette convention. Les titres d'emprunt de guerre seront munis de la remarque : « *Von der Republik Österreich nicht übernommen* », les autres valeurs seront délivrées sans remarque. Le Gouvernement autrichien accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres dûment ajustés à livrer à l'autre Partie contractante.

8. Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

9. Chacune des Hautes Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbres et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République de Pologne ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement d'assurance contre les accidents des mineurs.

3. The cash balance and the assets with the banks shall accrue to Austria, which in return undertakes to pay the debts of the Miners' Accident Insurance Organisation mentioned under No. 2, II *(b)* at their nominal value in Austrian crowns : the pledged debts not yet paid (No. 2, II *(a)*) shall be paid by Austria.

4. The remainder of the funds, which are all invested in securities, shall be distributed in proportion to the insurance liabilities assumed by each of the Contracting Parties. The charge of each of the States concerned shall therefore be as follows :

Republic of Austria	9.795 %
Czechoslovak Republic	74.716 %
Kingdom of Italy	1.337 %
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	3.820 %
Polish Republic	10.287 %
Kingdom of Roumania	0.045 %

In order, however, to set off the partial payment of the pledged debt by the funds of the Miners' Accident Insurance Organisation, Austria shall waive the half of the converted crown bonds *(4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai-Nov.)* which accrues to her as her share, and out of this a nominal value of 10,000 crowns shall be assigned to the Czechoslovak Republic, 1,200 crowns to the Polish Republic and 500 crowns to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Further, the Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic out of its share of these securities a nominal value of 3,600 crowns as partial repayment of the interest on the pledged debts to the Banking Department at Prague (Section B, No. 1, paragraph 3).

The detailed distribution of securities is shown in the annex, which shall constitute an integral part of the present Convention.

5. The right of the Miners' Accident Insurance Organisation to claim premiums later shall devolve on the country in whose territory the contributing Organisation has its seat.

6. Any claims which may arise in connection with payments by organisations situated in Poland made, after separation of the funds, to the Miners' Accident Insurance Organisation for the purpose of settling arrears of premiums relating to the period before December 31, 1918, in Austrian or unstamped crowns, shall be transferred to the Polish Republic.

7. The Austrian Government shall place at the disposal of the Polish Legation in Vienna the bonds and securities due to it in conformity with the foregoing provisions, at the place of deposit, within one month from the entry into force of this Convention. The war loan bonds shall be inscribed " *Von der Republik Österreich nicht übernommen* ". The other securities shall be handed over without any inscription. The Austrian Government shall grant free of charge authorisation to export the securities (in due order) to be handed over to the other Contracting Party.

8. The transfer to the competent insurance organisation of the funds allocated to each State shall be subject to the internal regulations of the latter.

9. Each of the High Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which may become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Polish Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain with regard to the Miners' Accident Insurance Organisation.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le dix-huit juin mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République de Pologne :

Dr Zbigniew SMOLKA *m. p.*

Pour la République d'Autriche :

W. THAA *m. p.*

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the eighteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Polish Republic :

Dr. Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

For the Republic of Austria :

W. THAA, *m. p.*

ANNEXE

Liste de la répartition des titres.

Valeur nominale en couronnes	Dénomination des titres	Quote-part revenant					
		9,795 %	74,716 %	1,337 %	3,820 %	10,287 %	0,045 %
		à la République d'Autriche	à la République tchéco-slovaque	au Royaume d'Italie	au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	à la République de Pologne	au Royaume de Roumanie
240.000	4 % konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai-November . .	8.200	192.900	3.200	9.700	25.900	100
55.200	4,2 % Notenrente	5.400	41.300	700	2.100	5.700	—
3.591.000	4 % österreichische Kronenrente	351.800	2.683.000	48.000	137.200	369.400	1.600
7.000.000	III. Steuerfreie österreichische Kriegsanleihe	685.700	5.230.100*	93.600	267.400	720.000	3.200
10.000.000	IV. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1915	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500
15.220.000	V. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1916	1.490.900	11.371.800	203.500	581.300	1.565.600	6.900
10.000.000	VI. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½ %)	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500
10.000.000	VII. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½ %)	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500
10.000.000	VIII. Österreichische Kriegsanleih (5 ½ %)	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500
66.106.200		6.460.000	49.405.500	883.800	2.525.700	6.801.400	29.800

* Dont 500.000 couronnes ont été déjà transférées à Prague.

ANNEX.

List showing Distribution of Securities.

Nominal value in crowns	Description of Securities	Share of					
		9.795 %	74.716 %	1.337 %	3.820 %	10.287 %	0.045 %
		to the Republic of Austria	to the Czechoslovak Republic	to the Kingdom of Italy	to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	to the Polish Republic	to the Kingdom of Roumania
240,000	4 % konvertierte steuerfreie Kronenrente. Mai-November . .	8,200	192,900	3,200	9,700	25,900	100
55,200	4.2 % Notenrente	5,400	41,300	700	2,100	5,700	—
3,591,000	4 % österreichische Kronenrente	351,800	2,683,000	48,000	137,200	369,400	1,600
7,000,000	III. Steuerfreie österreichische Kriegsanleihe	685,700	5,230,100*	93,600	267,400	720,000	3,200
10,000,000	IV. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1915	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
15,220,000	V. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1916	1,490,900	11,371,800	203,500	581,300	1,565,600	6,900
10,000,000	VI. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½ %)	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
10,000,000	VII. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½ %)	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
10,000,000	VIII. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½ %)	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
66,106,200		6,460,000	49,405,500	883,800	2,525,700	6,801,400	29,800

* Of which 500,000 crowns have already been transferred to Prague.

N° 2995.

AUTRICHE ET POLOGNE

Convention relative à la caisse de secours en cas de maladies, de l'Administration des anciens chemins de fer d'Etat impériaux royaux autrichiens et à ses fonds séparés, avec annexes. Signées à Vienne, le 18 juin 1924.

AUSTRIA AND POLAND

Convention regarding the Sick Benefit Fund of the Administration of the Former Imperial and Royal Austrian State Railways, and regarding the Separate Sections of that Fund, with Annexes. Signed at Vienna, June 18, 1924

N° 2995. — CONVENTION[1] ENTRE L'AUTRICHE ET LA POLOGNE, RELATIVE A LA CAISSE DE SECOURS EN CAS DE MALADIES DE L'ADMINISTRATION DES ANCIENS CHEMINS DE FER D'ÉTAT IMPÉRIAUX ET ROYAUX AUTRICHIENS ET A SES FONDS SÉPARÉS. SIGNÉE A VIENNE, LE 18 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 11 *juillet* 1932.

La République polonaise et la République d'Autriche, animées du désir de conclure selon l'article 275 du Traité de Saint-Germain une convention au sujet de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et de ses fonds séparés, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République polonaise :

M. Zbigniew Smolka, chef de la Section de Liquidation de la Légation de Pologne à Vienne ; et

Le Président fédéral de la République d'Autriche :

M. Guillaume Thaa, ancien chef de Section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale,

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Paragraphe premier.

On procédera à la liquidation des biens de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens, des fonds extraordinaires de secours et des fonds de secours pour les médecins de la caisse susdite, puis des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême (*k. k. priv. Böhmische Westbahn)* et des fonds de secours des chemins de fer du nord-ouest *(Nordwestbahn)*, tels qu'ils existaient à la date du 7 juin 1924.

Paragraphe 2.

Les biens des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême sont assignés en totalité, tels qu'ils existaient à la date du 7 juin 1924, à la République tchécoslovaque. Les titres à remettre sont énumérés dans l'annexe I qui constitue une partie intégrante de la présente convention.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 26 janvier 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2995. — CONVENTION [2] REGARDING THE SICK BENEFIT FUND OF THE ADMINISTRATION OF THE FORMER IMPERIAL AND ROYAL AUSTRIAN STATE RAILWAYS AND THE SEPARATE SECTIONS OF THAT FUND. SIGNED AT VIENNA, JUNE 18, 1924.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a.i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July* 11, 1932.

THE POLISH REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in conformity with Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a convention regarding the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the separate sections of that Fund, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Zbigniew SMOLKA, Head of the Liquidation Section of the Polish Legation in Vienna ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Guillaume THAA, formerly Head of Section in the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Paragraph 1.

The property of the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the extraordinary benefit funds and the benefit funds for the doctors of the above-mentioned Fund, as well as the benefit funds of the former Imperial and Royal privileged Railways of Western Bohemia *(K. k. priv. Bhmöische Westbahn)* and of the North Western Railway *(Nordwestbahn)*, as existing on June 7, 1924, shall be liquidated.

Paragraph 2.

The property of the benefit funds of the former Imperial and Royal privileged Railways of Western Bohemia shall be assigned in its entirety, as existing on June 7, 1924, to the Czechoslovak Republic. The securities to be handed over are enumerated in Annex I, which shall constitute an integral part of the present Convention.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, January 26, 1932.

Paragraphe 3.

Les immeubles de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens se composant de trois bâtiments d'habitation à Vienne XIII/4, Hackingerstrasse 41 — 45, ayant actuellement une valeur portée sur les livres de 170.907 couronnes, qui sont loués à la *Gemeinnützige Bau-und Wohnungsgenossenschaft* à Vienne, autrefois *Erster Spar- und Bauverein von Bediensteten der k. k. österreichischen Staatsbahnen*, ainsi que les créances de prêts des fonds extraordinaires de secours de la caisse de secours en cas de maladies susdite envers la même société d'un montant de 147.209 couronnes sont assignées à la République d'Autriche. Les immeubles susdits sont loués à la société susmentionnée contre payement anticipé de $4^1/_3$ % d'intérêts et contre remboursement dans 72 ans d'après le tableau d'amortissement des fonds placés et passeront l'amortissement des fonds placés accompli conformément au contrat à la propriété de la société.

Paragraphe 4.

Les titres énumérés dans l'annexe II, qui constitue une partie intégrante de la présente convention, avec les coupons pas remboursés à la date du 7 juin 1924 sont répartis d'après la clef de répartition suivante fixée d'un commun accord :

Il revient :

A la République d'Autriche	33,20 %
Au Royaume d'Italie	2,— %
A la République de Pologne	20,— %
Au Royaume de Roumanie	2,05 %
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	2,75 %
A la République tchécoslovaque	40,— %

Les détails de la répartition des titres résultent de l'annexe II ; les titres de chaque espèce y désignés comme non lotis seront répartis en égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre observé à l'alinéa précédent.

Les différences mentionnées dans l'annexe II sur la base des valeurs estimatives du 15 octobre 1923, différence résultant par suite des restes indivisibles vis-à-vis des quotes-parts proportionnelles, seront balancées en couronnes autrichiennes.

Les quotes-parts des titres d'emprunt de guerre revenant aux Etats nationaux à l'exception de l'Autriche conformément aux annexes I et III seront remises à la République d'Autriche pour être détruites.

Paragraphe 5.

Le numéraire existant à la date du 7 juin 1924 est assigné à la République d'Autriche.

La République d'Autriche s'engage à payer seule la dette envers la Caisse de prêts de guerre contractée à l'occasion de la souscription de titres d'emprunt de guerre.

Paragraphe 6.

Toutes les créances et dettes existant entre la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous § 1, d'une part et l'ancien Trésor public imp. roy. de l'Autriche, d'autre part, sont considérées comme compensées.

Paragraphe 7.

Dans le cas où des créances envers la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous § 1, à l'exception

Paragraph 3.

The premises of the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways, consisting of three houses — Nos. 41-45, Hackingerstrasse, Vienna XIII/4, at present valued in the books at 170,907 crowns and let to the *Gemeinnützige Bau- und Wohnungsgenossenschaft* at Vienna, formerly *Erster Spar- und Bauverein von Bediensteten der k. k. österreichischen Staatsbahnen*, together with the loans advanced to that company out of the extraordinary funds of the above-mentioned Sick Benefit Fund, amounting to 147,209 crowns, shall be assigned to the Republic of Austria. The above-mentioned premises are let to the above company on payment in advance of 4 $^1/_3$ % interest, subject to repayment in 72 years according to the table for the redemption of invested funds and, once this redemption is accomplished in conformity with the contract, shall become the property of the company.

Paragraph 4.

The securities enumerated in Annex II, which shall constitute an integral part of the present Convention, together with the coupons unredeemed on June 7, 1924, shall be distributed in the following proportions, which have been fixed by agreement :

Republic of Austria	33.20 per cent
Kingdom of Italy	2.— per cent
Polish Republic	20.— per cent
Kingdom of Roumania	2.05 per cent
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes . . .	2.75 per cent
Czechoslovak Republic	40.— per cent

The detailed distribution of the securities is shown in Annex II ; the securities of each kind therein mentioned as not allotted shall be distributed in the arithmetical order of their numbering between the States in the order observed in the preceding paragraph.

The differences mentioned in Annex II on the basis of the values estimated on October 15, 1923 — differences due to indivisible remainders after division of shares — shall be adjusted in Austrian crowns.

The shares of war loan bonds accruing to the different States, with the exception of Austria, in conformity with Annexes I and III, shall be handed over to the Republic of Austria to be destroyed.

Paragraph 5.

Cash as on June 7, 1924, shall be assigned to the Republic of Austria.

The Republic of Austria undertakes alone to pay the debt to the war loan Fund contracted through subscription to war loan bonds.

Paragraph 6.

All claims and debts as between the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the funds mentioned in paragraph 1, of the one part, and the former Imperial and Royal Austrian public Treasury, of the other part, shall be regarded as set off.

Paragraph 7.

In the event of subsequent claims against the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways or against the funds mentioned in

des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême seraient réclamées plus tard, l'Etat, dont le ressortissant à joui du secours respectif, les prendra à sa charge dans la mesure des biens lui assignés.

Paragraphe 8.

La République d'Autriche s'engage à conserver pendant un délai de dix ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires concernant la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous paragraphe 1, à permettre aux organes autorisés par la République de Pologne d'en prendre connaissance ou copie.

La République d'Autriche accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres, qui reviennent à la République de Pologne, et pourvoira, le cas échéant, à ce que les marques autrichiennes soient annulées.

Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention, le Gouvernement autrichien mettra à la disposition de la Légation de la République de Pologne à Vienne ou de l'office à désigner par celle-ci à Vienne les titres qui reviennent à cet Etat selon les dispositions précédentes, après que les différences mentionnées sous § 4, al. 3 auront été balancées en argent comptant.

Paragraphe 9.

La caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous paragraphe 1 sont considérés comme dissous à la date du 7 juin 1924.

Après l'exécution de la présente convention par la République d'Autriche la République de Pologne ne lui réclamera plus rien en vertu du Traité de Saint-Germain au sujet de la caisse de secours et des fonds mentionnés plus haut.

Paragraphe 10.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le dix-huit juin mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République polonaise :
Dr Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :
W. THAA, *m. p.*

---

paragraph 1, except the benefit funds of the former Imperial and Royal privileged Railways of Western Bohemia, the State whose national has received the benefit in question shall be responsible for these debts to the extent of the property assigned to it.

Paragraph 8.

The Republic of Austria undertakes to preserve for ten years from the coming into force of the present Convention the files and accessory documents relating to the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and to the funds mentioned in paragraph 1, and to allow the authorised organs of the Polish Republic to inspect or make copies of them.

The Republic of Austria shall grant free of charge authorisation to export the securities falling to the Polish Republic, and shall, if necessary, ensure that the Austrian inscriptions are cancelled.

Within one month of the coming into force of the present Convention, the Austrian Government shall place at the disposal of the Polish Legation in Vienna or of the office in Vienna to be designated by that Legation, the securities accruing to that State in accordance with the foregoing provisions, after the differences mentioned in paragraph 4, sub-paragraph 3, have been adjusted in cash.

Paragraph 9.

The Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the funds mentioned in paragraph 1 shall be regarded as dissolved as from June 7, 1924.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Polish Republic shall make no further claim on Austria in virtue of the Treaty of Saint-Germain in respect of the Sick Benefit Fund and the funds mentioned above.

Paragraph 10.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification at Vienna.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the eighteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Polish Republic :
Dr. Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

For the Republic of Austria :
W. THAA, *m. p.*

No. 2995

ANNEXE I

LISTE

DES VALEURS ET TITRES DES FONDS DE SECOURS DES ANCIENS CHEMINS DE FER IMP. ROY. PRIVILÉGIÉS DE L'OUEST DE LA BOHÊME.

a) *Valeurs à l'exception des titres d'emprunt de guerre.*

	Valeur nominale	
4 % einh. konv. steuerfreie Kronenrente Mai — November	52.800	couronnes
4,2 % einh. Notenrente Februar — August	10.400	»
4 % steuerfreie österr. Kronenrente, März — September	15.400	»
4 % » » » Juni — Dezember	2.200	»
5 ¼ % Franz Josefbahn in fl.	800	»
4 % Böhm. Westbahn Em. 1885, in Silber	108.800	»
4 % Czernowitz — Novosielitza (Bukow. Lokalbahn)	1.200	»
4 % Franz Josefbahn, Em. 1884, in Silber	800	»
4 % Galiz. Karl Ludwigbahn, in Silber	6.400	»
3 ½ % Ungar.-galiz. Eisenbahn, Em. 1878, konv.	2.000	»
3 ½ % » » » » 1903	400	»
4 % Böhm. Hypothek.-Bank.42 ½ jähr., ö. W. (Februar — August)	7.600	»
4 % » Landesbank, Kommunal-Schuldsch., 78 jähr.	3.600	»
4 % Galiz. Landesbank, 57 ½ jähr.	1.000	»
4 % Bregenzerwaldbahn	2.000	»
4 % Dux-Bodenbacher Eisenbahn, Em. 1891, in Silber	9.000	»
3,6 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenbahn, Em. 1884, in Silber	1.200	»
Valeur nominale totale	225.600	couronnes
Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) totale à la date du du 15 octobre 1923	182.480.800	»

b) *Titres d'emprunt de guerre.*

IV. Kriegsanleihe (40jähr.)	2.100	couronnes
VI. Kriegsanleihe (40jähr.)	2.000	»

ANNEX I.

LIST

OF SECURITIES AND BONDS OF THE BENEFIT FUNDS OF THE FORMER IMPERIAL AND ROYAL PRIVILEGED RAILWAYS OF WESTERN BOHEMIA.

(a) *Securities, except war loan bonds.*

	Nominal Value
4 % einh. konv. steuerfreie Kronenrente Mai—November	52,800 crowns
4.2 % einh. Notenrente Februar—August	10,400 »
4 % steuerfreie österrn Kronenrente, März—September	15,400 »
4 % » » » Juni—Dezember	2,200 »
5 ¼ % Franz Josefbahn in fl.	800 »
4 % Böhm. Westbahn Em. 1885, in Silber	108,800 »
4 % Czernowitz-Novosielitza (Bukow. Lokalbahn)	1,200 »
4 % Franz Josefbahn, Em. 1884, in Silber	800 »
4 % Galiz. Karl Ludwigbahn, in Silber	6,400 »
3 ½ % Ungar. galiz. Eisenbahn,Em. 1878, konv.	2,000 »
3 ½ % » » » » 1903.	400 »
4 % Böhm. Hypothek.-Bank 42 ½ jähr., ö. W. (Februar—August)	7,600 »
4 % » Landesbank, Kommunal-Schulsch., 78 jähr	3,600 »
4 % Galiz. Landesbank, 57 ½ jähr	1,000 »
4 % Bregenzerwaldbahn	2,000 »
4 % Dux-Bodenbacher-Eisenbahn, Em. 1891, in Silber	9.000 »
3.6 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenbahn, Em. 1884, in Silber	1,200 »
Total nominal value	225,600 crowns
Estimated total vlaue (Vienna Stock Exchange) on October 15, 1923	182,480,800 »

(b) *War loan bonds.*

IV. Kriegsanleihe (40 jähr.)	2,100 crowns
VI. Kriegsanleihe (40 jähr.)	2,000 »

ANNEXE II. TABLEAU DE LA RÉPARTITION DES EFFETS

DE LA CAISSE DE SECOURS EN CAS DE MALADIES DE L'ADMINISTRATION DES ANCIENS DE SECOURS ET DES FONDS DE SECOURS POUR LES MÉDECINS DE LA CAISSE SUSDITE, PUIS

Valeur nominale en couronnes	Dénomination des titres	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne du 15 octobre 1923
313.000	4 % einh. konv. steuerfreie Kronenrente, Mai-November	100
747.900	4 % » » » » Jänner-Juli	100
35.200	4,2 % einh. Notenrente, Februar-August	100
26.000	4 % österr. steuerfreie Goldrente (Gold fl. 13.000)	18.000
1.347.100	4 % » » Kronenrente, März-September	100
60.400	4 % » » » Juni-Dezember	100
144.200	3 ½ % Investitionsrente	100
1.574.800	5 ¼% Franz Josefbahn in Silber (Eisenb.-St.-Sch.-V.)	106.000
50 000	4 % Galiz. Karl Ludwigbahn »	1.500
172.400	4 % Pilsen-Priesen-Bahn in fl. »	143.000
143.600	4 % Rudolfbahn, steuerfrei »	3.300
80.000	4 % Albrechstbahn, in Silber (Eisenb.-Pr.-Obl.)	1.200
514.400	4 % Böhm. Westbahn, Em. 1895 »	140.000
4.000	4 % Czernowitz-Novosielitza (Bukow. Lokalb.) »	12.000
101.200	4 % Eisenerz-Verdernberger Lokalb. in fl. »	110
193.600	4 % dto., Em. 1892, in fl. »	110
26.000	4 % Franz Josefb., Em. 1884, in Silber »	95.000
548.000	4 % Galiz. Karl Ludwigb., in Silber »	5.000
138.800	4 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenb. Ges., Em. 1894 »	20.000
976.400	4 % Mähr. Grenzbahn »	135.000
282.600	4 % Mähr.-schles. Zentralbahn »	120.000
30.000	3 ½ % Nordwestbahn, öster., lit. A, konv. »	85.000
291.200	3 ½ % » » lit. B, konv. »	138.500
54.400	3 ½ % » » lit. B, Em. 1903. »	138.500
39.600	4 % » » Em. 1885, in Silber »	95.000
30.000	4 % Pilsen-Priesen-Bahn, in Silber »	140.000
26.000	4 % Rudolfbahn, Em. 1884, in Silber »	10.700
89.600	4 % Südnorddeutsche Verbindungsbahn »	135.000
45.200	3 ½ % Ung.-galiz. Eisenb., Em. 1870, konv. »	50.000
11.200	3 ½ % » » Em. 1903 »	50.000
16.800	4 % » » Em. 1887, in Silber »	50.000
12.400	4 % Vorarlberger Bahn, Em. 1884, in Silber »	110
12.000	4 % Ungar. Rente in Kronen, steuerfrei	100
91.000	4 % Wiener Verkehrsanlagen-Anleihe, Em. I und II	110
62.000	4 % Triest und Handelskammer Triest	100
407.800	4 % Bodenkredit-Anstalt, allg. österr., 50jähr., ö. W. u. K.	150
28.000	4 % Böhm. Hypoth.-Bank, 42 ½jähr., ö. W. (Februar-August)	175.000
6.000	4 % » Landesbank, Kommunal-Schuldsch., 78jähr.	175.000
119.000	4 % Galiz. Landesbank, 57 ½jähr.	1.000
45.000	4 % » » Kommunal-Oblig., IV, Em., 45jähr.	200
15.000	4 % » » Eisenbahn-Oblig., 57 ½jähr.	500
16.000	4 % Absdorf-Stockerau, Eisenbahn-Prioritätsoblig.	85
17.600	4 % Bregenzerwaldbahn, » »	100
7.800	4 % Dux-Bodenbacher Eisenbahn, Em. 1891, in Silber	138.000
81.200	4 % Kaschau-Oderberger Eisenbahn, Em. 1889 (gem. Str.) č. K.	125.000
60.000	3,6 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenb., Em. 1884, in Silber	18.000
107.400	4 % » » » » Em. 1884, in Silber, strfr.	20.000
500.000	4 % Österr. Losanleihe, 1/1 Stüche zu K 1000	pro Stück 2.000
15.200	4 % » » 1/5 Stücke zu K 200	» » 250
1.000	1 Gewinstschein (ganze) Österr. Losanleihe	» » 1.000
16.000	3 ½ % Nordwestbahn, lit. A, konv. (Eisenbahn-Prioritätsoblig.)	113.000
3.200	4 % » Em. 1885, in Silber (Eisenbahn-Prioritätsoblig.)	113.000
9.737.200	Valeur nominale totale en couronnes	
5.360.745.000	Valeur estimative totale du 15 octobre 1923 en couronnes	
	Différences autrichiennes	

Les chiffres figurant entre parenthèses représentent les valeurs nominales des titres lotis.

(A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE) ANNEXE II.

CHEMINS DE FER D'ETAT IMP. ROY. AUTRICHIENS, DES FONDS EXTRAORDINAIRES DES FONDS DE SECOURS DES CHEMINS DE FER DU NORD-OUEST (NORDWESTBAHN).

Quote-part revenante (valeur nominale en couronnes)					
33,20 %	2,00 %	20,00 %	2,05 %	2,75 %	40,00 %
à la République d'Autriche	au Royaume d'Italie	à la République de Pologne	au Royaume de Roumanie	au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	à la République tchécoslovaque
103.900	6.300	62.600	6.400	8.600	125.200
248.300	15.000	149.600	15.300	20.600	299.100
11.700	700	7.000	700	1.000	14.100
8.600	500	5.200	600	700	10.400
447.200	27.000	269.400	27.600	37.100	538.800
20.000	1.200	12.100	1.200	1.700	24.200
47.900	2.900	28.800	2.900	4.000	57.700
522.800	31.600	314.800	32.400	43.200	630.000
16.800	800	10.000	1.200	1.200	20.000
(4.000) 57.200	(200) 3.600	(2.200) 34.400	(200) 3.600	(200) 4.800	(4.400) 68.800
(6.000) 47.600	(400) 2.800	(3.600) 28.800	(400) 2.800	(400) 4.000	(7.200) 57.600
(2.400) 26.400	1.600	(1.200) 16.000	1.600	2.400	(2.400) 32.000
(18.000) 170.800	(1.000) 10.400	(10.800) 102.800	(1.000) 10.400	(1.800) 14.000	(21.400) 206.000
1.600	—	800	—	—	1.600
33.600	2.000	20.400	2.000	2.800	40.000
64.400	4.000	38.800	4.000	5.200	77.200
(800) 8.800	400	(400) 5.200	400	800	(800) 10.400
(22.000) 182.000	(1.400) 11.000	(13.600) 109.600	(1.400) 11.200	(2.000) 15.000	(27.200) 219.200
46.000	2.800	27.600	2.800	4.000	55.600
(13.600) 324.400	(800) 19.600	(8.200) 195.200	(800) 20.000	(1.000) 26.800	(16.400) 390.400
(6.000) 93.600	(400) 6.000	(3.600) 56.400	(400) 6.000	(400) 7.800	(7.200) 112.800
(600) 10.000	400	(200) 6.000	800	800	(400) 12.000
(6.600) 96.800	(400) 5.600	(3.800) 58.400	(400) 6.000	(400) 8.000	(7.600) 116.000
(200) 18.000	1.200	10.800	1.200	1.600	(200) 21.400
(3.400) 13.200	(200) 800	(2.000) 8.000	(200) 800	(200) 1.200	(4.000) 15.600
(600) 9.900	600	(200) 6.000	600	900	(400) 12.000
(800) 8.800	400	(400) 5.200	400	800	(800) 10.400
(400) 29.600	1.600	18.000	2.000	2.400	(400) 36.000
(1.000) 15.200	800	(400) 9.200	800	1.200	(1.000) 18.000
3.600	—	2,400	400	400	4.400
5.600	400	3.200	400	400	6.800
4.000	400	2.400	400	400	4.800
4.000	200	2.400	300	300	4.800
30.200	1.800	18.200	1.900	2.500	36.400
(600) 20.600	(200) 2.000	(400) 12.400	1.300	900	(800) 24.800
135.500	8.100	81.600	8.300	11.200	163.100
9.300	500	5.600	600	800	11.200
2.000	100	1.200	100	200	2.400
39.500	2.400	23.800	2.400	3.300	47.600
14.900	900	9.000	900	1.300	18.000
5.000	300	3.000	300	400	6.000
5.200	400	3.200	400	400	6.400
5.600	400	3.600	400	400	7.200
2.400	—	1.800	—	600	3.000
27.000	1.600	16.200	1.700	2.200	32.500
19.800	1.200	12.000	1.200	1.800	24.000
35.400	1.800	21.600	2.400	3.000	43.200
166.000	10.000	100.000	10.000	14.000	200.000
5.000	400	3.000	400	400	6.000
1.000	—	—	—	—	—
5.200	400	3.200	400	400	6.400
1.200	—	800	—	—	1.200
3.233.100	194.900	1.947.700	199.900	267.900	3.893.700
1.779.647.000	106.931.000	1.072.333.000	110.408.000	147.986.000	2.143.440.000
— 120.000	— 284.000	+ 184.000	+ 513.000	+ 566.000	— 859.000

[1] TRADUCTION.

ANNEX II.

TABLE SHOWING DISTRIBUTION OF SECURITIES

OF THE SICK BENEFIT FUNDS OF THE ADMINISTRATION OF THE FORMER IMPERIAL AND THE BENEFIT FUNDS FOR DOCTORS OF THE ABOVE-MENTIONED FUND AND

Nominal value in crowns	Description of Securities	Estimated value (Vienna Stock Echange rate) on October 15, 1923
313,000	4 % einh. konv. steuerfreie Kronenrente, Mai-November	100
747,900	4 % » » » » Jänner-Juli	100
35,200	4,2 % einh. Notenrente, Februar-August	100
26,000	4 % österr. steuerfreie Goldrente (Gold fl. 13.000)	18.000
1,347,100	4 % » » Kronenrente, März-September	100
60,400	4 % » » » Juni-Dezember	100
144,200	3 ½ % Investitionsrente	100
1,574,800	5 ¼% Franz Josefbahn in Silber (Eisenb.-St.-Sch.-V.)	106,000
50 000	4 % Galiz. Karl Ludwigbahn »	1,500
172,400	4 % Pilsen-Priesen-Bahn in fl. »	143,000
143,600	4 % Rudolfbahn, steuerfrei »	3,300
80,000	4 % Albrechstbahn, in Silber (Eisenb.-Pr.-Obl.)	1,200
514,400	4 % Böhm. Westbahn, Em. 1895 »	140,000
4,000	4 % Czernowitz-Novosielitza (Bukow. Lokalb.) »	12,000
101,200	4 % Eisenerz-Verdernberger Lokalb. in fl. »	110
193,600	4 % dto., Em. 1892, in fl. »	110
26.000	4 % Franz Josefb., Em. 1884, in Silber »	95,000
548.000	4 % Galiz. Karl Ludwigb., in Silber »	5,000
138,800	4 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenb. Ges., Em. 1894 »	20,000
976.400	4 % Mähr. Grenzbahn »	135,000
282.600	4 % Mähr.-schles. Zentralbahn »	120.000
30,000	3 ½ % Nordwestbahn, öster., lit. A, konv. »	85,000
291,200	3 ½ % » » lit. B, konv. »	138,500
54.400	3 ½ % » » lit. B, Em. 1903. »	138,500
39,600	4 % » » Em. 1885, in Silber »	95,000
30,000	4 % Pilsen-Priesen-Bahn, in Silber »	140.000
26,000	4 % Rudolfbahn, Em. 1884, in Silber »	10,700
89,600	4 % Südnorddeutsche Verbindungsbahn »	135,000
45,200	3 ½ % Ung.-galiz. Eisenb., Em. 1870, konv. »	50,000
11,200	3 ½ % » » Em. 1903 »	50.000
16,800	4 % » » Em. 1887, in Silber »	50,000
12.400	4 % Vorarlberger Bahn, Em. 1884, in Silber »	110
12,000	4 % Ungar. Rente in Kronen, steuerfrei	100
91,000	4 % Wiener Verkehrsanlagen-Anleihe, Em. I und II	110
62,000	4 % Triest und Handelskammer Triest	100
407,800	4 % Bodenkredit-Antalt, allg. österr., 50jähr., ö. W. u. K.	150
28,000	4 % Böhm. Hypoth.-Bank, 42½jähr., ö. W. (Februar-August)	175,000
6,000	4 % » Landesbank, Kommunal-Schuldsch., 78jähr.	175,000
119,000	4 % Galiz. Landesbank, 57½jähr.	1,000
45,000	4 % » » Kommunal-Oblig., IV, Em., 45jähr.	200
15,000	4 % » » Eisenbahn-Oblig., 57½jähr.	500
16,000	4 % Absdorf-Stockerau, Eisenbahn-Prioritätsoblig.	85
17,600	4 % Bregenzerwaldbahn, » »	100
7,800	4 % Dux-Bodenbacher Eisenbahn, Em. 1891, in Silber	138,000
81,200	4 % Kaschau-Oderberger Eisenbahn, Em. 1889 (gem. Str.) č. K.	125,000
60,000	3,6 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenb., Em. 1884, in Silber	18,000
107,400	4 % » » » » Em. 1884, in Silber, strfr.	20,000
500,000	4 % Österr. Losanleihe, 1/1 Stüche zu K 1000	pro Stück 2,000
15,200	4 % » » 1/5 Stücke zu K 200	» » 250
1,000	1 Gewinstschein (ganze) Österr. Losanleihe	» » 1,000
16,000	3 ½ % Nordwestbahn, lit. A, konv. (Eisenbahn-Prioritätsoblig.)	113,000
3,200	4 % » Em. 1885, in Silber (Eisenbahn-Prioritätsoblig.)	113,000
9,737,200	Nominal value in crowns	
5,360,745,000	Total estimated value on October 15, 1923 } in Austrian crowns {	
	Differences } in Austrian crowns {	

The figures in brackets represent the nominal values of the securities allocated.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

(WITH THE EXCEPTION OF WAR LOAN BONDS) ANNEX II.

AND ROYAL AUSTRIAN STATE RAILWAYS, THE EXTRAORDINARY BENEFIT FUNDS THE BENEFIT FUND OF THE NORTH-WESTERN RAILWAY (NORDWESTBAHN).

Share (Nominal value in crowns)					
33.20 %	2.00 %	20.00 %	2.05 %	2.75 %	40.00 %
of the Republic of Austria	of the Kingdom of Italy	of the Polish Republic	of the Kingdom of Roumania	of the Kingdom of the S. C. S.	of the Czechoslovak Republic
103,900	6,300	62,600	6,400	8,600	125,200
248,300	15,000	149,600	15,300	20,600	299,100
11,700	700	7,000	700	1,000	14,100
8,600	500	5,200	600	700	10,400
447,200	27,000	269,400	27,600	37,100	538,800
20,000	1,200	12,100	1,200	1,700	24,200
47,900	2,900	28,800	2,900	4,000	57,700
522,800	31,600	314,800	32,400	43,200	630,000
16,800	800	10,000	1,200	1,200	20,000
(4,000) 57,200	(200) 3,600	(2,200) 34,400	(200) 3,600	(200) 4,800	(4,400) 68,800
(6,000) 47,600	(400) 2,800	(3,600) 28,800	(400) 2,800	(400) 4,000	(7,200) 57,600
(2,400) 26,400	1,600	(1,200) 16,000	1,600	2,400	(2,400) 32,000
(18,000) 170,800	(1,000) 10,400	(10,800) 102,800	(1,000) 10,400	(1,800) 14,000	(21,400) 206,000
1,600	—	800	—	—	1,600
33,600	2,000	20,400	2 000	2,800	40,000
64,400	4,000	38,800	4,000	5,200	77,200
(800) 8,800	400	(400) 5,200	400	800	(800) 10,400
(22,000) 182,000	(1,400) 11,000	(13,600) 109,600	(1,400) 11,200	(2,000) 15,000	(27,200) 219,200
46,000	2,800	27,600	2,800	4,000	55,600
(13,600) 324,400	(800) 19,600	(8,200) 195,200	(800) 20,000	(1,000) 26,800	(16,400) 390,400
(6,000) 93,600	(400) 6,000	(3,600) 56,400	(400) 6,000	(400) 7,800	(7,200) 112,800
(600) 10,000	400	(200) 6,000	800	800	(400) 12,000
(6,600) 96,800	(400) 5,600	(3,800) 58,400	(400) 6,000	(400) 8,000	(7,600) 116,000
(200) 18,000	1,200	10,800	1,200	1,600	(200) 21,400
(3,400) 13,200	(200) 800	(2,000) 8,000	(200) 800	(200) 1,200	(4,000) 15,600
(600) 9,900	600	(200) 6,000	600	900	(400) 12,000
(800) 8,800	400	(400) 5,200	400	800	(800) 10,400
(400) 29,600	1,600	18,000	2,000	2,400	(400) 36,000
(1,000) 15,200	800	(400) 9,200	800	1,200	(1,000) 18,000
3,600	—	2,400	400	400	4,400
5,600	400	3,200	400	400	6,800
4,000	400	2,400	400	400	4,800
4,000	200	2,400	300	300	4,800
30,200	1,800	18,200	1,900	2,500	36,400
(600) 20,600	(200) 2,000	(400) 12,400	1,300	900	(800) 24,800
135,500	8,100	81,600	8,300	11,200	163,100
9,300	500	5,600	600	800	11,200
2,000	100	1,200	100	200	2,400
39,500	2,400	23,800	2,400	3,300	47,600
14,900	900	9,000	900	1,300	18,000
5,000	300	3,000	300	400	6,000
5,200	400	3,200	400	400	6,400
5,600	400	3,600	400	400	7,200
2,400	—	1,800	—	600	3,000
27,000	1,600	16,200	1,700	2,200	32,500
19,800	1,200	12,000	1,200	1,800	24,000
35,400	1,800	21,600	2,400	3,000	43,200
166,000	10,000	100,000	10,000	14,000	200,000
5,000	400	3,000	400	400	6,000
1,000	—	—	—	—	—
5,200	400	3,200	400	400	6,400
1,200	—	800	—	—	1,200
3,233,100	194,900	1,947,700	199,900	267,900	3,893,700
1,779,647,000	106,931,000	1,072,333,000	110,408,000	147,986,000	2,143,440,000
— 120,000	— 284,000	+ 184,000	+ 513,000	+ 566,000	— 859,000

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANNEXE III.

TABLEAU DE LA RÉPARTITION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE

DE LA CAISSE DE SECOURS EN CAS DE MALADIES DE L'ADMINISTRATION DES ANCIENS CHEMINS DE FER D'ÉTAT IMP. ROY. AUTRICHIENS, DES FONDS EXTRAORDINAIRES DE SECOURS ET DES FONDS DE SECOURS POUR LES MÉDECINS DE LA CAISSE SUSDITE, PUIS DES FONDS DE SECOURS DES CHEMINS DE FER DU NORD-OUEST (NORDWESTBAHN).

Valeur nominale en couronnes	Dénomination des titres	Quote-part revenante					
		32,20 %	2,00 %	20,00 %	2,05 %	2,75 %	40,00 %
		à la République d'Autriche	au Royaume d'Italie	à la République de Pologne	au Royaume de Roumanie	au Royaume des Serbes Croates et Slovènes	à la République tchéco-slovaque
1.621.500	III. Kriegsanleihe	538.300	32.400	324.300	33.300	44.600	648.600
1.007.600	IV. Kriegsanleihe (40jährig)	334.500	20.200	201.500	20.700	27.700	403.000
1.340.300	V. Kriegsanleihe (40jährig)	445.000	26.800	268.100	27.500	36.800	536.100
14.800	VI. Kriegsanleihe (40jährig)	4.900	300	3.000	300	400	5.900
3.000	VII. Kriegsanleihe (40jährig)	900	100	600	100	100	1.200
6.600	VIII. Kriegsanleihe (40jährig)	2.200	100	1.300	200	200	2.600
3.993.800		1.325.800	79.900	798.800	82.100	109.800	1.597.400

Dr Zbigniew SMOLKA, *m. p.* W. THAA, *m. p.*

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEX III.

TABLE SHOWING DISTRIBUTION OF WAR LOAN BONDS

OF THE SICK BENEFIT FUND OF THE ADMINISTRATION OF THE FORMER IMPERIAL AND ROYAL AUSTRIAN STATE RAILWAYS, THE EXTRAORDINARY BENEFIT FUNDS AND THE BENEFIT FUNDS FOR DOCTORS OF THE ABOVE-MENTIONED FUND AND THE BENEFIT FUND OF THE NORTH-WESTERN RAILWAY (NORDWESTBAHN).

Nominal value in crowns	Description of Securities	Share (Nominal value in crowns)					
		32.20 %	2.00 %	20.00 %	2.05 %	2.75 %	40.00 %
		of the Republic of Austria	of the Kingdom of Italy	of the Polish Republic	of the Kingdom of Roumania	of the Kingdom of the S. C. S.	of the Czechoslovak Republic
1,621,500	III. Kriegsanleihe	538,300	32,400	324,300	33,300	44,600	648,600
1,007,600	IV. Kriegsanleihe (40jährig)	334,500	20,200	201,500	20,700	27,700	403,000
1,340,300	V. Kriegsanleihe (40jährig)	445,000	26,800	268,100	27,500	36,800	536,100
14,800	VI. Kriegsanleihe (40jährig)	4,900	300	3,000	300	400	5,900
3,000	VII. Kriegsanleihe (40jährig)	900	100	600	100	100	1,200
6,600	VIII. Kriegsanleihe (40jährig)]	2,200	100	1,300	200	200	2,600
3,993,800		1,325,800	79,900	798,800	82,100	109,800	1,597,400

Dr. Zbigniew SMOLKA, *m. p.* W. THAA, *m. p.*

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2996.

AUTRICHE ET POLOGNE

Convention relative à l'établissement d'assurance sur les pensions de la Société des chemins de fer locaux et à voie étroite, avec annexe. Signée à Vienne, le 18 juin 1924.

AUSTRIA AND POLAND

Convention regarding the Pensions Insurance Organisation of the Local and Narrow Gauge Railways Company, with Annex. Signed at Vienna, June 18, 1924.

N° 2996. — CONVENTION[1] ENTRE L'AUTRICHE ET LA POLOGNE, RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS DE LA SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER LOCAUX ET A VOIE ÉTROITE. SIGNÉE A VIENNE, LE 18 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 11 *juillet* 1932.

LA RÉPUBLIQUE POLONAISE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain une convention au sujet de l'établissement d'assurance sur les pensions de la société des chemins de fer locaux et à voie étroite, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. le Dr Zbigniew SMOLKA, chef de la Section de liquidation de la Légation de Pologne à Vienne ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

L'établissement d'assurance sur les pensions de la société des chemins de fer locaux et à voie étroite, qui par la suite sera appelé brièvement l'établissement, est considéré comme dissout à la date du 31 décembre 1919 conformément au § 47 du statut.

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. Les charges de l'établissement envers les employés ayant pris part à l'établissement et envers les membres survivants de leurs familles, charges résultant des cas d'assurance survenus jusqu'à la fin du mois de décembre 1919 ainsi que le droit de percevoir les primes fixées par le statut de l'établissement passent à l'entreprise de chemins de fer, à laquelle ces employés appartenaient à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur (mise à la retraite ou mort). En tant qu'il s'agit d'employés (retraités, membres survivants de leurs familles) d'autres entreprises en rapport avec les voies ferrées et rattachées à l'établissement, les charges et droits susdits passent à l'office qui est autorisé à mener les affaires de cette entreprise dans l'Etat, sur le territoire actuel

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 26 janvier 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2996. — CONVENTION [2] BETWEEN AUSTRIA AND POLAND REGARDING THE PENSIONS INSURANCE ORGANISATION OF THE LOCAL AND NARROW GAUGE RAILWAYS COMPANY. SIGNED AT VIENNA, JUNE 18, 1924.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July* 11, 1932.

The REPUBLIC OF AUSTRIA and the REPUBLIC OF POLAND, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Pensions Insurance Organisation of the Local and Narrow Gauge Railways Company, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Zbigniew SMOLKA, Head of the Liquidation Section of the Polish Legation in Vienna, and,

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Guillaume THAA, formerly Head of Section in the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The pensions Insurance Organisation of the Local and Narrow Gauge Railways Company, hereinafter described as *the Organisation*, shall be regarded as dissolved as from December 31, 1919, in conformity with paragraph 47 of the Statutes.

A. GENERAL PROVISIONS.

1. The liabilities of the Organisation towards employees who belonged to it and towards the surviving members of their families resulting from insurance claims arising up to the end of December 1919, and the right to collect the premiums fixed by the Statutes of the Organisation shall be transferred to the railway undertaking to which these employees belonged on December 31, 1919, or at the date of the last claim (retirement or death). In the case of employees (retired, surviving members of their families) of other enterprises in connection with the railways and associated with the Organisation, the above-mentioned liabilities and rights shall be transferred to the office authorised to conduct the affairs of that undertaking in the country in whose present territory

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, January 26, 1932.

duquel le lieu de service de ces employés était situé à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur. L'office menant les affaires d'une telle entreprise dans la République d'Autriche assume, en outre, les charges et les droits susdits résultant des assurances des assurés (retraités, membres survivants de leurs familles), dont le lieu de service était situé à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche.

2. Si pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente convention les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dus, d'après la présente convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés des différents Etats.

3. La partie des fonds de l'établissement revenant à chaque Etat contractant selon la présente convention sera répartie par l'Etat récepteur entre les entreprises (offices) assumeurs ou assignée aux nouveaux assureurs qui pourraient être créés par la réglementation intérieure de cet Etat.

4. La République d'Autriche remettra à la République de Pologne les dossiers de l'établissement, qui ont trait aux charges des assurances à assumer conformément au N° 1 par des entreprises situées sur le territoire de ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de trente ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas répartis à en permettre l'inspection aux organes légitimés de ce dernier Etat ou des entreprises (assureurs) qui dans cet Etat ont, d'après les N°s 1 et 3, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procédera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 30 juin 1923.

2. La République d'Autriche assume les charges résultant des assurances des pensions des fonctionnaires de l'établissement ; l'inventaire de l'établissement est assigné à la République d'Autriche.

3. Les parties des fonds de l'établissement qui ont été séparées — au sens de la résolution prise par la douzième assemblée générale ordinaire de l'établissement — de l'ensemble des fonds et constituées en fonds spéciaux destinés à couvrir les obligations statutaires de l'établissement envers les employés des anciennes sociétés *Neue Wiener Tramway* et *Dampftramway*, autrefois *Kraus et C°*, (passées à la *Gemeinde Wien – Stadtische Strassenbahnen*), parties qui ont été déclarées dans les bilans de l'établissement sur le *conto separato*, sont assignées à la République d'Autriche.

4. En ce qui concerne la partie des avoirs de l'établissement de 16.000.621 cour. provenant des assurances fiduciaires effectuées par l'établissement vis-à-vis des entreprises de quelques-unes des Parties contractantes, après le 31 décembre 1919, chacun des Etats intéressés recevra le montant qui provient de la différence entre les versements des entreprises de l'Etat respectif et les paiements faits aux assurées de ces entreprises. Par conséquent, il revient

A la République d'Autriche	13.545.632	cour.
A la République tchécoslovaque	119.515	»
Au Royaume d'Italie	203.620	»
A la République de Pologne	2.117.701	»
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes .	14.153	»

these employees were working on December 31, 1919, or at the date of the last insurance claim. The office conducting the affairs of such enterprise in Austria shall further accept the abovementioned liabilities and rights resulting from the insurance of employees (retired employees surviving members of their families) who on December 31, 1919, or at the date of the last claim were employed outside the boundaries of the former Austrian Empire.

2. If during the period prior to the coming into force of the present Convention, the liabilities of an insurance were borne wholly or partly by another office than that which is competent according to the present Convention, any payments made shall be regarded as taking the place of the payments due under the present Convention, without any subsequent arrangement having to be made between the offices concerned in the different countries.

3. The share in the funds of the Organisation falling to each contracting State in accordance with the present Convention shall be divided by the recipient State between the undertakings (offices) accepting liabilities or shall be assigned to any new insurance organisations which may be established by the internal regulations of that State.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Polish Republic the files of the Organisation relating to the insurance liabilities to be accepted under No. 1 by undertakings situated in the territory of the latter State and pledges itself to preserve for thirty years from the coming into force of the present Convention the files and accessory documents not distributed, and to permit their inspection by the authorised organs of the latter State or of the undertakings (insurance organisations) in that country which have accepted the insurance liabilities in accordance with Nos 1 and 3, and, if necessary, to hand over to them such files and accessory documents as it does not itself require. The contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is supplied by the offices concerned and agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. Distribution of Funds.

1. The funds of the Organisation as existing on June 30, 1923, shall be distributed.

2. The Republic of Austria shall accept the liabilities resulting from the pensions insurance of officials of the Organisation ; the fittings and appurtenances of the Organisation shall be assigned to the Republic of Austria.

3. Those parts of the Organisation's funds which, in accordance with the resolution adopted by the twelfth ordinary General Meeting of the Organisation, have been separated from the bulk of the funds and established as special funds to cover the obligations of the Organisation under its Statutes towards the employees of the former *Neue Wiener Tramway* and *Dampftramway* companies, previously known as *Kraus and Co.* (since incorporated in the *Gemeinde Wien-Städtische Strassenbahnen*), which parts have been shown in the balance-sheet of the Organisation under a separate account, shall be assigned to the Republic of Austria.

4. With regard to that part of the assets of the Organisation, amounting to 16,000,621 crowns, representing fiduciary insurances contracted by the Organisation towards undertakings of certain of the Contracting Parties subsequent to December 31, 1919, each of the States concerned shall receive the amount represented by the difference between the contributions by the enterprises of the State concerned and the payments made to the insured employees of these enterprises.

Accordingly :

The Republic of Austria shall receive	13,545,632	crowns
The Czechoslovak Republic shall receive . . .	119,515	»
The Kingdom of Italy shall receive	203,620	»
The Polish Republic shall receive	2,117,701	»
The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall receive	14,153	»

5. Tout le reste des fonds est réparti entre les Etats intéressés en principe proportionnellement aux charges d'assurances assumées conformément à la section A, N° 1 par les entreprises situées sur le territoire de ces Etats. Les quotes-parts revenant aux différents Etats qui renoncent réciproquement à toute rectification de ces quotes-parts pouvant trouver sa justification par le fait que la part assumée dans la charge d'assurance conformément aux stipulations contenues dans la section A, résulterait supérieur au pourcentage ci-dessous, sont fixés comme suit :

La République d'Autriche	45.29520 %
La Répuplique tchécoslovaque	32.01632 %
Le Royaume d'Italie	10.26073 %
La République de Pologne	7.37264 %
Le Royaume de Roumanie	3.34507 %
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1.71004 %

6. Les créances arriérées envers des entreprises rattachées à l'établissement, provenant de la gestion jusqu'au 31 décembre 1919 d'une somme totale de 346.360 cour. sont assignées à valoir sur les quotes-parts respectives, aux Etats sur le territoire actuel desquels les entreprises débitrices respectives ont leur siège.

Il revient par conséquent de ces créances

A la République tchécoslovaque un montant de .	340.164 cour.
Au Royaume d'Italie un montant de	1.859 »
A la République de Pologne un montant de . . .	512 »
Au Royaume de Roumanie un montant de	1.919 »
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un montant de	1.906 »

La créance arriérée (des frais d'administration de l'établissement envers la *Gemeinde Wien – Stadtische Strassenbahnen* d'un total de 425.194 cour. est assignée à la République d'Autriche.

Il résulte donc relativement aux quotes-parts proportionnelles sur la totalité des créances arriérées de 771.554 (= 346.360 + 425.194) couronnes dont il est question, les différences indiquées ci-dessous qui seront balancées sous N° 8, savoir

	plus	minus
Pour la République d'Autriche . . .	75.717 cour.	
Pour la République tchécoslovaque . .	93.141 »	
Pour le Royaume d'Italie		77.308 cour.
Pour la République de Pologne . . .		56.372 »
Pour le Royaume de Roumanie		23.890 »
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		11.288 »

7. Les titres avec coupons à partir du 1er juillet 1923, au plus tard, seront répartis proportionnellement et en nature. La répartition des différentes catégories de titres ressort de l'annexe qui constitue une partie intégrante de la présente convention. Par suite des restes indivisibles il résulte conformément aux valeurs estimatives établies à la date du 30 juin 1923 par la chambre de la Bourse à Vienne vis-à-vis des quotes-parts proportionnelles, les différences ci-dessous indiquées qui seront également balancées sous N° 8 :

	plus	minus
Pour la République d'Autriche		157.713 cour.
Pour la République tchécoslovaque . .	380.506 cour.	
Pour le Royaume d'Italie		314.971 »
Pour la République de Pologne	184.849 »	
Pour le Royaume de Roumanie		703.957 »
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	611.286 »	

Les effets dont le tirage aura déjà été publié officiellement en Autriche à la date de la signature de cette convention, dont le retrait cependant n'aura pas encore eu lieu à cette date, seront répartis

5. The whole of the rest of the funds shall in principle be divided between the States concerned in proportion to the insurance liabilities accepted in conformity with Section A, No. 1, by undertakings situated in the territory of those States. The shares falling to the different States which reciprocally renounce any rectification of these shares that might be claimed on the ground that the share of insurance liabilities assumed in accordance with the provisions contained in Section A exceeds the percentage given below, shall be fixed as follows :

Republic of Austria	45.29520 %
Czechoslovak Republic	32.01632 %
Kingdom of Italy	10.26073 %
Polish Republic	7.37264 %
Kingdom of Roumania	3.34507 %
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1.71004 %

6. Outstanding claims on undertakings associated with the Organisation resulting from the administration up to December 31, 1919, and amounting in all to 346,360 crowns, shall be assigned to the States on whose present territory the respective debtor undertakings have their seat, and shall be deducted from their respective shares.

Accordingly, these claims shall be allocated as follows :

To the Czechoslovak Republic	340,164 crowns
To the Kingdom of Italy	1,859 »
To the Polish Republic	512 »
To the Kingdom of Roumania	1,919 »
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1,906 »

The outstanding claim under administrative expenses of the Organisation on the *Gemeinde Wien-Städtische Strassenbahnen*, amounting to 425,194 crowns, shall be assigned to the Republic of Austria.

As regards, therefore, the proportionate shares of the total outstanding claims of 771,554 crowns (= 346,360 + 425,194), certain differences are indicated below which shall be adjusted under No. 8 :

	plus	minus
Republic of Austria	75,717 crowns	
Czechoslovak Republic	93,141 »	
Kingdom of Italy		77,308 crowns
Polish Republic		56,372 »
Kingdom of Roumania		23,890 »
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes		11,288 »

7. The actual securities with coupons as from July 1 ,1923, at latest, shall be distributed proportionately. The different categories of security shall be distributed as shown in the Annex which shall constitute an integral part of the present Convention. In consequence of indivisible remainders there will be certain differences in the proportionate share values as estimated on the Vienna Stock Exchange on June 30, 1923, which differences are indicated below and shall likewise be adjusted under No. 8 :

	plus	minus
Republic of Austria		157,713 crowns
Czechoslovak Republic	380,506 crowns	
Kingdom of Italy		314,971 »
Polish Republic	184,849 »	
Kingdom of Roumania		703,957 »
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	611,286 »	

Securities, the drawing of which has been officially published in Austria on the date of the signing of the present Convention, but which may not at that date have been withdrawn, shall be

proportionnellement et en nature à valoir sur la quote-part de l'espèce respective des effets revenant à chaque Etat selon l'annexe ; un reste indivisible de ces effets lotis, mais pas payés revient à l'Etat sur le territoire duquel l'office d'émission est situé. Du reste, les effets seront répartis eu égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre observé à l'alinéa précédent.

La République d'Autriche remettra les titres d'emprunt de guerre munis de la remarque *von des Republik Österreich nicht übernommen*, et s'engage à pourvoir à ce que l'estampillage des autres titres soit annulé, et à ce que les listes des numéros présentées à la commission des réparations soient rectifiées ; en outre elle s'engage à accorder gratuitement l'autorisation d'exporter les effets revenant aux autres Parties contractantes.

8° La partie des avoirs de l'établissement visée par le N° 5 s'élevant à 129.781.776 cour. est répartie proportionnellement. En tenant compte des différences énumérées sous N° 6, al. 3 et N° 7, al. 1, il résulte les quote-parts suivantes sur cette partie des avoirs :

Pour la République d'Autriche	58.866.911	cour.
Pour la République tchécoslovaque	41.077.702	»
Pour le Royaume d'Italie	13.708.837	»
Pour la République de Pologne	9.439.866	»
Pour le Royaume de Roumanie	5.069.138	»
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1.619.322	»

qui, eu égard à la durée plus longue des assurances fiduciaires pour la République de Pologne et pour la République d'Autriche et aussi à la part plus grande des frais d'administration revenant à ces derniers Etats, sont modifiées d'un commun accord comme suit :

Pour la République d'Autriche	50.000.776	cour.
Pour la République tchécoslovaque	50.000.000	»
Pour le Royaume d'Italie	14.600.000	»
Pour la République de Pologne	8.000.000	»
Pour le Royaume de Roumanie	5.560.000	»
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1.620.000	»

9. Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention, le Gouvernement autrichien versera à la Légation de la République de Pologne à Vienne ou à l'office à désigner par celle-ci à Vienne, le montant en argent comptant dû à cet Etat d'après les dispositions des N°s 4 et 8, et mettra à la disposition de l'office susmentionné les titres qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions du N° 7 et annexe.

10. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbres et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République de Pologne ne lui réclamera plus rien, en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le dix-huit juin mil neuf cent vingt-quatre en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République polonaise :
Dr Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :
W. THAA, *m. p.*

distributed proportionately and in their actual form, as part of the share of the particular class of security falling to each State in conformity with the Annex ; any indivisible remainder left over from these securities that have been drawn but not paid, shall accrue to the State in whose territory the issuing office is situated. For the rest, the securities shall be distributed in the arithmetical order of their numbering between the States in the order followed in the preceding paragraph.

The Republic of Austria shall hand over the war loan bonds inscribed *von der Republik Österreich nicht übernommen* and undertakes to ensure that the stamping of the other securities is cancelled, and that the lists of the numbers submitted to the Reparation Commission are corrected ; it also undertakes to grant free of charge authorisation to export the securities allocated to the other Contracting Parties.

8. The portion of the assets of the Organisation referred to in No. 5 and amounting to 129,781,776 crowns shall be divided proportionately. In view of the differences enumerated under No. 6, paragraph 3, and No. 7, paragraph 1, the shares of this portion of the assets shall be as follows :

Republic of Austria	58,866,911	crowns
Czechoslovak Republic	41,077,702	»
Kingdom of Italy	13,708,837	»
Polish Republic	9,439,866	»
Kingdom of Roumania	5,069,138	»
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes . .	1,619,322	»

which, having regard to the longer term of the fiduciary insurances in respect of the Polish Republic and the Republic of Austria, and also having regard to the larger share of administrative costs falling to these States, shall by agreement be modified as follows :

Republic of Austria	50,000,776	crowns
Czechoslovak Republic	50,000,000	»
Kingdom of Italy	14,600,000	»
Polish Republic	8,000,000	»
Kingdom of Roumania	5,560,000	»
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes . .	1,620,000	»

9. Within one month from the coming into force of the present Convention, the Austrian Government shall pay to the Polish Legation in Vienna or to the office in Vienna designated by that Legation, the cash sum due to that State in accordance with Nos. 4 and 8 and shall place at the disposal of the above-mentioned office the securities allocated to that State in accordance with No. 7 and the Annex.

10. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties that may become leviable in its territory, at the time of the execution of the present Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Polish Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain in respect of the Organisation.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the eighteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Polish Republic :
Dr. Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

For the Republic of Austria :
W. THAA, *m. p.*

LISTE DE LA RÉPAR-

Les valeurs estimatives sont celles de la chambre de la Bourse à Vienne à la

N° d'ordre	Dénomination des titres	Ensemble des titres			République d'Autriche			République tchécoslovaque		
		Valeur nominale	Valeur estimative		Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative
			%	montant total	quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle	
1	I. Öster. Kriegsanleihe	160.000	.	.	72.473	72.000	.	51.226	52.000	.
2	III. Öster. Kriegsanleihe	330.000	.	.	149.474	150.000	.	105.654	110.000	.
3	IV. Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige . . .	150.000	.	.	67.943	70.000	.	48.024	40.000	.
4	IV. Öster. Kriegsanleihe, 7 jährige	150.000	.	.	67.943	66.000	.	48.024	50.000	.
5	V. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige. . . .	690.000	.	.	312.537	310.000	.	220.913	220.000	.
6	V. Öster. Kriegsanleihe, 5 jährige	250.000	.	.	113.238	115.000	.	80.041	55.000	.
7	VI. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige. . . .	184.300	.	.	83.479	84.300	.	59.006	72.000	.
8	VI.Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige. . . .	140.000	.	.	63.413	60.000	.	44.823	50.000	.
9	VII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige. . . .	184.600	.	.	83.615	80.000	.	59.102	70.600	.
10	VII. Öster. Kriegsanleihe, 8³/₄ jährige . . .	130.000	.	.	58.884	60.000	.	41.621	50.000	.
11	VIII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige. . . .	35.400	.	.	16.035	20.000	.	11.334	10.000	.
12	VIII. Öster. Kriegsanleihe, kündbar	162.000	.	.	73.378	75.000	.	51.867	45.000	.
13	Einheitl. konv. Rente Jänner—Juli	58.000	1.380	800.400	26.271	28.000	386.400	18.570	18.000	248.400
14	Einheitl. Rente Februar—August	44.000	2.500	1.100.000	19.930	18.000	450.000	14.087	14.000	350.000
15	Öster. Goldrente	20.400	26.100	5.324.400	9.240	10.000	2.610.000	6.531	6.000	1.566.000
16	Öster. Kronenrente . . .	826.000	1.010	8.348.660	374.410	358.000	3.615.800	264.647	280.000	2.828.000
17	Staatsschuldverschreib. d. Galiz. Karl-Ludwig-Bahn	66.400	2.300	1.527.200	30.076	30.000	690.000	21.259	22.000	506.000
18	Staatsschuldverschreib. d. Böhmischen Nordbahn	36.000	132.500	47.700.000	16.306	16.000	21.200.000	11.526	12.000	15.900.000
19	Staatsschuldverschreib. d. Vorarlberger Bahn. . .	44.000	450	198.000	19.930	22.000	99.000	14.087	12.000	54.000
20	Staatsschuldverschreib. d. Nordwestbahn	754.000	90.000	678.600.000	341.526	342.000	307.800.000	241.403	240.000	216.000.000
21	Staatsschuldverschreib. d. Rudolfsbahn	10.000	5.800	580.000	4.530	4.000	232.000	3.202	4.000	232.000
22	Prioritätsobligationen der Albrechtsbahn	20.000	4.000	800.000	9.059	9.200	368.000	6.403	6.800	272.000
23	Prioritätsobligationen der Böhm. Westbahn . . .	52.800	136.500	72.072.000	23.916	24.000	32.760.000	16.904	17.200	23.478.000
24	Prioritätsobligationen der Eisenerz-Vordernberger Bahn	94.000	200	188.000	42.578	40.000	80.000	30.095	31.200	62.400
25	Prioritätsobligationen der Nordbahn	2.000	65.000	1.300.000	906	2.000	1.300.000	640	.	.
	A reporter									

TITION DES TITRES.

date du 30 juin 1923. Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Royaume d'Italie			République de Pologne			Royaume de Roumanie			Roy. des Serbes, Croates et Slovènes		
Valeur nominale		Valenr estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative
quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle	
16.417	16.000	.	11.796	12.000	.	5.352	6.000	.	2.736	2.000	.
33.860	30.000	.	24.330	20.000	.	11.039	10.000	.	5.643	10.000	.
15.391	20.000	.	11.059	20.000	.	5.018	.	.	2.565	.	.
15.391	15.000	.	11.059	7.000	.	5.018	10.000	.	2.565	2.000	.
70.799	70.000	.	50.871	50.000	.	23.081	30.000	.	11.799	10.000	.
25.652	50.000	.	18.431	20.000	.	8.363	5.000	.	4.275	5.000	.
18.910	4.000	.	13.588	12.000	.	6.165	8.000	.	3.152	4.000	.
14.365	10.000	.	10.322	10.000	.	4.684	10.000	.	2.394	.	.
18.941	20.000	.	13.610	10.000	.	6.175	.	.	3.157	4.000	.
13.339	5.000	.	9.584	10.000	.	4.349	.	.	2.223	5.000	.
3.632	2.000	.	2.610	3.000	.	1.184	400	.	605	.	.
16.622	19.000	.	11.944	15.000	.	5.419	6.000	.	2.770	2.000	.
5.951	6.000	82.800	4.276	4.000	55.200	1.940	2.000	27.600	992	.	.
4.515	4.000	100.000	3.244	4.000	100.000	1.472	2.000	50.000	752	2.000	50.000
2.093	2.000	522.000	1.504	2.000	522.000	683	400	104.400	349	.	.
84.815	88.000	892.840	60.942	46.400	468.640	27.651	32.400	327.240	14.135	21.400	216.140
6.813	6.000	138.000	4.896	4.400	101.200	2.221	2.000	46.000	1.135	2.000	46.000
3.694	4.000	5.300.000	2.654	2.000	2.650.000	1.204	2.000	2.650.000	616	.	.
4.515	4.000	18.000	3.244	4.000	18.000	1.472	2.000	9.000	752	.	.
77.366	76.800	69.120.000	55.590	56.800	51.120.000	25.221	24.400	21.960.000	12.894	14.000	12.600.000
1.026	1.200	69.600	737	400	23.200	334	400	23.200	171	.	.
2.052	2.400	96.000	1.475	1.200	48.000	669	400	16.000	342	.	.
5.418	6.000	8.190.000	3.893	3.200	4.368.000	1.766	1.600	2.184.000	903	800	1.092.000
9.645	10.000	20.000	6.930	8.000	16.000	3.144	3.200	6.400	1.608	1.600	3.200
205	.	.	148	.	.	67	.	.	34	.	.

LISTE DE LA RÉPAR-

N° d'ordre	Dénomination des titres	Ensemble des titres			République d'Autriche			République tchécoslovaque		
		Valeur nominale	Valeur estimative		Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative
			%	montant total	quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle	
	Report									
26	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1888	46.000	71.000	32.660.000	20.836	20.000	14.200.000	14.727	16.000	11.360.000
27	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1904	949.000	65.000	616.850.000	429.852	429.400	279.110.000	303.835	303.400	197.210.000
28	Prioritätsobligationen der Franz-Josef-Bahn . . .	98.400	64.000	62.976.000	44.570	44.800	28.672.000	31.504	31.200	19.968.000
29	Prioritätsobligationen der Mährischen Grenzbahn	30.000	135.000	40.500.000	13.588	13.600	18.360.000	9.605	10.000	13.500.000
30	Prioritätsobligationen der Mährischen-Schlesischen Zentralbahn	30.000	135.000	40.500.000	13.588	13.800	18.630.000	9.605	9.000	12.150.000
31	Prioritätsobligationen der Rudolfsbahn	6.000	14.000	840.000	2.718	2.000	280.000	1.921	2.000	280.000
32	Prioritätsobligationen d. I. Ungarisch-Galizischen Eisenbahn	432.000	33.000	142.560.000	195.675	194.800	64.284.000	138.311	139.600	46.068.000
33	3 prozentige 10 jährige Schatzscheine der Stadt Wien.	45.200	100	45.200	20.473	20.500	20.500	14.471	14.500	14.500
34	Böhm. Landesbank. Kom. Schuldverschreibungen. Februar-August	250.000	153.500	383.750.000	113.238	110.400	169.464.000	80.011	80.200	123.107.000
35	Böhm. Landesbank. Kom. Schuldverschreibungen. Mai-November	18.600	153.500	28.551.000	8.425	8.000	12.280.000	5.955	6.000	9.210.000
36	Mährische Hypotheken-Pfandbriefe. Mai-Nov. .	20.000	156.000	31.200.000	9.059	10.000	15.600.000	6.404	10.000	15.600.000
37	Mähr. Landeskulturbank. Kom. Obligationen 54 ½ jährige	73.000	137.000	100.010.000	33.066	32.000	43.840.000	23.372	18.000	24.660.000
38	Mähr. Sparkassa - Pfandbriefe, April-Oktober .	60.000	180.000	108.000.000	27.177	30.000	54.000.000	19.210	20.000	36.000.000
39	Prioritätsobligationen der Innsbruck-Hall Eisenb.	100.000	100	100.000	45.295	40.000	40.000	32.016	30.000	30.000
40	Prioritätsobligationen der Friauler-Eisenbahn . .	60.000	100.000	60.000.000	27.177	26.000	26.000.000	19.210	20.000	20.000.000
41	Prioritätsobligationen der Fürstenfeld-Hartberg Eisenbahn	68.800	100	68.800	31.163	30.000	30.000	22.027	20.000	20.000
42	Prioritätsobligationen der Valsugana Eisenbahn .	20.000	100.000	20.000.000	9.059	10.000	10.000.000	6.403	6.000	6.000.000
	Total	4.335.200	.	2.487.149.660	.	1.938.500	1.126.401.700	.	1.399.100	796.674.300
	Il revient proportionnel.	.	.	.	.	.	1.126.559.413	.	.	796.293.794
	par conséquent .	.	.	.	.	.	— 157.713	.	.	+ 380.506

TITION DES TITRES *(suite)*.

Royaume d'Italie			République de Pologne			Royaume de Roumanie			Roy. des Serbes, Croates et Slovènes		
Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative
quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle	
4.720	4.000	2.840.000	3.391	4.000	2.840.000	1.539	2.000	1.420.000	787	.	.
97.374	97.200	63.180.000	69.966	70.600	45.890.000	31.745	31.000	20.410.000	16.228	17.000	11.050.000
10.097	10.000	6.400.000	7.255	7.600	4.864.000	3.291	3.200	2.048.000	1.683	[illegible]	1.024.000
3.078	3.200	4.320.000	2.212	2.000	2.700.000	1.004	800	1.080.000	513	400	540.000
3.078	3.000	4.050.000	2.212	2.400	3.240.000	1.004	1.200	1.620.000	513	600	810.000
616	2.000	280.000	442	.	.	200	.	.	103	.	.
44.326	44.000	14.520.000	31.850	31.600	10.428.000	14.451	14.400	4.752.000	7.387	7.600	2.508.000
4.638	4.500	4.500	3.332	3.200	3.200	1.512	1.500	1.500	774	1.000	1.000
25.652	22.600	34.691.000	18.432	21.200	32.542.000	8.362	10.200	15.657.000	4.275	5.400	8.289.000
1.909	2.000	3.070.000	1.371	1.200	1.842.000	622	400	614.000	318	1.000	1.535.000
2.052		.	1.474	.	.	669	.	.	342	.	.
7.490	8.000	10.960.000	5.382	10.000	13.700.000	2.442	4.000	5.480.000	1.248	1.000	1.370.000
6.156	10.000	18.000.000	4.424	.	.	2.007	.	.	1.026	.	.
10.261	10.000	10.000	7.373	10.000	10.000	3.345	3.000	3.000	1.710	7.000	7.000
6.156	6.000	6.000.000	4.424	4.000	4.000.000	2.007	2.000	2.000.000	1.026	2.000	2.000.000
7.059	10.000	10.000	5.072	4.000	4.000	2.302	3.600	3.600	1.187	1.200	1.200
2.052	2.000	2.000.000	1.475	2.000	2.000.000	669	.	.	342	.	.
	449.300	254.884.740		310.200	183.553.440		150.500	82.492.940		87.600	43.142.540
		255.199.711			183.368.591			83.196.897			42.531.254
		— 314.971			+ 184.849			— 703.957			+ 611.286

[1] TRADUCTION. LIST SHOWING DISTRIBUTION

The estimated values are those of the Vienna Stock Exchange

No.	Description of Securities	All securities			Republic of Austria			Czechoslovak Republic		
		Nominal Value	Estimated Value		Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
			%	Total amount	Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share	
1	I. Öster. Kriegsanleihe	160,000	.	.	72,473	72,000	.	51,226	52,000	.
2	III. Öster. Kriegsanleihe	330,000	.	.	149,474	150,000	.	105,654	110,000	.
3	IV. Öster., Kriegsanleihe, 10 jährige . . .	150,000	.	.	67,943	70,000	.	48,024	40,000	.
4	IV. Öster. Kriegsanleihe, 7 jährige	150,000	.	.	67,943	66,000	.	48,024	50,000	.
5	V. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	690,000	.	.	312,537	310,000	.	220,913	220,000	.
6	V. Öster. Kriegsanleihe, 5 jährige	250,000	.	.	113,238	115,000	.	80,041	55,000	.
7	VI. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	184,300	.	.	83,479	84,300	.	59,006	72,000	.
8	VI. Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige	140,000	.	.	63,413	60,000	.	44,823	50,000	.
9	VII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	184,600	.	.	83,615	80,000	.	59,102	70,600	.
10	VII. Öster. Kriegsanleihe, 8 3/4 jährige . . .	130,000	.	.	58,884	60,000	.	41,621	50,000	.
11	VIII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	35,400	.	.	16,035	20,000	.	11,334	10,000	.
12	VIII. Öster. Kriegsanleihe, kündbar	162,000	.	.	73,378	75,000	.	51,867	45,000	.
13	Einheitl. konv. Rente Jänner—Juli	58,000	1,380	800,400	26,271	28,000	386,400	18,570	18,000	248,400
14	Einheitl. Rente Februar—August	44,000	2,500	1,100,000	19,930	18,000	450,000	14,087	14,000	350,000
15	Öster. Goldrente	20,400	26,100	5,324,400	9,240	10,000	2,610,00	6,531	6,000	1,566,000
16	Oster. Krönenrente . . .	826,000	1,010	8,348,660	374,410	358,000	3,615,800	264,647	280,000	2,828,000
17	Staatsschuldverschreib. d. Galiz. Karl Ludwig-Bahn	66,400	2,300	1,527,200	30,076	30,000	690,000	21,259	22,000	506,000
18	Staatsschuldverschreib. d. Böhmischen Nordbahn	36,000	132,500	47,700,000	16,306	16,000	21,200,000	11,526	12,000	15,900,000
19	Staatsschuldverschreib. d. Vorarlberger Bahn. . .	44,000	450	198,000	19,930	22,000	99,000	14,087	12,000	54,000
20	Staattschuldverschreib. d. Nordwestbahn	754,000	90,000	678,600,000	341,526	342,000	307,800,000	241,303	240,000	216,000,000
21	Staatsschuldverschreib. d. Rudolfsbahn	10,000	5,800	580,000	4,530	4,000	232,000	3,202	4,000	232,000
22	Prioritätsobligationen der Albrechtsbahn	20,000	4,000	800,000	9,059	9,200	368,000	6,403	6,800	272,000
23	Prioritätsobligationen der Böhm. Westbahn . . .	52,800	136,500	72,072,000	23,916	24,000	32,760,000	16,904	17,200	23,478,000
24	Prioritätsobligationen der Eisenerz-Vordernberger Bahn	94,000	200	188,000	42,578	40,000	80,000	30,095	31,200	62,400
25	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1886	2,000	65,000	1,300,000	906	2,000	1,300,000	640	.	.
	Carried Forward									

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

OF SECURITIES. [1] TRANSLATION.

on June 30, 1923. Amounts are shown in Austrian currency.

Kingdom of Italy			Polish Republic			Kingdom of Roumania			Kingd. of Serbs, Croats a. Slovenes		
Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share	
16,417	16,000	.	11,796	12,000	.	5,352	6,000	.	2,736	2,000	.
33,860	30,000	.	24,330	20,000	.	11,039	10,000	.	5,643	10,000	.
15,391	20,000	.	11,059	20,000	.	5,018	.	.	2,565	.	.
15,391	15,000	.	11,059	7,000	.	5,018	10,000	.	2,565	2,000	.
70,799	70,000	.	50,871	50,000	.	23,081	30,000	.	11,799	10,000	.
25,652	50,000	.	18,431	20,000	.	8,363	5,000	.	4,275	5,000	.
18,910	4,000	.	13,588	12,000	.	6,165	8,000	.	3,152	4,000	.
14,365	10,000	.	10,322	10,000	.	4,684	10,000	.	2,394	.	.
18,941	20,000	.	13,610	10,000	.	6,175	.	.	3,157	4,000	.
13,339	5,000	.	9,584	10,000	.	4,349	.	.	2,223	5,000	.
3,632	2,000	.	2,610	3,000	.	1,184	400	.	605	.	.
16,622	19,000	.	11,944	15,000	.	5,419	6,000	.	2,770	2,000	.
5,951	6,000	82,800	4,276	4,000	55,200	1,940	2,000	27,600	992	.	.
4,515	4,000	100,000	3,244	4,000	100,000	1,472	2,000	50,000	752	2,000	50,000
2,093	2,000	522,000	1,504	2,000	522,000	683	400	104,400	349	.	.
84,815	88,000	892,840	60,942	46,400	468,640	27,651	32,400	327,240	14,135	21,400	216,140
6,813	6,000	138,000	4,896	4,400	101,200	2,221	2,000	46,000	1,135	2,000	46,000
3,694	4,000	5,300,000	2,654	2,000	2,650,000	1,204	2,000	2,650,000	616	.	.
4,515	4,000	18,000	3,244	4,000	18,000	1,472	2,000	9,000	752	.	.
77,366	76,800	69,120,000	55,590	56,800	51,120,000	25,221	24,400	21,960,000	12,894	14,000	12,600,000
1,026	1,200	69,600	737	400	23,200	334	400	23,200	171	.	.
2,052	2,400	96,000	1,475	1,200	48,000	669	400	16,000	342	.	.
5,418	6,000	8,190,000	3,893	3,200	4,368,000	1,766	1,600	2,184,000	903	800	1,092,000
9,645	10,000	20,000	6,930	8,000	16,000	3,144	3,200	6,400	1,608	1,600	3,200
205	.	.	148	.	.	67	.	.	34	.	.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LIST SHOWING DISTRIBUTION

No.	Description of Securities	All securities			Republic of Austria			Czechoslovak Republic		
		Nominal Value	Estimated Value		Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
			%	Total amount	Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share	
	Brought Forward									
26	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1888	46,000	71,000	32,660,000	20,836	20,000	14,200,000	14,727	16,000	11,360,000
27	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1904	949,000	65,000	616,850,000	429,852	429,400	279,110,000	303,835	303,400	197,210,000
28	Prioritätsobligationen der Franz-Josef-Bahn . . .	98,400	64,000	62,976,000	44,570	44,800	28,672,000	31,504	31,200	19,968,000
29	Prioritätsobligationen de Mährischen Grenzbahn	30,000	135,000	40,500,000	13,588	13,600	18,360,000	9,605	10,000	13,500,000
30	Prioritätsobligationen der Mährischen-Schleisschen Zentralbahn	30,000	135,000	40,500,000	13,588	13,800	18,630,000	9,605	9,000	12,150,000
31	Prioritätsobligationen der Rudolfsbahn	6,000	14,000	840,000	2,718	2,000	280,000	1,921	2,000	280,000
32	Prioritätsobligationen d. I. Ungarisch-Galizischen Eisenbahn	432,000	33,000	142,560,000	195,675	194,800	64,284,000	138,311	139,600	46,068,000
33	3 prozentige 10 jährige Schatzscheine der Stadt Wien.	45,200	100	45,200	20,473	20,500	20,500	14,471	14,500	14,500
34	Böhm. Landesbank. Kom. Schuldverschreibungen. Februar-August	250 000	153,500	383,750,000	113,238	110,400	169,464,000	80,011	80,200	123,107,000
35	Böhm. Landesbank. Kom. Schuldvreschreibungen. Mai-November	18,600	153,500	28,551,000	8,425	8,000	12,280,000	5,955	6,000	9,210,000
36	Mährische Hypotheken-Pfandbriefe. Mai-Nov. .	20,000	156,000	31,200,000	9,059	10,000	15,600,000	6,404	10,000	15,600,000
37	Mähr. Landeskulturbank. Kom. Obligationen 54 ½ jährige	73,000	137,000	100,010,000	33,066	32,000	43,840,000	23,372	18,000	24,660,000
38	Mähr. Sparkassa - Pfandbriefe, April-Oktober .	60,000	180,000	108,000,000	27,177	30,000	54,000,000	19,210	20,000	36,000,000
39	Prioritätsobligationen der Innsbruck-Hall Eisenb.	100,000	100	100,000	45,295	40,000	40,000	32,016	30,000	30,000
40	Prioritätsobligationen der Friaulcr-Eisenbahn . .	60,000	100,000	60,000,000	27,177	26,000	26,000,000	19,210	20,000	20,000,000
41	Prioritätsobligationen der Fürstenfeld-Hartberg Eisenbahn	68,800	100	68,800	31,163	30,000	30,000	22,027	20,000	20,000
42	Prioritätsobligationen der Valsugana Eisenbahn .	20,000	100,000	20,000,000	9,059	10,000	10,000,000	6,403	6,000	6,000,000
	Total	4,335,200	.	2,487,149,660	.	1,938,500	1,126,401,700	.	1,399,100	796,674,300
	Proportionate share	.	.	.	.	.	1,126,559,413	.	.	796,293,794
	Surplus or deficit	.	.	.	.	.	— 157,713	.	.	+ 380,506

OF SECURITIES *(continued)*.

Kingdom of Italy			Polish Republic			Kingdom of Roumania			Kingd. of Serbs ,Croats a. Slovenes		
Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share	
4,720	4,000	2,840,000	3,391	4,000	2,840,000	1,539	2,000	1,420,000	787	.	.
97,374	97,200	63,180,000	69,966	70,600	45,890,000	31,745	31,000	20,410,000	16,228	17,000	11,050,000
10,097	10,000	6,400,000	7,255	7,600	4,864,000	3,291	3,200	2,048,000	1,683	1,600	1,024,000
3,078	3,200	4,320,000	2,212	2,000	2,700,000	1,004	800	1,080,000	513	400	540,000
3,078	3,000	4,050,000	2,212	2,400	3,240,000	1,004	1,200	1,620,000	513	600	810,000
616	2,000	280,000	442	.	.	200	.	.	103	.	.
44,326	44,000	14,520,000	31,850	31,600	10,428,000	14,451	14,400	4,752,000	7,387	7,600	2,508,000
4,638	4,500	4,500	3,332	3,200	3,200	1,512	1,500	1,500	774	1,000	1,000
25,652	22,600	34,691,000	18,432	21,200	32,542,000	8,362	10,200	15,657,000	4,275	5,400	8,289,000
1,909	2,000	3,070,000	1,371	1,200	1,842,000	622	400	614,000	318	1,000	1,535,000
2,052	.	.	1,474	.	.	669	.	.	342	.	.
7,490	8,000	10,960,000	5,382	10,000	13,700,000	2,442	4,000	5,480,000	1,248	1,000	1,370,000
6,156	10,000	18,000,000	4,424	.	.	2,007	.	.	1,026	.	.
10,261	10,000	10,000	7,373	10,000	10,000	3,345	3,000	3,000	1,710	7,000	7,000
6,156	6,000	6,000,000	4,424	4,000	4,000,000	2,007	2,000	2,000,000	1,026	2,000	2,000,000
7,059	10,000	10,000	5,072	4,000	4,000	2,302	3,600	3,600	1,187	1,200	1,200
2,052	2,000	2,000,000	1,475	2,000	2,000,000	669	.	.	342	.	.
	449,300	254,884,740		310,200	183,553,440		150,500	82,492,940		87,600	43,142,540
		255,199,711			183,368,591			83,196,897			42,531,254
		— 314,971			+ 184,849			— 703,957			+ 611,286

N° 2997.

AUTRICHE ET POLOGNE

Convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, signée à Vienne, le 17 janvier 1925, avec protocole additionnel, signé à Vienne, le 2 février 1928, et annexes.

AUSTRIA AND POLAND

Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions, signed at Vienna, January 17, 1925, with Additional Protocol, signed at Vienna, February 2, 1928, and Annexes.

N° 2997. — CONVENTION[1] ENTRE L'AUTRICHE ET LA POLOGNE, CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS. SIGNÉ A VIENNE, LE 17 JANVIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a.i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 11 *juillet* 1932.

La République de Pologne et la République d'Autriche, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet des établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, qui, étant établis sur le territoire de la République d'Autriche avant le démembrement de l'ancien Empire d'Autriche, opéraient aussi sur le territoire de la République de Pologne ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République de Pologne :

M. Zbigniew Smolka, chef de la section de liquidation de la Légation de Pologne à Vienne ; et

Le président fédéral de la République d'Autriche :

M. Guillaume Thaa, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds des établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés *(Ersatzinstitute der Pensionsversicherung von Angestellten)*, institués selon le paragraphe 65 de la Loi autrichienne du 16 décembre 1906, bulletin des lois de l'Empire N° 1, ex 1907, dans la rédaction de l'Ordonnance Impériale du 25 juin 1914, Bulletin des Lois de l'Empire N° 138, établissements qui avaient leur siège sur le territoire de la République d'Autriche à la date du 31 décembre 1918, et qui opéraient avant le démembrement de l'ancien Empire d'Autriche aussi sur le territoire de la République de Pologne, sont réparties d'après les principes suivants :

A. Répartition des charges résultant des assurances.

1. Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, c'est-à-dire les droits à des rentes ou les expectatives à des rentes acquis par les assurés des établissements suppléants d'assurance

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 26 janvier 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2997. — CONVENTION [2] BETWEEN AUSTRIA AND POLAND REGARDING SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 17, 1925.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July* 11, 1932.

THE POLISH REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention concerning supplementary insurance organisations for employees' pensions which, being established in Austrian territory before the dismemberment of the former Austrian Empire, were also operating in the territory of the Polish Republic, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Zbigniew SMOLKA, Head of the Liquidation Section of the Polish Legation in Vienna ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Guillaume TPAA, formerly Head of Section in the Federal Ministry for Social Administration,

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The insurance liabilities and the funds of the supplementary insurance organisations for employees' pensions *(Ersatzinstitute der Pensionsversicherung von Angestellten)* established under paragraph 65 of the Austrian Law of December 16, 1906, (Imperial Law Gazette No. 1, ex 1907), as amended by the Imperial Decree of June 25, 1914, (Imperial Law Gazette No. 138), which establishments had their seat in Austrian territory on December 31, 1918, and were also operating before the dismemberment of the former Austrian Empire in the territory of the Polish Republic, shall be distributed according to the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. Liabilities existing at the end of December 1918, that is to say, claims to pensions or contingent pension benefits acquired by the insured members of supplementary insurance

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, January 26, 1932.

et les membres de leurs familles passent à la compétence de l'Etat sur le territoire duquel les assurés avaient leur dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions, pourvu que selon l'annexe I de la présente convention une quote-part des fonds de l'établissement respectif lui soit attribuée. Le même principe s'applique aux remboursements pendants de primes déclarés dans le bilan dudit établissement suppléant d'assurance pour la fin de l'année 1918 et aux remboursements de primes réclamés dans la suite en vertu d'une assurance échue au plus tard à la fin de l'année 1918.

Sont à considérer comme assurés non seulement les membres des établissements suppléants d'assurance qui sont obligés de se faire assurer, mais aussi les autres membres des établissements susdits.

Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, qui se rapportent aux assurés et rentiers dont le dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions était situé hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche ou sur le territoire d'un Etat auquel selon l'annexe I de la présente convention aucune quote-part des fonds de l'établissement respectif n'est attribuée, passent à la compétence de l'Etat national auquel revient la plus grande partie des fonds de l'établissement suppléant respectif. Cependant les charges d'assurances de la caisse des retraites de la maison Henri Franck fils à Linz, concernant les employés de la succursale à Zagreb, passent à la compétence du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

2. Sera soumis à la réglementation intérieure de l'Etat respectif de prescrire par quel office et de quelle manière seront assumées les charges d'assurances qui ont passé à la compétence de cet Etat.

3. Si un établissement suppléant d'assurance avait continué son activité sur le territoire de la République de Pologne après le 31 décembre 1918, cette continuation serait considérée comme une assurance fiduciaire exécutée pour le compte de l'office, qui entrera en considération selon les dispositions du N° 2.

On règlera l'assurance fiduciaire en prenant pour base les intérêts du compte courant encaissés réellement, savoir les versements et payements faits en monnaie austro-hongroise en couronnes autrichiennes, les autres versements et payements dans la monnaie dans laquelle ils étaient faits. A titre de remboursement des frais d'administration seront dus seulement aux établissements suppléants d'assurance généraux cinq pour cent de la somme des recettes résultant de l'assurance fiduciaire.

4. La République d'Autriche pourvoira à ce que les établissements suppléants d'assurance délivrent aux offices entrant en considération selon les dispositions du N° 2, en tant que les circonstances le permettent, tous les dossiers et pièces auxiliaires qui concernent les charges des assurances à assumer par ces offices suivant les dispositions précédentes. Au cas où il serait impossible de procéder de la sorte, plusieurs assureurs participant aux mêmes dossiers, les intéressés auront le droit par un délai de dix ans de les examiner et d'en prendre copie au siège de l'Etablissement d'assurance sur les pensions d'employés *(Pensionsanstalt für Angestellte)* à Vienne. Les Hautes Parties contractantes pourvoiront, en outre, à ce que tous les renseignements ayant trait à l'exécution de cette convention soient donnés par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. Répartition des fonds.

1. On procédera à la répartition des fonds des établissements suppléants d'assurance, (actifs et passifs) tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1918 en séparant les dettes gagées dérivant de la souscription aux titres d'emprunt de guerre des fonds à répartir et assignant ces dettes en totalité à la République d'Autriche seule. Les revenus des fonds qui existaient le jour normatif, qui sont échus effectivement jusqu'à la fin de mars 1924, seront répartis, déduction faite de dix pour cent pour frais d'administration. Au cas où il ne serait pas possible de fixer le montant des

organisations and the members of their families, shall be transferred to the competence of the State in whose territory the insured persons had their last place of employment which decides the competence of pensions insurance organisations, provided that a share in the funds of the organisation concerned is granted to that State under Annex I of the present Convention. The same principle shall apply to pending repayments of premiums as announced in the balance-sheet of the said supplementary insurance organisation for the end of the year 1918, and to repayments of premiums subsequently claimed in virtue of an insurance which fell due not later than the end of the year 1918.

Insured persons shall be considered to include not only the members of supplementary insurance organisations who are compelled to be insured, but also the other members of the above-mentioned organisations.

The liabilities existing at the end of December 1918, and relating to insured persons and pensioners whose last place of employment determining the competence of pensions insurance organisations was situated outside the boundaries of the former Austrian Empire or in the territory of a State to which no share in the funds of the organisation concerned is allocated under Annex 1 of the present Convention, shall be transferred to the competence of the country receiving the largest share of the funds of the supplementary organisation concerned. Nevertheless, the insurance liabilities of the Pensions Fund of the firm of Heinrich Franck and Sons at Linz, concerning employees of the branch at Zagreb, shall be transferred to the competence of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

2. It shall rest with the internal regulations of the State concerned to prescribe the office which shall accept the insurance liabilities transferred to the competence of that country and the manner of their acceptance.

3. If any supplementary insurance organisation continued its operations in the territory of the Polish Republic after December 31, 1918, these continued activities shall be regarded as a fiduciary insurance effected on behalf of the office competent under No. 2.

The fiduciary insurance shall be regulated on the basis of the interest on the current account actually received ,that is to say, contributions and payments in Austro-Hungarian currency shall be settled in Austrian crowns, and other contributions and payments in the currency in which they were made. Five per cent of the receipts resulting from fiduciary insurance shall be due to the general supplementary insurance organisations only, as repayment of the costs of administration.

4. The Republic of Austria shall ensure that the supplementary insurance organisations hand over to the offices competent under No. 2, whenever circumstances permit, all files and accessory documents relating to the insurance liabilities to be taken over by these offices in accordance with the foregoing provisions. Should this be impossible for the reason that particular files affect several insurance organisations, those concerned shall have the right for ten years to examine and take copies of them at the seat of the insurance organisation for employees' pensions *(Pensionsanstalt für Angestellte)* at Vienna. The High Contracting Parties shall further ensure that all information relating to the execution of this Convention is furnished by the offices concerned, and they agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices, without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. Distribution of Funds.

1. The funds of the supplementary insurance organisations (assets and liabilities) shall be distributed as they existed on December 31, 1918, pledged debts arising out of subscription to war loan bonds being separated from the funds to be distributed and being assigned in their entirety to the Republic of Austria alone. The income from the funds as existing at the date fixed actually due up to the end of March 1924 shall be distributed, subject to a deduction of ten per cent for costs of administration. If it should be impossible to fix the amount of such income, one per cent

revenus, un pour cent par mois sera mis en compte à titre des revenus. Pour l'encaisse résultant pour le 31 mars 1924 selon les dispositions précédentes un pour cent par mois sera payé à titre d'intérêts jusqu'à la date du payement effectif de l'encaissé.

2. Chacun des Etats intéressés aura droit à la quote-part des fonds qui répond à la proportion entre la charge des assurances revenant à chaque Etat d'après la section A, N° 1, et la charge totale des assurances existant le jour normatif. Si un bilan technique n'a pas été établi, les fonds seront répartis en proportion du nombre des assurés revenant à chaque Etat à la totalité des assurés ; en ce cas, un assuré touchant une retraite sera considéré comme deux assurés, une veuve touchant une retraite comme un assuré et demi, un rentier pupillaire comme un demi assuré.

3. Les créances garanties par des immeubles, ainsi que les autres créances, abstraction faite des créances fondées sur des valeurs, seront cédées à l'Etat sur le territoire duquel le débiteur a son domicile (son siège). Les créances, en tant qu'elles sont amorties, seront remplacées par l'argent comptant reçu. Les droits éventuels qui pourraient surgir d'amortissements de telles créances accomplis en couronnes autrichiennes ou austro-hongroises après la séparation des valeurs monétaires, sont assignés à l'Etat à qui revient l'encaisse. Les créances (les encaisses qui les remplacent) seront mises en compte sur la quote-part revenant d'après le N° 2 à cet Etat en valeur nominale en couronnes.

4. Les valeurs vendues après le jour normatif seront remplacées par le produit. Les valeurs loties qui ont été payées après le jour normatif jusqu'à la date de la signature de la présente convention seront remplacées par le produit de lotissement.

Les effets dont le tirage aura déjà été publié officiellement en Autriche à la date de la signature de la présente convention, dont le remboursement cependant n'aura pas encore eu lieu à cette date, seront répartis proportionnellement et en nature à valoir sur la quote-part de l'espèce respective des effets revenant à chaque Etat selon l'article premier, section B, N° 2 ; un reste indivisible de ces effets lotis, mais pas payés, revient à l'Etat sur le territoire duquel l'office d'émission est situé.

Du reste, les effets seront répartis par égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre suivant : la République d'Autriche, le Royaume d'Italie, la République de Pologne, le Royaume de Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la République tchécoslovaque. Les restes indivisibles des valeurs seront balancés en couronnes autrichiennes sur base des valeurs estimatives de la Chambre de la Bourse à Vienne à la date du 31 décembre 1923.

5. Pour compenser les quote-parts proportionnelles des immeubles des établissements suppléants ci-dessous nommés, la République d'Autriche versera les montants suivants des fonds des établissements suppléants qui conservent les immeubles :

a) Pour les maisons de l'Etablissement des retraites de la Banque générale des Dépôts *(Allgemeine Depositenbank)* à Vienne, I, Teinfaltstrasse 4, et à Graz, Herrengasse 7 et Prokopigasse 8 :

A la République tchécoslovaque	11 250.000	couronnes
Au Royaume d'Italie	26.470.000	»
A la République de Pologne	129.042.000	»
Au Royaume de Roumanie	22.500.000	»

b) Pour la maison de la caisse des retraites pour les employés de la Société (par actions) des Manufactures de tapis et d'étoffes pour meubles (autrefois Philippe Haas et fils) à Vienne, VI., Stumpergasse 5 :

A la République tchécoslovaque	44.800.000	couronnes
A la République de Pologne	20.580.000	»

Au cas où la maison serait vendue avant l'exécution de la répartition des fonds pour un prix supérieur à 700.000.000 couronnes, la République d'Autriche livrera les quote-parts proportionnelles du produit dépassant le susdit montant,

per month shall be placed to the account of income. As regards the cash balance resulting at the date March 31, 1924, according to the foregoing provisions, one per cent per month shall be paid as interest up to the time of the actual payment of the cash balance.

2. Each of the States concerned shall be entitled to a share in the funds corresponding to the proportion which its share of insurance liabilities according to Section A, No. 1, bears to the total insurance liabilities existing on December 31, 1918. If no technical balance sheet has been prepared, the funds shall be distributed in proportion to the number of insured persons allocated to each State compared with the total number of insured persons ; in this case, an insured person in receipt of a pension shall be regarded as two insured persons, a widow in receipt of a pension shall be regarded as one and a half insured persons, and a child pensioner as half an insured person.

3. Debts guaranteed by immovable property, and other debts, apart from those based on securities, shall be handed over to the State in whose territory the debtor has his domicile (seat). Debts that have been liquidated shall be replaced by the cash received. Any claims arising out of the liquidation in Austrian or Austro-Hungarian crowns of such debts subsequent to the separation of the funds shall be assigned to the State to which the cash balance falls. The debts (or the cash in lieu thereof) shall be reckoned as part of the share accruing to that State in accordance with No. 2, at their nominal value in crowns.

4. Securities sold after the appointed date shall be replaced by the yield. Securities allotted and paid between the appointed date and the date of the signature of the present Convention shall be replaced by the yield from the allotment.

Securities the drawing of which has already been officially published in Austria at the time of the signing of the present Convention but which have not been repaid at that date, shall be divided proportionately and in kind, on account of the share of that particular kind of security allocated to each State under Article 1, Section B., No. 2 ; any indivisible remainder left over from these drawn but unpaid securities shall accrue to the State in whose territory the office of issue is situated.

For the rest, the securities shall be distributed in the arithmetical order of their numbering between the States in the following order : Republic of Austria, Kingdom of Italy, Polish Republic, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Czechoslovak Republic. Indivisible remainders shall be adjusted in Austrian crowns on the basis of the estimated values on the Vienna Stock-Exchange on December 31, 1923.

5. In order to adjust the proportionate shares in the premises of the supplementary organisations mentioned below, the Republic of Austria shall pay the following amounts out of the funds of the supplementary organisations which maintain the premises :

(a) In respect of the offices of the Pensions Organisation of the General Deposit Bank *(Allgemeine Depositenbank)* at No. 4, Teinfaltstrasse, Vienna I, and at No. 7, Herrengasse and No. 8 Prokopigasse, Graz :

To the Czechoslovak Republic	11,250,000	crowns
To the Kingdom of Italy	26,470,000	»
To the Polish Republic	129,042,000	»
To the Kingdom of Roumania	22,500,000	»

(b) In respect of the office of the Pensions Fund for Employees of the Joint Stock Company for the Manufacture of Carpets and Furniture Covering (late Philipp Haas and Sons) of No. 5, Stumpergasse, Vienna VI :

To the Czechoslovak Republic	44,800,000	crowns
To the Polish Republic	20,580,000	»

Should the office be sold before the funds are distributed for a sum exceeding 700,000,000 crowns, the Republic of Austria shall hand over proportionate shares of the yield in excess of that sum.

c) Pour les maisons d'habitation pour ouvriers à Strassgang, district de Graz-environs, de l'Établissement des retraites pour les employés de la première brasserie par actions de Graz, autrefois François Schreiner et fils, et les terres vagues de cet établissement qui y sont situées :

Au Royaume d'Italie	1.696.000 couronnes
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1.500.000 »

En outre, la République tchécoslovaque recevra la quote-part proportionnelle du produit de la vente des maisons d'habitation pour ouvriers de l'Etablissement des retraites de la Société minière alpine autrichienne à Donawitz, arrondissement Leoben, vente qui a eu lieu à la fin de 1920.

6. La quote-part revenant d'après les dispositions précédentes des fonds des établissements suppléants ressortant des annexes I-IV qui constituent une partie intégrante de la présente convention, sera transférée dans le délai de trois mois après la ratification de cette convention à la Légation de la République de Pologne à Vienne ou à un bureau à désigner par celle-ci à Vienne. La République d'Autriche remettra les titres d'emprunt de guerre munis de la remarque « *von der Republik Österreich nicht übernommen* » et les autres titres sans aucune remarque, veillera à ce que les listes des numéros soumises à la Commission des réparations soient rectifiées et accordera l'exportation gratuite de ces titres.

7 Le transfert éventuel à l'office entrant en considération selon section A, N° 2 des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

8. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres, qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République de Pologne ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet des établissements suppléants d'assurance. L'Etat respectif n'est obligé que d'employer les fonds reçus pour chaque établissement selon les prescriptions précédentes conformément à l'article 275, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République de Pologne :

SMOLKA, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :

THAA, *m. p.*

(c) In respect of the workmen's dwellings at Strassgang, near Graz, belonging to the Pensions Organisation for Employees of the First Graz Joint Stock Brewery (late Franz Schreiner and Sons) and the unbuilt land belonging to this Organisation there situated :

To the Kingdom of Italy	1,696,000 crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1,500,000 »

Further, the Czechoslovak Republic shall receive a proportionate share of the yield from the sale at the end of 1920 of the workmen's dwellings belonging to the Pensions Organisation of the Austrian Alpine Mining Association at Donawitz in the district of Leoben.

6. The share in the funds of the supplementary organisations allocated in virtue of the foregoing provisions and shown in Annexes I to IV, which shall constitute an integral part of the present Convention, shall, within three months of the ratification of this Convention, be transferred to the Polish Legation at Vienna or to an office in Vienna to be selected by that Legation. The Republic of Austria shall hand over the War Loan bonds inscribed " *von der Republik Österreich nicht übernommen* ", and the other securities without any inscription upon them ; it shall ensure that the lists of numbers submitted to the Reparation Commission are correct, and shall grant permission to export these securities free of charge.

7. The transfer to the office competent under Section A, No. 2, of the funds allocated to each country shall be subject to the internal regulations of the country concerned.

8. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Polish Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain concerning the supplementary insurance organisations. The State concerned shall only be obliged to employ the funds it receives under the foregoing provisions for each organisation in conformity with Article 275, paragraph 2, of the Treaty of Saint-Germain.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date of the exchange of the instruments of ratification at Vienna.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Polish Republic :

SMOLKA, *m. p.*

For the Republic of Austria :

THAA, *m. p.*

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord de modifier les dispositions de l'art. I, section B, N° 1, dernière phrase de la convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, de manière que pour l'encaisse résultant pour le 31 mars 1924 le taux d'intérêts, prévu par les dispositions du droit civil autrichien en vigueur aux époques respectives, soit payé à titre d'intérêts jusqu'à la date du payement effectif de l'encaisse.

Ce protocole additionnel entrera en vigueur en même temps que la convention susdite.

Fait à Vienne, le deux février mil neuf cent vingt-huit en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République de Pologne :

SMOLKA, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :

THAA, *m. p.*

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE POLISH REPUBLIC REGARDING SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS.

The High Contracting Parties agree to modify Article I, Section B, No. 1, last sentence, of the Convention regarding supplementary insurance organisations foi employees' pensions in the sense that as regards the cash balance resulting at the date March 31, 1924, the rates laid down in the Austrian Civil law in force on the respective dates shall be paid as interest up to the time of the actual payment of the cash balance.

This Additional Protocol shall enter into force at the same time as the above Convention.

Done at Vienna, the second day of February, one thousand nine hundred and twenty-eight, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Polish Republic:

SMOLKA, *m. p.*

For the Republic of Austria:

THAA, *m. p.*

ANNEXE I.

QUOTES-PARTS PROPORTIONNELLES

DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE

Numéro d'ordre	Dénomination et siège de l'établissement
	a) *Etablissements suppléants généraux :*
1	Pensionsinstitut der Angestellten der Textilindustrie in Wien . . . . .
2	Pensionsinstitut des Vereines für Güterbeamte in Wien . . . . .
3	Pensionsinstitut für die Bühnen- und Orchesterangehörigen Österreichs in Wien . . .
4	Pensionsinstitut für Beamte der österreichischen Papierindustrie in Wien . . . . .
5	Allgemeines Pensionsinstitut der österreichischen Pharmazeuten in Wien . . . . .
6	Pensionsverein der landwirtschaftlichen Genossenschaften in Österreich in Wien . . .
7	Pensionsinstitut des österreichischen Faktorenverbandes in Wien . . . . . arrondi
	Total . . .
	b) *Etablissements pour des maisons individuelles (avec un bilan technique) :*
8	Pensionsinstitut der Österreichischen Alpinen Montangesellschaft in Wien . . . . .
9	Pensionsinstitut der Allgemeinen Depositenbank in Wien . . . . .
10	Pensionskasse für die Beamten der Firma Heinrich Franck Söhne in Linz . . . . .
11	Pensionskasse für die Angestellten der A.-G. der Teppich- und Möbelstoff-Fabriken, vorm. Philipp Haas & Söhne in Wien . . . . .
12	Franz Josef Auersperg'sches Pensionsinstitut in Wien . . . . .
13	Pensionsinstitut der Angestellten der Dampfkesseluntersuchungs- und Versicherungs-Gesellschaft A.-G. in Wien . . . . .
14	Pensionsverein der C. Stölzle's Söhne A.-G. für Glasfabrikation in Nagelberg . . . . .
15	Pensionsinstitut für die Beamten der Homboker und Marienthaler Eisenwaren-Industrie- und Handels A.-G. « Moravia » in Wien . . . . .
16	Pensionsverein der Aktiengesellschaft der österreichischen Fezfabriken in Wien . . . .
	Total . . .
	c) *Etablissements pour des maisons individuelles (sans bilan technique) :*
17	« Fürsorge » Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. A . .
	« Fürsorge » Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. B . .
18	Pensionsinstitut der Beamten und Diener der Wiener Versicherungs-Gesellschaft in Wien
19	Pensionsfonds für die Beamten und Diener des Gisela-Vereines in Wien . . . . .
20	Pensionsinstitut der Firma Schenker & Co. in Wien . . . . .
21	Pensionsinstitut für die Bediensteten der Ersten Grazer Aktienbrauerei vorm. Franz Schreiner & Söhne in Graz in Puntigam . . . . .
22	Pensionsinstitut für die Beamten und Diener der Wiener Lebens- und Renten-Versicherungs-anstalt in Wien . . . . .
23	Pensionsverein der Glashüttenwerke vorm. J. Schreiber & Neffen in Wien . . . . .
24	Gutmann'sches Pensionsinstitut in Wien . . . . .
	Total . . .
	Total pour les établissements pour des maisons individuelles . . .
	Total pour tous les établissements . . .

DES RÉSERVES DE PRIMES

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS.

Réserves de primes à la fin de 1918 en cour.	Quote-part proportionnelle					
	de la République d'Autriche	de la République tchécoslovaque	de la République de Pologne	du Royaume d'Italie	du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	du Royaume de Roumanie
15.299.542	49,65	48,50	0,44	0,91	0,50	—
7.279.461	58,93	35,78	1,60	0,03	3,66	—
6.359.594	69,62	24,48	1,73	2,41	1,32	0,44
4.442.077	66,94 [5]	32,48 [6]	0,54 [9]	0,01 [4]	0,00 [6]	—
3.931.732	61,27	24,80	5,91	6,42	1,60	—
2.486.313	51,05	36,99	0,67	3,64	6,55	1,10
2.381.100	82,50	11,40	—	2,40	3,70	—
42.179.819						
11.583.070	96,89	3,11	—	—	—	—
4.853.432	91,41	0,52	5,85	1,20	—	1,02
4.795.534	49,36	40,54	1,94	—	8,16	—
3.186.150	90,66	6,40	2,94	—	—	—
2.346.199	8,64	91,36	—	—	—	—
1.745.673	47,61	43,71	8,68	—	—	—
1.116.397	63,29	36,71	—	—	—	—
1.008.694	34,67	65,33	—	—	—	—
943.303	36,36	63,64	—	—	—	—
31.578.452						
761.516	81,09	9,61	—	9,30	—	—
1.907.680	61,07	28,75	—	10,18	—	—
2.356.071	79,58	18,50	—	1,92	—	—
2.269.440	79,64	16,80	3,56	—	—	—
2.179.711	67,54	29,97	—	2,49	—	—
1.340.546	89,89	—	—	5,83	4,28	—
1.115.669	77,08	12,65	6,32	—	—	3,95
1.062.380	32,51	67,49	—	—	—	—
561.097	87,66	12,34	—	—	—	—
13.554.110						
45.132.562						
87.312.381						

ANNEXE II. LISTE DES FONDS DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE

LES MONTANTS SONT INDIQUÉS

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination et siège de l'établissement (La dénomination complète des établissements est indiquée dans l'annexe I)	Titres d'emprunt de guerre	Dette gagée existant à la fin de 1918 contractée à l'occasion de la souscription de titres d'emprunt de guerre	Titre d'avant-guerre
	a) *Etablissements généraux :*			
1	Textilindustrie, Wien	7.138	1.647	1700,0
2	Güterbeamte, Wien	1.277	377	[1] 230,0
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2.960	1.576	70,0
4	Papierindustrie, Wien	8.675	5.049	132,0
5	Pharmazeuten, Wien	—	7.163	15,0
6	Landwirtschaftliche Genossenschaften, Wien	774	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1.801	581	[2] 774,0
	Total	22.625	16.393	2.921,0
	b) *Etablissements pour des maisons individuelles (avec bilan technique) :*			
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	429,3	—	450,0
9	Allgemeine Depositenbank, Wien	3.250	—	675,6
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	420,0
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	726,4	—	280,0
12	F. J. Auersperg, Wien	650	—	279,6
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	2.350	618	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	600	—	71,6
15	« Moravia », Wien	1.150	—	—
16	Fezfabriken, Wien	770	—	160,0
	Total	9.925,7	618	2.336,8
	c) *Etablissements pour des maisons individuelles (sans bilan technique) :*			
17	Dreher A.-G. Wien, Abt. A	—	—	10,5
	» » » » B	—	—	77,5
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1.300	—	200,0
19	Gisela-Verein, Wien	1.280	310	—
20	Schenker & Co, Wien	2.399	973	325,0
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	500	—	50,0
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	415	—	100,0
24	Gutmann, Wien	319	—	64,2
	Total	6.213	1.283	827,2
	Etablissements pour des maisons individuelles, Total	16.138,7	1.901	3.164,0
	Tous les établissements, Total	38.763,7	18.294	6.085,0

[1] Vendus pour 214.000 couronnes.

[2] Y compris un nominal de 764.000 couronnes vendu et remplacé par un nominal de 1.120.000 couronnes österr. Staatsschatzscheine.

[3] Y comprises : *a)* des primes arriérées, de 23.739 couronnes sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 28 couronnes sur le territoire de la République de Pologne et de 247 couronnes sur le territoire du Royaume d'Italie ; *b)* des hypothèques de 131.936 couronnes sur le territoire de la République tchécoslovaque.

[4] Y comprises : *a)* des primes arriérées de 2335 couronnes sur le territoire de la République tchécoslovaque, dee 5225 couronnes sur le territoire de la République de Pologne et de 9196 couronnes sur le territoire du Royaume d'Italie ; *b)* 13.667 couronnes roumaines à 150 couronnes autrichiennes.

[5] Y comprises des primes et taxes arriérées de 8870 couronnes sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 6357 couronnes sur le territoire de la République de Pologne, de 1452 couronnes sur le territoire du Royaume d'Italie, de 1052 couronnes sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de 360 couronnes sur le territoire du Royaume de Roumanie ; en outre, un avoir à Prague de 53.570 couronnes non estampillées et une créance de 103 couronnes contractée sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes y sont compris.

[6] De ce montant seront restituées aux déposants :

Des primes payées d'avance	145.932 couronnes
Des parts de réserves de primes et des primes à restituer	1.474.969 »
Des primes à assigner et des réserves de primes pas mises en compte	455.349 »

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS QUI EXISTAIENT À LA DATE DU 31 MARS 1924
EN MILLIERS DE COURONNES.

D'autres effets	Encaisse, avoir, hypothèques et d'autres créances	Passifs	90 % des revenus	Produit de lotissement d'effets	Immeubles		Argent comptant à répartir
					Valeur portée sur les livres	Valeur estimative	
100,0	[3] 4.402	[6] 2.155	1.986	8.217	.	.	[3] 12.450
70,0	13.077	—	1.491	2.957	.	.	17.525
—	4.087	[7] 158	1.746	1.250	.	.	6.925
120,0	1.034	—	1.034	55	.	.	2.123
—	[4] 6.054	56	2.465	8.894	.	.	[4] 17.357
7,5	[5] 774	32	722	1.309	.	.	[5] 2.773
—	208	1	597	202	.	.	1.006
297,5	29.636	2.402	10.041	22.884	.	.	60.159
1.310,8	14	3	[10] 17.563	2.930	550.059	550	21.054
389,3	[8] 2.550	814	505	116	1.725.842	2.205.000	[8] 2.207.357
1.992,8	506	—	16.457	3.181	—	—	20.144
168,3	378	7	11.879	101.073	527.800	700.000	813.323
400,8	12,366	[9] 944	[11] 57.126	[14] 61.113	—	—	129.661
140,0	3	0,4	406	136	—	—	545
282,0	22	64	181	320	—	—	459
221,0	—	90	[12] 18.094	[15] 9.562	—	—	27.566
137,0	167	—	[13] 19.426	[16] 1.275	—	—	20.868
5.042,0	16.006	1.922	141.637	179.706	2.803.701	2.905.550	3.240.977
30,6	47	—	1.786	715	—	—	2.548
704,3	4.326	2	14.031	1.610	—	—	19.965
125,0	592	4	[17] 16.902	336	—	—	17.826
16,8	1.220	—	218	170	—	—	1.608
985,3	42	—	693	51	—	—	786
20,0	677	—	376	320	145.486	29.097	30.470
—	[18] 363	7	[19] 240	[20] 793	—	—	[18] 1.389
280,0	164	1	110	239	—	—	512
—	52	9	[21] 163	260	—	—	466
2.162,0	7.483	23	34.519	4.494	145.486	29.097	75.570
7.204,0	23.489	1.945	176.156	184.200	2.949.187	2.934.647	3.316.547
7.501,5	53.125	4.347	186.197	207.084	2.949.187	2.934.647	3.376.706

[7] De ce montant seront restituées aux déposants :
Des primes payées d'avance . . . . . 12.870 couronnes
Des parts de réserves de primes et des primes à restituer. . . . . 1.989 »

[8] Y compris le produit de la vente de la maison à Prague.

[9] Y comprises 936.331 couronnes autrichiennes déboursées pour des frais d'administration.

[10] Y comprises 7.776,— couronnes tchécoslovaques à 2.100 couronnes autrichiennes.
[11] » 11.218,50 » » » 2.100 » »
[12] » 8.566,40 » » » 2.100 » »
[13] » 4.543,46 » » » 2.100 » »
[14] » 28.960,— » » » 2.100 » »
[15] » 4.526,65 » » » 2.100 » »
[16] » 435,78 » » » 2.100 » »
[17] » 5.916,15 » » » 2.000 » »
[18] » 2.231,— hongroises » 0.90 » »
[19] » 13.275,— » » » 0.90 » »
[20] » 48.220,— » » » 0.90 » »

[21] Y compris les intérêts des titres d'emprunt de guerre pas encore nostrifiés.

ANNEXE III.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES FONDS DES ÉTABLISSEMENTS D'ASSURANCE

LES MONTANTS SONT INDIQUÉS

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination et siège de l'établissement (La dénomination complète des établissements est indiquée dans l'annexe I)	Titres d'emprunt de guerre						Titres d'avant-guerre	
		République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque
	a) *Etablissements généraux :*								
1	Textilindustrie, Wien	3.544,0	3.461,9	31,4	65,0	35,7	—	844,0	824,5
2	Güterbeamte, Wien	752,6	456,9	20,4	0,4	46,7	—	135,5	82,3
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2.060,8	724,6	51,2	71,3	39,1	13,0	48,7	17,2
4	Papierindustrie, Wien	5.807,5	2.818,2	47,6	1,2	0,5	—	88,4	42,9
5	Pharmazeuten, Wien	—	—	—	—	—	—	9,2	3,7
6	Landwirtschaftl. Genossenschaften, Wien	395,1	286,3	5,2	28,2	50,7	8,5	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1.485,8	205,3	—	43,2	66,7	—	638,6	88,2
	Total	14.045,8	7.953,2	155,8	209,3	239,4	21,5	1.764,4	1.058,8
		.	.	.	.	.	.	[1]—1.007,0	.
		14.045,8	7.953,2	155,8	209,3	239,4	21,5	757,4	1.058,8
	b) *Etablissements pour des maisons individuelles, avec bilan technique :*								
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	415,9	13,4	—	—	—	—	436,0	14,0
9	Allg. Depositenbank, Wien	2.970,8	16,9	190,1	39,0	—	33,2	617,6	3,5
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	—	—	—	—	207,3	170,3
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	658,6	46,5	21,3	—	—	—	253,9	17,9
12	F. J. Auersperg, Wien	56,2	593,8	—	—	—	—	24,2	255,4
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	1.118,8	1.027,2	204,0	—	—	—	—	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	379,7	220,3	—	—	—	—	45,3	26,3
15	« Moravia », Wien	398,7	751,3	—	—	—	—	—	—
16	Fezfabriken, Wien	280,0	490,0	—	—	—	—	58,2	101,8
	Total	6.278,7	3.159,4	415,4	39,0	—	33,2	1.642,5	589,2
	c) *Etablissements pour des maisons individuelles, sans bilan technique :*								
17	Dreher A.-G., Wien, Abt. A	—	—	—	—	—	—	8,5	1,0
	Dreher A.-G., Wien, Abt. B	—	—	—	—	—	—	47,3	22,3
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1.034,5	240,5	—	25,0	—	—	159,2	37,0
19	Gisela-Verein, Wien	1.019,4	215,0	45,6	—	—	—	—	—
20	Schenker & Co., Wien	1.620,3	719,0	—	59,7	—	—	219,5	97,4
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	449,5	—	—	29,1	21,4	—	45,0	—
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—	—	—	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	134,9	280,1	—	—	—	—	32,5	67,5
24	Gutmann, Wien	279,6	39,4	—	—	—	—	56,3	7,9
	Total	4.538,2	1.494,0	45,6	113,8	21,4	—	568,3	233,1
	Etablissements pour des maisons individuelles, Total	10.816,9	4.653,4	461,0	152,8	21,4	33,2	2.210,8	822,3
	Tous les Etablissements, Total	24.862,7	12.606,6	616,8	362,1	260,8	54,7	2.968,2	1.881,1
	Pour balancer les plus- ou moins-values des effets assignés selon annexe IV	.	.	.	.	.	.	.	.
	Par conséquent	.	.	.	.	.	.	.	.

[1] Cet article de décompte se compose : *a)* d'un nominal de 994.000 couronnes, à titre de compensation pour un nominal de 764.000 couronnes, vendu par l'établissement « Faktorenverband » et pour un nominal de 230.000 couronnes, vendu par l'établissement « Güterbeamten », et *b)* d'un nominal de 13.000 couronnes, cédé au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour un nominal de 11.500 couronnes d'autres effets (voyez la note N° 3) et pour 1500 couronnes d'argent comptant.

[2] Cédé par la République d'Autriche.

[3] Se composant d'un nominal de 1.120.000 couronnes österr. Staatsschatzscheine et d'un nominal de 11.500 couronnes d'autres effets, qui est cédé par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la République d'Autriche (voyez la note N° 1).

[4] Cédé à la République d'Autriche (voyez les notes N°s 1 et 3).

[5] Se composant : *a)* du produit de 214.000 couronnes de la vente d'un nominal de 230.000 couronnes de rentes d'avant-guerre de l'établissement « Güterbeamten » et *b)* de 1.500 couronnes d'argent comptant pour le nominal de 1.500 couronnes des rentes d'avant-guerre cédé au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (voyez la note N° 1).

[6] Cet article de décompte résulte de l'assignation d'avoirs sur le territoire de l'Etat national respectif et de primes arriérées sur ces territoires, savoir :

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS QUI EXISTAIENT A LA DATE DU 31 MARS 1924.

EN MILLIERS DE COURONNES.

Titres d'avant-guerre				D'autres effets						Encaisse					
République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie
7,5	15,5	8,5	—	49,7	48,5	0,4	0,9	0,5	—	6.182	6.038	55	113	62	—
3,7	0,1	8,4	—	41,3	25,0	1,1	0,0	2,6	—	10.328	6.271	280	5	641	—
1,2	1,7	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	4.821	1.695	120	167	91	31
0,7	—	—	—	80,3	39,0	0,7	—	—	—	1.421	690	12	—	—	—
0,9	1,0	0,2	—	—	—	—	—	—	—	10.635	4.304	1.026	1.114	278	—
—	—	—	—	3,8	2,8	—	0,3	0,5	0,1	1.416	1.026	18	101	182	30
—	18,6	28,6	—	—	—	—	—	—	—	830	115	—	24	37	—
14,0	36,9	46,6	0,3	175,1	115,3	2,2	1,2	3,6	0,1	35,633	20.139	1.511	1.524	1.291	61
.	.	[2] +13,0	.	[3] +1.131,5	.	.	.	[4] —11,5	.	[5] + 216	[6] — 218	[6] — 12	[6] — 11	[7] — 3	.
14,0	36,9	59,6	0,3	1.306,6	115,3	2,2	1,2	— 7,9	0,1	35.849	19.921	1.499	1.513	1.288	61
—	—	—	—	1.270,0	40,8	—	—	—	—	[8] 19.849	655	—	—	—	—
39,5	8,1	—	6,9	355,8	2,0	22,8	4,7	—	4,0	[9] —187.255	11.478	129.131	26.488	—	22.515
8,1	—	34,3	—	983,6	807,9	38,7	—	162,6	—	9.943	8.166	391	—	1.644	—
8,2	—	—	—	152,6	10,8	4,9	—	—	—	[10] 37.358	52.053	23.912	—	—	—
—	—	—	—	34,6	266,2	—	—	—	—	11.203	118.458	—	—	—	—
—	—	—	—	66,7	61,2	12,1	—	—	—	260	238	47	—	—	—
—	—	—	—	178,5	103,5	—	—	—	—	291	168	—	—	—	—
—	—	—	—	76,6	144,4	—	—	—	—	9.557	18.009	—	—	—	—
—	—	—	—	49,8	87,2	—	—	—	—	7.588	13.280	—	—	—	—
55,8	8,1	34,3	6,9	3.168,2	1.624,0	78,5	4,7	162,6	4,0	— 91.206	222.505	153.481	26.488	1.644	22.515
—	1,0	—	—	24,8	2,9	—	2,9	—	—	2.066	245	—	237	—	—
—	7,9	—	—	430,1	202,5	—	71,7	—	—	12.193	5.740	—	2.032	—	—
—	3,8	—	—	99,5	23,1	—	2,4	—	—	14.186	3.298	—	342	—	—
—	—	—	—	13,4	2,8	0,6	—	—	—	1.281	270	57	—	—	—
—	8,1	—	—	665.5	295,3	—	24,5	—	—	531	236	—	19	—	—
—	2,9	2,1	—	18,0	—	—	1,1	0,9	—	[11] — 1.707	—	—	1.776	1.304	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.070	176	88	—	—	55
—	—	—	—	91,0	189,0	—	—	—	—	166	346	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	408	58	—	—	—	—
—	23,7	2,1	—	1.342,3	715,6	0,6	102,6	0,9	—	30.194	10.369	145	4.406	1.304	55
55,8	31,8	36,4	6,9	4.510,5	2.339,6	79,1	107,3	163,5	4,0	— 61.012	232.874	153.626	30.894	2.948	22.570
69,8	68,7	96,0	7,2	5.817,1	2.454,9	81,3	108,5	155,6	4,1	— 25.163	252.795	155.125	32.407	4.236	22.631
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	— 600	+ 201	— 123	— 617	+ 555	+ 584
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	— 25.763	252.996	155.002	31.790	4.791	23.215

a) D'avoirs sur le territoire de la République tchécoslovaque de 131.936 couronnes et de 53.570 couronnes non estampillées.

b) De primes arriérées de 34.944 couronnes, sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 11.610 couronnes sur le territoire de la République de Pologne, de 10.895 couronnes sur le territoire du Royaume d'Italie et de 360 couronnes sur le territoire du Royaume de Roumanie.

[7] Cet article de décompte résulte de l'avoir de 103 couronnes sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de primes arriérées de 1.052 couronnes sur le territoire du même Royaume et de 1.500 couronnes d'argent comptant pour le nominal de 1.500 couronnes de rentes d'avant-guerre, cédé par la République d'Autriche (voyez les notes N°s 1 et 5).

[8] Ce montant résulte, déduction faite de la valeur estimative de 550.000 couronnes, des immeubles que la République d'Autriche conserve.

[9] Ce montant résulte, déduction faite de la valeur estimative de 2.205.000 couronnes, des immeubles que la République d'Autriche conserve.

[10] Ce montant résulte, déduction faite de la valeur estimative de 700.000.000 couronnes, des immeubles que la République d'Autriche conserve.

[11] Ce montant résulte, déduction faite de la valeur estimative de 29.097.000 couronnes, des immeubles que la République d'Autriche conserve.

ANNEXE IV.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES RENTES D'AVANT-GUERRE ET DES AUTRES EFFETS DE GUERRE) DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche	
				%	en couronnes
	a) RENTES D'AVANT-GUERRE :				
1	4 % einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Mai-Nov.)	1.010.000		49,65	501.465
2		* 230.000		58,93	135.539
7		7.200		82,50	5.940
8		450.000		96,89	436.005
10		100.000		49,36	49.360
11		60.000		90,66	54.396
16		100.000		36,36	36.360
17B		64.500		61,07	39.390
24		1.000		87,66	877
		2.022.700	1.050	.	1.259.332
	* Vendu. Arrondi . . .	.	.	.	1.259.300
1	4 % einh. conv. steuerfr. kronenrente (Jänner-Juli)	300.000		49,65	148.950
10		100.000		49,36	49.360
11		34.000		90,66	30.824
12		100.600		8,64	8.692
14		51.600		63,29	32.658
		586.200	1.090	.	270.484
	Arrondi . . .	.	.	.	270.500
9	4,2 % einh. Rente ö. W. in Noten (Februar-August)	40.000		91,41	36.564
10		10.000		49,36	4.936
11		103.000		90,66	93.380
12		29.000		8,64	2.506
24		600		87,66	526
		182.600	1.750	.	137.912
	Arrondi . . .	.	.	.	137.900
9	4,2 % einh. Rente ö W. in Noten (April-Oktober)	10.000		91,41	9.141
10		10.000		49,36	4.936
24		50.000		87,66	43.830
		70.000	6.100	.	57.907
	Arrondi . . .	.	.	.	57.900
10	4 % österr. Goldrente steuerfr. (April-Oktober)	100.000	28.500	49,36	49.360
	Arrondi . . .	.	.	.	49.400

EXISTANT A LA DATE DU 31 MARS 1924 (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
48,50	489.850	0,44	4.444	0,91	9.191	0,50	5.050	—	—
35,78	82.294	1,60	3.680	0,03	69	3,66	8.418	—	—
11,40	821	—	—	2,40	173	3,70	266	—	—
3,11	13.995	—	—	—	—	—	—	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	3.840	2,94	1.764	—	—	—	—	—	—
63,64	63.640	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	18.544	—	—	10,18	6.566	—	—	—	—
12,34	123	—	—	—	—	—	—	—	—
.	713.647	.	11.828	.	15.999	.	21.894	.	—
.	713.700	.	11.800	.	16.000	.	21.900	.	—
48,50	145.500	0,44	1.320	0,91	2.730	0,50	1.500	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	2.176	2,94	1.000	—	—	—	—	—	—
91,36	91.908	—	—	—	—	—	—	—	—
36,71	18.942	—	—	—	—	—	—	—	—
.	299.066	.	4.260	.	2.730	.	9.660	.	—
.	299.100	.	4.300	.	2.700	.	9.600	.	—
0,52	208	5,85	2.340	1,20	480	—	—	1,02	408
40,54	4.054	1,94	194	—	—	8,16	816	—	—
6,40	6.592	2,94	3.028	—	—	—	—	—	—
91,36	26.494	—	—	—	—	—	—	—	—
12,34	74	—	—	—	—	—	—	—	—
.	37.422	.	5.562	.	480	.	816	.	408
.	37.400	.	5.600	.	500	.	800	.	400
0,52	52	5,85	585	1,20	120	—	—	1,02	102
40,54	4.054	1,94	194	—	—	8,16	816	—	—
12,34	6.170	—	—	—	—	—	—	—	—
.	10.276	.	779	.	120	.	816	.	102
.	10.300	.	800	.	100	.	800	.	100
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
.	40.500	.	1.900	.	—	.	8.200	.	—

Annexe IV *(suite)*.

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche %	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche en couronnes
1	4 % österr. Kronenrente steuerfr. (März-Sept. und Juni-Dez.)	190.000		49,65	94.335
3		70.000		69,62	48.734
4		20.000		66,94$_5$	13.389
5		15.000		61,27	9.191
7		* 766.800		82,50	632.610
9		565.600		91,41	517.015
10		100.000		49,36	49.360
11		80.000		90,66	72.528
12		150.000		8,64	12.960
16		60.000		36,36	21.816
17 A		10.500		81,09	8.514
18		200.000		79,58	159.160
20		325.000		67,54	219.505
21		50.000		89,89	44.945
23		100.000		32,51	32.510
24		12.600		87,66	11.045
		2.715.500	1.080	.	1.947.617
	Arrondi . . .	.	.	.	1.947.600
	* Y compris un nominal vendu de 764.000 couronnes.				
9	3 ½ % öst Invest Rente steuerfr. (Febr.-Aug.)	60.000		91,41	54.846
17 B		13.000		61,07	7.939
		73.000	850	.	62.785
	Arrondi . . .	.	.	.	62.800
1	4 % österr. Staatsrenten-Anlehen, lit. B, 1912 .	200.000	1.050	49,65	99.300
	Arrondi . . .	.	.	.	99.300
4	4 ½ % österr. Schatzscheine 1914	* 112.000		66,94$_5$	74.978
11		3.000		90,66	2.720
14		** 20.000		63,29	12.658
		135.000	800	.	90.356
	Arrondi . . .	.	.	.	90.400
	Total *(a)* . .	6.085.000	.	.	3.975.100
	* Y compris un nominal loti de 34.500 couronnes. ** Y compris un nominal loti de 12.100 couronnes.				
	b) D'AUTRES EFFETS : I. *Titres autrichiens :*				
11	45 Stück III. Elisabethbahnaktien	* 18.000	10.000	90,66	16.319
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	16.400
	* 1 pièce lotie.				

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
48,50	92.150	0,44	836	0,91	1.729	0,50	950	—	—
24,48	17.136	1,73	1.211	2,41	1.687	1,32	924	0,44	308
$32,48_6$	6.497	$0,54_9$	110	$0,01_4$	3	$0,00_6$	1	—	—
24,80	3.720	5,91	886	6,42	963	1,60	240	—	—
11,40	87.415	—	—	2,40	18.403	3,70	28.372	—	—
0,52	2.941	5,85	33.088	1,20	6.787	—	—	1,02	5.769
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	5.120	2,94	2.352	—	—	—	—	—	—
91,36	137.040	—	—	—	—	—	—	—	—
63,64	38.184	—	—	—	—	—	—	—	—
9,61	1.009	—	—	9,30	977	—	—	—	—
18,50	37.000	—	—	1,92	3.840	—	—	—	—
29,97	97.403	—	—	2,49	8.092	—	—	—	—
—	—	—	—	5,83	2.915	4,28	2.140	—	—
67,49	67.490	—	—	—	—	—	—	—	—
12,34	1.555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	635.200	.	40.423	.	45.396	.	40.787	.	6.077
.	635.200	.	40.400	.	45.400	.	40.800	.	6.100
0,52	312	5,85	3.510	1,200	720	—	—	1,02	612
28,75	3.738	—	—	10,18	1.323	—	—	—	—
.	4.050	.	3.510	.	2.043	.	—	.	612
.	4.100	.	3.500	.	2.000	.	—	.	600
48.50	97.000	0,44	880	0,91	1.820	0,50	1.000	—	—
.	97.000	.	900	.	1.800	.	1.000	.	—
$32,48_6$	36.384	$0,54_9$	615	$0,01_4$	16	$0,00_6$	7	—	—
6,40	192	2,94	88	—	—	—	—	—	—
36,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	43.918	.	703	.	16	.	7	.	—
.	43.900	.	700	.	—	.	—	.	—
.	1.881.200	.	69.900	.	68.500	.	83.100	.	7.200
6,40	1.152	2,94	529	—	—	—	—	—	—
.	1.200	.	400	.	—	.	—	.	—

Annexe IV *(suite)*.

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche %	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche en couronnes
8	4 % Wiener Verkehrs-Anlagen-Anleihe, Em. I u. II	100.000		96,89	96.890
9		80.000		91,41	73.128
10		100.000		49,36	49.360
14		11.000		63,29	6.962
		291.000	150	.	226.340
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	.	.	.	226.400
10	4 % Anlehen der Stadt Wien v. J. 1917	50.000	110	49,36	24.680
	Arrondi	.	.	.	24.700
15	4 % Anlehen der Stadt Wien v. J. 1918	160.000	80	34,67	55.472
	Arrondi	.	.	.	55.500
8	4 % Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., inh. 65 J. verl.	540.000		96,89	523.206
17 B		15.600		61,07	9.527
		555.600	155	.	532.733
	Arrondi	.	.	.	532.700
1	4 % Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.-Schuldv., inh. 65 J. verl.	100.000	80	49,65	49.650
	Arrondi	.	.	.	49.700
14	4 ½ % Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.-Schuldv., inh. 65 J. verl.	34.000	85	63,29	21.519
	Arrondi	.	.	.	21.500
17 B	4 ½ % Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 60 J. verl.	* 1.200	4.500	61,07	733
	Arrondi	.	.	.	700
	* Loti en totalité.				
17 B	4 % Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 65 J. verl.	* 5.000	4.300	61,07	3.054
	Arrondi	.	.	.	3.100
	* Loti en totalité.				
10	4 % Pfandbr. d. Kärntner Landes-Hyp.-Anst.	70.000	70	49,36	34.552
	Arrondi	.	.	.	34.500
12	6 % Communal-Obl. d. Niederöst. Landes-Hyp.-A.	40.000	96	8,64	3.456
	Arrondi	.	.	.	3.500

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
3,11	3.110	—	—	—	—	—	—	—	—
0,52	416	5,85	4.680	1,20	960	—	—	1,02	816
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
36,81	4.038	—	—	—	—	—	—	—	—
.	48.104	.	6.620	.	960	.	8.160	.	816
.	48.000	.	6.600	.	1.000	.	8.200	.	800
40,54	20.270	1,94	970	—	—	8,16	4.080	—	—
.	20.200	.	1.000	.	—	.	4.100	.	—
65,33	104.528	—	—	—	—	—	—	—	—
.	104.500	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	16.794	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	4.485	—	—	10,18	1.588	—	—	—	—
.	21.279	.	—	.	1.588	.	—	.	—
.	21.300	.	—	.	1.600	.	—	.	—
48,50	48.500	0,44	400	0,91	910	0,50	500	—	—
.	48.500	.	400	.	900	.	500	.	—
36,71	12.481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12.500	.	—	.	—	.	—	.	—
28,75	345	—	—	10,18	122	—	—	—	—
.	400	.	—	.	100	.	—	.	—
28,75	1.437	—	—	10,18	509	—	—	—	—
.	1.400	.	—	.	500	.	—	.	—
40,54	28.378	1,94	1.358	—	—	8,16	5.712	—	—
.	28.400	.	1.400	.	—	.	5.700	.	—
91,36	36.544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.500	.	—	.	—	.	—	.	—

Annexe IV *(suite)*.

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche %	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche en couronnes
10	8 % Pfandbr. d. Oberösterr. Landes-Hyp.-Anstalt Arrondi . . .	640.000 .	98 .	49,36 .	315.904 315.900
2	4 % Pfandbr. d. Tirolischen Land-Hyp.-Anstalt Arrondi . . . * Loti en totalité.	* 50.000 .	70 .	58,93 .	29.465 29.500
2	4 ½ % Pfandbr. d. Linzer allg. Sparkassa und Leihanst. . . . . . Arrondi . . .	20.000 .	75 .	58,93 .	11.786 11.800
21	4 ½ % Pfandbr. d. Steiermärk. Sparkassa . . . Arrondi . . .	20.000 .	75 .	89,89 .	17.978 18.000
23	4 % Prior.-Obl. d. Lokalbahn Fürstenfeld-Hartberg, Em. 1908. . . . . . La plus petite pièce à 2000 couronnes, donc	180.000 .	200 .	32,51 .	58.518 58.000
10	4 % Prior.-Obl. d. Lokalbahn Mauthausen-Grein, Em. 1906 . . . . . . La plus petite pièce à 2000 couronnes, donc * Loti en totalité.	* 100.000 .	150 .	49,36 .	49.360 50.000
6	25 Stück Lose d. österr. Gesellsch. v. Roten Kreuz v. J. 1916 . . . . . . * Par pièce.	7.500 .	* 180 .	51,05 .	3.829 3.900
	Total *b)* I. . . .	2.342.300	.	.	1.455.800
	II. *Titres tchécoslovaques :*				
9 10 14	4 % steuerfr. Schuldverschreibungen d. Böhm. Nordbahn	120.000 100.000 15.200		91,41 49,36 63,29	109.692 49.360 9.620
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	235.200 .	132.000 .	. .	168.672 168.800
9	4 % Prior.-Obl. d. Böhm. Westbahn, Em. 1885 La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	6.000 .	132.000 .	91,41 .	5.485 5.600
17B	4 % Prior.-Obl. d. Mähr. Grenzbahn . . . . . La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	25.600 .	130.000 .	61,07 .	15.634 15.600

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
40,54 .	259.456 259.500	1,94 .	12.416 12.400	— .	— —	8,16 .	52.224 52.200	— .	— —
35,78 .	17.890 17.900	1,60 .	800 800	0,03 .	15 —	3,66 .	1.830 1.800	— .	— —
35,78 .	7.156 7.200	1,60 .	320 300	0,03 .	6 —	3,66 .	732 700	— .	— —
— .	— —	— .	— —	5,83 .	1.166 1.200	4,28 .	856 800	— .	— —
67,49 .	121.482 122.000	— .	— —	— .	— —	— .	— —	— .	— —
40,54 .	40.540 40.000	1,94 .	1.940 2.000	— .	— —	8,16 .	8.160 8.000	— .	— —
36,99 .	2.774 2.700	0,67 .	50 —	3,64 .	273 300	6,55 .	491 600	1,10 .	83 —
.	772.200	.	25.300	.	5.600	.	82.600	.	800
0,52 40,54 36,71	624 40.540 5.580	5,85 1,94 —	7.020 1.940 —	1,20 — —	1.440 — —	— 8,16 —	— 8.160 —	1,02 — —	1.224 — —
. .	46.744 46.800	. .	8.960 8.800	. .	1.440 1.600	. .	8.160 8.000	. .	1.224 1.200
0,52 .	31 —	5,85 .	351 400	1,20 .	72 —	— .	— —	1,02 .	61 —
28,75 .	7.360 7.200	— .	— —	10,18 .	2.606 2.800	— .	— —	— .	— —

Annexe IV *(suite)*.

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche %	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche en couronnes
9	4 % Schuldverschr. d. Mähr.-schles. Centralbahn	10.200	130.000	91,41	9.324
	La plus petite pièce à 600 couronnes, donc	.	.	.	9.600
19	4 % Prior.-Obl. d. Mähr.-schles. Centralbahn .	16.800	130.000	79,64	13.380
	La plus petite pièce à 600 couronnes, donc	.	.	.	13.200
16	3 ½ % Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn, lit. B, B. Em. 1903	58.000	120.000	36,36	21.089
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	21.200
9	4 % Prior.-Obl. d. Pilsen-Priesen Bahn	* 10.500		91,41	9.598
13		60.000		47,61	28.566
17 B		36.900		61,07	22.535
		107.400	130.000	.	60.699
	La plus petite pièce à 300 couronnes, donc	.	.	.	60.600
	* Y compris un nominal loti de 2400 couronnes.				
17 B	4 % Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1890 . .	6.400	140.000	61,07	3.908
	Arrondi . . .	.	.	.	3.900
11	4 ½ % Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1911 .	300		90,66	272
12		30.000		8,64	2.592
17 A		11200		81,09	9.082
17 B		49.800		61,07	30.413
18		125.000		79,58	99.475
		216.300	150.000	.	141.834
	Arrondi . . .	.	.	.	141.800
12	4 ½ % Bankschuldv. d. Živnostenská banka . .	40.000	170.000	8,64	3.456
	Arrondi . . .	.	.	.	3.500
12	4 % Com.-Schuldsch. d. Böhm. Landesbank, inh. 50, bzw. 78 J. verl.	100.000		8,64	8.640
15		61.000		34,67	21.149
17 B		36.000		61,07	21.985
		197.000	157.000	.	51.774
	Arrondi . . .	.	.	.	51.800
16	4 % Com.-Obl. d. Mähr. Landesculturbank . .	79.000	125.000	36,36	28.724
	Arrondi . . .	.	.	.	28.700
12	4 % Pfandbr. d. Böhm. Sparkassa	120.000	176.000	8,64	10.368
	Arrondi . . .	.	.	.	10.400
12	4 ½ % Pfandbr. d. Ersten Mähr. Sparkassa . .	56.000	170.000	8,64	4.838
	Arrondi . . .	.	.	.	4.800
8	4 % Prior.-Obl. d. Kaschau-Oderberger Eisenbahn, in Silber	72.000		96,89	69.761
10		100.000		49,36	49.360
12		14.800		8,64	1.279
		186.800	103.000	.	120.400
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	120.400
	Total *b)* II. . . .	1.360.700	.	.	659.900

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
0,52	53	5,85	597	1,20	122	—	—	1,02	104
.	—	.	600	.	—	.	—	.	—
16,80	2.822	3,56	598	—	—	—	—	—	—
.	3.000	.	600	.	—	.	—	.	—
63,64	36.911	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.800	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	55	5,85	614	1,20	126	—	—	1,02	107
43,71	26.226	8,68	5.208	—	—	—	—	—	—
28,75	10.609	—	—	10,18	3.756	—	—	—	—
.	36.890	.	5.822	.	3.882	.	—	.	107
.	36.900	.	6.000	.	3.900	.	—	.	—
28,75	1.840	—	—	10,18	652	—	—	—	—
.	1.800	.	—	.	700	.	—	.	—
6,40	19	2,94	9	—	—	—	—	—	—
91,36	27.408	—	—	—	—	—	—	—	—
9,61	1.076	—	—	9,30	1.042	—	—	—	—
28,75	14.317	—	—	10,18	5.070	—	—	—	—
18,50	23.125	—	—	1,92	2.400	—	—	—	—
.	65.945	.	9	.	8.512	.	—	.	—
.	66.000	.	—	.	8.500	.	—	.	—
91,36	36.544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.500	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	91.360	—	—	—	—	—	—	—	—
65,33	39.851	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	10.350	—	—	10,18	3.665	—	—	—	—
.	141.561	.	—	.	3.665	.	—	.	—
.	141.500	.	—	.	3.700	.	—	.	—
63,64	50.276	—	—	—	—	—	—	—	—
.	50.300	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	109.632	—	—	—	—	—	—	—	—
.	109.600	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	51.162	—	—	—	—	—	—	—	—
.	51.200	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	2.239	—	—	—	—	—	—	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
91,36	13.521	—	—	—	—	—	—	—	—
.	56.300	.	1.940	.	—	.	8.160	.	—
.	56.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	644.000	.	18.400	.	21.200	.	16.000	.	1.200

Annex IV *(suite)*.

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin du mars 1924	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche %	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche en couronnes
	III. *Titres hongrois :*				
9	4 % Ungar. Theiss-Reg.-Prior.-Obl.	200		91,41	183
17 B	* Loti.	* 200		61,07	122
		400	5.000	.	305
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	.	.	.	400
	Total *b)* III. . . .	400	.	.	400
	IV. *Titres italiens :*				
8	4 % staatsgar. Vintschgaubahnprioritäten, I. Em.	298.000	75.000	96,89	288.732
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	288.800
	Total *b)* IV. . . .	298.000	.	.	288.800
	V. *Titres polonais :*				
9	4 % St.-Schuldv. d. Albrechtsbahn	1.200	18.000	91,41	1.097
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	.	.	.	1.200
9	4 % St.-Schuldv. d. Gal. Carl Ludwig-Bahn . .	4.000		91,41	3.656
10		100.000		49,36	49.360
17 B		171.200		61,07	104.552
		275.200	7.000	.	157.568
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	157.600
9	4 % Prior.-Obl. d. Albrechtsbahn	* 44.000		91,41	40.220
10		60.000		49,36	29.616
		104.000	25.000	.	69.836
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	70.000
	* Y compris un nominal loti de 2000 couronnes.				
9	4 % Prior.-Obl. d. Galiz. Carl Ludwig-Bahn . .	32.000		91,41	29.251
14		13.000		63,29	8.228
		45.000	25.000	.	37.479
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	.	.	.	37.400
11	4 % Galiz. Landes-Anl. f. Ortsschulfonds v. J. 1908	* 60.000	100	90,66	54.396
	Arrondi . . .	.	.	.	54.400
	* Loti en totalité.				
23	4 % Anlehen der Stadt Lemberg	50.000	100	32,51	16.255
	Arrondi . . .	.	.	.	16.300
14	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Bank f. Handel und Industrie.	33.600	100	63,29	21.265
	Arron i . . .	.	.	.	21.300
11	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Act.-Hypoth.-Bank .	* 73.000		90,66	66.182
14		34.000		63,29	21.519
		107.000	100	.	87.701
	Arrondi . . .	.	.	.	87.700
	* Y compris un nominal loti de 5000 couronnes.				

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
0,52	1	5,85	12	1,20	2	—	—	1,02	2
28,75	58	—	—	10,18	20	—	—	—	—
.	59	.	12	.	22	.	—	.	2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	9.268	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	6	5,85	70	1,20	15	—	—	1,02	12
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	21	5,85	234	1,20	48	—	—	1,02	41
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
28,75	49.220	—	—	10,18	17.428	—	—	—	—
.	89.781	.	2.174	.	17.476	.	8.160	.	41
.	90.000	.	2.000	.	17.600	.	8.000	.	—
0,52	229	5,85	2.574	1,20	528	—	—	1,02	449
40,54	24.324	1,94	1.164	—	—	8,16	4.896	—	—
.	24.553	.	3.738	.	528	.	4.896	.	449
.	24.800	.	3.600	.	400	.	4.800	.	400
0,52	166	5,85	1.872	1,20	384	—	—	1,02	327
36,71	4.772	—	—	—	—	—	—	—	—
.	4.938	.	1.872	.	384	.	—	.	327
.	5.000	.	1.800	.	400	.	—	.	400
6,40	3.840	2,94	1.764	—	—	—	—	—	—
.	3.800	.	1.800	.	—	.	—	.	—
67,49	33.745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33.700	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	12.335	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12.300	.	—	.	—	.	—	.	—
6,40	4.672	2,94	2.146	—	—	—	—	—	—
36,71	12.481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	17.153	.	2.146	.	—	.	—	.	—
.	17.200	.	2.100	.	—	.	—	.	—

Annexe IV *(suite)*.

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche. %	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche. en couronnes
14	4 ½ % Pfandbriefe der Galiz. Landesbank . . .	10.000		63,29	6.329
17 B		24.000		61,07	14.657
		34.000	100	.	20.986
	Arrondi . . .	.	.	.	21.000
23	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Com.-Obl.	50.000	100	32,51	16.255
	Arrondi . . .	.	.	.	16.300
17 B	4 % Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Eisenb.-Obl.	30.000	100	61,07	18.321
	Arrondi . . .	.	.	.	18.300
	Total *b)* V. . . .	790.000	.	.	501.500
	VI. *Titres serbes-croates-slovènes :*				
8	4 % Prior.-Obl. der Lokalbahn Laibach-Stein .	204.000	10.000	96,89	197.656
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	197.600
	Total *b)* VI. . . .	204.000	.	.	197.600
	VII. *Titres roumains :*				
4	4 % Bukowinaer Landes-Anlehen	100.000	.	66,945	66.945
10		20.000	.	49,36	9.872
20		985.300		67,54	665.472
		1.105.300	4.000	.	742.289
	Arrondi . . .	.	.	.	742.300
14	4 ½ % Anlehen der Stadt Czernowitz v. J. 1908, verl.	25.000	100	63,29	15.823
	Arrondi . . .	.	.	.	15.800
14	4 % Pfandbr. d. Bukowinaer Landesbank . . .	* 20.000	3.500	63,29	12.658
	Arrondi . . .	.	.	.	12.700
	* Loti en totalité.				
11	Pfandbr. d. Bukowinaer Sparkassa	17.000	3.500	90,66	15.412
	Arrondi . . .	.	.	.	15.400
	Total *b)* VII. . . .	1.167.300	.	.	786.200
	VIII. *Titres autrichiens-tchécoslovaques :*				
9	4 % St.-Schuldv. d. Franz Josefbahn	8.400	90.000	91,41	7.678
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	7.600
10	4 % St.-Schuldv. d. öst. Nordwest- u. Südnord-deutsch. Verbindungsbahn	60.000		49,36	29.616
17 B		50.000	.	61,07	30.535
		110.000	100.000	.	60.151
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	60.000

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
36,71	3.671	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	6.900	—	—	10,18	2.443	—	—	—	—
.	10.571	.	—	.	2.443	.	—	.	—
.	10.600	.	—	.	2.400	.	—	.	—
67,49	33.745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33.700	.	—	.	—	.	—	.	—
28,75	8.625	—	—	10,18	3.054	—	—	—	—
.	8.600	.	—	.	3.100	.	—	.	—
.	239.700	.	11.300	.	23.900	.	12.800	.	800
3,11	6.344	—	—	—	—	—	—	—	—
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
$32,48_6$	32.486	$0,54_9$	549	$0,01_4$	14	$0,00_6$	6	—	—
40,54	8.108	1,94	388	—	—	8,16	1.632	—	—
29,97	295.294	—	—	2,49	24.534	—	—	—	—
.	335.888	.	937	.	24.548	.	1.638	.	—
.	335.900	.	900	.	24.600	.	1.600	.	—
36,71	9.177	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7.300	.	—	.	—	.	—	.	—
6,40	1.088	2,94	500	—	—	—	—	—	—
.	1.100	.	500	.	—	.	—	.	—
.	353.500	.	1.400	.	24.600	.	1.600	.	—
0,52	44	5,85	491	1,20	101	—	—	1,02	86
.	—	.	400	.	400	.	—	.	—
40,54	24.324	1,94	1.164	—	—	8,16	4.896	—	—
28,75	14.375	.	—	10,18	5.090	—	—	—	—
.	38.699	.	1.164	.	5.090	.	4.896	.	—
.	38.800	.	1.200	.	5.200	.	4.800	.	—

Annexe IV *(suite)*.

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche %	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche en couronnes
4	4 % Prior.-Obl. d. Franz Josefbahn i. S. . . .	20.000		66,945	13.389
10		* 96.000		49,36	47.386
		116.000	80.000	.	60.775
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	60.800
	* Y compris un nominal loti de 4000 couronnes.				
9	4 % Prior.-Obl. d. Franz Josefbahn	6.400	80.000	91,41	5.850
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	6.000
14	3 % Prioritätsobligationen der öst. Lokaleisenbahn-Ges.	20.000	65.000	63,29	12.658
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	.	.	.	12.600
14	4 % Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn . . .	25.200	90.000	63,29	15.949
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	16.000
	Total *b)* VIII. . . .	286.000	.	.	163.000
	IX. *Titres tchécoslovaques-polonais :*				
10	4 % Prior.-Obl. d. Ungar.-galiz. Eisenbahn, Em. 1887.	99.600	42.000	49,36	49.163
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	49.200
	Total *b)* IX. . . .	99.600	.	.	49.200
	X. *Titres polonais-roumains :*				
8	4 % Investitionsanl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.-Jassy, Em. 1894	50.000	11.000	96,89	48.445
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	48.400
8	4 % Prior.-Obl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.-Jassy, II. Em. 1884	46.800	11.000	96,89	45.345
	La plus petite pièce à 600 couronnes, donc	. .	.	.	45.600
	Total *b)* X. . . .	96.800	.	.	94.000
	XI. *Titres autrichiens-italiens-serbes-croates-slovènes :*				
9	4 % steuerfr. St.-Schuldv. d. Rudolfbahn . . .	1.600		91,41	1.463
10		100.000		49,36	49.360
17 A		4.000		81,09	3.244
17 B		* 138.400		61,07	84.521
	* Y compris un nominal loti de 8000 couronnes.	244.000	11.000	.	138.588
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	138.800
9	4 % Prior.-Obl. d. Rudolfbahn, Em. 1884 . . .	* 34.800		91,41	31.811
10		100.000		49,36	49.360
14		12.000		63,29	7.595
		146.800	30.000	.	88.766
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	88.800
	* Y compris un nominal loti de 400 couronnes.				
	Total *b)* XI. . . .	390.800	.	.	227.600

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
$32,48_6$	6.497	$0,54_9$	110	$0,01_4$	3	$0,00_6$	1	—	—
40,54	38.918	1,94	1.862	—	—	8,16	7.834	—	—
.	45.415	.	1.972	.	3	.	7.835	.	—
.	45.200	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
0,52	33	5,85	375	1,20	77	—	—	1,02	65
.	—	.	400	.	—	.	—	.	—
36,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7.400	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	9.251	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	100.600	.	4.000	.	5.600	.	12.800	.	—
40,54	40.378	1,94	1.932	—	—	8,16	8.127	—	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
3,11	1.555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1.600	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	1.455	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	2.800	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	9	5,85	93	1,20	19	—	—	1,02	16
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
9,61	384	—	—	9,30	372	—	—	—	—
28,75	39.790	—	—	10,18	14.089	—	—	—	—
.	80.723	.	2.033	.	14.480	.	8.160	.	16
.	80.800	.	2.000	.	14.400	.	8.000	.	—
0,52	181	5,85	2.036	1,20	417	—	—	1,02	355
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
36,71	4.405	—	—	—	—	—	—	—	—
.	45.126	.	3.976	.	417	.	8.160	.	355
.	45.200	.	4.000	.	400	.	8.000	.	400
.	126.000	.	6.000	.	14.800	.	16.000	.	400

Annexe IV *(suite)*.

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche %	Quote-part proportionnelle de la République d'Autriche en couronnes
	XII. *Titres autrichiens-tchécoslovaques-polonais :*				
9	4% Prior.-Obl. d. Ferdinands-Nordbahn . . .	* 30.000		91,41	27.423
10		197.200		49,36	97.338
13		** 80.000		47,61	38.088
14		*** 29.000		63,29	18.354
17A		15.400		81,09	12.488
17B		114.000		61,07	69.620
		465.600	75.500	.	263.311
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	.	.	.	263.400
	*, ** et *** Y compris un nominal loti de 14.000 couronnes.				
	Total *b)* XII. . . .	465.600	.	.	263.400
	TOTAL DES AUTRES EFFETS :				
	Total *b)* I. . . .	2.342.300	.	.	1.455.800
	» » II. . . .	1.360.700	.	.	659.900
	» » III. . . .	400	.	.	400
	» » IV. . . .	298.000	.	.	288.800
	» » V. . . .	790.000	.	.	501.500
	» » VI. . . .	204.000	.	.	197.600
	» » VII. . . .	1.167.300	.	.	786.200
	» » VIII. . . .	286.000	.	.	163.000
	» » IX. . . .	99.600	.	.	49.200
	» » X. . . .	96.800	.	.	94.000
	» » XI. . . .	390.800	.	.	227.600
	» » XII. . . .	465.600	.	.	263.400
	Total . . .	7.501.500	.	.	4.687.400
	Liste des plus- ou moins-values résultant vis-à-vis des quotes-parts proportionnelles des titres d'avant-guerre et des autres effets :				
	Groupe *a)*	.	.	.	+ 10.896
	» *b)* I. . . .	.	.	.	+ 8.720
	» » II. . . .	.	.	.	+421.000
	» » III. . . .	.	.	.	+ 4.750
	» » IV. . . .	.	.	.	+ 51.000
	» » V. . . .	.	.	.	+ 42.151
	» » VI. . . .	.	.	.	— 5.600
	» » VII. . . .	.	.	.	+ 1.467
	» » VIII. . . .	.	.	.	— 73.000
	» » IX. . . .	.	.	.	+ 15.540
	» » X. . . .	.	.	.	+ 22.000
	» » XI. . . .	.	.	.	+ 33.520
	» » XII. . . .	.	.	.	+ 67.195
	Plus- ou moins-value . . .	.	.	.	+599.639

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
0,52	156	5,85	1.755	1,20	360	—	—	1,02	306
40,54	79.945	1,94	3.826	—	—	8,16	16.091	—	—
43,71	34.968	8,68	6.944	—	—	—	—	—	—
36,71	10.646	—	—	—	—	—	—	—	—
9,61	1.480	—	—	9,30	1.432	—	—	—	—
28,75	32.775	—	—	10,18	11.605	—	—	—	—
.	159.970	.	12.525	.	13.397	.	16.091	.	306
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	772.200	.	25.300	.	5.600	.	82.600	.	800
.	644.000	.	18.400	.	21.200	.	16.000	.	1.200
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	239.700	.	11.300	.	23.900	.	12.800	.	800
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	353.500	.	1.400	.	24.600	.	1.600	.	—
.	100.600	.	4.000	.	5.600	.	12.800	.	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	2.800	.	—	.	—	.	—	.	—
.	126.000	.	6.000	.	14.800	.	16.000	.	400
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	2.454.800	.	81.000	.	109.100	.	165.800	.	3.400
.	— 9.113	.	— 9.459	.	— 1.846	.	+ 9.637	.	— 115
.	+ 5.715	.	— 12.871	.	— 1.279	.	— 211	.	— 74
.	— 135.490	.	+ 139.680	.	+ 337.310	.	— 376.000	.	— 386.500
.	— 2.950	.	— 600	.	— 1.100	.	—	.	— 100
.	— 51.000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 91.386	.	— 77.290	.	— 22.017	.	— 35.200	.	+ 970
.	+ 5.600	.	—	.	—	.	—	.	—
.	— 547	.	— 1.480	.	+ 2.080	.	— 1.520	.	—
.	— 145.200	.	— 3.500	.	+ 315.100	.	+ 36.000	.	— 129.400
.	+ 9.240	.	+ 28.560	.	—	.	— 53.340	.	—
.	— 22.000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 30.670	.	+ 3.570	.	— 13.900	.	— 65.600	.	+ 11.740
.	+ 22.650	.	+ 56.625	.	+ 2.265	.	— 68.705	.	— 80.030
.	— 201.039	.	+ 123.235	.	+ 616.613	.	— 554.939	.	— 583.509

ANNEX I. [1] TRADUCTION. PROPORTIONATE SHARES OF THE SUPPLEMENTARY INSURANCE

Serial No.	Name and seat of Organisation
	(a) *General Supplementary Organisations :*
1	Pensionsinstitut der Angestellten der Textilindustrie in Wien . . . . .
2	Pensionsinstitut des Vereines für Güterbeamte in Wien . . . . .
3	Pensionsinstitut für die Bühnen- und Orchesterangehörigen Österreichs in Wien . . .
4	Pensionsinstitut für Beamte der österreichischen Papierindustrie in Wien . . . . .
5	Allgemeines Pensionsinstitut der österreichischen Pharmazeuten in Wien . . . . .
6	Pensionsverein der landwirtschaftlichen Genossenschaften in Österreich in Wien . . .
7	Pensionsinstitut des österreichischen Faktorenverbandes in Wien . . . . (round sum)
	Total . . .
	(b) *Organisation for individual undertakings (with technical balance-sheet) :*
8	Pensionsinstitut der Österreichischen Alpinen Montangesellschaft in Wien . . . . .
9	Pensionsinstitut der Allgemeinen Depositenbank in Wien . . . . .
10	Pensionskasse für die Beamten der Firma Heinrich Franck Söhne in Linz . . . . .
11	Pensionskasse für die Angestellten der A.-G. der Teppich- und Möbelstoff-Fabriken, vorm. Philipp Haas & Söhne in Wien . . . . .
12	Franz Josef Auersperg'sches Pensionsinstitut in Wien . . . . .
13	Pensionsinstitut der Angestellten der Dampfkesseluntersuchungs- und Versicherungs-Gesellschaft A.-G. in Wien . . . . .
14	Pensionsverein der C. Stölzle's Söhne A.-G. für Glasfabrikation in Nagelberg . . . . .
15	Pensionsinstitut für die Beamten der Homboker und Marienthaler Eisenwaren-Industrie- und Handels-A.-G. " Moravia " in Wien . . . . .
16	Pensionsverein der Aktiengesellschaft der österreichischen Fezfabriken in Wien . . . .
	Total . . .
	(c) *Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :*
17	" Fürsorge " Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. A . .
	" Fürsorge " Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. B . .
18	Pensionsinstitut der Beamten und Diener der Wiener Versicherungs-Gesellschaft in Wien
19	Pensionsfonds für die Beamten und Diener des Gisela-Vereines in Wien . . . . .
20	Pensionsinstitut der Firma Schenker & Co. in Wien . . . . .
21	Pensionsinstitut für die Bediensteten der Ersten Grazer Aktienbrauerei vorm. Franz Schreiner & Söhne in Graz in Puntigam . . . . .
22	Pensionsinstitut für die Beamten und Diener der Wiener Lebens- und Renten-Versicherungs-anstalt in Wien . . . . .
23	Pensionsverein der Glashüttenwerke vorm. J. Schreiber & Neffen in Wien . . . . .
24	Gutmann'sches Pensionsinstitut in Wien . . . . .
	Total . . .
	Total for Organisations for individual undertakings . . .
	Total for all Organisations . . .

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

IN PREMIUM RESERVES [1] TRANSLATION.

ORGANISATION FOR EMPLOYEES' PENSIONS.

Premium reserves at end of 1918 in crowns	Proportionate share					
	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	of the Kingdom of Roumania
15,299,542	49.65	48.50	0.44	0.91	0.50	—
7,279,461	58.93	35.78	1.60	0.03	3.66	—
6,359,594	69.62	24.48	1.73	2.41	1.32	0.44
4,442,077	66.94 [5]	32.48 [6]	0.54 [9]	0.01 [4]	0.00 [6]	—
3,931,732	61.27	24.80	5.91	6.42	1.60	—
2,486,313	51.05	36.99	0.67	3.64	6.55	1.10
2,381,100	82.50	11.40	—	2.40	3.70	—
42,179,819						
11,583,070	96.89	3.11	—	—	—	—
4,853,432	91.41	0.52	5.85	1.20	—	1.02
4,795,534	49.36	40.54	1.94	—	8.16	—
3,186,150	90.66	6.40	2.94	—	—	—
2,346,199	8.64	91.36	—	—	—	—
1,745,673	47.61	43.71	8.68	—	—	—
1,116,397	63.29	36.71	—	—	—	—
1,008,694	34.67	65.33	—	—	—	—
943,303	36.36	63.64	—	—	—	—
31,578,452						
761,516	81.09	9.61	—	9.30	—	—
1,907,680	61.07	28.75	—	10.18	—	—
2,356,071	79.58	18.50	—	1.92	—	—
2,269,440	79.64	16.80	3.56	—	—	—
2,179,711	67.54	29.97	—	2.49	—	—
1,340,546	89.89	—	—	5.83	4.28	—
1,115,669	77.08	12.65	6.32	—	—	3.95
1,062,380	32.51	67.49	—	—	—	—
561,097	87.66	12.34	—	—	—	—
13,554,110						
45,132,562						
87,312,381						

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANNEX II. LIST SHOWING FUNDS OF SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANI-

AMOUNTS TO BE SHOWN

No.	Name and seat of Organisation (Full name of organisation is given in Annex I)	War Loan Bonds	Pledged debt at end of 1918 contracted through subscription to war loan	Pre-war securities
	(a) *General Supplementary Organisations :*			
1	Textilindustrie, Wien	7,138	1,647	1700.0
2	Güterbeamte, Wien	1,277	377	[1] 230.0
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2,960	1,576	70.0
4	Papierindustrie, Wien	8,675	5,049	132.0
5	Pharmazeuten, Wien	—	7,163	15.0
6	Landwirtschaftliche Genossenschaften, Wien	774	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1,801	581	[2] 774.0
	Total	22,625	16,393	2,921.0
	(b) *Organisations for individual undertakings (with technical balance-sheet) :*			
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	429.3	—	450.0
9	Allgemeine Depositenbank, Wien	3,250	—	675.6
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	420.0
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	726.4	—	280.0
12	F. J. Auersperg, Wien	650	—	279.6
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	2,350	618	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	600	—	71.6
15	« Moravia », Wien	1,150	—	—
16	Fezfabriken, Wien	770	—	160.0
	Total	9,925.7	618	2,336.8
	(c) *Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :*			
17	Dreher A.-G. Wien, Abt. A	—	—	10.5
	» » » » B	—	—	77.5
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1,300	—	200.0
19	Gisela-Verein, Wien	1,280	310	—
20	Schenker & Co, Wien	2,399	973	325.0
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	500	—	50.0
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	415	—	100.0
24	Gutmann, Wien	319	—	64.2
	Total	6,213	1,283	827.2
	Total for Organisations for individual undertakings	16,138.7	1,901	3,164.0
	Total for all Organisations	38,763.7	18,294	6,085.0

[1] Sold for 214,000 crowns.

[2] Including a nominal amount of 764,000 crowns, sold and replaced by Austrian Treasury bonds to a nominal value of 1,120,000 crowns.

[3] Including *(a)* arrears of premiums amounting to 23,739 crowns on Czechoslovak territory, 28 crowns on Polish territory and 247 crowns on Italian territory ; *(b)* mortgages of 131,936 crowns on Czechoslovak territory.

[4] Including *(a)* arrears of premiums amounting to 2,335 crowns on Czechoslovak territory, 5,225 crowns on Polish territory, and 9,196 crowns on Italian territory ; *(b)* 13,667 Roumanian crowns at 150 Austrian crowns.

[5] Including arrears of premiums and charges amounting to 8,870 crowns on Czechoslovak territory, 6,357 crowns on Polish territory, 1,452 crowns on Italian territory, 1,052 crowns on Serb-Croat-Slovene territory and 360 crowns on Roumanian territory ; further assets at Prague amounting to 53,570 unstamped crowns and a credit of 103 crowns on Serb-Croat-Slovene territory.

[6] Of this sum the depositors shall be refunded :

Premiums paid in advance	145,932	crowns
Shares in premium reserves and in premiums to be refunded	1,474,969	»
Premiums to be assigned and reserves of premiums not included in the accounts	455,339	»

[7] Of this sum the depositor shall be refunded :

Premiums paid in advance	12,870	»
Shares in premium reserves and in premiums to be refunded	1,989	»

SATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS AS EXISTING ON MARCH 31, 1924.
IN THOUSANDS OF CROWNS.

Other securities	Cash, assets, mortgages and other credits	Liabilities	90 % of income	Yield from allotment of securities	Premises: Value as entered in the books	Premises: Estimated value	Cash to be distributed
100.0	[3] 4,402	[6] 2,155	1,986	8,217	.	.	[3] 12,450
70.0	13,077	—	1,491	2,957	.	.	17,525
—	4,087	[7] 158	1,746	1,250	.	.	6,925
120.0	1,034	—	1,034	55	.	.	2,123
—	[4] 6,054	56	2,465	8,894	.	.	[4] 17,357
7.5	[5] 774	32	722	1,309	.	.	[5] 2,773
—	208	1	597	202	.	.	1,006
297.5	29,636	2,402	10,041	22,884	.	.	60,159
1,310.8	14	3	[10] 17,563	2,930	550,059	550	21,054
389.3	[8] 2,550	814	505	116	1,725,842	2,205,000	[8] 2,207,357
1,992.8	506	—	16,457	3,181	—	—	20,144
168.3	378	7	11,879	101,073	527,800	700,000	813,323
400.8	12,366	[9] 944	[11] 57,126	[14] 61,113	—	—	129,661
140.0	3	0.4	406	136	—	—	545
282.0	22	64	181	320	—	—	459
221.0	—	90	[12] 18,094	[15] 9,562	—	—	27,566
137.0	167	—	[13] 19,426	[16] 1,275	—	—	20,868
5,042.0	16,006	1,922	141,637	179,706	2,803,701	2,905,550	3,240,977
30.6	47	—	1,786	715	—	—	2,548
704.3	4,326	2	14,031	1,610	—	—	19,965
125.0	592	4	[17] 16,902	336	—	—	17,826
16.8	1,220	—	218	170	—	—	1,608
985.3	42	—	693	51	—	—	786
20.0	677	—	376	320	145,486	29,097	30,470
—	[18] 363	7	[19] 240	[20] 793	—	—	[18] 1,389
280.0	164	1	110	239	—	—	512
—	52	9	[21] 163	260	—	—	466
2,162.0	7,483	23	34,519	4,494	145,486	29,097	75,570
7,204.0	23,489	1,945	176,156	184,200	2,949,187	2,934,647	3,316,547
7,501.5	53,125	4,347	186,197	207,084	2,949,187	2,934,647	3,376,706

[8] Including the yield from the sale of the office at Prague.
[9] Including 936,331 Austrian crowns disbursed for costs of administration.
[10] Including 7,776.— Czechoslovak crowns at 2,100 Austrian crowns.
[11] » 11,218.50 » » » 2,100 » »
[12] » 8,566.40 » » » 2,100 » »
[13] » 4,543.46 » » » 2,100 » »
[14] » 28,960.— » » » 2,100 » »
[15] » 4,526.65 » » » 2,100 » »
[16] » 435.78 » » » 2,100 » »
[17] » 5,916.15 » » » 2,000 » »
[18] » 2,231.— Hungarian » » 0.90 » »
[19] » 13,275.— » » » 0.90 » »
[20] » 48,220.— » » » 0.90 » »
[21] Including interest on war loan bonds not yet nostrificated.

ANNEX III.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF FUNDS OF INSURANCE ORGANISA-

AMOUNTS AS SHOWN IN

No.	Name and seat of organisation (Full name of organisation is given in Annex I)	War loan bonds						Pre-war Securities	
		of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats & Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic
	(a) *General Organisations :*								
1	Textilindustrie, Wien	3,544.0	3,461.9	31.4	65.0	35.7	—	844.0	824.5
2	Güterbeamte, Wien	752.6	456.9	20.4	0.4	46.7	—	135.5	82.3
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2,060.8	724.6	51.2	71.3	39.1	13.0	48.7	17.2
4	Papierindustrie, Wien	5,807.5	2,818.2	47.6	1.2	0.5	—	88.4	42.9
5	Pharmazeuten, Wien	—	—	—	—	—	—	9.2	3.7
6	Landwirtschaftl. Genossenschaft, Wien	395.1	286.3	5.2	28.2	50.7	8.5	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1,485.8	205.3	—	43.2	66.7	—	638.6	88.2
	Total	14,045.8	7,953.2	155.8	209.3	239.4	21.5	1,764.4	1,058.8
		.	.	.	.	.	.	[1]—1,007.0	.
		14,045.8	7,953.2	155.8	209.3	239.4	21.5	757.4	1,058.8
	(b) *Organisations for individual undertakings (with technical balance sheet) :*								
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	415.9	13.4	—	—	—	—	436.0	14.0
9	Allg. Depositenbank, Wien	2,970.8	16.9	190.1	39.0	—	33.2	617.6	3.5
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	—	—	—	—	207.3	170.3
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	658.6	46.5	21.3	—	—	—	253.9	17.9
12	F. J. Auersperg, Wien	56.2	593.8	—	—	—	—	24.2	255.4
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	1,118.8	1,027.2	204.0	—	—	—	—	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	379.7	220.3	—	—	—	—	45.3	26.3
15	"Moravia", Wien	398.7	751.3	—	—	—	—	—	—
16	Fezfabriken, Wien	280.0	490.0	—	—	—	—	58.2	101.8
	Total	6,278.7	3,159.4	415.4	39.0	—	33.2	1,642.5	589.2
	(c) *Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :*								
17	Dreher A.-G., Wien, Abt. A	—	—	—	—	—	—	8.5	1.0
	Dreher A.-G., Wien, Abt. B	—	—	—	—	—	—	47.3	22.3
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1,034.5	240.5	—	25.0	—	—	159.2	37.0
19	Gisela-Verein, Wien	1,019.4	215.0	45.6	—	—	—	—	—
20	Schenker & Co., Wien	1,620.3	719.0	—	59.7	—	—	219.5	97.4
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	449.5	—	—	29.1	21.4	—	45.0	—
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—	—	—	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	134.9	280.1	—	—	—	—	32.5	67.5
24	Gutmann, Wien	279.6	39.4	—	—	—	—	56.3	7.9
	Total	4,538.2	1,494.0	45.6	113.8	21.4	—	568.3	233.1
	Organisations for individual undertaking, Total	10,816.9	4,653.4	461.0	152.8	21.4	33.2	2,210.8	822.3
	Total for all organisations	24,862.7	12,606.6	616.8	362.1	260.8	54.7	2,968.2	1,881.1
	To balance plus or minus values of securities assigned under Annex IV	.	.	.	.	.	.	.	.
	Result	.	.	.	.	.	.	.	.

[1] This item consists of *a)* a nominal value of 994,000 crowns to balance a nominal value of 764,000 crowns sold by the "Faktorenverband" and a nominal value of 230,000 crowns sold by the "Güterbeamten" and *b)* a nominal value of 13,000 crowns handed over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to balance a nominal value of 11,500 crowns of other securities (see Note 3), and 1,500 crowns in cash.

[2] Handed over by the Republic of Austria.

[3] Consisting of Austrian Treasury bonds to a nominal value of 1,120,000 crowns and other securities to a nominal value of 11,500 crowns handed over by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to the Republic of Austria (see Note 1).

[4] Handed over to the Republic of Austria (see Notes 1 and 3).

[5] Consisting of *a)* the proceeds, amounting to 214,000 crowns, from the sale of pre-war bonds of the "Güterbeamten" to nominal value of 230,000 crowns and *b)* 1,500 crowns in cash representing the pre-war bonds of a nominal value of 1,500 crowns handed over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (see Note 1).

[6] This item is due to the assignment of assets in the territory of the country concerned and of arrears of premiums in those territories, viz., *(a)* Assets in Czechoslovakia amounting to 131,936 crowns and 53,570 unstamped crowns;

TIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS AS EXISTING ON MARCH 31, 1924.

THOUSANDS OF CROWNS.

Pre-war Securities				Other securities						Cash					
of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats & Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats & Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats & Slov.	of the Kingdom of Roumania
7.5	15.5	8.5	—	49.7	48.5	0.4	0.9	0.5	—	6,182	6,038	55	113	62	—
3.7	0.1	8.4	—	41.3	25.0	1.1	0.0	2.6	—	10,328	6,271	280	5	641	—
1.2	1.7	0.9	0.3	—	—	—	—	—	—	4,821	1,695	120	167	91	31
0.7	—	—	—	80.3	39.0	0.7	—	—	—	1,421	690	12	—	—	—
0.9	1.0	0.2	—	—	—	—	—	—	—	10,635	4,304	1,026	1,114	278	—
—	—	—	—	3.8	2.8	—	0.3	0.5	0.1	1,416	1,026	18	101	182	30
—	18.6	28.6	—	—	—	—	—	—	—	830	115	—	24	37	—
14.0	36.9	46.6	0.3	175.1	115.3	2.2	1.2	3.6	0.1	35.633	20,139	1,511	1,524	1,291	61
.	.	[2]+13.0	.	[3]+1,131.5	.	.	.	[4]—11.5	.	[5] + 216	[6] — 218	[6] — 12	[6] — 11	[7] — 3	.
14.0	36.9	59.6	0.3	1,306.6	115.3	2.2	1.2	— 7.9	0.1	35,849	19,921	1,499	1,513	1,288	61
—	—	—	—	1,270.0	40.8	—	—	—	—	[8] 19,849	655	—	—	—	—
39.5	8.1	—	6.9	355.8	2.0	22.8	4.7	—	4.0	[9]—187,255	11,478	129,131	26,488	—	22,515
8.1	—	34.3	—	983.6	807.9	38.7	—	162.6	—	9,943	8,166	391	—	1,644	—
8.2	—	—	—	152.6	10.8	4.9	—	—	—	[10] 37,358	52,053	23,912	—	—	—
—	—	—	—	34.6	266.2	—	—	—	—	11,203	118,458	—	—	—	—
—	—	—	—	66.7	61.2	12.1	—	—	—	260	238	47	—	—	—
—	—	—	—	178.5	103.5	—	—	—	—	291	168	—	—	—	—
—	—	—	—	76.6	144.4	—	—	—	—	9,557	18,009	—	—	—	—
—	—	—	—	49.8	87.2	—	—	—	—	7,588	13,280	—	—	—	—
55.8	8.1	34.3	6.9	3,168.2	1,624.0	78.5	4.7	162.6	4.0	— 91,206	222,505	153,481	26,488	1,644	22,515
—	1.0	—	—	24.8	2.9	—	2.9	—	—	2,066	245	—	237	—	—
—	7.9	—	—	430.1	202.5	—	71.7	—	—	12,193	5,740	—	2,032	—	—
—	3.8	—	—	99.5	23.1	—	2.4	—	—	14,186	3,298	—	342	—	—
—	—	—	—	13.4	2.8	0.6	—	—	—	1,281	270	57	—	—	—
—	8.1	—	—	665.5	295.3	—	24.5	—	—	531	236	—	19	—	—
—	2.9	2.1	—	18.0	—	—	1.1	0.9	—	[11] — 1,707	—	—	1,776	1,304	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,070	176	88	—	—	55
—	—	—	—	91.0	189.0	—	—	—	—	166	346	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	408	58	—	—	—	—
—	23.7	2.1	—	1,342.3	715.6	0.6	102.6	0.9	—	30,194	10,369	145	4,406	1,304	55
55.8	31.8	36.4	6.9	4,510.5	2,339.6	79.1	107.3	163.5	4.0	— 61,012	232,874	153,626	30,894	2,948	22,570
69.8	68.7	96.0	7.2	5,817.1	2,454.9	81.3	108.5	155.6	4.1	— 25,763	252,795	155,125	32,407	4,236	22,631
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	— 600	+ 201	— 123	— 617	+ 555	+ 584
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	— 25,763	252,996	155,002	31,790	4,791	23,215

(b) Arrears of premiums amounting to 34,944 crowns in Czechoslovakia, 11,610 crowns in Poland, 10,895 crowns in Italy and 360 crowns in Roumania.

[7] This item is due to assets of 103 crowns in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, arrears of premiums amounting to 1,052 crowns in the same Kingdom, and 1,500 crowns in cash, representing the pre-war bonds of a nominal value of 1,500 crowns handed over by the Republic of Austria (see Notes 1 and 5).

[8] This sum is reached after deduction of 550,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

[9] This sum is reached after deduction of 2,205,000,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

[10] This sum is reached after deduction of 700,000,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

[11] This sum is reached after deduction of 29,097,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

ANNEX IV.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF PRE-WAR BONDS AND OTHER BELONGING TO SUPPLEMENTARY INSURANCE

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share of the Republic of Austria	
				%	in crowns
	(a) PRE-WAR BONDS :				
1	4 % einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Mai-Nov.)	1,010,000		49.65	501,465
2		* 230,000		58.93	135,539
7		7,200		82.50	5,940
8		450,000		96.89	436,005
10		100,000		49.36	49,360
11		60,000		90.66	54,396
16		100,000		36.36	36,360
17B		64,500		61.07	39,390
24		1,000		87.66	877
		2,022,700	1,050	.	1,259,332
	* Sold. Round sum . . .	.	.	.	1,259,300
1	4 % einh. conv. steuerfr. kronenrente (Jänner-Juli)	300,000		49.65	148,950
10		100,000		49.36	49,360
11		34,000		90.66	30,824
12		100,600		8.64	8,692
14		51,600		63.29	32,658
		586,200	1,090	.	270,484
	Round sum . . .	.	.	.	270,500
9	4.2 % einh. Rente ö. W. in Noten (Februar-August)	40,000		91.41	36,564
10		10,000		49.36	4,936
11		103,000		90.66	93,380
12		29,000		8.64	2,506
24		600		87.66	526
		182,600	1,750	.	137,912
	Round sum . . .	.	.	.	137,900
9	4.2 % einh. Rente ö. W. in Noten (April-Oktober)	10,000		91.41	9,141
10		10,000		49.36	4,936
24		50,000		87.66	43,830
		70,000	6,100	.	57,907
	Round sum . . .	.	.	.	57,900
10	4 % österr. Goldrente steuerfr. (April-Oktober) .	100,000	28,500	49.36	49,360
	Round sum . . .	.	.	.	49,400

SECURITIES EXISTING ON MARCH 31, 1924 (EXCEPT WAR LOAN BONDS), ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS

Proportional share									
of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
48.50	489,850	0.44	4,444	0.91	9,191	0.50	5,050	—	—
35.78	82,294	1.60	3,680	0.03	69	3.66	8,418	—	—
11.40	821	—	—	2.40	173	3.70	266	—	—
3.11	13,995	—	—	—	—	—	—	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	3,840	2.94	1,764	—	—	—	—	—	—
63.64	63,640	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	18,544	—	—	10.18	6,566	—	—	—	—
12.34	123	—	—	—	—	—	—	—	—
.	713,647	.	11,828	.	15,999	.	21,894	.	—
.	713,700	.	11,800	.	16,000	.	21,900	.	—
48.50	145,500	0.44	1,320	0.91	2,730	0.50	1,500	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	2,176	2.94	1,000	—	—	—	—	—	—
91.36	91,908	—	—	—	—	—	—	—	—
36.71	18,942	—	—	—	—	—	—	—	—
.	299,066	.	4,260	.	2,730	.	9,660	.	—
.	299,100	.	4,300	.	2,700	.	9,600	.	—
0.52	208	5.85	2,340	1.20	480	—	—	1.02	408
40.54	4,054	1.94	194	—	—	8.16	816	—	—
6.40	6,592	2.94	3,028	—	—	—	—	—	—
91.36	26,494	—	—	—	—	—	—	—	—
12.34	74	—	—	—	—	—	—	—	—
.	37,422	.	5,562	.	480	.	816	.	408
.	37,400	.	5,600	.	500	.	800	.	400
0.52	52	5.85	585	1.20	120	—	—	1.02	102
40.54	4,054	1.94	194	—	—	8.16	816	—	—
12.34	6,170	—	—	—	—	—	—	—	—
.	10,276	.	779	.	120	.	816	.	102
.	10,300	.	800	.	100	.	800	.	100
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
.	40,500	.	1,900	.	—	.	8,200	.	—

Annex IV *(continued).*

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienne Stick Exchange at end of March 1924	Proportional share of the Republic of Austria %	Proportional share of the Republic of Austria in crowns
1	4 % österr. Kronenrente steuerfr. (März-Sept. und Juni-Dez.)	190,000		49.65	94,335
3		70,000		69.62	48,734
4		20,000		66.94$_5$	13,389
5		15,000		61.27	9,191
7		* 766,800		82.50	632,610
9		565,600		91.41	517,015
10		100,000		49.36	49,360
11		80,000		90.66	72,528
12		150,000		8.64	12,960
16		60,000		36.36	21,816
17 A		10,500		81.09	8,514
18		200,000		79.58	159,160
20		325,000		67.54	219,505
21		50,000		89.89	44,945
23		100,000		32.51	32,510
24		12,600		87.66	11,045
		2,715,500	1,080	.	1,947,617
	Round sum . . .	.	.	.	1,947,600
	* Including a nominal value of 764,000 crowns sold.				
9	3 ½ % öst. Invest.-Rente steuerfr. (Febr.-Aug.).	60,000		91.41	54,846
17 B		13,000		61.07	7,939
		73,000	850	.	62,785
	Round sum . . .	.	.	.	62,800
1	4 % österr. Staatsrenten-Anlehen, lit. B. 1912.	200,000	1,050	49.65	99,300
	Round sum . . .	.	.	.	99,300
4	4 ½ % österr. Schatzscheine 1914	* 112,000		66.94$_5$	74,978
11		3,000		90.66	2,720
14		** 20,000		63.29	12,658
		135,000	800	.	90,356
	Round sum . . .	.	.	.	90,400
	Total *(a)* . . .	6,085,000	.	.	3,975,100
	* Including a nominal value of 34,500 crowns alloted. ** Including a nominal value of 12,100 crowns alloted.				
	(b) OTHER SECURITIES : I. *Austrian securities :*				
11	45 Stück III. Elisabethbahnaktien	* 18,000	10,000	90.66	16,319
	the smallest share at 400 crowns	.	.	.	16,400
	* 1 share alloted.				

Proportional share									
of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
48.50	92,150	0.44	836	0.91	1,729	0.50	950	—	—
24.48	17,136	1.73	1,211	2.41	1,687	1.32	924	0.44	308
32.48_6	6,497	0.54_9	110	0.01_4	3	0.00_6	1	—	—
24.80	3,720	5.91	886	6.42	963	1.60	240	—	—
11.40	87,415	—	—	2.40	18,403	3.70	28,372	—	—
0.52	2,941	5.85	33,088	1.20	6,787	—	—	1.02	5,769
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	5,120	2.94	2,352	—	—	—	—	—	—
91.36	137,040	—	—	—	—	—	—	—	—
63.64	38,184	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,009	—	—	9.30	977	—	—	—	—
18.50	37,000	—	—	1.92	3,840	—	—	—	—
29.97	97,403	—	—	2.49	8,092	—	—	—	—
—	—	—	—	5.83	2,915	4.28	2,140	—	—
67.49	67,490	—	—	—	—	—	—	—	—
12.34	1,555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	635,200	.	40,423	.	45,396	.	40,787	.	6,077
.	635,200	.	40,400	.	45,400	.	40,800	.	6,100
0.52	312	5 85	3,510	1.20	720	—	—	1.02	612
28.75	3,738	—	—	10.18	1,323	—	—	—	—
.	4,050	.	3,510	.	2,043	.	—	.	612
.	4,100	.	3,500	.	2,000	.	—	.	600
48.50	97,000	0.44	880	0.91	1,820	0.50	1,000	—	—
.	97,000	.	900	.	1,800	.	1,000	.	—
32.48_6	36,384	0.54_9	615	0.01_4	16	0.00_6	7	—	—
6.40	192	2.94	88	—	—	—	—	—	—
36.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	43,918	.	703	.	16	.	7	.	—
.	43,900	.	700	.	—	.	—	.	—
.	1,881,200	.	69,900	.	68,500	.	83,100	.	7,200
6.40	1,152	2.94	529	—	—	—	—	—	—
.	1,200	.	400	.	—	.	—	.	—

Annex IV *(continued)*.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share of the Republic of Austria %	Proportional share of the Republic of Austria in crowns
8	4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anleihe, Em. I u. II	100,000		96.89	96,890
9		80,000		91.41	73,128
10		100,000		49.36	49,360
14		11,000		63.29	6,962
		291,000	150	.	226,340
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	226,400
10	4% Anlehen der Stadt Wien v. J. 1917	50,000	110	49.36	24,680
	Round sum	.	.	.	24,700
15	4% Anlehen der Stadt Wien v. J. 1918	160,000	80	34.67	55,472
	Round sum	.	.	.	55,500
8	4% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., inh. 65 J. verl.	540,000		96.89	523,206
17 B		15,600		61.07	9,527
		555,600	155	.	532,733
	Round sum	.	.	.	532,700
1	4% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.-Schuldv., inh. 65 J. verl.	100,000	80	49.65	49,650
	Round sum	.	.	.	49,700
14	4½% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.-Schuldv., inh. 65 J. verl.	34,000	85	63.29	21,519
	Round sum	.	.	.	21,500
17 B	4½% Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 60 J. verl.	* 1,200	4,500	61.07	733
	Round sum	.	.	.	700
	* All alloted.				
17 B	4% Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 65 J. verl.	* 5,000	4,300	61.07	3,054
	Round sum	.	.	.	3,100
	* All alloted.				
10	4% Pfandbr. d. Kärntner Landes-Hyp.-Anst.	70,000	70	49.36	34,552
	Round sum	.	.	.	34,500
12	6% Communal-Obl. d. Niederöst. Landes-Hyp.-A.	40,000	96	8.64	3,456
	Round sum	.	.	.	3,500

Proportional share									
of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
3.11	3,110	—	—	—	—	—	—	—	—
0.52	416	5.85	4,680	1.20	960	—	—	1.02	816
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
36.81	4,038	—	—	—	—	—	—	—	—
.	48,104	.	6,620	.	960	.	8,160	.	816
.	48,000	.	6,600	.	1,000	.	8,200	.	800
40.54	20,270	1.94	970	—	—	8.16	4,080	—	—
.	20,200	.	1,000	.	—	.	4,100	.	—
65.33	104,528	—	—	—	—	—	—	—	—
.	104,500	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	16,794	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	4,485	—	—	10.18	1,588	—	—	—	—
.	21,279	.	—	.	1,588	.	—	.	—
.	21,300	.	—	.	1,600	.	—	.	—
48.50	48,500	0,44	400	0,91	910	0,50	500	—	—
.	48,500	.	400	.	900	.	500	.	—
36.71	12,481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12,500	.	—	.	—	.	—	.	—
28.75	345	—	—	10.18	122	—	—	—	—
.	400	.	—	.	100	.	—	.	—
28.75	1,437	—	—	10.18	509	—	—	—	—
.	1,400	.	—	.	500	.	—	.	—
49.54	28,378	1.94	1,358	—	—	8,16	5,712	—	—
.	28,400	.	1,400	.	—	.	5,700	.	—
91.36	36,544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,500	.	—	.	—	.	—	.	—

Annex IV *(continued)*.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share of the Republic of Austria %	Proportional share of the Republic of Austria in crowns
10	8 % Pfandbr. d. Oberösterr. Landes-Hyp.-Anstalt	640,000	98	49.36	315,904
	Round sum . . .	.	.	.	315,900
2	4 % Pfandbr. d. Tirolischen Land-Hyp.-Anstalt	* 50,000	70	58.93	29,465
	Round sum . . .	.	.	.	29,500
	* Entirely alloted.				
2	4 ½ % Pfandbr. d. Linzer allg. Sparkassa und Leihanst.	20,000	75	58.93	11,786
	Round sum . . .	.	.	.	11,800
21	4 ½ % Pfandbr. d. Steiermärk. Sparkassa . . .	20,000	75	89.89	17,978
	Round sum . . .	.	.	.	18,000
23	4 % Prior.-Obl. d. Lokalbahn Fürstenfeld-Hartberg, Em. 1908.	180,000	200	32.51	58,518
	Smallest share 2000 crowns	.	.	.	58,000
10	4 % Prior.-Obl. d. Lokalbahn Mauthausen-Grein, Em. 1906	* 100,000	150	49.36	49,360
	Smallest share 2000 crowns	.	.	.	50,000
	* Entirely alloted.				
6	25 Stück Lose d. österr. Gesellsch. v. Roten Kreuz v. J. 1916	7,500	* 180	51.05	3,829
	* Per share.	.	.	.	3,900
	Total *(b)* I. . . .	2,342,300	.	.	1,455,800
	II. *Czechoslovak Securities :*				
9	4 % steuerfr. Schuldverschreibungen d. Böhm. Nordbahn	120,000		91.41	109,692
10		100,000		49.36	49,360
14		15,200		63.29	9,620
		235,200	132,000	.	168,672
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	168,800
9	4 % Prior.-Obl. d. Böhm. Westbahn, Em. 1885	6,000	132,000	91.41	5,485
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	5,600
17B	4 % Prior.-Obl. d. Mähr. Grenzbahn	25,600	130,000	61.07	15,634
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	15,600

Proportional share									
of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
40.54 .	259,456 259,500	1.94 .	12,416 12,400	— .	— —	8.16 .	52,224 52,200	— .	— —
35.78 .	17,890 17,900	1.60 .	800 800	0.03 .	15 —	3.66 .	1,830 1,800	— .	— —
35.78 .	7,156 7,200	1.60 .	320 300	0.03 .	6 —	3.66 .	732 700	— .	— —
— .	— —	— .	— —	5.83 .	1,166 1,200	4.28 .	856 800	— .	— —
67.49 .	121,482 122,000	— .	— —	— .	— —	— .	— —	— .	— —
40.54 .	40,540 40,000	1.94 .	1,940 2,000	— .	— —	8.16 .	8,160 8,000	— .	— —
36.99 .	2,774 2,700	0.67 .	50 —	3.64 .	273 300	6.55 .	491 600	1.10 .	83 —
.	772,200	.	25,300	.	5,600	.	82,600	.	800
0.52 40.54 36.71	624 40,540 5,580	5.85 1.94 —	7,020 1,940 —	1.20 — —	1,440 — —	— 8.16 —	— 8,160 —	1.02 — —	1,224 — —
. .	46,774 46,800	. .	8,960 8,800	. .	1,440 1,600	. .	8,160 8,000	. .	1,224 1,200
0.52 .	31 —	5.85 .	351 400	1.20 .	72 —	— .	— —	1.02 .	61 —
28.75 .	7,360 7,200	— .	— —	10.18 .	2,606 2,800	— .	— —	— .	— —

Annex IV *(continued)*.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share of the Republic of Austria %	Proportional share of the Republic of Austria in crowns
9	4 % Schuldverschr. d. Mähr.-schles. Centralbahn	10,200	130,000	91.41	9,324
	Smallest share 600 crowns	.	.	.	9,600
19	4 % Prior.-Obl. d. Mähr.-schles. Centralbahn. .	16,800	130,000	79.64	13,380
	Smallest share 600 crowns	.	.	.	13,200
16	3 ½ % Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn, lit. B. B. Em. 1903	58,000	120,000	36.36	21,089
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	21,200
9	4 % Prior.-Obl. d. Pilsen-Priesen Bahn	* 10,500		91.41	9,598
13		60,000		47.61	28,566
17 B		36,900		61.07	22,535
		107,400	130,000	.	60,699
	Smallest share 300 crowns	.	.	.	60,600
	* Including a nominal value of 2,400 crowns alloted.				
17 B	4 % Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1890 . .	6,400	140,000	61.07	3,908
	Round sum . . .	.	.	.	3,900
11	4 ½ % Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1911 .	300		90.66	272
12		30,000		8.64	2,592
17 A		11,200		81.09	9,082
17 B		49,800		61.07	30,413
18		125,000		79.58	99,475
		216,300	150,000	.	141,834
	Round sum . . .	.	.	.	141,800
12	4 ½ % Bankschuldv. d. Živnostenská banka . .	40,000	170,000	8.64	3,456
	Round sum . . .	.	.	.	3,500
12	4 % Com.-Schuldsch. d. Böhm. Landesbank, inh. 50, bzw. 78 J. verl.	100,000		8.64	8,640
15		61,000		34.67	21,149
17 B		36,000		61.07	21,985
		197,000	157,000	.	51,774
	Round sum . . .	.	.	.	51,800
16	4 % Com.-Obl. d. Mähr. Landesculturbank . .	79,000	125,000	36.36	28,724
	Round sum . . .	.	.	.	28,700
12	4 % Pfandbr. d. Böhm. Sparkassa	120,000	176,000	8.64	10,368
	Round sum . . .	.	.	.	10,400
12	4 ½ % Pfandbr. d. Ersten Mähr. Sparkassa . .	56,000	170,000	8.64	4,838
	Round sum . . .	.	.	.	4,800
8	4 % Prior.-Obl. d. Kaschau-Oderberger Eisenbahn, in Silber	72,000		96.89	69,761
10		100,000		49.36	49,360
12		14,800		8.64	1,279
		186,800	103,000	.	120,400
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	120,400
	Total *(b)* II. . . .	1,360,700	.	.	659,900

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	53	5.85	597	1.20	122	—	—	1.02	104
.	—	.	600	.	—	.	—	.	—
16.80	2,822	3.56	598	—	—	—	—	—	—
.	3,000	.	600	.	—	.	—	.	—
63.64	36,911	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,800	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	55	5.85	614	1.20	126	—	—	1.02	107
43.71	26,226	8.68	5,208	—	—	—	—	—	—
28.75	10,609	—	—	10.18	3,756	—	—	—	—
.	36,890	.	5,822	.	3,882	.	—	.	107
.	36,900	.	6,000	.	3,900	.	—	.	—
28.75	1,840	—	—	10.18	652	—	—	—	—
.	1,800	.	—	.	700	.	—	.	—
6.40	19	2.94	9	—	—	—	—	—	—
91.36	27,408	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,076	—	—	9.30	1,042	—	—	—	—
28.75	14,317	—	—	10.18	5,070	—	—	—	—
18.50	23,125	—	—	1.92	2,400	—	—	—	—
.	65,945	.	9	.	8,512	.	—	.	—
.	66,000	.	—	.	8,500	.	—	.	—
91.36	36,544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,500	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	91,360	—	—	—	—	—	—	—	—
65.33	39,851	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	10,350	—	—	10.18	3,665	—	—	—	—
.	141,561	.	—	.	3,665	.	—	.	—
.	141,500	.	—	.	3,700	.	—	.	—
63.64	50,276	—	—	—	—	—	—	—	—
.	50,300	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	109,632	—	—	—	—	—	—	—	—
.	109,600	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	51,162	—	—	—	—	—	—	—	—
.	51,200	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	2,239	—	—	—	—	—	—	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
91.36	13.521	—	—	—	—	—	—	—	—
.	56,300	.	1,940	.	—	.	8,160	.	—
.	56,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	644,000	.	18,400	.	21,200	.	16,000	.	1,200

Annexe IV *(continued)*.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share of the Republic of Austria %	Proportional share of the Republic of Austria in crowns
	III. *Hungarian securities :*				
9	4 % Ungar. Theiss-Reg.-Prior.-Obl.	200		91.41	183
17 B	* Alloted.	* 200		61.07	122
		400	5,000	.	305
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	400
	Total *(b)* III. . . .	400	.	.	400
	IV. *Italian securities :*				
8	4 % staatsgar. Vintschgaubahnprioritäten, I. Em.	298,000	75,000	96.89	288,732
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	288,800
	Total *(b)* IV. . . .	298,000	.	.	288,800
	V. *Polish securities :*				
9	4 % St.-Schuldv. d. Albrechtsbahn	1,200	18,000	91.41	1,097
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	1,200
9	4 % St.-Schuldv. d. Gal. Carl Ludwig-Bahn . .	4,000		91.41	3,656
10		100,000		49.36	49,360
17 B		171,200		61.07	104,552
		275,200	7,000	.	157,588
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	157,600
9	4 % Prior.-Obl. d. Albrechtsbahn	* 44,000		91.41	40,220
10		60,000		49.36	29,616
		104,000	25,000	.	69,836
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	70,000
	* Including a nominal share of 2,000 crowns alloted.				
9	4 % Prior.-Obl. d. Galiz. Carl Ludwig-Bahn . .	32,000		91.41	29,251
14		13,000		63.29	8,228
		45,000	25,000	.	37,479
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	37,400
11	4 % Galiz. Landes-Anl. f. Ortsschulfonds v. J. 1908	* 60,000	100	90.66	54,396
	Round sum . . .	.	.	.	54,400
	* Entirely alloted.				
23	4 % Anlehen der Stadt Lemberg	50,000	100	32.51	16,255
	Round sum . . .	.	.	.	16,300
14	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Bank f. Handel und Industrie.	33,600	100	63.29	21,265
	Round sum . . .	.	.	.	21,300
11	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Act.-Hypoth.-Bank .	* 73,000		90.66	66,182
14		34,000		63.29	21,519
		107,000	100	.	87,701
	Round sum . . .	.	.	.	87,700
	* Including a nominal share of 5,000 crowns alloted.				

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	1	5.85	12	1.20	2	—	—	1.02	2
28.75	58	—	—	10.18	20	—	—	—	—
.	59	.	12	.	22	.	—	.	2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	9,268	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	6	5.85	70	1.20	15	—	—	1.02	12
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	21	5.85	234	1.20	48	—	—	1.02	41
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
28.75	49,220	—	—	10.18	17,428	—	—	—	—
.	89,781	.	2,174	.	17,476	.	8,160	.	41
.	90,000	.	2,000	.	17,600	.	8,000	.	—
0.52	229	5.85	2,574	1.20	528	—	—	1.02	449
40.54	24,324	1.94	1,164	—	—	8.16	4,896	—	—
.	24,553	.	3,738	.	528	.	4,896	.	449
.	24,800	.	3,600	.	400	.	4,800	.	400
0.52	166	5.85	1,872	1.20	384	—	—	1.02	327
36.71	4,772	—	—	—	—	—	—	—	—
.	4,938	.	1,872	.	384	.	—	.	327
.	5,000	.	1,800	.	400	.	—	.	400
6.40	3,840	2.94	1,764	—	—	—	—	—	—
.	3,800	.	1,800	.	—	.	—	.	—
67.49	33,745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33,700	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	12,335	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12,300	.	—	.	—	.	—	.	—
6.40	4,672	2.94	2,146	—	—	—	—	—	—
36.71	12,481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	17,153	.	2,146	.	—	.	—	.	—
.	17,200	.	2,100	.	—	.	—	.	—

Annex IV *(continued)*.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share of the Republic of Austria %	Proportional share of the Republic of Austria in crowns
14	4 ½ % Pfandbriefe der Galiz, Landesbank . . .	10,000		63.29	6,329
17 B		24,000		61.07	14,657
		34,000	100	.	20,986
	Round sum . . .	.	.	.	21,000
23	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Com.-Obl.	50,000	100	32.51	16,255
	Round sum . . .	.	.	.	16,300
17 B	4 % Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Eisenb.-Obl.	30,000	100	61.07	18,321
	Round sum . . .	.	.	.	18,300
	Total *(b)* V. . . .	790,000	.	.	501,500
	VI. *Serb-Croat-Slovene Securities :*				
8	4 % Prior.-Obl. der Lokalbahn Laibach-Stein .	204,000	10,000	96.89	197,656
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	197,600
	Total *(b)* VI, . . .	204,000	.	.	197,600
	VII. *Roumanian Securities :*				
4	4 % Bukowinaer Landes-Anlehen	100,000		66.945	66,945
10		20,000		49.36	9,872
20		985,300		67.54	665,472
		1,105,300	4,000	.	742,289
	Round sum . . .	.	.	.	742,300
14	4 ½ % Anlehen der Stadt Czernowitz v. J. 1908, verl.	25,000	100	63.29	15,823
	Round sum . . .	.	.	.	15,800
14	4 % Pfandbr. d. Bukowinaer Landesbank . . .	* 20,000	3,500	63.29	12,658
	Round sum . . .	.	.	.	12,700
	* Entirely allotted.				
11	Pfandbr. d. Bukowinaer Sparkassa	17,000	3,500	90.66	15,412
	Round sum . . .	.	.	.	15,400
	Total *(b)* VII. . . .	1,167,300	.	.	786,200
	VIII. *Austrian-Czechoslovak Securities :*				
9	4 % St.-Schuldv. d. Franz Josefbahn	8,400	90,000	91.41	7,678
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	7,600
10	4 % St.-Schuldv. d. öst. Nordwest- u. Südnord-deutsch. Verbindungsbahn	60,000		49.36	29,616
17 B		50,000		61.07	30,535
		110,000	100,000	.	60,151
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	60,000

Proportional share									
of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
36.71	3,671	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	6,900	—	—	10.18	2,443	—	—	—	—
.	10,571	.	—	.	2,443	.	—	.	—
.	10,600	.	—	.	2,400	.	—	.	—
67.49	33,745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33,700	.	—	.	—	.	—	.	—
28.75	8,625	—	—	10.18	3,054	—	—	—	—
.	8,600	.	—	.	3,100	.	—	.	—
.	239,700	.	11,300	.	23,900	.	12,800	.	800
3.11	6,344	—	—	—	—	—	—	—	—
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
32.48_6	32,486	0.54_9	549	0.01_4	14	0.00_6	6	—	—
40.54	8,108	1.94	388	—	—	8.16	1,632	—	—
29.97	295,294	—	—	2.49	24,534	—	—	—	—
.	335,888	.	937	.	24,548	.	1,638	.	—
.	335,900	.	900	.	24,600	.	1,600	.	—
36.71	9,177	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7,300	.	—	.	—	.	—	.	—
6.40	1,088	2.94	500	—	—	—	—	—	—
.	1,100	.	500	.	—	.	—	.	—
.	353,500	.	1,400	.	24,600	.	1,600	.	—
0.52	44	5.85	491	1.20	101	—	—	1.02	86
.	—	.	400	.	400	.	—	.	—
40.54	24,324	1.94	1,164	—	—	8.16	4,896	—	—
28.75	14,375	.	—	10.18	5,090	—	—	—	—
.	38,699	.	1,164	.	5,090	.	4,896	.	—
.	38,800	.	1,200	.	5,200	.	4,800	.	—

Annex IV *(continued)*.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share of the Republic of Austria %	Proportional share of the Republic of Austria in crowns
4	4 % Prior.-Obl. d. Franz Josefbahn i. S. . . .	20,000		66.945	13,389
10		* 96,000		49.36	47,386
		116,000	80,000	.	60,775
	Smallest share 400 crowns	.	.	. .	60,800
	* Including a nominal share of 400 crowns allotted.				
9	4 % Prior,-Obl. d. Franz Josefbahn	6,400	80,000	91.41	5,850
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	6,000
14	3 % Prioritätsobligationen der öst. Lokaleisenbahn-Ges.	20,000	65,000	63.29	12,658
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	12,600
14	4 % Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn . . .	25,200	90,000	63.29	15,949
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	16,000
	Total *(b)* VIII. . . .	286,000	.	.	163,000
	IX. *Czechoslovak-Polish securities :*				
10	4 % Prior.-Obl. d. Ungar,-galiz. Eisenbahn, Em. 1887.	99,600	42,000	49.36	49,163
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	49,200
	Total *(b)* IX. . . .	99,600	.	.	49,200
	X. *Polish-Roumanian securities :*				
8	4 % Investitionsanl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.-Jassy, Em. 1894	50,000	11,000	96.89	48,445
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	48,400
8	4 % Prior.-Obl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.-Jassy, II. Em. 1884	46,800	11,000	96.89	45,345
	Smallest share 600 crowns	.	.	.	45,600
	Total *(b)* X. . . .	96,800	.	.	94,000
	XI. *Austrian-Italian-Serb-Croat-Slovene securities :*				
9	4 % steuerfr. St.-Schuldv. d. Rudolfbahn . . .	1,600		91.41	1,463
10		100,000		49.36	49,360
17 A		4,000		81.09	3,244
17 B		* 138,400		61.07	84,521
	* Including a nominal share of 8000 crowns allotted.	244,000	11,000	.	138,588
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	138,800
9	4 % Prior-Obl. d. Rudolfbahn, Em. 1884 . . .	* 34,800		91.41	31,811
10		100,000		49.36	49,360
14		12,000		63.29	7,595
		146,800	30,000	.	88,766
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	88,800
	* Included a nominal share of 400 crowns alloted.				
	Total *(b)* XI. . . .	390,800	.	.	227,600

Proportional share									
of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
32.48_6	6,497	0.54_9	110	0.01_4	3	0.00_6	1	—	—
40.54	38,918	1.94	1,862	—	—	8.16	7,834	—	—
.	45,415	.	1,972	.	3	.	7,835	.	—
.	45,200	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
0.52	33	5.85	375	1.20	77	—	—	1.02	65
.	—	.	400	.	—	.	—	.	—
36.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7,400	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	9,251	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	100,600	.	4,000	.	5,600	.	12,800	.	—
40.54	40,378	1.94	1,932	—	—	8.16	8,127	—	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
3.11	1,555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1,600	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	1,455	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	2,800	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	9	5.85	93	1.20	19	—	—	1.02	16
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
9.61	384	—	—	9.30	372	—	—	—	—
28.75	39,790	—	—	10.18	14,089	—	—	—	—
.	80,723	.	2,033	.	14,480	.	8,160	.	16
.	80,800	.	2,000	.	14,400	.	8,000	.	—
0.52	181	5.85	2,036	1.20	417	—	—	1.02	355
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
36.71	4,405	—	—	—	—	—	—	—	—
.	45,126	.	3,976	.	417	.	8,160	.	355
.	45,200	.	4,000	.	400	.	8,000	.	400
.	126,000	.	6,000	.	14,800	.	16,000	.	400

Annex IV *(continued)*.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share of the Republic of Austria %	Proportional share of the Republic of Austria in crowns
	XII. *Austrian-Czechoslovak-Polish securities :*				
9	4% Prior.-Obl. d. Ferdinands-Nordbahn . . .	* 30,000		91.41	27,423
10		197,200		49.36	97,338
13		** 80,000		47.61	38,088
14		*** 29,000		63.29	18,354
17A		15,400		81.09	12,488
17B		114,000		61.07	69,620
		465,600	75,500	.	263,311
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	263,400
	*, ** et *** Including a nominal share of 14,000 crowns.				
	Total *(b)* XII. . . .	465,600	.	.	263,400
	TOTAL OF OTHER SECURITIES :				
	Total *(b)* I. . . .	2,342,300	.	.	1,455,800
	» » II. . . .	1,360,700	.	.	659,900
	» » III. . . .	400	.	.	400
	» » IV. . . .	298,000	.	.	288,800
	» » V. . . .	790,000	.	.	501,500
	» » VI. . . .	204,000	.	.	197,600
	» » VII. . . .	1,167,300	.	.	786,200
	» » VIII. . . .	286,000	.	.	163,000
	» » IX. . . .	99,600	.	.	49,200
	» » X. . . .	96,800	.	.	94,000
	» » XI. . . .	390,800	.	.	227,600
	» » XII. . . .	465,600	.	.	263,400
	Total . . .	7,501,500	.	.	4,687,400
	List showing plus or minus values resulting from proportionate distribution of pre-war and other securities :				
	Group *(a)*	.	.	.	+ 10,896
	» *(b)* I. . . .	.	.	.	+ 8,720
	» » II. . . .	.	.	.	+421,000
	» » III. . . .	.	.	.	+ 4,750
	» » IV. . . .	.	.	.	+ 51,000
	» » V. . . .	.	.	.	+ 42,151
	» » VI. . . .	.	.	.	— 5,600
	» » VII. . . .	.	.	.	+ 1,467
	» » VIII. . . .	.	.	.	— 73,000
	» » IX. . . .	.	.	.	+ 15,540
	» » X. . . .	.	.	.	+ 22,000
	» » XI. . . .	.	.	.	+ 33,520
	» » XII. . . .	.	.	.	+ 67,195
	Plus or minus value . . .	.	.	.	+599,639

Proportional share									
of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	156	5.85	1,755	1.20	360	—	—	1.02	306
40.54	79,945	1.94	3,826	—	—	8.16	16,091	—	—
43.71	34,968	8.68	6,944	—	—	—	—	—	—
36.71	10,646	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,480	—	—	9.30	1,432	—	—	—	—
28.75	32,775	—	—	10.18	11,605	—	—	—	—
.	159,970	.	12,525	.	13,397	.	16,091	.	306
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	772,200	.	25,300	.	5,600	.	82,600	.	800
.	644,000	.	18,400	.	21,200	.	16,000	.	1,200
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	239,700	.	11,300	.	23,900	.	12,800	.	800
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	353,500	.	1,400	.	24,600	.	1,600	.	—
.	100,600	.	4,000	.	5,600	.	12,800	.	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	2,800	.	—	.	—	.	—	.	—
.	126,000	.	6,000	.	14,800	.	16,000	.	400
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	2,454,800	.	81,000	.	109,100	.	165,800	.	3,400
.	— 9,113	.	— 9,459	.	— 1,846	.	+ 9,637	.	— 115
.	+ 5,715	.	— 12,871	.	— 1,279	.	— 211	.	— 74
.	— 135,490	.	+ 139,680	.	+ 337,310	.	— 376,000	.	— 386,500
.	— 2,950	.	— 600	.	— 1,100	.	—	.	— 100
.	— 51,000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 91,386	.	— 77,290	.	— 22,017	.	— 35,200	.	+ 970
.	+ 5,600	.	—	.	—	.	—	.	—
.	— 547	.	— 1,480	.	+ 2,080	.	— 1,520	.	—
.	— 145,200	.	— 3,500	.	+ 315,100	.	+ 36,000	.	— 129,400
.	+ 9,240	.	+ 28,560	.	—	.	— 53,340	.	—
.	— 22,000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 30,670	.	+ 3,570	.	— 13,900	.	— 65,600	.	+ 11,740
.	+ 22,650	.	+ 56,625	.	+ 2,265	.	— 68,705	.	— 80,030
.	— 201,039	.	+ 123,235	.	+ 616,613	.	— 554,939	.	—583,509

N° 2998.

AUTRICHE ET POLOGNE

Convention concernant la Commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance et la caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne, avec annexes. Signée à Vienne, le 17 janvier 1925.

AUSTRIA AND POLAND

Convention regarding the Commune of Vienna, the Communal Insurance Organisation and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna, with Annexes. Signed at Vienna, January 17, 1925.

N° 2998. — CONVENTION[1] ENTRE L'AUTRICHE ET LA POLOGNE, CONCERNANT LA COMMUNE DE VIENNE, ÉTABLISSEMENT COMMUNAL D'ASSURANCE ET LA CAISSE DES RETRAITES POUR LES EMPLOYÉS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE A VIENNE. SIGNÉE A VIENNE, LE 17 JANVIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 11 *juillet* 1932.

La République de Pologne et la République d'Autriche, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de la commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance et de la Caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne ont nommé pour leurs plénipotentaires, savoir :

Le Président de la République de Pologne :

M. le Docteur Zbigniew Smolka, chef de la section de liquidation de la Légation de Pologne à Vienne; et

Le Président fédéral de la République d'Autriche :

M. Guillaume Thaa, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'administration sociale;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances suppléantes selon le paragraphe 66, lit. *a*, de la loi du 16 décembre 1906, Bulletin des lois de l'Empire N° 1 ex 1907, dans la rédaction de l'ordonnance impériale du 25 juin 1914, bulletin des lois de l'empire N° 138, et des assurances supplémentaires (sur des prestations dépassant les payements légaux) appartenant aux assurances susdites, ainsi que les parties des fonds correspondant aux charges susindiquées de la commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance, autrefois Etablissement communal d'assurances sur la vie et des rentes, fondé en mémoire du jubilé de l'empereur François-Joseph — appelé par la suite brièvement « l'établissement » — et de la Caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie — appelée par la suite brièvement « la caisse » — sont réparties d'après les principes suivants :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 26 janvier 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2998. — CONVENTION [2] BETWEEN AUSTRIA AND POLAND, REGARDING THE COMMUNE OF VIENNA, COMMUNAL INSURANCE ORGANISATION AND THE RETIRING PENSIONS FUND FOR EMPLOYEES IN COMMERCE AND INDUSTRY AT VIENNA. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 17, 1925.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July* 11, 1932.

THE POLISH REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Commune of Vienna, Communal Insurance Organisation, and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Zbigniew SMOLKA, Chief of the Liquidation Section of the Polish Legation at Vienna ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Monsieur Guillaume THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The liabilities resulting from the additional insurances under § 66 *(a)* of the Law of December 16, 1906, Imperial Law Gazette No. 1 ex 1907, as amended by the Imperial Decree of June 25, 1914, Imperial Law Gazette, No. 138 and from the supplementary insurances (on payments exceeding those authorised by law) pertaining to the aforesaid insurances, and also the shares of the funds corresponding to the above-mentioned liabilities of the Commune of Vienna, Communal Insurance Organisation, formerly the Communal Life and Pensions Insurance Organisation, founded to commemorate the Jubilee of the Emperor Francis Joseph — hereinafter described as " the Organisation " — and of the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry — hereinafter described as " the Fund " — shall be distributed in accordance with the following principles :

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, January 26, 1932.

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. Les charges d'assurances existant à la fin du mois de décembre 1918 des assurances suppléantes et des assurances supplémentaires (sur des prestations dépassant les payements légaux) appartenant aux assurances suppléantes, c'est-à-dire les droits à des rentes et les expectatives à des rentes acquis par les assurés et les membres de leurs familles, passent à la compétence de l'Etat sur le territoire duquel les assurés avaient leur dernier lieu de service déterminant la compétence de l'établissement d'assurances sur les pensions, pourvu que, selon Section B, N° 1, une quote-part des fonds de l'établissement respectif lui soit attribuée. Le même principe s'applique aux remboursements de primes déclarés dans le bilan de l'établissement et de la caisse pour la fin de l'année 1918 et aux réclamations à titre de remboursement de primes, soulevées dans la suite en vertu d'une assurance ayant pris fin au plus tard à la fin de l'année 1918.

Sont à considérer comme assurés non seulement les membres de l'établissement et de la caisse, qui sont obligés de se faire assurer, mais aussi les autres employés, assurés de la même manière, de patrons qui ont assuré leur personnel, obligé de se faire assurer, par une assurance suppléante, selon le paragraphe 66, lit. *a*, de la loi d'assurances sur les pensions, auprès de l'un des assureurs susdits.

Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, qui se rapportent aux assurés dont le dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions était situé hors des confins de l'ancien empire d'Autriche ou dans un Etat auquel, selon section B, N° 1, aucune quote-part des fonds de l'établissement respectif n'est attribuée, passent à la compétence de l'Etat national auquel revient le plus grand nombre des employés du patron respectif ; si la compétence d'aucun Etat ne pouvait être établie selon la règle susdite, elle sera déterminée par le dernier lieu de service déterminatif pour l'assurance sur les pensions qui est situé sur l'ancien territoire où la loi d'assurances sur les pensions était en vigueur ; à défaut d'un tel lieu de service les charges incomberont à la République d'Autriche.

2. Sera soumis à la réglementation intérieure de l'Etat respectif de prescrire par quel office et de quelle manière seront assumées les charges d'assurances qui ont passé à la compétence de cet Etat.

3. Si l'établissement ou la caisse avait continué son activité sur le territoire de la République de Pologne après le 31 décembre 1918, cette continuation serait considérée comme une assurance fiduciaire exécutée pour le compte de l'office qui entrera en considération selon les dispositions du N° 2 à moins que les primes encaissées n'aient été déjà remboursées.

On réglera l'assurance fiduciaire en prenant pour base les intérêts du compte courant encaissés réellement, savoir les versements faits en monnaie austro-hongroise, en couronnes autrichiennes, les autres versements dans la monnaie dans laquelle ils étaient faits.

4. La République d'Autriche pourvoira à ce que l'établissement et la caisse délivrent aux offices entrant en considération selon les dispositions du N° 2, en tant que les circonstances le permettent, tous les dossiers et pièces auxiliaires qui concernent les charges des assurances à assumer par ces offices suivant les dispositions précédentes. Au cas où il serait impossible de procéder de la sorte, plusieurs offices participant aux mêmes dossiers, les intéressés auront pendant un délai de dix ans, le droit de les examiner et d'en prendre copie au siège de l'assureur à Vienne. Les Hautes Parties contractantes pourvoiront, en outre, à ce que tous les renseignements ayant trait à l'exécution de cette convention soient donnés par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. Vu que les charges d'assurances qui sont réparties selon la Section A s'élèvent à 20,517 pour cent des charges d'assurances totales en ce qui concerne l'établissement et à 82,788 pour cent

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. The insurance liabilities existing at the end of December 1918 in respect of the additional insurances and the supplementary insurance (on payments exceeding those authorised by law) pertaining to the additional insurances, that is to say, the claims to pensions and contingent pension benefits acquired by insured persons and the members of their families, shall be transferred to the competence of the country in whose territory the insured persons had their last place of employment determining the competence of the pensions insurance organisation, provided that, in accordance with Section B, No. 1, a share of the funds of the organisation concerned is allocated to that country. The same principle shall apply to the repayments of premiums announced in the balance-sheet of the Organisation and of the Fund for the end of 1918 and to the claims for the repayment of premiums subsequently lodged in virtue of an insurance terminating not later than the end of 1918.

Insured persons shall be considered to include not only the members of the Organisation and the Fund, who are subject to compulsory insurance, but also the other similarly insured employees of masters who have insured their staff, subject to compulsory insurance, by means of an additional insurance in accordance with § 66 *(a)* of the Pensions Insurance Law, with one of the above-mentioned insurance organisations.

The liabilities existing at the end of December 1918 in respect of insured persons whose last place of employment determining the competence of pensions insurance organisations was situated outside the boundaries of the former Austrian Empire or in a country to which no share in the funds of the organisation concerned is allocated under Section B, No. 1, shall be transferred to the competence of the country to which belong the largest number of the employees of the master concerned ; if no country can be declared competent in virtue of the above rule, competence shall be determined by the last place of employment deciding the question of pensions insurance which is situated in the former territory where the pensions insurance law was in force ; failing such place of employment the liabilities shall devolve on the Republic of Austria.

2. It shall be for the internal regulations of the State concerned to prescribe the office which shall accept the insurance liabilities transferred to the competence of that State and the manner of their acceptance.

3. If the Organisation or the Fund continued its operations in the territory of the Polish Republic after December 31, 1918, such continued activities shall be regarded as a fiduciary insurance effected on account of the office competent under No. 2, unless the premiums collected have already been refunded.

The fiduciary insurance shall be regulated on the basis of the interest on the current account actually received ; that is to say, payments in Austro-Hungarian currency shall be settled in Austrian crowns, and other contributions in the currency in which they were made.

4. The Republic of Austria shall ensure that the Organisation and the Fund hand over to the offices competent under No. 2, whenever circumstances permit, all the files and accessory documents relating to the insurance liabilities to be accepted by these offices in accordance with the foregoing provisions. Should this be impossible, for the reason that the same files affect several offices, those concerned shall for ten years have the right to examine and take copies of them at the seat of the insurance organisation in Vienna. The High Contracting Parties shall further ensure that all information relating to the execution of this Convention is given by the offices concerned, and they agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices, without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. In view of the fact that the insurance liabilities distributed in accordance with Section A amount to 20.517 % of the total insurance liabilities in respect of the Organisation and to 82.788 %

des charges d'assurances totales en ce qui concerne la caisse et que de ces charges à répartir le pourcentage suivant revient à chaque Etat, savoir :

	Quant à l'établissement	Quant à la caisse
A la République tchécoslovaque	25,8	14,78
A la République de Pologne	0,66	0,41
Au Royaume d'Italie	0,22	7,14
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes .	0,69	3,17
Au Royaume de Roumanie	—	0,62

La République d'Autriche remettra outre les titres ressortant des annexes I et II qui constituent une partie intégrante de la présente convention, en considération des dettes et spécialement des charges des pensions des employés, qui restent en totalité à l'établissement et à la caisse, 280.000.000 couronnes autrichiennes pour l'établissement et 180.000.000 couronnes autrichiennes pour la caisse. Les dettes gagées dérivant de la souscription aux titres d'emprunt de guerre ont été considérées comme supportées en totalité par la République d'Autriche. De la somme totale de 460.000.000 couronnes autrichiennes les Etats intéressés recevront les montants suivantes :

La République tchécoslovaque	354.490.000	couronnes autrichiennes
La République de Pologne	9.320.000	couronnes autrichiennes
Le Royaume d'Italie	59.410.000	couronnes autrichiennes
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	31.790.000	couronnes autrichiennes
Le Royaume de Roumanie	4.990.000	couronnes autrichiennes

Ces montants seront payés comme suit :

Dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la présente convention la République d'Autriche versera — sous déduction du solde résultant du règlement de compte des assurances fiduciaires en faveur de l'Autriche et plus le solde résultant du règlement de compte susdit au débit de l'Autriche :

A la République tchécoslovaque le montant de	94.490.000	couronnes autrichiennes
Au Royaume d'Italie le montant de . . .	19.410.000	couronnes autrichiennes
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le montant de	11.790.000	couronnes autrichiennes
A la République de Pologne le montant de	9.320.000	couronnes autrichiennes
Au Royaume de Roumanie le montant de .	4.990.000	couronnes autrichiennes

La République d'Autriche versera, en outre, dans un délai d'un an et dans un délai de deux ans après l'échéance des quotes-parts susdites ;

A la République tchécoslovaque, chaque fois	100.000.000	couronnes autrichiennes
Au Royaume d'Italie, chaque fois	20.000.000	couronnes autrichiennes
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes chaque fois	10.000.000	couronnes autrichiennes

et dans un délai de trois ans et dans un délai de quatre ans après l'échéance des premières quotes-parts à la République tchécoslovaque, chaque fois . . . . . 30.000.000 couronnes autrichiennes

Les quote-parts susdites seront versées à la Légation à Vienne de l'Etat ayant droit ou à un office à désigner par celle-ci à Vienne. Dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la présente convention, la République d'Autriche remettra à ce même office les titres d'emprunt de guerre à délivrer, munis de la remarque « *von der Republik Österreich nicht übernommen* » et les autres titres sans aucune remarque.

La République d'Autriche veillera à ce que les listes des numéros soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera l'exportation gratuite de ces titres.

2. Le transfert éventuel à l'office entrant en considération selon Section A, N° 2, des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

of the insurance liabilities in respect of the Fund, and since these liabilities fall to each country in the following percentages :

	Organisation	Fund
To the Czechoslovak Republic	25.81	14.78
To the Polish Republic	0.66	0.41
To the Kingdom of Italy.	0.22	7.14
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	0.69	3.17
To the Kingdom of Roumania	—	0.62

The Republic of Austria shall, in consideration of the debts and particularly of the employees' pensions liabilities, which remain in their entirety with the Organisation and the Fund, hand over, in addition to the securities shown in Annexes I and II, which shall constitute an integral part of the present Convention, the sum of 280, 000,000 Austrian crowns for the Organisation and the sum of 180,000,000 Austrian crowns for the Fund. All the pledged debts derived from subscription to war loan bonds have been regarded as borne by the Republic of Austria. Of the total sum of 460,000,000 Austrian crowns, the countries concerned shall receive the following amounts :

Czechoslovak Republic	354,490,000 Austrian crowns
Polish Republic	9,320,000 Austrian crowns
Kingdom of Italy	59,410,000 Austrian crowns
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes . .	31,790,000 Austrian crowns
Kingdom of Roumania	4,990,000 Austrian crowns

These sums shall be paid as follows :

Within three months of the ratification of the present Convention, the Republic of Austria shall pay — less the balance resulting in favour of Austria from the settlement of the accounts of the fiduciary insurances and plus the balance to be debited to Austria under the same account :

To the Czechoslovak Republic	94,490,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy	19,410,000 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	11,790,000 Austrian crowns
To the Polish Republic	9,320,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Roumania	4,990,000 Austrian crowns

The Republic of Austria shall also pay, one year and two years after the above-mentioned shares become due :

To the Czechoslovak Republic, on each occasion	100,000,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy, on each occasion . .	20,000,000 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, on each occasion	10,000,000 Austrian crowns

and three years and four years after the first-mentioned shares fall due, shall pay on each occasion to the Czechoslovak Republic. . . . . 30,000,000 Austrian crowns

The above-mentioned shares shall be paid to the Legation at Vienna of the State entitled to payment or to an office in Vienna to be selected by that Legation. Within three months of the ratification of the present Convention, the Republic of Austria shall hand over to that same office the war loan bonds to be delivered, inscribed *von der Republik Österreich nicht übernommen* and shall hand over the other securities without any inscription.

The Republic of Austria shall ensure that the lists of the numbers submitted to the Reparation Commission are corrected and shall grant permission to export these securities free of charge.

2. The transfer to the office competent under Section A, No.2, of the funds allocated to each country, shall be subject to the internal regulations of the country concerned.

3. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbres et autres, qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République de Pologne ne lui réclamera plus rien en vertu des articles 275 et 215 du Traité de Saint-Germain, en tant qu'il s'agit des assurances réglées par la présente convention. L'Etat respectif est obligé d'employer les fonds reçus selon les prescriptions précédentes conformément à l'article 275, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République de Pologne :
Dr Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :
W. THAA, *m. p.*

---

3. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Polish Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 and Article 215 of the Treaty of Saint-Germain in so far as concerns the insurances dealt with in the present Convention. The country concerned shall be obliged to employ the funds received under the foregoing provisions in due conformity with Article 275, paragraph 2, of the Treaty of Saint-Germain.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date on which the instruments of ratification are exchanged at Vienna.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, in two copies, of which one shall be transmitted to each High Contracting Party.

For the Polish Republic :
Dr. Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

For the Republic of Austria :
W. THAA, *m. p.*

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES DE LA COMMUNE

Les valeurs estimatives sont celles de la chambre de la Bourse à Vienne à la

Dénomination des titres	Valeur nominale totale	Valeur estimative	aux assurances suppléantes (20,517 %)	
			val. nom.	val. estim.
4 % konv. steuerfr. einh. Rente (Mai-November) . . .	58.100	750	11.900	89.250
4 % konv. steuerfr. einh. Rente (Jänner-Juli)	118.600	810	24.300	196.830
4,2 % einh. Rente in Noten (Februar-August)	19.900	1.150	4.100	47.150
4,2 % einh. Rente in Silber	8.000	4.000	1.600	64.000
4 % österr. steuerfr. Goldrente	8.000	21.000	1.600	336.000
4 % österr. steuerfr. Kronenrente (März-September) .	255.736	800	52.500	420.000
4 % Ferdinands-Nordb-Prior.-Obl., Em. 1887, in Silber.	84.000	74.000	17.200	12.728.000
4 % Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1888.	36.000	90.000	7.200	6.480.000
4 % Franz Josef-Bahn-Prior.-Obl., Em. 1884	2.800	68.000	400	272.000
4 % Gal. Karl Ludwig-Bahn-Prior.-Obl.	20.000	23.000	4.200	966.000
3 ½ % österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., lit. A. konv. .	2.000	76.000	400	304.000
3 ½ % österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., v. J. 1903, lit. A.	600	76.000	200	152.000
4 % Wiener Verkehrs-Anlagen-Anl., Em. I und II . .	4.000	250	800	2.000
4 % Pfandbr. d. I. Mähr. Sparkasse, innerh. 55 J. verlb. (Jänner-Juli)	2.000	154.000	400	616.000
4 % Wechselbahn-Prior.-Obl., Em. 1908	390.000	300	80.000	240.000
Total	1.009.736	.	206.800	22.913.230
Il revient proportionnellement	.	.	.	.
Par conséquent	.	.	.	.
Rentes d'emprunt de guerre :				
5 ½ % III. Österr. Kriegsanleihe.	961.500	.	197.300	.
5 ½ % IV. Österr. Kriegsanleihe.	1.000.000	.	205.200	.
5 ½ % IV. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	310.000	.	63.600	.
5 ½ % V. Österr. Kriegsanleihe.	1.703.300	.	349.500	.
5 ½ % V. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½ % VI. Österr. Kriegsanleihe	1.000.000	.	205.200	.
5 ½ % VI. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½ % VII. Österr. Kriegsanleihe.	1.001.300	.	205.400	.
5 ½ % VII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½ % VIII. Österr. Kriegsanleihe.	1.000.000	.	205.200	.
5 ½ % VIII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
Total	8.976.100	.	1.841.800	.

ANNEX I

DE VIENNE, ETABLISSEMENT COMMUNAL D'ASSURANCE.

date du 30 mai 1924. — Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Il revient									
à la République d'Autriche (72.619 %)		à la République tchécoslovaque (25.813 %)		au Royaume d'Italie (0,217 %)		au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (0,687 %)		à la République de Pologne (0,664 %)	
val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
8.600	64.500	3.100	23.250	.	.	100	750	100	750
17.600	142.560	6.300	51.030	100	810	200	1.620	100	810
3.000	34.500	1.100	12.650	.	.	.	.	.	.
1.200	48.000	400	16.000	.	.	.	.	.	.
900	189.000	700	147.000	.	.	.	.	.	.
38.100	304.800	13.600	108.800	100	800	400	3.200	300	2.400
12.400	9.176.000	4.400	3.256.000	.	.	200	148.000	200	148.000
5.200	4.680.000	2.000	1.801.000	.	.	.	.	.	.
400	272.000	.	.	.	.	.	.	.	.
2.800	644.000	1.200	276.000	200	46.000	.	.	.	.
400	304.000	.	.	.	.	.	.	.	.
200	152.000	.	.	.	.	.	.	.	.
600	1.500	200	500	.	.	.	.	.	.
300	462.000	100	154.000	.	.	.	.	.	.
58.000	174.000	20.600	61.800	200	600	600	1.800	600	1.800
.	16.648.860	.	5.907.030	.	48.210	.	155.370	.	153.760
.	16.639.358	.	5.914.592	.	49.722	.	157.414	.	152.144
.	+ 9.502	.	— 7.562	.	— 1.512	.	—2.044	.	+ 1.616
143.300	.	50.900	.	400	.	1.400	.	1.300	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
46.200	.	16.400	.	200	.	400	.	400	.
253.800	.	90.200	.	800	.	2.400	.	2.300	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.200	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
1.337.500	.	475.500	.	3.800	.	12.600	.	12.400	.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES DE LA CAISSE DES RETRAITES

Les valeurs estimatives sont celles de la Chambre de la Bourse à Vienne à la

Dénomination des titres	Valeur nominale totale	Valeur estimative	aux assurances suppléantes (82.788 %)		à la République d'Autriche (73,88 %)	
			val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
4 % konv. steuerfr. Rente (Mai-November)	128.200	750	106.000	795.000	78.300	587.250
4 % öst. steuerfr. Kronenrente (März-September)	175.000	800	144.800	1.158.400	107.000	856.000
4 % d. öst. Staatsanleihe kündb. Schatzscheine	100.000	130	82.700	107.510	61.100	79.430
4 % Rudolfbahn-St.-Sch.-V.	79.600	3.600	66.000	2.376.000	48.800	1.756.800
4 % Karl Ludwig-Bahn-St.-Sch.-V.	10.000	8.000	8.400	672.000	6.400	512.000
4 % Karl Ludwig-Bahn-Pr. Obl., Em. 1890	96.600	23.000	80.000	18.400.000	59.000	13.570.000
6 % III. ung. Kriegsanleihe	50.000	.	41.400	.	30.600	.
Total	639.400	.	529.300	23.508.910	391.200	17.361.480
Il revient proportionnellement	.	.	.	.	.	17.368.383
par conséquent	.	.	.	.	.	— 6.903
Anteile der Baugenossenschaft « Wienerwald »	100.000	(100)	82.800	.	61.200	.
Rentes d'emprunt de guerre :						
5 ½ % I. Öst. Kriegsanleihe	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % III. Öst. Kriegsanleihe	1.715.000	.	1.419.800	.	1.049.000	.
5 ½ % IV. Öst. Kriegsanl. (40 j.)	825.000	.	683.000	.	504.600	.
5 ½ % V. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % V. Öst. Kriegsanl. (40 j.)	1.070.000	.	885.800	.	654.400	.
5 ½ % VI. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % VI. Öst. Kriegsanl. (40 j.)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % VII. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % VII. Öst. Kriegsanl. (40 j.)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % VIII. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	750.000	.	620.900	.	458.700	.
5 ½ % VIII. Öst. Kriegsanl. (40 j.)	750.000	.	620.900	.	458.700	.
5 ½ % I. Öst. Kriegsanleihe	500.000	.	* 500.000	.	369.400	.
Total	8.610.000	.	7.213.800	.	5.329.600	.

* En totalité appartenant à la section pour les assurances suppléantes.

ANNEXE II

POUR LES EMPLOYÉS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

date du 30 mai 1924. — Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Il revient									
à la République tchécoslovaque (14,78 %)		à la République de Pologne (0,41 %)		au Royaume d'Italie (7,14 %)		au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (3,17 %)		au Royaume de Roumanie (0,62 %)	
val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
15.700	117.750	400	3.000	7.600	57.000	3.400	25.500	600	4.500
21.400	171.200	600	4.800	10.300	82.400	4.600	36.800	900	7.200
12.200	15.860	400	520	5.900	7.670	2.600	3.380	500	650
10.000	360.000	.	.	4.800	172.800	1.200	43.200	1.000	43.200
1.200	96.000	.	.	400	32.000	400	32.000	.	.
11.800	2.714.000	400	92.000	5.800	1.334.000	2.600	598.000	400	92.000
6.100	.	200	.	2.900	.	1.300	.	300	.
78.400	3.474.810	2.000	100.320	37.700	1.685.870	16.100	738.880	3.900	147.550
.	3.474.617	.	96.387	.	1.678.536	.	745.232	.	145.755
.	+ 193	.	+ 3.933	.	+ 7.334	.	— 6.352	.	+ 1.795
12.200	.	400	.	5.900	.	2.600	.	500	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
209.800	.	5.800	.	101.400	.	45.000	.	8.800	.
100.900	.	2.800	.	48.800	.	21.700	.	4.200	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
130.900	.	3.600	.	63.300	.	28.100	.	5.500	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
91.800	.	2.500	.	44.300	.	19.700	.	3.900	.
91.800	.	2.500	.	44.300	.	19.700	.	3.900	.
73.900	.	2.100	.	35.700	.	15.800	.	3.100	.
1.066.300	.	29.500	.	514.800	.	228.600	.	45.000	.

[1] TRADUCTION.

LIST SHOWING THE DISTRIBUTION OF THE SECURITIES OF THE

The estimated values are those of the Vienna

Description of securities	Total nominal value	Estimated value	The additional insurance organisations (20.517 %)	
			nom. val.	est. val.
4 % konv. steuerfr. einh. Rente (Mai-November) . . .	58,100	750	11,900	89,250
4 % konv. steuerfr. einh. Rente (Jänner-Juli)	118,600	810	24,300	196,830
4.2 % einh. Rente in Noten (Februar-August)	19,900	1,150	4,100	47,150
4.2 % einh. Rente in Silber	8,000	4,000	1,600	64,000
4 % österr. steuerfr. Goldrente	8,000	21,000	1,600	336,000
4 % österr. steuerfr. Kronenrente (März-September) .	255,736	800	52,500	420,000
4 % Ferdinands-Nordb-Prior.-Obl., Em. 1887, in Silber.	84,000	74,000	17,200	12,728,000
4 % Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1888.	36,000	90,000	7,200	6,480,000
4 % Franz Josef-Bahn-Prior.-Obl., Em. 1884	2,800	68,000	400	272,000
4 % Gal. Karl Ludwig-Bahn-Prior.-Obl.	20,000	23,000	4,200	966,000
3 ½ % österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., lit. A. konv. .	2,000	76,000	400	304,000
3 ½ % österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., v. J. 1903, lit. A.	600	76,000	200	152,000
4 % Wiener Verkehrs-Anlagen-Anl., Em. I und II . .	4,000	250	800	2,000
4 % Pfandbr. d. I. Mähr. Sparkasse, innerh. 55 J. verlb. (Jänner-Juli)	2,009	154,000	400	616,000
4 % Wechselbahn-Prior.-Obl., Em. 1908	390,000	300	80,000	240,000
Total	1,009,736	.	206,800	22,913,230
Proportionate share	.	.	.	.
Leaving	.	.	.	.
War loan bonds :				
5 ½ % III. Österr. Kriegsanleihe.	961,500	.	197,300	.
5 ½ % IV. Österr. Kriegsanleihe.	1,000,000	.	205,200	.
5 ½ % IV. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	310,000	.	63,600	.
5 ½ % V. Österr. Kriegsanleihe.	1,703,300	.	349,500	.
5 ½ % V. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½ % VI. Österr. Kriegsanleihe	1,000,000	.	205,200	.
5 ½ % VI. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½ % VII. Österr. Kriegsanleihe.	1,001,300	.	205,400	.
5 ½ % VII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½ % VIII. Österr. Kriegsanleihe.	1,000,000	.	205,200	.
5 ½ % VIII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
Total	8,976,100	.	1,841,800	.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

ANNEX I.

COMMUNE OF VIENNA. COMMUNAL INSURANCE ORGANISATION.

Stock Exchange as at May 30, 1924. — Amounts are shown in Austrian currency.

There fall to									
the Austrian Republic (72.619 %)		the Czechoslovak Republic (25.813 %)		the Kingdom of Italy (0.217 %)		the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (0.687 %)		the Polish Republic (0.664 %)	
nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.
8,600	64,500	3,100	23,250	.	.	100	750	100	750
17,600	142,560	6,300	51,030	100	810	200	1,620	100	810
3,000	34,500	1,100	12,650	.	.	.	.	.	.
1,200	48,000	400	16,000	.	.	.	.	.	.
900	189,000	700	147,000	.	.	.	.	.	.
38,000	304,800	13,600	108,800	100	800	400	3,200	300	2,400
12,400	9,176,000	4,400	3,256,000	.	.	200	148,000	200	148,000
5,200	4,680,000	2,000	1,801,000	.	.	.	.	.	.
400	272,000	.	.	.	.	.	.	.	.
2,800	644,000	1,200	276,000	200	46,000	.	.	.	.
400	304,000	.	.	.	.	.	.	.	.
200	152,000	.	.	.	.	.	.	.	.
600	1,500	200	500	.	.	.	.	.	.
300	462,000	100	154,000	.	.	.	.	.	.
58,000	174,000	20,000	61,800	200	600	600	1,800	600	1,800
.	16,648,860	.	5,907,030	.	48,210	.	155,370	.	153,760
.	16,639,358	.	5,914,592	.	49,722	.	157,414	.	152,144
.	+ 9,502	.	— 7,562	.	— 1,512	.	—2,044	.	+ 1,616
143,300	.	50,900	.	400	.	1,400	.	1,300	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
46,200	.	16,400	.	200	.	400	.	400	.
253,800	.	90,200	.	800	.	2,400	.	2,300	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,200	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
1,337,500	.	475,500	.	3,800	.	12,600	.	12,400	.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF THE SECURITIES OF THE RETIRING PENSIONS FUND

The estimates values are those of the Vienna Stock

Description of securities	Total nominal value	Estimated value	the additional insurance (82.788 %)		the Austrian Republic (73.88 %)	
			nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.
4 % konv. steuerfr. Rente (Mai-November)	128,200	750	106,000	795,000	78,300	587,250
4 % öst. steuerfr. Kronenrente (März-September)	175,000	800	144,800	1,158,400	107,000	856,000
4 % d. öst. Staatsanleihe kündb. Schatzscheine	100,000	130	82,700	107,510	61,100	79,430
4 % Rudolfsbahn-St.-Sch.-V.	79,600	3,600	66,000	2,376,000	48,800	1,756,800
4 % Karl Ludwig-Bahn-St.-Sch.-V.	10,000	8,000	8,400	672,000	6,400	512,000
4 % Karl Ludwig-Bahn-Pr. Obl., Em. 1890	96,600	23,000	80,000	18,400,000	59,000	13,570,000
6 % III. ung. Kriegsanleihe	50,000	.	41,400	.	30,600	.
Total	639,400	.	529,300	23,508,910	391,200	17,361,480
Proportionate share	.	.	.	.	.	17,368,383
Leaving	.	.	.	.	.	— 6,903
Anteile der Baugenossenschaft " Wienerwald "	100,000	(100)	82,800	.	61,200	.
War loan bonds :						
5 ½ % I. Öst. Kriegsanleihe	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½ % III. Öst. Kriegsanleihe	1,715,000	.	1,419,800	.	1,049,000	.
5 ½ % IV. Öst. Kriegsanl. (40j.)	825,000	.	683,000	.	504,600	.
5 ½ % V. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½ % V. Öst. Kriegsanl. (40j.)	1,070,000	.	885,800	.	654,400	.
5 ½ % VI. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½ % VI. Öst. Kriegsanl. (40j.)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½ % VII. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½ % VII. Öst. Kriegsanl. (40j.)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½ % VIII. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	750,000	.	620,900	.	458,700	.
5 ½ % VIII. Öst. Kriegsanl. (40j.)	750,000	.	620,900	.	458,700	.
5 ½ % I. Öst. Kriegsanleihe	500,000	.	* 500,000	.	369,400	.
Total	8,610,000	.	7,213,800	.	5,329,600	.

* Belonging in their entirety to the additional insurance organisations.

ANNEX II.

FOR EMPLOYEES IN COMMERCE AND INDUSTRY.

Exchange as at May 30, 1924. — Amounts are shown in Austrian currency.

There fall to									
the Czechoslovak Republic (14.78 %)		the Polish Republic (0.41 %)		the Kingdom of Italy (7.14 %)		the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (3.17 %)		the Kingdom of Roumania (0.62 %)	
nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val	nom. val.	est. val.
15,700	117,750	400	3,000	7,600	57,000	3,400	25,500	600	4,500
21,400	171,200	600	4,800	10,300	82,400	4,600	36,800	900	7,200
12,200	15,860	400	520	5,900	7,670	2,600	3,380	500	650
10,000	360,000	.	.	4,800	172,800	1,200	43,200	1,000	43,200
1,200	96,000	.	.	400	32,000	400	32,000	.	.
11,800	2,714,000	400	92,000	5,800	1,334,000	2,600	598,000	400	92,000
6,100	.	200	.	2,900	.	1,300	.	300	.
78,400	3,474,810	2,000	100,320	37,700	1,685,870	16,100	738,880	3,900	147,550
.	3,474,617	.	96,387	.	1,678,536	.	745,232	.	145,755
.	+ 193	.	+ 3,933	.	+ 7,334	.	— 6,352	.	+ 1,795
12,200	.	400	.	5,900	.	2,600	.	500	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
209,800	.	5,800	.	101,400	.	45,100	.	8,800	.
100,900	.	2,800	.	48,800	.	21,700	.	4,200	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
130,900	.	3,600	.	63,300	.	28,100	.	5,500	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
91,800	.	2,500	.	44,300	.	19,700	.	3,900	.
91,800	.	2,500	.	44,300	.	19,700	.	3,900	.
73,900	.	2,100	.	35,700	.	15,800	.	3,100	.
1,066,300	.	29,500	.	514,800	.	228,600	.	45,000	.

N° 2999.

AUTRICHE, POLOGNE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant la « Caisse d'épargne des enfants d'employés et d'ouvriers permanents des chemins de fer du Nord », avec annexe. Signée à Vienne, le 30 octobre 1928.

AUSTRIA, POLAND AND CZECHOSLOVAKIA

Convention concerning the Savings Bank for the Children of Permanent Employees and Workers of the Northern Railways, with Annex. Signed at Vienna, October 30, 1928.

N° 2999. — CONVENTION[1] ENTRE L'AUTRICHE, LA POLOGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE CONCERNANT LA « CAISSE D'ÉPARGNE DES ENFANTS D'EMPLOYÉS ET D'OUVRIERS PERMANENTS DES CHEMINS DE FER DU NORD ». SIGNÉE A VIENNE, LE 30 OCTOBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 11 *juillet* 1932.

Animés du désir de conclure une convention au sujet de la « Caisse d'épargne des enfants d'employés et d'ouvriers permanents des chemins de fer du Nord » ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Zbigniew SMOLKA, docteur en droit, chef de la Section de Liquidation de la Légation de Pologne à Vienne ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral de l'Administration sociale ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Jan BRABLEC, docteur en droit, conseiller ministériel au Ministère de la Prévoyance sociale à Prague ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Paragraphe premier.

Il est entendu entre les Hautes Parties contractantes qu'aux termes de la section 4, alinéa 3, du « Règlement » de la caisse d'épargne pour enfants, les enfants au nom desquels les livrets d'épargne sont libellés, sont propriétaires par indivis des biens de ladite caisse d'épargne et que, par conséquent, une répartition de ces biens, au sens de l'article 273, ou éventuellement de l'article 275, du Traité de Saint-Germain, ne devra pas avoir lieu.

[1] Ratifications déposées à Vienne, le 26 janvier 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2999. — CONVENTION [2] BETWEEN AUSTRIA, POLAND AND CZECHOSLOVAKIA CONCERNING THE SAVINGS BANK FOR THE CHILDREN OF PERMANENT EMPLOYEES AND WORKERS OF THE NORTHERN RAILWAYS. SIGNED AT VIENNA, OCTOBER 30, 1928.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July* 11, 1932.

Being desirous of concluding a Convention concerning the Savings Bank for the Children of Permanent Employees and Workers of the Northern Railways, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Zbigniew SMOLKA, Doctor of Laws, Head of the Liquidation Section of the Polish Legation at Vienna ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Guillaume THAA, formerly Head of Section in the Federal Ministry for Social Administration ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Jan BRABLEC, Doctor of Laws, Ministerial Counsellor at the Ministry of Social Welfare at Prague ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Paragraph 1.

The High Contracting Parties are agreed that under Section 4, paragraph 3, of the Regulations of the Children's Savings Bank the children, in whose names the savings bank-books are made out, are joint owners of the property of the said Savings Bank and that in consequence this property may not be distributed for the purpose of Article 273 or Article 275 of the Treaty of Saint-Germain.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Ratifications deposited at Vienna, January 26, 1932.

Paragraphe 2.

Afin que, d'autre part, chacune des Hautes Parties contractantes soit à même de se charger de l'administration de la partie, correspondant aux apports faits par ses nationaux, des biens de la caisse d'épargne pour enfants et de passer un arrangement avec ses nationaux, il sera procédé à la répartition des biens, tels qu'ils existaient le 31 décembre 1924, et qui se composent de titres de valeur et d'argent comptant, d'après la clef de répartition ci-dessous établie d'un commun accord :

République d'Autriche	26,73 %
République polonaise	14,63 %
République tchécoslovaque	58,64 %

Paragraphe 3.

Les titres de valeur énumérés dans la liste ci-jointe qui forme une partie intégrante de la présente convention, ainsi que les coupons non encore réalisés à la date du 15 janvier 1924 seront répartis en nature d'après la clef de répartition susindiquée. Le mode de répartition ressort de ladite liste ; les titres de valeur de chaque espèce seront répartis, compte tenu de leurs coupures, suivant l'ordre arithmétique de leurs numéros, parmi les Hautes Parties contractantes selon l'énumération telle qu'elle résulte du paragraphe 2.

Les attributions supérieures et inférieures aux quotes-parts, provenant des reliquats indivisibles des titres de valeur, telles qu'elles ressortent de la liste ci-incluse et qui ont été calculés à la base des valeurs estimatives du 31 décembre 1924, seront balancées lors de la répartition de l'encaisse.

Paragraphe 4.

L'encaisse de la caisse d'épargne pour enfants s'élève, d'après l'état du 31 décembre 1924, à 2.220,87 schillings = 22.208.700 couronnes autrichiennes. La répartition de cette somme au prorata de la clef convenue au paragraphe 2 constituerait les quotes-parts suivantes :

République d'Autriche :
schillings 593,64 = 5.936.385 couronnes autrichiennes

République polonaise :
schillings 324,91 = 3.249.133 couronnes autrichiennes

République tchécoslovaque :
schillings 1.302,32 = 13.023.182 couronnes autrichiennes

Après avoir balancé, conformément au paragraphe 3, alinéa 2, les attributions en sus et en moins des titres de valeur, telles qu'elles ressortent de la liste ci-incluse, les quotes-parts de l'encaisse sont les suivantes :

Pour la République d'Autriche :
schillings 602,01 = 6.020.062 couronnes autrichiennes

Pour la République polonaise :
schillings 299,27 = 2.992.752 couronnes autrichiennes

Pour la République tchécoslovaque :
schillings 1.319,59 = 13.195.886 couronnes autrichiennes

Paragraphe 5.

La République d'Autriche pourvoira à la livraison aux Hautes Parties contractantes des titres de valeur revenant à chacune d'elles et accordera gratuitement l'autorisation de les exporter.

Paragraph 2.

Nevertheless, in order to enable each High Contracting Party to assume responsibility for the administration of that portion of the property of the Children's Savings Bank continented by its own nationals, and to come to an arrangement with its nationals, the property consisting of securities and cash as at December 31st, 1924, shall be distributed in the following proportions, which have been fixed by agreement :

Republic of Austria	26.73 %
Polish Republic	14.63 %
Czechoslovak Republic	58.64 %

Paragraph 3.

The securities enumerated in the attached list, which shall form an integral part of the present Convention, together with the coupons still unpaid on January 15, 1924, shall be distributed in kind in the above proportions. The manner of distribution is shown in the said list ; the securities of each kind shall be distributed among the High Contracting Parties in accordance with their denominations in the arithmetical order in which they are numbered in the manner indicated in paragraph 2.

Allocations above or below the above proportions resulting from indivisible remainders of securities, as shown in the attached list, calculated on the basis of the estimated values on December 31st, 1924, shall be adjusted when the cash in hand is distributed.

Paragraph 4.

The cash in hand of the Children's Savings Bank as shown in the statement of December 31st, 1924, amounts to 2,220.87 schillings = 22,208,700 Austrian crowns. The *pro rata* distribution of this sum in the proportions as agreed upon in paragraph 2 gives the following shares :

Republic of Austria :
schillings 593.64 = 5,936,385 Austrian crowns

Polish Republic :
schillings 324.91 = 3,249,133 Austrian crowns

Czechoslovak Republic :
schillings 1,302.32 = 13,023,182 Austrian crowns

The shares of the cash in hand, after adjustment of the allocations of securities above and below the proportions fixed in paragraph 3, sub-paragraph 2, as shown in the attached list, are as follows :

For the Republic of Austria :
schillings 602.01 = 6,020,062 Austrian crowns

For the Polish Republic :
schillings 299.27 = 2,992,752 Austrian crowns

For the Czechoslovak Republic :
schillings 1,319.59 = 13,195,886 Austrian crowns

Paragraph 5.

The Republic of Austria shall arrange to hand over to the High Contracting Parties the securities falling to each Party, and shall authorise their export free of charge.

Paragraphe 6.

Les créances qui existeraient encore envers la « Caisse d'épargne des enfants d'employés et d'ouvriers permanents des chemins de fer du Nord », ainsi que l'arrangement à passer avec les enfants au nom desquels les livrets d'épargne sont libellés, respectivement avec leurs successeurs de droit, seront, dans le cadre de la partie des biens qui lui est attribuée, à la charge de celle des Hautes Parties contractantes dont le créancier est ressortissant.

Paragraphe 7.

La République d'Autriche s'engage à conserver, pendant dix ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, les dossiers et pièces auxiliaires relatifs à la « Caisse d'épargne des enfants d'employés et d'ouvriers permanents des chemins de fer du Nord » et à permettre aux organes autorisés des Républiques polonaise et tchécoslovaque de les consulter et d'en prendre des copies.

Dans le délai d'un mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Gouvernement autrichien, après avoir procédé à la balance en argent comptant prévue au paragraphe 3, alinéa 2, assignera aux Légations des Républiques polonaise et tchécoslovaque à Vienne ou aux offices à Vienne désignés par elles, les titres de valeur à répartir d'après les dispositions précédentes.

Paragraphe 8.

Après que la République d'Autriche aura satisfait à la présente convention, les Républiques polonaise et tchécoslovaque ne pourront plus soulever aucune autre réclamation contre la République d'Autriche au sujet de la caisse d'épargne susmentionnée.

Paragraphe 9.

La présente convention sera ratifiée au plus tôt. Elle entrera en vigueur quatorze jours après que les instruments de ratification auront été déposés auprès du Gouvernement fédéral autrichien.

En foi de quoi les plénipotentiaires cités en tête ont signé la présente convention.

Fait à Vienne, le 30 octobre 1928, en triple expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

SMOLKA. THAA.

Dr BRABLEC

Paragraph 6.

Claims against the Savings Bank for the Children of Permanent Employees and Workers of the Northern Railways, together with the arrangement to be made with the children in whose names the savings bank-books are made out and their legal heirs, shall be settled by the High Contracting Party to whose nationality the claimant belongs in as far as the shares allocated to them permit.

Paragraph 7.

The Republic of Austria undertakes to preserve the files and accessory documents relating to the Savings Bank for the Children of the Permanent Employees and Workers of the Northern Railways for ten years after the coming into force of the present Convention and to permit the authorised organs of the Republics of Poland and Czechoslovakia to consult and copy them.

Within one month from the entry into force of the present Convention, the Austrian Government, having made the cash adjustment for which provision is made in paragraph 3, sub-paragraph 2, shall assign to the Legations of the Polish and Czechoslovak Republics at Vienna or to the Offices in Vienna specified by these Legations, the securities to be allotted to them under the preceding provisions.

Paragraph 8.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Polish and Czechoslovak Republics shall make no further claim on the Republic of Austrian in respect of the above-mentioned Savings Bank.

Paragraph 9.

The present Convention shall be ratified as soon as possible. It shall enter into force fourteen days after the instruments of ratification have been deposited with the Austrian Federal Government.

In faith whereof the above Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Vienna, October 30, 1928, in three copies, one of which shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

SMOLKA. THAA.

Dr. BRABLEC.

LISTE COMPORTANT LA RÉPARTITION DES TITRES DE VALEUR DE LA « CAISSE D'ÉPARGNE

Numéros	Valeur nominale en couronnes	Pièces	Détermination	Cours à la date du 31 décembre 1924 pour 100 couronnes valeur nominale
1	49.200	7 à 1000 fl. 176 à 100 fl.	4 % Albrechtsbahn in Silber (Eisenbahn-Staatsschuldverschreibung)	20.000
2	20.000	8 à 1000 fl. 10 à 200 fl.	5 ¼ % Franz-Josefsbahn in Silber (Eisenbahn-Staatsschuldverschreibung)	85.000
3	60.000	5 à 1000 fl. 125 à 200 fl.	4 % Pilsen-Priesen-Bahn (Eisenbahn-Staatsschuldverschreibung)	130.000
4	83.600	41 à 1000 fl. 2 à 300 fl. 2 à 100 fl.	4 % Gal. Carl Ludwigbahn in Silber (Eisenbahn-Prioritätsobligationen)	23.000
5	52.800	15 à 2000 K 57 à 400 K	4 % Lemberg-Czernowitz-Jassy Eisenbahn Ges. Em. 1894 (Eisenb. Prioritätsobligationen)	10.900
6	51.900	173 à 150 fl.	4 % Pilsen-Priesen-Bahn (Eisenbahn-Prioritätsobligationen)	130.000
7	67.000	7 à 5000 K 32 à 1000 K	4 % Böhm. Landesbank (Eisenb. Schuldsch.)	160.000
8	192.000	320 à 300 fl.	4 % Lemberg-Czernowitz-Jassy Eisenbahn Ges. Em. 1884 in Silber, steuerfrei	21.500
	576.500			

DES ENFANTS D'EMPLOYÉS ET D'OUVRIERS PERMANENTS DES CHEMINS DE FER DU NORD ».

Quote-part (valeur nominale) revenant à								
la République d'Autriche			la République de Pologne			la République tchécoslovaque		
	attribution			attribution			attribution	
	en sus	en moins		en sus	en moins		en sus	en moins
13.200		Nom. 48,84	7.200		Nom. 2,04	28.800	Nom. 50,88	
		cour. autr. 9.768,—			cour. autr. 408,—		cour. autr. 10.176,—	
5.600		Nom. 254,—	2.800	Nom. 126,—		11.600	Nom. 128,—	
		cour. autr. 215.900,—		cour. autr. 107.100,—			cour. autr. 108.800,—	
15.800	Nom. 238,—		8.800		Nom. 22,—	35.400		Nom. 216,—
	cour. autr. 309.400,—				cour. autr. 28.600,—			cour. autr. 280.800,—
22.200	Nom. 146,28		12.600		Nom. 369,32	48.800	Nom. 223,04	
	cour. autr. 33.644,40				cour. autr. 84.943,60		cour. autr. 51.299,20	
14.000	Nom. 113,44		8.000		Nom. 275,36	30.800	Nom. 161,92	
	cour. autr. 12.364,96				cour. autr. 30.014,24		cour. autr. 17.649,28	
13.800	Nom. 72,87		7.500	Nom. 92,97		30.600		Nom. 165,84
	cour. autr. 94.731,—			120.861,—	cour. autr.			cour. autr. 215.592,—
18.000		Nom. 90,90	10.000		Nom. 197,90	39.000	Nom. 288,80	
		cour. autr. 145.440,—			cour. autr. 316.640,—		cour. autr. 462.080,—	
51.300	Nom. 21,60		28.200		Nom. 110,40	112.500	Nom. 88,80	
	cour. autr. 4.644,—				cour. autr. 23.736,—		cour. autr. 19.092,—	
	454.784,36	371,108,—		227.961,—	484.341,84		669.096,48	496.392,—
	83.676,36				256.380,84		172.704,48	

[1] TRADUCTION.

LIST SHOWING THE DISTRIBUTION OF THE SECURITIES OF THE " SAVINGS BANK FOR THE

No.	Nominal value in crowns	Documents	Description	Exchange rate on December 31st, 1924, per 100 crowns nominal value
1	49,200	7 to 1000 fl. 176 to 100 fl.	4 % Albrechtsbahn in Silber (Eisenbahn-Staatsschuldverschreibung)	20,000
2	20,000	8 to 1000 fl. 10 to 200 fl.	5 ¼ % Franz-Josefsbahn in Silber (Eisenbahn-Staatsschuldverschreibung)	85,000
3	60,000	5 to 1000 fl. 125 to 200 fl.	4 % Pilsen-Priesen-Bahn (Eisenbahn-Staatsschuldverschreibung)	130,000
4	83,600	41 to 1000 fl. 2 to 300 fl. 2 to 100 fl.	4 % Gal. Carl Ludwigbahn in Silber (Eisenbahn-Prioritätsobligationen)	23,000
5	52,800	15 to 2000 K 57 to 400 K	4 % Lemberg-Czernowitz-Jassy Eisenbahn Ges. Em. 1894 (Eisenb. Prioritätsobligationen)	10,900
6	51,900	173 to 150 fl.	4 % Pilsen-Priesen-Bahn (Eisenbahn-Prioritätsobligationen)	130,000
7	67,000	7 to 5000 K 32 to 1000 K	4 % Böhm. Landesbank (Eisenb. Schuldsch.)	160,000
8	192,000	320 to 300 fl.	4 % Lemberg-Czernowitz-Jassy Eisenbahn Ges. Em. 1884 in Silber steuerfrei	21,500
	576,500			

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

CHILDREN OF PERMANENT EMPLOYEES AND WORKERS OF THE NORTHERN RAILWAYS ".

Share (nominal value) of the								
Republic of Austria			Polish Republic			Czechoslovak Republic		
	allocation			allocation			allocation	
	above	below		above	below		above	below
13,200		Nom. 48.84 Austr. cr. 9,768.—	7,200		Nom. 2.04 Austr. cr. 408.—	28,800	Nom. 50.88 Austr. cr. 10,176.—	
5,600		Nom. 254.— Austr. cr. 215,900.—	2,800	Nom. 126.— Austr. cr. 107,100.—		11,600	Nom. 128.— Austr. cr. 108,800.—	
15,800	Nom. 238.— Austr. cr. 309,400.—		8,800		Nom. 22.— Austr. cr. 28,600.—	35,400		Nom. 216.— Austr. cr. 280,800.—
22,200	Nom. 146.28 Austr. cr. 33,644.40		12,600		Nom. 369.32 Austr. cr. 84,943.60	48,800	Nom. 223.04 Austr. cr. 51,299.20	
14,000	Nom. 113.44 Austr. cr. 12,364.96		8,000		Nom. 275.36 Austr. cr. 30,014.24	30,800	Nom. 161.92 Austr. cr. 17,649.28	
13,800	Nom. 72.87 Austr. cr. 94,731.—		7,500	Nom. 92.97 Austr. cr. 120,861.—		30,600		Nom. 165.84 Austr. cr. 215,592.—
18,000		Nom. 90.90 Austr. cr. 145,440.—	10,000		Nom. 197.90 Austr. cr. 316,640.—	39,000	Nom. 288.80 Austr. cr. 462,080.—	
51,300	Nom. 21.60 Austr. cr. 4,644.—		28,200		Nom. 110.40 Austr. cr. 23,736.—	112,500	Nom. 88.80 Austr. cr. 19,092.—	
	454,784.36 83,676.36	371,108.—		227,961.—	484.341.84 256.380.84		669,096.48 172,704.48	496,392.—

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3000.

FRANCE ET POLOGNE

Convention sanitaire vétérinaire, avec annexes, signée à Paris, le 24 avril 1929, échange de notes relatif au modèle de certificat sanitaire annexé à la convention, Paris, les 16 et 28 janvier 1930, et échange de notes modifiant les dispositions de la convention relatives à son entrée en vigueur, Paris, le 2 juin 1931.

FRANCE AND POLAND

Sanitary and Veterinary Convention, with Annexes, signed at Paris, April 24, 1929, Exchange of Notes concerning the Form of Sanitary Certificate annexed to the Convention, Paris, January 16 and 28, 1930, and Exchange of Notes modifying the Provisions of the Convention relating to its Coming into Force, Paris, June 2, 1931.

N° 3000. — CONVENTION[1] SANITAIRE VÉTÉRINAIRE ENTRE LA FRANCE ET LA POLOGNE. SIGNÉE A PARIS, LE 24 AVRIL 1929.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 12 *juillet* 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ayant reconnu la nécessité de conclure une Convention sanitaire vétérinaire, destinée à faciliter, entre les deux pays, dans toute la mesure du possible, et tout en assurant la sauvegarde de leurs intérêts vitaux, le trafic réciproque des animaux et de leurs produits frais, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Alfred CHŁAPOWSKI, ambassadeur de Pologne à Paris ;
M. FISCHOEDER, directeur au ministère de l'Agriculture ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. LESAGE, directeur de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture ; et
M. LECLAINCHE, inspecteur général des écoles vétérinaires, chef des Services vétérinaires ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

L'importation, du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, des animaux et de leurs produits frais, ainsi que des matières ou objets susceptibles de transmettre une maladie contagieuse, pourra être limitée à certains points de la frontière.

Les Parties contractantes se communiqueront, avant la mise en vigueur de la présente Convention, la liste des bureaux de douane ouverts à l'importation des animaux et de leurs produits frais. Elles s'engagent à y organiser le service de manière à donner satisfaction aux nécessités commerciales. Elles se communiqueront également, au fur et à mesure, les modifications apportées à ladite liste.

Article 2.

Les animaux visés à l'article premier comprennent les sujets des espèces chevaline, asine et leurs croisements, bovine, ovine, caprine, porcine, ainsi que les volailles, écrevisses, poissons et abeilles.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 6 mai 1932.
Entrée en vigueur le 14 mai 1932 par suite d'un accord intervenu entre les deux gouvernements.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3000. — SANITARY AND VETERINARY CONVENTION [2] BETWEEN FRANCE AND POLAND. SIGNED AT PARIS, APRIL 24, 1929.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July* 12, 1932.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, having realised the necessity of concluding a sanitary and veterinary convention for facilitating, as far as possible, the reciprocal trade in animals and fresh animal products between the two countries, while safeguarding their vital interests, have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Alfred CHŁAPOWSKI, Polish Ambassador in Paris, and
M. FISCHOEDER, Director in the Ministry of Agriculture ; and

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. LESAGE, Director of Agriculture in the Ministry of Agriculture, and
M. LECLAINCHE, Inspector-General of Veterinary Schools, Head of the Veterinary Services ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The importation from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other Party of animals and fresh animal products, together with materials or articles liable to transmit a contagious disease, may be restricted to certain points of the frontier.

Before the present Convention is put into force, the Contracting Parties shall communicate to each other a list of the Customs offices open for the importation of animals and fresh animal products. They undertake to organise the service at these offices in such a manner as to satisfy commercial requirements. They shall also communicate to each other any changes in the said list as and when they are made.

Article 2.

The animals referred to in Article 1 shall include horses, asses, and crossbreeds thereof, horned cattle, sheep, goats and pigs, together with poultry, crayfish, fish and bees.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Paris, May 6, 1932.
Came into force on May 14, 1932, in consequence of an agreement between the two Governments.

Article 3.

L'importation des animaux visés à l'article 2 ci-dessus et de leurs produits frais ne fera l'objet d'aucune autorisation spéciale.

L'importation des animaux vivants des autres espèces domestiques ou sauvages devra faire l'objet d'une autorisation spéciale du pays d'importation.

Article 4.

Les animaux importés seront soumis, par un vétérinaire de l'Etat ou agréé par l'Etat, à une visite sanitaire vétérinaire dans les conditions fixées par le pays de destination.

Les animaux seront accompagnés d'un certificat d'origine et de santé indiquant le lieu d'origine et le lieu de destination des animaux.

Le certificat, dont le modèle est joint à la présente convention, annexe 1, doit contenir l'attestation, délivrée par un vétérinaire de l'Etat ou agréé par l'Etat, que les animaux ont été trouvés sains et exempts de toute maladie contagieuse au moment de la visite, et qu'il n'existait, depuis 40 jours au moins, ni dans la commune d'origine, ni dans les communes voisines dans un rayon de 40 kilomètres, non plus que dans les localités parcourues jusqu'au lieu d'embarquement par voie ferrée ou par bateau, aucun cas de péripneumonie contagieuse, de fièvre aphteuse, de clavelée, de peste de porc et de peste aviaire. Ces restrictions sont limitées, pour chaque maladie, aux espèces réceptives.

La constatation de cas sporadiques de charbon bactéridien, de charbon emphysémateux ou symptomatique, de morve, de rouget du porc et de septicémie hémorragique des ruminants et du porc, non plus que des gales, n'empêchera pas la délivrance du certificat, sauf pour les animaux des étables ou des zones placées sous le contrôle vétérinaire d'après les règlements sanitaires vétérinaires du pays d'exportation. Dès que ces maladies prendront un caractère épizootique ou seulement enzootique, le certificat ne sera plus délivré que dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

Pour les solipèdes et les bovins, les signalements seront individuels et permettront d'identifier sûrement chaque animal. Les certificats collectifs ne pourront comprendre que des animaux de même espèce, appartenant à une seule personne et destinés à une même localité ; ils devront contenir des indications suffisantes pour empêcher toute substitution d'animaux.

Les certificats ne devront pas être délivrés plus de trois jours avant la mise en route non compris le jour de la délivrance. Les transports devront être effectués sans interruption. En cas de rupture de charge pour cause de force majeure, de nouveaux certificats devront être délivrés par un vétérinaire de l'Etat ou agréé par l'Etat du pays d'origine ou du pays de transit.

Les animaux d'un convoi doivent être présentés en totalité à la visite sanitaire vétérinaire du pays d'importation, même en cas de mort survenue en cours de transport. Exception sera faite en cas de mort accidentelle constatée par les autorités vétérinaires du pays du transit et attestée par elles sur le certificat d'origine et de santé.

La durée du voyage est établie d'après la lettre de voiture ou les papiers de bord.

Article 5.

La viande et les préparations de viandes importées sont soumises au contrôle vétérinaire et aux prescriptions en vigueur dans le pays d'importation.

Les viandes et préparations de viandes doivent être accompagnées d'un certificat d'origine et de salubrité conforme au modèle joint à la présente convention, annexe II, attestant qu'elles proviennent exclusivement d'animaux soumis, avant et après l'abatage, à la visite d'un vétérinaire de l'Etat ou agréé par l'Etat, qui aura déclaré ces viandes saines, propres à la consommation humaine

Article 3.

The importation of the animals referred to in Article 2 above and fresh products thereof shall not be subject to any special authorisation.

The importation of live animals of other domestic or wild kinds shall be subject to a special authorisation by the importing country.

Article 4.

The animals imported shall be subjected to a sanitary and veterinary inspection by a Government veterinary official or a veterinary official approved by the State, under the conditions laid down by the country of destination.

The animals shall be accompanied by a certificate of origin and health, stating the place of origin and destination of the animals.

The certificate, a model of which is attached to the present Convention, Annex I, must contain a statement by a Government veterinary official or a veterinary official approved by the State that the animals have been found to be healthy and free from any contagious disease at the time of the inspection and that there has been no case of contagious pleuropneumonia, foot-and-mouth disease, sheep-pox, swine fever or fowl plague for at least forty days, either in the commune of origin or in neighbouring communes within a radius of forty kilometres, or in the places traversed up to the point of embarkation by rail or by boat. These restrictions shall be limited for each disease to the species liable to such diseases.

The fact that sporadic cases of bacterial anthrax, emphysematous or symptomatic anthrax, glanders, swine erysipelas, haemorrhagic septicaemia fo ruminants and swine, or of mange, have been reported shall not preclude the issue of the certificate except for animals from stalls or areas placed under veterinary supervision in accordance with the sanitary and veterinary regulations of the country of exportation. If these diseases assume an epizootic or merely an enzootic character, the certificate shall not be issued except under the conditions laid down in the preceding paragraph.

Solipeds and horned cattle shall be described individually in such a way as to enable each animal to be identified with certainty. Collective certificates may only include animals of the same kind belonging to one person and intended for the same place ; they shall contain sufficient information to prevent any substitution of animals.

The certificates must not be issued more than three days before the beginning of the journey, excluding the date of issue. The transport must be effected without interruption. In case the load is broken for reasons of *force majeure*, new certificates must be issued by a Government veterinary official or a veterinary official approved by the State of the country of origin or the country of transit.

Animals belonging to a consignment must all be presented for sanitary and veterinary inspection by the country of importation, including animals that died during transport. An exception shall be made in the case of accidental death, confirmed by the veterinary authorities of the country of transit and certified by them on the certificate of origin and health.

The duration of the journey shall be established by the waybill or ship's papers.

Article 5.

Imported meat and meat preparations shall be subjected to veterinary supervision and to the provisions in force in the importing country.

Meat and meat preparations must be accompanied by a certificate of origin and wholesomeness in accordance with the model attached to the present Convention, Annex II, stating that they are derived exclusively from animals subjected before and after slaughter to inspection by a Government veterinary official or a veterinary official approved by the State, who has declared the meat to

sans condition, préparées et manipulées suivant toutes les règles de l'hygiène. Pour les viandes de porc ou préparations de viandes de porc en provenance de la Pologne, le certificat mentionnera qu'un examen trichinoscopique a été pratiqué avec un résultat négatif.

Les viandes seront marquées, par le vétérinaire de l'Etat ou agréé par l'Etat ou sous son contrôle immédiat, avec une estampille reproduite sur le certificat accompagnant l'envoi. Chaque certificat devra s'appliquer à des viandes d'une même espèce animale et d'une même origine appartenant au même propriétaire et expédiées à un même destinataire.

Les excisions, le grattage des séreuses, ainsi que l'enlèvement partiel ou total des ganglions normalement adhérents entraînent, en tous les cas, le refoulement ou, à défaut, la saisie des viandes qui seront détruites ou utilisées sans conditions.

Les Parties contractantes se communiqueront mutuellement la liste des substances (antiseptique, colorante ou autre) dont l'emploi est prohibé sur leur territoire pour la fabrication ou la conservation des viandes et des préparations de viandes.

Article 6.

Les produits animaux frais pourront être soumis au contrôle vétérinaire ; ils seront accompagnés d'un certificat dont le modèle est joint à la présente convention, annexe 3, délivré par un vétérinaire de l'Etat ou agréé par l'Etat, permettant leur identification et attestant qu'ils proviennent d'animaux indemnes de maladie pouvant être communiquée à l'homme ou aux animaux par lesdits produits.

Le certificat ne sera pas exigé pour les produits qui ont subi un traitement considéré par le pays de destination comme offrant une garantie suffisante au point de vue de prophylaxie (dessiccation, salaison, traitement arsenical ou autre, lavage antiseptique, étuvage, désinfection).

Article 7.

Les transports en transit d'animaux et de produits animaux frais et des objets susceptibles de transmettre une maladie contagieuse, en provenance du territoire de l'une des Parties contractantes par le territoire de l'autre, seront soumis aux mêmes prescriptions que les transports destinés à l'importation. Les transports devront être accompagnés d'une autorisation d'importation sans condition du pays de destination ou du pays de transit à la sortie, à moins que lesdits pays n'aient pris l'engagement permanent de ne refouler, en aucun cas, les animaux, produits animaux ou objets susceptibles de transmettre une maladie contagieuse.

Les wagons en transit seront plombés par la douane du bureau d'importation et tout débarquement ou transbordement sera interdit en principe. En cas de nécessité ou après autorisation spéciale, le débarquement ou le transbordement pourront être effectués sous le contrôle d'un vétérinaire de l'Etat ou agréé par l'Etat.

Les wagons employés au transit des animaux ou des produits d'animaux frais devront être parfaitement étanches.

Les mêmes règles sont applicables au transit des animaux, des produits animaux ou des objets susceptibles de transmettre une maladie contagieuse, en provenance d'un autre pays avec lequel l'une des Parties contractantes a conclu une convention vétérinaire et destinés à l'un des pays contractants.

Article 8.

Lorsqu'une maladie contagieuse est constatée à la frontière, les animaux atteints et les contaminés seront refoulés ou, si le refoulement est impossible, placés sous le contrôle du service

be healthy, unconditionally fit for human consumption, and prepared and handled according to all the rules of hygiene. For pork or pork preparations coming from Poland the certificate shall state that the meat has been examined for trichinae with a negative result.

The meat shall be marked by the Government veterinary official or the veterinary official approved by the State, or under the immediate supervision of such official, with a stamp reproduced on the certificate accompanying the consignment. Each certificate shall apply to meat of the same animal species and the same origin belonging to the same owner and despatched to one and the same consignee.

Excisions, scraping of the serous glands or the partial or total removal of ganglia which are normally adherent, shall in all cases involve rejection or, failing that, the seizure of the meat, which shall be unconditionally destroyed or utilised.

The Contracting Parties shall communicate to each other a list of the substances (antiseptics, colouring matter, etc.) the use of which is prohibited in their territory for the manufacture or preservation of meat and meat preparations.

Article 6.

Fresh animal products may be subjected to veterinary supervision ; they shall be accompanied by a certificate a model of which is attached to the present Convention, Annex 3, issued by a Government veterinary official or a veterinary official approved by the State, permitting their identification and certifying that they are derived from animals free from diseases which may be communicated to human beings or to animals by the said products.

The certificate shall not be required for products which have undergone a form of treatment considered by the country of destination as affording adequate safeguards from the prophylactic standpoint (drying, salting, arsenical or other treatment, antiseptic washing, stoving disinfection).

Article 7.

Consignments in transit of animals and fresh animal products and of articles likely to transmit a contagious disease from the territory of one of the Contracting Parties through the territory of the other shall be subjected to the same provisions as consignments intended for importation. The consignments shall be accompanied, on leaving, by an unconditional import permit from the country of destination or the country of transit unless the said countries have entered into a permanent undertaking in no case to reject animals, animal products or articles liable to transmit a contagious disease.

Wagons in transit shall be sealed by the Customs office on importation and, in principle, no unloading or transhipment shall be allowed. In case of need or under a special authorisation, unloading or transhipment may take place under the supervision of a Government veterinary official or a veterinary official approved by the State.

Wagons used for the transit of animals or fresh animal products must be perfectly tight.

The same rules are applicable to the transit of animals, animal products or articles liable to transmit a contagious disease coming from another country with which either Contracting Party has concluded a veterinary convention, and intended for one of the contracting countries.

Article 8.

When the existence of a contagious disease has been established at the frontier, the affected and contamined animals shall be rejected or, if rejection is impossible, shall be placed under the

sanitaire vétérinaire du pays d'importation. Ce service a tous pouvoirs pour exiger aux frais de l'importateur, soit l'envoi de tous les animaux du convoi dans un abattoir désigné à cet effet, soit telles mesures qui paraîtront convenables. En tous les cas et à tous moments le propriétaire pourra demander l'abatage de tout ou partie des animaux placés sous le contrôle sanitaire vétérinaire.

L'autorité centrale vétérinaire donne avis de la constatation de la maladie contagieuse à l'autorité correspondante du pays d'origine.

Les mêmes règles seront appliquées en cas de suspicion légitime d'une maladie contagieuse jusqu'à ce qu'un diagnostic ait pu être porté.

Article 9.

Si la peste bovine éclate sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre partie a le droit de prohiber l'importation des ruminants, des porcs et des produits animaux, ainsi que tous objets pouvant servir de véhicule à la contagion.

Article 10.

Lorsqu'une maladie a été importée du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie ou lorsqu'une maladie se montre gravement envahissante sur le territoire de l'une des Parties, l'autre partie aura le droit de restreindre ou de prohiber, pendant la durée du danger de contagion, l'importation des animaux réceptifs ainsi que celle des produits animaux ou objets pouvant servir de véhicule à la contagion.

Ces restrictions ne peuvent s'appliquer en ce qui concerne les importations d'animaux, de leurs produits et des objets susceptibles de transmettre une maladie contagieuse, dans le cas de charbon bactéridien, charbon emphysémateux ou symptomatique, septicémies hémorragiques du bétail, rage, exanthème coïtal des solipèdes ou des bovidés, gale des solipèdes et des ovins, rouget du porc, choléra aviaire et tuberculose.

Article 11.

Les autorités centrales vétérinaires des deux Parties contractantes publieront tous les quinze jours, des bulletins sanitaires indiquant la statistique des maladies contagieuses et elles les échangeront dans le plus bref délai.

Article 12.

Les autorités centrales vétérinaires se communiqueront par la voie télégraphique, l'apparition et la disparition sur leur territoire de la peste bovine et de la péripneumonie contagieuse des bovidés ainsi que la dourine des solipèdes.

Article 13.

Les wagons ou bateaux dans lesquels ont été transportés des animaux, ainsi que le matériel utilisé pour le chargement, et le déchargement devront être désinfectés après chaque transport conformément aux prescriptions en vigueur dans le pays de destination et sous le contrôle du service vétérinaire.

supervision of the sanitary and veterinary service of the importing country. This service has full powers to require, at the cost of the importer, that all the animals of the consignment shall be sent to a slaughter house provided for the purpose or that any measures may be taken which may appear necessary. In all cases and at all times the owner may ask that some or all of the animals placed under sanitary and veterinary supervision be slaughtered.

The central veterinary authority shall advise the corresponding authority of the country of origin of any contagious disease which has been reported.

Where there is reasonable ground to suspect the presence of a contagious disease the same rules shall be applied until it has been possible to make a diagnosis.

Article 9.

In the event of an outbreak of cattle plague in the territory of one of the Contracting Parties, the other Party shall be entitled to prohibit the importation of ruminants, swine and animal products, together with any articles likely to carry infection.

Article 10.

When a disease has been imported from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other Party, or when a disease is found to be seriously spreading in the territory of one of the Parties, the other Party shall be entitled, so long as the danger of contagion exists, to restrict or prohibit the importation of animals liable to be affected by the disease and animal products or articles capable of carrying infection.

These restrictions may not be applied to imports of animals, animal products and articles liable to transmit a contagious disease, in the case of bacterial anthrax, emphysematous or symptomatic anthrax, haemorrhagic septicaemia of cattle, rabies, vesicular exanthema of solipeds or horned cattle, mange of horses or sheep scab, swine erysipelas, chicken cholera and tuberculosis.

Article 11.

The central veterinary authorities of the two Contracting Parties shall publish fortnightly health bulletins containing statistics of contagious diseases, and they shall communicate the bulletins to each other as rapidly as possible.

Article 12.

The central veterinary authorities shall inform each other by telegraph of the appearance and disappearance in their territory of cattle plague and contagious bovine pleuro-pneumonia, and also dourine of solipeds.

Article 13.

The wagons or vessels in which animals have been transported, together with the material used for loading and unloading, shall be disinfected after each transport in accordance with the provisions in force in the country of destination and under the supervision of the veterinary service.

Article 14.

La présente Convention est conclue pour un an. Elle sera ratifiée et entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications qui aura lieu à Paris.

Si elle n'est pas dénoncée quatre mois avant d'arriver à expiration, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction, chaque partie se réservant alors le droit de la dénoncer à tout moment pour lui faire prendre fin quatre mois après.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 24 avril 1929.

(—) Alfred CHŁAPOWSKI.
(—) Dr FISCHOEDER.
(—) M. LESAGE.
(—) LECLAINCHE.

ANNEXE I

CERTIFICAT SANITAIRE POUR LES ANIMAUX EXPORTÉS[1]

Le soussigné .....
(nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat ou agréé par l'Etat)

certifie avoir visité le .....
(date de la visite en toutes lettres)

l'animal / les animaux } dont le signalement suit :

et les avoir reconnus sains et exempts de toute maladie contagieuse.

Certifie, en outre, qu'il n'existait depuis quarante jours ni dans la commune d'origine, ni dans les communes voisines dans un rayon de quarante kilomètres, non plus que dans les localités parcourues jusqu'au lieu d'embarquement
par voie ferrée / par bateau } aucun cas de péripneumonie contagieuse, de fièvre aphteuse, de clavelée, de peste du porc ou de peste aviaire.

Fait à .....
(la date en lettres)

Signature du vétérinaire avec mention de sa qualité :

.....

Timbre
ou cachet officiel.

[1] Le présent certificat sera établi en français et en polonais dans un texte juxtalinéaire.

Article 14.

The present Convention shall be concluded for one year. It shall be ratified and shall come into force three months after the exchange of ratifications, which shall take place in Paris.

If it is not denounced four months before its expiration, it shall be prolonged by tacit agreement, each Party reserving the right to denounce it at any time at four months' notice.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in Paris, in duplicate, April 24, 1929.

(—) Alfred CHŁAPOWSKI.
(—) Dr. FISCHOEDER.
(—) M. LESAGE.
(—) LECLAINCHE.

ANNEX I.

SANITARY CERTIFICATE FOR EXPORTED ANIMALS[1].

The undersigned .....
(name and title of the Government veterinary official or the veterinary official approved by the State)

hereby certifies that on .....
(date of the inspection in words)

he inspected the animal(s) the description of which follows :
and found them healthy and free from any contagious disease.

He also certifies that there have been no cases of contagious pleuropneumonia, foot-and-mouth disease, sheep-pox, swine fever or fowl plague in the last forty days either in the commune of origin or in neighbouring communes within a radius of forty kilometres, or in the places traversed to the point of shipment

by boat } .....
by rail }

Done at .....
(date in words)

Signature and rank of the veterinary official :

.....

Stamp
or official seal.

[1] The present certificate shall be drawn up in French and Polish in two columns, the texts corresponding line for line.

CERTIFICAT
A DÉLIVRER EN CAS D'INTERRUPTION DE TRANSPORT [1]

Le vétérinaire soussigné .....
(nom et qualité)

certifie avoir visité { les animaux / l'animal } visés dans le présent certificat et les avoir trouvés sains et exempts à ..... de toute maladie contagieuse.

Certifie qu'ils n'ont pas été exposés, pendant leur séjour à ..... à une contagion par l'une des maladies visées au présent certificat.

Fait à .....

Le vétérinaire .....
(titre et qualité).

Timbre
ou cachet officiel.

[1] Le présent certificat sera établi en français et en polonais dans un texte juxtalinéaire.

ANNEXE II

MODÈLE DE CERTIFICAT [1]

Le soussigné .....
(nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat de provenance)

certifie que les produits d'origine animale dont la désignation suit :

(poids)
(nature des marchandises)

portant les marques ci-après :

expédiés de .....
(localité d'expédition)

par .....
(nom et adresse de l'expéditeur)

et destinés à .....
(nom et adresse du destinataire)

transportés par .....
(mode de transport, nom du navire, s'il y a lieu)

proviennent en totalité d'animaux soumis à l'inspection vétérinaire et reconnus sains avant et après l'abatage, qu'ils ne contiennent aucune substance antiseptique et qu'ils ont été préparés et expédiés suivant les exigences de l'hygiène alimentaire.

Fait à .....; le .....

Signature,

Cachet officiel.

[1] Le présent certificat sera établi en français et en polonais dans un texte juxtalinéaire.

CERTIFICATE
TO BE ISSUED IF THE TRANSPORT IS INTERRUPTED [1].

The undersigned veterinary official .....
(name and rank)
hereby certifies that he has inspected at ..... the animal(s) referred to in the present certificate and has found them healthy and free from any contagious disease.

He certifies that during their stay at ..... they have not been exposed to contagion by any of the diseases referred to in the present certificate.

Done at .....

Signature and rank of the veterinary official :
.....

Stamp
or official seal.

[1] The present certificate shall be drawn up in French and Polish in two columns, the texts corresponding line for line.

ANNEX II.

MODEL CERTIFICATE [1].

The undersigned .....
(name and title of the veterinary official of the country of origin)
hereby certifies that the animal products described below :
(weight)
(kind of goods)
bearing the following marks :
sent from .....
(place of despatch)
by .....
(name and address of sender)
to .....
(name and address of consignee)
transported by .....
(method of transport, name of vessel, if any)
are derived entirely from animals which have been subjected to veterinary inspection and found healthy before and after slaughter, that they do not contain any antiseptic substance and have been prepared and despatched in accordance with the requirements of food hygiene.

Done at ..... on. .....

Signature,

Official Seal. .....

[1] The present certificate shall be drawn up in French and Polish in two columns, the texts corresponding line for line.

ANNEXE III

MODÈLE DE CERTIFICAT [1]

Le soussigné .....
(nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat de provenance)

certifie que les produits d'origine animale dont la désignation suit :

(poids)
(nature des marchandises)

portant les marques ci-après :

expédiés de .....
(localité d'expédition)

par .....
(nom et adresse de l'expéditeur)

et destinés à .....
(nom et adresse du destinataire)

transportés par .....
(mode de transport, nom du navire, s'il y a lieu)

proviennent en totalité d'animaux soumis à l'inspection vétérinaire et reconnus indemnes de maladies pouvant être communiquées à l'homme ou aux animaux par lesdits produits.

Fait à ....., le .....

Signature.

Cachet officiel.

[1] Le présent certificat sera établi en français et en polonais dans un texte juxtalinéaire.

ECHANGE DE NOTES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
10/PA.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, *le* 16 *janvier* 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que des erreurs s'étant glissées dans le texte du modèle de certificat sanitaire figurant à l'annexe I de la Convention sanitaire vétérinaire, signée entre la Pologne et la France le 24 avril 1929, le Ministère français de l'Agriculture a exprimé le désir que soit substitué

ANNEX III.

MODEL CERTIFICATE [1].

The undersigned .....
(name and title of the veterinary official of the country of origin)

hereby certifies that the animal products described below :
(weight)
(kind of goods)

bearing the following marks :
sent from .....
(place of despatch)

by .....
(name and address of sender)

to .....
(name and address of consignee)

transported by .....
(method of transport, name of vessel, if any)

are entirely derived from animals which have been subjected to veterinary inspection and have been found free from diseases which may be communicated to huma n beings or animals by the said products.

Done at..... on .....

Signature,

.....

Official seal.

[1] The present certificate shall be drawn up in French and Polish in two columns, the texts corresponding line for line.

EXCHANGE OF NOTES.

FRENCH REPUBLIC
10/PA.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

DIRECTORATE OF POLITICAL AND
COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, *January* 16, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, some errors having crept into the text of the model sanitary certificate appearing in Annex I of the Sanitary and Veterinary Convention signed on April 24, 1929, between Poland and France, the French Ministry of Agriculture has expressed

à ce certificat le modèle ci-inclus. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement polonais accepte cette modification et s'il est également d'accord pour que l'entente ainsi intervenue fasse partie de la Convention vétérinaire et soit ratifiée en même temps qu'elle.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation :

L'Ambassadeur de France
Secrétaire général :
(—) BERTHELOT.

Son Excellence
Monsieur Chłapowski,
Ambassadeur de Pologne
à Paris.

AMBASSADE DE POLOGNE.
Nr. 239/V.R.H.

PARIS, *le* 28 *janvier* 1930.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous avez bien voulu m'adresser, par votre lettre du 16 janvier 1930, la communication suivante :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que des erreurs s'étant glissées dans le texte du modèle de certificat sanitaire figurant à l'annexe I de la Convention sanitaire vétérinaire, signée entre la Pologne et la France le 24 avril 1929, le Ministère français d'Agriculture a exprimé le désir que soit substitué à ce certificat le modèle ci-inclus.

» Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement polonais accepte cette modification et s'il est également d'accord pour que l'entente ainsi intervenue fasse partie de la Convention vétérinaire et soit ratifiée en même temps qu'elle. »

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement polonais accepte cette modification.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(—) A. CHŁAPOWSKI.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
à Paris.

the desire that this certificate should be replaced by the enclosed model. I should be obliged if you would be so good as to inform me whether the Polish Government accepts this amendment and whether it also agrees that the understanding thus arrived at should form part of the Veterinary Convention and be ratified at the same time.

I have the honour, etc.

For and on behalf of the Minister for Foreign Affairs :

(—) BERTHELOT.

French Ambassador.

Secretary-General.

His Excellency
Monsieur Chłapowski,
Polish Ambassador in Paris.

POLISH EMBASSY.
No. 239/V. R. H.

PARIS, *January* 28, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

You were good enough to make the following communication in your letter of January 16, 1930 :

> " I have the honour to inform you that, some errors having crept into the text of the model sanitary certificate appearing in Annex I of the Sanitary and Veterinary Convention signed on April 24, 1929, between Poland and France, the French Ministry of Agriculture has expressed the desire that this certificate should be replaced by the enclosed model.
>
> I should be obliged if you would be so good as to inform me whether the Polish Government accepts this amendment and whether it also agrees that the understanding thus arrived at should form part of the Veterinary Convention and be ratified at the same time. "

I have the honour to inform Your Excellency that the Polish Government accepts the amendment.

I have the honour, etc.

(—) A. CHŁAPOWSKI.

His Excellency
Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

CERTIFICAT SANITAIRE POUR LES ANIMAUX EXPORTÉS[1]

Le soussigné .....
(nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat ou agréé par l'Etat)

certifie avoir visité .....

le .....
(date de la visite en toutes lettres)

à .....
(lieu de la visite)

l'animal / les animaux } dont le signalement suit : :

1. Espèce .....
2. Sexe .....
3. Robe .....
4. Signes particuliers .....

Renseignements :

1. Nom et prénoms de l'expéditeur.
2. Domicile de l'expéditeur.
3. Lieu d'origine de l'animal.
4. Nom et prénoms du destinataire.
5. Domicile du destinataire.
6. Lieu de destination avec indication de la gare de déchargement

et les avoir reconnus sains et exempts de toute maladie contagieuse.

Certifie, en outre, qu'il n'existait, depuis quarante jours, ni dans la commune d'origine, ni dans les communes voisines, dans un rayon de quarante kilomètres, non plus que dans les localités parcourues jusqu'au lieu d'embarquement } par voie ferrée / par bateau } aucun cas de péripneumonie contagieuse, de fièvre aphteuse, de clavelée, de peste du porc ou de peste aviaire.

Fait à .....
(la date en lettres)

Signature du vétérinaire avec mention de sa qualité.

Timbre ou cachets officiel.

---

[1] Le présent certificat sera établi en français et en polonais, dans un texte juxtalinéaire.

ÉCHANGE DE NOTES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
1/CC.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, *le 2 juin* 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

A la suite des échanges de vues qui ont eu lieu entre les Départements français et polonais intéressés, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence au nom de mon gouvernement, que le

SANITARY CERTIFICATE FOR EXPORTED ANIMALS[1].

The undersigned .....
(name and title of the Government veterinary official or the veterinary official approved by the State) hereby certifies that on .....
(date of the inspection in words)

at .....
(place of the inspection)

he inspected the animal(s) the description of which is as follows :

	Particulars :
1. Kind	1. Full name of the sender.
2. Sex	2. Address of the sender.
3. Colour of coat	3. Place of origin of the animal.
4. Special characteristics	4. Full name of the consignee.
	5. Address of the consignee.
	6. Place of destination together with the name of the unloading station.

and found them healthy and free from any contagious disease.

He also certifies that there have been no cases of contagious pleuropneumonia, foot-and-mounth disease, sheep-pox, swine fever or fowl plague in the last forty days either in the commune or origin or in neighbouring communes within a radius of forty kilometres, or in the places traversed to the point of shipment { by rail. / by boat.

Done at .....
(date in words)

Signature and rank of the veterinary official :

.....

Stamp
or official seal.

[1] The present certificate shall be drawn up in French and Polish in two columns, the texts corresponding line for line.

EXCHANGE OF NOTES.

FRENCH REPUBLIC
I/CC.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

DIRECTORATE OF POLITICAL AND
COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, *June* 2, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with the exchange of views which has taken place between the French and Polish Departments concerned, I have the honour to propose to Your Excellency on behalf of

paragraphe premier de l'article 14 de la Convention vétérinaire franco-polonaise du 24 avril 1929 soit rédigé ainsi qu'il suit :

« La présente convention est conclue pour un an. Elle sera ratifiée et les deux gouvernements s'entendront ultérieurement pour fixer d'un commun accord la date de sa mise en vigueur. »

Le texte de la présente lettre et de la réponse sera annexé à celui de la convention.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères et par délégation :

L'Ambassadeur de France,
Secrétaire général :
(—) BERTHELOT.

Son Excellence
Monsieur Chłapowski,
Ambassadeur de Pologne,
à Paris.

AMBASSADE DE POLOGNE.
N° 819/31/P.

PARIS, *le 2 juin* 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous avez bien voulu, en date de ce jour, m'adresser la lettre suivante :

« A la suite des échanges de vues qui ont eu lieu entre les Départements français et polonais intéressés, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, au nom de mon Gouvernement, que le paragraphe premier de l'article 14 de la Convention vétérinaire franco-polonaise, du 24 avril 1929, soit rédigé ainsi qu'il suit :

« La présente convention est conclue pour un an. Elle sera ratifiée et les deux gouvernements s'entendront ultérieurement pour fixer d'un commun accord la date de sa mise en vigueur.

« Le texte de la présente lettre et de la réponse sera annexé à celui de la convention. »

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon gouvernement accepte ces propositions.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(—) A. CHŁAPOWSKI.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
à Paris.

---

my Government that the first paragraph of Article 14 of the Franco-Polish Veterinary Convention of April 24, 1929, should be worded as follows :

> " The present Convention shall be concluded for one year. It shall be ratified and the two Governments shall agree subsequently as to the date of its coming into force."

The text of the present letter together with the reply will be annexed to the text of the Convention.

I have the honour, etc.

For and on behalf of the Minister for Foreign Affairs :

(—) BERTHELOT.
French Ambassador.
Secretary-General.

His Excellency
Monsieur Chłapowski,
Polish Ambassador,
Paris.

POLISH EMBASSY.
No. 819/31/P.

PARIS, *June* 2, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

You have been good enough to send me the following letter of to-day's date.

> " In accordance with the exchange of views which has taken place between the French and Polish Departments concerned, I have the honour to propose to Your Excellency on behalf of my Government that the first paragraph of Article 14 of the Franco-Polish Veterinary Convention of April 24, 1929, should be worded as follows :
>
> > " The present Convention shall be concluded for one year. It shall be ratified and the two Governments shall agree subsequently as to the date of its coming into force."
> >
> > " The text of the present letter together with the reply will be annexed to the text of the Convention. "

I have the honour to inform Your Excellency that my Government accepts these proposals.

I have the honour, etc.

(—) A. CHŁAPOWSKI.

His Excellency
Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

No. 3000

ANNEXE XXXII

ANNEX XXXII

ANNEXE XXXII

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ADHÉSIONS POSTÉRIEUREMENT DÉPOSÉES, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

N° 170. — PROTOCOLE [1] DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

RATIFICATION

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ... 4 février 1933.

DISPOSITION FACULTATIVE
RATIFICATION

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ... 4 février 1933.

SIGNATURE

Au nom du Gouvernement allemand, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2 du Statut de la Cour, pour une durée de cinq années à compter du 1er mars 1933. Cette déclaratiou s'applique à tous les différends qui se seraient élevés après le 29 février 1928, date de la ratification de la déclaration faite en l'espèce à Genève le 23 septembre 1927, ou qui s'élève-

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; et vol. CXXVI, page 430, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ANNEX XXXII.

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCESSIONS SUBSEQUENTLY DEPOSITED, PROLONGATIONS, DENUNCIATIONS, ETC.

No. 170. — PROTOCOL [1] OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

RATIFICATION.

DOMINICAN REPUBLIC... February 4, 1933.

OPTIONAL CLAUSE.
RATIFICATION.

DOMINICAN REPUBLIC... February 4, 1933.

SIGNATURE. [2]

On behalf of the German Government, I recognise as compulsory ipso facto and without special agreement, in relation to any Member or State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for a period of five years, from March 1st, 1933. The present declaration applies to any disputes which might have arisen after the 29th February 1928, date of the ratification of the declaration made on this subject at Geneva on the 23rd September 1927, or to disputes

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; and Vol. CXXVI, page 430, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

raient à l'avenir, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification. Sont exceptés les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. La présente déclaration entrera en vigueur dès le jour de sa ratification.

GENÈVE, *le* 9 *février* 1933.

VON KELLER.

arising in future with regard to situations or facts subsequent to the said ratification. Cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of pacific settlement are excepted. The present declaration shall enter into force on the date of its ratification.

GENEVA, *February* 9, 1933.

VON KELLER.

N° 174. — DÉCLARATION [1] PORTANT RECONNAISSANCE DU DROIT AU PAVILLON DES ÉTATS DÉPOURVUS DE LITTORAL MARITIME. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

ADHÉSION

VILLE LIBRE DE DANTZIG (Par l'intermédiaire de la Pologne ... ... 10 janvier 1933.

No. 174. — DECLARATION [1] RECOGNISING THE RIGHT TO A FLAG OF STATES HAVING NO SEA COAST. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

ACCESSION.

FREE CITY OF DANZIG (Through the intermediary of Poland) ... ... January 10, 1933.

N° 1250. — ARRANGEMENT [2] ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE RELATIF A L'OCTROI DE FACILITÉS DANS LE PETIT TRAFIC FRONTALIER. SIGNÉ A DANTZIG, LE 30 DÉCEMBRE 1924.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT L'ARRANGEMENT CI-DESSUS JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1933. VARSOVIE, LE 31 OCTOBRE 1932.

Communiqué par le chargé d'affaires a. i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations, le* 16 *novembre* 1932.

No. 1250. — AGREEMENT [2] BETWEEN GERMANY AND POLAND CONCERNING THE GRANTING OF FACILITIES IN MINOR FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT DANZIG, DECEMBER 30, 1924.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE AGREEMENT UNTIL DECEMBER 31, 1933. WARSAW, OCTOBER 31, 1932.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations, November* 16, 1932.

---

[1] Vol. VII, page 73 ; vol. XI, page 410 ; vol. XV, page 308 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 158 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. LIX, page 345 ; vol. LXIX, page 72 ; vol. LXXXVIII, page 283 ; vol. XCII, page 363 ; vol, XCVI, page 183 ; et vol. CXVII, page 48, de ce recueil.

[2] Vol. LII, page 51 ; et vol. CXVII, page 67, de ce recueil.

[1] Vol. VII, page 73 ; Vol. XI, page 411 ; Vol. XV, page 309 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 159 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. LIX, page 345 ; Vol. LXIX, page 72 ; Vol. LXXXVIII, page 283 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 183 ; and Vol. CXVII, page 48, of this Series.

[2] Vol. LII, page 51 ; and Vol. CXVII, page 67, of this Series.

I.

J. N° 586/32.

VARSOVIE, *le* 31 *octobre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Le Gouvernement du Reich allemand consent à ce que la durée de la convention conclue entre le Reich allemand et la République de Pologne le 30 décembre 1924 à Dantzig, concernant les facilités accordées au trafic local, soit prolongée pour la durée d'un an, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1933, à moins que la nouvelle convention destinée à la remplacer, n'entre en vigueur avant cette date.

Dans ce cas, la Convention du 30 décembre 1924 aura cessé ses effets simultanément avec l'entrée en vigueur de cette nouvelle convention.

En tout cas, chacune des deux Hautes Parties contractantes aura le droit, conformément aux dispositions de l'article 31 de la Convention du 30 décembre 1924, de la dénoncer avant le 31 décembre 1933 avec un préavis de trois mois pour la fin de chaque trimestre.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(—) MOLTKE.

Pour copie certifiée conforme :
Varsovie, le 29 novembre 1932.

Dr. Juljan Makowski,
Chef de la Section des Traités.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

J. No. 586/32.

WARSAW, *October* 31, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government, to bring the following to your notice :

The Government of the German Reich agrees that the duration of the Convention concluded between the German Reich and the Republic of Poland on December 30, 1924, at Danzig concerning facilities granted to local traffic shall be extended for one year that is to say until December 31, 1933, unless the new Convention intended to replace it comes into force before that date.

In that event, the Convention of December 30, 1924, shall cease to be operative upon the coming into force of the new Convention.

In any case, either of the two High Contracting Parties shall have the right, in accordance with the provisions of Article 31 of the Convention of December 30, 1924, to denounce it before December 31, 1933, at three months' notice to expire at the end of any quarter.

I have the honour to be, etc.

(—) MOLTKE.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

P. V. 3335/c/1/9.

VARSOVIE, *le* 31 *octobre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note J. N° 586/32 en date du 31 octobre 1932, dans laquelle, d'ordre de votre gouvernement, vous déclarez que :

« Le Gouvernement du Reich allemand consent à ce que la durée de la Convention conclue entre le Reich allemand et la République de Pologne le 30 décembre 1924 à Dantzig, concernant les facilités accordées au trafic local, soit prolongée pour la durée d'un an, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1933, à moins que la nouvelle convention destinée à la remplacer, n'entre en vigueur avant cette date.

Dans ce cas la Convention du 30 décembre 1924 aura cessé ses effets simultanément avec l'entrée en vigueur de cette nouvelle Convention.

En tout cas, chacune des deux Hautes Parties contractantes aura le droit, conformément aux dispositions de l'article 31 de la Convention du 30 décembre 1924, de la dénoncer avant le 31 décembre 1933 avec un préavis de trois mois pour la fin de chaque trimestre. »

En même temps, je tiens à porter à votre connaissance que le Gouvernement polonais déclare accepter par la présente, la prolongation de la convention en question aux conditions susmentionnées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) August ZALESKI.

Pour copie certifiée conforme:
Varsovie, le 29 novembre 1932.

Dr Juljan Makowski,
Chef de la Section des Traités.

II.

P. V. 3335/c/1/9.

WARSAW, *October* 31, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your note J. No. 586/32 dated October 31, 1932, in which you state as follows on behalf of your Government :

" The Government of the German Reich agrees that the duration of the Convention concluded between the German Reich and the Republic of Poland on December 30, 1924, at Danzig, concerning facilities granted to local traffic shall be extended for one year that is to say until December 31, 1933, unless the new Convention intended to replace it comes into force before that date.

In that event, the Convention of December 30, 1924, shall cease to be operative upon the coming into force of the new Convention.

In any case, either of the two High Contracting Parties shall have the right, in accordance with the provisions of Article 31 of the Convention of December 30, 1924, to denounce it before Decembre 31, 1933, at three months' notice, to expire at the end of any quarter."

Further, I would inform you that the Polish Government hereby agrees to the extension of the Convention in question on the abovementioned conditions.

I have the honour to be, etc.

(—) August ZALESKI.

N° 1414. — CONVENTION [1] RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

ADHÉSION

HONGRIE ... ... 17 février 1933.

La Hongrie avait notifié son adhésion à la convention sous réserve d'une déclaration touchant l'article 5, le 16 avril 1927 (Vol. LX, page 254, de ce recueil). Cette réserve a été retirée par une communication du Gouvernement hongrois en date du 17 février 1933 et l'adhésion doit être considérée comme sans condition et définitive à partir de cette date.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION [1]. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25, 1926.

ACCESSION.

HUNGARY ... ... February 17, 1933.

On April 16, 1927, Hungary notified its accession to the Convention subject to a declaration regarding Article 5, (Vol. LX, page 254, of this Series.) This reservation was withdrawn by a communication from the Hungarian Government dated February 17, 1933, and the accession should be considered as unconditional and definitive as from that date.

N° 1512. — AGREEMENT [2] BETWEEN GREAT BRITAIN AND MASCAT RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1927, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 19, 1891. SIGNED AT MASCAT, FEBRUARY 11, 1927.

AGREEMENT RESPECTING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 11, 1933, OF THE ABOVE TREATY OF MARCH 19, 1891. MUSCAT, FEBRUARY 11, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 1er février 1933.

[1] Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; vol. C, page 221 ; vol. CIV, page 511 ; et vol. CVII, page 491, de ce recueil.

[2] Vol. V, page 59 ; vol. VIII, page 261 ; vol. X, page 459 ; vol. XVII, page 163 ; vol. XXV, page 387 ; vol. XXXV, page 233 ; vol. LVII, page 13 ; vol. LXIV, page 397 ; vol. LXXXIII, page 440 ; vol. XCVI, page 194 ; vol. C, page 224 ; et vol. CVII, page 499, de ce recueil.

N° 1512. — ACCORD [2] ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE PROROGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1927, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 19 MARS 1891. SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1927.

ACCORD RELATIF A LA PROLONGATION JUSQU'AU 11 FÉVRIER 1933 DU TRAITÉ DU 19 MARS 1891 SUSMENTIONNÉ. MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, February 1, 1933.

[1] Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; Vol. C, page 221 ; Vol. CIV, page 511 ; and Vol. CVII, page 491, of this Series.

[2] Vol. V, page 59 ; Vol. VIII, page 261 ; Vol. X, page 459 ; Vol. XVII, page 163 ; Vol. XXV, page 387 ; Vol. XXXV, page 233 ; Vol. LVII, page 13 ; Vol. LXIV, page 397 ; Vol. LXXXIII, page 440 ; Vol. XCVI, page 194 ; Vol. C, page 224 ; and Vol. CVII, page 499, of this Series.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

لائحة

نحن الممضون ادناه اتفقنا على ما ياتي :- ان المعاهدة الوداديه والتجاريه وفيما
تختص باسفار السفن البحريه الكائنة بين بريطانيا العظمى ومسقط الممضاة في
يوم ثامن من شعبان سنة ١٣٠٨ هـ مطابق ١٩ مارچ سنة ١٨٩١ ء مستطول بهذا التحرير
ولو قد جرت في الماضي من المخاطبات كلها او بعضها بين المرحوم سمو السيد فيصل بن
تركي والدولة الفخيمة البريطانيه في امر اعلام لتجديد تلك المعاهدة فانها
لا تزال معمولة عليها لمدة سنة واحدة من اليوم احدى عشر فبروري سنة ١٩٣٢ الموافق
٢ شوال سنة ١٣٥٠ الا اذا صارت معاهدة مناسبه باتفاق حضرة سعادة سلطان مسقط
وعمان والدولة الفخيمة البريطانيه لتكون بدلاً عن تلك المعاهدة القديمه
المذكوره ويكون ايضاً من المفهوم ان يتسنى لمملكة كنادا واتحادية جنوب افريقا
(من جهة ناتال وترنسوال ومملكة ارينج الحره) ومملكة ايرلنده الحره ان تنفصلا
عن المعاهدة المذكوره في اي وقت ما غب اعلان من مندوب جلالة الملك
بمسقط وكذلك من المفهوم ان حكومة استراليا الحره قد انفصلت عن الدخول

في المعاهدة المذكوره بموجب الاعلان المعطى من قبل مندوب جلالة الملك
بمسقط في كتابه عدد ٦ المورخ ٣ ديسمبر سنة ١٩٢٣ء
فتصديقاً لذلك نحن يعني انا سعيد بن تيمور سلطان مسقط وعمان
بيدي وانا قبطان آرجي آلبن وكيل مفوض في هذا الخصوص من طرف
الدولة الفخيمة البريطانيه قد امضينا هذا التحرير وثمانية نسخات
واختمناها بخواتمنا -
جرى في مسقط يوم ١١ فبروري سنة ١٩٣٢ء بطابق ٣ شوال سنة ١٣٥٠

Rg. ALBAN, Captain,
Political Agent, Muscat.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows : — That the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Great Britain and Muscat, signed on the eighth

NOTE

Les soussignés sont convenus de ce qui suit :
Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et Mascate, signé le huitième jour de Shaban 1308 de l'hé-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

day of Shaban 1308-H. corresponding to the 19th March 1891, will be prolonged by this writing, notwithstanding all, or any, correspondence between His late Highness Saiyid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that Treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February 1932, corresponding to the 3rd Shawal 1350-H. unless a suitable Treaty, by agreement between His Highness the Sultan of Muscat and Oman and the Glorious British Government be substituted for that ancient Treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada, the Union of South Africa (in respect of Natal, the Transvaal and the Orange Free State) and the Irish Free State to withdraw from the aforesaid Treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's Representative at Muscat.

It is also understood that the Commonwealth of Australia have withdrawn from participation in the aforesaid Treaty as per notice given by His Majesty's Representative at Muscat in his letter No. 6, dated 3rd December 1923.

In confirmation thereof, we that is, I, Said bin Taimur, Sultan of Muscat and Oman, with my own hand, and I, Captain Rg. Alban, duly authorised agent for that purpose on behalf of the Glorious British Government, have signed this writing and thirteen copies and have affixed our seals thereto.

Done at Muscat this eleventh day of February 1932, corresponding to the 3rd Shawal 1350-H.

SAID BIN TAIMUR BIN FAISAL.

Rg. ALBAN, Captain,
Political Agent, Muscat.

gire, correspondant au 19 mars 1891, sera prorogé par la présente note, nonobstant toute correspondance échangée, le cas échéant, entre feu Sa Hautesse Saiyid Faisal bin Turki et le Gouvernement britannique en matière de revision dudit traité. Il restera en vigueur, pendant une période d'un an à partir du 11 février 1932, correspondant au troisième jour de Shawal 1350 de l'hégire, à moins qu'un traité en bonne et due forme, conclu d'un commun accord entre Sa Hautesse le Sultan de Mascate et Oman et le Gouvernement britannique, ne soit substitué à l'ancien traité susmentionné. Il est également entendu qu'il sera loisible au Dominion du Canada, à l'Union Sud-Africaine (pour le Natal, le Transvaal et l'Etat Libre d'Orange) et à l'Etat Libre d'Irlande de cesser d'être parties audit traité, en tout temps, moyennant préavis donné à cet effet par le représentant de Sa Majesté à Mascate.

Il est également entendu que le Commonwealth d'Australie a cessé d'être partie audit traité conformément à l'avis donné par le représentant de Sa Majesté à Mascate dans sa lettre N° 6, en date du 3 décembre 1923.

En foi de quoi, les soussignés Said bin Taimur, Sultan de Mascate et Oman et le capitaine Rg. Alban, agent dûment autorisé à cet effet au nom du Gouvernement britannique, ont signé la présente note ainsi que treize copies de ce document et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Mascate, le 11 février 1932 correspondant au troisième jour de Shawal 1350 de l'hégire.

SAID BIN TAIMUR BIN FAISAL.

Capitaine Rg. ALBAN,
Agence politique, Mascate.

N° 1593. — CONVENTION [1] D'ARBITRAGE ENTRE LA FRANCE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉE A PARIS, LE 11 NOVEMBRE 1927.

En vertu d'une clause contenue dans une déclaration entre les Gouvernements français et yougoslave signée à Paris le 28 octobre 1932, cette convention demeurera en vigueur pour une période de cinq ans à dater du 2 décembre 1932, en conséquence du renouvellement pour une telle période du Traité d'entente amicale signé à Paris le 11 novembre 1927.

La déclaration susmentionnée, qui a été communiquée par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française et par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations, a été enregistrée le 30 décembre 1932 sous le N° 3117 et sera publiée ultérieurement dans ce recueil.

No. 1593. — ARBITRATION [1] CONVENTION BETWEEN FRANCE AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 11, 1927.

In virtue of a provision contained in a Declaration between the French and Yugoslav Governments signed at Paris, October 28, 1932, the above-mentioned Convention shall remain in force for a period of five years from December 2, 1932, in consequence of the prorogation for a similar period of the Treaty of Friendly Understanding signed at Paris on November 11, 1927.

The above-mentioned Declaration was communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic and by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. It was registered on December 30, 1932, under No. 3117, and will be published later in this Series.

N° 1743. — CONVENTION [2] D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883, POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. REVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, TERRITOIRE DE PAPOUA, TERRITOIRE SOUS MANDAT DE LA NOUVELLE-GUINÉE, effectives à partir du 12 février 1933.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, le 17 janvier 1933.

[1] Vol. LXVIII, page 381, de ce recueil.

[2] Vol. LXXIV, page 289 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 366 ; vol. XCII, page 403 ; vol. C, page 246 ; vol. CIV, page 512 ; vol. CVII, page 506 ; et vol. CXVII, page 185, de ce recueil.

No. 1743. — UNION CONVENTION [2] OF PARIS, MARCH 20, 1883, FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY. REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, TERRITORY OF PAPUA, MANDATED TERRITORY OF NEW GUINEA, effective as from February 12, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, January 17, 1933.

[1] Vol. LXVIII, page 381, of this Series.

[2] Vol. LXXIV, page 289 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 366 ; Vol. XCII, page 403 ; Vol. C, page 246 ; Vol. CIV, page 512 ; Vol. CVII, page 506 ; and Vol. CXVII, page 185, of this Series.

TCHÉCOSLOVAQUIE, effective à partir du 3 mars 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 9 février 1933.

N° 1744. — ARRANGEMENT [1] DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES. REVISÉ A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS

NOUVELLE-ZÉLANDE (effective à partir du 10 janvier 1933).

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 20 décembre 1932.

TCHÉCOSLOVAQUIE, effective à partir du 3 mars 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 9 février 1933.

N° 1745. — ARRANGEMENT [2] DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE. REVISÉ A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSION

TCHÉCOSLOVAQUIE, effective à partir du 3 mars 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 9 février 1933.

[1] Vol. LXXIV, page 319 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; vol. XCII, page 403 ; vol. C, page 247 ; vol. CIV, page 513 ; et vol. CVII, page 507, de ce recueil.

[2] Vol. LXXIV, page 327 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; vol. XCII, page 404 ; vol. C, page 247 ; vol. CVII, page 508 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

CZECHOSLOVAKIA, effective as from March 3, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, February 9, 1933.

No. 1744. — AGREEMENT [1] OF MADRID OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS. REVISED AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

NEW ZEALAND (effective as from January 10, 1933).

Communicated by the Swiss Federal Council, December 20, 1932.

CZECHOSLOVAKIA, effective as from March 3, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, February 9, 1933.

No. 1745. — AGREEMENT [2] CONCLUDED AT MADRID, APRIL 14, 1891, CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF COMMERCIAL AND INDUSTRIAL TRADE MARKS. REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSION.

CZECHOSLOVAKIA, effective as from March 3, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, February 9, 1933.

[1] Vol. LXXIV, page 319 ; Vol. LXXXVIII, page 367 ; Vol. XCII, page 403 ; Vol. C, page 247 ; Vol, CIV, page 513 ; and Vol. CVII, page 507, of this Series.

[2] Vol. LXXIV, page 327 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 367 ; Vol. XCII, page 404 ; Vol. C, page 247 ; vol. CVII, page 509, and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

N° 1950. — CONVENTION [1] DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 20 FÉVRIER 1928.

Communiquée par le délégué permanent de la Bolivie auprès de la Société des Nations, le 2 février 1933.

N° 2015. — CONVENTION [2] POSTALE ENTRE LA COLONIE DU CONGO BELGE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. SIGNÉE A LUXEMBOURG, LE 18 MAI 1928.

AVENANT [3] A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ LE 31 DÉCEMBRE 1930.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique le 23 *janvier* 1933.

Les deux Gouvernements belge et luxembourgeois considérant que la mise en vigueur dans les relations postales entre la Belgique et sa colonie, des tarifs nouveaux établis par l'arrêté royal du 18 novembre 1930, nécessite une modification des dispositions contenues à l'article premier de la Convention postale du 18 mai 1928, entre le Congo belge et le Grand-Duché de Luxembourg, sont d'accord pour modifier comme suit le tarif prévu audit article :

Lettres :

Jusqu'à 20 grammes	Fr. 1,25
Par 20 gr. ou fraction de 20 gr. en plus	Fr. 0,75

[1] Vol. LXXXVI, page 111 ; et vol. CXXII, page 356, de ce recueil.

[2] Vol. LXXXIX, page 207, de ce recueil.

[3] Entré en vigueur le 1er janvier 1931.

[4] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1950. — CONVENTION [1] ON PRIVATE INTERNATIONAL LAW. SIGNED AT HABANA, FEBRUARY 20, 1928.

Communicated by the Permanent Delegate of Bolivia accredited to the League of Nations, February 2, 1933.

N° 2015. — POSTAL CONVENTION [2] BETWEEN THE COLONY OF THE BELGIAN CONGO AND THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBURG. SIGNED AT LUXEMBURG, MAY 18, 1928.

ADDITIONAL AGREEMENT [3] TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED ON DECEMBER 31, 1930.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, January 23, 1933.

[4] TRADUCTION. — TRANSLATION.

The Belgian and Luxemburg Governments, considering that the putting into force, in the postal relations between Belgium and her Colony, of the new rates fixed by the Royal Decree of November 18, 1930, necessitates a modification of the provisions contained in Article 1 of the Postal Convention of May 18, 1928, between the Belgian Congo and the Grand Duchy of Luxemburg, agree to modify as follows the rates provided for in the said Article :

Letters :

Up to 20 grammes.	Fr. 1.25
Every additional 20 grammes or fraction thereof	Fr. 0.75

[1] Vol. LXXXVI, page 111 ; and Vol. CXXII, page 356, of this Series.

[2] Vol. LXXXIX, page 207, of this Series.

[3] Came into force January 1st, 1931.

[4] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Papiers d'affaires :

Taxe normale prévue de part et d'autre pour le service international, mais avec minimum de . . . . . Fr. 1,25

Les nouvelles taxes indiquées ci-dessus entreront en vigueur dans les relations postales entre le Congo belge et le Grand-Duché de Luxembourg, à la date du 1er janvier 1931.

Fait en double exemplaire, le 31 décembre 1930.

Le Ministre des Affaires étrangères :
(s) HYMANS.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement :
(s) BECH.

Business papers :

Ordinary charge made by each party for international correspondence, but with a minimum of . . . . . Fr. 1.25

The new charges indicated above shall come into force in the postal relations between the Belgian Colony and the Grand Duchy of Luxemburg on January 1st, 1931.

Done in duplicate, on December 31, 1930.

(s) HYMANS,
Minister for Foreign Affairs.

(s) BECH,
Minister of State and President of the Government.

N° 2044. — CONVENTION[1] BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, SIGNED AT LONDON, MARCH 20, 1928.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE GERMAN GOVERNMENT RESPECTING THE EXTENSION TO THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA (INCLUDING THE TERRITORIES OF PAPUA AND NORFOLK ISLAND AND THE MANDATED TERRITORIES OF NEW GUINEA AND NAURU) OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BERLIN, DECEMBER 3 AND 18, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 1er février 1933.

[1] Vol. XC, page 287 ; vol. XCII, page 413 vol. C, page 252 ; vol. CIV, page 523 ; vol. CVII page 525 ; et vol. CXXII, page 356, de ce recueil

N° 2044. — CONVENTION[1] ENTRE SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE, ETC., ET LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE, SIGNÉE A LONDRES, LE 20 MARS 1928.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND RELATIF A L'APPLICATION AU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE (Y COMPRIS LES TERRITOIRES DE PAPOUA ET DE L'ILE DE NORFOLK ET LES TERRITOIRES SOUS MANDAT DE LA NOUVELLE GUINÉE ET DE NAURU) DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BERLIN, les 3 et 18 DÉCEMBRE 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, February 1st, 1933.

[1] Vol. XC, page 287 ; Vol. XCII, page 413 ; Vol. C, page 252 ; Vol. CIV, page 523 ; Vol. CVII, page 525 ; and Vol. CXXII, page 356, of this Series.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 361. (59/19/32).

BERLIN, *3rd, December* 1932.

YOUR EXCELLENCY,

At the instance of His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 18 of the Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, which was signed at London on March 20th, 1928, the accession of His Majesty to that Convention in respect of the Commonwealth of Australia including the territories of Papua and Norfolk Island, and the Mandated Territories of New Guinea and Nauru.

2. The attached list indicates in the case of each territory the authority to whom judicial and extra-judicial documents and Letters of Request are to be transmitted. The language in which communications and translations are to be made will in each case be English.

3. In accordance with Article 18 *(a)* of the Convention, the accession now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 3rd of January next.

4. In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Horace RUMBOLD.

His Excellency
Freiherr von Neurath,
Minister for Foreign Affairs.

LIST.

New South Wales	The Prothonotary, Supreme Court, Sydney.
Victoria	The Prothonotary, Law Courts, Melbourne.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 361. (59/19/32)..

BERLIN, *le* 3 *décembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, à la demande du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 18 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale signée à Londres le 20 mars 1928, que Sa Majesté a accédé à cette convention pour le Commonwealth d'Australie, y compris les territoires de Papouasie et de l'île Norfolk, ainsi que les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

2. La liste ci-jointe indique, pour chaque territoire, l'autorité à laquelle les actes judiciaires et extrajudiciaires ainsi que les commissions rogatoires devront être adressés. La langue à employer dans chaque cas pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 18 *(a)* de la convention, l'extension susvisée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 3 janvier prochain.

4. Je vous serais très obligé de vouloir bien accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

Horace RUMBOLD.

Son Excellence
le Baron von Neurath,
Ministre des Affaires étrangères.

LISTE

Nouvelle Galles du Sud	The Prothonotary, Supreme Court, Sydney.
Victoria	The Prothonotary, Law Courts, Melbourne.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Queensland	The Registrar, Supreme Court, Brisbane.	Queensland	The Registrar, Supreme Court, Brisbane.
South Australia	The Master of Supreme Court, Adelaide.	Australie du Sud	The Master of Supreme Court, Adélaïde.
Western Australia	The Master of the Supreme Court, Perth.	Australie occidentale	The Master of the Supreme Court, Perth.
Tasmania	The Registrar, Supreme Court, Hobart.	Tasmanie	The Registrar, Supreme Court, Hobart.
The Northern Territory	The Judge of the Supreme Court of the Northern Territory, Port Darwin.	Territoire du Nord	The Judge of the Supreme Court of the Northern Territory, Port Darwin.
The Territory of the Seat of Government	The Clerk of Petty Sessions, Canberra.	Territoire du siège du Gouvernement	The Clerk of Petty Sessions, Canberra.
Papua	The Registrar of the Central Court, Port Moresby.	Papouasie	The Registrar of the Central Court, Port Moresby.
Norfolk Island	The Registrar Magistrate Court of Norfolk Island.	Ile Norfolk	The Registrar Magistrate Court of Norfolk Island.
New Guinea	The Supreme Court, Central Court, Rabaul.	Nouvelle-Guinée	The Supreme Court, Central Court, Rabaul.
Nauru	The Administrator.	Nauru	The Administrator.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

V 15054.

BERLIN, *den* 18. *Dezember* 1932.

HERR BOTSCHAFTER !

Den Empfang Ihres Schreibens vom 3. Dezember 1932 — Nr. 361/59/19/32 — beehre ich mich zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung hat davon Vermerk genommen, dass die Königliche Regierung im Australischen Bund den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 3. Januar 1933 auf den Australischen Bund, einschliesslich der Territorien Papua und Norfolk-Insel, und auf die vom Australischen Bund verwalteten Mandatsgebiete Neu-Guinea und Nauru ausgedehnt zu sehen. Sie nimmt ferner Vermerk von der Anlage Ihres Schreibens vom 3. Dezember 1932, worin die Behörden angegeben sind, an die gerichtliche und aussergerichtliche Schriftstücke sowie Rechtshilfeersuchen zu übermitteln sind. Die Deutsche Regierung hat auch davon Kenntnis genommen, dass Mitteilungen und Übersetzungen in allen Fällen in englischer Sprache abzufassen sein werden.

Gemäss Artikel 18*a* des Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 treten seine Bestimmungen in Ansehung des Australischen Bundes, einschliesslich der Territorien Papua und Norfolk-Insel, und der vom Australischen Bund verwalteten Mandatsgebiete Neu-Guinea und Nauru mit dem 3. Januar 1933 in Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

BÜLOW.

An Seine Exzellenz
den Königlich Britischen Botschafter,
Sir Horace Rumbold.

[1] TRADUCTION

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

V. 15054.

BERLIN, *le* 18 *décembre* 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 361/59/19/32 du 3 décembre 1932.

Le Gouvernement allemand a pris acte de ce que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie désire que la Convention germano-britannique du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale soit étendue, à partir du 3 janvier 1933, au Commonwealth australien, y compris les territoires de Papouasie et de l'île Norfolk, ainsi qu'aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru, administrés par le Commonwealth australien. Le Gouvernement allemand a également pris connaissance de l'annexe jointe à votre note du 3 décembre 1932 et indiquant les autorités auxquelles devront être adressés les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires. Le Gouvernement allemand a pris acte, en outre, de ce que, dans chaque cas, les communications et les traductions devront être rédigées en anglais.

Conformément à l'article 18 *a)* de la Convention du 20 mars 1928 relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, les dispositions de cette convention deviendront applicables au Commonwealth australien, y compris les territoires de Papouasie et de l'île Norfolk, ainsi qu'aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru, administrés par le Commonwealth australien, à partir du 3 janvier 1933.

Je saisis cette occasion, etc.

BÜLOW.

Son Excellence
Sir Horace Rumbold,
Ambassadeur de Grande-Bretagne.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

V. 15054.

BERLIN, *December* 18, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication No. 361/59/19/32 of December 3, 1932.

The German Government has noted that His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia desires that the Germano-British Convention of March 20, 1928, regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters shall be extended, as from January 3, 1933, to the Commonwealth of Australia including the territories of Papua and Norfolk Island, and to the Mandated Territories of New Guinea and Nauru administered by the Commonwealth of Australia. It also notes the Annex to your communication of December 3, 1932, indicating the authorities to whom judicial and extrajudicial documents and letters of request are to be transmitted. The German Government has also noted that in each case communications and translations are to be made in English.

In accordance with Article 18 *(a)* of the Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of March 20, 1928, the provisions of that Convention will come into force on January 3, 1933, in respect of the Commonwealth of Australia including the territories of Papua and Norfolk Island, and the Mandated Territories of New Guinea and Nauru administered by the Commonwealth of Australia.

I have the honour, etc..

BÜLOW.

To His Excellency
Sir Horace Rumbold,
British Ambassador.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 2045. — TREATY [1] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN HIS MAJESTY IN RESPECT OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA. SIGNED AT PANAMA, SEPTEMBER 25, 1928.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE APPLICATION TO PALESTINE (INCLUDING TRANSJORDAN) OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. PANAMA, SEPTEMBER 2/19, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 14 décembre 1932.

I.

BRITISH LEGATION.

PANAMA, *September 2nd*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom desire that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the Republic of Panama and the United Kingdom, signed at Panama on the 25th September, 1928, shall apply to Palestine (including Transjordan).

In accordance with the terms of Article 10 of that Treaty I hereby give notice to that effect, and I shall be grateful if Your Excellency

[1] Vol. XC, page 311 ; et vol. CXVII, page 301, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N° 2045. — TRAITÉ [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE SA MAJESTÉ AU NOM DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA. SIGNÉ A PANAMA, LE 25 SEPTEMBRE 1928.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA PALESTINE (Y COMPRIS LA TRANSJORDANIE) DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. PANAMA LES 2/19 SEPTEMBRE 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 14, 1932.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

PANAMA, *le 2 septembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire que les dispositions du Traité de commerce et de navigation entre la République du Panama et le Royaume-Uni, signé à Panama le 25 septembre 1928, soient applicables à la Palestine (y compris la Transjordanie).

Conformément aux termes de l'article 10 de ce traité, j'ai l'honneur de vous en donner notification par la présente et je vous serais

[1] Vol. XC, page 311 ; and Vol. CXVII, page 301, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

will acknowledge the receipt of this notification in due course.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY.
His Britannic Majesty's Minister.

His Excellency
Señor don Enrique Geenzier,
Secretary of State for Foreign Affairs,
Panama.

obligé de bien vouloir accuser réception de ladite notification en temps voulu.

Je saisis, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté britannique.

Son Excellence,
M. Enrique Geenzier,
Secrétaire d'Etat
pour les Affaires étrangères,
Panama.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARÍA
DE RELACIONES EXTERIORES.
DEPARTAMENTO DIPLOMÁTICO.
D. D. Nº 1848.

PANAMA, *septiembre* 19 *de* 1932.

SEÑOR MINISTRO,

Tengo la honra de avisar recibo a Vuestra Excelencia de su atenta nota de fecha 2 de los corrientes, por medio de la cual se ha dignado informarme que el Gobierno de Su Majestad Británica desea que las estipulaciones del Tratado de Comercio y Navegación celebrado entre el Reino Unido y la República de Panamá, el 25 de septiembre de 1928, se apliquen a la Palestina, incluyendo la Transjordania.

Al manifestar a Vuestra Excelencia que mi Gobierno no tiene ninguna objeción que hacer a los deseos del Gobierno de Su Majestad Británica, aprovecho la oportunidad para reiterarle las seguridades de mi más elevada consideración.

Enrique GEENZIER,
Secretario de Relaciones Exteriores.

A Su Excelencia Josiah Crosby,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Su Majested Británica,
Ciudad.

[1] TRADUCTION.

SECRÉTARIAT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DÉPARTEMENT DIPLOMATIQUE.
D. D. N° 1848.

PANAMA, *le* 19 *septembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date du 2 courant par laquelle vous avez bien voulu m'informer que le Gouvernement de Sa Majesté britannique désire que les dispositions du Traité de commerce et de navigation conclu le 25 septembre 1928 entre le Royaume-Uni et la République du Panama, s'appliquent à la Palestine, y compris la Transjordanie.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que mon gouvernement n'a aucune objection à formuler contre les désirs du gouvernement de Sa Majesté britannique, et je saisis, etc.

Enrique GEENZIER,
Secrétaire aux affaires étrangères.

Son Excellence Josiah Crosby,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Sa Majesté britannique,
Panama.

[1] TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIPLOMATIC DEPARTMENT.
D. D. No. 1848.

PANAMA, *September* 19, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note dated the 2nd of this month, in which you inform me that His Britannic Majesty's Government desire that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the United Kingdom and the Republic of Panama on September 25, 1928, shall apply to Palestine, including Transjordan.

I beg to inform Your Excellency that my Government have no objection to meeting the wishes of His Britannic Majesty's Government, and I have the honour, etc.

Enrique GEENZIER,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency Josiah Crosby,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of His Britannic Majesty,
Panama.

N° 2096 — CONVENTION [2] POUR L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1927.

ADHÉSION

INDES NÉERLANDAISES, SURINAM ET CURAÇAO ... ... 28 janvier 1933.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Vol. XCII, page 301 ; vol. XCVI, page 205 ; vol. C, page 259 ; vol. CIV, page 526 ; vol. CVII, page 528 ; vol. CXI, page 414 ; et vol. CXVII, page 303, de ce recueil.

No. 2096 — CONVENTION [2] ON THE EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL AWARDS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 26, 1927.

ACCESSION.

NETHERLANDS INDIES, SURINAM AND CURAÇAO ... January 28, 1933.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Vol. XCII, page 301 ; Vol. XCVI, page 205 ; Vol. C, page 259 ; Vol. CIV, page 526 ; Vol. CVII, page 528 ; Vol. CXI, page 414 ; and Vol. CXVII, page 303, of this Series.

N° 2368 — CONVENTION [1] POSTALE UNIVERSELLE, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET PROTOCOLE FINAL, ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATIONS

GRÈCE	23 mars	1932.
TURQUIE	17 juin	1932.
GUATÉMALA	29 août	1932.
FRANCE	9 septembre	1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 1er décembre 1932.

No. 2368. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION [1], WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND FINAL PROTOCOL AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF LETTER POST BY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS.

GREECE	March 23,	1932.
TURKEY	June 17,	1932.
GUATEMALA	August 29,	1932.
FRANCE	September 9,	1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 1st, 1932.

N° 2369. — ARRANGEMENT [2] CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, AVEC PROTOCOLE FINAL ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATIONS

GRÈCE	23 mars	1932.
TURQUIE	17 juin	1932.
FRANCE	9 septembre	1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 1er décembre 1932.

No. 2369. — AGREEMENT [2] CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES, WITH FINAL PROTOCOL AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS.

GREECE	March 23,	1932.
TURKEY	June 17,	1932.
FRANCE	September 9,	1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 1st, 1932.

[1] Vol. CII, page 245 ; vol. CVII, page 552 ; vol. CXVII, page 310 ; et vol. CXXII, page 359, de ce recueil.

[2] Vol. CIII, page 5 ; vol. CVII, page 554 ; vol. CXVII, page 311 ; et vol. CXXII, page 360, de ce recueil.

[1] Vol. CII, page 245 ; Vol. CVII, page 552 ; Vol. CXVII, page 310 ; and Vol. CXXII, page 359, of this Series.

[2] Vol. CIII, page 5 ; Vol. CVII, page 554 ; Vol. CXVII, page 311 ; and Vol. CXXII, page 360, of this Series.

N° 2370. — ARRANGEMENT [1] CONCERNANT LES COLIS POSTAUX, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATIONS

GRÈCE	23 mars	1932.
TURQUIE	17 juin	1932.
FRANCE	9 septembre	1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 1er décembre 1932.

N° 2371. — ARRANGEMENT [2] CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATIONS

GRÈCE	23 mars	1932.
TURQUIE	17 juin	1932.
FRANCE	9 septembre	1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 1er décembre 1932.

[1] Vol. CIII, page 73 ; vol. CVII, page 554 ; vol. CXVII, page 312 ; et vol. CXXII, page 360, de ce recueil.

[2] Vol. CIII, page 249 ; vol. CVII, page 555 ; vol. CXVII, page 312 ; et vol. CXXII, page 361, de ce recueil.

No. 2370. — PARCEL POST AGREEMENT [1], WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF PARCEL POST BY AIR. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS.

GREECE	March 23,	1932.
TURKEY	June 17,	1932.
FRANCE	September 9,	1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 1st, 1932.

No. 2371. — MONEY ORDER [2] AGREEMENT, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS.

GREECE	March 23,	1932.
TURKEY	June 17,	1932.
FRANCE	September 9,	1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 1st, 1932.

[1] Vol. CIII, page 73 ; Vol. CVII, page 554 ; Vol. CXVII, page 312 ; and Vol. CXXII, page 360, of this Series.

[2] Vol. CIII, page 249 ; Vol. CVII, page 555 ; Vol. CXVII, page 312 ; and Vol. CXXII, page 361, of this Series.

N° 2372. — ARRANGEMENT [1] CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATIONS

GRÈCE	14 juillet	1932.
FRANCE	9 septembre	1932.

Communiqué par le secrétaires d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 1er décembre 1932.

No. 2372. — AGREEMENT [1] CONCERNING TRANSFER TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS.

GREECE	July 14,	1932.
FRANCE	September 9,	1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 1st, 1932.

N° 2373. — ARRANGEMENT [2] CONCERNANT LES RECOUVREMENTS, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATIONS

GRÈCE	14 juillet	1932.
TURQUIE	17 juin	1932.
FRANCE	9 septembre	1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 1er décembre 1932.

No. 2373. — AGREEMENT [2] CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC., WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS.

GREECE	July 14,	1932.
TURKEY	June 17,	1932.
FRANCE	September 9,	1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 1st, 1932.

[1] Vol. CIII, page 321 ; vol. CVII, page 555 ; vol. CXVII, page 313 ; et vol. CXXII, page 361, de ce recueil.

[2] Vol. CIII, page 377 ; vol. CVII, page 555 ; vol. CXVII, page 313 ; et vol. CXXII, page 361, de ce recueil.

[1] Vol. CIII, page 321 ; Vol. CVII, page 555 ; Vol. CXVII, page 313 ; and Vol. CXXII, page 361, of this Series.

[2] Vol. CIII, page 377 ; Vol. CVII, page 555 ; Vol. CXVII, page 313 ; and Vol. CXXII, page 361, of this Series.

N° 2374. — ARRANGEMENT [1] CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATIONS

GRÈCE	14 juillet	1932.
TURQUIE	17 juin	1932.
FRANCE	9 septembre	1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 1er *décembre* 1932.

N° 2374. — AGREEMENT [1] CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS.

GREECE	July 14,	1932.
TURKEY	June 17,	1932.
FRANCE	September 9,	1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 1st, 1932.

N° 2491. — ÉCHANGE DE NOTES [2] ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET PERSAN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. ROME, LE 19 JUIN 1929.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 1932 DE L'ACCORD CI-DESSUS. TÉHÉRAN, LE 13 JUIN 1932.

Communiqué par le chargé d'affaires a. i. *de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations, le* 19 *novembre* 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 19 DÉCEMBRE 1932 DE L'ACCORD CI-DESSUS. PARIS, LE 17 SEPTEMBRE 1932.

Communiqué par le chargé d'affaires a. i. *de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations, le* 19 *novembre* 1932.

[1] Vol. CIII, page 429 ; vol. CVII, page 556 ; vol. CXVII, page 314 ; et vol. CXXII, page 362, de ce recueil.

[2] Vol. CVII, page 355 ; vol. CXXII, page 362 ; et vol. CXXVI, page 453, de ce recueil.

No. 2491. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE HUNGARIAN AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ROME, JUNE 19, 1929.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROROGATION UNTIL SEPTEMBER 19, 1932, OF THE ABOVE AGREEMENT. TEHERAN, JUNE 13, 1932.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, November* 19, 1932.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROROGATION UNTIL DECEMBER 19, 1932, OF THE ABOVE AGREEMENT. PARIS, SEPTEMBER 17, 1932.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, November* 19, 1932.

[1] Vol. CIII, page 429 ; Vol. CVII, page 556 ; Vol. CXVII, page 314 ; and Vol. CXXII, page 362, of this Series.

[2] Vol. CVII, page 355 ; Vol. CXXII, page 362 ; and Vol. CXXVI, page 453, of this Series.

I.

PARIS, *le* 17 *septembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal de Hongrie a prorogé jusqu'au 19 décembre 1932 la validité de l'arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement provisoire des relations commerciales de l'Empire de Perse avec le Royaume de Hongrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

VILLANI *m. p.*
Ministre de Hongrie en France.

Son Excellence
Monsieur Mirza Hussein Khan Ala,
Ministre de Perse,
Paris.

Ministère royal des Affaires étrangères
de Hongrie.

Copie certifiée conforme :
Budapest, le 23 octobre 1932.

Par ordre du Ministre :
Lad. de Jambrekovich,
Conseiller ministériel.

II.

PARIS, *le* 17 *septembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement impérial de Perse a prorogé jusqu'au 19 décembre 1932 la validité

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

PARIS, *September* 17, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Royal Government of Hungary has extended until December 19, 1932, the validity of the Agreement concluded at Rome on June 19, 1929, with regard to the provisional regulation of the commercial relations of the Persian Empire with the Kingdom of Hungary.

I have the honour to be, etc.

VILLANI, *m. p.*
Hungarian Minister in France.

To His Excellency,
Mirza Hussein Khan Ala,
Persian Minister,
Paris.

II.

PARIS, *September* 17, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Imperial Government of Persia has extended until December 19, 1932, the validity of the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nation for information.

de l'arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement provisoire des relations commerciales du Royaume de Hongrie avec l'Empire de Perse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

HUSSEIN ALA, *m. p.*

Son Excellence,
le Baron Fréderic Villani,
Ministre de Hongrie,
15, rue de Berri,
Paris.

Ministère royal des Affaires étrangères
de Hongrie.

Copie certifiée conforme :

Budapest, le 23 octobre 1932.

Par ordre du Ministre :

Lad. de Jambrekovich,

Conseiller ministériel.

agreement concluded at Rome on June 19, 1929, with regard to the provisional regulation of the commercial relations of the Kingdom of Hungary with the Persian Empire.

I have the honour to be, etc.

HUSSEIN ALA, *m. p.*

To His Excellency,
Baron Frederic Villani,
Hungarian Minister,
15, rue de Berri,
Paris.

N° 2560. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE CONCERNANT LES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 14 DÉCEMBRE 1928.

RATIFICATION

FRANCE ... ... 1er février 1933.

[1] Vol. CX, page 171 ; vol. CXVII, page 330 ; vol. CXXII, page 366 ; et vol. CXXVI, page 454, de ce recueil.

No. 2560. — INTERNATIONAL [1] CONVENTION RELATING TO ECONOMIC STATISTICS AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 14, 1928.

RATIFICATION.

FRANCE ... ... February 1st, 1933.

[1] Vol. CX, page 171 ; Vol. CXVII, page 330 ; Vol. CXXII, page 366 ; and Vol. CXXVI, page 454, of this Series.

N° 2598. — CONVENTION [1] CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES. SIGNÉE A PARIS, LE 22 NOVEMBRE 1928.

RATIFICATION

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe) ... ... 24 décembre 1932.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 8 février 1933.

No. 2598. — CONVENTION [1] REGARDING INTERNATIONAL EXHIBITIONS. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 22, 1928.

RATIFICATION.

THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe) ... December 24, 1932.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, February 8, 1933.

N° 2603. — ACCORD [2] SUR LES BATEAUX-FEU-GARDES SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE NORMAL. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

ADHÉSION

BRÉSIL ... ... 21 novembre 1932.

RATIFICATION

SUÈDE ... ... 3 février 1933.

No. 2603. — AGREEMENT [2] CONCERNING MANNED LIGHTSHIPS NOT ON THEIR STATIONS. SIGNED AT LISBON, OCTOBER 23, 1930.

ACCESSION.

BRAZIL ... ... November 21, 1932.

RATIFICATION.

SWEDEN ... ... February 3, 1933.

N° 2623. — CONVENTION [3] INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

Entrée en vigueur de la convention pour le Danemark.

D'après la déclaration faite par le Gouvernement danois en ratifiant cette convention,

[1] Vol. CXI, page 343, de ce recueil.

[2] Vol. CXII, page 21 ; et vol. CXVII, page 331, de ce recueil.

[3] Vol. CXII, page 371 ; et vol. CXXII, page 366, de ce recueil.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION [3] FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20, 1929.

Entry into force of the Convention as regards Denmark.

According to the Declaration made by the Danish Government when ratifying the Con-

[1] Vol. CXI, page 343, of this Series.

[2] Vol. CXII, page 21 ; and Vol. CXVII, page 331, of this Series.

[3] Vol. CXII, page 371 ; and Vol. CXXII, page 366, of this Series.

celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne le Danemark, qu'à l'entrée en vigueur du Code pénal danois du 15 avril 1930. Par une communication en date du 5 janvier 1933, le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations a informé le Secrétaire général de la Société des Nations que ledit code est entré en vigueur le 1er janvier 1933 et que la convention a, en conséquence, pris effet, pour le Danemark, à partir de la même date.

vention, the latter was to take effect, in respect of Denmark, only upon the coming into force of the Danish Penal Code of April 15, 1930. By a communication dated January 5, 1933, the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations informed the Secretary-General that the said Code entered into force on January 1st, 1933, and that the Convention has consequently become effective, for Denmark, as from that date.

N° 2704. — TRAITÉ [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ESTONIE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 16 SEPTEMBRE 1929.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ABROGATION A PARTIR DU 17 JANVIER 1933, DES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE PREMIER, AD ARTICLE XI, DU PROTOCOLE DE SIGNATURE DU TRAITÉ CI-DESSUS. VARSOVIE, LES 17 OCTOBRE 1932 ET 13 JANVIER 1933.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie, le 26 janvier 1933.

I.

LÉGATION D'ESTONIE
EN POLOGNE.
N° 450.

VARSOVIE, *le 17 octobre* 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon gouvernement,

[1] Vol. CXVII, page 377, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 2704. — TREATY [1] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ESTONIA AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, SEPTEMBER 16, 1929.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ABROGATION, AS FROM JANUARY 17, 1933, OF THE PROVISIONS OF PARAGRAPH I, AD ARTICLE XI OF THE PROTOCOL OF SIGNATURE OF THE ABOVE TREATY. WARSAW, OCTOBER 17, 1932 AND JANUARY 13, 1933.

Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, January 26, 1933.

[2] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

ESTONIAN LEGATION
IN POLAND.
No. 450.

WARSAW, *October* 17, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform You that my Government, being desirous of resuming its

[1] Vol. CXVII, page 377, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

désirant reprendre sa liberté tarifaire en ce qui concerne les droits fixés dans le protocole de signature du Traité de commerce et de navigation en vigueur entre nos deux pays, m'a chargé de dénoncer les dispositions de l'alinéa premier ad article 11 dudit protocole et d'en informer le Gouvernement turc.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence et en la priant de bien vouloir le transmettre à son gouvernement, j'ai l'honneur de préciser en même temps qu'en vertu du second alinéa du même protocole ad article 11, le Gouvernement estonien considère que sa liberté d'action lui revient dans trois mois à partir d'aujourd'hui, c'est-à-dire le 17 janvier 1933. Il va de soi que le régime des marchandises dont le droit se trouve dénoncé par la présente lettre sera celui de la nation la plus favorisée et que la présente dénonciation ne porte pas atteinte à la validité de toutes les autres dispositions du traité en vigueur, comme le prévoit la fin du deuxième alinéa et le troisième alinéa du protocole de signature susmentionné.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) C. R. PUSTA.

Son Excellence
Monsieur Ahmed Ferit Bey,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire de Turquie,
à Varsovie.

tariff freedom in respect of the duties fixed in the Protocol of Signature of the Treaty of Commerce and Navigation in force between our two countries, has instructed me to denounce the provisions of paragraph 1 ad Article 11 of the said Protocol and to inform the Turkish Government thereof.

In bringing the above to Your Excellency's knowledge and requesting you to be good enough to transmit it to your Government, I have the honour at the same time to inform you that, in virtue of paragraph 2 of the same Protocol ad Article 11, the Estonian Government considers that it resumes its freedom of action in three months from to-day's date, that is to say on January 17, 1933. Naturally the treatment of goods the duties on which are denounced in the present letter will be that of the most favoured nation and the present denunciation does not affect the validity of any other provisions of the treaty in force, as laid down at the end of the second paragraph and in the third paragraph of the abovementioned Protocol of Signature.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) C. R. PUSTA.

To His Excellency
Monsieur Ahmed Ferit Bey,
Turkish Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary,
Warsaw.

Pour copie certifiée conforme :
Tallinn, le 6 février 1933.

H. Laretei,
Directeur des Affaires politiques
au Ministère des Affaires étrangères.

II.

AMBASSADE DE TURQUIE
EN POLOGNE.
N° 24.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République turque, saisie de la décision du Gouvernement estonien faisant l'objet de votre note en date du 17 octobre 1932, sub. N° 450 et concernant la dénonciation des dispositions du paragraphe premier de l'article 11 du protocole de signature annexé au Traité de commerce turco-estonien actuellement en vigueur, me charge de communiquer à Votre Excellence qu'il prend acte de cette décision, tout en se libérant par réciprocité de toutes obligations analogues vis-à-vis de l'Estonie, à dater de la mise en vigueur de la décision en question.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour prier Votre Excellence de vouloir bien agréer les assurances de ma très haute considération.

VARSOVIE, *le* 13 *janvier* 1933.

Le chargé d'Affaires de Turquie :
(Signé) Ercüment EKREM.

Son Excellence
M. Kaarel Robert Pusta,
Ministre de l'Estonie,
En Ville.

Pour copie certifiée conforme :
Tallinn, le 6 février 1933.
H. Laretei,
Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères.

II.

TURKISH EMBASSY
IN POLAND.
No. 24.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Government of the Turkish Republic, having been informed of the Estonian Government's decision referred to in your note No. 450, of October 17, 1932, relating to the denunciation of the provisions of § 1 of Article 11 of the Protocol of Signature annexed to the Turco-Estonian Commercial Treaty at present in force, instructs me to inform Your Excellency that it notes this decision, while at the same time releasing itself, by reciprocity, from all similar obligations towards Estonia as from the coming into force of the decision in question.

I have the honour to be, etc.

WARSAW, *January* 13, 1933.

(Signed) Ercüment EKREM,
Turkish Chargé d'Affaires.

To His Excellency
Monsieur Kaarel Robert Pusta,
Estonian Minister,
Warsaw.

N° 2733. — CONVENTION [1] POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 17 novembre 1932.

RATIFICATION

CANADA ... ... 20 février 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 27 février 1933.

N° 2734. — CONVENTION [2] RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 17 novembre 1932.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des États-Unis d'Amérique le 19 novembre 1932.

RATIFICATION

CANADA ... ... 20 février 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 27 février 1933.

[1] Vol. CXVIII, page 303 ; vol. CXXII, page 367 ; et vol. CXXVI, page 460, de ce recueil.

[2] Vol. CXVIII, page 343 ; vol. CXXII, page 367 ; et vol. CXXVI, page 460, de ce recueil.

No. 2733. — CONVENTION [1] FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27, 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, November 17, 1932.

RATIFICATION.

CANADA ... ... February 20, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, February 27, 1933.

No. 2734. — CONVENTION [2] RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27, 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, November 17, 1932.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of the Government of the United States of America, November 19, 1932,

RATIFICATION.

CANADA ... ... February 20, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, February 27, 1933.

[1] Vol. CXVIII, page 303 ; Vol. CXXII, page 367 ; and Vol. CXXVI, page 460, of this Series.

[2] Vol. CXVIII, page 343 ; Vol. CXXII, page 367; and Vol. CXXVI, page 460, of this Series.

N° 2816. — CONVENTION [1] DE BERNE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, DU 9 SEPTEMBRE 1886, REVISÉE A BERLIN, LE 13 NOVEMBRE 1908, ET A ROME, LE 2 JUIN 1928.

APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS AUX ETATS MALAIS FÉDÉRÉS, A PARTIR DU 10 JANVIER 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 20 décembre 1932.

N° 53 *a)*. — DÉCLARATION [2] PAR LE DANEMARK ET LA SUÈDE ET LA NORVÈGE CONCERNANT L'ASSISTANCE A DONNER AUX MARINS DÉLAISSÉS, SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 10 AOUT 1883.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NORVÉGIEN ABROGEANT, A PARTIR DU 1er JANVIER 1932, LA DÉCLARATION CI-DESSUS, DANS LES RAPPORTS ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE, D'UNE PART, ET LA NORVÈGE, D'AUTRE PART. COPENHAGUE, LES 24 NOVEMBRE ET 4 DÉCEMBRE 1931.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 5 avril 1932.

(Voir le texte de ces notes sous le N° 2935, vol. CXXVIII, page 37, de ce recueil.)

[1] Vol. CXXIII, page 233 de, ce recueil.
[2] Vol. XLV, page 225, de ce recueil.

No. 2816. — CONVENTION [1] OF BERNE FOR THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS, SIGNED ON SEPTEMBER 9, 1886, REVISED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908 AND AT ROME, JUNE 2, 1928.

APPLICATION OF THE ABOVE CONVENTION TO THE FEDERATED MALAY STATES, AS FROM JANUARY 10, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, December 20, 1932.

No. 53 *(a)*. — DECLARATION [2] BETWEEN, DENMARK AND SWEDEN AND NORWAY REGARDING THE ASSISTANCE TO BE AFFORDED TO ABANDONED SEAMEN, SIGNED AT COPENHAGEN, AUGUST 10, 1883.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS ABROGATING, AS FROM JANUARY 1ST, 1932, THE ABOVE DECLARATION, AS REGARDS RELATIONS BETWEEN DENMARK AND ICELAND, ON THE ONE PART, AND NORWAY, ON THE OTHER PART. COPENHAGEN, NOVEMBER 24, AND DECEMBER 4, 1931.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, April 5, 1932.

(See the text of these notes under No. 2935, Vol. CXXVIII, page 37, of this Series.)

[1] Vol. CXXIII, page 233, of this Series.
[2] Vol. XLV, page 225, of this Series.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS ABROGEANT, A PARTIR DE LA FIN DE L'ANNÉE 1932, LA DÉCLARATION CI-DESSUS, DANS LES RAPPORTS ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE D'UNE PART, ET LA SUÈDE, D'AUTRE PART. STOCKHOLM, LE 29 OCTOBRE 1932.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 9 novembre 1932.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS ABROGATING, AS FROM THE END OF THE YEAR 1932, THE ABOVE-MENTIONED DECLARATION, AS REGARDS RELATIONS BETWEEN DENMARK AND ICELAND, ON THE ONE PART, AND SWEDEN, ON THE OTHER PART. STOCKHOLM, OCTOBER 29, 1932.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, November 9, 1932.

I.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

STOCKHOLM, *den* 29' *Oktober* 1932.

HERR UDENRIGSMINISTER,

Efter min Regerings Ordre har jeg den Ære at stille i Forslag, at den mellem Danmark og Sverige under 10' August 1883 afsluttede Deklaration om gensidig Understøttelse i visse Tilfælde af trængende Søfolk bringes til Ophør saavel i Forholdet mellem Danmark og Sverige som i Forholdet mellem Island og Sverige fra Udgangen af indeværende Aar at regne.

Modtag, Herr Udenrigsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

(Sign.) E. REVENTLOW.

Hans Excellence
Herr Udenrigsminister R. Sandler,
etc., etc., etc.
Det Kgl. svenske Udenrigsdepartement.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 5 novembre 1932.

Axel Nörgaard,
Chef du Département politique-juridique du Ministère des Affaires étrangères.

II.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

KUNGL. UTRIKES DEPARTEMENTET

STOCKHOLM, *den* 29 *oktober* 1932.

HERR GREVE,

Åberopande Herr Grevens skrivelse denna dag har jag äran meddela, att svenska regeringen medger, att den mellan Sverige och Danmark den 10 augusti 1883 avslutade deklarationen om

ömsesidigt understöd i vissa fall åt nödställda sjömän i avseende å förhållandet såväl mellan Sverige och Danmark som mellan Sverige och Island upphör att gälla med utgången av innevarande år.

Mottag, Herr Greve, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Sign.) Richard SANDLER.

Herr Greve E. Reventlow,
Hans Maj: t Konungens av Danmark och Island Envoyé Extraordinaire
och Ministre Plénipotentiaire, etc., etc., etc.,
Stockholm.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 5 novembre 1932.

Axel Nörgaard,
Chef du Département politique-juridique du Ministère des Affaires étrangères

[1] TRADUCTION.

I.

LÉGATION DE DANEMARK.

STOCKHOLM, *le* 29 *octobre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de proposer que la Déclaration du 10 août 1883, concernant l'assistance réciproque aux marins nécessiteux, dans certains cas, cesse de produire ses effets, aussi bien entre le Danemark et la Suède qu'entre l'Islande et la Suède, à partir de la fin de l'année en cours.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) E. REVENTLOW.

Son Excellence
Monsieur R. Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Stockholm.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

STOCKHOLM, *October* 29, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to propose that the declaration of August 10, 1883, made by Denmark and Sweden regarding mutual assistance to be afforded in certain circumstances to distressed seamen should cease to have effect from the end of the present year, both between Denmark and Sweden and between Iceland and Sweden.

I have the honour, etc.

(Signed) E. REVENTLOW.

His Excellency
Monsieur R. Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Stockholm.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, *le* 29 *octobre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre lettre de ce jour j'ai l'honneur de faire connaître que le Gouvernement suédois consent à ce que l'accord intervenu entre la Suède et le Danemark par la Déclaration du 10 août 1883, concernant l'assistance réciproque aux marins nécessiteux, dans certains cas, cesse de produire ses effets, aussi bien entre la Suède et le Danemark qu'entre la Suède et l'Islande, à partir de la fin de l'année en cours.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Richard SANDLER.

Comte E. Reventlow,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de
Sa Majesté le Roi de Danemark
et d'Islande, etc., etc., etc.
Stockholm.

II.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *October* 29, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your note of to-day's date, I have the honour to state that the Swedish Government agrees that the declaration of August 10, 1883, made by Sweden and Denmark regarding mutual assistance to be afforded in certain cases to distressed seamen should cease to apply as from the end of the present year, both between Sweden and Denmark and between Sweden and Iceland.

I have the honour, etc.

(Signed) Richard SANDLER.

Count E. Reventlow,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
His Majesty the King of Denmark
and Iceland, etc., etc., etc.
Stockholm.

N° 88 *a)*. — EXTRADITION TREATY [1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND PANAMA. SIGNED AT PANAMA, AUGUST 25, 1906.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. PANAMA, MARCH 2, JUNE 4, AUGUST 4, AND SEPTEMBER 13, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 14 *décembre* 1932.

[1] Vol. LXXXIII, page 505, de ce recueil.

N° 88 *a)*. — TRAITÉ [1] D'EXTRADITION ENTRE LA GRANDE BRETAGNE ET PANAMA. SIGNÉ A PANAMA, LE 25 AOUT 1906.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. PANAMA, LES 2 MARS, 4 JUIN, 4 AOUT ET 13 SEPTEMBRE 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 14, 1932.

[1] Vol. LXXXIII, page 505, of this Series.

I.

BRITISH LEGATION.

PANAMA, *March 2nd*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my predecessor's Note of December 30th, 1927, and to Dr. Horacio Alfaro's reply S. P. No. 134 of January 24th, 1928, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Panama agree that the provisions of the extradition treaty signed at Panama on August 25th, 1906, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present Note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's Note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to tha territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

I have the honour to add that for the purposes of this agreement the " governor or chief authority " referred to in Article XVIII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

If the Government of the Republic of Panama agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

PANAMA, *le 2 mars* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note de mon prédécesseur en date du 30 décembre 1927 et à la réponse du Dr Horacio Alfaro, S. P. No 134 du 24 janvier 1928, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable d'étendre désormais à la Transjordanie les dispositions des traités d'extradition, actuellement en vigueur, conclus par Sa Majesté et dont l'application a été déjà étendue à la Palestine (non compris la Transjordanie).

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République du Panama accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Panama le 25 août 1906 soient considérées comme étant applicables à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse à cet effet de Votre Excellence, seraient considérées comme constatant formellement l'entente intervenue entre les deux gouvernements, selon laquelle les dispositions de ce traité seront applicables à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions du traité, de la même manière que si ledit territoire était une possession de Sa Majesté et que les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord le « gouverneur ou autorité principale » mentionné dans l'article XVIII du traité en question sera le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

Si le Gouvernement de la République de Panama accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonction-

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Officer of Panama who, for the purpose of Article XVIII of the said Treaty, would be the " chief consular officer " by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Britannic Majesty's Minister.

His Excellency
Señor don Enrique Geenzier,
Secretary of State for Foreign Affairs,
Panama.

naire consulaire du Panama lequel, aux fins de l'article 18 dudit traité, sera le «fonctionnaire consulaire principal», ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Veuillez agréer, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté britannique.

Son Excellence
Monsieur Enrique Geenzier,
Secrétaire d'État
pour les Affaires étrangères,
Panama.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARÍA
DE RELACIONES EXTERIORES.
DEPARTAMENTO DIPLOMÁTICO.
D D No. 1016.

PANAMÁ, *junio* 4 *de* 1932.

SEÑOR MINISTRO,

En respuesta a su muy atenta nota de fecha 2 de marzo de este año, me complazco en informarle que de parte de mi Gobierno no hay inconveniente en extender a la Transjordania las disposiciones que, en materia de extradición, han sido pactadas entre los gobiernos de Panamá y la Gran Bretaña.

Sin embargo, como la República de Panamá carece de representación consular en el territorio de la Transjordania y no contempla la necesidad de nombrar Cónsul allí, mi Gobierno se encuentra incapacitado para designar la persona que en su nombre y como « Funcionario principal consular » debe hacer las solicitudes de extradición que Panamá necesite hacer y, por tanto, mientras mi Gobierno no nombre Cónsul en la Transjordania, tendría que designar al de alguna nación amiga, escogiendo tal vez en este caso, al de los Estados Unidos de América o al de Francia, cuyos buenos oficios solicitaría el Gobierno de Panamá cada vez qué tuviera necesidad de extraditar a algún reo de la justicia panameña refugiado en el territorio ya nombrado.

Si el Gobierno de Vuestra Excelencia no tuviere reparos que hacer a la anterior sugestión, puede dar por aceptada la proposición que se ha dignado hacer por el digno conducto de Vuestra Excelencia, y en tal caso, mi Gobierno agradecería que se le informara sobre el particular.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más distinguida consideración.

Enrique GEENZIER.
Secretario de Relaciones Exteriores.

A Su Excelencia el señor Josiah Crosby,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Su Majestad Británica,
Ciudad.

[1] TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DÉPARTEMENT DIPLOMATIQUE.

D. D. N° 1016.

PANAMA, *le* 4 *juin* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre lettre du 2 mars de l'année courante, j'ai le plaisir de vous informer que mon Gouvernement ne voit aucun inconvénient à étendre à la Transjordanie les dispositions convenues en matière d'extradition entre les Gouvernements du Panama et de la Grande-Bretagne.

Toutefois, étant donné que la République de Panama n'a pas de représentation consulaire dans le territoire de la Transjordanie et n'envisage pas la nécessité d'y nommer un consul mon gouvernement n'est pas en mesure de désigner la personne qui devra présenter en son nom, comme « fonctionnaire consulaire principal », les demandes d'extradition que le Panama aura à formuler. En conséquence, tant que mon gouvernement n'aura pas nommé de consul en Transjordanie, il devra désigner celui d'une nation amie, choisissant peut-être en cette matière celui des Etats-Unis d'Amérique ou de la France, dont les bons offices seraient sollicités par le Gouvernement du Panama chaque fois que se présentera la nécessité d'extrader un délinquant poursuivi par les autorités judiciaires du Panama et réfugié dans le territoire susmentionné.

Si le Gouvernement de Votre Excellence n'a pas d'objection à formuler contre la suggestion ci-dessus, il peut considérer comme acceptée la proposition qu'il a bien voulu présenter

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS,

DIPLOMATIC DEPARTMENT.

D. D. No. 1016.

PANAMA, *June* 4, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to your note of March 2nd of this year, I have pleasure in informing you that my Government has no objection to extending to Transjordan the provisions in respect of extradition agreed to between the Governments of Panama and Great Britain.

Nevertheless, as the Republic of Panama has no consular representation in the territory of Transjordan and does not consider it necessary to appoint a consul there, my Government is not in a position to designate the person who, in its name and as " chief consular officer ", should make such requisitions for extradition as Panama may find it necessary to make. Consequently, so long as my Government does not appoint a consul in Transjordan it will have to designate the consul of a friendly nation, selecting in that case perhaps the consul of the United States of America or of France, to whose good offices the Government of Panama will have recourse whenever it may be necessary to present requisitions for the extradition of fugitive criminals from Panama to Transjordan.

Should Your Excellency's Governement have no objection to this suggestion, it may regard the proposal which it has made through the intermediary of Your Excellency as accepted.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

par l'entremise de Votre Excellence. Dans l'affirmative, mon gouvernement vous serait obligé de l'en informer.

Veuillez agréer, etc.

Enrique GEENZIER,
Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères.

Son Excellence
Monsieur Josiah Crosby,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Panama.

If so, my Government would be grateful to be informed on this point.

I have the honour to be, etc.

Enrique GEENZIER,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Josiah Crosby,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
of His Britannic Majesty,
Panama.

III.

BRITISH LEGATION.

PANAMA, *August 4th*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to invite reference to previous correspondence ending with Your Excellency's Note D. D. No. 1016 of June 4, last and with my own Note in acknowledgment dated the 11th of the same month, on the subject of the extension to Transjordan of the Extradition Treaty between the United Kingdom and Panama.

In your Note just mentioned Your Excellency proposed that, as there is no consular officer of Panama in Transjordan, recourse should be had to the good offices of the consular officer of a friendly Power in presenting requisitions for the extradition of fugitive criminals from Transjordan to Panama. In this connexion, I have been instructed by my Government to explain that, in cases where a foreign Government applies for the extradition of a person who has taken refuge in a colony or mandated territory where there is no consular representative of that foreign Government, it is the

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

III.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

PANAMA, 4 *août* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la correspondance échangée précédemment qui avait pris fin avec la note de Votre Excellence D. D. N° 1016 du 4 juin dernier et mon accusé de réception daté du 11 du même mois, au sujet de l'extension à la Transjordanie du traité d'extradition conclu entre le Royaume-Uni et le Panama.

Dans sa note susmentionnée, Votre Excellence propose, étant donné qu'il n'y a pas de fonctionnaire consulaire du Panama en Transjordanie, d'avoir recours aux bons offices du fonctionnaire consulaire d'une Puissance amie pour la présentation de demandes d'extradition par la Transjordanie au Panama de délinquants en fuite. A ce sujet, j'ai reçu l'ordre de mon gouvernement d'expliquer que, dans le cas où un gouvernement étranger demande l'extradition d'une personne qui s'est réfugiée dans une colonie ou un territoire sous mandat dans lequel il n'y a pas de représentant consulaire

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

usual practice for the requisition to be made through the diplomatic channel. Such channel has, moreover, already been indicated by the Panamanian Government as the one that would be employed in presenting requests for extradition from a number of other territories which are under British mandate. (Vide the Note S. P. No. 134 addressed from Your Excellency's Department to this Legation on January 24th, 1928).

In the above circumstances I am to suggest for the favourable consideration of Your Excellency's Government that, with a view to averting any possible technical irregularity, applications for extradition from Transjordan should preferably be made through the diplomatic channel so long as there is no Panamanian consular officer with jurisdiction in that territory.

I shall be grateful to learn from Your Excellency in due course whether my Government's suggestion meets with acceptance.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Britannic Majesty's Minister.

His Excellency
Señor don Enrique Geenzier,
Secretary of State for Foreign Affairs,
Panama.

dudit gouvernement étranger, il est d'usage de présenter la demande d'extradition par la voie diplomatique. Cette voie a d'ailleurs déjà été indiquée par le Gouvernement du Panama comme celle à laquelle il aurait recours pour la présentation de demandes d'extradition concernant des délinquants réfugiés dans un certain nombre d'autres territoires placés sous mandat britannique. (Voir note S. P. N° 134 adressée par le Département de Votre Excellence à la Légation britannique, le 24 juin 1928.)

Dans ces conditions, je me permets de suggérer, en priant le gouvernement de Votre Excellence d'examiner favorablement la solution proposée, que, pour éviter toute irrégularité technique, les demandes visant l'extradition de délinquants réfugiés en Transjordanie soient présentées de préférence par la voie diplomatique aussi longtemps qu'il n'y aura pas de fonctionnaire consulaire du Panama dont la juridiction s'étende à ce territoire.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître en temps voulu si la proposition de mon gouvernement est acceptée.

Veuillez agréer, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté britannique.

Son Excellence
Monsieur Enrique Geenzier,
Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères,
Panama.

IV.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARÍA
DE RELACIONES EXTERIORES,
DEPARTAMENTO DIPLOMÁTICO.
D. D. No. 1719.

PANAMÁ, *septiembre* 13 *de* 1932.

SEÑOR MINISTRO,

Tengo la honra de referirme a la atenta nota de Vuestra Excelencia de fecha 4 de agosto último, relativa a la cuestión de la extensión a Transjordania del Tratado de extradición celebrado entre Panamá y el Reino Unido de la Gran Bretaña. En respuesta, le informo que mi Gobierno, para

evitar en lo posible irregularidades de carácter técnico, conviene en hacer por la vía diplomática sus solicitudes de extradición de individuos que se encuentren en la Transjordania mientras no exista Agente Consular panameño en el territorio aludido.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más elevada consideración.

Enrique GEENZIER,
Secretario de Relaciones Exteriores.

A Su Excelencia don Josiah Crosby,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Su Majestad Británica,
Presente.

[1] TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DÉPARTEMENT DIPLOMATIQUE.
D. D. N° 1719.

PANAMA, 13 *septembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la note de Votre Excellence du 4 août dernier relative à la question de l'extension à la Transjordanie du traité d'extradition conclu entre le Panama et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne. En réponse à cette note, je vous informe que mon gouvernement, pour éviter toute irrégularité de caractère technique, consent à présenter par la voie diplomatique les demandes d'extradition concernant des personnes se trouvant en Transjordanie, aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'agent consulaire du Panama dans le territoire en question.

Veuillez agréer, etc.

Enrique GEENZIER,
Secrétaire d'Etat
pour les Affaires étrangères.

Son Excellence Monsieur Josiah Crosby
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Panama.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIPLOMATIC DEPARTMENT.
D. D. No. 1719.

PANAMA, *September* 13, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to refer to your note of August 4th last regarding the question of the extension to Transjordan of the Extradition Treaty between Panama and the United Kingdom. In reply I beg to inform you that, with a view to averting any possible technical irregularities, my Government agrees, so long as there is no Panamanian consular official in Transjordan, to present requisitions for extradition from that territory through the diplomatic channel.

I have the honour, etc.

Enrique GEENZIER,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency Josiah Crosby,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of His Britannic Majesty,
Panama.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 94 (a). — EXTRADITION TREATY [1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND AUSTRIA-HUNGARY. SIGNED AT VIENNA, DECEMBER 3, 1873.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE HUNGARIAN GOVERNMENT RESPECTING THE APPLICATION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BUDAPEST, FEBRUARY 2 AND JUNE 30, 1932, AND AUGUST 1ST AND NOVEMBER 14, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 1er février 1933.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 10.
(48/2/32).

BUDAPEST, *2nd February*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Your Excellency's Note No. 60. 542/6 of April 25th 1928, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

I have accordingly the honour to enquire whether the Hungarian Government agree that the provisions of the extradition treaty signed at Vienna on December 3, 1873, as amended by the Declaration signed at London on June 26, 1901, shall in so far as their provisions relate to Hungary be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the

[1] Vol. LXXXVIII, page 400, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N° 94 a). — TRAITÉ [1] D'EXTRADITION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'AUTRICHE-HONGRIE. SIGNÉ A VIENNE, LE 3 DÉCEMBRE 1873.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT HONGROIS RELATIF A L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BUDAPEST, LES 2 FÉVRIER ET 30 JUIN 1932, ET LES 1er AOUT ET 14 NOVEMBRE 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of States for Foreign Affairs in Great Britain, February 1, 1933.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 10.
(48/2/32.)

BUDAPEST, *le 2 février* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la note de Votre Excellence N° 60.542/6 du 25 avril 1928, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-B etagne et d'Irlande du Nord juge désirable d'étendre maintenant à la Transjordanie les dispositions des traités d'extradition en vigueur conclus par Sa Majesté et déjà rendus applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie).

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement hongrois accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Vienne le 3 décembre 1873 et modifié par la Déclaration signée à Londres le 26 juin 1901, soient considérées comme applicables à la Transjordanie pour autant qu'elles intéressent la Hongrie. Dans ce cas, la présente note et la réponse de Votre Excellence en ce sens seraient considérées comme constatant formellement

[1] Vol. LXXXVIII, page 400, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty as amended by the said Declaration shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

I have the honour to aad that for the purposes of this agreement the " governor or chief authority " referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

If the Hungarian Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Hungary who, for the purpose of Article XVII of the said Treaty, would be the " chief consular officer " by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) CHILSTON.

His Excellency
Monsieur Louis Walko,
Royal Hungarian Minister
for Foreign Affairs,
Budapest.

l'accord intervenu entre les deux gouvernements pour étendre à la Transjordanie, à compter de la date de la note de Votre Excellence, les dispositions du traité précité modifié par la déclaration susvisée, les demandes d'extradition devant être présentées conformément au traité comme si le territoire en question était une possession de Sa Majesté et que les nationaux ou indigènes dudit territoire fussent des sujets britanniques.

J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins dudit accord, le « gouverneur ou principale autorité » mentionnés à l'article XVII dudit traité seraient le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

Si le Gouvernement hongrois accepte cette proposition, je serais heureux d'être avisé de la désignation de l'agent consulaire hongrois qui, aux fins de l'article XVII dudit traité, serait « le principal agent consulaire » qui devra présenter les demandes d'extradition de Transjordanie.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) CHILSTON.

Son Excellence
Monsieur Louis Walko,
Ministre des Affaires étrangères
du Royaume de Hongrie,
Budapest.

II.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

MAGYAR KIRÁLYI.
KÜLÜGYMINISTERIUM.

75504/6.
1932.

BUDAPEST, *junius hó* 30, 1932.

MINISZTER UR !

Vonatkozással folyó évi február hó 2. -án 10/48/2/32/ szám alatt kelt nagybecsű jegyzékére van szerencsém Excellenciádat tisztelettel értesiteni, hogy a magyar kir. kormány készséggel hozzájárul ahhoz, hogy a Magyarország és Nagybritánnia között fennálló kiadatási szerződés és az ahhoz tartozó pótnyilatkozat hatálya Transjordánia területére is kiterjesztessék.

A szerződés XVII. cikkének negyedik bekezdésében foglalt rendelkezéshez képest a Transjordániába menekült büntettesek kiadatásának kieszközlésére irányuló kérelmek előterjesztésére gyakorlati szempontból a Jeruzsálemben működő m. kir. tiszteletbeli konzulátus jönne tekintetbe, amelynek konzuli joghatósága azonban Transjordániára nem terjed ki, miért is ehhez a megbizatáshoz a brit kormány előzetes hozzájárulására van szükség.

Van szerencsém kérni Nagyméltóságodat, méltóztassék velem közölni, hogy a brit kormány hozzájárul-e ahhoz, hogy az emlitett kiadatási kérelmeket a jeruzsálemi m. kir. tiszteletbzli konzulátus terjeszthesse elő a transjordániai főbiztosnál.

Fogadja Excellenciád nagyrabecsülésem őszinte kifejezését.

(Signed) WALKO.

Ő Excellenciája
Viscount A. Chilston,
rendkivüli követ és meghatalmazott miniszter urnak,
Budapest.

[1] TRADUCTION.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ROYAL HONGROIS.
75.504/6.
1932.

BUDAPEST, *le* 30 *juin* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre Note N° 10/48/2/32, en date du 2 février de cette année, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal de Hongrie accepte pour sa part que le Traité d'extradition existant entre la Hongrie et la Grande-Bretagne, ainsi que la déclaration supplémentaire y relative, soit également étendu au territoire de la Transjordanie.

En vertu des dispositions de l'alinéa 4 de l'article XVII du traité, les demandes aux fins d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie devraient, pour des raisons pratiques, être présentées par le Consulat honoraire du Royaume de Hongrie résidant à Jérusalem, mais sa juridiction consulaire ne s'étendant pas au territoire de la Transjordanie, il est nécessaire, à cet effet, d'obtenir le consentement préalable du Gouvernement du Royaume-Uni.

Aussi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'informer si la Grande-Bretagne voudrait donner son consentement à ce que les demandes d'extradition ci-dessus mentionnées puissent être présentées au Commissaire général de la Transjordanie par le Consulat honoraire du Royaume de Hongrie à Jérusalem.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) WALKO.

A Son Excellence
Monsieur le Vicomte A. Chilston,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire,
Budapest.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
75.504/6.
1932.

BUDAPEST, *June* 30, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to your note No. 10/48/2/32, dated February 2nd of this year, I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government agrees for its part to the extension of the existing extradition treaty between Hungary and Great Britain, and also of the additional Declaration relative thereto, to the territory of Transjordan.

Under the provisions of paragraph 4 of Article XVII of the Treaty, requisitions for extradition in respect of offenders who have taken refuge in Transjordan should for practical reasons be made by the Royal Hungarian Honorary Consul resident in Jerusalem, but as his consular jurisdiction does not extend to the territory of Transjordan, it is necessary to obtain the prior consent of the Government of the United Kingdom thereto.

I have therefore the honour to request Your Excellency to inform me whether Great Britain is prepared to agree that the above-mentioned requisitions for extradition should be transmitted to the High Commissioner for Transjordan by the Royal Hungarian Honorary Consulate at Jerusalem.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WALKO.

To His Excellency
Viscount Chilston,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Budapest.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

III.

BRITISH LEGATION.

No. 68.
(48/10/32).

BUDAPEST, *August 1st*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Your Excellency's Note to Viscount Chilston No. $\frac{75.504/6}{1932}$ of June 30th regarding the extension to Transjordan of the Extradition Treaty already in force between Hungary and the United Kingdom, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to state that, in cases where a foreign Government applies for the extradition of a person who has taken refuge in a colony or mandated territory in which that Government has no Consular representative, His Majesty's Government normally require that the requisition should be made through the diplomatic channel. In view of this practice, and in order to avert any possible technical irregularity, His Majesty's Government suggest that, for so long as there is no Hungarian Consular Officer with jurisdiction in Transjordan, applications for extradition from that territory should be made through the diplomatic channel rather than through the Royal Hungarian Honorary Consul at Jerusalem.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

W. E. HOUSTOUN-BOSWALL.

His Excellency
Monsieur Louis Walko,
Royal Hungarian Minister for
Foreign Affairs,
Budapest.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

III.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 68.
(40/10/32).

BUDAPEST, *le 1er août* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la note N° $\frac{75.504/6}{1932}$, du 30 juin, adressée par Votre Excellence au Vicomte Chilston au sujet de l'extension à la Transjordanie du traité d'extradition déjà en vigueur entre la Hongrie et le Royaume-Uni, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de vous faire savoir qu'au cas où un gouvernement étranger demande l'extradition d'une personne qui s'est réfugiée dans une colonie ou dans un territoire sous mandat où ledit gouvernement n'a aucun représentant consulaire, le gouvernement de Sa Majesté demande, en règle générale, que la requête d'extradition soit adressée par la voie diplomatique. Etant donné cette pratique et afin d'éviter toute irrégularité de forme, le gouvernement de Sa Majesté propose que, tant qu'il n'existera aucun agent consulaire hongrois compétent pour la Transjordanie, les demandes d'extradition de ce territoire soient adressées par la voie diplomatique plutôt que par l'entremise du consul honoraire du Royaume de Hongrie à Jérusalem.

J'ai l'honneur, etc.

W. E. HOUSTOUN-BOSWALL.

Son Excellence
Monsieur Louis Walko,
Ministre des Affaires étrangères
du Royaume de Hongrie,
Budapest.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

IV.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

MAGYAR KIRÁLYI.
KÜLÜGYMINISTERIUM.
86.362/6.
1932.

BUDAPEST, *November hó* 14-*én*, 1932.

MINISZTER UR !

Vonatkozással arra a jegyzékre, amelyet W. E. Houstoun-Boswall követségi titkár ur a Magyarország és Nagybritánnia között fennálló kiadatási szerződés és annak kiegészitő részét képező Pótnyilatkozat hatályának Transzjordániára történt kiterjesztése tárgyában folyó évi augusztus hó 1-én 68/48/10/32 szám alatt intézett hivatali elődömhöz, van szerencsém Excellenciádat tisztelettel értesiteni, hogy a m. kir. kormány készséggel egyetért abban, hogy a Transzjordániában tartózkodó bűntettesek kiadatásának kérelmezése esetére az alakszerű kiadatási kérelmek addig, amig Magyarországnak ebben az államban konzuli képviselete nem lesz, diplomáciai uton terjesztessenek elő.

Van szerencsém egyidejűleg Nagyméltóságodat arról is értesiteni, hogy a jeruzsálemi tb. m. kir. konzulátus működésének megszűnésére tekintettel, a m. kir. kormány a Palezstinában tartózkodó bűntettesek kiadatását egyelőre szintén diplomáciai uton szándékozik kérelmezni.

PUKY.

Ő Excellenciája
Viscount A. Chilston,
rendkivűli követ és meghat. minister Urnak,
Budapest.

[1] TRADUCTION.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ROYAL HONGROIS.
86.362/6.
1932

BUDAPEST, *le* 14 *novembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note N° 68/48/10/32, que M. W. E. Houstoun-Boswall, secrétaire de légation, a bien voulu adresser à mon prédécesseur, le 1er août de l'année courante, au sujet de l'extension au territoire de la Transjordanie des dispositions du traité d'extradition existant entre la Hongrie et la Grande-Bretagne, ainsi que de la Déclaration supplémentaire y relative, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement royal hongrois accepte que les demandes d'extradition concernant l'extradition des délinquants se trouvant en Transjordanie soient présentées par la voie diplomatique tant que la Hongrie n'aura pas de représentation consulaire dans cet Etat.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
86.362/6.
1932.

BUDAPEST, *November* 14, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Note No. 68/48/10/32, addressed to my predecessor by Mr W. E. Houstoun-Boswall, Secretary of Legation, on August 1st of this year, with regard to the extension to the territory of Transjordan of the provisions of the existing extradition treaty between Hungary and Great Britain, together with the additional Declaration relative thereto, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Hungarian Government agrees that requisitions for the extradition of offenders who may be in Transjordan shall be made through the diplomatic channel for so long as there is no Hungarian Consular Officer in that territory.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En même temps, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que vu la cessation du fonctionnement du Consulat honoraire royal hongrois de Jérusalem, le Gouvernement royal hongrois se propose de demander provisoirement l'extradition des délinquants se trouvant en Palestine également par la voie diplomatique.

PUKY.

A Son Excellence
Monsieur le Vicomte A. Chilston,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire,
Budapest.

At the same time, I have the honour to inform Your Excellency that, as the activities of the Royal Hungarian Honorary Consulate at Jerusalem have been discontinued, the Royal Hungarian Government also proposes to apply provisionally through the diplomatic channel for the extradition of offenders who have taken refuge in Palestine.

PUKY.

To His Excellency
Viscount Chilston,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Budapest.

No. 107 *(a)*. — EXTRADITION TREATY[1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND SALVADOR. SIGNED AT PARIS, JUNE 23, 1881.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE APPLICATION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. SAN SALVADOR, SEPTEMBER 22, AND OCTOBER 18, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 *décembre* 1932.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 9.

SAN SALVADOR, *September* 22, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Señor Dr. F. Martinez Suarez' Note of 8th August 1930 addressed to Mr. Murray Simpson I have the honour to inform you that His Majesty's Government

[1] Vol. CVII, page 557, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N° 107 *a)*. — TRAITÉ[1] D'EXTRADITION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE SALVADOR. SIGNÉ A PARIS, LE 23 JUIN 1881.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. SAN SALVADOR, LES 22 SEPTEMBRE ET 18 OCTOBRE 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 14, 1932.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE

N° 9.

SAN SALVADOR, *le* 22 *septembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note du 8 août 1930 adressée par le Dr F. Martinez Suarez à Mr Murray Simpson, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté britannique

[1] Vol. CVII, page 557, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Salvador agree that the provisions of the extradition treaty signed at Paris on June 23, 1881, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the " governor or chief authority " referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Salvadorean Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of the Republic of Salvador who, for the purpose of Article XVII of the said Treaty, would be the " chief consular officer " by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest regard and esteem.

R. GOLDIE,
H. M. Chargé d'Affaires ad interim.

His Excellency
Dr. Miguel Angel Araujo,
Minister for Foreign Affairs,
National Palace,
San Salvador.

dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable d'étendre à la Transjordanie l'application des clauses des traités d'extradition, actuellement en vigueur, conclus par Sa Majesté et dont l'application a été déjà étendue à la Palestine (non compris la Transjordanie).

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République du Salvador accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Paris le 23 juin 1881 soient considérées comme applicables à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse à cet effet de Votre Excellence seraient considérées comme constatant formellement l'entente intervenue entre les deux gouvernements, selon laquelle les dispositions de ce traité seront applicables à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions du traité, de la même manière que si ledit territoire était une possession de Sa Majesté et que les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord le « Gouverneur ou l'autorité principale » mentionné à l'article XVII dudit traité sera le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement du Salvador accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire de la République du Salvador qui, aux fins de l'article XVII dudit traité, serait le « fonctionnaire consulaire principal » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Veuillez agréer, etc.

R. GOLDIE,
Chargé d'Affaires ad interim *de Sa Majesté.*

Son Excellence
le Dr Miguel Angel Araujo,
Ministre des Affaires étrangères,
Palais National,
San Salvador.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE EL SALVADOR C.A.
PALACIO NACIONAL.
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.
SECCIÓN DEL PROTOCOLO.
No. de A. 200.
SP-27-/L. D. 803.

SAN SALVADOR, 18 *de octubre* de 1932.

HONORABLE SEÑOR,

Tengo la honra de acusar recibo a Vuestra Señoria de su muy atenta nota, No. 9, del 22 de septiembre último, cuyo tenor es el siguiente :

« EXCELENCIA,

» Con referencia a la nota del Dr. F. Martinez S., del 8 de agosto de 1930, dirigida al Sr. Murray Stimpson, tengo a honra informarle que el Gobierno de S. M. en el Reino Unido de la Gran Bretaña y la Irlanda del Norte considera conveniente que las disposiciones de los tratados de extradición ajustados por Su Majestad y ya aplicables a la Palestina — con exclusión de la Transjordania — sean también aplicables a esta última.

» 2. En consecuencia, me es honroso inquirir si el Gobierno de la República de El Salvador conviene en que las provisiones del tratado de extradición firmado en París el 23 de junio de 1881, se apliquen también a la Transjordania. En caso afirmativo, la presente nota y la respuesta de Su Excelencia serán consideradas como la aprobación formal del arreglo a que han llegado nuestros dos Gobiernos sobre que las disposiciones de dicho tratado serán aplicables desde la fecha de su nota a la Transjordania, y las demandas de extradición de y para aquel territorio se harán de acuerdo con dicho tratado, como si dicho territorio fuera una posesión de Su Majestad y como si los nacionales o nativos de aquel territorio fueran súbditos británicos.

» 3. Me es honroso agregar que, para los propósitos de este arreglo, « el gobernador o la autoridad en jefe » a que alude el Artículo XVII de dicho Tratado sería el Alto Comisionado de la Transjordania, Jerusalen.

» 4. Si el Gobierno Salvadoreño conviene en esta propuesta, me sería satisfactorio saber cuál sería el funcionario consular salvadoreño que, según el Artículo XVII del susodicho Tratado, desempeñaría las funciones de « principal funcionario consular » que debiera proceder a la demanda de extradición de la Transjordania. »

En contestación, me es honroso manifestar a Vuestra Señoría que mi Gobierno acepta la propuesta contenida en su citada nota y que, por consiguiente, tendrá, desde esta fecha, como extensivo a la Transjordania, el Tratado de Extradición celebrado con el Gobierno de Su Majestad el 23 de junio de 1881.

En esa virtud, mi Gobierno ha designado al señor Cónsul general de El Salvador en la Gran Bretaña, residente en Londres, para que conozca de los asuntos relativos a extradición correspondientes a la Transjordania, de conformidad con este Convenio.

Ruego a Vuestra Señoría tener la presente nota como una notificación de este Gobierno y aceptar las seguridades de mi alta consideración y aprecio,

Miguel Angel ARAUJO.

Honorable señor Encargado de Negocios *ad interim*
de la Gran Bretaña,
Don Robert George Goldie,
Presente.

[1] TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DU SALVADOR.
PALAIS NATIONAL.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SECTION DU PROTOCOLE.
N° A. 200.
SP-27-/L. D. 803.

SAN SALVADOR, *le* 18 *octobre* 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, N° 9, du 22 septembre dernier, ainsi conçue :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

» Me référant à la note du 8 août 1930, adressée par le Dr F. Martinez Suarez à M. Murray Simpson, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable d'étendre à la Transjordanie l'application des clauses des traités d'extradition, actuellement en vigueur, conclus par Sa Majesté et dont l'application a été déjà étendue à la Palestine (non compris la Transjordanie).

» 2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République du Salvador accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Paris le 23 juin 1881 soient considérées comme étant applicables à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse à cet effet de Votre Excellence seraient considérées comme constatant formellement l'entente intervenue entre les deux gouvernements selon laquelle les dispositions de ce traité seront applicables à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

REPUBLIC OF SALVADOR.
NATIONAL PALACE.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
PROTOCOL SECTION.
No. A. 200.
SP-27-/L.D.803.

SAN SALVADOR, *October* 18, 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. 9, of September 22nd last, which reads as follows :

" YOUR EXCELLENCY,

" With reference to Señor Dr. F. Martinez Suarez' Note of 8th August 193c addressed to Mr. Murray Simpson I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

" 2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Salvador agree that the provisions of the extradition treaty signed at Paris on June 23rd, 1881, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

conformément aux dispositions du traité, de la même manière que si ledit territoire était une possession de Sa Majesté et que les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

» 3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord le « Gouverneur ou l'autorité principale » mentionné à l'article XVII dudit traité sera le Haut Commissaire pour la Transjordanie et Jérusalem.

» 4. Si le Gouvernement du Salvador accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire de la République du Salvador qui, aux fins de l'article XVII dudit traité, serait le « fonctionnaire consulaire principal » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie. »

J'ai l'honneur de déclarer en réponse à Votre Excellence que mon gouvernement accepte la proposition formulée dans ladite note et qu'il considérera par conséquent comme étendu à la Transjordanie, à partir de ce jour, le Traité d'extradition conclu le 23 juin 1881 avec le Gouvernement de Sa Majesté.

A cette fin, le gouvernement a désigné le consul général du Salvador en Grande-Bretagne, résidant à Londres, comme ayant qualité pour connaître des affaires d'extradition concernant la Transjordanie, conformément au présent accord.

Je prie Votre Excellence de considérer la présente note comme une déclaration de mon gouvernement et d'agréer, etc.

Miguel Angel ARAUJO.

Monsieur Robert George Goldie,
Chargé d'Affaires *ad interim*
de la Grande-Bretagne,
San Salvador

nationals or natives of that territory were British subjects.

" 3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the ' governor or chief authority ' referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

" 4. If the Salvadorean Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of the Republic of Salvador who, for the purpose of Article XVII of the said Treaty, would be the ' chief consular officer ' by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made."

In reply, I have the honour to inform Your Excellency that my Government accept the proposal contained in your note reproduced above, and will therefore regard, as from this date, the extradition treaty which it concluded on June 23, 1881, with His Majesty's Government as extending to Transjordan.

For this purpose, my Government have designated the Consul-General of Salvador in Great Britain, resident in London, to deal with extradition affairs connected with Transjordan, in accordance with this agreement.

I have the honour, etc.

Miguel Angel ARAUJO.

His Excellency
Robert George Goldie, Esq.,
Acting Chargé d'Affaires
of Great Britain,
San Salvador.

N° 116 *a*). — ARRANGEMENT [1] ENTRE LES PAYS-BAS ET LA SUÈDE CONCERNANT L'ASSISTANCE A DONNER AUX MARINS DÉLAISSÉS DES DEUX PAYS, SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 2 MAI 1913.

DÉNONCIATION

Dénonciation par la Suède, effective à partir du 1er janvier 1933.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 19 *décembre* 1932.

No. 116 *(a)*. — AGREEMENT [1] BETWEEN THE NETHERLANDS AND SWEDEN CONCERNING THE RELIEF TO BE GIVEN TO DISTRESSED SEAMEN OF THE TWO COUNTRIES, SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 2, 1913.

DENUNCIATION.

Denunciation by Sweden, effective as from January 1st, 1933.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, December 19, 1932.

N° 117 *a*). — ARRANGEMENT [2] ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUÈDE ET LA NORVÈGE CONCERNANT L'ASSISTANCE A DONNER AUX MARINS DÉLAISSÉS. SIGNÉ A LONDRES, LE 12 JUILLET 1881.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS RELATIF A LA DÉNONCIATION DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS. LONDRES, LES 30 DÉCEMBRE 1932 ET 3 JANVIER 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne, le 1er *février* 1933.

No. 117 *(a)*. — AGREEMENT [2] BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWEDEN AND NORWAY REGARDING THE RELIEF OF DISTRESSED SEAMEN. SIGNED AT LONDON, JULY 12, 1881.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE SWEDISH GOVERNMENT RESPECTING THE TERMINATION OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. LONDON, DECEMBER 30, 1932 AND JANUARY 3, 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, February 1st, 1933.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome X, page 259.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VIII, page 695.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 107, page 1030.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 72, page 19.

I.

SWEDISH LEGATION.
No. 169.

LONDON, *30th December*, 1932.

SIR,

According to instructions received I have the honour to inform you that my Government are desirous of terminating the Anglo-Swedish Agreement of July 12th, 1881, regarding the relief of distressed seamen.

According to the stipulations of the said agreement a period of twelve months' notice is required for the termination of the agreement.

As my Government, however, are anxious to have the agreement terminated simultaneously with the agreement concluded with Norway, i. e. on the 31st December 1932, I have the honour to ask for your kind intermediary with a view to ascertaining whether His Britannic Majesty's Government are willing to waive the period of twelve months' notice and consequently consent to the termination of the agreement as from December 31st, 1932.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient humble Servant:

PALMSTIERNA.

The Right Honourable
Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE.
S. W. 1.

3rd January 1933.

SIR,

I have the honour to ackowledge the receipt of your note No. 169 of the 30th ultimo notifying me of the desire of the Swedish Government to terminate the Anglo-Swedish Agree-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.
N° 169.

LONDRES, *le* 30 *décembre* 1932.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Conformément aux instructions que j'ai reçues, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement désire mettre fin à l'Accord anglo-suédois du 12 juillet 1881 concernant l'assistance aux marins nécessiteux.

D'après les stipulations de cet accord, un préavis de douze mois est nécessaire à cet effet.

Cependant, mon gouvernement souhaitant vivement que cet accord prenne fin à la même date que l'accord conclu avec la Norvège, c'est-à-dire le 31 décembre 1932, j'ai l'honneur de recourir à votre bienveillant intermédiaire pour savoir si le Gouvernement de Sa Majesté britannique serait disposé à renoncer au préavis de douze mois et à accepter en conséquence que l'accord prenne fin le 31 décembre 1932.

Veuillez agréer, etc.

PALMSTIERNA.

Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE.
S. W. 1.

Le 3 *janvier* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 169, en date du 30 décembre dernier, par laquelle vous me faites connaître que le Gouvernement suédois désire mettre fin à l'Ac-

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ment of July 12, 1881, regarding the relief of distressed seamen and of their hope that the period of one year's notice required under the terms of the Agreement may be waived.

2. In reply, I have the honour to inform you that there is no objection to the waiver of the period of notice, and that accordingly the Agreement will be regarded as having terminated on the date suggested in your note, *i.e.* December 31, 1932.

3. The Exchange of Notes[1] of November 28, and December 12, 1907, regarding the application to Norway of the term "third State" in the Agreement will likewise be regarded as having come to an end on the 31st ultimo.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant,

(For the Secretary of State.)
Ernest F. GYE.

Baron E. K. Palmstierna, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

cord anglo-suédois du 12 juillet 1881 concernant l'assistance aux marins nécessiteux et espère qu'on pourra renoncer au préavis d'un an prévu dans l'accord.

2. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que rien ne s'oppose à l'abandon de ce préavis et qu'en conséquence l'accord sera considéré comme ayant expiré à la date proposée dans votre note, c'est-à-dire le 31 décembre 1932.

3. L'Echange de notes[1] en date des 28 novembre et 12 décembre 1907, concernant l'application à la Norvège du terme « Etat tiers », contenu dans l'accord, sera également considéré comme ayant pris fin le 31 décembre dernier.

Veuillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat).
Ernest F. GYE.

Baron E. K. Palmstierna, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

---

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome IV, page 182.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)